LIBRARY OF CONGRESS
00004386498

462110

Picot, Emile,

LES SERBES DE HONGRIE,

LEUR HISTOIRE,

LEURS PRIVILÉGES, LEUR ÉGLISE, LEUR ÉTAT POLITIQUE ET SOCIAL.

PRAGUE.
GRÉGR & DATTEL LIBRAIRES ÉDITEURS.
1873.

DB919
.P46

462110
M12, 34

Imprimerie du Dr. Grégr à Prague.

Préface.

L'ouvrage que nous livrons au public inaugure une série de travaux dans lesquels nous espérons pouvoir passer successivement en revue les diverses populations qui se partagent le sol actuel de la Hongrie. Au milieu des transformations que nous voyons subir aux états européens, il nous paraît utile de répandre des notions exactes sur des peuples auxquels les événements peuvent donner une place nouvelle dans l'histoire. Bien que les Serbes de Hongrie ne forment pas un noyau compact, qu'ils ne possèdent pas une existence politique indépendante, leur passé, leurs aptitudes guerrières, le voisinage de leurs frères de la Principauté et de la Turquie, sont autant de considérations qui les recommandent à notre attention.

Le peuple serbe est réparti aujourd'hui de la manière suivante:

Principauté de Serbie, déduction faite de 110.000 Roumains	1,140.000
Crna Gora (Monténégro)	200.000
Herzégovine	227.000
Bosnie	780.000
Novipazar	120.000
Hongrie, Croatie et Slavonie	1,000.000
Dalmatie et Istrie	425.000
Ensemble:	3,892.000

Si, à ce chiffre déjà respectable on ajoute: 6,000.000 de Bulgares, 1,350.000 Croates et 1,210.000 Slovènes, on arrive, pour les Slaves du sud, à un total de 12,452.000 individus.

Par leur position géographique qui fait d'eux le lien entre les Bulgares et les Serbes de la Principauté, d'une part, les Croates et les Slovènes, d'autre part, les Serbes de Hongrie peuvent être appelés à jouer un rôle important, et nous avons voulu leur consacrer le premier volume de nos études ethnographiques.

La plus grande partie de ce volume est occupée par un résumé historique dans lequel nous nous sommes efforcé de coordonner les notions contenues dans toutes les publications antérieures, les contrôlant par des informations nouvelles et les soumettant à des vues d'ensemble. Au risque de fatiguer le lecteur par la fréquence des renvois, nous n'avons avancé aucun fait sans indiquer la source à laquelle nous l'avions puisé. Cette préoccupation d'exactitude justifiera, nous le pensons, la longueur de quelques unes de nos

citations. Nous n'avons pas voulu, par exemple, parler des priviléges accordés aux Serbes par l'empereur Léopold et par ses successeurs, sans en reproduire des extraits qui permissent au lecteur de prononcer un jugement personnel. Nous estimons que, dans une œuvre critique, les documents doivent tenir la première place, et nous n'avons pas craint de citer les textes originaux, toutes les fois qu'ils étaient rédigés dans une langue généralement comprise.

Les chapitres qui viennent après cette partie purement historique, sont destinés à fournir à ceux qui suivent au jour le jour les incidents de la politique, toutes les informations qui peuvent leur être utiles pour apprécier l'état social des Serbes de Hongrie. La plupart des journaux européens sont si peu renseignés sur les questions de ce genre, qu'on accueillera peut-être avec intérêt ces détails peu connus.

Nous ne nous dissimulons point que notre ouvrage pourra susciter des attaques. Sans parler des erreurs qui nous auront échappé, on nous accusera sans doute de partialité, alors que nous avons surtout voulu faire œuvre de justice. Étranger par la naissance aux luttes passionnées dont la Hongrie est le théatre, nous en avons été simple spectateur, et ne nous sommes point prononcé sans de mûres refléxions. Si, le plus souvent, nous avons dû combattre en termes énergiques l'amour de domination, l'attitude hautaine et intolérante des Allemands et des Magyars, nous n'avons pas craint de parler aux Serbes avec franchise, toutes les fois que nous avons eu des reproches à leur adresser.

Nous avons blâmé sans ménagement l'indifférence et l'indiscipline d'un grand nombre, et serions heureux que nos conseils, dictés par un sentiment sympathique, produisissent quelque fruit.

Nous présentons ces lignes à nos amis de tous les pays slaves et latins. Puissent-ils les agréer comme un gage de ces rapports fraternels que nous espérons voir se développer entre l'Orient et l'Occident!

NOTE

sur la transcription des noms serbes et magyars.

Pour ne pas tomber dans une confusion que les auteurs français se sont rarement appliqués à éviter, nous avons adopté, pour tous les noms serbes cités dans le texte, la méthode de transcription croate. Grâce aux indications suivantes, le lecteur pourra trouver sans peine la véritable lecture de chaque mot, tandis que dans la plupart des ouvrages français publiés jusqu'ici, notamment dans le dernier ouvrage de M. Saint-René Taillandier sur la Serbie, l'absence de système fait qu'on rencontre des mots transcrits à l'allemande, à côté d'autres mots écrits à la française. Il n'est pas besoin d'insister sur les inconvénients de ce mélange qui rend la lecture des plus difficiles.

Le croate et le serbe ne forment qu'une seule et même langue; ils ne diffèrent guère que par la transcription, latine d'un côté, cyrillienne de l'autre. Il est donc utile qu'on se familiarise à l'étranger avec des signes diacritiques dont l'emploi devient chaque jour plus usuel chez les Slaves.

Voici un tableau des signes graphiques qui n'ont pas chez les Serbes la même valeur qu'en français. Nous avons ajouté à l'alphabet en usage chez les Croates, les lettres correspondantes de l'alphabet cyrillien réformé par Vuk Stefanović Karadžić, puis la transcription adoptée par les Hongrois. Comme un grand nombre de noms propres sont écrits dans ce travail avec l'orthographe magyare, cette indication ne sera pas superflue.

Croate:	Serbe:	Magyar:	Valeur en français:
c	ц	c, cz	*ts.*
ć	ћ	cs	*tch* français très-adouci et légèrement mouillé. Bien que le serbo-croate *ć* corresponde à peu près au magyar *ty*, les Hongrois le transcrivent toujours par *cs.*
č	ч	cs	*tch.* L'ancienne transcription magyare *ch* s'est conservée dans quelques noms propres: *Széchenyi*, *Zichy*, etc.
dj, gj	ђ	gy	Ce son, étranger au français, peut-être rapproché de *di* dans le mot *Dieu*, prononcé avec force et d'une seule émission de voix.
dž	џ	dzs	*dj.* Ces signes ne sont guère usités que dans les mots empruntés au turc.
h	х	h	Aspiration, toujours forte en magyar, souvent adoucie, ou complétement supprimée en serbo-croate.
j	j	j	*y*, comme le *j* italien ou allemand.
lj	љ	ly	*l* mouillée, comme dans *pareil* (ne pas prononcer *parèye*).
nj	њ	ny	*gn*, dans campagne.
s	с	sz	*s* dur, dans *son.*
š	ш	s	*ch*, dans *cheval.*
ž	ж	zs	*j*, dans *jour.*

NB. Les voyelles magyares ont un son particulier qu'il est utile de faire connaître: *a* sonne comme un *o* guttural; *á* sonne comme l'*a* français de *papa*; l'accent allonge la prononciation sans pourtant produire l'*a* ouvert de *pâte*, *âme*, etc. L'*e* magyar incline vers *a* tandis que l'*é* est l'*é* de *café.* Les voyelles *ö*, ő répondent à l'*eu* français et ne se distinguent que par la quantité. *U* sonne *ou*, en magyar comme en serbe, de plus le magyar possède *ü* et ű, (*u* français), correspondant à *ö* et ő.

L'*r* a chez les Serbes un son fortement vibrant qui lui permet de jouer le rôle d'une voyelle: *srb*, *krv*, *prst*, etc.

Bibliographie.

I. Histoire politique.

A. Histoire générale.

1. Dissertatio brevis ac sincera hungari auctoris (Stephani Novaković) de gente serbica, perperam rasciana dicta, ejusque meritis ac fatis in Hungaria, cum appendice privilegiorum eidem genti elargitorum. *Budæ*, 1790, in-8.

M. Vitković et plusieurs autres auteurs attribuent cette dissertation à Keresztúri; elle est d'Etienne Novaković, ancien agent serbe près de la Chancellerie hongroise. Šafařík *Gesch. der südslav. Lit.*, III, p. 224.

2. Kurzgefasste Abhandlung über die Verdienste und Schicksale der serbischen oder razischen Nazion in dem Königreiche Hungarn. Von einem hungarischen Patrioten (Stephan von Novaković). Mit einem Anhang der derselben verliehenen Privilegien. Neusatz und Belgrad, bei Em. Jankovits 1791, in-8.

Traduction de l'opuscule précédent. Voy. Šafařík, ibid.

3. Исторія разныхъ славенскихъ Народовъ, наипаче Болгаръ, Хорватовъ, и Сербовъ, из тмы забвения изятая и во свѣтъ историческіи произведенная Іоанномъ Раичемъ. Въ Віеннѣ, при б. Г. Стефанѣ Новаковичѣ; (Histoire des différents peuples slaves, en particulier des Bulgares, des Croates et des Serbes, tirée de l'oubli et mise dans la lumière historique, par Jean Rajić. Vienne, Étienne Novaković), 1794—1795, 4 vol. in-8. — IIe édition: В Будиномъ градѣ, при Тѵпографіи крал. Універ. Унгарскаго, (Bude, imprimerie de l'Université royale de Hongrie), 1823, 4. vol. in-8. Les priviléges et autres documents réunis dans le IVe vol., ont été aussi publiés à part.

4. Kurzer Bericht von der Beschaffenheit der zerstreuten zahlreichen illyrischen Nation in den k. k. Erblanden. (Von Freiherrn von Bartenstein.) Frankfurt und Leipzig, 1802, in-8.

Comme ce livre est devenu à peu près introuvable, nous indiquerons aussi la traduction serbe qui en a été publiée par M. A. Sandić:

(Јована Христиф. Барона Бартенштајна) Кратак Извештај о стању расејанога многобројнога илирскога народа по цар. и краљ. наследничким земљама. Превео Александар Сандић. У Бечу, штампарија и издање јерменскога манастира, 1866, in-8.

5. Slavonien und zum Theil Croatien. Ein Beitrag zur Völker- und Länderkunde, theils aus eigener Ansicht und Erfahrung (1809—1812), theils auch aus späteren zuverlässigen Mittheilungen der Insassen; von Johann v. Csaplovics. Pest, in Hartleben's Verlag, 1819, 2 vol. pet. in-8.

6. Die Serbier und Rascier in Ungarn und deren Privilegien. Articles publiés dans le Lloyd du mois de janvier 1849.

Cette suite d'articles est citée par M. Helfert (Gesch. Oesterreichs, II, p. 169, note 94), mais nous n'avons pu nous la procurer.

7. Войводство Серба аустріиски. Писао Ісидоръ Николичъ. У Віенни, печатано у кньигопечатны ерменскога монастира, (Le Voïévodat des Serbes autrichiens, par Isidore Nikolić. Vienne, imprimé à l'imprimerie du Monastère arménien), 1849, in-8.

8. Neueste National- und Sprachenkarte des östereichischen Kaiserstaates, im Vereine mit Mehreren herausgegeben von R. A. Fröhlich. Wien, Verlag von Albert A. Wenedikt, 1849, 1 f. gr. aigle et un texte in-8.

Le texte de Fröhlich contient (pp. 17—31) un résumé assez bien fait de l'histoire des Serbes de Hongrie.

9. Geschichte des Illyrismus oder des süd-slavischen Antagonismus gegen die Magyaren. Nebst einem Vorworte von Dr. W. Wachsmuth. Leipzig, Verlag von Gustav Mayer, 1849, in-8.

10. Darstellung des Rechtsverhältnisses der serbischen Nation, von Dr. J. Subbotić. Agram, 1849, in-8.

11. Черте живота народа србског у унгарскимъ областима, одъ времена, кадъ су Мађари у ове дошли, па до славногъ доба воскресенія Войводине Сербіе, или одъ године 895—1848. Списао и издао Алекъсандеръ Стоячковићъ. У Бечу, писмены ерменског Монастыра; (Esquisse de la vie du peuple serbe dans les pays hongrois, depuis l'époque où les Magyars y sont arrivés, jusqu'à l'époque glorieuse du rétablissement de la Voïévodine serbe, ou de 895 à 1848, par Alexandre Stojačković. Vienne, imprimerie du Monastère arménien), 1849, in-8.

12. Ethnographie der österreichischen Monarchie von Karl Freiherrn von Czörnig. Mit einer ethnographischen Karte in vier Blättern. Herausgegeben durch die kaiserlich königliche Direction der administrativen Statistik. Wien, aus der k. k. Hof- und Staatsdruckerei, 1855—1857, 3. vol. gr. in-4 et une carte en 4 feuilles.

M. Czoernig a donné dans ce grand ouvrage beaucoup de renseignements sur les Serbes. Il a inséré, à la fin de son IIIe vol., les priviléges impériaux et plusieurs autres documents qui n'avaient pas encore été imprimés.

13. Ueber die staatsrechtlichen Verhältnisse der Serben in der Wojwodina und überhaupt in den Ländern der ungarischen Krone. Historisch-juridische Abhandlung von Alexander Stojacskovics. Temesvar, aus der kaiserlich-königlichen Filial-Staatsdruckerei, 1860, in-8.

14. A magyarországi szerb Telepek jogviszonya az Államhoz. Szalay László által. Pest, Kiadja Heckenast Gusztáv; (Les Colonies serbes de la Hongrie dans leurs rapports juridique avec l'État par Ladislas Szalay. Pest, Gustave Heckenast éditeur), 1831, in-8.

Ce mémoire a paru en allemand, avec divers changements et additions, sous ce titre:

Das Rechtsverhältniss der serbischen Niederlassungen zum Staate, in den Ländern der ungarischen Krone, von Ladislaus von Szalay. Leipzig und Pest, Lauffer und Stolp, 1862, in-8.

15. Die serbischen Privilegien, Verhandlungs-Congresse und Synoden, von Dr. Jos. Jireček, dans l'Oesterreichische Revue, 1864, n°s VII, VIII.

16. Глас из Србије о питању народности у Угарској. У Београду, у Државној штампарији; (Une voix de Serbie dans la question de la nationalité en Hongrie. Belgrade, imprimerie de l'état), 1865, in-8.

Extrait du Vidov Dan, n°s 67—94 de l'année 1865.

17. Uhry a východní otázka. Historická studie. Sepsal Josef Perwolf. V Praze. Tisk Jaroslava Pospíšila; (Les Hongrois et la question d'Orient. Etude historique par Joseph Perwolf. Prague, imprimerie de Iaroslav Pospíšil), 1869, in-8.

Extrait du Časopis Musea království Českého (Journal du Musée du Royaume de Bohème, 1869).

18. Les Serbes et la mission de la Serbie dans l'Europe d'Orient, par Vladimir Yovanovics. Paris, A. Lacroix, Verboeckhoven et Cie, 1870, in-12.

Il existe une édition anglaise plus ou moins remaniée de cet ouvrage, également publiée à Genève, sous ce titre: The Emancipation of the Servian Nation, 1871, in-12.

19. Критички поглед на прошлост Срба у Угарској, од Гаврила Витковића (Coup d'œil critique sur le passé des Serbes de Hongrie, par Gabriel Vitković), dans le Гласник српског ученог друштва (Bulletin de la Société scientifique serbe) T. XXVIII, 1870, pp. 1—175; XXXVII, 1873, pp. 250—304.

B. Faits historiques particuliers.

20. Die freiwillige Theilnahme der Serben und Kroaten an den vier letzten österreichisch-türkischen Kriegen, dargethan in einer Sammlung gleichzeitiger geschichtlicher Urkunden. Wien, Druck von Keck und Pierer, 1854, in-8.

21. A Ráczok Ellenforradalma (1703—1711). — (La Contre-Révolution des Rasciens (1703—1711). — Articles de M. Jean Hornyik dans le recueil intitulé. Századok. A magyar történelmi Társulat Közlönye; (Les Siècles. Bulletin de la Société d'histoire hongroise), Pest, 1868, pp. 530—553; 608—633; 693—720.

22. Die serbische Bewegung in Südungarn. Ein Beitrag zur Geschichte der ungarischen Revolution. Mit einer Karte. Berlin, Verlag von Franz Duncker, 1851, in-8.

Cet ouvrage a été traduit en serbe, par M. Zdravković, sous le titre suivant:

Српски Покрет у Јужној Угарској (1848). Превео J. Здравковић. Београд, штампарија Николе Стефановића, 1870, 2 part. in-8.

23. Die Erlebnisse eines k. k. Offiziers im österreichisch-serbischen Armeecorps, in den Jahren 1848 und 1849. Semlin, 1861, in-8.

Divers articles insérés dans le Лѣтописъ српскій (Annuaire serbe), Novi Sad, 1825 et années suivantes; et dans le Гласникъ Друштва србске словесности (Bulletin de la Société scientifique serbe). Belgrade, 1847 et années suivantes. Ces articles seront indiqués dans le texte.

II. Histoire ecclésiastique.

24. Die Union der in Ungern zwischen der Donau und Drau wohnenden Bekenner des griechisch-orientalischen Glaubens, von Joseph Fiedler. Wien, aus der k. k. Hof- und Staatsdruckerei, 1862, in-8.

Extrait des Sitzungsberichte der philos.-hist. Classe der kais. Akademie der Wissenschaften, T. XXXVIII.

25. Beiträge zur Union der Valachen (Vlachen) in Slavonien und Syr-

mien, mitgetheilt von Joseph Fiedler. Wien, aus der k. k. Hof- und Staatsdruckerei, 1867, in-8.

Extrait de l'Archiv für Kunde österreichischer Gechichtsquellen, T. XXXVII.

26. Actenmässige Darstellung der Verhältnisse der gr. n. u. Hierarchie in Oesterreich, dann der illirischen National-Congresse und Verhandlungs-Synoden (von Dr. Jos. Jireček). Wien, aus der kaiserlich-königlichen Hof- und Staatsdruckerei, 1861, in-8.

27. Акта Сабора народа србскогъ у Темишвару године 1790-те држаногъ и Царства Рѣшения. У Зешуну, печатао и издао И. К. Сопронъ; (Actes du Congrès national serbe tenu à Temesvár, en 1790, et Résolution impériale. Zemun (Semlin), imprimé et publié par I. K. Sopron), 1861, in-8.

Outre la Résolution impériale (Kais. Entschliessung) de 1791, ce recueil contient diverses lettres adressées à la Chancellerie aulique illyrienne par Léopold II et François Ier en 1691 et 1792.

28. Universalis Schematismus venerabilis Cleri orientalis Ecclesiae graeci non uniti ritus I. Regni Hungariae Partiumque eidem adnexarum, nec non Magni Principatus Transilvaniae; item Literarius, seu Nomina eorum qui rem literariam et fundationalem scholarem ejusdem ritus procurant, sub benigno-gratiosa protectione Excelsi Consilii Regii Locumtenentialis Hungarici; per Aloysium Reesch de Lewald, pro anno 1846/7 redactus. Budae, typis Regiae scientiarum Universitatis Hungaricae, in-8.

Cet annuaire, le seul qui ait été publié, pour l'église orientale de la Hongrie, contient des documents statistiques fort précieux.

29. Радња благовештенског Сабора народа србског у сремским Карловцима, 1861. Издао Јован Ђорђевић. У Новоме Саду, брзотиском епископске књигопечатње; (Travaux du Congrès national serbe tenu à Karlovci de Sirmie, à l'époque de l'annonciation; en 1861; publiés par Jean Gjorgjević. Novi Sad, imprimé avec les presses rapides de la typographie episcopale), 1861, in-8.

30. Vechi'a Metropolia ortodosa romana a Transilvaniei, suprimerea si restaurarea ei, de Nicolau Pope'a. Sabiniu, Filtsch, 1870, in-8.

Documents relatifs à la séparation des deux églises serbe et roumaine.

31. Найвиши Рескрипт од 10га Аугуста 1868 о заключцима србског народног Сабора од године 1864/5 за обсет ц. кр. воєне краине. У Бечу, тиском єрменског манастира; (Rescrit impérial du 10 août 1868, relatif aux décisions du Congrès national serbe de l'année 1864-65, au sujet de la Frontière militaire imp. roy. Vienne, imprimerie du monastère arménien), 1868, gr. in-4.

32. Србски народни Сабор у сремским Карловцима, године 1869. Описао и на свет издао Др. Стеван Павловић. У Новом Саду,

у Платоновој штампарији; (Le Congrès national serbe tenu en 1869 à Karlovci de Sirmie. Compte-rendu publié par le Dr. Étienne Pavlović. Novi Sad, imprimerie Platon), 1870, in-8.

III. Histoire littéraire.

33. Paul Jos. Šafařík's Geschichte der südslawischen Literatur. Aus dessen handschriftlichem Nachlasse herausgegeben von Jos. Jireček. Prag, Verlag von Friedrich Tempsky, 1864-65, 3 vol. in-8.

Le T. IIIe de ce grand ouvrage est consacré à la littérature serbe; il est précédé d'un aperçu historique qui renferme une foule de renseignements précieux.

34. Српска Библијографија за новију књижевност (1741—1867). Саставио Стојан Новаковић. На свијет издао „Српско учено Друштво.“ У Биограду, у државној штампарији; (Bibliographie de la littérature serbe moderne (1741—1867), dressée par Stojan Novaković, publiée par la Société scientifique serbe. Belgrade imprimerie de l'État), 1869, in-8.

Cette Bibliographie comprend 3291 n^os.

34. Историја српске књижевности. Написао Стојан Новаковић. Друго са свим прерађено издање. Београд, издање и штампа државне штампарије; (Histoire de la littérature serbe par Stojan Novaković. Deuxième édition entièrement refondue. (Belgrade, imprimé et édité à l'imprimerie de l'État), 1871, in-8.

M. Jagić n'a encore fait paraître que la Ière Partie de sa grande Histoire littéraire (Historija Književnosti naroda hrvatskoga i srbskoga). Cette Partie ne s'occupe que de la période ancienne.

A ces ouvrages spécialement destinés à faire connaître l'histoire politique, religieuse et littéraire des Serbes, il convient d'ajouter les grands ouvrages relatifs à l'histoire de la Hongrie: Bonfini, Istvánfi, Pray, Katona, Engel, Fessler, le Corpus Juris Hungarici, la précieuse Encyclopédie bohème (Naučný Slovník), etc.

Nous aurons plus loin l'occasion de citer encore un grand nombre d'autres publications.

I.

Les Serbes de la Hongrie depuis le VIIe siècle, jusqu'aux premières guerres avec les Turcs.

Les auteurs qui ont écrit l'histoire des Serbes se sont bornés, pour la plupart, à nous faire connaître les populations comprises dans les limites de la Principauté actuelle de Serbie, ou dans les provinces slaves encore soumises à la domination ottomane et ne se sont guère occupés des Serbes de la Hongrie. Ces derniers ont pourtant une origine plus ancienne que leurs frères des bords de la Morava.[1])

En effet, c'est par le nord qu'eut lieu l'invasion des Slaves. Sans remonter jusqu'aux immigrants qui, dès la fin du IIIe siècle, formèrent des établissements en Thrace et en Macédoine, on voit clairement ce mouvement se produire au VIIe siècle. C'est alors, ainsi que l'ont démontré Dobrovský (ap. Engel, Gesch. v. Serbien, pp. 153—161) et Šafařík (Gesch. der Südslaw. Lit., III, pp. 9 sqq.), que les Serbes et les Croates quittèrent les Carpathes Orientales et la Russie Rouge et vinrent prendre possession des pays où nous les retrouvons encore. Le nom de Croates est, à cette époque, le nom générique, mais déjà les Serbes reconnaissent des chefs différents. La ressemblance de nom qui existe entre les Croates (Chorvates) et les Chorvates de la Bohème et de la Lusace a souvent amené une confusion entre ces deux peuples, ou du moins a fait croire, comme paraît l'indiquer

---

[1]) Nous renverrons, une fois pour toutes, pour les questions qui se rattachent à l'origine des Serbes aux *Antiquités slaves* de Šafařík *(Slovanské starožitnosti.* Sepsal Pavel Jos. Šafařík. Druhé vydání. V Praze, 1862-63), II, pp. 254 sqq.

le récit plus qu'obscur de Constantin Porphyrogénète, que les Croato-Serbes s'étaient d'abord avancés jusqu'aux confins des pays habités par les Germains, mais les recherches des deux savants illustres, que nous venons de citer, ont établi que, si cette similitude de nom était due à une origine commune, la séparation avait eu lieu au nord-est des Carpathes, où les monts Horby attestent encore le passage des Croates.

Au VIIe siècle, les Croates sont établis en Dalmatie, à l'extrémité orientale de la Bosnie et dans une partie seulement de la Croatie moderne; ils ont même déjà pénétré en Carniole;[1]) quant aux Serbes, ils ont pour limites: au nord, la Save et le Danube; à l'est la Morava, l'Izar et la ville de Raza (Novi-Pazar); au sud, la ville de Skadar et la Boljana; à l'ouest les montagnes qui s'étendent entre l'embouchure de la Cettina et le Vrbas et celles qui séparent le bassin du Vrbas de celui de la Bosna.

Telles étaient les limites assignées aux Serbes par l'empereur d'Orient, mais, si les populations anciennement établies dans la péninsule des Balkans leur barraient le chemin de Constantinople et de la Grèce, ils avaient toute liberté pour s'étendre au nord du Danube et l'on ne peut douter qu'ils ne possédassent des établissements sur la rive gauche du fleuve. Ils avaient de même pris possession de l'extrémité du triangle formé par la Drave, le Danube et la Save.[2])

Pour juger de la situation des pays qui nous occupent, il ne faut pas perdre de vue que dans la période qui suivit l'invasion des barbares, les envahisseurs étaient pour la plupart nomades et se déplaçaient sans cesse. Pendant la lutte que durant un siècle

---

[1]) Vers la fin du VIe siècle, le pape Saint Grégoire le Grand écrit aux évêques de l'Istrie: *„De Slavorum gente, quae vobis imminet et affligor „vehementer et turbor: affligor in his quae in vobis iam patior; con- „turbor, quia per Istriae aditum in Italiam intrare coeperunt.“* Ce que le pape désigne ici sous le nom d'Italie, c'est simplement la Carniole qui, à cette époque, faisait encore partie de l'Italie et où nous retrouvons aujourd'hui les Slovènes, — Noy. Fejér, *Croatiae ac Slavoniae cum regno Hungariae Nexus et Relationes.* Budae, 1839, in-8. Part. II, p. 5.

[2]) M. Szalay (*Szerb Tel.*, p. 7) dit lui-même, en parlant de l'émigration en Hongrie de la famille Branković au XVe siècle, que, à cette époque, les Serbes habitaient déjà la Sirmie et les Confins militaires depuis des siècles: *„Az ekkor beköltözettek, Szerémben, hol mint határvidéken „már századok óta Szerbek is laktak . . .“*

et demi, les Slaves eurent à soutenir contre les Avares, les uns et les autres perdirent et gagnèrent tour à tour du terrain. Pour ne parler que des Serbes, il ne semble pas que ceux-ci aient jamais cessé de se répandre au nord du Danube, où ils rencontraient d'autres peuples de même race. Parmi ces derniers, on fait d'ordinaire figurer les Obotrites ou Botritses qui paraissent devoir être confondus avec les Serbes. C'est l'opinion soutenue avec beaucoup d'apparence de raison par Timon[1]) et par Hilferding.[2]) D'après l'historien russe, les Botritses étaient établis dans la Bačka et le Banat de la Temes. Si Pray[3]) place ce peuple sur les bords de la Baltique, c'est évidemment par suite d'un examen peu attentif des textes d'Eginhard.[4]) Il ressort pour nous de ces textes que les Botritses avaient dû s'établir d'abord dans le bassin du Danube, dans le voisinage des Serbes. Ils furent alors vassaux des Bulgares, puis se soumirent aux Francs. C'est en 827, lorsque les Bulgares redevinrent les plus forts, qu'ils durent en grande partie abandonner les bords du Danube, pour se porter vers la Bohème.

Les Avares, qui, de 582, année où ils s'emparèrent de la Dacie et de la Pannonie, jusqu'en 799, époque à laquelle Charlemagne acheva de les soumettre, régnèrent en maîtres sur l'Europe orientale, depuis la Lusace jusqu'à la Mer Noire, furent à leur tour débordés par les Slaves, si bien qu'en 805 leur chef en fut réduit à solliciter de Charlemagne la permission de s'établir entre Sabaria (anjourd'hui Szombathely, Steinamanger) et Carnuntum (Petronell, près de Vienne), parce qu'ils ne pouvaient plus résister aux Slaves.[5]) Du reste, la domination des Avares ne dut s'exercer que sous la forme de tributs levés et de réquisitions de guerre et ne dut menacer l'existence même d'aucune des nations établies auparavant dans ces contrées.

La meilleure preuve que les populations croato-serbes ne furent pas constamment inquiétées, c'est que, au dire de Con-

---

[1]) *Imago antiquae Hungariae.* Cassoviae, 1766.

[2]) *Loco cit.*, I, p. 33.

[3]) *Annales Hunnorum, Avarum et Hungarorum.* Vindobonae, 1761, in-fol., p. 289.

[4]) Voy. Eginhardi *Annales Karoli Magni* et *Historia Karoli Magni.* La meilleure édition est celle qu'en a donnée Pertz dans ses *Monum. hist. germ.*, T. I et II.

[5]) Eginhardi *Annales*, ad ann. 805.

stantin Porphyrogénète, leur conversion eut lieu peu de temps après leur arrivée sur les confins de l'empire grec. Une première fois des missionaires leur furent envoyés de Rome, mais le paganisme n'ayant pas été entièrement extirpé, l'empereur Basile confia, vers 867, à des prêtres slaves le soin de leur prêcher de nouveau l'évangile.[1])

---

[1]) Les Serbes vont jusqu'à prétendre que le monastère de San-Gjorgje (Szent-György), dans le comitat de la Temes, remonte au VIIIe siècle. Nous nous sommes efforcé d'approfondir cette question, mais nous avouons n'être pas parvenu à un résultat bien satisfaisant. M. l'archimandrite Mihajlović, qui est depuis longtemps à la tête de ce couvent, a bien voulu nous communiquer un mémoire historique rédigé par lui pour le gouvernement autrichien, sous le ministère Bach. Voici textuellement le passage de ce mémoire qui se rapporte à la fondation du monastère: (Zur Zeit der Iconochlasten), „fassten einige fromme Mönche den festen „Entschluss sich zu den an der untern Donau wohnenden heidnischen „Völkern zu begeben, und denselben das Evangelium zu verkündigen. „Das Werk der Bekehrung ward ihnen schon dadurch erleichtert, dass „sie *im Jahre 787*, d. i. zur Zeit der Abhaltung des siebenten allge„meinen Conciliums zu Nicäa, welches unter dem Vorsitze des Patriar„chen zu Constantinopel H. Tarasius zusammenberufen und abgehalten „ward, mit patriarchalischer Vollmacht zur Gründung und Errichtung „erforderlicher Klöster versehen, — *auch im Banate*, zur leichteren „Verbreitung des Christenthums, *mehrere Klöster gründeten*, — denen „auch diess dem heiligen Gross-Märtyrer Georg geweihte und an der „Berzava liegende Kloster, laut einer kurzen in griechischer Sprache „verfassten und unter den Reliquien der heiligen Märtyrer Fortunati, „Modesti, Thalalaei und Tryphons aufgefundenen Geschichte, welche „aber leider im verhängnisvollen Jahre 1849, als die Bibliothek des „Klosters Szent-György nach Temesvár transportirt ward, sammt einem „chronologischen Klostervorsteher-Cataloge vom Jahre 1487—1739 in „Verlust gerathen ist, beigezählt wird."

Tout cela, on le voit, est assez problématique.

En effet le document sur lequel on s'appuie n'existe plus et ce document lui-même n'était pas un document original, ni même très-ancien. En outre, comment cette histoire du monastère de Szent-György aurait-elle péri à Temesvár qui ne fut pas pris par les Hongrois et où rien ne fut détruit?

De plus, les Roumains ont voulu revendiquer le même monastère sous le prétexte qu'il avait été construit à leurs dépens et, en l'absence de documents, on ne peut dire qui des deux parties en cause avait tort ou raison. Si nous insistons sur ce point, c'est pour protester contre la tendance que les Serbes, de même que les Magyars et les Roumains, ont à se créer une histoire de fantaisie, sans donner les preuves à l'appui de tous les faits qu'ils avancent.

Lorsqu'au siècle suivant, Cyrille et Méthode visitèrent les Slaves du sud, ils n'eurent point à les convertir; ils se bornèrent à traduire pour eux les livres saints et les transcrivirent à l'aide d'un alphabet particulier que l'on désigne encore sous le nom d'alphabet cyrillien.[1])

Ce mouvement religieux s'étendit aussi bien aux Serbes qui étaient fixés sur la rive gauche du Danube qu'à ceux qui habitaient la péninsule des Balkans. Toutefois, dans les dernières années du IXe siècle, les premiers virent surgir devant eux des adversaires nouveaux. En 887, les Magyars, sous la conduite d'Árpád, envahirent la Dacie orientale et une partie de la Pannonie. Provisoirement ils s'arrêtèrent sur les bords de la Theiss, mais, sous le règne de Saint-Étienne (997—1038), ils s'avancèrent jusqu'au Danube.

La Slavonie et la Croatie formèrent jusque vers la fin du XIe siècle des états indépendants. Ce ne fut que de 1088 à 1091 que le roi de Hongrie Ladislas Ier (Saint Lancelot) conquit la Slavonie, puis il tourna ses armes contre la Croatie qu'il réunit également à ses états (1091—1095).

Coloman, son successeur soumit la Dalmatie qui resta jusqu'en 1301 au pouvoir des Hongrois.[2])

La suzeraineté magyare, pas plus que celle des Avares, ne paraît avoir pesé beaucoup sur les Slaves du sud, car nulle part l'histoire ne fait mention de luttes ayant le caractère d'une guerre de races. Les Hongrois n'apportèrent pas un trouble sensible à la vie que menaient les Serbes. Bien plus ils leur empruntèrent, en partie leur organisation féodale. Les comitats hongrois, dont Saint-Étienne jeta les premiers fondements et dont l'organisation fut complétée par Béla III (1173—1196), présentent une analogie assez frappante avec les anciennes joupanies slaves, et le nom du comte, (ispán = župan), fut emprunté, lui aussi, au vocabulaire slave.[3])

---

[1]) Voy., sur les apôtres des Slaves, l'intéressant ouvrage de M. Louis Leger intitulé: *Cyrille et Méthode. Etude historique sur la conversion des Slaves au christianisme.* Paris, 1868, in-8.

[2]) Un certain nombre de familles dalmates vinrent alors s'établir en Hongrie. On cite notamment la famille Prebir d'où descendent les comtes Zrinyi.

[3]) L'influence des Slaves et des Grecs fut d'abord prépondérante sur les Hongrois, au point que deux de leurs principaux chefs, Bolusudes et

A cette époque c'est-à-dire, au Xe et au XIe siècle, les idiômes slaves paraissent avoir joué un rôle important dans les relations que les peuples de l'Europe orientale entretenaient les uns avec les autres.[1]) Dès que Cyrille et Méthode eurent achevé leur traduction des livres saints, la nouvelle langue ecclésiastique (qui n'était autre que le bulgare, mélangé, à l'origine, de quelques mots serbes), remplaça le grec dans les églises des pays slaves, et fut même importée chez les Roumains par Moznopon, disciple de ces deux grands apôtres.[2])

Une fois adopté par le clergé, le vieux bulgare ne tarda pas à être employé même dans la vie civile. Un grand nombre de

---

Gila, qui dominaient en Transylvanie, reçurent le baptême à Constantinople, et eurent pour parrain l'empereur Constantin VIII (1025—1028).

[1]) Témoin le grand nombre de mots empruntés aux Slaves par les Magyars. La forme de ces mots est d'ordinaire celle du slave liturgique, c'est-à-dire celle qui se rapproche le plus des dialectes parlés par les Slaves du sud. Voy. à ce sujet, les ouvrages suivants:

Fausti Verantii *Dictionarium quinque nobilissimarum Europae linguarum: latinae, italicae, germanicae, dalmaticae et ungaricae.* Venetiis, 1595, in-4, (réimpr. Posonii, 1834);

Affinitas linguae hungaricae cum linguis fennicae originis, grammatice demonstrata a S. Gyarmatho, *necnon Vocabularia dialectorum tartaricarum et slavicarum, cum hungarica comparata.* Gottingae, 1799, in-8;

Elenchus vocabulorum europaeorum, cumprimis slavicorum magyaricî usus . . . quo . . . reipublicae literariae quodam modo emolumento esse voluit Stephanus Leschka, *hungarus verbótzino-nitriensis.* Budae, 1825, in-8.;

G. Dankovsky: *Magyaricae linguae Lexicon critico-etymologicum, e quo patefit quae vocabula Magyari e sua avita caucasia dialecto conservarint quaeve a Slavis, uti Bohemis, Carniolis, Croatis, Illyriis, Polonis, Russis, Serbis, Slavis, Pannoniis, Vendis, Valachis, porro a Graecis, Germanis, Italis, etc. adoptarint.* Posonii, 1833, in-8;

Die slavischen Elemente im Magyarischen von Dr. Franz Miklosich (Separatabdruck aus dem XXI. Bde. der *Denkschriften der philos.-hist. Classe der k. Akademie der Wissenschaften).* Wien, 1871, in-4.

[2]) C'est l'emploi du bulgare dans la liturgie qui a fait, pendant des siècles, considérer les Roumains comme des Slaves. Pendant tout le moyen âge, leur église fut au pouvoir des Bulgares et des Serbes, en sorte qu'on ne peut guère séparer leur histoire de celle de ces deux peuples. On consultera avec intérêt, sur l'introduction du bulgare ecclésiastique chez les Roumains, un travail de M. B. P. Hâjdeŭ, publié dans le *Traianŭ,* du $^{3}/_{15}$ août 1869 et dans les N^os^ suivants, sous le titre de: *Limba slavică la Români, pênĕ la anulŭ* 1400.

chartes et de diplômes furent rédigés en slave liturgique, malgré les efforts faits par les papes pour faire prévaloir l'usage du latin.

C'est dans l'organisation ecclésiastique que se concentre pendant des siècles la vie des Slaves du sud; aussi ne sera-t-il peut-être pas sans intérêt de donner quelques détails sur ces questions encore mal éclaircies.

Lorsque Photius donna le signal du grand schisme qui divise encore les Églises d'Orient et d'Occident (858), les Slaves du sud inclinèrent vers le patriarche de Constantinople. Le Saint-Siége crut voir la cause de cette défection dans l'emploi de livres slaves et mit tout en œuvre pour leur substituer des livres latins. Le pape Jean X (914—928) retira l'autorisation donnée par Jean VIII à la liturgie slave, et la fit formellement condamner par le concile de Spalatro (925). Malgré les efforts du Saint-Siége, l'immense majorité du peuple refusa d'admettre le latin. A l'exception de quelques évêques gagnés à la cause occidentale, le clerge lui-même résista à toute tentative de rapprochement avec l'église latine. En vain, un nouveau concile tenu à Spalatro en 1059, prononça des peines contre ceux qui se serviraient de la liturgie slave. Les princes serbes se mirent à la tête de l'opposition contre le Saint-Siége et la pression que les Papes cherchèrent à exercer sur eux ne fit que consommer plus complétement le schisme.

Lorsque, en 1097, les croisés traversèrent la Dalmatie, ils y trouvèrent partout le culte grec, ce qui fit croire à plusieurs chroniqueurs, à Raimond d'Aguilers entre autres, que les Serbes étaient encore païens. Aussi bien les historiens des croisades rivalisent-ils avec les Byzantins pour nous dépeindre sous d'affreuses couleurs le pays des Slaves, ou comme ils dirent des Esclaves,[1]) mais on ne trouve dans leurs écrits aucune indication précise.

---

[1]) C'est des historiens byzantins que vient la confusion entre le mot *Slave* et le mot *Esclave* (*Slavi* = *Sclavi*), entre le mot *Serbe* et le mot *Serf* (*Serbi* = *Servi*), etc. Les historiens des croisades ne firent que répéter les calomnies que les Grecs s'étaient attachés à répandre contre les Slaves; c'est ainsi que Guillaume de Tyr, trompé par l'analogie des mots *Serbi* et *Servi*, représente les Serbes comme un ramassis de malfaiteurs réduits en esclavage et condamnés au travail des mines. Il serait temps que cette coufusion due à l'ignorance du moyen-âge, disparût des livres modernes et qu'on ne dit plus *Esclavonie*, *Servie*, *Serviens*, au lieu de: *Slavonie*, *Serbie* etc.

Pendant plusieurs siècles, on ne sait rien de positif sur la hiérarchie serbe; toutefois il est probable qu'il y eut sans interruption sur les deux rives du Danube des évêques reconnaissant la suprématie du patriarche d'Orient.

Un auteur serbe [1]) a relevé dans un texte cité au Corpus Juris Hungarici, un passage curieux qu'il cite à l'appui de cette opinion. Les canons d'un synode ecclésiastique tenu vers 1112, sous le roi Coloman, font défense aux femmes des évêques d'habiter les propriétés épiscopales: uxores episcoporum episcopalia praedia non inhabitent. M. Hadžić voit dans ce passage une allusion à des évêques du rite oriental. Si le fait n'est pas absolument certain, il est probable que les évêques dont il s'agit ici flottaient tout au moins entre les deux églises d'Orient et d'Occident. C'est ainsi qu'ils avaient pu devenir prêtres après leur mariage et même, par exception, être sacrés évêques à la condition de ne point cohabiter avec leur femme. Or des évêques slaves, serbes ou ruthènes pouvaient seuls être dans ce cas.

Toutes ces questions sont encore aujourd'hui fort obscures. Les historiens serbes, il faut l'avouer, ne se sont guère préoccupés de les élucider. Ils se copient d'ordinaire les uns les autres et leurs travaux répondent rarement aux exigences de la critique.

Un point sur lequel ils sont d'accord, c'est pour revendiquer comme Serbes, certains personnages qui s'illustrèrent en Hongrie au XIe et au XIIe siècle. Malgré le dire des historiens magyars et allemands,[2]) c'est une tradition constante chez les Slaves que les Palatins Rado (1056—1059) et Vid (1072—1074) étaient d'origine serbe. La forme toute slave des deux noms semblent leur donner raison. De plus, le Codex diplomaticus de Fejér[3]) contient relativement au premier de ces palatins un texte curieux. Rado s'exprime en ces termes: „Rogavi „graciam Dominorum meorum gloriosissimi Andree Regis et optimi

---

[1]) M. A. Hadžić, dans le Србскій Лѣтописъ (Annuaire Serbe) de 1860, p. 156.

[2]) Voy. particulièrement le recueil intitulé: *Palatini Regni Hungariae bello paceque clarissimi, e diversis scriptoribus patriis, exteris, diplomatibus aliisque instrumentis literariis eruti.* Edit. III· Tyrnavie, 1760, in-fol. L'auteur de cette histoire dit expressément que Rado et Vid appartenaient à des familles allemandes.

[3]) T. I. pp. 394—397.

„Ducis Adalberti, ego Rado Palatinus, ut Monasterium meum „S. Demetrii supra Zavam fluvium, quod multis bellicis „laboribus cum tota provincia illa sanctae coronae rectificavi et „iterum acquisivi confirment.“ Ces mots prouvent clairement que Rado au Radivoj était serbe puisque S. Démètre, à qui il avait consacré son monastère, n'est honoré que dans l'église orientale et qu'en outre ce monastère était situé sur la Save.

Si les preuves nous manquent au sujet du palatin Vid, nous sommes mieux informés quant à la famille Urošević. On sait que cette famille donna à la Hongrie un général, à qui André Ier confia la défense de Pozsony (Pressburg) contre les Allemands, et les deux palatins Jean Ier (de 1100? à 1125) et Beluš (1156—1161). Jean Ier était à la fois duc de Macédoine et comte de l'Empire; il maria sa fille Hélène au roi Béla l'aveugle, mais, ayant aspiré au trône, se vit exiler en Grèce. Beluš ou Béla Urošević, fils de Jean, fut gouverneur de la Dalmatie, d'où sa famille paraît avoir été originaire.

Les Serbes vantent beaucoup la reine Hélène [1]) et la sagesse dont elle fit preuve comme régente de son fils Géza II. M. Max Ludajić prétend [2]) qu'elle fonda le monastère grec-oriental de Kovin, monastère qui aurait subsisté jusqu'en 1787 et n'aurait été supprimé que par Joseph II.

Quoiqu'il en soit et lors même que les détails donnés sur la princesse Hélène seraient d'une authenticité incontestable, il ne semble pas qu'elle ait songé non plus que le reste de sa famille à rien faire pour les Serbes.

Le peuple n'avait encore, à cette époque, qu'un vague sentiment de sa race, et pourtant, çà et là, nous rencontrons des

---

[1]) M. Rosen, consul général de Prusse à Belgrade, a consacré à la reine Hélène une notice assez détaillée, dans sa *Galerie des illustres femmes serbes* (Галерија знаменитих жена српских; III, У Београду, 1866, in-8).

[2]) Ap. Vitković, p. 26. — Une lettre du pape Innocent III au roi Éméric de Hongrie, datée de Rome, le 17 des kalendes d'octobre 1204 et citée par Stojačković *(Staatsrechtl. Verhältnisse*, p. 4) d'après le *Supplementum Analectorum Saepusiensium*, porte ce qui suit;

„Quia vero nec novum est, nec absurdum ut, in Regno Tuo *diver-„sarum nationum*, Conventus uni Domino in regulari habitu famulen-„tur, licet *unum* sit ibi Latinorum cœnobium, quum tamen ibidem sint „*multa* Graecorum, etc.“ Ces paroles fournissent un argument des plus sérieux aux traditions qui font remonter jusqu'à cette époque la fondation de plusieurs monastères serbes.

indices, qui nous portent à croire que déjà les Serbes ne se laissaient pas confondre avec les autres peuples de la Hongrie. Dans l'armée, par exemple, ils semblent avoir formé des corps distincts.

Les historiens hongrois parlent des cavaliers serbes qui, en 1044, étaient dans l'armée du roi Aba Samuel, à la bataille de Győr (Raab). En 1052, sous André Ier, ces mêmes cavaliers prirent une part glorieuse à la guerre contre les Allemands. Le chroniqueur Túróczi fait mention en particulier, d'un Serbe nommé Uroš, à qui fut confiée la défense de Pozsony (Pressburg) contre Henri III.[1])

Deux siècles plus tard, les Serbes sont mentionnés avec honneur dans la lutte que la Hongrie eut à soutenir contre les Tatars (1242). Leurs chefs, Kreč, Kupiša et Rak, étaient originaires de la Sirmie. On les vit encore, en 1260, combattre avec ardeur contre le roi de Bohème Ottokar, ainsi que l'atteste une lettre de ce dernier au pape Alexandre IV. En récompense des services qu'ils avaient rendus, plusieurs chefs serbes reçurent des terres de Béla IV.[2])

Ces libéralités furent sans doute les seuls bienfaits que les Serbes reçurent alors des rois de Hongrie. Leur attachement à l'église orientale détournait d'eux les Catholiques, en même temps qu'il ne devait pas peu contribuer à leur conserver à eux-mêmes une existence nationale. Il ne sera donc pas hors de propos de dire quelques mots des querelles religieuses de cette époque.

Les Papes firent les plus grands efforts pour amener les princes serbes à reconnaître leur autorité; ils essayèrent à diverses reprises (1158, 1167, 1179) de détacher Étienne Nemanja du schisme oriental; ils échouèrent, mais furent plus près du succès dans leurs négociations avec le second fils de Nemanja, Vlkan. Celui-ci, dans la lutte qu'il soutint contre son frère Étienne Ier voulut se faire une arme de l'influence pontificale. Leur frère à tous deux, Sava, à qui l'Église d'Orient a décerné le nom de Saint, chercha à les réconcilier et se mit en rapport, d'une part, avec Constantinople, d'autre part, avec Rome. En 1221, il obtint de l'empereur Lascaris la création d'un archevêché serbe indépendant, auquel les 12 métropoles, ou évêchés, du royaume

---

[1]) Vitković, p. 24.

[2]) Stojačković, *Staatsrechtl. Verhältn.* p. 4.

devaient obéir.[1]) Sava lui-même fut sacré archevêque par le patriarche Germanus et fixa sa résidence au couvent de Studenica, puis à Žiča.[2])

Malgré sa consécration par le patriarche grec, Sava ne fit point difficulté de couronner son frère Etienne avec une couronne envoyée par le Pape (1222). A la vérité, rien ne prouve qu'il ait, pour cela, reconnu l'autorité pontificale.

Bien qu'ils ne fussent pas soumis à la hiérarchie religieuse instituée par Saint Sava, les Serbes établis entre le Danube et la Save, eurent également, à cette époque un évêque du rite oriental.[3]) Dès le IIIe siècle il y avait en Sirmie un évêché auquel Baronius fait allusion (ap. Theiner, Vet. Mon. Hung., ad ann. 308), mais on ne sait rien de précis sur son histoire. Jean, fils de l'impératrice Marguerite, qui occupait cet évêché dans les premiéres années du XIIIe siècle, appartenait à l'église d'Occident, mais il fut excommunié en 1227, pour avoir refusé de marcher contre les Schismatiques de la Bosnie, bien qu'il eût pris la croix et eût accepté 200 marcs d'argent de l'archevêque de Kalocsa.[4])

Deux ans après, le pape Grégoire IX, apprenant que la Sirmie était tombée entre les mains d'une sœur du roi de Hongrie, écrivit au même archevêque de Kalocsa, en lui recommandant

---

[1]) Ces évêchés, dont Šafařík donne la liste (*Gesch. der südslaw. Lit.*, III, p. 84.), étaient situés dans la Serbie propre, en Bosnie, en Herzégovine et en Dalmatie. Leur nombre fut porté à 15 par Milutin, qui régna de 1275 à 1321.

[2]) On sait qu'en 1346, l'empereur Dušan fit de l'archevêché serbe un patriarcat, ce qui donna lieu à de vives plaintes de la part de l'empereur Jean Paléologue et du patriarche de Constantinople Théophane. Ce ne fut que sous l'empereur Lazare (1375) que les Grecs consentirent à reconnaître cette innovation. Joannikij II, qui porta le premier le titre de patriarche, vint résider à Peć (Ipek), petite ville située sur la Bistrica, affluent du Drin, à l'est de Cattaro. Ses successeurs s'y établirent également. On peut consulter sur le patriarcat de Peć, le Гласникъ Друштва србске словесности (*Bulletin de la société savante serbe*) VI (1854), p. 25—88.; VIII (1856), pp. 129—130; XIX (1866) pp. 75—83. et d'autres passages du même recueil.

[3]) Les Serbes de la rive gauche eurent probablement aussi un évêque. En 1225, ils fondèrent le monastère de Mešić, dans le comitat de la Temes, s'il faut ajouter foi à une tradition populaire. Voy. *l'Histoire du Monastère* de Mešić (Краткая повѣсть о общежителномъ монастирѣ месичѣ), Bude, 1798, in-8. Cf. Šafařík, *l. c.*, III, p. 427.

[4]) Fejér, *Cod. Dipl.*, T. IX, p. 3.; *Schematismus ven. cleri Dioecesium bosnensis seu diacovensis et sirmiensis*, pro anno 1870, p. 10.

de travailler sans relâche à la conversion au catholicisme des habitants de cette province; „maxime quum ad honorem apostolicae „Sedis pertineat, ut Sclavi et Graeci qui inhabitant terram illam, „in divinis officiis et ecclesiasticis sacramentis, ad Latinorum ritum „et obedientiam Romanae Ecclesiae, si potest fiieri, convertantur.“ L'archevêque devait, avant tout, rechercher s'il existait en Sirmie un évêque schismatique et, dans le cas affirmatif, s'efforcer de le ramener à l'union.

On ignore si Jean, l'évêque précédemment excommunié, vivait encore, ou s'il avait eu un successeur. Quoi qu'il en soit, on rencontre, dès l'année 1231, un évêque latin nommé Innocent (Theiner I, pp. 187—191), à côté duquel subsista probablement l'évêque grec.

Des évêchés du rite oriental s'étaient constitués, même dans le nord de la Hongrie, ainsi qu'on le voit par une lettre que le pape Grégoire IX adressa, en 1234, au roi Béla IV. „In Cuma„norum episcopatu,“ dit le pontife romain, „sicut accepimus, qui„dam populi, qui Valachi vocantur, existunt, qui, etsi censeantur „nomine Christiani, sub una tamen fide, varios ritus habentes „et mores, illa committunt, quae huic sunt nomini inimica. Nam „romanam Ecclesiam contemnentes, non a venerabili fratre Nostro, „Episcopo Cumanorum, qui loci dioecesanus existit, sed a quibus„dam pseudoepiscopis, Graecorum ritum tenentibus, „universa recipiunt Ecclesiae sacramenta, et nonnulli de regno „Ungariae, tam Ungari quam Theutonici, et alii orthodoxi, mo„randi causa, cum ipsis transeunt ad eosdem, et sic cum eis „quasi populus unus factus, cum eisdem Valachis, eo contempto, „praemissa recipiunt sacramenta in grave orthodoxorum scandalum „et derogationem non modicam fidei christianae.“[1])

Si des évêques du rite grec existaient dans le nord de la Hongrie, nul doute que les Slaves du sud n'eussent une hiérarchie régulièrement organisée. Aussi voit-on le Saint-Siége travailler sans relâche à la conversion des populations qui se refusaient à reconnaître son autorité.

Dans cette même année 1234, le roi Béla, sur les instances d'un légat spécial de Grégoire IX, avait déjà ordonné que tous les Hérétiques et Schismatiques de son royaume devaient revenir au catholicisme, mais cette ordonnance demeura lettre morte.

Cependant la cour de Rome ne se laissa pas décourager.

---

[1]) Pray, *Ann. Regni Hung.* I, p. 240.

Elle réussit un moment auprès du roi Milutin, que le patriarche de Constantinople, en 1299, dit être ritus a graeco peregrini,[1]) mais ce triomphe ne fut pas de longue durée. Étienne Dečanski, successeur de Milutin, se montra sourd à toutes les remontrances du pape (1305, 1325). En vain les rois de Hongrie voulurent prêter la main au Saint-Siége; ils ne furent pas plus heureux. C'est alors qu'ils cherchèrent à employer contre les Schismatiques des moyens de rigueur. Un synode tenu à Pozsony (Pressburg), au mois de novembre 1309, défendit aux Catholiques de marier leur fille, leur nièce ou leur parente „haeretico Pata„reno, Gazano, Schismatico vel alteri fidei contrario, maxime „Ruthenis, Bulgaris, Rasciis,[2]) Lithuanis, in errore manentibus; „. . . . nam, sicut didicimus ab experto, viri ab unitate fidei „catholicae separati, uxores suas, quantumvis catholicas, insti„gante diabolo, ad infidelitatis errorem trahunt, potius quam „trahuntur".[3])

Ce n'est pas tout. Čaplovič raconte que, en 1363, le roi Louis Ier ordonna au főispán (comes supremus) du comitat de Krassó, d'arrêter, avec leurs femmes et leurs enfants, tous les prêtres du rite oriental qui se trouvaient dans le pays, et envoya pour les remplacer, des prêtres dalmates qui devaient les convertir au catholicisme.[4]) Ces Dalmates se servaient de livres glagolitiques, mais parlaient le serbe comme leurs prédécesseurs, ce qui leur permettait d'être compris du peuple.

Les violences commises par les Catholiques amenèrent contre eux des représailles, là où les Orientaux étaient les plus forts. Étienne Dušan força ses sujets à recevoir de nouveau le baptême et la confirmation; il adopta des mesures de rigueur contre tous ceux qui se rendraient coupables d'hérésie.[5])

---

[1]) Engel, *Weltgesch.*, III, p. 242.

[2]) La Rascie, dont le nom fut donné par les historiens hongrois aux Serbes en général, était une région montagneuse située au sud-ouest de la principauté actuelle de Serbie et dont la ville principale était Raza, aujourd'hui Novi-Pazar. (Cf. p. 16.) Dans les deux derniers siècles, le nom de *Rasciens* (magy. *Ráczok)* devint un terme de mépris pour les Serbes. Voy., sur l'origine de ce mot, Šafařík, *Slov. Starož.*, II, pp. 278 sq.

[3]) Péterfy, *Sacra Concilia Ecclesiae Romano-Catholicae in regno Hungariae celebrata.* Posonii, 1741—42, in-fol. Part. I, p. 147.

[4]) Čaplovič, II, p. 17.

[5]) Voy. Законик Стефана Душана цара српског. Издао и објаснио Стојан

Ces questions religieuses ont une importance capitale, en ce sens surtout qu'elles produisirent une scission profonde entre les Serbes et les Croates. Les premiers subirent l'influence exclusive de Constantinople, tandis que les seconds restèrent attachés à l'Occident. De là, les destinées diverses de ces peuples qui ne sont pourtant que deux branches d'une même famille.

Les rois de Hongrie qui avaient, dès la fin du XIe siècle, conquis la Slavonie et la Croatie, se firent une arme des querelles religieuses pour étendre leur domaines.

En 1352, Louis Ier ayant repoussé les Tatars qui menaçaient la Transylvanie, demanda au pape la permission d'annexer à ses états les pays qu'il avait préservés de leur invasion. Le pape Clément VI accéda à cette demande et l'autorisa à garder en sa possession les provinces, villes, camps, châteaux et forteresses qu'il aurait arrachés „de manibus Schismaticorum et Infidelium".[1])

Fort de la permission que le Pape lui avait accordée, Louis Ier songea à élargir les frontières du royaume aux dépens des Serbes. En 1356, il députa au pape Innocent VI un homme de confiance, chargé de lui annoncer la prochaine occupation de la Rascie. C'était uniquement pour la plus grande gloire de Dieu que le Roi avait résolu d'envahir ce pays qui, disait-il, „juris „Praedecessorum Nostrorum ac Nostri fuit et existit, et quod de „facto tentum est et tenetur occupatum per sanctae et unicae „matris Ecclesiae rebelles, Schismaticos, infideles et catholicae „fidei contemptores".[2])

Les Rasciens, peu désireux de partager le sort des populations serbes déjà soumises par les rois de Hongrie, négocièrent en secret avec les Vénitiens. Louis Ier ayant eu connaissance de ces négociations, marcha tout d'un trait contre la République de Venise et vint mettre le siége devant Tarvis. Son véritable but était de reconquérir la Dalmatie que la Hongrie avait perdue en 1301, et sur laquelle les successeurs du roi Coloman prétendaient avoir des droits imprescriptibles, parce que celui-ci avait réussi à s'en emparer momentanément par la force. Sur l'intervention

---

Новаковић. У Биограду; *(Code d'Étienne Dušan, empereur des Serbes, publié avec des éclaircissements par Stojan Novaković,* Belgrade), 1870, in-12. Cf. §§ 81, sqq.; 137, sqq.

[1]) Pray, *l. c.*, II p. 93.

[2]) Pray, *l. c.*, II, pp. 101, sqq.

du Pape, Louis Ier consentit à faire la paix avec les Vénitiens, mais il demeura maître de la Dalmatie (1357). Cette occupation étrangère causa la ruine des villes libres da la côte, qui jusque là n'avaient été que dans une dépendance nominale, soit de la Hongrie, soit de Venise. Louis Ier laissa, à la vérité, subsister un Ban de Dalmatie, mais il fit peser sur tout le peuple cette main de fer qui lui a valu le nom de Grand. Ce n'est qu'un demi-siècle plus tard, en 1409, que Venise put racheter la Dalmatie, à deniers comptants, mais ce changement de domination ne profita guère aux Dalmates. Depuis lors, jusqu'aujourd'hui, les maîtres qui se sont imposés à eux, ne se sont appliqués qu'à tirer le meilleur parti possible de leurs services, soit comme marins, soit comme soldats, mais ni les Hongrois, ni les Vénitiens, ni les Autrichiens, n'ont songé à faire quelque chose pour les tirer de l'état de grossière ignorance où ils sont encore plongés.[1])

---

[1]) Nous n'avons pas voulu insister sur ces premiers temps de l'histoire des Serbes, aimant mieux renvoyer aux auteurs qui ont fait une étude spéciale des commencements de la Hongrie. Outre le grand ouvrage de Šafařík, on consultera avec fruit l'Histoire de Bohème (*Dějiny národa českého)* de M. Palacký, l'Histoire des origines de la Hongrie actuelle *(Dějiny Počiatkov terajšieho Uhorska*) de M. Sasinek, (Saint Martin de Túrócz, 1868, in-8), enfin les travaux publiés sur le même sujet par les historiens magyars. On trouvera un résumé de ces derniers travaux dans l'Histoire de Hongrie (*Geschichte von Ungarn*) de Fessler, publiée avec des additions par M. Ernest Klein (Leipzig, 1867 et années suivantes).

II.

Histoire des Serbes de Hongrie depuis les premières guerres avec les Turcs jusqu'à la fin des Branković.

Les Slaves du Sud, déjà si mal traités par les peuples qui les entouraient, eurent désormais à combattre un ennemi plus terrible que tous ceux qu'ils avaient eus jusque là devant eux. Après la victoire du Ténare (1371), les armées turques devinrent irrésistibles, et, par malheur, les chrétiens n'essayèrent même pas de se réunir pour les refouler en Asie. La journée de Kosovo (15 juin 1389), cette journée sanglante dont les Serbes racontent encore toutes les péripéties dans leurs chants populaires, marqua la fin de l'empire serbe.

Les efforts du malheureux empereur Lazare avaient été inutiles: la Serbie dut reconnaître la suzeraineté ottomane. La victoire de Nicopoli (1396) acheva de livrer aux Turcs la rive droite du Danube. A la vérité, ce pays conserva encore, pendant un siècle, des princes qui portèrent le nom de despotes, mais ceux-ci furent obligés de chercher leur salut, tantôt dans la protection de la Hongrie, tantôt dans celle des Turcs.

Quant au peuple, il voulut se soustraire à l'oppression musulmane et commença à passer le Danube pour se réfugier en Hongrie. Les Serbes de la Sirmie, ceux qui existaient çà et là dans la Bačka et dans le Banat de la Temes, se virent renforcés par suite de l'arrivée d'un grand nombre de fugitifs. De cette époque, c'est-à-dire de la fin du XIVe siècle ou du commencement du XVe date la fondation de plusieurs églises serbes sur la rive gauche du Danube. On peut citer, entre autres, l'église et le monastère da Vojlovica, dans le Banat.

Ce n'est pas seulement à proximité de leur pays que les émigrés s'établirent, ils pénétrèrent jusque dans le cœur de la Hongrie. En 1404, les historiens hongrois font mention d'une colonie serbe fondée dans l'île de Csepel, en aval de Pest. Le village de Szent-Abrahám, occupé par les nouveaux venus, est appelé par eux Kovin, en souvenir de leur pays d'origine et les Magyars lui donnent depuis le nom de Rácz-Keve. Les colons serbes reçurent, dès leur arrivée des priviléges que le roi Sigismond leur confirma dans deux diplômes de l'année 1428.

C'est dans cette colonie de Rácz-Keve que M. Szalay[1]) et les autres auteurs magyars de ce siècle, voient le premier établissement des Serbes en Hongrie, mais il y a là une erreur évidente.

Les témoignages abondent relativement aux Serbes de la Sirmie et de la Slavonie, et les faits que nous venons de rapporter ne permettent pas de douter qu'il n'y ait eu des Serbes au nord du Danube. La population était si clairsemée dans la Hongrie méridionale que chacun pouvait y vivre en paix, sans savoir qui il avait pour voisins.

Pour en revenir aux établissements de Csepel, nous ferons observer que les Serbes leur attribuent une origine beaucoup plus ancienne que celle que nous venons de rapporter. L'Annuaire ecclésiastique serbe de 1846-47[2]) parle d'un couvent qui y aurait été fondé vers 1320. L'église qui se voit encore à Rácz-Keve est le plus curieux monument religieux que le culte grec-oriental possède en Hongrie. Elle renferme trois sanctuaires disposés de telle sorte qu'on peut y célébrer trois offices à la fois.[3]) Cette disposition est évidemment fort ancienne et on peut l'attribuer mieux encore au XIVe siècle qu'au XVe .

Il y a plus. M. Max Ludajić prétend, ainsi que nous l'avons

---

[1]) *Szerb Telepek*, p. 5.

[2]) *Universalis Schematismus ecclesiasticus venerabilis Cleri orientalis Ecclesiae graeci non uniti ritus i. regni Hungariae partiumque eidem adnectarum, nec non M. Principatus Transilvaniae per* Aloysium Reesch de Lewald, *pro anno 1846-47 redactus.* Budae, in-8.

Cet annuaire est un recueil d'autant plus précieux que c'est le seul qui ait été jusqu'ici publié par le clergé grec-oriental de la Hongrie.

[3]) Voy. Éméric Henszlmann, *Györi Történelmi és Régészeti Tüzetek* (Cahiers d'histoire et de mythologie de Győr [Raab]), T. III (1865), pp. 289 sqq.; et Floris Römer, *Archaeologiai Értesitő* (Revue archéologique hongroise), III (1870), pp. 245 sqq.

rapporté plus haut que la reine Hélène aurait fondé le monastère de Kovin vers 1150. Il y a loin de là à la date assignée par les Magyars.

Tandis que le peuple fuyait devant les Turcs, les princes achevaient de leur livrer le pays par leurs rivalités égoïstes. Déjà Vuk Branković avait combattu à Kosovo du côté du Sultan, dans l'espoir que celui-ci lui conserverait le pouvoir.[1]) Etienne Lazarević fit de même à Nikopoli et à Ancyre. Dès lors, chacun des parents du feu empereur Lazare chercha dans la trahison les moyens de s'assurer son héritage. Les infamies commises par ces petits compétiteurs, laissèrent le champ libre aux Turcs qui, le plus souvent, récompensèrent assez mal leurs alliés chrétiens.

Ce fut le cas pour Etienne Lazarević, qui après avoir décidé de la victoire en faveur de Soliman contre Mousa, se vit préférer par ce dernier son neveu, Georges Branković. Étienne avait seul obtenu de l'empire grec le titre de despote, (1406) mais il fut bientôt après obligé de partager ses états avec son frère Vuk et avec son neveu Georges. Dès lors, il voulut se soustraire à la suzeraineté ottomane et chercha un refuge auprès du roi de Hongrie. Il se reconnut vassal de l'empereur Sigismond lequel, de son côté, lui garantit à lui et à ses héritiers la possession de la Serbie, à l'exception de Belgrade, de Mačva, de Golubac et de quelques autres places, lesquelles, au cas où Étienne mourrait sans enfants, devaient faire retour à la Hongrie. Nous faisons savoir, dit Sigismond dans le diplôme original, daté de 1424, „quod quia fidelis Noster illustris Stephanus despotus Rasciae, „prudenter attendens et in acie considerationis diligenter revolvens, „ipsum regnum Rasciae, cum omnibus juribus et pertinentiis suis, „Nobis ac sacro Nostro diademati ac dicto regno nostro Hungariae „semper et ab antiquo subjectum fuisse et esse, ac ad jus et „proprietatem Nostrae majestatis sacraeque coronae ac dicti regni „nostri Hungariae et regum, nostrorum praedecessorum, nullo me- „dio spectasse et pertinuisse, ac spectare et pertinere etiam de „praesenti; ac cupiens, ut ipsum regnum Rasciae temporum in „processu ad manus non deveniat alienas: per universos et quos- „libet suos barones majestati nostrae, nec non praelatis, baroni-

[1]) La trahison de ce personnage est restée célèbre parmi les Serbes. Voy. *Poésies populaires Serbes*, traduites par A. Dozon; (Paris, 1859, in-12), pp. 48 sqq.

„bus et proceribus ipsius regni nostri Hungariae de fidelitate et „obedientia Nobis et sacrae Nostrae coronae, successoribusque „nostris, regibus Hungariae, nec non praelatis, baronibus et pro- „ceribus regni Nostri praedicti et eidem regno Nostro per ipsos „in perpetuum observandum juramentum praestare fecit fidelitatis; „et insuper fidelem Nostrum magnificum Georgium, filium Vuk, „filii Brank, nepotem utputa suum, in coetum et consortium dic- „torum baronum ejusdem regni Nostri Hungariae aggregari instanti „prece a Nostra obtinuit Majestate."[1])

Sigismond oblige donc Étienne à reconnaître que la Serbie a toujours été et est toujours une dépendance de la couronne de Hongrie, mais la déclaration du prince serbe, dont certains hommes d'état de Pest voudraient aujourd'hui se faire une arme pour s'emparer des provinces slaves qui sont à leur convenance, n'a au fond aucune valeur. Étienne fait hommage aux rois de Hongrie comme il se prosterne devant le Sultan; c'est un suppliant qui sacrifie son pays, sa liberté, son honneur, au futile désir de porter une couronne.

En retour de l'hommage qui lui était fait, et des places dont il se réservait la possession, au cas où Étienne mourrait sans enfants,[2]) l'Empereur était censé faire don au Despote serbe de tous les pays que celui-ci gouvernait et contractait envers lui les obligations auxquelles le suzerain était tenu envers le vassal.

Étienne Lazarević mourut en 1427, sans laisser d'héritiers mâles. Aux termes du diplôme de Sigismond, Belgrade, Mačva et les autres villes désignées dans ce document, auraient dû immédiatement échoir à la couronne de Hongrie, mais il ne paraît pas que l'Empereur ait pu faire valoir les droits qui lui avaient été cédés. Georges Branković, qui succéda à Étienne, demeura maître de Belgrade, et ce ne fut que plus tard qu'il l'échangea contre un certain nombre de places sises en Hongrie.

---

[1]) Ce diplôme est cité *in extenso* par Szalay, *Szerb. Tel.*, pp. 119 sqq.

[2]) En cas de mort, sans postérité mâle, de Georges Branković, institué, par le même acte, successeur présomptif d'Étienne, tout le pays devait revenir à la Hongrie: *„in casu quo et ipsum Georgium filium Vuk, „sine haeredibus masculinis decedere contingat, extunc omnia praetacta „per Nostram Majestatem eidem data et collata iterum ad Majestatem „Nostram coronamque et regnum Nostra praedicta integraliter redundent „et devolvantur.*"

Nous ne savons pas au juste comment cet échange eut lieu.[1]) Ce qui est certain, c'est que Georges Branković fit avec Sigismond un véritable marché. La date de cette transaction, que la plupart des auteurs placent en 1424, ne peut être antérieure à 1430;[2]) elle ne dut en effet intervenir qu'après que le prince serbe eut conclu la paix avec Murad II.

Les principales places cédées à Branković par l'Empereur, étaient: Slankamen, en Syrmie, Ó-Becse et Kulpin dans la Bačka, Szent-Endre, au nord de Bude, dans le comitat de Pest-Pilis, Debreczen, dans le comitat de Bihar, Szatmár, dans le comitat du même nom, Szerdahely, dans le comitat de Poszony, Tokaj et Tálya, dans le comitat d'Abauj, Munkács, dans le comitat de Beregh, Rácz ou Hajdu-Böszörmény dans le district des Haidukes, Mező-Túr et Túr-Kevi, dans la grande Cumanie, Szolnok et Tisza-Varsány, dans le comitat de Szolnok, Csongrád et Arad, dans le comitat du même nom, Arad et Világos, dans le comitat d'Arad, Nagy-Becskerek, dans le comitat de Torontál, etc.[3])

---

[1]) Boufini dit, à propos de Sigismond: „*Frequentavit quoque illius aulam „Georgius, superioris Mysiae Princeps, quem Despotem nominant. Hic „Sigismundi beneficentia victus, Albam Regiam, ibi ad Danubii ac „Savi confluenta sitam, ubi Taurinium olim fuerat, in perpetuae fideli-„tatis pignus, veluti tuti obsidis loco, Imperatori sponte dono dedit; „quod quidem in Mysia, ac ea quae ad Turcos nunc spectat Ungaria, „unicum est propugnaculum. Contra ille, ne bene merendo cederet, „haec illi castella in regno rependit, Zalonkemem, Bechien, Kelpem, „Vilagosvarum, Tochajum, Monkachum, Thealliam, Rhegezum; oppida „vero, Zathmar, Bezermem, Debreczem, Thur, Varsan et pleraque alia: „Budae autem magnificas aedes quae regiae loco haberi possunt.*“ Bonfinii *Decades* (ed. 1606), p. 400.

[2]) Divers historiens, entre autres Ducange, font mourir Étienne Lazarević en 1421, mais le document cité plus haut montre qu'il vivait encore en 1424. La date de 1427, à laquelle s'arrête Šafařík paraît exacte.

[3]) Timon (*Imago Novae Hung.*, c. VII°) rapporte, à ce sujet, le texte d'un avis publié par le chapitre de l'Eglise de Bude, pour annoncer aux fidèles la donation faite par l'Empereur à Georges Branković. On ne voit pas figurer, dans ce document Tokaj, Munkács, Tálya, Regecz Szatmár, ni Debreczen, mais on y trouve tous les autres noms cités ici, ainsi que l'indication de diverses localités plus petites dépendant de la même donation.

Le texte reproduit par Timon porte la date de 1412, ce qui est évidemment une erreur, puisque Georges Branković y est appelé „*Des-*

L'énumération qui précède a une véritable importance, vu que Branković fonda des colonies dans toutes les villes qui lui avaient été cédées. De cette époque date l'établissement des communautés serbes de Szent-Endre, Szatmár, Szerdahely etc.[1])

Nous aurons plus loin l'occasion de voir ce que sont devenus ces établissements, qui prirent un certain développement lorsque le Despote fut lui-même contraint de se réfugier en Hongrie.

Celui-ci vivait alors en paix avec le Sultan à qui il avait été obligé de livrer Mara, sa plus jeune fille. Il avait fixé sa résidence à Smederevo (Semendria) qui devint sa capitale, maintenant que Belgrade appartenait à la Hongrie. Il y construisit la forteresse gigantesque que les voyageurs admirent encore.[2]) Si cette forteresse était impuissante à arrêter l'ennemi, il pouvait facilement de là gagner ses possessions de Hongrie. En 1435, il y conclut un traité avec les Vénitiens au sujet de ses domaines de Dalmatie. Dans cet acte, ainsi que dans toutes ses relations avec la Seigneurie, il était traité en prince souverain.[3])

Malgré ses titres pompeux, en dépit des murailles épaisses de Smederevo, Branković ne fut bientôt plus en sûreté sur la rive droite du Danube. Murad, devenu son gendre, recommença la guerre, et le Despote dut passer le Danube (1439).[4])

„potus regni Rasciae, atque Dominus Albaniae". Il faut lire 1431 ou 1432.

[1]) En même temps, les Serbes prirent un nouvel essor en Slavonie, où, dès le siècle précédent, ils avaient fondé les monastères de Grgeteg, Opovo, Jazak, Bešenovo, Kuveždin, Šišatovac, etc. On voit par une lettre de l'évêque de Sirmie, Jacobus Blasius, au pape Eugène IV, que, en 1437, il existait en Slavonie un inquisiteur spécialement chargé par le Saint Siége de poursuivre les schismatiques serbes *(Rascianos schismaticos)*. Voy. *Szlavóniáról mint Magyarországnak alkatmányos Részéről* Értekezik Podhradczky József; Budan, 1837, in-8, pp. 29 sq.

[2]) Voy. J. Šafařík, *Acta Archivi veneti*, II, p., 287.

[3]) Une inscription en briques rouges qui se lit sur l'un des murs constate que la construction a été faite par Georges Branković; elle est datée de 1432. Voy. Kanitz, *Serbien*, p. 7.

[4]) *„Dum haec ita geruntur, audito Sigismundi obitu magnam hinc „Turcae audaciam sane conceperant; videbant enim in Rascia (quam „superiorem Mysiam veteres appellabant) suum imperium facile propa„gari posse. Despotes Georgius provinciae Regulus, quum ferae gentis „viribus obstare non posset, trajecto Savo Danubioque in Ungariam „emigravit. Eum caeteri nobiles sacerdotesque sequuti, unus duntaxat*

Smederevo étant tombé au pouvoir des Turcs, de nombreuses familles serbes se résignèrent à émigrer et vinrent s'établir en Hongrie. Elles se fixèrent au nord de la Maros, aux environs de Boros-Jenő et de Világos, et reçurent de Vladislas Ier un privilége spécial.

L'arrivée de ces nouveaux colons rendait plus considérable encore la position faite à G. Branković par Sigismond et Vladislas; aussi l'article XXVe de la loi hongroise de 1439 vint-il de nouveau définir ses droits: „Juxta requisitionem regnicolarum „Nostrorum," porte cet article, „Nos una cum eisdem operabimur „quod Despotus Rasciae et Comes Cilliae, caeterique Ma- „gnates dominia vel possessiones, castra, fortalitia, civitates, op- „pida et alia bona in hoc regno Ungariae habentes et tenentes, „hujusmodi castra, fortalitia, etc., non advenis et forensibus sed „Ungaris hominibus pro honore dare debeant."

Comme on le voit, le roi paraît craindre que le Despote, le Comte de Cilli ou les autres magnats ne constituent un état à part, et il garantit aux Hongrois des prérogatives spéciales. Ce sont peut-être ces défiances qui portèrent Branković à quitter la Hongrie; toujours est-il que, un peu plus tard, nous le retrouvons à Raguse (Dubrovnik) où il avait transporté toutes ses richesses. „Quinquies centena aureum millia in Ragu- „sinorum aerario, quo tutius asservarentur, recon- „didisse fertur", dit Bonfini (l. c., p. 431), mais il faillit être victime de la perfidie du sultan Murad qui promit à la République de Raguse tous les trésors du prince serbe, si elle consentait à le lui livrer.

Le Sénat ragusain ne voulut pas trahir l'hospitalité qu'il avait donnée à ce dernier et refusa généreusement de se prêter à ce marché. Pour se soustraire à de nouvelles intrigues de la part des Turcs, Branković se retira en Hongrie avec sa femme Irène, sœur de l'empereur Jean VIII Paléologue.[1])

Là, il prit une part active aux négociations, qui amenèrent la formation d'une coalition contre les Turcs. Ceux-ci furent battus

---

„filius in Mysia relictus est, qui Synderoviam (Smederevo) *in ripa „Danubii sitam, et a Turcis obsessam, propugnaret."* Bonfinii *Dec.*, ed. cit., p. 413.

[1]) Engel, (*Gesch. des ung. Reiches,* II, p. 321) évalue les revenus annuels que Georges Branković tirait de ses terres de Hongrie à 50.000 ducats.

à Niš par Jean Hunyádi et durent faire la paix (1444). Le Despote recouvra ses états.

La paix ne fut pas de longue durée. Le roi Ladislas, excité par le Pape, reprit la guerre, dans l'espoir de délivrer complétement l'Europe des Musulmans, mais Branković jugea cette entreprise imprudente et refusa de s'y associer. Il resta neutre dans la lutte engagée entre les Hongrois et le Sultan; de cette manière il se flattait de conserver sa principauté quelle que fût l'issue de la guerre.

On connaît assez la fatale journée de Varna, dans laquelle Ladislas fut tué et son armée anéantie. Hunyádi dut reprendre en fugitif le chemin de la Hongrie; à Smederevo il fut même arrêté par odre du Despote et ne fut relâché qu'après avoir pris des engagements envers lui. Il paraît que Branković était blessé de la hauteur avec laquelle les Hongrois le traitaient, lui qui se considérait comme prince souverain, et cherchait à bien établir sa situation personnelle.

Le Despote eut alors à se défendre contre deux ennemis; contre Hunyádi, qui lui reprochait sa trahison, et contre le Sultan qui se plaignait de ce qu'il avait rendu la liberté à son prisonnier. Il se tira d'affaire en négociant avec les deux partis et en faisant des promesses.

En 1416, il aspira en même temps que Hunyádi au poste de gubernator regni,[1]) mais il se vit préférer ce dernier.

Par ressentiment, il refusa de prendre part à l'expédition que Hunyádi entreprit, deux ans après, avec le concours d'une armée hongroise et d'une armée fournie par les Roumains de la Valachie, et traita en secret avec le Sultan qui lui paraissait le plus fort. L'événement trompa les prévisions de Branković; Hunyádi fut vainqueur et, pour punir le Despote de sa défection, s'empara de toutes les places qui lui avaient été cédées en Hongrie.

Branković, voyant que les Hongrois étaient vainqueurs, implora son pardon et fit à Jean Hunyádi de nouvelles protestations d'amitié; il rentra ainsi en possession de ses biens.

Outre le titre de grand baron du royaume, (baro regni major), il possédait en Hongrie le droit de se faire représenter

---

[1]) Caroli du Fresne dom. du Cange *Illyricum vetus et novum* (extrait de *l'Historia byzantina* de du Cange avec des additions par Jos. Keglević de Busin), Posonii, 1746 in-fol., p. 221.

par procureur, droit important qui n'appartenait qu'aux dignitaires ecclésiastiques et aux comtes perpétuels.[1])

Cependant, Mahomet II réussit à s'emparer de Constantinople (1453) et tourna encore une fois ses armes contre les Serbes. Le Despote effrayé quitta Smederevo et se réfugia à Bečkerek, comme il le raconte lui-même dans une curieuse lettre italienne adressée au légat du pape.[2]) Il ajoute, dans cette missive que Jean Hunyádi se prépare à la lutte: „Appresso notifi„camo ad essa Vostra Signoria chel Signor Johann de Hulbinad „Capitanio generale de Hungaria, con tutto suo sforzo et potentia „e appresso el Danubio."

Les Hongrois réussirent dans leur entreprise; ils forcèrent les Turcs à lever le siége de Belgrade et les repoussèrent jusqu'à Sofia. Que ne vit-on pas alors? Branković, au mépris des plus chers intérêts de son pays, passa encore à l'ennemi. Ce fut pour la dernière fois, car il fut tué, l'année suivante (1457), en combattant le général hongrois Michel Szilágyi; il avait 91 ans.[3])

Ce grand âge peut expliquer bien des faiblesses du Despote, mais ne le justifie point.

Dans ces époques de guerre perpétuelle, les princes et les chefs d'armée ne se faisaient aucun scrupule de violer leur parole pour obtenir un avantage passager. Élevé dans la tradition byzantine, le Despote semble avoir considéré la duplicité comme la première des vertus politiques. C'est une opinion que beaucoup d'hommes d'état de l'Europe orientale n'ont pas encore abandonnée, mais à laquelle il serait grand temps de renoncer.

A son lit de mort, Branković laissa le gouvernement de ses états à sa femme Irène qui devait les administrer de concert avec ses trois fils. Mais le plus jeune de ces fils, Lazare, empoisonna sa mère, força ses frères à se réfugier l'un à Constantinople, l'autre en Hongrie et s'efforça de consolider son usurpation en offrant au Sultan un tribut annuel de 20.000 livres d'or. Il ne jouit pas longtemps du fruit de ses crimes, car il mourut cinq

---

[1]) Verbőczi, *Decretum tripartitum juris consuetudinarii*, I, 13, §. 6.

[2]) Cette lettre en style barbare, dont l'original existe aux archives de Milan, a été publiée par M. Makušev (Гласник, XXXII, 1871, pp. 192 sq.). Elle est datée de Bečkerek, le 30 juin 1456.

[3]) Voy. sur la campagne de 1456 en Serbie et sur les causes qui amenèrent Branković à passer aux Turcs, un intéressant article inséré par M. N. Krstić dans le Гласник, T. XIXe, 1866, pp. 1—73.

semaines après son père. Sa veuve, Hélène Paléologue, fit hommage du pays au Pape, dans l'espoir d'intéresser par là les puissances catholiques à sa cause. Cette concession faite au chef de l'Église d'Occident froissa si vivement les préjugés des boyars serbes, qu'ils aimèrent mieux courir au-devant des Musulmans que d'être redevables au Pape de leur indépendance. Ils choisirent alors pour chef Michel Abogović, frère du grand vizir Mahmoud-Pacha, mais ils payèrent cher cet aveuglement. Abogović fut livré aux Hongrois par Hélène qui l'avait attiré dans un piége. Les Turcs, loin d'être touchés de la préférence que les Serbes leur avaient témoignée, envahirent de nouveau la Serbie, en dévastèrent toutes les provinces et emmenèrent deux cent mille hommes en captivité, C'était le dernier coup porté à ce malheureux pays (1459).

Ainsi acheva de s'écrouler l'empire de Dušan. Les princes qui se succédèrent encore pendant soixante-dix ans, furent réduits à leurs possessions de Hongrie. Le peuple lui-même continua d'émigrer en Sirmie et dans les colonies fondées par Branković. Les rois de Hongrie mirent à profit ses vertus militaires; ils en firent des soldats et, en 1477, lorsque Mathias Corvin arriva aux portes de Vienne, on raconte que les Rasciens, qui étaient dans son armée, se distinguèrent par leur bravoure, comme aussi par leur cruauté.[1])

Du côté des Turcs, la guerre continuait toujours. Étienne, second fils de Georges Branković, s'établit en Sirmie et, bien que le Sultan Murad lui eût fait crever les yeux, en même temps qu'à Grégoire son frère aîné, il entreprit de reconquérir ses états. Reconnu par Mathias Corvin et assuré de ses domaines de Hongrie, il passa en Serbie, mais ne put s'y maintenir (1461).

Il dut se réfugier en Albanie chez Skanderbeg, dont il épousa la belle-sœur, Angéline, cette femme vénérée que les Serbes honorent encore aujourd'hui comme une sainte, sous le nom de Majka Angjelina. Après la mort de Skanderbeg, Étienne transporta sa résidence en Italie, mais il y mourut la même année (1467).

Son neveu, Vuk Branković, qui, depuis 1465, était venu se fixer en Hongrie avec un grand nombre de ses compatriotes, se trouva lui succéder par la force des événements. Établi à Slankamen en Sirmie, il ne laissa échapper aucune occasion dd se

---

[1]) Bonfin., *l. c.*, p. 534.

mesurer avec les Turcs. Vuk, à qui les Serbes décernèrent le nom de Dragon (Zmaj), ne ressemblait point aux autres membres de sa famille; intrépide comme eux, il joignait au courage le sentiment de l'honneur; il était digne d'être comparé aux héros qui, d'après la légende, entouraient l'empereur Dušan, ou bien encore à ce fameux Marko Kraljević, dont l'esprit revivra plus tard dans Kara-George. Tout dévoué au roi de Hongrie qui lui avait conféré le titre de despote (1471), il aida les Hongrois à s'emparer de Šabac, et prit part à une expédition que le capitaine général du Banat de la Temes et du Banat de Severin entreprit, en 1481, contre les Turcs. Ce capitaine est le personnage fameux que les Serbes revendiquent comme un des leurs, sous le nom de Knez Pavo,[1]) tandis que les Magyars l'appellent Paul de Kinis ou Kinizsi Pál.[2]) M. Laurianŭ fait de ce même Paul un Roumain, et le nomme Paul Chinezŭ.[3])

Il est difficile de dire qui, des Serbes, des Roumains, ou des Magyars, a raison de considérer Paul Kinis comme un frère. Le plus grand mérite de ce vaillant soldat fut précisément de ne faire aucune distinction entre les Chrétiens et de consacrer toute son ardeur à la lutte contre l'ennemi commun. Aussi bien, n'est-il guère question à cette époque des haines nationales. La noblesse, cette même noblesse qui voudrait faire croire aujourd'hui qu'elle descend des compagnons d'Árpád, se recrutait indistinctement parmi les différents peuples du royaume, et, chose étrange, la part réservée aux Magyars dans sa formation paraît avoir été beaucoup moins considérable que celle des Slaves, des Roumains et des Allemands. L'organisation féodale, l'emploi de la langue latine dans toutes les relations sociales donnaient à la Hongrie une cohésion, une force qu'elle a perdue, le jour où les Magyars ont eu la prétention de dominer les autres races.

Que Paul Kinis fût d'origine serbe ou roumaine, nul doute qu'il ne se considérât comme hongrois, de même que la famille

---

[1]) Les Serbes prétendent que c'était un membre de la famille Branković, ce qui est inadmissible, ainsi que le prouve le tableau que nous donnons ci-après.

[2]) Dans une lettre du pape Sixte IV, citée par Hieronymus Ortelius Augustanus, et relevée par M. Vitković (*loc. cit.* p. 14), il est pourtant dit: „Siquidem significasti mihi recentem victoriam sub Paulo Knezio...“

[3]) *Istoria Romanilorŭ* de A. Treb. Laurianŭ, ed a dóua; Bucurescĭ, 1862, in-8, p. 325.

Hunyádi qui était roumaine. Du reste, les Serbes paraissent avoir formé le noyau le plus solide de son armée.

En 1481, Paul Kinis, de concert avec Vuk Branković et le gouverneur de Belgrade, Ladislas de Rozgony, passa sur la rive droite du Danube et ramena avec lui 50.000 Serbes, qui s'établirent aux environs de Temesvár et furent organisés en divers corps de troupes.[1])

Ce sont eux notamment qui composèrent la fameuse légion noire (fekete sereg).[2])

Cette légion, commandée par Paul Kinis, prit part, en 1485, à la bataille de Kenyér-Mező en Transylvanie.

Neuf ans plus tard, en 1494, Kinis passa le Danube et fit une nouvelle expédition dans la contrée de Smederevo, il réussit à enlever aux Turcs une partie des richesses qu'ils avaient amassées dans cette forteresse. En récompense de ces hauts faits, il fut élevé à la dignité de Judex Curiae, une des plus considérables du royaume.

Cette distinction ne l'empêcha pas de continuer ses opérations militaires; il fut assez heureux, cette même année, pour délivrer Belgrade, menacée à deux reprises différentes de tomber au pouvoir des Turcs, mais il mourut sur les bords de la Save, au moment où il cherchait à porter la guerre en Bosnie et en Serbie.

Dans toutes ses entreprises, Paul Kinis avait été puissamment secondé par les Serbes. Au nombre des familles, qui brillèrent au premier rang à cette époque, il convient de citer la famille Jakšić, dont le chef, Démètre Jakšić, gendre du Despote Lazare, s'était fait un grand renom de courage.[3]) On peut voir dans Istvánfi (p. 13), le récit de son duel avec un géant tatar qui était venu défier les guerriers hongrois pendant la campagne de 1494.

Les Serbes, dont le nombre s'était si considérablement accru depuis le commencement du siècle, se distinguèrent par leur fidé-

---

[1]) Voy. le récit de cette expédition dans deux lettres adressées par Mathias Corvin au cardinal-évêque d'Eger (Agria, Erlau) et au pape Sixte IV. *Math. Corv. regis Epistolae,* part. IV.

[2]) Deux autres légions serbes existaient en Sirmie, l'une sous les ordres de Vuk Branković, l'autre sous Démètre Jakšić.

[3]) La famille Jakšić est souvent citée dans les chants populaires. Voyez notamment le recueil traduit par Dozon, pp. 202 sqq.

lité au roi de Hongrie. Non seulement ils s'associèrent aux expéditions dirigées contre les Turcs, mais ils paraissent avoir contribué à la défaite de Georges Dózsa, le chef fameux de la jacquerie hongroise, (1514). Ce Dózsa, plus connu sous le nom de Székelyi, était un székler de la Transylvanie, et les bandes qu'il avait réunies devaient se composer presque exclusivement de Magyars. On trouve parmi les chefs qui aidèrent Zápólya à combattre cette insurrection, divers noms slaves, d'où l'on peut conclure que les troupes serbes étaient avec lui.

Les services rendus par les Serbes à la cause chrétienne et plus particulièrement encore au roi de Hongrie, avaient amené ce dernier à leur rendre justice. Dès 1481, un article de loi voté par la Diète de Bude et confirmé par Mathias Corvin les exempta, eux et les autres adhérents de l'Église orientale, de la dîme payée jusque là au clergé catholique. Il y est dit en termes formels:

„Item quod Rasciani et caeteri hujusmodi Schismatici, ad „solutionem decimarum non astringantur, et neque per Comites pa„rochiales, instar aliorum, ad hujusmodi decimarum compellantur; „quodque ad Christianos, in quorum medio tales Schismatici mo„rantur, aut e contra, ratione ipsorum Schismaticorum et non so„lutione decimarum, interdictum ecclesiasticum non imponatur."

Cette disposition fut confirmée en ces termes par l'article XLVe de la loi hongroise de 1495:

„Sunt plurima loca in confiniis Regni sita, in quibus Ras„ciani, Rutheni, Wallachi, et alii Schismatici in terris „Christianorum habitant, et de eisdem terris hactenus juxta eorum „ritum viventes nullas penitus decimas solvere consueverunt, quos „tamen ipsi domini Praelati ad decimas solvendas cogere nite„rentur. Et quia ipsae decimae in patrimonium Christi hominibus, „praesertim vero illis ad vocationem et assecurationem Regiae Ma„jestatis ac Woywodarum, Baronum et caeterorum officialium ipsa „confinia Regni tenentium, dicta loca incolentibus exigi solent; „ob hoc ordinatum est et conclusum:

„Quod a modo de caetero ab ipsis Rascianis, Ruthenis, „Wallachis et aliis Schismaticis in quibuscunque terris „Christianorum residentibus nullae penitus decimae exigantur."[1])

[1]) Il convient de dire que, depuis un siècle, les Hongrois avaient à peu près cessé d'opérer une pression sur les Chrétiens du rite oriental pour les convertir au catholicisme; il y avait comme une sorte de trève. Le

Les prélats catholiques eux-mêmes ne craignaient pas d'entretenir des relations d'amitié avec les princes serbes, ainsi qu'on le voit par la correspondance de Pierre de Várda, archevêque de Kalocsa, avec plusieurs membres de la famille Branković.[1])

Bien plus, Vuk Zmaj avait épousé une catholique, Barbara, sœur de Jean, évêque de Nagy-Várad (Grosswardein, Oradea Mare),[2]) et avait eu d'elle un fils qui mourut, en 1495, sur le siége épiscopal précédemment occupé par son oncle.

M. Stojačković[3]) place la mort de Vuk en 1485, tandis que M. Křížek, dans ses tableaux synoptiques[4]) ne la place qu'en 1497. Cette dernière date concorde avec un passage d'Istvánfi où il est parlé de la part active qu'il prit à la campagne de Sirmie en 1494. L'historien hongrois l'appelle Lupus, (c'est-à-dire Vuk), mais il n'est pas impossible qu'il l'ait confondu avec son cousin Georges, fils d'Étienne Branković. En effet, Vuk est associé par Istvánfi à Jean Halapšić, dit Kis-Horvát, (le Petit Croate), personnage qu'un diplôme important publié par M. Firnhaber[5]) rap-

---

baron Siaguna, dernier métropolitain des Roumains de la Transylvanie et de la Hongrie, cite, dans son *Histoire ecclésiastique* (Історіа Бісерічей ортодоксе Ресърітене ѹніверсале, Сібіѹ, 1860), des documents intéressants relatifs à un couvent que deux seigneurs de religion grecque fondèrent, en 1391, dans le comitat de Máramoros. Le Patriarche de Constantinople avait accordé à ce couvent une constitution indépendante; il l'avait soustrait à la juridiction de l'évêque local, preuve évidente que les évêques du rite oriental n'étaient pas inquiétés en Hongrie. En 1494, le roi Vladislas II confirma expressément les dispositions édictées par le Patriarche, et, l'évêque de Munkács ayant voulu s'immiscer dans les affaires du couvent, il fit droit aux réclamations des religieux.

[1]) Pierre de Várda protesta pourtant contre la loi qui exemptait les Serbes de la dîme et déclara qu'il ne s'y soumettrait pas. Voy. ses lettres publiées par Ch. Wagner, (*Posoniae et Cassoviae*, 1776, in-4). Cf. Szalay, *Szerb. Tel.*, p. 35; *Rechtsverh.*, p. 32.

[2]) Il est difficile de dire quel était au juste cet évêque. Comme le *Schematismus Dioecesis magno-varadinensis* en fait foi, le siége de Nagy-Várad ne fut pas occupé, pendant le cours du XVe siècle, par moins de cinq prélats du nom de Jean.

[3]) *Staatsrechtl. Verh.*, p. 8.

[4]) *Dějiny národů slovanských v přehledu synchronistickém.* Sestavil Václav Křížek. V Táboře a v Jindřichově Hradci, 1871, gr. in-8, p. 51.

[5]) *Beiträge zur Geschichte Ungerns unter der Regierung Wladislaus II. und Ludwig II.* (1490—1526), mitgetheilt von Fr. Firnhaber. (Aus dem II. Bde. des *Archiv f. Kunde der oesterr. Geschichtsquellen*), Wien, 1849, in-8, p. 47.

proche de Jean Branković et de son frère, et non de Vuk.[1]) Il s'agit dans ce document de la reconnaissance par les représentants des Serbes de l'empereur Maximilien comme roi de Hongrie (1490); or les deux fils d'Étienne Branković et les deux frères Alapšić se prononcent sans qu'il soit fait aucune mention de Vuk. Georges et Jean prennent tous deux le titre de despote, mais ce fait n'a rien de probant, puisque d'autres membres de la même famille le prennent également dans d'autres occasions.

Ce qui est certain c'est que Vuk eut pour successeur immédiat et reconnu par les Hongrois, non point un de ses cousins, mais sa tante Angéline, femme d'Étienne Branković et mère de Georges et de Jean (1498).

Angéline mourut, peu de temps après avoir été officiellement investie de la dignité de despote.[2]) Georges, son fils aîné lui succéda.

Ce prince prenait depuis longtemps part aux affaires. Dès 1486, il avait, de concert avec son frère, prêté à Mathias Corvin une somme de 12.000 ducats, pour laquelle le roi de Hongrie donna en gage le domaine de Berkasovo (Berekző), dans le comitat de Valpovo.[3])

Mathias ne rendit sans doute jamais l'argent, car les Branković gardèrent Berkasovo.

L'adhésion que Georges et son frère avaient faite, comme nous l'avons déjà dit, à l'empereur Maximilien, leur avait aliéné Vladislas. Dès que celui-ci fut en possession du trône, il rendit contre eux un décret d'exil et de confiscation, mais ce décret fut levé à la paix.[4])

Georges, devenu despote, fixa sa résidence à Kupinik.

Il n'y resta pas longtemps; le pouvoir lui pesait et, dès 1499, il s'en déchargea sur son frère. Élevé au milieu des camps, il s'était épris, chose étrange, d'une véritable passion pour l'état ecclésiastique. En 1486, il avait fondé en Sirmie

---

[1]) Le *Slovník Naučný* (Encyclopédie bohème) dit, comme M. Křížek, que Vuk mourut en 1497 à Slankamen.

[2]) M. J. Šafařík a publié des monnaies qui portent son nom et celui de ses fils. (Гласникъ, III, p. 244).

[3]) Ce comitat est aujourd'hui réuni à celui de Virovitica (Veröcze). Le fait est rapporté par Pray, *Annales*, T. IV, p. 185.

[4]) Istvánfi, p. 18.

le monastère de Krušedol [1]) et dès lors, il n'avait plus eu d'autre pensée que celle de s'y retirer.[2]) C'est ce qu'il fit en 1499.

Pourtant l'histoire de ce curieux personnage n'est pas encore finie. En 1503, il se rendit en Valachie et y fut nommé métropolitain sous le nom de Maxime. Il se démit peu de temps après de cette dignité, revint en Sirmie, reprit un moment le titre de despote, puis retourna en Valachie, où il fonda, ou tout au moins restaura le fameux monastère d'Argesiŭ. Il mourut en 1516. Sa mémoire est restée en grande vénération chez les Serbes, qui ont fait de lui un Saint Maxime.

Jean, frère de Georges, devint après lui le chef de la nation, et dut, aux termes de l'article XXIIe de la loi hongroise de 1498, fournir au roi de Hongrie un contingent (banderium) de 1000 cavaliers. Il consacra sa vie à des œuvres de piété et mourut en 1503.

La dignité de despote fut alors revendiquée par Étienne Štiljanović, knèze de Zaholmije[3]), que M. Stojačković croit avoir été allié de la famille Branković.

Étienne s'établit à Morović en Sirmie et combattit vaillamment contre les Turcs. Les Hongrois lui allouèrent une dotation annuelle de 3600 florins en argent et de 1200 florins en sel, mais il était par contre obligé d'occuper une place frontière (castrum finitimum) et de fournir un banderium égal au banderium royal (Art. V^e de la loi hongroise de 1507).

---

[1]) P. J. Šafařík, *Gesch. der südsl. Lit.*, III, p. 122.

[2]) En 1496, il fit à ses moines une donation, dont le texte original existe encore dans les archives du couvent, du moins à ce que rapporte M. Stojačković, et qui comprenait les domaines de: Kupinovo, Karlovci, Krušedol, Maradik, Čortanovci, Grabovci, Krčedin, Pazovo, Indija, Ljukovo(?), Dobardol, Neradin, Pečinci, Brestač, Šatrinci et Mikolja (?). Cette même année, il institua, avec la participation de sa mère et de son frère, une rente annuelle de 1000 florins au profit du monastère de Hilandar. Voy. le texte du chrysobule publié par M. K. Nevostrujev dans le Гласник, XXV, 1869, pp. 272 sqq.

[3]) La *Zaholmyje* ou *Zahumije*, dont le nom est déjà donné par Constantin Porphyrogénète à un peuple serbe (Ζαχλοῦμοι), était le pays situé entre Raguse et la Neretva. Elle tirait son nom des montagnes qui la couvraient: за + хльмь = *pro montibus*. Voy. Šafařík, *Gesch. der südsl. Lit.*, III, p. 14; Daničić, Рјечник из књижевних старина српских, I, p. 369; III, pp. 414 sqq. Cf. Šafařík, *Slov. Starožitnosti*, II, pp. 280 sqq.

Malgré ses efforts, Étienne se vit bientôt débordé par les Turcs et dut, en 1508, abandonner la Sirmie. Par ordre du roi Vladislas II, il s'établit alors dans le Baranya, c'est-à-dire dans la contrée dont Pécs (Fünfkirchen) est le centre. De cette époque date la présence de populations serbes dans cette partie de la Hongrie. Elles y avaient sans doute pénétré auparavant, mais en petit nombre et sans conquérir plus d'importance que la colonie de Csepel par exemple. Le Despote lui-même fixa sa résidence dans la forteresse de Siklos.

Étienne Štiljanović mourut le 4 octobre 1515 v. s. Ses restes reposent au couvent de Šišatovac en Sirmie.

La veuve de Jean Branković, Hélène Jakšićeva prit alors le titre de despote, titre qu'elle conserva jusqu'à sa mort (1521).

Avec elle finit le prestige, la puissance de la famille Branković, dont les membres avaient successivement porté depuis un siècle le titre superbe de Despote de Serbie, Roi de Rascie, Margrave de Sitnica, duc de Seta et Seigneur d'Albanie.[1])

Quarante ans plus tard, un neveu de Vuk Zmaj, Démètre Branković, pourra prendre le titre de despote (1561—1563); son frère Georges-Lazare (1563—1596), puis son neveu Abraham (1596—1630), pourront porter ensuite le nom de voïévode, ils ne posséderont ni influence, ni autorité; ce n'est qu'au siècle suivant qu'un descendant de cette famille réclamera avec énergie la succession de ses aïeux.

La famille Branković joue un rôle assez considérable dans l'histoire des Serbes de Hongrie pour que nous ne croyions pas inutile de donner ici un tableau généalogique de ses membres. Nous extrayons ce tableau de l'ouvrage déjà cité de M. Křížek, nous bornant á quelques additions peu importantes.

---

[1]) Muratori, *Scr. rer. ital.*, T. XXIII, p. 755.

pereur serbe Lazare Grbljanović.

† 1411, dans la guerre les frères Musa; il du côté de Soliman.

Mara, ép. le sultan Murad II.

Geor
aveuglé

Grégoire (Ge
au Mont At
Lazare; ép.

Lazare, despote, 1457—1458; ép. **Hélène**, fille de Thomas Paléologue, despote de Morée, sœur de la tsarine Sophie de Russie. Hélène conserve le titre de despote après la mort de son mari; elle est forcée de fuir devant Mohammed, celui qui conquit la Serbie, 1459; † 1474.

Vuk Zmaj B
despote des Se
† 1497 (?), s'éta
kamen en Sirmi
bara, sœur de
que de Nagy-Vá
wardein, Orad

e, ép. Démètre
šić, † 1487

enne Jakšić

Marie † 1466, ép. Étienne Tomašević roi de Bosnie, † 1463

Milica, ép. Jean Bessarab voïévode de Valachie (1512—1521).[2])

Valentin Vuk (Farkas), 39e évêque de Nagy-Várad 1490—1495

Jakšičeva des-
e Serbie et de
e, 1516—1521.

Marc.

Démètre.

Paul.

Antoine.

ban de Croatie.

Augustin, ép. Marie Mrnjavićeva.

J Modruš.

Catherine, ép. Nicolas Zrinyi, ban de Croatie.

Paul, né 1640.

et
8
e
b
e

[1]) Rem gorović Branković et partant toute la généalogie du derr

[2]) Voy

[3]) Les ie Щінкаі дін Щінкъ (Іаші, 1853, in-4), T. II, pp. 197—198.

Vuk Branković,

prince (despote) de la moitié de la Serbie, 1389; † 1398 empoisonné; épouse Mara, fille de l'empereur serbe Lazare Grbljanović.

- Grégoire Branković † 1407.
  - Georges, aveuglés tous deux par leur oncle Georges.
  - Jean,
  - **Georges Branković,** despote serbe, 1420, † 1456 à Smederevo; ép. **Irène,** fille de Jean Cantacuzène, sœur des derniers empereurs grecs (1415), despote elle-même, 1457; empoisonnée cette même année par son fils Lazare.
    - Grégoire (Georges), aveuglé par Amurat, 1439; † veuf au Mont Athos, empoisonné, dit-on, par son frère Lazare; ép. Thècle (Theodora), fille de Mathieu Cantacuzène.
      - **Vuk Zmaj Branković,** despote des Serbes, 1471; † 1497 (?), s'établit à Slankamen en Sirmie; ép. Barbara, sœur de Jean, évêque de Nagy-Várad (Grosswardein, Oradea Mare).
        - Valentin Vuk (Farkas), 39e évêque de Nagy-Várad 1490—1495
        - Jean, ép. Clara Blagajova
          - Paul.
            - Antoine.
              - Augustin, ép. Marie Mrnjavićeva.
                - Paul, né 1640.
          - Jelica.
            - Clara.
          - Jacques, ép. Marie Jugovićeva
            - Jean Marek.
            - Catherine
      - Lazare.[1])
        - Démètre Branković, despote, 1561; † 1563
        - Georges-Lazare joupan (föis pán) de Jenopolis, au service de Transylvanie; voïévode serbe, 1563; † 1596.
          - Abraham Branković, voïévode serbe, 1596; † 1630; ép. Anne Jakšićeva.
            - Mojžiš, évêque.
              - Pierre.
              - Siméon, évêque de Ienopolis, sous le nom de Sava, puis métropolitain d'Alba Iulia, 1656; † 1680.
            - Daniel.
              - Jean † 1650.
              - Michel, † 1630.
            - Georges, le Serbe, grand-vornik de Valachie.
              - Lazare, moine sous le nom de Longin.
              - Basile, † 1630.
              - **Georges** Branković, dernier despote et voïévode serbe, né entre 1640 et 1648 dans le Banat, enfermé par ordre de l'empereur Léopold 1689, † 1711 à Cheb (Eger) en Bohème, après 22 ans de captivité.
        - Roxandre (Milica), ép. 1552 Alexandre Lepusneanulŭ prince de Moldavie; † 1568.[3])
    - **Étienne,** aveuglé par Murad, 1439; s'établit en Sirmie, 1459; prend le titre de despote, 1460; passe en Serbie, 1461; est contraint de se réfugier chez Skanderbeg, puis en Italie où il meurt, 1486. Il a pour épouse **Angéline,** fille de Georges Aranita Topia Gollem et belle-sœur de Skanderbeg, proclamée despote, 1497; † à Krušedol, 1497.
      - **Georges,** despote, 1498—1499; se retire dans un couvent sous le nom de Maxime et devient métropolitain de Valachie; † 1516.
      - **Jean,** despote, 1499; s'établit à Kupinik; meurt à Berkasovo, 1503; il a pour épouse...
        - **Hélène** Jakšičeva despote de Serbie et de Sirmie, 1516—1521.
        - Marc.
        - Démètre.
        - Marie
          ép. Ferdinand Frankopan, ban de Croatie.
          - Étienne, joupan de Modruš.
          - Catherine, ép. Nicolas Zrinyi, ban de Croatie.
    - Catherine, ép. Oldéric comte de Celej (Cilli); † 1456.
      - Elisabeth, financée à Ladislas Hunyádi.
  - Lazare, † 1411, dans la guerre contre les frères Musa; il était du côté de Soliman.
  - Mara, ép. le sultan Murad II.
  - Mara
  - **Lazare,** despote, 1457—1458; ép. **Hélène,** fille de Thomas Paléologue, despote de Morée, sœur de la tsarine Sophie de Russie. Hélène conserve le titre de despote après la mort de son mari; elle est forcée de fuir devant Mohammed, celui qui conquit la Serbie, 1459; † 1474.
    - Hélène, ép. Démètre Jakšić, † 1487
      - Étienne Jakšić
    - Marie † 1466, ép. Étienne Tomašević roi de Bosnie, † 1463
    - Milica, ép. Jean Bessarab voïévode de Valachie (1512—1521).[2])

---

[1]) Remarquons ici que Šafařík *(Gesch. der südslaw. Lit., III,* pp. *129* sq.*)* suspecte très-fort l'existence de ce Lazare Grigorović Branković et partant toute la généalogie du dernier despote Georges Branković.

[2]) Voy. Engel, I, p. 197.

[3]) Les historiens roumains font Roxandre fille de Pierre IV (Raresiŭ) et sœur d'Étienne VIII. Voy. Хроніка Ромжнілор de Георие Щінкаі дін Щінкъ (Іаші, 1853, in-4), T. II, pp. 197—198.

III.

Histoire des Serbes de Hongrie, depuis la fin des Branković, jusqu'à l'immigration du patriarche Črnojević (1521—1694). Les premiers priviléges de l'empereur Léopold.

Le faible roi Vladislas mourut en 1516 et son successeur, Louis II, encore enfant, fut incapable de rien faire pour rétablir l'ordre dans le royaume épuisé d'hommes et d'argent. Les troupes de Soliman surent profiter de cette situation; elles s'emparèrent de Šabac sur la Save, et Belgrade même ne tarda pas à tomber entre leurs mains (29 août 1521).

Alors seulement, Louis II songea à la guerre.[1]) Une armée, commandée par un ancien soldat devenu archevêque, Paul Tomori, remporta d'abord quelques succès, mais les choses ne tardèrent pas à changer. La bataille de Mohács, où Louis II, Paul Tomori et cinq cents nobles hongrois perdirent la vie, livra aux Turcs la plus grande partie de la Hongrie (1526). Les armées de Soliman s'avancèrent jusqu'au lac Balaton et occupèrent Bude qu'elles livrèrent au pillage.

Nous ne suivrons pas les luttes dont la Hongrie fut le théâtre pendant le cours du XVIe siècle; nous nous arrêterons seulement aux faits qui concernent plus particulièrement les Serbes.

---

[1]) Il abandonna à l'empereur Ferdinand, son beau-père Senj (Zengg), Klisa, Krupa, Lika, Jaska et plusieurs autres places de la frontière croate, pour les défendre contre les Turcs. Ferdinand concentra dans ces villes émigrés de la Bosnie et du Montenegro, qu'on désignait sous le nom *d'Uskoci* (fugitifs). Ce fut l'origine des Confins militaires de l'Autriche.

Le mouvement d'émigration, commencé un siècle auparavant, continue presque sans interruption. En 1522, le knèze Paul Bakić passe en Hongrie avec ses cinq frères; Tomori et le Roi lui-même les avaient appelés.[1]) Bakić fut suivi de Radić Božić et de Pierre Monasterli. Tous ces nouveaux venus amenaient avec eux un grand nombre de familles et tous les hommes valides étaient autant de combattants acquis à la cause chrétienne. Les Serbes prirent une part glorieuse à la bataille de Mohács; beaucoup des leurs, entre autres Radić Božić, demeurèrent sur le terrain.[2])

Au milieu du désordre effroyable qui suivit cette catastrophe, les Serbes furent des plus ardents à continuer la lutte. Pour se les concilier, les Hongrois rétablirent la dignité de despote dans la personne d'Étienne Berislov (1526). On ne sait rien de particulier sur ce personnage qui mourut l'année suivante.

A peine Berislov avait-il disparu, qu'un aventurier, Jean Črnović, revendiqua la dignité de despote, ou même prit le titre d'empereur (car) en vertu d'une prétendue parenté avec Angéline, femme d'Étienne Branković. Les Serbes à qui ce nom était cher, aussi bien que la possession d'un chef particulier, se groupèrent autour de lui sans résistance. Črnović eut bientôt réuni plus de 10.000 hommes; il s'entoura lui-même de 600 soldats d'élite, auxquels il donna le nom de janissaires. Comme il fallait vivre, il ne se fit nul scrupule de rançonner les châteaux et les

---

[1]) Istvánfi, ed. Col. 1622, in-fol., p. 103: „*Nec multo postquam Tomoraeus „in Frangepani locum successit, ac Baciam adventavit, Paulus Ba„quitius e Thracia nobili et militari Graeci ritus stirpe ortus, quum „Turcarum insolentias ferre amplius non posset, apud quos in suspi„cionem mutatae fidei inciderat, crebris Tomoraei literis et nunciis, „non inscio rege, sollicitatus, cum quinque fratribus egregiae virtutis „fortitudinisque viris, Petro, Clemente, Manuele, Demetrio et Michaele, „in Ungariam venit, superatis ingenti animo sed magna cum difficul„tate, Turcarum insidiis, quae ei per omnia fere itinera et compita „collocaverant. Ei Ludovicus Laccum, in Semigio sitam arcem* (Lak ou Lók, château, qui a disparu et devait se trouver près de Sümeg, sur les bords du lac Balaton), *quam cum suis inhabitaret, liberali „munere assignandam curavit, donec ampliora dare posset; atque ii „postea omnibus bellis fortem fidelemque operam Reipublicae navavere.*“

[2]) Istvánfi, p. 131: „*Radicius Bosithius Thrax, qui classi praeerat, com„mendata veteranis trierarchis Ambrosio Fogassio et Iohanni Fille„ressio classe et navalibus sociis, inani spe victoriae in primam aciem „equo vectus processit, ibique pugnans interfectus est.*“

villes, n'établissant guère de différence entre Turcs et Chrétiens.[1]) Ces pillages n'étaient pas du reste, à cette époque un fait isolé; ils se renouvelaient dans tous les pays de l'Europe, dès que les soldats n'étaient plus en campagne et cessaient de toucher leur solde. Les populations paisibles en étaient réduites à souhaiter la guerre.

Ferdinand d'Autriche pensa qu'il valait mieux avoir Črnović pour ami que pour ennemi. Il lui députa François Révay avec des présents et des propositions d'arrangement que le chef serbe accepta. Dès lors Črnović resta fidèle à la cause royale.

Zápolya,[2]) le rival de Ferdinand, qui possédait la Transylvanie par la grâce des Turcs, n'eut pas plus tôt appris que les bandes serbes s'étaient ralliées à la maison d'Autriche qu'il envoya Pierre Perényi, à la tête d'une armée de Roumains et de Széklers pour le combattre. Perényi atteignit Črnović près de Szeged, mais fut battu. Les débris de son armée se rassemblèrent à Temesvár et s'augmentèrent de troupes fraiches. Éméric Czibak qui remplaça Perényi, livra de nouveau bataille et demeura cette fois vainqueur. Črnović, blessé, tenta l'attaque de Szeged, mais

---

[1]) Istvánfi, p. 139: „*Iohannes quidem, cognomento Niger, natione Thrax, „obscurae servilisque conditionis homo, quum se e sanguine principum „Serviae, qui Despotae vocabantur, originem trahere, popularibus suis „Thracibus sive Servianis persuasisset, magna eorum manu brevi coacta, „postremo vagis et errabundis militibus, quarumcunque nationum aucto „exercitu, vicinas civitates et oppida vexare ac diripere, pecoris maioris „minorisque greges pellere, mercatoribus insidias moliri, nobilium „domos praedari, non leges, non principes vereri, Christianos ac Turcas „aeque pro hostibus habere, quoque maior ei inesset auctoritas, sex„centos iuvenes, armorum et vestimentorum similitudine inter se pares, „ideoque Turcarum in morem Ianiceros appellatos, custodiae corporis „adhibuit; aliisque servitiis et ministeriis aeque splendide usus est. „Maior ad eum quotidie perditorum hominum concursus fiebat, ita ut „eius exercitus decem millium armatorum numerum excedere iu„dicaretur.*“

[2]) Détail peu connu, Zápolya était lui-même serbe. M. Vitković (*loc. cit.*, p. 58), cite un curieux passage de Georges de Sirmie (Georgii Syrmiensis *Epistolae de perdicione regni Hungarorum*, lib. XLVI, pp. 151—153), où il est dit: „*Rex Zapulia . . . quoniam nacione esset Sclavorum, „Bosnen, de villa Zapulia* (Запоља) . . . *Quum iste Sigismundus rex „fuerat ex genere Bohemorum, et propter linguam sclavonicam, et cum „terranei fuissent, . . . et isto sclavo Zapulyi concessit arcem . . . et „inde posthec appellati sunt Sepusiensis Ioannes et Sepusiensis „Georgius.*“

fut repoussé et reçut une seconde blessure. Retiré dans un village, qu'il croyait sûr, il y fut surpris par un des généraux de Zápolya, Valentin Török, qui le tua et envoya sa tête à Bude. Török prétendait venger ainsi la mort de Clément Bakić, chef, après Radić Božić, de la flotille du Danube, lequel avait embrassé le parti de Zápolya.[1])

Les restes de l'armée de Črnović furent réunis par Révay qui parvint à gagner la flotille du Danube à la cause de Ferdinand. Montés sur de légers bateaux (sajke), les Serbes remontèrent le Danube sous la conduite de Jean Fikeressi et d'Ambroise Fogasi, franchirent, non sans de sensibles pertes, les obstacles dont Zápolya avait couvert le fleuve entre Pest et Bude, et parvinrent à opérer leur jonction avec les troupes autrichiennes établies à Komarom (Comorn). Ferdinand recompensa richement les chefs et leur donna le domaine de Szelistye sur le Vág (1528).[2])

Les Serbes qui avaient eu tant à souffrir des divisions intestines de la Hongrie, furent dès lors inébranlables dans leur fidélité à Ferdinand. Aussi bien, depuis qu'ils figurent dans l'histoire de la Hongrie, les voyons-nous toujours les plus fermes soutiens de l'Autriche. Tandis que de 1527 à 1711, les Magyars songent moins à reconquérir leur pays qu'à se soustraire à l'influence impériale, que les Zápolya, Bethlen, Apafi, Bocskai, Teleky et les Rákóczi traitent avec les Turcs, sollicitent leur appui, se reconnaissent leurs vassaux, les Serbes se rallient à Ferdinand, à Maximilien et à leurs successeurs. Sans doute, la prépondérance de l'Empire qui représente l'Allemagne et ses passions envahissantes, peut devenir dangereuse un jour, mais, dans leur haine contre les Turcs, contre ces ennemis traditionnels, implacables, qui ont réduit la Bosnie, la Serbie, la Slavonie, une partie de la Hongrie, les Serbes ne peuvent hésiter; ils sont les auxiliaires

---

[1]) Nous nous contenterons de renvoyer le lecteur aux curieux détails, donnés sur Črnović par Georges de Sirmie. Voy. Vitković, *loc. cit.*, pp. 61, sqq.

[2]) Istvánfi, *loc. cit.* — L'historien hongrois raconte en détail l'histoire de cette périlleuse navigation. L'audace déployée par les Serbes dans cette circonstance, amena la création d'un corps spécial de mariniers-pontonniers désignés sous le nom de *Tschaikisten* (*Šaikaši*). Ce corps qui rendit à diverses reprises, de grands services fut réorganisé en 1746 à l'instar des régiments des confins et forma un bataillon territorial, dont Titel, au confluent de la Theiss et du Danube, devint le chef-lieu (Engel, *Gesch. des ung. Reiches*, III, p. 476). M. Stojačković (*Rechtsverh.*, p. 12) rapporte avoir vu en 1844, dans l'église serbe de Komarom le premier drapeau des *Chaïkistes*.

naturels et dévoués de tous ceux qui ne craindront pas de faire la guerre au Sultan. De là, leur attachement pour la maison d'Autriche qui s'est imposé la tâche de refouler tout au moins les Turcs de l'autre côté du Danube et de la Save; nous verrons plus loin comment les Habsbourg ont récompensé cette fidélité. Lorsque Soliman vint mettre le siége devant Vienne, Paul Bakić, dont les talents militaires inspiraient toute confiance, eut mission de défendre le passage du Danube; il avait avec lui 200 cavaliers, presque tous serbes, qu'il entretenait à ses frais.[1]) Il réussit à surprendre les Turcs, près du Kahlenberg et remporta sur eux un avantage important. Les prisonniers qu'il fit le renseignèrent sur les dispositions que les Turcs avaient prises pour donner l'assaut, et les Autrichiens purent profiter assez à temps de ces renseignements pour repousser l'armée ottomane. La plupart des conseillers municipaux et un grand nombre de bourgeois s'étaient enfuis; ce fut le serbe Bakić qui sauva Vienne![2])

Ce vaillant capitaine, à qui aucun des chefs hongrois ne pouvait être comparé,[3]) fut tué en 1537, au moment où les troupes hongroises qui venaient de traverser la Drave, quittaient Valpovo pour gagner Požega. Avec lui périrent Paul Fodor et Théodore Pejić. D'autres knèzes serbes, en particulier Démètre Skanderović et Vuk Mikula, tombèrent au pouvoir des Turcs.[4])

L'année 1538 parut devoir ramener la paix à ce malheureux pays de Hongrie, depuis si longtemps désolé par la guerre. Zápolya renonca pour ses héritiers à la possession de la Transylvanie et du Banat de la Temes; ces provinces, dont il restait en possession, sa vie durant, devaient ensuite être dévolues à Ferdinand. Le moment de cette dévolution ne se fit pas attendre. Zápolya mourut en 1540, mais sa veuve Isabelle, assistée des deux tuteurs

---

[1]) Istvánfi, p. 159.

[2]) Istvánfi, p. 163. Weiss (*Geschichte der Stadt Wien*) ne rapporte même point cet épisode du siége de Vienne.

[3]) „*Cui nemo inter omnes nostrarum copiarum duces, militari solertia ac „ingentis animi fortitudine erat conferendus.*“ Istvánfi, p. 214. — Paul Jove s'exprime à peu près dans les mêmes termes: „*Eo interfecto, qui „inter nostros duces militaris ingenii solertia, atque ingentis animi „plurimum eminebat, magnus timor totis castris incussus est.*“ Voy. Engel, *Gesch. des ung. Reiches*, III, p. 478.

[4]) Voy. sur la famille Bakić, l'art. XLVIIIe de la loi hongroise de 1542: *Bakics familiae, pro arce Sabaria fiat compensatio.*

de ses enfants: Georges Utišenić, dit Martinuzzi, évêque de Nagy-Várad et Pierre Petrović, comte de Temesvár et parent de Zápolya,[1]) se refusa à exécuter le traité. La Hongrie retomba encore une fois dans les horreurs de la guerre civile. Soliman prit le parti des héritiers de Zápolya, et profita de l'occasion pour s'emparer de diverses places. Ce n'est qu'en 1544 que Ferdinand put engager avec lui des négociations qui conduisirent à une trève provisoire.[2])

La trève fut courte. Six années s'étaient à peine écoulées que les Turcs revinrent en Hongrie; ils s'emparèrent successivement de Becse, Becskerek, Kikinda, Szent-Miklós et Csanád. Les Serbes du Banat, ne montrèrent pas leur énergie habituelle. S'il faut en croire Istvánfi, ils implorèrent la clémence des armées du Sultan et s'offrirent à leur faciliter la prise de Temesvár et de Lippa.[3]) Hammer leur impute aussi la reddition de Csanád et d'Iladia.[4])

Bien que cette défection ne soit guère dans le caractère des Serbes, nous n'essaierons point de révoquer en doute le témoignage des historiens. Doit-on s'étonner que ces populations du Banat, épuisées par la guerre, plus maltraitées encore pendant les luttes stériles de Ferdinand et de Zápolya que pendant les campagnes contre les Turcs, aient cédé au découragement et au désespoir?

Du reste, tous les Serbes ne se laissèrent pas entraîner comme ceux du Banat. En 1552, l'armée de Losonczi était commandée en second par un serbe nommé Milak, qui fut tué l'année suivante, lors de la prise de Temesvár. Un autre serbe, Démètre Očarović, commandait un corps de cavalerie qu'il avait

---

[1]) Ces deux personnages étaient d'origine serbe comme Zápolya, mais, comme lui aussi étaient devenus les chefs du parti magyar.

[2]) Voy. les détails dans Hammer, T. V., pp. 389—398 de la trad. franç.

[3]) *„Interea Thraces, qui in campis Temesvario subiectis late sedes ha„bebant, tot arcibus et castellis ab hoste captis perterriti, ad Mehemetem, „singulari perfidia defecere, ac muneribus ei allatis suam industriam „simul et operam, redigendis in potestatem Temesvario ac Lippa ur„bibus ultro obtulere: quorum primores equis, vestibus purpureis, „pecunia donatos dimisit, ita ne quid occasionis, qua intercipiendis „illis fidem suam probatam redderent, negligere vellent, ac ab se „deinceps quid facto opus esset, expectarent.“* Istvánfi, p. 301.

[4]) *Hist.*, T. VII, p. 23.

équipé à ses frais.[1]) Enfin Pierre Bakić et ses soldats prirent une part active au coup de main tenté par les Hongrois contre Szeged (février 1552).

Cette famille Bakić était toujours la plus ardente à combattre contre les Turcs. Un de ses membres, Mathias Bakić défendit glorieusement Krupa en 1565 et s'ensevelit sous les ruines de la ville.[2])

Nikolas Zrinyi qui, de 1542 à 1566 fut revêtu de la dignité de ban de Croatie, et qui pendant ces vingt-quatre années fut constamment en campagne, n'avait avec lui que des Slaves: serbes et croates. Les Hongrois, les Allemands, les Espagnols lui fournirent à peine çà et là quelques troupes auxiliaires; c'est avec les nouveaux habitants des confins qu'il tint tête si longtemps aux armées ottomanes.

Après la bataille de Mohács, les Turcs avaient ravagé les établissements fondés par les émigrés bosniaques près de Varaždin; le monastère de Marča, autour duquel ils s'étaient groupés, avait été détruit et le pays était redevenu un désert. Dans le langage des généraux hongrois, ces espaces dépeuplés furent divisés en deux régions: desertum primum et desertum secundum et formèrent plus tard, lorsque les habitants commencèrent à y revenir, les deux régiments de Varaždin et de Gornji-Karlovac (Carlstadt).[3])

Les Serbes de cette contrée embrassèrent avec ardeur la cause de Ferdinand contre Zápolya, et furent, en 1564, récompensés de leurs services par un privilége spécial de l'empereur. Leur nombre s'accrut sensiblement sous Maximilien, par suite de l'arrivée de fugitifs bosniaques. Sous Rodolphe, deux knèzes de Bosnie, Vuković et Beašinović, amenèrent dans les confins un nouveau contingent. Ils furent accompagnés du métropolitain serbe Gabriel et de soixante-dix moines. Ces derniers, qui venaient du monastère de Črmlja ou Srmil (situé sur la Zermanja, en Dalmatie), restaurèrent le couvent de Marča.

Pour attirer les colons, les Empereurs les dispensèrent de tout impôt, en retour du service militaire auquel ils étaient as-

---

[1]) Istvánfi, p. 329: „*Demetrius Ociarovitius, natione Thrax, qui nullius „stipendio addictus, cum peculiari suorum equitum ala tunc Lippae „agitabat . . .*“

[2]) Istvánfi, pp. 452—453.

[3]) Bartenstein, p. 11; Čaplovič, II, p. 19.

sujettis. Les hommes valides devaient veiller à la défense du pays où ils étaient établis; à cette condition, ils recevaient une solde du trésor impérial.

Bien qu'on ne puisse s'étonner de rien en Hongrie et qu'il y ait souvent contradiction évidente entre les mesures émanées de la chancellerie aulique et les lois votées par la diète, on doit pourtant expliquer dans un sens restrictif, les peines édictées par l'art. XXXe de la loi de 1567 contre les Rasciens et alios dubiae fidei homines, aussi bien que contre les capitaines qui les prenaient à leur service. Il ne saurait être ici question que des vagabonds errants sur les frontières turques, et qu'on accusait, à tort ou à raison, d'intelligence avec l'ennemi.[1])

La situation légale des Confins fut déterminée, en 1578, par un édit rendu à Bruck-sur-la-Mur (Brucker Libell), à la suite des délibérations des Etats autrichiens. Depuis lors jusqu'aujourd'hui, leurs destinées furent liées à celle de l'Autriche, bien que la diète hongroise voulût toujours y faire prévaloir son influence.[2]) L'édit de Bruck fut suivi de priviléges impériaux en

---

[1]) Comme exemple de la contradiction, dont il vient d'être parlé, on peut citer précisément les priviléges accordés aux Serbes, qui fondèrent les premiers établissements militaires sur les confins de la Slavonie et de la Croatie. Ces priviléges furent cassés et mis à néant par la diète hongroise, sous le prétexte qu'ils avaient été accordés subrepticement et portaient préjudice au reste du royaume. „Subrepticia Valachorum privilegia cassentur" porte l'art. XLe de la loi de 1635, successivement confirmé par l'art. XC^e^ de 1659 et l'art. LXIVe de 1681. Les pauvres *Gränzers*, dépouillés, persécutés furent encore condamnés par l'art. XCI^e^ de la loi de 1659, à restituer aux seigneurs féodaux les terres qu'il avait plu à quelques grands personnages de réclamer. Qui donc à la diète eût cherché à contredire les prétentions d'un Erdődy ou d'un Auersperg, alors surtout qu'il ne s'agissait que de quelques misérables villages rasciens?

Heureusement pour les Serbes, les Empereurs qui appréciaient mieux leur services que les Magyars, si non par reconnaissance du moins par intérêt, s'efforcèrent de faire de plus en plus rentrer les confins sous leur autorité directe. Mieux valait un maître, même allemand, que la protection du droit *constitutionnel* hongrois.

[2]) Aux textes cités dans la note précédente, ajoutons l'art. XIVe de la loi de 1604, qui faisait défense aux colons serbes de s'établir ailleurs que sur les terres des seigneurs, et les y frappait d'un double impôt: de la *dîme* (perçue naturellement par le clergé catholique), et du *neuvième*, ou *droit de terrage*, établi au profit des seigneurs. Il était absolument interdit aux colons de s'établir sur les terres incultes, qu'on pouvait

1580 et 1582.[1]) On avait pu à Vienne apprécier la valeur des troupes serbes sans cesse engagées contre les Turcs.

Soliman était mort en 1566 devant Sziget, pendant ce siége où les soldats serbes de Zrinyi firent des pertes si sensibles. Un grand nombre de chefs, Pierre Farkašić, Marc Stanšić, Jean Novaković, Jean Očarević, Vuk Popratović, Dandov, Radovan, etc. succombèrent au milieu de la lutte.[2])

Dans les campagnes qui suivirent, les Serbes donnèrent de nouvelles preuves de leur courage.

Sigismond Báthori qui, en 1581, succéda au roi Étienne, son père, dans la principauté de Transylvanie, parut vouloir, en 1593, organiser un soulèvement des populations magyares, roumaines et serbes contre les Turcs. Les Serbes du Banat, ces mêmes hommes que les historiens magyars accusent d'avoir trahi lors du siége de Temesvár, étaient disposés à tout entreprendre pour se délivrer d'un joug abhorré. Ils accueillirent avec enthousiasme les ouvertures de Báthori et lui députèrent l'évêque Théodore Tivodorović pour lui offrir la dignité de despote.[3])

Báthori reçut l'évêque avec empressement, promit de réunir la diète transylvaine pour lui demander des subsides et, en attendant, engagea les Serbes à entamer la lutte. Ceux-ci, commandés par Georges Palotić, ban de Lugos et par Michel Vajda, commencèrent les hostilités le long de la Maros et, dans deux rencontres successives, où les Turcs comptaient plus de 5000 combattants, en mirent 1500 hors de combat. C'était un beau succès pour des bandes mal organisées, à peine armées; si les secours attendus de Báthori étaient arrivés, peut-être le Banat tout entier eût-il été reconquis. Malheureusement Báthori était l'homme du monde à qui l'on pouvait le moins se fier; il avait

---

considérer comme sans maître. Les dispositions de cette loi furent renouvelées par l'art. IXe de 1608.

[1]) Ces priviléges, auxquels vinrent se joindre en 1737, trois nouveaux articles, furent conservés, jusqu'à l'insurrection croate de 1755, dans le clocher de l'ancienne église grecque orientale de Severin; ils étaient à l'abri de fortes serrures et deux sentinelles y veillaient continuellement. Čaplović, qui rapporte ce détail (II, p. 20), croit qu'ils se trouvent encore au même endroit.

[2]) Istvánfi, pp. 478—481.

[3]) Šinkai, Хроніка Рошъніілор, II, p. 249, 252. Cf. Szalay, *Szerb. Tel.*, pp. 12—13; Vitković, pp. 94—95.

dissipé en folies les sommes votées auparavant par la diète et la nouvelle réunion de juin 1594 ne voulut rien entendre. Aussi bien les trois ordres de l'assemblée: les Hongrois, les Széklers et les Saxons étaient-ils tous gens trop égoïstes, trop aveugles pour comprendre la nécessité de la lutte. Ils s'étaient résignés à l'idée de la domination ottomane et n'étaient point accessibles au sentiment généreux qui poussait ces paysans à demi-sauvages, ces Serbes ou ces Roumains à tout sacrifier pour continuer la guerre sainte. Les Serbes réduits à leurs propres forces, ne purent tenir longtemps la campagne. Les pachas de Bude, de Lippa et de Temesvár s'avançaient contre eux; ils durent se disperser. Plusieurs milliers d'entre eux passèrent la Maros. Les uns s'établirent au dessus d'Arad, dans cette contrée appelée alors Ienopolis du nom des deux bourgs de Boros-Jenő et de Kis-Jenő; d'autres entrèrent en Transylvanie et se fixèrent à Alba Julia,[1]) à Hermannstadt[2]) et dans d'autres villes.[3]) Théodore Tivodorović fonda à Hermannstadt une éparchie serbe qui peu à peu imposa son autorité à tout le clergé roumain de Transylvanie. Un peu plus tard un évêché serbe fut organisé à Boros-Jenő; ce dernier siége fut d'abord occupé par Sava Branković.

Dans une autre direction, les Serbes que nous avons déjà vu s'établir dans le Baranya, s'étaient fixés par petits groupes à Kecskemét, à Nagy-Körös, à Czegléd, à Bude, à Esztergom (Gran); partout les Turcs les avaient suivis, mais partout aussi ils saisissaient la moindre occasion de tirer vengeance de leurs ennemis. En 1594, ce furent eux qui livrèrent au comte Pálfi la ville d'Esztergom.[4])

Cette même année, les impériaux firent une expédition en Croatie et s'emparèrent de Petrinja, ainsi que de quelques autres places.[5])

---

[1]) En serbe *Belgrad*, en magy. *Gyula-Fehérvár*, en all. *Carlsburg*.

[2]) *Hermannstadt* est le nom donné à la ville par les Allemands; les Roumains l'appellent *Sibiu*; les Magyars: *Nagy-Szeben*; les Serbes: *Sibin*. Le nom latin du moyen âge est *Cibinium*.

[3]) Szalay (*Szerb Tel.*, p. 15; *Rechtsverh.*, p. 14) parle notamment d'une colonie serbe qui se serait établie à Orestie (magy. Szászváros, all. Broos), près d'Alba Iulia. Cette colonie aurait promptement disparu.

[4]) Istvánfi, p. 628. „Interea autem curante per idoneos internuncios „Palffio clandestina consilia cum *Thracibus* qui in urbe erant, Christianis „quidem, sed Graecos ritus sequutis, contracta sunt . . ."

[5]) Istvánfi, pp. 632 sqq.; Ljubić, *Pregled hrvatske Povesti*, p. 231.

En 1596, Sigismond Herbestein assiégea Kostajnica et revint à Petrinja. Il reçut, dans cette dernière ville, une députation des Serbes de la Bosnie et de la Dalmatie septentrionale, qui demandaient la cession des places situées entre l'Unna et la Kulpa et promettaient en retour de prendre une part active à la guerre contre les Turcs.[1])

Herbestein consentit à ce marché, mais soit que les Serbes craignissent la domination trop peu ménagée des Allemands, soit qu'ils n'eussent pas été satisfaits des conditions stipulées, ils ne vinrent pas prendre possession des terres qui leur avaient été assignées.

Malgré leur fidélité à l'Autriche, les Serbes sentent au fond tout le poids du joug germanique. La brutalité allemande leur apparaît en regard de la brutalité hongroise, et alors ils s'arrêtent hésitants entre les deux partis. Ni d'un côté, ni de l'autre ils ne voient pour eux ni estime, ni sympathie, mais un égal désir de mettre à profit leurs qualités militaires. Le jour où l'on aura vaincu grâce à eux, on les traitera comme des mercenaires. Seulement les mercenaires étrangers doivent être payés; ils doivent tout au moins toucher la solde convenue; les Serbes, eux, n'auront droit à rien; ce ne sont plus des étrangers; ils sont devenus sujets de l'Empereur.

C'est ainsi que la situation se dessine à l'époque où nous sommes parvenus. Si les Serbes se prononcent pour les Allemands, ce n'est pas qu'ils n'aient eu déjà l'occasion de soupçonner leur perfidie, mais l'empire est résolu à poursuivre la guerre contre les Turcs. Ce motif suffit. Ils aiment mieux subir la loi des Allemands que de courber la tête sous le joug des Ottomans, les premiers auteurs de leurs maux.

Telle n'était pas la pensée des Magyars devenus les plus

---

[1]) Istvánfi, p. 685: „Adfuere etiam nuntii *Thracum* cum literis a Rado„slavo Archipresbytero, ac Raiaco Voivoda, Voino, et Siucone Cnesiis, „Emanuele Iusbassa, Bogdano Harambassa, Novacaga, Dracula Odabassa, „aliisque omnibus, qui a Colapi ad Adriaticum litus usque sedes habent, „communi nomine scriptis (eas autem ut quam secretissime habe„rentur petebant) quibus si ipsis vacuae arces cum agris et fundis de„sertis, quae inter *Colapim* et *Valdanum* (sic antiquitus flumini Hunnae „nomen fuisse ferunt) circiter LXX habentur, inhabitandae concede„rentur, se arma adversus Turcas sumturos pollicebantur.“ Istvánfi, „p. 685.

fidèles alliés du Sultan contre les armées impériales. En 1601, Sigismond Báthori, n'eut pas honte de trahir le voïvode de Moldavie, Michel-le-Brave, et de s'unir aux Turcs contre lui. Après lui, Moïse Székely, puis Étienne Bocskai suivent cet exemple. En 1604, Bocskai prend les armes contre l'empereur Rodolphe et achète ainsi sa confirmation par la Porte (1605). Il envahit l'Autriche et la Styrie et se charge de montrer que ses bandes indisciplinées laissent loin derrière elles la barbarie des soldats ottomans.

La politique de Bacskai fut celle de ses successeurs: Sigismond Rákóczi, Gabriel Báthori et Gabriel Bethlen; aussi n'avons nous pas à nous y arrêter. Nous avons hâte de sortir de cette triste période.

En 1613, l'Autriche conclut avec la République de Venise un traité de paix qui mérite d'être signalé ici, parce que la cause apparente ou réelle des difficultés survenues entre les deux états étaient des actes de piraterie reprochés par les Vénitiens aux Uscoques, à ces fugitifs bosniaques établis dans les confins militaires. La France avait été la médiatrice de la paix.

En 1618, commence cette exérable guerre de trente ans qui coûta la liberté, mais non l'honneur au vaillant peuple bohème. Jusqu'à la funeste journée de la Montagne blanche, les Serbes n'eurent pas à y prendre part, mais plus tard, pendant la période suédoise de la guerre, l'Autriche trouva commode de combler les vides de son armée épuisée, en y incorporant les régiments serbes. Les émigrés qui ne devaient payer l'impôt du sang que contre les Turcs durent maintenant entrer en lice pour défendre une cause impie. Eux dont la religion avait été persécutée, durent combattre du côté des persécuteurs, au profit de ce fanatisme ignorant dont ils avaient été les premières victimes. Le dévouement des Serbes ne se fit point marchander. Ils obéirent aux ordres qui les envoyaient mourir au loin.[1])

---

[1]) Le dernier privilége impérial relatif aux Serbes des confins militaires était du 5 octobre 1530. Ce privilége ne parlait que des obligations qui leur étaient imposées pour la défense des frontières contre les Turcs et ne faisait qu'une allusion, dissimulée dans l'avant dernier paragraphe, à la possibilité d'un envoi des soldats serbes en dehors de leur province.

Puisque nous mentionnons ce privilége, nous relèverons ici une confusion singulière qui a échappé à un historien roumain, M. *Hâsdeŭ*. Celui-ci,

En 1632, il y avait plus de 10.000 Serbes parmi les seules troupes du général Isolani. Après plusieurs actions importantes, ils prirent une part décisive à la bataille de Lützen, où Gustave-Adolphe fut tué, (1632) et à la bataille de Nördlingen (1634).[1])

Tandis que les Serbes des confins aidaient au triomphe des impériaux, ceux de leurs frères qui étaient allés se fixer en Transylvanie, voyaient surgir devant eux un ennemi. Georges Ier Rákóczi, qui fut prince de Transylvanie de 1633 à 1648, était un calviniste passionné, qui considérait la violence comme le moyen de propagande religieuse le plus sûr et le plus efficace. Rákóczi, à qui la foi et le nom même des Serbes étaient également odieux, força d'abord le métropolitain d'Alba Iulia, Genadius II (1628—1640), à faire imprimer et à répandre parmi ses fidèles le catéchisme calviniste. Irrité de la résistance d'Oreste II, successeur de Genadius, il le fit déposer, le fit déclarer déchu du sacerdoce et le livra au bras séculier (1643). Il le remplaça par une créature dévouée, Étienne II Simonović, que les Serbes considèrent comme un traître à la cause nationale. Si Étienne fut peu favorable aux prétentions de ses compatriotes, il eut du moins le mérite de se montrer juste envers les Roumains. Ces derniers, dont l'histoire est plus mal connue, mais dont la situation n'était pas meilleure que celle des Serbes, formaient à eux seuls la majorité de la population transylvaine. Les Serbes ne constituaient en face d'eux qu'un corps de nation d'une importance très-secondaire et pourtant ils voulaient dominer sur leurs coreligionnaires du rite oriental, et imposer les livres slaves aux communautés roumaines. Étienne Simonović donna satisfaction aux Roumains en faisant imprimer des livres liturgiques dans leur langue.[2])

---

trompé par le nom de *Valachi* donné aux Serbes dans ce document, comme dans bien d'autres, imagine une colonisation *roumaine* d'une partie au moins des confins militaires de la Slavonie! Voy. le journal intitulé *Columna lui Traian*, 30 août et 6 septembre 1871. Le privilége de l'empereur Ferdinand y est reproduit en entier, comme un des monuments les plus précieux de l'histoire des Roumains! Cf. Szalay, *Rechtsverh.* p. 49, note 1.

[1]) Stopfert, *Statistik der Militärgränze*; Gratz, 1840, p. 40. — Vitković, pp. 104, 105.

[2]) Voy. sur Étienne Simonović et les démêlés religieux de cette époque : Nicolau Popea, *Vechi, a Metropolia ortodosa romana a Transilvaniei*,

Nous sommes assez porté à croire que le métropolitain d'Alba Iulia ne faisait en cela que suivre les prescriptions de Rákóczi, lequel avait à cœur non point d'être agréable aux Roumains, qu'il détestait comme les Serbes, mais de semer la division parmi les adhérents de la confession orientale. Les Églises sont toujours disposées à empiéter les unes sur les autres, et Rákóczi s'en faisait un utile instrument pour amener les populations slaves ou roumaines à se faire magyares, en même temps qu'elles adoptaient les préceptes de Calvin.

Ce n'est pas ici le lieu de parler des villages roumains qu'il parvint à convertir au protestantisme et qui depuis se sont transformés en villages magyars; les Serbes, qui étaient en petit nombre, mais qui avaient assez de cohésion entre eux pour résister, ne se laissèrent point entraîner. Comme ils étaient très-jaloux de leur prépondérance religieuse, ils eurent le tort de garder rancune aux Roumains que Simonović avait, croyaient-ils, favorisés. Les Serbes commettaient là une grande faute, contre laquelle leurs historiens modernes ne sont pas assez en garde aujourd'hui.[1]) Par leurs discussions ecclésiastiques avec les Roumains, discussions dans lesquelles, nous n'hésitons pas à le dire, le bon droit était le plus souvent du côté de leurs adversaires, ils n'ont fait que servir les intérêts des Allemands et des Hongrois à qui toute division parmi les peuples de l'Empire est bonne et profitable. Nous reviendrons plus tard sur ce point, quand nous parlerons de l'Église serbe. Disons seulement que l'attitude des Serbes envers les Roumains a été assez analogue à celle des Grecs envers les Bulgares.

La paix de Westphalie vint rendre pour un temps à tous les peuples de l'Europe centrale le repos dont ils avaient si grand besoin (1648). Pendant l'intervalle de tranquillité qui suivit, se place l'avénement de Léopold à la couronne de Hongrie (1655), puis à l'Empire (1658).

Ce prince, qui passa toute sa vie dans les exercices d'une piété excessive, et à qui la faiblesse de sa constitution ne permit point de jamais prendre une part active aux affaires, était destiné à occuper une grande place dans l'histoire des Serbes. Son règne qui dura cinquante ans en Hongrie ne fut qu'une suite

pp. 75, sqq.; Szalay, *Sz. Tel.* p. 16; Rać, IV., p. 272; Српски Лѣтописъ, I. pp. 129. sqq.

[1]) Voy. Vitković, p. 108.

non-interrompue de guerres sanglantes. Il combattit à la fois deux ennemis: Louis XIV et les Turcs, et, dans ses nombreuses expéditions les troupes serbes lui rendirent des services auxquels il ne put demeurer indifférent. Aussi allons nous voir quels efforts il fit pour attirer dans ses états une nouvelle immigration des habitants de la Bosnie, de la Rascie et de la Serbie; mais avant de parler de Léopold, nous devons dire quelques mots d'un personnage qui joua alors un grand rôle parmi les Serbes.

Nous avons déjà mentionné Siméon Branković, qui fut évêque de Ienopolis, sous le nom de Sava et en 1656, fut promu métropolitain d'Alba Iulia.[1])

Nous ne nous arrêterons pas à discuter s'il descendait ou nom du fameux despote Georges; il suffit de renvoyer au tableau généalogique donné ci-dessus et de rappeler le doute que nous avons exprimé d'après Šafařík. Sava avait un frère cadet, Georges, né, selon les uns en 1640, selon d'autres en 1645 ou même en 1648 seulement, et il avait présidé à l'éducation de ce jeune homme. Chargé par le prince de Transylvanie, Michel Apafi, d'une mission à Constantinople, Sava s'arrêta à Andrinople et entra en pourparlers avec l'envoyé autrichien, Christophe de Kindsberg. Il lui fit part du projet qu'il avait formé de proclamer despote des Serbes, le jeune Georges Branković dont il vient d'être parlé et qu'il avait amené avec lui. Kindsberg ne fit point opposition à ce projet et assista même le 28 septembre 1663 à la cérémonie, dans laquelle le patriarche de Peć (Ipek) déclara la dignité de despote rétablie en la personne du frère de Sava.

Cette consécration fut d'abord tenue secrète. Georges retourna à Alba Iulia, où il passa plusieurs années dans l'obscurité. En 1668, il accompagna Sava en Russie, pour y recueillir des aumônes destinées à l'église métropolitaine. Revenu en Transylvanie, il fut député par Apafi à Constantinople et chargé de délimiter les propriétés du prince hongrois de concert avec Ibrahim-Pacha. Il reçut, en récompense de ses services, le domaine d'Alvincz (Winzendorf) en Transylvanie; mais les bonnes dispositions d'Apafi ne tardèrent pas à se modifier à son égard. Soit que la haine religieuse l'emporta, soit qu'il obéit à des considérations politiques, Apáfi et, avec lui, le surintendant protestant,

---

[1]) Voy. les actes relatifs à la nomination de Sava dans le Лѣтописъ Србскый, 1841, pp. 129—135. Cf. Szalay, *Szerb Tel.*, p. 16.; *Rechtsv.*, p. 15.

Michel Tophaeus, poursuivirent Georges et Sava. Le premier put se réfugier en Valachie, tandis que le métropolitain arrêté, dépouillé, dégradé, mourut misérablement en prison (1680). Georges quitta la Valachie pour se rendre à Constantinople, où il se lia avec Ladislas Csáki qui le fit connaître à l'empereur Léopold. Nous le retrouverons tout à l'heure.

La bataille de Saint-Gothard, gagnée par Montecuculli sur les Turcs (1664), avait montré la décadence prochaine des armées ottomanes; elle fut suivie d'une trève de vingt ans avec les Turcs, mais les seigneurs hongrois ne la laissèrent point s'écouler. Ils provoquèrent de nouveaux mouvements contre les impériaux, et les Turcs durent encore une fois intervenir. De concert avec Éméric Tökölyi qu'ils avaient proclamé prince de Hongrie, ils s'avancèrent dans la Basse-Hongrie et vinrent mettre le siége devant Vienne avec une des plus terribles armées qu'ils aient jamais eues (1683).

Léopold était par lui-même incapable de tenir tête à cet orage. Il eut le bonheur de rencontrer deux grands hommes de guerre qui conduisirent ses troupes à la victoire: le roi de Pologne Jean Sobieski qui sauva Vienne, et le duc Charles-Léopold de Lorraine, le vainqueur d'Esztergom (1685) et de Bude (1686).

A partir de cette époque, nous pouvons suivre la part prise par les Serbes aux dernières guerres contre les Turcs, dans un ouvrage précieux, dont nous avons déjà transcrit le titre en indiquant les sources employées pour ce travail.[1])

Nous trouvons dans ce livre des extraits d'une foule d'historiens contemporains qui nous montrent l'infatigable ardeur des Slaves du sud dans la lutte contre leurs ennemis traditionnels.

En petit nombre au siége de Vienne,[2]) plus nombreux devant Bude, les Serbes avaient assez souvent donné des preuves de leur valeur pour que les impériaux sentissent tout le prix de leur concours. Le conseil de guerre de la cour songea à préparer un soulèvement général des Slaves du Danube. L'empereur qui, dès 1683, avait conféré à Georges Branković le titre de baron,[3])

---

[1]) *Die freiwillige Theilnahme der Serben und Kroaten an den vier letzten österreichisch-türkischen Kriegen.*

[2]) Les Serbes de Hongrie n'étaient représentés au siége de Vienne que par de faibles détachements, mais il ne faut pas oublier que les Vénitiens fournirent à l'empereur 15.000 Uskokes de la côte dalmate.

[3]) Le diplome impérial est daté du 7 juin 1683.

le créa comte de l'Empire et lui donna l'indigénat hongrois (20 septembre 1688).[1]) Georges passa alors dans l'armée impériale avec les forces qu'il avait pu réunir grâce à la popularité de son nom et au crédit que venaient encore y ajouter les distinctions qu'il avait reçues.[2]) C'était tout ce qu'on demandait à Vienne. On voulait enrôler les Serbes, mais on voyait leurs chefs avec une inquiétude d'autant plus grande que la couronne de Hongrie venait d'être déclarée héréditaire dans la maison d'Autriche. Le cabinet de Vienne ne chercha même pas un prétexte pour se défaire de lui.[3]) On le fit arrêter au camp du Margrave de Bade,

---

[1]) Le diplôme, cité par Rajić, IV, pp. 282–301, et par Czœrnig III, II, pp. 76—82, dit en outre: „*Te . . Georgium Brankovich ac per te Szavam pariter Brankovich fratrem tuum carnalem et uterinum hæredes item ac posteritates tuos utriusque sexus universos, masculos et fæminas in futurum et in infinitum nascituros . . ., non solum in hæreditate . . Herczegovinæ, Syrmiæ et Ivanopolis districtuum, qua . . olim Volffgangus Brankovich Podgoriczensis, gavisus fuisse perhibetur, confirmandos . . . esse duximus.*“

[2]) Les historiens parlent de 30.000 hommes, mais ce nombre est sans doute exagéré. Un pareil contingent valait bien quelques morceaux de parchemin et quelques signatures impériales! Et puis, quand on n'eut plus besoin de Branković, on s'en débarrassa: *Der Mohr hat seine Arbeit gethan, der Mohr kann gehen!* On se montra même clément envers lui, car on n'eut pas recours au poison, l'arme favorite du pieux Léopold et de ses jésuites.

[3]) Le 26 juillet 1689, le prince de Bade écrit à l'empereur: „Ein gewisser „Brankovich schickht hier weit und breith im landt vill brieff aus „wormit Er all das Volckh zu denen Waffen animiren, und an sich zu „ziehen bemüehet, gibt sich auss vor Einen Natürlichen Erbherrn, oder „despoten von Servien, Bosnien, Misien, Bulgarien, Tracien, Syrmien, „und allen denen landten von Ossek an biss Constantinopel, und will „formaliter über selbte herrschen, und regieren. Der General Heisler „warnet mich schon zum öftern auf sein Thuen gutte obsicht zu haben; „Indeme Er wegen allzu genauer Correspondenz mit dem Fürsten auss „der Wallachey *nicht wenig suspect sey*; Ich khenne und weiss nichts „von Ihme, werde auch nichts dergleichen ferners gestatten, so lang „nicht, wie mich dissfalls zu verhalten habe, von Euer K. M. aller-„gnädigsten befelch Erlangen thue.“ — L'empereur répond à la date du 5 août: „Dem Brankovich anbelangent, ist Er derjenige, welcher „hie beuor von dem vorigen Fürsten in der Wallachey, nebst einigen „andern Gesandten zu Wien gewesen, *westwegen Euer Liebden fleiss „anwenden wollen, solchen mit gutter manier vnd einigen suechenden „prätext zu sich zu rueffen, sodann auf demselben gutte acht zu hal-„ten, vnd so es nöttig, sich wohl gar seiner Persohn zu versichern.* „Sonsten hat sich bey mir ein gewisser Paul Brankoviz angemeldet,

près de Kladovo (octobre 1689). Transporté à Vienne, où il s'attendait à être relâché, ou tout au moins jugé, l'infortuné Branković fut enfermé comme un malfaiteur dans la prison de Cheb (Eger), en Bohème.

Pour quel crime Branković était-il si rigoureusement puni? Son crime était d'avoir ajouté foi aux promesses de l'Autriche: on ne put invoquer contre lui que la raison d'état, ce grand mot qui a servi à couvrir taut d'injustices. „Nihil mali fecit, sed sic ratio status exposcit.“ C'est ainsi que les Allemands s'exprimaient sur sa captivité.[1]) La Camarilla était née; elle fonctionnait sous le cardinal Kolonics et déjà elle portait ses fruits.

„vnd an Euer Liebden vmb eine Vorschrifft gebetten, welche Ich Ihm „auch vnter heütigen dato in terminis generalibus gnädigst erthailt „habe.“ — Dans une autre du 7 novembre 1689, le Prince de Bade raconte l'arrestation du Despote: „Uebrigens habe den Jenigen Georg „Brankovich, vom deme Euer K. M. schon zum öfftern allervndterthä- „nigste meldung gethan, Endlich *mit gueten Worten zu mir gelockht,* „vnd nachdeme befunden, das selbiger nicht allein das von Euer K. „M. Erhaltene Diploma malitioser weiss Missbrauchet, sondern ver- „mittels dessen sich absolute vor Einen Despoten, von Servien, Illy- „rien, Mysien, Bosnien, Sirmien, vnd villen andern Provincien mehrers „aufwerffen will, auch zu dem Endte die Restitution aller diser länd- „ter ohne alle scheü als Ein Rechtmessiger Erb prätendirt, Ingleichen „sowohl von denen Griechischen Patriarchen, vnd Geistlichen, die „überauss vill bey dem Einfältigen Landt Volckh vermögen, alss sonst „von Etlich Tausent Mann, die Ihne vor Ihren Rechtmessigen Erb- „herrn schon Erkhennen, *bereits Einen grossen anhang hat,* welches „mit längern Zuesehen gefährliche Consequenzien nach sich ziehen „dörffte, *so bin ich genöttiget worden mich dises Brankovich seiner „person zu versichern,* vnd Ihme von hier auf Orsova, vnd ferners nach „Hermanstatt im Arrest zu schickhen, das diploma aber, dessen Er „zu Euer K. M. höchsten praeiudiz sich praevaliren wollen, bey „der Canzley in Verwahrung behalten lassen.“ *Des Markgraven Ludwig Wilhelm von Baden Feldzüge wider die Türken, grösstentheils nach bis jetzt unbenützten Handschriften bearbeitet* von Freiherrn Philipp Böder von Diersburg, Carlsruhe 1839—1842, II. Bd., pp. 76, 78, 176. — *Freiw. Theiln. der Serb. und Croat.* pp. 99, 100, 120. — Ne voit-on se refléter dans ces lettres toute la politique cauteleuse et mensongère de l'Empire?

[1]) Voy. l'ouvrage intitulé: *Brevis historia gentis rascianae et despotae Georgii Brankovich, excerpta e libro historico Leopoldi Magni imperatoris, Lipsiae 1709 impresso,* cité dans le *Programm des k. k. Obergymnasiums zu Eger in Böhmen, am Schlusse des Schuljahres 1868*; Vitković, pp. 135, sqq.

Dans sa prison, le despote Georges eut le temps de méditer sur les malheurs qui attendaient ses compatriotes, livrés désormais à toutes les intrigues, à toutes les faussetés de la politique impériale. Lui-même ne sentit point son courage défaillir. Perdant tout espoir d'être jamais rendu à la liberté, il s'adonna à des travaux littéraires; il écrivit une histoire des Serbes et sa propre biographie.[1]) Il mourut à Cheb le 17 septembre 1711, après être resté enfermé pendant 22 ans. Ce ne fut qu'en 1743 que ses dépouilles purent être transportés au monastère de Krušedol. L'histoire des Serbes se résume en quelque sorte dans la mort de Sava et de Georges Branković: l'un fut victime de la persécution des Magyars; l'autre périt sous les coups des Allemands.

Si la Chambre aulique et le Conseil de guerre de la Cour avaient montré si peu de ménagements pour le chef reconnu de la nation serbe, c'est qu'ils avaient jeté les yeux sur un autre chef qu'ils pensaient devoir se prêter mieux à leurs desseins. Nous voulons parler d'Arsène Črnojević, patriarche de Peć, successeur de ce Maxime qui avait proclamé le dernier Branković. La vanité tout ecclésiastique de ce prélat le rendait plus accessible qu'aucun autre aux flatteries intéressées de la cour de Vienne.

Qu'on ne s'imagine pas que nous voulons refaire l'histoire. C'est Bartenstein, ministre de Joseph II, qui nous donne lui-même ces détails dans un rapport fameux, dont nous aurons l'occasion de parler plus loin.[2]) Après avoir rappelé que Leopold permit d'abord aux Serbes d'avoir un voïévode à eux, „il a été très-sage, ajoute Bartenstein, de revenir sur cette concession . . . On peut croire que le premier métropolitain qui passa chez nous, Arsène Črnojević, ne contribua pas peu à l'immigration dans, la pensée de se faire attribuer à lui seul le service rendu, et de n'avoir à ses côtés aucun laïc qui eût pu diminuer son prestige. La Cour servait par là sans nul doute, aussi bien ses intérêts propres que ceux du métropolitain, car il était beaucoup plus aisé de le diriger, de le plier, de le tenir en bride, par la simple

---

[1]) Consultez, au sujet des manuscrits de Branković: Šafařík, *Gesch. der südsl. Lit.*, III, pp. 246 sq.; Ruvarac, Летопис Српски, књ. 111; Novaković, Гласник, XXXIII, pp. 135 sqq.

[2]) *Bericht von der Beschaffenheit der illyrischen Nation.*

séquestration de ses revenus temporels, qu'un général entendu à l'art de la guerre et placé à la tête de troupes nombreuses".[1])

C'est Branković lui-même qui avait inspiré aux impériaux l'idée d'entrer en négociations avec le patriarche de Peć.[2])

L'idée leur parut si féconde qu'ils firent, comme on l'a vu, disparaître le despote, qui eût pu vouloir intervenir d'une façon gênante. Toutefois, pour donner plus de poids à la démarche projetée auprès d'Arsène Črnojević, on voulut à Vienne réparer par un acte solennel le mauvais effet que l'enlèvement de Branković avait dû produire parmi les Serbes. Telle est l'origine de la proclamation lancée par Léopold, à la date du 6 avril 1690.

Dans cette proclamation, l'Empereur s'adresse à tous les peuples chrétiens encore soumis au joug ottoman et leur promet la délivrance: „Notum sit vobis, quod bellum turcicum, ad quod „foedifrage et injuste provocati sumus, pro munere Nostro Cae„sareo et Regio, in protectione divina et causae Nostrae justitia „confisi, prosequamur, eo solo fine, ut populos Nobis jure sub„jectos, et jure a memorato Nostro Hungariae Regno dependentes, „omnesque alios Christianos, immani Turcarum servituti ereptos, „pristinae libertati, pristinis privilegiis, pristinaeque cum corpore „a quo dependent, unioni, ab usu omni sublato, reparatoque de„fectu per tyrannidem turcicam introducto, et reddito unicuique „jure suo, restituamus. Quapropter omnes populos, per universam „Albaniam, Serviam, Mysiam, Bulgariam, Sillistriam, Illyriam, Ma„cedoniam, Rasciam constitutos, aliasque provincias a praedicto „Regno Nostro Hungariae dependentes,[3]) omnesque alios populos „sub jugo turcico gementes benigne hortamur, ut, pio et paterno „Nostro desiderio correspondentes, in hac tam favorabili occasione, „attritis tot cladibus per victricia arma Nostra Turcarum viribus, „pro sua salute et liberatione, religioneque christiana promovenda, „omnes ad partes Nostras accedant, contra Turcas arma sumant, „copiis Nostris pro opportunitate et necessitate, ad mandata No„strorum belliducum et generalium, qui justo munerosoque exer-

[1]) Bartenstein, p. 107; cf. p. 108.

[2]) Stojačković, *Rechtsverhältnisse*, p. 13.

[3]) On remarquera avec quelle insistance Léopold parle de ses droits de souveraineté sur les Serbes, les Bulgares, les Albanais. C'est comme roi de Hongrie qu'il revendique ses possessions, auxquelles beaucoup de Magyars exaltés n'ont pas encore renoncé aujourd'hui.

„citu proxime in campo comparituri sunt, se adjungant, iisdem „pro posse annonam caeteraque necessaria pro earum conserva- „tione subministrent, et promptas in quibuslibet occasionibus contra „hostem communem ferant suppetias, dictis belliducibus Nostris „iisdem protectionem omnem contra Turcarum impetus impartituris, „exactamque ubilibet, prout serio demandavimus, militarem disci- „plinam servaturis, et legitimae Nostrae dominationi voluntarie „se restituant, si gratiam et clementiam Nostram experiri velint. „Promittimus vobis omnibus praedictis populis et provinciis, Nobis, „quasi Regi Hungariae subjectis et legitime subjiciendis servata „imprimis religionis suae, eligendique vaivodae libertate, privilegiis „et juribus, exemptionem ab omni onere publico et contributione, „exceptis tamen antiquis et solitis ante omnem Turcarum invasio- „nem Regum et Dominorum juribus, sublato etiam in iis omni ab- „usu per dominium turcicum introducto, nisi in casu necessitatis „bellorum, in quibus pro vestra propria salute ac defensione, per „modum gratuitae contributionis, pro posse necessaria subsidia „concedetis, quibus copiae Nostrae possint conservari, defendi pro- „vinciae, et onera belli sustineri . . . Promittimus insuper, do- „namus et concedimus omnibus et singulis liberam bonorum sive „mobilium, sive immobilium, quaecumque Turcis in confinibus suis „ademerint, possessionem.“[1])

---

[1]) Ce texte et les autres priviléges de Léopold et de ses successeurs ont été réunis au XVIIIe siècle par ordre du Congrès national, sous ce titre: Privilegia per divos Imperatores Leopoldum, Josephum et Carolum VI gloriosiss. reminiscentiae, nec non modernam regnantem Majestatem Mariam Theresiam inclytae Nationi illyrico-rascianae, per sequentes deputatos et plenipotentiarios, nempe Paulum Nenadovich Episcopum Carolostadiensem et Patriarchalem Vicarium generalem; Joannem Georgievich, Archidiaconum Patriarchalem; Arsenium Wuich, Vicecolonellum Regium, ex Confinio Tybiscano; Andream Andreovich, Regium postae directorem Petrovaradiensem et Dominii Uffeliani Carlovitii administratorem impetrata, medio exc. Cancellariae aulico-intimae clementissime concessa et confirmata, die 24 aprilis, anno 1743. *Vindobonae,* 1743, in-fol. de 18 ff. Le texte latin est accompagné d'une traduction en langue slavo-serbe due à Paul Nenadović, frère du Patriarche, traduction dont on peut voir le titre dans Šafařík *(Gesch. der südslaw. Lit.,* III, p. 453, No. 869), et dans Novaković *(Bibl. srpska,* No. 3). Ce précieux volume a été entièrement gravé sur cuivre par un serbe, Christophe Žefarović. Les priviléges ont été publiés de nouveau par Rajić (T. IV), et par Czoernig (T. III, *Beilage).* Des fragments ont été insérés par Keresztúri, Tökölyi, Čaplovič, Jean Gjorgjević, etc. dans les

Une péroraison pressante termine cet appel que nous avons tenu à reproduire presque entièrement comme la meilleure réponse à ceux qui reprochent aux Serbes de s'être imposés à la Hongrie et de n'y avoir été recueillis que par grâce.

En même temps que Léopold signait la proclamation qu'on vient de lire, il s'adressait directement au Patriarche, pour réclamer son intervention. Après avoir rappelé les services rendus par Črnojević au général Piccolomini, l'Empereur ajoutait: „Id „ipsum Nobis deinceps a singulari fide ac studio vestro, prae- „sertim vero in Deum cultu promittentes, dum non dubitamus „vos pro ea, qua apud populos illarum partium, et imprimis Al- „banenses et Rascianos polletis authoritate, strenue collaboraturus, „ut, oblata a Deo tam opportuna occasione, jugum turcicum, sub „quo hactenus deplorandum in modum gemuerunt, excutiant, et „armis Nostris sociati barbaram Ottomanorum tyrannidem depri- „mere modis omnibus extinguereque juvent, opus certe Deo gra- „tissimum praestituri, Nostra etiam gratia Caesarea Regiaque om- „nino dignum. Quam uti vobis clementissime offerimus, ita vivis „documentis comprobare in se ferentibus occasionibus non omit- „temus.“

Le messager, porteur de cette dépêche, devait, selon toute apparence, faire connaître au Patriarche le désir que l'empereur avait conçu de le voir s'établir en Hongrie.

Il était facile de prévoir que Črnojević serait touché des paroles impériales. Répondant aux bonnes dispositions qui lui étaient exprimées, il chargea l'évêque d'Ienopolis, Isaïe Djaković, de remettre à la cour de Vienne un mémoire détaillé sur la situation des Chrétiens et de l'assurer que son concours lui était acquis.

A la date du 21 août 1690, Léopold répondit au Patriarche et lui renouvela, à lui et à tous ses fidèles, les assurances contenues dans le premier rescrit. Črnojević s'étant surtout inquiété de la question religieuse, c'est sur ce point que l'Empereur insistait:

„Vicissim ut lenitatem, ac dulcedinem imperii, dominatusque „Nostri in ipso limine sentiatis, petitionibus vestris, pietati Nobis

---

ouvrages cités plus haut. Il s'en trouve aussi dans Kercselich *(Sclavoniae, Croatiaeque Notitiae,* Zagrabiae, 1770 in-fol.) et dans différents ouvrages hongrois. Les originaux sont conservés aux archives de Karlovci.

„connaturali annuentes, decrevimus: ut juxta orientalis Ecclesiae „graeci ritus Rascianorum consuetudinem, ac normam veteris ca- „lendarii libere conservemini, et, prout hactenus, ita deinceps a „nullis ecclesiasticis, vel saecularibus statibus ulla afficiamini mo- „lestia; liceatque vobis, inter vos, ex propria facultate, ex natione „et lingua rasciana constituere archiepiscopum, quem status ec- „clesiasticus et saecularis inter se eliget. Isque archiepiscopus „liberam habeat facultatem disponendi cum omnibus orientalibus „graeci ritus ecclesiis, episcopos consecrandi, sacerdotes in mona- „steriis disponendi, templa, ubi opus fuerit, propria facultate ex- „truendi, in civitatibus et villis rascianos sacerdotes subordinandi, „verbo, sicut hactenus, graeci ritus ecclesiis, et ejusdem profes- „sionis communitati praeesse valeat, et propria authoritate eccle- „siastica, vigore privilegiorum a praedecessoribus Nostris, divis „quondam Hungariae Regibus, vobis concessorum, in tota Graecia, „Rascia, Bulgaria, Dalmatia, Bosnia, Ienopolia et Hercegovina, „necnon in Hungaria et Croatia, ubi de facto existunt, et qua- „tenus et quamdiu Nobis universi et singuli fideles et devoti „erunt, facultate disponendi gaudeat. Statibus porro ecclesiasticis, „velut archiepiscopo et episcopis, monachis omnisque generis sa- „cerdotibus ritus graeci in monasteriis et templis maneat propria „facultas disponendi, ita, ut nemo in praedictis monasteriis, tem- „plis et residentiis vestris violentiam exercere valeat; verum in „decimis, contributionibus et quartiriis antiqua immunitate gau- „deat, nec super ecclesiastico statu ullus saecularium, praeter „Nos, potestatem habeat arrestandi, vel incaptivandi aliquem, sed „archiepiscopus tales a se dependentes ecclesiasticos, poenam ali- „quam incurrentes, jure ecclesiastico seu canonico punire queat. „Conferimus etiam et confirmamus graeci ritus templa, monasteria, „et ad haec spectantia, prouti etiam archiepiscopum et episcopos „concernentia bona, qualiacumque illa sint, juxta collationem Prae- „decessorum Nostrorum possidenda; quae autem templa christiani „nominis hostis Turca vobis ademit, ea quoque recuperata mani- „bus vestris resignari demandabimus; archiepiscopo denique, vel „episcopis vestris, necessitate sic exigente, monasteria et ecclesias „in civitatibus aut pagis visitantibus, vel etiam parochos et com- „munitatem instruentibus, a nemine tum ecclesiastico, tum saecu- „lari molestiam inferri patiemur.“

On voit avec quelle habileté la Cour de Vienne dépeignait la situation privilégiée qui devait être faite à l'Église orientale en

Hongrie, avec quel art elle faisait ressortir aux yeux de Črnojević l'importance du rôle réservé au métropolitain serbe. Ces pompeuses promesses étaient d'autant plus nécessaires que, au moment même où Léopold promettait aux adhérents du culte grec pleine et entière liberté, il mettait tout en œuvre pour faire rentrer dans le sein de l'Église romaine les Serbes de la Croatie et de la Slavonie.[1])

L'évêque Gabriel que nous avons vu s'établir, non loin de Varaždin, au monastère de Marča, avait eu des successeurs réguliers. L'un de ces successeurs, Gabriel Mijakić, se laissa entraîner à une conspiration contre Leopold, et fut, pour ce fait, déposé et muré dans un cachot par le peuple et par son propre clergé.

Ce Mijakić fut, à son tour remplacé par son ancien vicaire, Paul Zorčić, moine adroit et rusé, qui n'était peut-être pas demeuré étranger à l'histoire de la conspiration. Celui-ci voulait à tout prix s'élever, et se montrait peu délicat sur le choix des moyens. Estimant que son élection par les fidèles ne lui donnait pas un titre inattaquable, il s'adressa à l'évêque de Zagreb et promit d'accepter l'union avec Rome, s'il était reconnu évêque. Cette ouverture ne pouvait qu'être bien accueillie. Zorčić fut nommé évêque de Svidnica et vicaire du diocèse de Zagreb; il ne s'agit plus que de le faire accepter par le peuple.

L'ambitieux prélat prétendit que son acceptation n'était qu'une question d'argent, et il en demanda. En vertu d'un traité conclu en 1678 avec Kolonics, alors évêque de Neustadt, il reçut le domaine de Pribić, dont les revenus devaient l'indemniser et lui permettre d'élever des prêtres grecs-unis. La donation ayant été confirmée par Léopold, en bonne et due forme, Zorčić, qui tenait ses machinations très-secrètes, voulut se faire installer (1682). Il n'avoua point qu'il avait reconnu l'union, et chercha à faire croire qu'il avait été sacré à Moscou. Le peuple ne tarda pas à pénétrer ses desseins, et refusa de se soumettre à son autorité. Des bandes armées l'empêchèrent de faire sa première tournée pastorale, et il n'eut que le temps de s'enfuir à Zagreb, où il mourut.

Isaïe Popović et Gabriel Turčinović qui vinrent après lui, ne parlèrent plus de l'union. Il fallut que Kolonics se tournât

---

[1]) Voy. pour les détails qui suivent: Čaplovič, II, pp. 20 sqq. et Fiedler, *loc. cit.*

d'un autre côté. La Sirmie lui parut être un champ favorable pour y proclamer la suprématie de l'église romaine.

Les efforts réunis du Cardinal, de l'évêque catholique de Sirmie, François Jánny et du nombreux personnel chargé de l'organisation et de l'administration des pays reconquis sur l'ennemi, avaient amené quelques Serbes de Sirmie à accepter l'union. On se gardait bien de dire à ces néophytes qu'il fallait embrasser le catholicisme; on employait avec eux les procédés habituels des Jésuites; on espérait les amener peu à peu à se convertir à l'Église d'occident et au germanisme. Le principal était de réunir de gré ou de force quelques adhérents et de leur donner un évêque. Les agents de l'Empire eurent vite accompli cette tâche.[1]) Longin Rajić fut nommé évêqne grec-uni de Slavonie (30 mars 1688). Pour exercer au besoin sur lui une surveillance efficace, l'évêque catholique Jánny fut placé, comme administrateur civil (főispán), à la tête du comitat de Sirmie nouvellement reconstitué (16 mars 1689).

L'Évêque une fois installé, les Serbes furent avisés d'avoir à le reconnaître et à se soumettre à sa juridiction. C'est là ce qu'on appelait à Vienne respecter la liberté religieuse!

Le Patriarche de Peć ne pouvait ignorer ces faits; aussi l'Empereur dut-il recourir à de nouvelles promesses pour agir sur son esprit. Un diplôme du 11 décembre 1690 leva les derniers doutes qu'il pouvait avoir au sujet de son église. Črnojević vint en Hongrie, où nous le rencontrons dans le courant de l'année 1691.

Son arrivée était pour Léopold un premier succès, mais le Patriarche ne devait être qu'un instrument. C'est la population valide, celle qui pouvait fournir des soldats qu'il s'agissait de faire affluer vers la Hongrie. Le Patriarche et les Évêques qui l'accompagnaient n'étaient venus en quelque sorte que pour reconnaître le terrain; la Cour de Vienne songea à se les attacher par une première marque de sa bienveillance. Les Serbes réclamaient un voïévode; l'Empereur leur avait reconnu le droit d'en

---

[1]) Les Magyars étaient du reste sur ce point en parfait accord avec les Impériaux. Ainsi la Diète hongroise de 1687 déclara que les Catholiques romains auraient seuls le droit d'être propriétaires en Croatie et en Slavonie (art. XXIIIe de 1687). Cette disposition fut renouvelée en 1715, 1723 et 1741.

élire un (promittimus vobis eligendi vaivodae libertatem, est-il dit dans le diplôme de 1690); mais cette promesse était demeurée lettre morte. On consentit à ratifier le choix qu'ils avaient fait de Jean Monasterli, sans vouloir toutefois lui reconnaître d'autre titre que celui de vice-voïévode.[1]) Pour déguiser cette infraction à une parole donnée, la Chancellerie aulique le fit proclamer en grande pompe.[2]) Le chef suprême, après l'Empereur, devait être le Patriarche. Ce subterfuge flattait la vanité de Črnojević, faisait oublier Branković et entrait à merveille dans les vues du Cabinet de Vienne.

La patente qui investissait Monasterli du titre de vice-voïévode était du 11 avril 1691; elle fut suivie, à la date du 20 août de la même année d'un quatrième rescrit dans lequel Léopold énumérait encore les avantages concédés aux Serbes qui s'établiraient en Hongrie, particulièrement au clergé.

„Adhibebimus quoque pro possibili omnem conatum, ut per „victoriosa arma Nostra, auxiliante Deo, repetitam gentem Rascia„norum quo citius in territoria seu habitationes antehac possessas „denuo introducere, et inimicos abinde repellere possimus; volu„musque ut sub directione et dispositione proprii magistratus

---

[1]) L'élection de Monasterli avait déjà eu lieu depuis quelque temps et les Serbes avaient député à l'Empereur l'évêque Djaković et Adam Földvári de Komarom, pour demander la confirmation de leur choix.

[2]) Voici en quels termes un historien contemporain raconte l'installation de Monasterli: „Eben diese Nation hatte allbereits in die 800 bei Ofen „sich versammelt und bei St. Gothardsberg ihr Lager genommen; da„hero der Commendant von Ofen, nachdem er ein Decret, Krafft dessen „der Herr Monasteri zum *Vicz-Despot* oder *Vice-General* über die „gantze Raitzische Nation, so in kais. Diensten stunde, und künfftig „noch tretten würde, erklärt ward, Gelegenheit hatte, ihm solches zu „behändigen. Der sich dann auch in Begleitung dero und 12 Ratzischen „Officiers, nebst noch andern zu Pferd, welchen die 6 Standarten und „6 Fahnen, so ihr kais. Majestät selbiger Nation gegeben, vorgetragen „wurde, ins Lager erhub; allwo ihn der *Patriarch mit 8 Bischöffen* „vergesellschaftet, sehr höfflich empfangen. Der Herr Commendant von „Ofen überreichte hierauf, in Gegenwart aller raitzischen Völker, das „kais. Patent dem Herrn Monasterien und liess denselben, Namens „Kais. Majestät zum Vice-General öffentlich ausrufen.“ *Des Glantz-Erhöheten und Triumphleuchtenden Kriegs-Helms Römisch-Kaiserl. Majestät und Dero hohen Bunds-Verwandten wider den Mahometischen Tulban .. Feldzüge ..* von Christ. Boethio (Nürnberg, 1688—1692 in-fol.), V. Bd. p. 740. — *Die freiwill. Theiln. der Serb. u. Croat.* p. 84.

„eadem gens rasciana perseverare, et antiquis privilegiis eidem „a Majestate Nostra benigne concessis, ejusque consuetudinis im- „perturbate frui valeat. Insuper annuimus et in eo quod si ex „ipsis graeci ritus sine consolatione prolium et consanguineorum „aliquis decederet, ex tunc talis omnis substantia in archiepiscopum „et ecclesiam, non secus, si archiepiscopus et episcopus quispiam „moriatur, talis etiam omnis substantia in archiepiscopatum de- „volvatur. Denique, ut omnes ab archiepiscopo, tanquam capite „ecclesiastico, tam in spiritualibus quam saecularibus dependeant, „clementissime volumus et jubemus."

Ainsi, non seulement l'archevêque n'a rien à craindre pour sa foi, mais il sera comblé d'avantages temporels. Les successions de ses fidèles, morts sans enfants lui seront dévolues; il sera leur chef séculier, comme leur chef spirituel!

Les Serbes ne pouvaient se montrer plus exigeants. Črnojević fit savoir à l'empereur qu'une partie des populations soumises à son autorité était prête à venir chercher un refuge en Hongrie. Il ne restait plus qu'à prendre des mesures pour l'établissement des nouveaux colons.

Les deux années 1692 et 1693 furent employées par l'administration impériale à déterminer les terres qui devaient être concédées aux immigrants serbes. Črnojević et Monasterli insistaient pour que leurs compatriotes fussent établis dans la Cumanie, dans la Slavonie orientale et dans la Petite-Valachie croate; mais leur avis ne put prévaloir. Il fut décidé que la population rascienne serait cantonnée entre le Danube et la rive gauche de la Theiss, c'est-à-dire dans le Banat, qu'on espérait reprendre aux Turcs, et au nord de la Maros. Cette décision fut communiquée aux deux représentants des Serbes, le 11 mai 1694[1]) et, le 31 mai suivant, un avis émané du Conseil de guerre de la cour leur fit connaître les mesures arrêtés pour l'exécution des ordres de l'empereur.

Voici les passages principaux de ce dernier avis: „Sacrae „Caesareae Regiaeque Hungariae et Bohemiae Majestatis, Domini „nostri clementissimi, nomine, orientalis Ecclesiae graeci ritus „Archiepiscopo, domino Arsenio Csernovich, et rasciani militiae „Viceductori Joanni Monasterli, hisce benigne significandum: intel- „lexisse Sacram Caesaream Regiamque Majestatem, qualia petita „iidem nomine memoratae gentis rascianae, in puncto fiendae

[1]) Szalay, *Szerb. Tel.*, pp. 36 sq.; *Rechtsverh.*, pp. 33 sq.

„ejusdem translationis in Campum cumanum et partes Sclavoniae „et signanter in Parvam Wallachiam sic dictam; apud altefatae „Suae Majestatis camerarium, ejusdemque equitatus et generalem „Commissarium bellicum, Dominum Donatum Heissler, comitem „ab Heidershaimbt in commissione eidem hunc in finem dele- „gata; decenter proposuerant, et siquidem servitium Suae Caesa- „reae Regiaeque Majestatis exposceret, ut dicta translatio, quo citius, „eo melius effectui manciparetur, et quidem taliter, ut messem in „locis pro nunc possessis proxime sperandam quidem colligere „possint, caeterum vero certum numerum suorum statim seligant „qui loca et territoria eisdem assignanda, confestim in possessio- „nem recipiant, aedificia exstruant, et habitationes ita accommodent, „ut, peracta messe, et ad futurum mensem octobris, totius gentis „rascianae communitas infallibiliter subsequatur et commodo habi- „tando domicilia inveniat, quem in finem supra dicto Domino Com- „missario generali intimatum est, ut per commissarios sibi sujectos „sufficientes stationes et loca ad inhabitandum apta, quantotocius „assignari, et Rascianis cum iisdem eo proficiscentibus rite dis- „tribui et repartiri faciat."

En terminant, le Conseil de guerre récapitulait les promesses faites par l'empereur et celles qui, en retour étaient exigées des Serbes. Ceux-ci étaient assurés de leur indépendance; ils n'étaient soumis qu'à l'autorité impériale et n'avaient pas à reconnaître l'autorité des comitats ni des seigneurs féodaux. Les comitats et les seigneurs représentaient l'influence magyare à laquelle ou voulait à Vienne substituer l'influence allemande. De plus, (et par ce seul détail ou voit combien les Serbes avaient besoin d'encouragements pour venir s'établir en Hongrie), si les armées victorieuses de l'Empereur parvenaient à chasser les Turcs des pays où les Serbes résidaient présentement, ils auraient la faculté d'y retourner.

Ces précautions de la part de l'Autriche n'étaient pas inutiles. Comme le remarque Bartenstein, „il ne s'agissait pas de recueillir des fugitifs ou de leur abandonner des terres désertes, mais d'amener des gens établis, qui vivaient dans l'aisance, qui n'étaient point inquiétés dans l'exercice de leur religion, à passer, au péril de leur vie et de leurs biens, de la domination turque sous la nôtre".[1])

En effet, la guerre ne cessait point. L'Empereur, maître de la Transylvanie, dont le général Veterani gardait la frontière, en

[1]) Bartenstein, p. 25.

possession de Lippa, de Caransebesiŭ d'Orsova, dans le Banat, de Belgrade et de Kladovo, sur la rive droite du Danube (1688), put croire un instant que rien n'arrêterait plus la marche de ses armées. A deux reprises, il repousa les propositions de paix des Turcs, mais bientôt il vit sa fortune chanceler de nouveau. En 1690, Belgrade retomba au pouvoir des Ottomans. L'année 1691 parut être plus heureuse; Louis de Bade battit le grand-vizir Kuprisli près de Slankamen, Veterani et Polland, ce dernier à la tête d'une forte colonne serbe, remportérent quelques avantages sur les confins de la Transylvanie et du Banat.

La mollesse du nouveau grand-vizir Ali-Pacha donna aux Impériaux le temps de respirer, pendant les trois campagnes suivantes. On se borna de part et d'autre à des entreprises sans importance.

Ce ralentissement des opérations militaires sur le Danube permit aux Serbes de la Rascie et de la Serbie d'effectuer leur passage en Hongrie. Ils y vinrent au nombre de 35 à 40.000 familles.[1]) Cette population fut répartie par les soins des commissaires impériaux, non point seulement sur les rives de la Maros, mais en Sirmie, en Slavonie, dans la Bačka, aux environs de Bude et de Szent-Endre. Désormais ses destinées étaient liées à celles de la Hongrie et de l'Empire.[2])

---

[1]) Les historiens diffèrent beaucoup dans l'évaluation des émigrants qui accompagnèrent Črnojević. Les uns parlent de 200.000, les autres, de 500.000 individus. Malgré le doute émis par Čaplovič (II, p. 29), c'est une tradition constante que cette population avait été recensée par famille et non par tête. Or, il ne faut pas onblier qu'il s'agit ici non point de familles proprement dites, mais de ces communautés domestiques *(zadruge)*, soumises à l'autorité du père de famille, qui comptent parfois jusqu'à 40 membres comme on en voit encore dans les anciens Confins militaires. Le chiffre de 400.000 ou 500.000 individus ne devra donc point paraître trop élevé.

[2]) La plupart des historiens disent, d'une manière vague, que Črnojević et les émigrants qui répondirent à l'appel de l'Empereur arrivèrent ensemble en Hongrie, en 1690. M. Jireček *(Oest. Revue*, 1864, VII, p. 6) place cette émigration au printemps de 1691. Szalay (*Szerb. Tel.*, pp. 36-38; *Rechtsverh.*, pp. 33-35) n'insiste pas sur la date, mais paraît croire que, dès 1690, la population amenée par le Patriarche passa en Hongrie, qu'elle s'établit d'abord en Sirmie et en Slavonie et changea de cantonnements en 1694. Nous croyons, pour notre part, que Črnojević ne fut d'abord suivi que d'un petit nombre de familles et que le grand mouvement d'immigration ne se produisit qu'en 1694.

IV.

Depuis l'immigration de 1694, jusqu'à l'émigration de Hrvat et Tökölyi en Russie (1751). — Nouveaux priviléges de Leopold Ier, de Joseph Ier, de Charles VI et de Marie-Thérèse.

L'établissement sur les confins les plus menacés de la Hongrie d'une population guerrière de 500.000 individus était un grand bienfait pour l'Empire. La situation de la monarchie autrichienne en 1694 était des plus précaires. Sans parler de la guerre avec la France qui continuait encore, les Turcs pouvaient à chaque instant pénétrer dans l'intérieur du pays. La possession de Belgrade leur livrait le cours du Danube; les troupes envoyées en Bosnie sous le commandement du général Strasser avaient été battues et dispersées; Bude, le boulevart de Vienne, n'était pas en état de défense; la Transylvanie était à la discrétion du Sultan, dont les armées occupaient le Banat et possédaient Nagy-Várad, au nord de la Maros; enfin Tökölyi et les Mécontents étaient maîtres de la Haute-Hongrie.[1])

L'arrivée des Serbes constituait sur le Bas Danube une sorte de rempart et permettait aux Impériaux de ménager leurs forces pour les campagnes du Rhin; on conçoit dès lors l'empressement que Léopold leur avait témoigné.

Les documments émanés de la Cour de Vienne que nous avons fait connaître dans le chapitre précédent n'étaient pas de simples priviléges. Ce nom qu'on leur a donné depuis ne leur convenait nullement. Il était intervenu entre les Serbes et l'empereur un véritable contrat, qui liait également les deux parties.

---

[1]) Stojačković, *Rechtsverhalt.* p. 14.

En retour du sacrifice qu'ils avaient fait de leur pays, en retour de l'impôt du sang qu'ils avaient déjà si souvent payé et qu'ils devaient encore acquitter à l'avenir, les Serbes recevaient certaines concessions expressément déterminées. A l'exemple de M. Stojačković, récapitulons quelle devait être leur situation juridique en face de la Hongrie et de l'Empire.

En premier lieu, Léopold, en sa double qualité d'empereur et de roi de Hongrie, reconnaît aux Serbes le droit de former une nation distincte. Comme nation, ils ne sont soumis ni à l'autorité des comitats, ni à celle des seigneurs féodaux; ils ne relèvent que de l'Empereur.

En second lieu, ceux qui le désireront pourront retourner dans le pays qu'ils habitaient auparavant, dès que ce pays aura été reconquis par les armées impériales.

En troisième lieu, les Serbes jouissent du libre exercice de leur religion, pour laquelle ils ne pourront être inquiétés. Ils ont le droit d'élire un archevêque, à qui appartient le gouvernement de leur église et dont la juridiction s'étend sur tous les membres du clergé.

Enfin, en quatrième lieu, ils ont le droit d'élire dans leur sein un voïévode et de s'administrer d'après leurs contumes nationales.

Tels sont les points principaux établis par les textes cités plus haut. On verra par la suite comment les deux parties contractantes ont tenu leurs engagements réciproques.

Dès son arrivée en Hongrie, Črnojević réclama le territoire distinct que lui promettait l'Empereur; il voulait que son peuple formât un groupe compact, au lieu d'être disséminé sur une grande étendue de pays et mêlé aux Roumains et aux Magyars. Léopold, qui visait au contraire à mêler les races entre elles, sinon pour en opérer la fusion, du moins pour les affaiblir par la division et leur mieux imposer ses lois, eut recours à son expédient habituel, il promit. De plus il accorda aux Serbes un nouveau privilége, dans lequel il n'eut garde d'omettre le point qui faisait l'objet de leur demande.

Voici le texte entier de ce diplôme, qui résume encore une fois les dispositions des rescrits antérieurs:

„Nos Leopoldus etc. etc."

„Fidelibus Nostris universis et singulis dominis Praelatis, „Baronibus et Magnatibus, signanter autem futuro Srigoniensis et

„et Colloczensis ac Baciencis ecclesiarum Archiepiscopo,[1]) Principi „dicti Regni Nostri Hungariae Palatino; item Comitibus, Judici „Curiae Nostrae Regiae, uti etiam Supremo partium praetacti „Regni Nostri Hungariae superiorum Generali, et Regnorum No- „strorum Dalmatiae, Croatiae et Sclavoniae Bano etc., Consiliariis „Nostris intimis; porro personalis praesentiae Nostrae Regiae in „judiciis Locumtenenti et Consiliario Nostro, necnon Hungariae et „Scepusiensis Camerarum Nostrarum Praefecto, Administratori et „caeteris Consiliariis; praeterea Supremis et Vice Comitibus, Ju- „dicibus Nobilium et Jurassoribus, quorumcunque praerepetitorum „Hungariae, Dalmatiae, Croatiae et Sclavoniae Regnorum Nostro- „rum Comitatuum; insuper praesidiorum Nostrorum Supremis et „Vice-Capitaneis, caeterisque Officialibus militaribus, equestris pa- „riter, ac pedestris ordinis, praesentibus requirendis; salutem et „gratiam Nostram."

„Humillime repraesentavit Majestati Nostrae Arsenius Cser- „novich, Servianorum graeci ritus archiepiscopus, quod licet is „non dudum abhinc evolutis annis, sub moderni videlicet adversus „juratum christiani nominis hostem etiamnum flagrantis belli tractu, „victricium armorum Nostrorum progressu incitatus, luculentoque „divinae benedictionis vires Nostras promoventis exemplo com- „punctus, ad excutiendum tyrannidis ottomanicae jugum, una cum „populis rascianis, in servitute barbara pridem gementibus ani- „mum adjecisset, eumque in finem non solum Nostro, qua legi- „timi Regis juri gratiaeque et clementiae Caesareae se et posteros „ipsorum subjectos, verum etiam desertis intra Turcarum ditiones „domiciliis, objectisque fortunis et facultatibus, paternis laribus „exules, et intra regni Nostri Hungariae confinia translocatos, ad „vindicandam ulterius et profligandam immanissimi hostis crude- „litatem, sub Nostrae perpetuo protectionis umbra vivere et mori „paratos declarasset, eoque non aspernandae virtutis et generosi- „tatis facinore, benigna indulta et diplomata, in anno praesertim „1690 et 91 emanata, immunitatesque et prerogativas ibidem con- „tentas a Nostra impetrasset Majestate. Quorum tenore non modo „vetus ejusdem Archiepiscopi authoritas et populi rasciani ritus „sarta tecta conservari, verum etiam plena spiritualis administra-

---

[1]) L'archevêque désigné de Strigonium (Esztergom, Gran) était le cardinal Léopold Kolonics, qui succéda en 1695 à Georges VII Széchényi, et occupa le siège primatial de Hongrie jusqu'en 1707.

„tionis libertas, imo in temporalibus quoque onerum quorumlibet „et obventionum, signanter autem decimarum immunitas iisdem „concedi dignoscebatur.“

„Reperiri tamen nonnullos fideles Nostros utriusque status „regnicolas, qui, non attenta benigna voluntate et concessione „Nostra, praemissum archiepiscopum et populum servianum jam „in avito sui ritus exercitio turbare, jam ab administratione spiri- „tuali arcere, jam denique ad incompetentem decimarum praesta- „tionem compellere attentarent, non sine gravi ipsorum praejudicio „et jactura, servitii Nostri discrimine manifesto. Supplicando apud „Majestatem Nostram memoratus Archiepiscopus servianus debita „cum instantia humillime, quatenus, pro animandis eorum servitiis, „pristina ipsorum jura benigne conservare, archiepiscopi dignita- „tem et in promovendis sui ritus episcopis authoritatem confirmare, „episcopis porro imperturbatam pastoralis muneris administrationem „permittere, toti denique populo liberam ubique sui ritus profes- „sionem et consuetam a decimis immunitatem denuo concedere, „eatenusque in Regiam protectionem Nostram ac defensionem cle- „menter assumere dignaremur.“

„Quorum demissa instantia Nobis humillime proposita et re- „lata, fidelibusque dicti populi rasciani servitiis, contra communem „Christianitatis hostem generose impensis, copiosaque sanguinis ef- „fusione contestatis, in benignam reflexionem sumptis, atque con- „stantem eorum devotionem etiam in futurum benigne Nobis pol- „licentes (usque ad ulteriorem benignam dispositionem et ordina- „tionem Nostram, pro ratione temporis instituendam), clementer „decrevimus: ut et memorato Archiepiscopo vetusta dignitas, et „episcopos sui ritus promovendi facultas (siquidem ei de jure et „more ejusdem ritus sui competeret) integra maneat, et constituti „per eum episcopi, signanter vero honorabiles: Isaias Diakovich „(Djaković), Temesvariensis, Ienopolitanus, et archimandrita mo- „nasterii Crusedoliensis; Stephanus Metoviach (Metohijac), Carlo- „stadiensis et Zrinopoliensis; Iephtimias Drobnyak (Drobnjak), „Szegediensis; Iephtimias Popovich (Popović), Budensis et Albae- „Regalensis; Iephtimias Tetovacs (Tetovac), Mohacsiensis, Szige- „thensis; Spiridon Stibicza (Štibica), Versacziensis; et Iephrem „Benianin (Banjanin), Varadiensis et Agriensis (quos videlicet „Nos praesentium virtute, benigne admittendos et tolerandos cen- „suimus) per assignatos sibi districtus, — in quibus videlicet nu-

„mero competente rasciani seu serviani populi de turcicae, ut me-
„moratum est, servitutis jugo in Nostram devotionem asserti fa-
„miliae, de Consilii Nostri Aulae Bellici voluntate consederunt
„seseque collocarunt, spiritualia sua munia imperturbate obire,
„sontes corrigere et pro demeritis punire, stolas et proventus ec-
„clesiasticos sibi de ritu et antiqua consuetudine competentes per-
„cipere, officiumque suum (citra tamen ullum Praelatorum Nostro-
„rum et Ecclesiae romanae catholicae praejudicium) administrare;
„et populus denique omnis in praesidiis, oppidis, confiniis et ditio-
„nibus Nostris, locis videlicet sibi per memorati Consilii Nostri
„Aulae Bellici commissionem concessis, ubicumque locatus, libero
„sui ritus et professionis exercitio, absque omni metu, periculo,
„corporisque vel facultatum detrimento gaudere, pristinaque et
„jam antiquitus vigore Mathiae Regis decreti quinti, articuli tertii,[1])
„et Vladislai regis decreti secundi, articuli ultimi eisdem admissa
„decimarum immunitate uti et frui possit valeatque; quas quidem
„decimas ipse populos pro sui ritus episcoporum alimentis et re-
„ditibus, nullis Praelatorum Nostrorum, vel cameralium Officialium
„impedimentis, in contrarium obstantibus, convertat et applicet.
„Proinde, quo in praemissarum libertatum et immunitatum usu
„securius persistere, et beneficiis per Nos impertitis felicius con-
„servari, ac per id in coepto adversus otthomanicam tyrannidem
„odio et fervore alacrius perseverare, debitamque Nobis devotionem
„et laudabilem serviendi animum generose et constanter continuare
„possint, eosdem universos, Archiepiscopum videlicet, Episcopos et
„Populos servianos de turcica servitute recenter vindicatos, cum
„tota familia et bonis, ac rebus quibusvis, facultatibusque eorum,
„in Nostram Regiam tuitionem et singularem tutelam, ac protec-
„tionem suscipiendos, imo vestrae etiam tuitioni, defensioni ac
„speciali protectioni committendos esse duximus. Id circo fidelita-
„tibus vestris, quibus supra, universis et vestrum singulis harum
„serie firmiter praecipientes, benigne committimus et mandamus,
„quatenus dum, et quando, aut quotiescumque a praefatis Archi-
„episcopo et Episcopis eidem subordinatis, circa praemissa simul
„vel divisim requisiti fueritis, ipsos contra quoslibet illegitimos et
„violentos impetitores, turbatores et damnificatores, rebus sicuti
„praefertur stantibus, tueri, protegere ac defendere, in praemissis-
„que indultis et concessionibus Nostris conservare et manutenere

---

[1]) Voy. ces textes pp. 42 sq.

„modis omnibus debeatis et teneamini; authoritate Nostra Regia „vobis hac in parte per Nos plenarie concessa et attributa, jureque „et justitia mediante, secus non facturi Praesentibus praelectis ex- „hibenti restitutis. Datum in civitate Nostra Vienna Austriae, die „4. mensis Martii, anno Domini 1695, regnorum Nostrorum, romani „37., Hungariae et reliquorum 40., Bohemiae vero anno 39. Leo- „poldus. (L. S.) Blasius Jaklin, episcopus Nitriensis. Paulus „Mednyanzky.“.

On remarquera la manière dont l'Empereur lui-même parle de l'ardeur montrée par les Serbes dans la guerre contre les Turcs, du dévouement qu'ils ont apporté à son service et fait allusion aux territoires qui leur ont été concédés en propre. Léopold n'était pas avare de paroles; il était en cela comme tous ceux qui ne songent point à tenir leurs promesses.

En dehors des concessions faites à toute la nation, il accorda aux communautés serbes de certaines villes des priviléges particuliers. C'est ainsi que les Serbes de Bude, fort nombreux à cette époque, virent leurs droits reconnus dans deux diplômes datés, l'un du 24 mars 1696, l'autre du 18 janvier 1697. Le premier de ces textes les déclarait bourgeois de la ville et réglait leurs relations avec l'administration impériale et royale aussi bien qu'avec les autorités municipales ; il consacrait le droit qui leur avait été conféré de posséder des magistrats particuliers. Le second les exemptait des logements militaires et de toutes les vexations exercées contre l'habitant par les soldats en passage.[1])

En dépit de Léopold, de ses patentes impériales, de ses généraux d'armée, en dépit des mesures que le Conseil de guerre de la Cour était censé avoir prises, la situation des Serbes lors de leur arrivée en Hongrie était vraiment peu digne d'envie.

Dès 1695, la guerre recommença avec acharnement. Mustapha II, successeur de Mahomet IV, se mit lui-même à la tête de ses troupes, et passa le Danube. Les Impériaux lui opposèrent l'électeur de Saxe, Frédéric-Auguste, qui fut incapable de rien

[1]) Le diplôme de 1696 est rédigé en latin; M. Vitković n'en a donné qu'une traduction, p. 150. Celui de 1697 est en allemand et M. Vitković en reproduit le texte entier. L'un et l'autre sont conservés en original aux archives de la communauté serbe de Bude. Les Rasciens qui avaient d'abord voulu être soumis à la juridiction militaire, demandèrent en 1708 à relever de l'autorité civile, tout en conservant leurs juges et leurs jurés. Voy. les documents cites par Czoernig (III, pp. 88 sq.).

tenter avec les 40.000 hommes dont il disposait, laissa battre Veterani près de Lugos et perdit cette place ainsi que Titel. Le Sultan, voyant la mauvaise saison s'approcher, se retira volontairement et l'Électeur put prendre ses quartiers d'hiver, sans s'être nulle part mesuré avec l'ennemi. Le peuple souffrait, l'armée mal rêtue, mal pourvue se décimait dans d'inutiles fatigues; peu importait aux généraux de cour; ils suivaient, sans risquer une observation, les ordres venus de Vienne, et leurs défaites devenaient pour eux des titres à la faveur du maître.

Le Banat avait particulièrement souffert pendant les dernières rencontres des Impériaux et des troupes de Tökölyi. De part et d'autre on avait eu peu de respect pour les malheureux villages serbes et roumains qui s'élevaient dans le pays. Quand le Sultan regagna le Danube par la voie de Lugos et de Caransebesiü, il ne vit partout que des ruines. „Est-ce là, s'écria-t-il, ce que les Chrétiens font entre eux?“ Dans sa colère il vit venir son vassal Tökölyi, et voulait le faire metre à mort, mais il se contenta de le faire jeter en prison, pensant que le chef magyar pouvait lui être utile un jour.[1]) Les Allemands de Vienne, pas plus que les Magnats hongrois, ne pouvaient plus reprocher au Turc sa barbarie. Le Sultan avait prononcé leur condamnation.

L'année 1696 ne fut guère plus favorable aux Impériaux. L'Électeur se décida à livrer bataille dans les marais du Banat, mais la victoire demeura indécise. Tout ce qu'il put faire fut d'occuper les Turcs et de les empêcher de pénétrer en Transylvanie.

Frédéric-Auguste ayant été élu roi de Pologne, l'année suivante, le commandement de l'armée impériale devint vacant. Ce fut pour Léopold un bonheur inespéré que de pouvoir appeler à la tête de son armée de Hongrie le grand capitaine que le fol orgueil de Louis XIV avait jeté dans le camp impérial. Il était temps que le Prince Eugène vînt diriger les opérations. Mustapha encouragé par la faiblesse de l'Electeur, s'apprêtait à tenir la campagne avec des forces imposantes, bien qu'il dût en même temps faire face aux Russes et réprimer un soulèvement en Asie. Titel fut encore une fois emporté par les Turcs; Petro-Varadin était menacé, quand le Prince Eugène songea à frapper un grand

---

[1]) Wagner, *Hist. Leopoldi Magni*, l. XIII; Griselini, *Gesch. des Temesvarer Banats*; Wien 1870, 4, I, p. 114.

coup; il sut attirer l'ennemi dans les marais de la Tisza et le défit entièrement à Zenta (11 septembre 1697).

Jean Monasterli, qui, depuis sa nomination à la dignité de vice-voïévode, avait sans cesse combattu de concert avec les troupes impériales, tantôt les Turcs, tantôt les partisans de Tökölyi; qui s'était distingué à Slankamen en 1692 et à Cseney, dans le Banat, en 1696, prit encore une part glorieuse à la bataille de Zenta. Deux ans plus tard, le prince Charles-Thomas de Lorraine témoignait en ces termes des services rendus par ce vaillant capitaine: „Joannes Monasterly Vice-Ductor Gentis Rascianae, non „parcendo vitae sanguinisque profusioni, in omnibus cum Turcis „habitis conflictibus utilia et maxime proficua, generosa, militaria-„que et heroica praestitit servitia.“ [1])

L'éloge qu'on faisait du chef s'appliquait également aux soldats. A chaque page de sa correspondance, le prince Eugène fait allusion aux Serbes qu'il avait dans son armée;[2]) c'étaient ses meilleurs éclaireurs, sa cavalerie la plus légère, les defenseurs les plus sûrs des places conquises.[3])

La défaite de Zenta mettait les Turcs hors d'état de soutenir le choc du prince Eugène; ils offrirent la paix, et Léopold, qui prévoyait le peu de durée du traité qui allait être signé à Riswick, et voulait ménager ses forces pour de nouvelles campagnes contre la France, consentit à négocier. Après des pour-parlers qui durèrent un an, la paix fut conclue à Karlovci (Carlowitz) (1699). 1699
Les Impériaux conservaient leurs conquêtes: la Transylvanie, la région septentrionale du Banat, la Bačka et une partie de la Sirmie; les Turcs gardaient Temesvár et le pays qui sépare cette forteresse du Danube.

Les Serbes, qui avaient conçu l'espoir de se délivrer à tout jamais de l'oppression ottomane, virent sans enthousiasme une

---

[1]) Stojačković, *Rechtsverh.*, p. 23 en note.

[2]) Voy. *Militärische Korrespondenz des Prinzen Eugen von Savoyen. Aus österreichischen Original-Quellen herausgegeben* von F. Heller. Wien, 1848, I. Bd. (1694—1702).

[3]) „Ab anno 1691 usque ad praesentem pacificationem,“ dit encore le Prince de Lorraine au sujet de Monasterli, „in cunctis conflictibus jam cum „octo, jam cum sex, jam quinque etiam quatuor millibus armadae Suae „sacratissimae Majestatis semper interfuit in omnibusque occasionibus „veluti virum heroicum decuit, se accomodavit atque gessit.“ Vitković, p. 163.

paix qui retardait l'entier accomplissement de leurs désirs, mais la considérant comme une simple trève, ils devaient du moins songer à prendre un repos bien mérité. Pour la première fois depuis plus de quinze ans, ils allaient pouvoir retourner à leurs champs et déposer le mousquet, pour conduire la charrue. Le moment était arrivé pour les nouveaux venus de se donner l'organisation promise par les diplômes impériaux ; mais là encore ne les attendaient que déceptions.

On sait combien les Serbes, dans leur foi naïve, étaient attachés à leur église nationale, combien les craintes que leur avait inspirées son indépendance les avait rendus hésitants, quand il s'etait agi de passer en Hongrie. Léopold leur avait promis liberté pleine et entière, mais les Jésuites, qui étaient à la fois ses conseillers et ses agents, ne pouvaient permettre à la liberté religieuse de se développer, dans un pays où flottaient les couleurs autrichiennes ; c'est dans le domaine ecclésiastique qu'ils voulaient d'abord retirer aux Serbes les droits qui leur avaient été si solennellement reconnus.

Nous avons déjà parlé de l'évêque grec-uni Rajić, que Kolonics avait imposé aux Serbes de la Sirmie. Ce personnage, mourut en 1694; il eut pour successeur Pierre Ljubibratić que Léopold promut „ad Episcopatum Laënsem (Vlachensem) et Syrmi„ensem ad sanctum Nicolaum Opowo dictum".[1])

Ljubibratić avait joué un rôle, à l'époque où Belgrade était occupé par les Impériaux; il avait secondé les efforts faits par la Cour de Vienne, en vue d'attirer l'immigration serbe vers la Hongrie, et l'on comptait sur lui comme sur un instrument fidèle et docile. Fort de l'appui des Jésuites, il ne craignit point d'entrer en lutte avec le Patriarche serbe. Il prétendait être reconnu comme chef ecclésiastique par tous les Serbes de la Slavonie et employait toute l'influence que lui donnait la faveur de Léopold pour susciter des embarras à Črnojević. Ce dernier se plaignit à Vienne et il fallut bien qu'on prêtât l'oreille à ses réclamations. Toutefois, avant d'examiner les questions en litige entre les deux représentants du rite oriental et du rite grec-uni, le Cabinet autrichien voulut fournir des armes nouvelles à Ljubibratić. Par un diplôme daté du 26 mai 1699, Léopold le confirma solennement

---

[1]) Fiedler, *Beitr. zur Union der Val. in Slav. und Syrm.*, p. 8; Beilage VI.

en qualité d'évêque serbe de Sirmie et de Basse-Slavonie, lui reconnut toutes les franchises et prérogatives dont jouissaient les évêques en communion avec Rome, et soumit à son autorité tous les édifices religieux, tous les archimandrites, gardiens, archiprêtres, curés, prêtres et moines de la Sirmie et de la Valachie (ou Slavonie inférieure, portait le diplôme), „ea cum conditione, ut idem „Frater Petrus Lubibratich non solum debitam fidelitatem, devo„tionem ac obsequium erga Summum Pontificem et Nos, una cum „Populo sibi subjecto praestare et constanter servare . . . debeat „et teneatur". La situation privilégiée de l'évêque grec-uni étant bien établie, rien n'empêchait plus les Impériaux d'ordonner une enquête. La Chambre aulique prescrivit au comte Guidobald de Starhemberg d'y procéder, en sa qualité de commandant d'Osjek (Esseg) et de la Basse-Slavonie (22 juin 1699).

Črnojević songea à parer le coup qui le menaçait. Il adressa à tous les dignitaires ecclésiastiques et civils qui relevaient de lui, une sorte de mandement, dans lequel il dénonçait les machinations ourdies contre lui et contre son église. Léopold s'était mépris sur son compte quand il avait cru trouver dans le Patriarche un serviteur aveugle. Celui-ci savait montrer de l'énergie quand il sentait ses droits menacés. A son appel, les chefs les plus influents des Serbes de Hongrie se réunirent à Kamensko le jour de la St. André (30 novembre), et décidèrent qu'ils ne prêteraient à Ljubibratić aucune obéissance.

Cette réunion devait être tenue secrète, mais elle fit du bruit et nous est connue par le procès-verbal d'une commission que la Cour de Vienne chargea d'instruire l'affaire.[1])

On prétendait voir un fait coupable dans la résistance opposée par les Serbes, mais la Chancellerie aulique ne voulut pas les heurter de front; elle aima mieux temporiser, espérant bien que le temps lui permettrait d'accomplir ses desseins. Elle venait du reste de remporter en Transylvanie une victoire qui lui faisait bien présumer de l'avenir.

Athanase Ier avait, en 1698, remplacé Théophile III sur le siége métropolitain d'Alba Iulia. Ce prélat faible et ambitieux consomma

---

[1]) On voit figurer dans cette commission, à côté du vice-ispán de Požega, le supérieur des Jésuites dans cette même ville. C'est la Compagnie de Jésus qui est appelée à statuer sur un conflit qui ne regardait que les Serbes! — Voy. Fiedler, *loc. cit.*, Beilage XI.

l'union avec Rome dont son prédécesseur avait déjà accepté le principe. Les négociations conduites par le jésuite Bárány durèrent pendant deux ans. Athanase avait cessé de s'appartenir le jour où il avait prêté l'oreille aux ouvertures des agents autrichiens. Il se soumit à tout ce qu'on demandait de lui. Léopold, il est vrai, lui prodignait les honneurs et plus encore les promesses. Le clergé, gagné par l'exemple du métropolitain, intimidé par les menaces des Jésuites, n'opposa qu'une faible résistance. Ainsi s'accomplit l'union de la Transylvanie avec l'église romaine. Le peuple ne sut rien alors de cette union et plus tard même il n'en a appris que peu de chose. C'était assez pour l'Empereur que d'avoir décapité leur église, dernier refuge de leur indépendance, en lui enlevant son chef. Les Roumains, et avec eux les Serbes que nous avons vus s'établir en Transylvanie, furent privés de toute hiérarchie ecclésiastique. De gré ou de force, il leur fallut accepter la loi des Jésuites et se soumettre à un archevêque qui pour eux n'était qu'un renégat.

En fait, la masse des fidèles ne voulait point de la communion avec Rome, mais les décrets impériaux ne permettaient point qu'elle jouît de la liberté religieuse. Ce n'est qu'en 1759 que le Cabinet de Vienne suspendit les poursuites contre ceux qui refusaient de reconnaître l'union, et autorisa le rétablissement d'un évêché grec-oriental en Transylvanie. Le nouvel évêque releva du métropolitain de Karlovci, en sorte que ce dernier ne fut plus seulement le chef de l'église nationale serbe, mais étendit son autorité sur tous les adhérents de l'église orientale en Hongrie.[1])

Dans toutes les circonstances de la vie, en matière civile, comme en matière religieuse, l'administration impériale se montrait animée des mêmes sentiments envers les Serbes. Nous en avons la preuve dans plusieurs documents authentiques relatifs à l'histoire de la Slavonie.[2]) Voici en quels termes s'exprimait

[1]) L'histoire ecclésiastique de la Transylvanie rentre dans l'histoire des Roumains, et non des Serbes, qui ne constituaient dans ce pays, comme on la dit, qu'une faible minorité. On trouvera à cet égard des renseignements précis dans Hintz *(Geschichte des Bisthums der griechisch-nicht-unirten Glaubensgenossen in Siebenbürgen;* Hermannstadt, 1850, in-8), et dans l'ouvrage déjà cité de M. Popea.

[1]) *Szlavóniáról mint Magyar Orozágnak alkatmányos részéről.* Értekezik Podhradczky Jó'sef; *(De la Slavonie, considérée comme partie intégrante de la Hongrie,* par Joseph Podhradczky), Bude, 1837, in-8, pp. 70-71.

en 1699 une commission chargée de faire connaître la situation de ce pays: „Populus fere universus (il s'agit des Serbes), est „adeo rudis in rebus fidei, ut re vera sylvestres quasi homines et „fauni possint nuncupari. Interim est nimium perfidus, perjurus, „crudelis, furtis, latrociniis, rapinis, homicidiis, omnibusque flagi- „tiis et facinoribus, jam ab antiquo deditus: praecipue tamen in „utroque sexu viget ebriositas quotidiana, et ex ea provenientes „rixarum contentiones. Hic populus est armis asuetus, habetque „arma copiosissima etiam plebs rustica. Magna ex parta sunt „schismatici, homines ex sua religione Catholicis infensissimi, to- „toque animo alienissimi. Populus iste schismaticus pro suo ca- „pite et quasi rege habet suum Patriarcham, quem nos Archi- „episcopum Rascianorum nominamus, quem autem sui vocant Pa- „triarcham, et, quem ad modum apes suam matrem apem, se- „quuntur in omnibus. Est gens instabilis et admodum vagabunda, „quae de loco ad locum continuo solet variare, Deo, Patriae et „Sacratissimae Suae Majestati parum utilis; quae nunquam aliud „quaerit, quam vivendi facilitatem, et ubicumpue illam reperire „potest, sive sub Turca, sive sub alio principe, libenter amplec- „titur. Unde etiam fidelitas hujus gentis est tanta, quanta est fa- „cilitas vivendi. Nullibi aedificant, sed manent in tuguriis et ca- „vernis terrae, ut, si opus sit, statim possint alio transmigrare, „sylvas et montes amant ut plurimum, veluti latibula et refugia „praedonum. Ipsorum Patriarcha gentem istam sibi vendicat una „cum illis terris, quas inhabitant. Quod si talis terra alteri di- „vendatur, incolae hujusmodi continuo vacuam relinquunt, et, „praeter solum et territorium, nihil remanet. Est autem populus „iste omni flagitiorum genere et specie refertissimus, si unicam „excipiamus jejunandi consuetudinem, quae etiam uti est summe „ardua, ita videtur longe stultissima. Horum omnium censetur „optimum esse remedium, si Comitatus illi ad suas Dioeceses de- „terminentur, et Patriarcha, cum suis Episcopis et Calugeris, ar- „ceantur. Deinde parochi catholici provideantur, alioquin enim „confusio, et animarum interitus nunquam cessabit."

Ne voit-on pas, dans ce document, se réfléter l'esprit de l'Allemagne? On flatte un peuple dont on a besoin, on lui accorde des priviléges solennels, puis, en secret, on le dénigre, on le calomnie, on le traite de barbare; il n'est même plus question des promesses qu'on lui a tant de fois renouvelées. La haute civilisation germanique permettrait d'exterminer ces sauvages, ces

voleurs, ces assassins, mais on ne le fera point. Tout ce qu'on en dit n'a d'autre but que le bien de leur âme; c'est pour leur gagner la vie éternelle qu'on les réduit en servitude!

L'affreux tableau que les commissaires allemands traçaient des Serbes, n'empêcha pas qu'on ne songeât bien vite à exiger d'eux le paiement des impôts dont Léopold avait promis de les exempter. Voici quelles instructions d'autres commissaires, des Magyars cette fois, donnaient aux autorités du comitat de Valpovo (Comitatus Valkoiensis),[1]) à la date du 11 décembre 1700:

„Gens Rasciana hucusque militaris conditionis, quae in de-„sertis locis, et praediis collocabitur, ad triennium ab omnibus „oneribus publicis, simul et privatis (sola capitatione florenorum „octo ipsis imposita, et ad exsolutionem praesidiariae militiae in „medietate convertendorum: in altera vero Camerae, vel Dominis „terrestribus pendendorum; nisi aliter hac in parte Sacratissima „Majestas disponere dignata fuerit) eximetur; evoluto vero trien-„nio, Comitatuum jurisdictioni et universis Regni oneribus, mode-„rate tamen iisdem imponendis subjicietur."[2])

Malgré ces vexations qui étaient d'un triste présage pour l'avenir, les Serbes restaient fidèles à l'empereur. Le soulèvement de Rákóczi leur donna une nouvelle occasion de montrer comment ils entendaient tenir leurs engagements (1701). Ce fut sur eux et sur les Croates que retomba tout le poids des campagnes de Hongrie, alors que les troupes allemandes étaient engagées dans la guerre de la succession d'Espagne. Ils battirent les partisans de Rákóczi à Pécs (Fünfkirchen), à Siklós, à Kecskemét, à Szeged, à Bács et dans diverses autres recontres. Ils déployèrent en toute circonstance une telle vigueur, une telle fougue, que leur nom devint un épouvantail pour les enfants et que les Kouroutses ne les appelèrent plus que vad Ráczok, „les sauvages Rasciens". Leur concours paraissait si important aux deux partis que Rákóczi écrivit au Patriarche une lettre datée de Gyöngyös, le 6 septembre 1704, pour lui promettre le maintien complet des priviléges nationaux, auxquels l'Empereur commençait déjà à porter atteinte, si les Serbes consentaient à se joindre à lui.[3]) Il est à jamais regrettable qu'un accord n'ait pu s'établir alors entre les

---

[1]) Voy. p. 44, note 3.

[2]) *Szlavóniáról*, p. 75.

[3]) Cette lettre est citée par M. Vitković, Гласник, T. XXX (1871), pp. 6—118.

Magyars et les Serbes, en vue d'opposer une énergique résistance à l'ennemi commun. Combien de malheurs eussent pu être évités, si ces deux peuples également menacés, ayant au fond les mêmes intérêts, étaient parvenus à nouer entre eux les liens d'une solide amitié !

Mais une nation ne renonce guère à ses préjugés. Rákóczi ne faisait ces avances à Črnojević que pour en obtenir un secours d'un jour; il ne dissimulait même pas, comme les agents de Léopold, l'aversion que les Slaves lui inspiraient; aussi la réponse du Patriarche ne pouvait-elle être douteuse. D'un côté, lui et tous les Serbes voyaient dans les Magyars les alliés des Turcs; de l'autre, ils se sentaient liés par les engagements pris envers l'Empereur. Il n'en fallait pas tant pour faire écarter les propositions du prince hongrois. Črnojević envoya sa lettre à Vienne.[1])

Tout dans les actes du Patriarche montrait sa bonne foi, sa fidélité envers l'Empereur; aussi se croyait-il fondé à réclamer l'exécution des promesses de Léopold, et ne se lassait-il point de les rappeler. La démarche faite par lui en 1694 étant demeurée sans effet, il la renouvelle chaque fois qu'une occasion favorable se présente. A la date du 18 décembre 1703, il adresse à la Cour un mémoire dans lequel il développe ses prétentions, demande notamment qu'on ne donne plus à ses fidèles le nom de schismatiques, et sollicite encore l'attribution d'un territoire distinct. Voici comment il s'exprime sur ce point, qui forme le dix-septième chef de sa requête :

„Translocationem quoque gentis, eidem jam dudum decreta-„liter compromissam, videlicet Slavoniam, Parvam Valachiam, Syr-„mium, Campum Cumanum, districtum inter Savum et Dravum, „usque fluvium Illova, ad confinia Croatica, Campum Gyhliensem, „districtum Aradiensem, incl. Jenova et Halmagy, inter fluvios „Maros et Nigrum Crisiensem fiendam, eamque quo cytius acce-„lerandam modalitatemque ejusdem, ac instructionem in casum,

---

[1]) Un écrivain magyar, d'origine slovaque, M. Jean Hornyik, a consacré trois articles étendus à l'étude du rôle joué par les Serbes pendant cette période. Ces articles intitulés: *A' Ráczok Ellenforradalma* (La Contre-Révolution des Rasciens), 1703-1711, ont été insérés dans les *Szazadok : a' magyar történelmi Társulat Közlönye* (Voy. notre *Bibliographie* N° 21). Comme on peut l'imaginer, ces articles sont empreints de l'esprit de parti qui défigure la plupart des ouvrages magyars. — Voy. aussi Vitković, Гласник, T. XXX, pp. 1—91.

„si quipiam Domini Terrestres saeculares aut ecclesiastici ibidem „bona possiderent, nobis communicandam . . . efflagitamus.[1])

Le Conseil de guerre répondit en protestant du bon vouloir de l'Empereur, affirma que les priviléges serbes sortiraient un plein et entier effet, dès que la paix serait rétablie en Hongrie, puis ne songea plus à la question. Črnojević feignit de ne point apercevoir le parti pris contre lequel venaient échouer ses efforts. A la mort de Léopold, il voulut sonder les dispositions de son successeur, et adressa à Joseph Ier, le 16 juin 1706, un mémoire où étaient reproduites les mêmes demandes.

Le Cabinet autrichien sentait trop bien le prix du concours que les Serbes lui prêtaient pour ne pas leur donner quelque marque de bienveillance.[2]) Le Conseil de guerre de la Cour avait déjà adressé à Monasterli un brevet, où étaient rappelés tous les services rendus par lui à la cause de l'Empereur; Joseph Ier voulut maintenant rendre à la nation tout entiére un témoignage encore plus éclatant. Dans une diplôme daté du 7 août 1706, il confirmait les prîviléges de Léopold et s'exprimait en ces termes: „Considerantes igitur benigne memorati Rascianorum Patriarchae, „et Archi-Episcopi Arsenii Czernovich, nec non Statuum totius „Gentis et populi Illyrici seu Rasciani preces Rationalibus et me„rita praestantissima, de Augusta Domo Nostra sibi comparata, „dum nempe dicta Gens et Natio, per omnes rerum vicissitudines „flagrantibus cum acerimo hoste bellis, durantibus etiam rebellium „violentiarum, invasionum, damnorum, aliorumque casuum adver„sorum turbidinibus, in illibata et integerrima erga eandem fideli„tate, immota non tantum semper perstitit, verum etiam spe„cialem suum devotionis, obsequiique zelum plurimis in occasio„nibus, tam promovendo commodo, servitioque Domus Nostrae, „quam ferendis promptis suppetiis et sublevandis oneribus com„munibus magno animo demonstravit, hostiliumque ac perduellium „conatuum avertendorum causa cum immortali laude, nec sanguini

---

[1]) Czoernig, *loc. cit.*, III, p. 126.

[2]) Bartenstein *(l. c.* p. 47) rappelle les efforts prodigués alors par les Serbes: „Das Andenken der während der Rakoczischen Unruhen geleisteten „*erspriesslichen Dienste*, etc.“ Et plus loin il ajoute: „So lange die in„nerlichen Empörungen in Ungarn fortgedauert haben, das ist vom Jahre „1526—1711, sind sie aller Orten wo das Erzhaus die Oberhand be„hauptet, von demselben (wegen ihrer ausserordentlichen Dienste) kräf„tigst geschützt worden.“

„nec substantiae pepercit, sed posthabitis bonis omnibus et spretis „vitae periculis, cunctisque difficultatibus Legitimo Regi et Do- „mino suo constanter adhaerens, vere fidelium subditorum, vassal- „lorumque obligationem adimplevit, ac imposterum adimplere spon- „det et in votis habet, ... praerecensitas Privilegiorum Immu- „nitatum, ac Praerogativarum, per Augustum Dominum et Geni- „torem Nostrum clementissime concessas Regias patentes Literas, „juxta omnes et singulas earundem Continentias, Clausulas et „Expressiones hisce benignissime ratihabemus, et in omnibus et „per omnia clementer approbamus et confirmamus. Reservantes „insuper Nobis plenissimam facultatem, reddita per Dei benigni- „tatem, eorundem Illyricorum, et aliorum Fidelium Nostrorum Sub- „ditorum conjunctam operam Regno Nostro Hungariae et finitimis „Provinciis Nostris tranquillitate, easdem Immunitates, Prae- „rogativas et Privilegia ulterius explicandi ac in „meliorem, pro temporum conditione, formam redi- „gendi, simul et propensissimum Nostrum in gentem Illyricam „animum amplius demonstrandi, prout ad Nostram Regno- „rum Nostrorum et Provinciarum atque adeo ipsiusmet „Populi Illyrici utilitatem et bonum conducere vi- „debitur."[1])

Ainsi l'Empereur ne désirait rien tant que de donner aux priviléges serbes une forme définitive et plus avantageuse encore que celle qu'ils avaient reçue de Léopold. C'étaient toujours des promesses, et des promesses bientôt oubliées. Joseph, rentrait constamment dans les phrases générales, et se gardait bien de répondre aux demandes précises du Métropolitain.

On n'aimait point les Serbes à Vienne et, au moment même où l'Empereur exaltait leurs services, le Conseil de guerre de la Cour cherchait les moyens de leur enlever tout reste d'autonomie et de les mettre sous la férule des Jésuites.

L'évêque grec-uni de Slavonie, Pierre Ljubibratić, mourut en 1704; le cabinet impérial lui donna pour successeur Joaniša Ljubibratić, son neveu. Celui-ci devait être installé à Pakrac par l'évêque catholique de Zagreb (Agram), mais avant que la cérémonie eût pu avoir lieu, Črnojević accourut de Vienne, où il était, réussit à racheter au nouvel évêque l'église et la maison

---

[1]) Czoernig, *Ethnographie,* III, Beil., p. 72.

épiscopales de Pakrac, et y installa, de sa propre autorité, un évêque du rite oriental, Sophronius Podgoričanin. Le vieux Patriarche avait puisé dans sa lutte avec les Jésuites une énergie dont on ne l'eût pas cru capable.

Podgoričanin fut le fondateur de l'évêché grec de Pakrac, et Joseph Ier fut obligé de le confirmer deux ans après, par un diplôme daté du 16 septembre 1708.[1])

L'insurrection de Rákóczi, qui ne se termina qu'en 1711, obligeait les Allemands à garder quelques ménagements envers les Serbes; ils subirent le coup d'audace de Črnojević, mais ne le lui pardonnèrent point. Ils recherchèrent alors dans son passé, virent que la résistance opposée aux agents de l'Empereur par les habitants de la Petite-Valachie [2]) avait coïncidé avec le séjour du Patriarche dans ce pays. Dès lors ils tinrent Črnojević pour suspect et résolurent de le surveiller de près. Pour rendre la surveillance plus facile, le chef de l'administration impériale à Osjek (Esseg), Alexandre de Kalaneck, proposa à la Chambre aulique d'abandonner au chef de l'église serbe un village situé près d'Osjeg où il pût s'établir sans qu'on le perdît de vue. Comme il était, au dire même de Kalaneck, en grande vénération près de sa nation, et que la nécessité exigeait qu'on entretînt cette nation dans sa bonne volonté, la Chambre aulique affecta le domaine de Dalj, sur le Danube, à la résidence du Patriarche (décret du 15 juillet 1706, confirmant le décret du 18 décembre 1703).[3])

---

[1]) Ces détails expliquent bien pourquoi Pakrac ne figure pas parmi les évêchés serbes énumérés dans le diplôme de 1695. Avant que M. Fiedler eût publié ses documents inédits sur l'union, Čaplovič (*Slavonien*, II, pp. 37 en note, et 152) avait vainement cherché la cause de cette omission.

[2]) Sous ce nom il faut entendre, non point la Petite Valachie proprement dite, c'est-à-dire la région de Craiova, mais bien une région intermédiaire entre la Slavonie et la Croatie. Voy. p. 89.

[3]) Le rapport adressé par Kalaneck à la Chambre aulique montre trop bien de quel œil inquiet et jaloux les Allemands regardaient les Serbes, pour que nous n'en reproduisions pas le texte original. Il en dit plus long que bien des commentaires:

„Hochlöbliche Kays. Hoff Cammer.

„Eur Excellenz vndt Gnaden, Wass die Selben decretando an mich „vnterm Dato Wien d. 21. Junij haben gnädig ergehen lassen, ist mir „den 26. Ejusdem rechtens worden, daraus gehorsambst ersehen, dass „ich Einen Bericht erstatten solle, Wie nemblichen der Herr Patriarch „bono modo, von Pakarz, vndt auss der Kleinen Wallachey hinnweg

Si l'on envisage en lui-même l'abandon fait au Patriarche du domaine de Dalj, abstraction faite des motifs intéressés qui le dictèrent on y verra à peine un acte de vulgaire justice. Črnojević avait reçu successivement de l'Empereur pour prix de ses services, deux grands domaines: celui de Širač, dans le comitat

---

„gebracht, vnd zuruckh gehalten werdten möge: zufolge dess gnädigen „Befehls, Habe mit dess Commendirenten General Veldtzeugmeister Herrn „Baron de Nehem Excellenz mich vnterredet. Wass dess Herrn Patri-„archen seine anforderung dess Hausses, so Er zu Pakarz erkaufft, be-„triefft, ist eine Intricate Vndt Weith aussehendte sach, in deme die „amotion dess Joannis Lubibratich (Welchen der Herr Bischoff von „Agram, alss Einen vnirten Bischoffen zu gedachten Pakarz Vndt der „Kleinen Walachey zu installiren, in Commisis gehabt), Welcher solches „Hauss vorhero besessen, so zu sagen hart wahr, vndt ehendter, alss „der Herr Bischoff von Agram dahinkommen ist, der Patriarch sich in „der Kleinen Wallachey Eingefundten, dass Hauss zu Pakarz nebst allen „appertinentien vom ihme Lubibratich gekaufft, ihme Lubibratich also „gleich fort, vndt wie die Rede gehet, nach Moscau verschickt, de „facto aber der, von ihme Herrn Patriarchen Eingesetzte Bischoff Graeci „Rittus darinnen wohnet; die Hartnäkigkeit der Kleinen Wallachey „ohne zu wissen von wehme dieselbe fomentirt wirdt) machet ebenfalss „Einen grossen argwohn, vndt wehre die Residenz dess Patriarchen „nicht wenig verdächtig vndt Weillen Euer Excellenz vndt Gnaden mir „gnädig anbefohlen, darüber den Bericht zu erstatten, dahero mit gueten „gewissen gehorsambst Berichte, dass, weillen der Herr Patriarch bey „seiner nation in grosser veneration stehe, vndt diesse auf alle weiss bei „gueten Willen zu Erhalten die noth Erfordtet, dahero Wehre meine „onmassgebliche vndt vnuorgreiffliche Mainung, dass man den Herrn „Patriarchen Ein oder dass andere Dorff vnweith Essekh geben thäte, so „dan Er da gar gerne seine beständtige Residenz halten, vndt nicht „seine gedancken auff Pakarz oder die Kleine Wallachey machen, son-„dern dass Hauss zu gedachten Pakarz den jetzigen Bischoff, welcher „schon darinnen wohnet, überlassen, oder verkauffen werdte, so dan „man ihme auch besser von Essekh observiren, auff sein thun vndt „lassen Ein vigilantes aug haben kunte, welches Euer Excellenz vndt „gnaden zur gnädigen Consideration gehorsambst anheimb stelle, ver-„bleibend.

„Euer Excellenz vnd Gnaden

„Essek den 7. Julij A°. 1706.

„gehorsambster

„Alexander v. Kallanekh Praefectus

„et Judex Regius."

Ce document publié par Fiedler (*Beitr. zur Union der Valachen* p. 29, N° III), est conservé en original aux Archives de la Chambre auliquo à Vienne.

de Požega (diplôme du 11 août 1965), et celui de Szekcsö, près de Mohács, (diplôme du 16 juin 1698); or, ce dernier domaine ayant été revendiqué par des tiers, le donataire, qui ne l'avait pas reçu à titre absolument gratuit, pouvait demander une compensation. Dalj ne fut pourtant pas irrévocablement donné au patriarcat, mais abandonné à Črnojević, en vertu d'une simple affectation viagère. L'affectation devait être renouvelée d'une manière expresse pour chaque métropolitain.[1])

Ces restrictions étaient inspirées à la cour de Vienne par la pensée que l'église grecque orientale n'aurait en Hongrie qu'une durée éphémère et que, grâce aux Jésuites, la souveraineté du Pontife romain ne tarderait pas à être reconnue dans toute la monarchie. Pendant un demi-siècle l'union est la préoccupation dominante des gouvernants et rien ne les arrête quand ils croient pouvoir y parvenir. En 1703, le jésuite Szent Ivány publie un livre intitulé: De ortu et progressu et diminutione Schismatis graeci atque graeci ritus Ecclesiae cum Romana Ecclesia tot votis exoptata Reunione, livre dans lequel se reflètent les pieuses espérances de la maison d'Autriche. De toute part la persécution est organisée pour le salut des âmes.

Črnojević doit se multiplier pour tenir tête à l'orage. Les difficultés qu'on lui suscite sont d'autant plus redoutables qu'il est surveillé de près et ne peut guère sortir de ses résidences de Szent-Endre et de Dalj. S'il proteste contre un abus, on lui objecte que les priviléges de Léopold n'ont d'effet que pour les Serbes qui ont fait partie de la grande immigration et ne s'appliquent point à ceux qui habitaient la Hongrie auparavant.

En l'absence d'actes réguliers, comment administrer la preuve que telle ou telle famille était dans le pays depuis plus ou moins de dix ans? C'était une véritable frustration.[2])

La prise de possession de Pakrac[3]) fut le dernier acte du vieux Patriarche qui mourut à Vienne le 24 octobre 1706. Il

---

[1]) Cf. Čaplovič, II, p. 45.

[2]) Cf. Čaplovič, II, p. 47.

[3]) La question de l'évêché de Pakrac, fut de nouveau agitée en 1721. Un moine du nom d'Étienne Vojnović, qui avait servi de vicaire à Pierre Ljubibratić, chercha à s'emparer du siége épiscopal en invoquant la raison qui pouvait le plus séduire le Cabinet de Vienne, l'imprescriptibilité du droit des Catholiques romains. Vojnović fut soutenu par la

s'agit alors de pouvoir à la vacance du siége métropolitain. Pour la première fois, les Serbes eurent à exercer le droit que les priviléges impériaux leur avaient reconnu, de se réunir en congrès et d'élire leur chef ecclésiastique. Leurs délégués s'assemblirent à Krušedol le 24 mai 1707, sous la présidence du conseiller aulique de Quarient.[1])

Il fut tout d'abord procédé à l'élection du métropolitain [2]) et la succession de Črnojević fut dévolue à Isaïe Djaković, évêque d'Ienopolis. L'élection terminée, les Serbes s'occupèrent de leurs intérêts nationaux. La communauté de Bude soumit au congrès un memorandum en 15 articles, dans lequel elle avait réuni toutes les réclamations qu'il importait de faire valoir auprès du Cabinet de Vienne. L'importance qu'elle avait à cette époque lui donnait le droit de parler au nom de toute la population serbe de Hongrie. Voici quelques-uns des articles qui figuraient dans son mémorandum:[3])

Art. 6. „Que dans les pays de l'empire, partout où se trouvent les Serbes, ou tout autre peuple du rite grec, au milieu des

---

Chancellerie hongroise, mais on ne sait comment il échoua auprès du Conseil de guerre de la Cour et il ne fut plus question de lui. Pakrac resta aux Serbes, c'est-à-dire à l'église orientale.

[1]) C'est par suite d'une erreur que M. Jireček *(Verhältn. der gr. n. u. Hierarchie*, p. 20), place le premier congrès serbe en 1706.

[2]) Les successeurs de Črnojević dans la monarchie autrichienne ne portèrent point le titre de *patriarche*, qui resta attaché au siége de Peć, mais seulement celui de *métropolitain*. Lorsque'Arsène Joanović Šakabent quitta Peć, pour aller s'établir à Belgrade, (qui appartenait alors à l'Autriche), il conserva son titre de patriarche qui fut ensuite conféré exceptionnellement à plusieurs de ses successeurs. En 1765, le Patriarche de Constantinople, s'arrogeant un droit souverain sur l'église serbe, et, l'administrant comme il avait coutume d'administrer son église, afferma le patriarcat de Peć pour la somme de 40 bourses!

[3]) M. Vitković a retrouvé, aux archives de la communauté serbe de Bude, l'original même du document dont il est ici question et en a reproduit les principaux passages (pp. 153 sqq.). L'importance de cette pièce demeurée jusque là ignorée prouve combien il serait utile de fouiller les archives des anciennes communautés serbes de la Hongrie. Dans quelques villes, à Czegléd, à Kecskemét, à Szeged, à Tokaj, etc., ces communautés auront bientôt disparu. N'est-on pas fondé à craindre que beaucoup de titres précieux ne soient détruits? Ce n'est pas sur les Magyars qn'on peut compter pour les conserver. M. Vitković a donc fort bien fait de publier les documents conservés à Bude (Српски Споменици, T. II).

Allemands et des Magyars, les premiers puissent vivre aussi librement que les derniers; qu'ils puissent avoir leurs magistrats au même titre qu'eux; qu'ils puissent également avoir et entretenir leurs églises et leurs prêtres du rite grec, conservant leur culte et leur ancien calendrier, et ne célébrant pas les fêtes deux fois, mais seulement d'après l'ancien calendrier."

Art. 12. „Par l'auguste patente impériale de l'année 1694, il nous a été dit et promis qu'on nous donnerait la Slavonie et la Sirmie, entre la Drave et la Save, jusqu'à la frontière croate, la Bačka et la contrée de Gyula entre la Körös et la Maros. C'est pourquoi nous demandons maintenant que cela nous soit confirmé et donné, afin que notre nation puisse s'y établir."[1])

Art. 13. „Que deux conseillers de notre nation et du rite grec soient près de la Cour impériale, à la Chancellerie hongroise pour qu'ils puissent élever la voix auprès de la glorieuse Cour impériale pour notre nation; que ces conseillers soient élus par l'assemblée générale du peuple serbe."

Art. 14. Quand la paix sera faite avec les Magyars, alors puissions-nous agir et demeurer librement en Hongrie, comme le peuple allemand reste libre en Hongrie, libre dans son église et dans le reste. Puissions-nous demeurer libres, nous aussi, dans notre rite grec, dans notre église et dans le reste, et obtenir sur ce point la confirmation de nos premiers priviléges!"

Le nouveau métropolitain fut chargé de remettre le memorandum à l'Empereur et nous savons qu'il s'acquitta de cette commission. Joseph Ier lui ayant demandé de désigner deux députés serbes pour représenter la Sirmie, et deux pour représenter la Bačka à la Diète qui devait se réunir à Poszony (Pressburg) le 29 février 1708, il adressa son rapport à l'Empereur à la date du 4 janvier de cette année, et profita de l'occasion pour lui faire connaître les demandes des Serbes. Tout d'abord il réclamait l'assignation du territoire distinct, dont il a été parlé plus haut: „Siquidem jam anno 1694 ea erat benignissima Aug. Caes. Leo„poldi Majestatis Vestrae genitoris glorissimae recordationis, mens „et voluntas, ut nationi nostrae separatum excindi debuisset ter„ritorium ut A) quod autem eorum effectui mancipatum non est, „Majestas Vestra Sacratissima eatenus clementissime providere

[1]) Nous n'avons pu retrouver le texte du décret auquel il est fait allusion ici. Il devait être intervenu sur les réclamations de Crnojević.

„dignabitur.“ Il priait en conséquence Joseph de présenter cette question aux délibérations de la Diète, en même temps que dix autres questions relatives à la situation des Serbes. Les trois points principaux de ces dernières demandes étaient les suivants: 1° Les Serbes auraient le droit d'être représentés au sein de la Diète hongroise par des députés ecclésiastiques et laïcs, ayant séance et voix délibérative, comme cela avait dû exister avant l'occupation ottomane „ubi Rasciae Despotus inter primarios Sacrae „Coronae Hungariae Barones censitus,“ 2° ils pourraient tenir entre eux, aussi souvent qu'ils le jugeraient nécessaire, leur congrès national composé de représentants des deux ordres ecclésiastique et laïc; 3° les priviléges conférés aux Serbes par Léopold seraient érigés en lois par la Diète, afin que leur maintien fût assuré („Ut Privilegia nostra . . . articulariter, una cum jam im„petrandis, insimul, absque omni clausula recipiantur“.[1])

Nous ne savons si les députés désignés par Djaković pour la Sirmie et la Bačka parurent à la diète de 1708, et si les réclamations des Serbes furent discutées. Toutes les recherches faites par les historiens nationaux pour élucider ce point sont demeurées infructueuses. Aussi bien, la Diète de 1708 n'eut-elle pas le temps de voter aucune loi. La peste la força de se séparer et les événements empêchèrent qu'elle se réunît de nouveau.[2])

Djaković mourut à Vienne le 24 mai 1708. Le siége métropolitain resta vacant pendant deux ans, et, durant cet intervalle, il ne survint aucun événement de quelque importance pour les Serbes. Un nouveau congrès tenu à Krušedol appela Sophronius Podgoričanin, ce même prélat que nous avons vu installé à Pakrac par Črnojević, à la succession de Djaković (26 mai 1710 v. s.).

Il est probable, bien que nous ne sachions rien de précis sur cette assemblée, que les Serbes ne laissèrent pas échapper l'occasion de renouveler leurs doléances. Quoiqu'ils aidassent de toutes leurs forces les Allemands à combattre l'insurrection de Rákóczi, ils ne pouvaient se faire illusion sur la reconnaissance que ceux-ci avaient pour leurs services. Il est bien vrai qu'ils

---

[1]) Voy. le texte du memorandum dans Kercselich, *Notitiae praeliminares de regnis Dalmatiae, Croatiae et Sclavoniae,* p. 437, et dans Czörnig, III, *Beil.* pp. 89 sqq. Cf. Szalay, *Szerb. Telep.,* pp. 45 sqq.; *Rechtsverh.,* pp. 40 sq. et Stojačković, Черте, pp. 49 sq.

[2]) Stojačković, *Staatsrechtl. Verh.,* p. 17.

n'étaient point soumis à la juridiction des comitats et que, provisoirement du moins, ils n'étaient pas non plus réduits à la condition de serfs des seigneurs féodaux, mais ils sentaient bien que le Conseil de guerre de la Cour leur était hostile, que Kinsky et Strattmann,[1]) successivement chargés par l'empereur Léopold de l'expédition de leurs affaires et le prince Eugène lui-même, qui eut à s'en occuper plus tard, partageaient la haine germanique contre tout ce qui est slave.[2])

Dès cette époque, s'accentue clairement l'aversion des Serbes contre ceux [qui veulent les opprimer, contre les Allemands, et plus encore contre les Magyars. Nous en avons une preuve curieuse dans un chant populaire que nous ne croyons pas sans intérêt de faire connaître par une traduction complète. On y trouvera un fidèle tableau des mœurs primitives et, disons-le, sauvages des Serbes, en même temps que de leurs passions belliqueuses. Ce sont ces instincts guerriers que les Impériaux voulaient faire tourner à leur profit, en sorte qu'ils s'efforcèrent plutôt de les développer que de les calmer par l'instruction et la culture.

Combat des gens d'Arad avec ceux de Komádi.[3])

Srbin Tukelja buvait du vin,
A Arad, la ville des Confins.

---

[1]) Bartenstein *(l. c.*, p. 108) admire l'habileté avec laquelle ces deux ministres surent exploiter les Serbes: „Es ist an beiden erfahrnen grossen „Ministern Kaisers Leopold, an den Grafen Kinsky und Strattmann „höchlich zu loben, das sie des Metropoliten Anständigkeit, so wie er„folgt, dem Staate zu Nutze zu machen gewusst haben, um durch Ein„gestehung *eines Theiles* dessen, was sothaner Anständigkeit gemäss „war, die Nation von etwas abzubringen, was bei ihr anderwärts üblich, „zugleich aber häufigen und weit wichtigern Anstossigkeiten unterworfen „ist, als man nimmermehr von einem Metropoliten zu befürchten hat. „Wie dann vieler anderer Beweise zu geschweigen, unter einem Woy„woden die jetzt nahmhaft verbesserte Einrichtung der Gränizer nicht „wohl hätte zu Stande kommen können, etc.“

[2]) En 1715 fut créée une commission spéciale qui eut à s'occuper de l'organisation des territoires nouvellement reconquis sur les Turcs *(Commissio neo-acquistica).* Cette commission, instituée par l'art. Xe de la loi hongroise de 1715, eut son siége à Vienne, mais entretint des délégations à Osjek et, plus tard, à Temesvár. C'est elle qui fut compétente pour statuer sur toutes les réclamations des Serbes.

[3]) Српске народне Пјесме. Скупио их и на свијет издао Вук Стеф. Караџић; (Chants nationaux serbes recueillis et publiés par Vuk Stefanović Ka-

Avec lui buvaient quatre lieutenants:[1])
Le lieutenant Baja et Peja Rčković,
5 Le lieutenant Gjurka, de la blanche Szenta,
Et le lieutenant Ostoja, d'Arad.
Tukelja vide son verre:
„Portez-vous bien, [dit-il, tous] quatre, lieutenants!
„[Ce n'est] ni à ma santé, ni à la vôtre [que je bois],
10 „Ni au ban, ni au général,
„Ni à l'empereur Joseph;
„Mais à la santé du héros
„Qui apportera une langue de Calviniste
„De Püspöki ou de Komádi,[2])
15 „[Ou] de Szamos, la ville des Luthériens."[3])
Peja Rčak jeta un coup d'œil sur la terre,
Porta son regard sur le lieutenant,
Et, bondissant sur ses jambes de héros,
Leva son verre à la santé de Tukelja:
20 „[C'est) en ton honneur [qu']il se lève, Tukelja;
„Je t'apporterais, moi, Szunok lui-même,
„A plus forte raison, une langue de Calviniste!
„Mais donne-moi trente soldats,
„Que je prendrai dans Arad la ville,
25 „A mon choix, ceux que je sais les plus braves."
Srbin Tukelja lui dit:
„Peja Rčak, mon aile droite!
„Va, je ne t'empêche point, [ni toi], ni une compagnie entière;
„Encore moins, trente soldats!"
30 Alors, le jeune Peja Rčak bondit
Et choisit d'Arad, la ville,

---

radžić), III, (У Бечу (Vienne), 1846), pp. 557—560. — La date de cette composition nous est indiquée par la mention de l'empereur Joseph. Il ne peut être question que de Joseph Ier (1705—1711), puisqu'Arad est appelée „la ville des Confins", dont elle ne fit partie que de 1702 à 1741.

[1]) Аднађ. Karadžić, dans son Dictionnaire, traduit ce mot par „gendarme", mais il signifie proprement „lieutenant"; c'est le magyar *hadnagy*. Les quatre héros du poëme étaient des officiers, comme le montre bien la suite du récit.

[2]) Püspöki et Komádi (nous rétablissons la forme magyare), sont situées dans le comitat de Bihar.

[3]) Szamos-Ujvár, en Transylvanie.

Choisit trente soldats
Et les conduisit à la maison de Tukelja.
Srbin Tukelja leur dit:
35 „Aradais, mes faucons!
„Buvez du vin, mais conservez votre esprit.“
Puis il jeta à ses serviteurs un regard de côté:
„Mes serviteurs, apportez du vin,
„Que les jeunes Aradais boivent!“
40 Ils burent du vin jusqu'au premier chant du coq,
Chacun prétendit valoir dix Calvinistes,
Le lieutenant Baja, quinze,
Peja Rčak, vingt-cinq.
Quand les premiers coqs eurent chanté
45 Les deux jeunes lieutenants se levèrent,
Les trente soldats se levèrent,
Puis, montant sur de bons chevaux,
Ils s'élancèrent vers la damnée Komádi,
Mais Srbin Tukelja dit:
50 „Peja Rčak, mon aile droite!
„Je sais que vous êtes tous alertes;
„Allez sagement; ne périssez pas comme des fous;
„Mais périssez plutôt que de revenir
„Sans quelque langue de Calviniste.“
55 Et ils partirent pour la damnée Komádi,
— [Quand] la blanche aurore parut.
Sur le mur damné de Komádi,
La sentinelle calviniste [les] aperçut
Sur le mur damné de Komádi;
60 Elle cria à Szunok, le général:
„Seigneur! Szunok, le général!
„Voilà justement sous nos murs,
„Voilà toute une compagnie;
„Tue-moi, si ce ne sont des Aradais.“
65 Alors, Szunok, le général, bondit;
Il plaça des sentinelles dans les quatre directions:
„Sur pieds, Magyars calvinistes!
„Rassemblez-vous sur les murs de Komádi!“
Les Calvinistes s'assemblèrent sur les murs.
70 — Quand le jeune lieutenant Baja voit cela,
Il monte sur son cheval;

Les trente soldats montent aussi;
Peja Rčak se couche sur sa selle
Jusqu'à ce qu'il ait compté les Calvinistes [qui sont] sur le rempart,
75 Alors le jeune Peja Rčak s'écrie:
„Chers frères, jeunes Aradais!
„Quand nous avons bu du vin à Arad
„Chez notre [cher] Srbin Tukelja,
„Chacun à prétendu valoir dix Calvinistes.
80 „Le lieutenant Baja, quinze
„Et moi, vingt-cinq;
„Il sont maintenant trois cents; nous sommes trente;
„A chacun dix, et il n'en reste plus!"
Srna, faisant bondir son cheval,
85 S'élance au milieu des Magyars;
Szunok, le général lui dit:
„Va misérable, Srna baïraktar![1])
„Tu as porté loin ta plume d'argent;[2])
„Que je meure si tu la remportes!"
90 Mais Srna, le baïraktar, s'écrie:
„Va, ou je ne remporterai pas ma plume
„Ou je remporterai la tienne avec elle tout-à-l'heure!"
Puis il pousse ses soldats contre les Calvinistes;
Il se tourne et retourne avec furie
95 Et trois fois il s'élance sur le rempart.
Mais Szunok, le géréral, s'écrie;
„Allons, misérables, Magyars calvinistes!
„Quand vous buvez du vin dans les auberges
„Et dans notre damnée Komádi,
100 „Chacun prétend valoir deux soldats;
„Et maintenant vous êtes trois cents; eux trente
„Que peuvent faire trente soldats!"
Mais le jeune Peja Rčak s'écrie:
„Lieutenant Baja, à moi, frère, par Dieu!
105 „Arrête un peu, que nous voyions [notre] troupe.
Baja s'arrête et ils regardent la troupe;

---

[1]) Mot turc adopté par les Serbes, qui signifie „porte-drapeau".

[2]) Челенка, plume d'argent que, d'après une usage barbare, les Serbes portaient à leur coiffure, pour marquer les têtes qu'ils avaient coupées à leurs ennemis.

Grâce à Dieu, toute la troupe est ensemble
Srna d'Arad est blessé;
[Mais] sa blessure n'est pas encore grave
110 Et nulle part il n'en laisse voir d'autre;
Alors de nouveau il se tourne et retourne
Et rejette les Calvinistes en arrière.
Le lieutenant Baja prend un lieutenant,
Peja Rčak prend Szunok,
115 Szunok lui-même, le général en chef;
Srna d'Arad accourt;
Il saisit la plume du général;
Avec elle il s'élance aussitôt vers Arad,
Et des trois cents Magyars calvinistes,
120 Des trois cents, trente échappèrent.

Le poëte populaire parle des Calvinistes, mais, on le sent bien, ce n'est pas un antagonisme religieux, c'est une guerre de race qui est allumée entre les deux peuples. La maison d'Autriche, à qui toutes les armes étaient bonnes, ne voyait pas avec déplaisir ces luttes engagées entre deux nations qu'elle méprisait également. Jamais devise n'a été plus fidèlement suivie que celle-ci: diviser pour régner.

Joseph Ier mourut au moment où les mécontents hongrois déposaient les armes (17 avril 1711).

Le métropolitain Podgoričanin le suivit de près au tombeau (19/30 septembre). Ce dernier eut pour successeur Vincent Popović, évêque de Bude, élu par le Congrès national le 6/17 mai 1713. Popović pressa si vivement l'empereur Charles VI, qui dans l'intervalle avait été couronné roi de Hongrie, de reconnaître les priviléges des Serbes que celui-ci ne put s'y refuser. Deux diplômes succesifs du 2 août 1713[1]) et du 10 avril 1715 portèrent confirmation des franchises accordées par Léopold. Charles VI montra d'autant plus d'empressement à se rendre aux sollicitations du Métropolitain que la guerre avec les Turcs recommençait et que le concours des Serbes était indispensable.[2])

---

[1]) Publié à cette date par la Chancellerie antrichienne, et le 8 octobre de la même année par la Chancellerie hongroise.

[2]) Par une de ces contradictions ordinaires à la politique autrichienne, Charles VI n'hésita pas a sanctionner les articles XXXe et CXXVe de la loi votée par la Diète hongroise en 1715. Ces articles renouve-

Le Sultan Achmet III, fier de ses succès contre les Russes, tourna ses armes contre les Vénitiens qui avaient été partie contractante lors du traité de Karlovci (1715). L'Empereur pouvait d'autant moins rester inactif que, deux ans auparavant la Sirmie avait déjà eu à soufrir des incursions de l'ennemi. Il réunit une armée de 140.000 hommes dont le commandement fut confié au prince Eugène.

Celui-ci arriva à l'armée le 17 juillet 1716 et, moins d'un mois après, remporta la sanglante victoire de Petrovaradin (13 août), qui décida du succès de la campagne. Le 25 août, il était sous les murs de Temesvár. La ville résista pendant 48 jours, mais enfin elle tomba, et fut restituée à la Hongrie, après être restée 164 ans au pouvoir des Turcs. Dans son enceinte, vivait à côté des Turcs, une population chrétienne assez nombreuse, composée de Serbes et, sans doute aussi, de Roumains.[1]) Les Serbes possédaient des magistrats particuliers qui subsistèrent après la conquête par les Impériaux; mais l'importance de la place, qui dominait toute la plaine du Banat, décida la cour de Vienne à y envoyer immédiatement des Allemands qui devaient former le premier noyau d'une population germanique.[2])

Ces immigrants reçurent des priviléges qui les mirent dans une situation beaucoup plus favorisée que celle des anciens habitants.

On peut voir dans les histoires du Prince Eugène aussi bien que dans l'ouvrage auquel nous avons déjà renvoyé,[3]) la part que les Serbes et Croates prirent aux campagnes de 1716 et 1717. Monasterli, mort en 1707, n'avait pas été remplacé dans ses hautes

---

laient l'exclusion prononcée en 1687 contre les Non-Catholiques, relativement à la propriété foncière en Croatie et en Slavonie.

[1]) Un évêché serbe avait été fondé à Temesvár avant l'époque du siége, mais postérieurement à 1695, puisque le privilége du 4 mars de cette année nomme Djaković: *Episcopus Temesváriensis, Ienopolitanus.* Le titulaire de cet évêche, Jean Vladisavljević, se trouvait dans la place au moment où elle fut investie par le prince Eugène. Ses sympathies pour les assaillants le firent enfermer par les Turcs. Voy. Böhm, *Gesch. des Temeser Banats,* I, p. 229.

[2]) *Monographie der kön. Freistadt Temesvár*, von Johann N. Preyer, Temesvár, 1853, 8; p. 55. — M. Prayer a retrouvé le sceau des magistrats serbes, lequel portait l'effigie de Saint Georges et cette inscription: *Sigillum . . . Gentis Rascianorum graeci ritus. S. Georgius. 1719.*

[3]) *Die freiwillige Theiln. der Serben und Croaten,* pp. 235—251.

fonctions. Les Allemands avaient bien conféré à Moïse Rašković, descendant d'une ancienne famille serbe,[1]) le titre de colonel des milices serbes, mais l'autorité de ce nouveau chef ne s'étendait point en dehors de la Slavonie.[2])

Pour diminuer l'importance des services rendus par les Rasciens, comme on disait alors, pour leur enlever toute prétention à une autonomie gênante, on avait réparti dans les divers corps de l'armée impériale tous ceux qui n'appartenaient pas aux Confins militaires et on avait placé des Allemands à leur tête. C'est ainsi qu'une colonne serbe, commandée par un bavarois, Étienne Dettin, à qui un auteur contemporain donne le titre de capitaine de la milice rascienne, franchit les Carpathes, pénétra en Valachie, s'empara de Bucarest et enleva l'hospodar Mavrocordato, qui voulait rester fidèle aux Turcs (1716).

Au printemps de l'année suivante, le prince Eugène réunit ses troupes à Futak et résolut de tenter un coup contre Belgrade. Après divers incidents, il réussit à passer la Save et prit position sous les murs de la ville. Le 16 août se livra une bataille mémorable, dans laquelle le grand-vizir accouru pour secourir la place fut complétement défait. La ville se rendit le lendemain.[3])

La perte de Belgrade ne permit pas aux Turcs de se maintenir en Serbie; ils évacuèrent, sans coup férir, Šabac, Rama, Smederevo et Golubac qui furent occupés par les Impériaux, et durent se résigner à la paix. Le traité fut conclu à Požarevac (Passarovitz) le 21 juillet 1718. L'Empereur gardait le Banat et ses conquêtes de Serbie; l'Olto devait former la frontière de la Valachie.

---

[1]) Moïse Rašković était prince de la Vieille-Valachie, c'est-à-dire des montagnes dans lesquelles la Morava prend sa source. En 1688, sur une invitation spéciale de Léopold Ier, il passa en Sirmie, avec ses frères Jean, Élie et Michel, et une nombreuse population. On voit encore à Šarengrad les ruines de la maison qu'il habitait. Stojačković, Черте, p. 46, en note.

[2]) *Colonellus slavonicae nationalis militiae,* porte le diplôme du 8 juillet 1707. Il avait résidence à Šarengrad en Sirmie.

[3]) Cette épisode de la prise de Belgrade est resté très-populaire dans toute la Hongrie méridionale. On connait la chanson allemande:

Prinz Eugenius, der edle Ritter,
Wollt' dem Kaiser wiedrum Kriegen
Stadt und Festung Belgarad; etc.

La guerre achevée, la Cour de Vienne, grâce aux places qu'elle occupait sur le Danube, se crut à tout jamais délivrée des invasions ottomanes, et, dans la sécurité que ses succès lui inspirèrent, n'eut plus que du mépris pour ceux qui y avaient si utilement contribué. Elle accusa les Serbes de se laisser gagner par les Mécontents hongrois qu'eux-mêmes avaient combattus avec tant d'ardeur. A Pécs (Fünfkirchen), une émeute populaire servit de prétexte, en 1720, pour leur interdire l'exercice de leur culte et leur retirer le droit de bourgeoisie.[1])

Il est bien vrai que Rákóczi s'efforcait de rallier les Serbes à sa cause; mais il faut bien se garder de prendre au pied de la lettre ce qu'il écrivait de Rodosto, au duc d'Orléans régent de France, à la date du 24 mai 1722: „Les Rasciens si attachez „à l'Empereur pendant la guerre que je faisois, sont devenus „aujourdui leurs ennemis mortels; ils m'ont deja souvent „offert leurs services depuis que je suis icy, et lors-„qu'ils apprendroient qu'une armée de Moscovites, dont ils sui-„vent la religion, est dans le pais, ils les regarderoient comme „un messie venu pour les délivrer".[2])

Rákóczi, pour intéresser la France à ses prétentions, exagérait les chances favorables qu'il pouvait avoir, et se flattait, d'être assuré du concours des Rasciens, mais rien ne prouve que des offres de service lui aient été faites. Tout porte à croire, au contraire, que l'on disposait des Serbes sans leur agrément, de même que le Tsar, dans le traité du 21 septembre 1707, avait promis à Rákóczi de faire son possible, pour que les Rasciens abandonnassent le parti de l'Empereur.[3])

De vagues soupcons suffirent au Cabinet autrichien pour abandonner les Serbes. Il leur avait promis de faire ériger leurs priviléges en lois par la Diète hongroise, puis, quand cette assemblée se réunit en 1723, il lui soumit l'affaire avec un mauvais vouloir si évident que la Diète se refusa à reconnaître les engagements pris par Léopold. Les Magyars se bornèrent à déclarer qu'ils ne pouvaient consentir au morcellement du royaume de Hongrie, sans même vouloir examiner si les Rasciens taut méprisés n'avaient pas des droits sur les provinces arrachées aux Turcs. La Chan-

---

[1]) Voy. M. Haas, *Gedenkbuch der k. fr. Stadt Fünfkirchen*, p. 74.

[2]) Voy. Fiedler, *Acktenstücke zur Geschichte Franz Rákóczy's*, dans les *Fontes rerum Austriacarum*, T. XVII, p. 520.

[3]) Fiedler, *loc. cit.*, II. *Abtheil.*, IX, p. 67.

cellerie aulique déclara qu'elle n'y pouvait rien et laissa la Diète voter des lois qui étaient la violation la plus flagrante des promesses impériales.

L'art. LXIe de la loi hongroise de 1723 (De migratione Taxalistarum et aliorum quorumcunque Ignobilium limitanda) réduisit les colons serbes à l'état de serfs; ils furent désormais attachés à la glèbe. Nou seulement ils ne purent point regagner leur pays d'origine, comme Léopold le leur avait fait espérer en 1791, mais ils ne purent même pas se déplacer d'un lieu à un autre dans l'intérieur du royaume; ils devenaient en quelque sorte la chose des seigneurs féodaux.

L'art. LXIXe de cette même loi introduisait une exception en faveur du clergé grec-uni. Les fils des prêtres qui reconnaissaient l'union avec Rome ne devaient point être réduits à la condition de serfs, pourvus qu'ils fussent instruits et entrassent dans les ordres. Les Jésuites n'ayant pu forcer ceux d'entre les prêtres grecs qui avaient accepté l'union à adopter le célibat, voulaient se faire une arme de l'amour paternel et espéraient, que le désir de voir leurs fils libres porterait le clergé grec à subir leur domination. Ils se proposaient tout au moins d'assurer le recrutement de ces prêtres à demi renégats, trop peu nombreux à leur gré.

L'art. LXXXVe mettait dans tout son jour la tyrannie des Magyars et leur mépris des engagements contractés. On se rappelle que Mathias Corvin et Vladislas avaient exempté les populations du rite oriental de la dîme payée par les paysans au clergé catholique, et que cette exemption avait été de nouveau consacrée par Léopold.[1]) Un conflit survenu entre l'évêque de Nagy-Várad[2]) et les populations serbes et roumaines du voisinage fournit aux Magyars l'occasion de revenir sur les lois qu'eux-mêmes avaient édictées. Toutefois, ils n'osèrent pas se montrer

---

[1]) Voy. pp. 42 et 80.

[2]) L'évêché catholique de Nagy-Várad n'avait pu être occupé par ses titulaires pendant les dernières guerres avec les Turcs. Il fut restauré par Léopold Ier qui lui rendit tous ses biens *jure postliminii* et, pour augmenter l'influence de l'évêque, lui conféra à perpétuité le titre de *főispán* du comitat de Bihar. Le prélat ainsi doté n'avait point ou n'avait guère de fidèles, les Serbes et les Roumains étant à peu près seuls revenus habiter ces contrées dépeuplés, mais c'était à lui de s'en faire, à l'aide de ses revenus et de son autorité à la fois civile et religieuse. On verra plus loin qu'il n'avait pas d'autre mission.

directement parjures; ils décidèrent que l'Empereur, autrement dit le Roi de Hongrie, statuerait sur les difficultés qui s'étaient élevés à Nagy-Várad et sur les difficultés analogues qui pourraient surgir ailleurs. Ils pouvaient compter sur les Allemands pour mettre aux Serbes le couteau sous la gorge.[1])

Enfin, l'article LXXXVIe portait confirmation des lois antérieures qui excluaient les Non-Catholiques de la propriété foncière en Croatie et en Slavonie.

L'intolérance des Magyars fit que les Serbes considérèrent comme un bienfait l'érection des Confins militaires. Les Confins de la Slavonie, de la Tisza et de la Maros remontaient à 1702; ceux du Banat furent organisés en 1724. Bien que le commandement fût presque toujours confié à des officiers allemands, les Serbes enrôlés dans ces territoires avaient du moins la satisfaction de se sentir compacts; de plus, ils relevaient directement de l'administration de la guerre autrichienne, dont le siége était à Vienne et n'avaient pas à subir l'ingérence des Magyars; ils n'avaient en un mot qu'un maître, tandis que les Serbes établis dans les comitats en avaient deux.

Le métropolitain, Vincent Popović, était hors d'état de rien faire pour apporter quelque adoucissement au sort de sa nation.

---

[1]) Léopold avait, comme on l'a vu, promis au clergé grec-oriental le produit de la dîme. Le gouvernement autrichien ayant eu besoin de grain, pendant les guerres avec les Turcs se réserva le droit de percevoir la dîme en nature en Sirmie et en Slavonie, et assigna au patriarche, à titre de compensation, une somme annuelle de 3000 florins sur le trésor *(ex camerali)*. Cette indemnité fut plus tard portée au double, mais 6000 florins étaient un bien faible équivalent pour la dîme de deux provinces.

La même chose se passa dans le Banat, où le métropolitain percevait la dîme sous le nom de *knezovske dukate*. L'administration impériale se les attribua et accorda en retour au clergé grec-oriental une allocation annuelle de 3000 florins.

La perception de la dîme donna naissance à une foule de querelles entre les Serbes et les Roumains, d'une part, et les évêques catholiques, d'autre part. Une *Commissio delegata*, instituée à Pest en 1725, fut chargée d'examiner les réclamations des deux parties. Elle déposa son rapport deux ans après, concluant à ce que le droit de prélever la dîme fût refuse aux évêques non unis, et à ce que l'exemption du droit perçu au profit du clergé catholique fût restreinte aux habitants des Confins. En dépit de ce rapport, la question resta indécise jusqu'en 1790. Voy. Čaplovič, II, p. 54.

Il mourut le 13/24 octobre 1725 et eut pour successeur Moïse Petrović, élu le 16 mars 1727, au congrès de Karlovci. Celui-ci transporta son siége à Belgrade et voulut étendre son influence religieuse sinon politique, sur les deux rives du Danube et de la Save, mais il ne tarda pas à mourir (27 juillet 1730 v. s.). Sa seule consolation avait été d'obtenir de Charles VI en 1727, une nouvelle confirmation provisoire des priviléges nationaux, par un mandatum protectorium. Mais que pouvaient les paroles impériales contre l'hostilité de la noblesse hongroise?

Vincent Joanović, évêque d'Arad, qui fut élu métropolitain après Moïse Petrović (7 mars 1731) ne fut pas plus heureux que ce dernier dans les efforts qu'il fit pour faire reconnaître les droits nationaux.[1])

La situation des Serbes établis dans les Confins militaires, sans être brillante, avait du moins les avantages de la régularité et convenait à leur nature belliqueuse, mais ceux qui étaient restés dans les comitats, réduits par la loi de 1721 à la condition de serfs, voyaient s'accroître chaque jour la brutalité et les exigences de leurs maîtres. Malgré un mandatum protectorium de 1735, les choses en vinrent à ce point qu'un soulèvement éclata au nord de la Maros.

Un capitaine des confins de la Bačka, Pierre Segedinac, connu aussi sous le simple nom de Pero, Jean Sebestyén, André Pasztor et Jean Szilási étaient à la tête du mouvement. Malgré leurs noms magyars, ces trois derniers étaient des Serbes comme Pero. Le peuple, jaloux par dessus tout de recouvrer son indépendance religieuse sans cesse contestée, ne demandait qu'à prendre les armes pour faire reconnaître ses droits. Bientôt une troupe d'environ 7000 hommes fut réunie dans le comitat de Békés. L'ardeur était grande parmi les insurgés, mais l'organisation leur faisait absolument défaut. Sentant eux-mêmes combien un chef leur était nécessaire, ils eurent l'idée de s'adresser à Rákóczi, dont ils ignoraient la mort survenue dans l'intervalle à Radosto.

---

[1]) Vincent Joanović fut un des prélats les plus éclairés que les Serbes aient eus. Il fonda les écoles latines de Karlovci, d'Osjek (Esseg), et de Dalj. Il créa un régiment de hussards serbes, dont il fut d'abord colonel et propriétaire, et qui se distingua en Italie. En 1736, la propriété de ce régiment passa au prince Cantacuzène. Čaplovič, II, p. 67. — Joanović composa des règlements ecclésiastiques au sujet desquels on peut consulter Šafařík, *Gesch. der südslaw. Lit.*, III, p. 301.

Tandis qu'ils délibéraient sur la conduite à tenir, quelques gentils-hommes protestants du voisinage: Etienne Orczi, Jean Beleznay, Pierre Halász, Pierre Podhradeczki, etc. provoquèrent une levée des comitats magyars. Des renforts leur arrivèrent de Túr, de Rácz-Böszörményi[1]) et de Vanya et ils se jetèrent immédiatement sur les rebelles, avec la supériorité que donne une organisation même défectuense sur des bandes désordonnées. La rencontre eut lieu à Erdőhegy, sur les bords de la Kőrös blanche, dans le district de Zaránd, au moment où Pero et sa troupe se disposaient à tenter un coup de main contre Arad. Les Serbes furent défaits et dispersés. Beaucoup d'entre eux restèrent sur le champ de bataille; 1400 environ furent faits prisonniers.[2])

Les Magyars voulurent faire des exemples. Les quatre chefs cités plus haut, puis Paul Matula, Etienne Barta, Michel Santu et Pierre Szabó furent roués; quatre autres malheureux, tirés au sort parmi les prisonniers, furent décapités; enfin le reste fut puni des travaux forcés ou du fouet (1er avril 1736). Tel était le sort réservé à ceux qui voulaient rappeler aux Magyars et aux Allemands que les Serbes avaient le droit de vivre libres en Hongrie, le droit tout au moins de s'y livrer sans entraves aux pratiques de leur foi!

Le souvenir de l'insurrection de 1736 et de la répression qui la suivit, n'empêcha pas les Serbes de rendre de nouveaux services à la maison d'Autriche dans la guerre qui s'engagea cette même année.[3])

Charles VI avait conclu avec la Russie une alliance offensive et défensive et ne put rester neutre quand la Porte fit marcher

---

[1]) Cette ville est une de celles qui furent cédées par le roi de Hongrie à Georges Branković et reçurent alors des réfugiés serbes, comme l'indique son surnom de *Rácz*. (Voy. ci-dessus, p. 34.) La part que ses habitants prirent à l'expédition contre les rebelles du Comitat de Bekes semble prouver que, dès le siècle dernier, la population serbe dont on ne retrouve plus guère de traces aujourd'hui, avait émigré, ou s'était fondue avec les Magyars.

[2]) Voy., sur Pero Segedinac, les extraits des procès-verbaux du comitat de Bekes insérés par M. Éméric Palugyai dans son *Histoire de Hongrie (Magyarország Története)*, T. IV (Pest, 1855, in-8), pp. 4 sqq.

[3]) Ce souvenir s'est paraît-il, conservé dans le peuple. M. Stojačković rapporte (Черте, p. 52, note 1) avoir ouï dire à un capitaine en retraite, établi à Karlovci, M. Ostojić, que celui-ci avait entendu, en Croatie dans sa jeunesse, des chants populaires relatifs à Pero.

ses troupes contre Anne Ivanovna. Il publia une patente dans laquelle il développait les causes de la guerre et se prépara à entrer en campagne.

Au printemps de 1737, les forces impériales se réunirent sur le Danube et le commandement en fut confié au duc François de Lorraine, qui venait d'épouser Marie Thérese.

Plusieurs généraux renommés: Seckendorf, Khevenhüller, Schmettau, le Prince de Saxe-Hildburghausen servaient en second dans cette année,[1]) mais dès le premier jour on sentit que l'unité de direction n'existait point. Le Prince de Saxe, qui voulait manœuvrer à sa guise, se fit battre à Banjaluka. Ali-Pacha, guidé par le célèbre Bonneval, pénétra dans Vidin, et Niš même, dont les Impériaux s'étaient rendus maîtres, lui fut livré par le trop fameux général Doxat, plutôt par ineptie que par trahison. François de Lorraine et les autres chefs de l'armée repassèrent le Danube en désordre et durent prendre position dans les montagnes qui ferment le chemin de la Transylvanie.

Les malheureuses populations que l'on avait attirées dans la plaine du Banat, à qui l'on avait promis le repos et la paix, se virent exposées à toutes les horreurs d'une guerre plus acharnée peut-être que les précédentes. Les colons italiens que Mercy avait établis à Temesvár et à Mercydorf, les Catalans de Uj-Arad, bon nombre d'Allemands que l'espoir du commerce avait amenés dans les villes renaissantes, quittèrent cette contrée désolée pour n'y plus revenir. Le poids de la guerre retomba presque entièrement sur les familles serbes et roumaines, dont tous les hommes valides étaient retenus sous les drapeaux. L'incapacité des généraux allemands ne leur permettait pas de porter secours à leurs femmes, à leurs enfants abandonnés à la brutalité des Turcs.

En Croatie, le peuple avait à soufrir de maux différents, mais n'était guère plus heureux que dans le Banat.

Les exactions des seigneurs croates, dignes émules des propriétaires magyars, étaient pour les paysans une cause de plaintes continuelles. On craignit une révolte et, pour l'empêcher, le comte Khevenhüller, qui commandait à Osjek, obtint en 1735, que les Confins de la Slavonie, rendus, dès l'année 1702, à l'administration

---

[1]) L'armée comptait 30.000 Serbes, tant infanterie que cavalerie. Voy. *Die freiwill. Theiln. der Serb. u. Croaten*, p. 262.

civile, seraient soumis de nouveau au régime militaire.[1]) Comme cette réorganisation laissa subsister les abus que l'on avait constatés dans la Croatie propre, Charles VI fit publier, le 22 mai 1737, une patente urbariale,[2]) dans laquelle il apportait quelques ménagements à la condition des serfs. Mais la noblesse croate rechercha les exemplaires de cette patente avec tant de soin pour les détruire qu'elle passa inaperçue ; elle serait inconnue aujourd'hui s'il ne s'en était conservé fortuitement un exemplaire à Karlovci, exemplaire que le métropolitain Stratimirović communiqua plus tard à Pfahler.[3])

Cette même année 1737, une commission aulique fut chargée de régler les questions de propriété relatives aux territoires que les Turcs avaient cédés à l'Empire par la paix de Požarevac, et d'établir des colons serbes sur ces territoires, mais la guerre interrompit les travaux de cette commission sur laquelle nous avouons n'avoir rencontré aucun document précis.[4])

Le métropolitain Vincent Joanović mourut à Belgrade le 6/17 juin 1737. Au lieu de lui faire élire un successeur par le Congrès national serbe, ainsi qu'il avait été élu lui-même, la Cour de Vienne eut l'idée d'offrir la direction de l'église orientale de Hongrie à Arsène Joanović Šakabent qui occupait le siége patriarcal de Peć, ce même siége que Črnojević avait quitté pour venir s'établir sous la protection des armées impériales.

En portant ses vues sur un prélat de la Vieille-Serbie, le Cabinet autrichien se flattait d'exciter chez la population chrétienne des Balkans une nouvelle ardeur pour la guerre entreprise contre les Turcs. Joanović, par son influence religieuse, rendrait les mêmes services que Črnojević et amènerait sans doute une immigration nouvelle vers la Hongrie. C'est en effet ce qui arriva.

Le patriarche quitta Peć avec les principaux membres de son clergé et arriva à Belgrade le 6/17 septembre.[5]) Il était suivi

---

[1]) Bartenstein, p. 61 ; Gyurikovics, *De situ et ambitu Slavoniae et Croatiae* (Pestini, 1844, in-8), p. 49.

[2]) On donnait le nom *d'urbarium* aux dispositions qui réglaient la condition respective des seigneurs et des serfs.

[3]) Voy. K. Pfahler, *Jus Georgicon Regni Hungariae*, pp. 121 sqq. de l'introduction historique.

[4]) Voy. pourtant les noms des commissaires dans Bidermann, *Russ. Umtriebe*, p. 42, note 24.

[5]) Гласникъ, VI, p. 50 ; Stojačković, Черте, p. 46. — Les dates indiquent

d'Athanase Rašković, proche parent du Moïse Rašković dont il à été parlé plus haut, lequel amenait avec lui une troupe de 1500 hommes prêts à marcher à l'ennemi.[1])

C'était surtout de ce renfort que les Impériaux avaient besoin; aussi ne marchandèrent-ils pas à Athanase Rašković, le grade de colonel, tandis qu'il se montrèrent plus réservés envers Joanović. On évita de le reconnaître formellement; il fut considéré comme exerçant par interim les fonctions de métropolitain. Les Serbes avaient pourtant témoigné déjà à diverses reprises de l'importance qu'ils attachaient à ce que leur chef ecclésiastique portât le titre de patriarche; une conférence réunie à Vienne en 1734 s'était prononcée pour le rétablissement de cette dignité, mais la Chancellerie aulique ne pouvait ainsi rompre avec ses errements du passé; elle devait toujours promettre et ne point tenir.[2])

De nouvelles et plus graves préoccupations vinrent du reste absorber l'attention des hommes d'état. Aux horreurs de la guerre vinrent bientôt se joindre celles de la peste. Ce qui restait d'habitants dans le Banat devint la proie du fléau. Les ravages exercées par la contagion furent tels que l'administration impériale dut établir un cordon sanitaire sur la Tisza et sur la Maros. Toute communication fut interrompue entre le pays envahi et le reste de la monarchie. On ne saura jamais combien de victimes succombèrent alors, sans qu'on pût leur porter secours; il dut se faire un vide sensible dans les rangs des Serbes de la Hongrie.[3])

La peste dura à Temesvár depuis le commencement de l'année 1738, jusqu'à la fin de mars 1739, et ne disparut de la campagne que longtemps après à la fin de l'année 1740. Dans l'intervalle, les Turcs ne restèrent pas inactifs. Ils s'emparèrent d'Orsova (27 mai 1738) et se rendirent maîtres de la route établie dans les montagnes, route qui met la Transylvanie en communication avec le Danube.

---

avec quelle promptitude les Allemands décidèrent le Patriarche à transporter sa résidence à Belgrade. La négociation fut sans doute conduite oralement, par un envoyé spécial. Nous n'avons pu retrouver aucune correspondance qui en donnât le détail.

[1]) Les soldats amenés par Arsène Joanović étaient pour la plupart des Albanais, ou Clémentins. Ils se sont, par la suite, fondus dans la population serbe.

[2]) Cf. Jireček, *Hierarchie*, p. 15.

[3]) Böhm. *l. c.*, I, pp. 233 sqq.

En possession de cette partie du pays, les Turcs forcèrent un certain nombre de paysans roumains à se joindre à eux et leur donnèrent un costume oriental qui les rendit d'abord méconnaissables aux Impériaux. D'autres, poussés par la faim, privés de toute ressource par la guerre et la peste, se rallièrent à ceux qui avaient été ainsi contraints de prendre les armes. Ainsi se formèrent plusieurs bandes de pillards ignorants, dont les Turcs cherchèrent à se faire des auxiliaires. Il se peut que les Magyars réveillent, à quelque jour, le souvenir de cette espèce de jacquerie et veuillent s'en faire une arme contre les Roumains; mais tout ce qu'en racontent les auteurs contemporains représente ces malheureux paysans comme plus à plaindre qu'à blâmer. D'ailleurs, les insurgés revenaient à la raison dès qu'ils étaient éclairés. C'est ainsi que les Princes de Lorraine s'étant égarés à la chasse, non loin de Temesvár, furent surpris par une bande roumaine, et que le chef de cette bande, nommé Pierre Vancia, au lieu de leur faire un mauvais parti, implora leur pardon, s'offrit à leur servir de guide et leur resta toujours attaché.[1])

Quoi qu'il en soit, les Impériaux durent agir contre les insurgés, et c'est aux Serbes, que leur connaissance du pays et leur intrépidité fit donner cette mission. Stanislas Marković, qui avait succédé à Jean Guršić, comme chef de la milice rascienne, ne se conforma que trop bien aux ordres qui lui furent donnés. Il atteignit plusieurs bandes qu'il défit, massacra impitoyablement tous les prisonniers qu'il put faire, et brûla plus de 50 villages roumains (février 1739). Les Allemands eux-mêmes trouvèrent que Marković avait été trop loin et ouvrirent contre lui un commencement d'instruction; mais enfin ils pensèrent que le sang de quelques misérables Valaques, lors même qu'il aurait été répandu injustement, ne valait pas une réparation. Marković leur avait rendu service, non seulement en les délivrant d'insurgés incommodes, mais encore en semant une cause de discorde entre les Roumains et les Serbes. Marković fut donc relaché et remis à la tête de ses soldats. Bien plus, le comte de Wallis, qui commandait en chef, lui fit décerner une chaîne d'or, qui lui fut remise à Belgrade, en présence de tous les officiers de l'armée impériale. Homme grossier, mais dévoué, son ignorance et sa cruanté devaient lui mériter la faveur des Allemands.[2])

[1]) Griselini, I, p. 168; Böhm. I, p. 242.

[2]) *Die freiw. Teiln. der Serb. u. Croaten,* pp. 268 sq.

La victoire remportée par Marković contre les insurgés roumains fut le seul succès obtenu par les Impériaux durant cette guerre. Soit que tous leurs généraux fussent incapables, soit que les entraves apportées au libre exercice du commandement par le Conseil de guerre de la Cour, rendissent leurs efforts stériles, il firent tous mauvaise figure devant l'ennemi. Battus à Krocka en Serbie, le 22 juillet 1739, ils n'avaient plus que Belgrade sur la rive droite du Danube, en aval de la Save; mais cette place était en état de soutenir un siége. Aussi, ne peut-on s'expliquer la légèreté incroyable avec laquelle le comte de Neiperg signa le 1er septembre de la même année des préliminaires de paix, dont la première condition était l'abandon de Belgrade. La paix définitive fut signée quinze jours après et confirmée par l'Empereur le 2 octobre. On en connait les conditions. La Porte rentrait en possession de la Serbie et recevait Belgrade et Šabac, avec le matériel que renfermaient ces deux places. Les Impériaux conservaient le Banat de la Temes, dont la limite orientale devait être formée par la Črna; ils devaient démanteler Mehadia, Uj-Palanka, Kubin et Pančevo.

Tel fut ce traité de 1739, dont Charles VI resentit toute l'humiliation et auquel il ne survécut guère plus d'une année. Le 20 octobre 1740, Marie-Thérèse prit possession des états de son père. Si divers compétiteurs pouvaient se disputer la couronne impériale, l'héritière des Habsbourg dominait sans conteste sur la Hongrie. Rákóczi n'avait point laissé de fils qui pût aspirer à ressusciter l'indépendance du royaume de Saint-Étienne, en sorte que l'autorité de la Reine fut universellement reconnue.

Les Serbes pensèrent que le commencement d'un règne était un moment favorable pour réclamer la confirmation de leurs priviléges. La clémence dont la Reine usa envers quelques Serbes de Bude, poursuivis pour rébellion [1]) leur donnait confiance et ils crurent pouvoir obtenir le redressement des injustices dont ils avaient à se plaindre. Ils voulaient surtout voir leurs priviléges recevoir une forme définitive. La Diète hongroise, qui se réunit en 1741, se chargea de leur répondre. Loin de songer à élever les concessions faites aux Serbes par Léopold, au rang des lois du royaume, les Magyars étaient animés d'un esprit plus égoïste, plus

[1]) Voy. E. T. Miller, *Epitome vicissitudinum et rerum memorabilium de libera Regia Urbe Budensi* (Budae, 1760), p. 140; Linzbauer, *Codex sanitario-medicinalis Hungariae*, II, p. 132.

étroit que jamais. Les embarras suscités à Marie-Thérèse en Autriche la mettaient à leur merci, et ils ne manquèrent point d'exploiter cette situation favorable.

La première mesure votée par la Diète fut la suppression des Confins militaires organisés en Sirmie, dans la Basse Slavonie, dans les comitats de Bács, Bodrog, Csongrád, Arad, Csanád et Zaránd, enfin dans le Banat de la Temes (Art. XVIIIe de la loi de 1741).[1]) Cette suppression portait le coup le plus sensible aux Serbes, qui constituaient la population exclusive des régiments dissous, excepté dans la partie orientale du Banat et sur la rive droite de la Maros, où ils se trouvaient mêlés aux Roumains. On a vu que le régime militaire, malgré les sacrifices qu'il leur imposait, était regardé par eux comme un bienfait, en ce qu'il les mettait à l'abri des exactions magyares, plus odieuses encore que la domination allemande. La Diète avait hâte d'imposer ses lois à cette partie du territoire et de remplacer les officiers autrichiens par les gentilshommes rapaces de ses comitats. La Reine dut céder.

Tout ce qu'elle put obtenir de la Diète, d'après les conseils du Palatin et du Primat, à qui le danger n'avait pas échappé, ce fut le maintien provisoire des frontières militaires jusqu'à la paix; mais cette noblesse ambitieuse qui représentait en Hongrie la tradition magyare, espérait bien, à la prochaine occasion, arracher à la couronne la complète abolition des Confins. Tout n'était pas désintéressé chez les Magnats, alors qu'ils criaient: Moriamur pro rege nostro! Ils n'avaient d'autre pensée que de vendre cher leur concours. Les Serbes, comme les autres Slaves de la

[1]) Quarante-six petites places ou *palankas* avaient été détachées des comitats de Bács, Bodrog, Csongrád, Arad, Csanád et Zaránd et constituaient, en dehors du Banat, la frontière militaire qu'il s'agissait de détruire. De ces 46 places, 15 relevaient de Szeged, savoir: Szeged, Martonoš, Kaniža, Zenta, Ostrova, Moholj, Petrovo Selo, Földvár, Beče, Čurog, Zablja, Szent-Tamás, Brestovac, Zombor et Szabadka; 25 relevaient d'Arad, savoir: Arad, Šimand, Orovilj, Gabi, Piperszkiszallása, Glogovac, Mandorlak, Szabadhely, Čičer, Paulis, Šoljmoš, Ohova, Boros-Jenő, Világos, Galša, Moroda, Agriš, Šikula, Kondrato, Gurba, Pečka, Semlak, Šajtin, Nagylak, Csanád; enfin 6 ressortissaient à Petrovaradin, savoir: Petrovaradin, Kovilj, Vilova, Titel, Palanka, Čenje. M. Szalay, qui nous donne ces renseignements n'évalue pas à plus de 20.000 individus la population serbe de ces *palankas* (*Rechtsverh.*, p. 43), mais ce nombre ne doit sans doute être entendu que des hommes en état de porter les armes, déduction faite des invalides, des femmes et des enfants.

Hongrie, et comme les Roumains, n'étaient que des marchandises que les Allemands et les Magyars vendaient et achetaient[1]).

La Diète de 1741 ne s'arrêta pas en si beau chemin; elle voulut, pour couronner dignement son œuvre, témoigner de son zèle pour la vraie religion, et le fit aux dépens des Serbes de la Sirmie et de la Slavonie. L'Article XLVIe de la loi de cette année[2]) porte que ceux qui refuseront de se soumettre à l'autorité de la sainte église catholique, ne pourront exercer aucune fonction ni emploi. Bien plus, on ne reconnait au métropolitain du rite grec aucune espèce de juridiction sur le clergé, ou sur les fidèles de la Croatie et de la Slavonie. L'administration royale devra prononcer sur les conflits nés et à naître, et surtout veiller à ce que les évêques grecs ne se rendent coupables d'aucun excès.[3])

fl eût été difficile au clergé serbe de se livrer à des excès de pouvoir, alors qu'il était déshérité au profit des prêtres romains. La loi de 1741 n'avait donc pas pour objet de mettre un terme à des empiètements dont il se serait rendu coupable; elle ne devait servir qu'à donner une apparence de légalité aux persécutions religieuses dont la Slavonie était le théâtre.

Nous avons parlé de l'évêque grec établi au monastère de Marča et des intrigues auxquelles se livra Zorčić pour faire accepter aux Serbes du voisinage l'union avec Rome. Après un in-

---

[1]) C'est dans cette même session de 1741 que le *Judex Curiae* déclara publiquement que Bude ne conviendrait pas à la résidence royale, tant que la *canaille* serbe *(plebis rascianae faex)* y serait établie! Cf. Bidermann, *Russische Umtriebe in Ungarn* (Innsbruck, 1867, in-8), p. 9.

[2]) *De una, eaque sola vera Romano-Catholica fide in Regnis Dalmatiae, Croatiae et Sclavoniae ultro conservanda.* — Comme le remarque M. Szalay, la Slavonie légale ne comprenait à cette époque que les comitats de Varaždin, de Zagreb et de Križevac; le reste du pays, correspondant aux comitats actuels de Sirmie, de Požega et de Verovitica, n'avait pas encore été *réincorporé* dans les provinces civiles.

[3]) M. Szalay s'attache avec une grande ardeur à démonter que les Magyars ne poursuivaient que l'extension de l'administratiton civile, et voulaient simplement faire rentrer les colonies serbes dans le droit commun. Selon lui, c'est sur les Croates seuls que retomberait la responsabilité des restrictions apportées en 1741 à la liberté religieuse. Quelles que fussent les demandes communiquées à la Diète hongroise par les États de la Croatie et de la Slavonie, on sait bien que ceux-ci se faisaient simplement l'écho des prétentions magyares. Cf. *Szerb Telepek*, pp. 49 sqq; *Rechtsverh.*, pp. 43 sqq.

tervalle de paix, les Jésuites trouvèrent un nouvel auxiliaire dans l'un des successeurs de Zorčić, Georges Jugović. Celui-ci consentit à se rendre à Rome, pour y reconnaître l'autorité du Pape, et voulut, à son retour, l'imposer aux fidèles. Il s'ensuivit une émeute que le général Heister réussit à comprimer (1718).

Raphaël Marković qui remplaça Jugović, marcha sur ses traces. A peine avait-il été installé par le général comte Königsegg, qu'il accepta solennellement l'union et se prépara à la l'imposer au peuple, même par la force. L'indignation mal contenue des Serbes éclata cette fois avec violence. Le Conseil de guerre de la Cour voulut faire le recensement des Grecs-Unis de la Slavonie et il ne s'en trouva pas un seul! Pour cacher la honte de cette défaite, les Jésuites organisèrent une véritable persécution Les prêtres qui refusèrent de proclamer l'union furent jetés en prison, où beaucoup périrent de faim et de misère. Au nombre des victimes, on compta l'hégoumène du monastère de Lepavina, Kondrat, qui un jour tomba percé de balles sur le seuil de son église. Le général Petazzi, digne instrument des Jésuites, ne se fit pas faute de faire bâtonner les prêtres récalcitrants.

Les choses en vinrent à ce point que l'administration impériale dut éloigner Marković et ses complices, Georges Vučenović et Sylvestre Palković. Un évêque du rite oriental, Siméon Filipović, fut installé à Marča (1735).

C'était là une fausse espérance. Le Conseil de guerre de la Cour, plus désireux de gagner des âmes pour le ciel, ou plutôt de complaire aux Jésuites, que d'organiser l'armée impériale, ordonna au général Strassoldo de réinstaller Sylvestre Palković à Marča, en qualité d'évêque uni. Alors les Serbes s'insurgèrent; 600 se réunirent en armes à Časma et ne se dispersèrent que sur les bonnes paroles de Strassoldo. Ses promesses demeurant sans effet, de nouvelles émeutes se produisirent.

Le 8 septembre 1737, tandis qu'on célébrait une cérémonie à Križevac (Kreutz), les Serbes prirent les armes et voulurent chasser l'évêque. Palković prevint le danger par la fuite; il se réfugia à Zagreb, où il mourut.

Un aventurier, nommé Pasić, qu'on lui donna pour successeur, voulut l'année suivante, recommencer la lutte, mais il éprouva le même sort; il dut, à son tour, se cacher à Zagreb. Les Jésuites s'en prirent à l'évêque Filipović, dont ils ne pouvaient écarter l'influence, et c'est contre lui que fut dirigé l'ar-

ticle XLVIe de la loi de 1741.[1]) La Diète ordonnait une enquête, mais avant que le résultat de l'enquête fut connu, l'inculpé était dépouillé de toute autorité ecclésiastique.[2])

L'union ne faisait guère plus de progrès dans les autres diocèses où le Cabinet de Vienne cherchait à la faire triompher. Ce qui se passait à Nagy-Várad ressemblait fort aux évènements de la Slavonie. Nous avons dit dans quelle intention Léopold Ier avait restauré l'évêché latin de cette ville; le succès ne répondit que médiocrement à ses vues. En 1734, Charles VI, s'inspirant des mêmes sentiments, décida que, de ses immenses revenus, l'évêque ne toucherait personellement que 17.000 florins, et que le reste serait employé pro bono unionis.

La cupidité du prélat catholique rendit ce règlement illusoire; aussi, pour le forcer de s'occuper des intérêts de l'union, lui donna-t-on pour coadjuteur un ancien moine grec converti, Mélitée Kovač, dout le fanatisme inspirait confiance.

Kovač voulut tout d'abord percevoir la dîme à son profit, sans tenir compte des lois hongroises qui en exemptaient les membres de l'église orientale. Ses exactions qui furent la cause principale du soulèvement de Pero Segedinac, ne purent passer inaperçues et un décret de la Cour de 1736 lui rappela que la violence n'est pas le meilleur moyen d'amener des conversions; il devait s'en abstenir, „ne dum si quis ex non Unitis unionem am-„plectitur, per id deterioris quam antea fuerat conditionis, quoad „temporalia reddatur". Il n'y avait pas là de quoi arrêter un grand seigneur magyar, et Nicolas IV, comte Csáky de Kereszt-szeg, qui occupait le siége de Nagy-Várad, ne pouvait donner tort à son agent Kovač. Mettant à profit sa dignité de főis-pán

---

[1]) Čapovič, II, pp. 23 sqq.

[2]) Rien de plus odieux que le texte de cette loi auquel le lecteur fera bien de se reporter. Dans le préambule, les États exaltent la clémence toute *maternelle* avec laquelle Marie-Thérèse veut maintenir les droits exclusifs de la vraie religion, puis ils confirment, dans le paragraphe 1er les mesures qu'elles à prises à ce sujet. Le second paragraphe renouvelle les dispositions de l'article LXXXVIe de la loi de 1723 et déclare exclus du droit de propriété en Croatie et en Slavonie, ceux qui ne font point profession de la foi catholique romaine; non seulement ils ne pourront être propriétaires, mais ils sont incapables d'administrer les biens d'autrui. Les quatre derniers paragraphes sont relatifs à Siméon Filipović et à ses prétendus empiétements. Voy. *Corpus Juris hung.*, ed. 1779, II, p. 200.

du comitat de Bihar, il convoqua, l'année suivante, une commission au sein de laquelle il invita les communautés grecques-orientales à se faire représenter par des délégués. Là, tout fut mis en œuvre pour amener la proclamation de l'union. Csáky, sourd aux protestations des malheureux prêtres serbes et roumains, fit grand bruit de son triomphe. Il annonça qu'il n'y avait plus de Schismatiques dans son diocèse et que désormais la dîme pourrait être perçue régulièrement. Les communautés serbes n'eurent d'autre ressource que de renouveler leurs doléances, mais nul ne devait se faire illusion sur l'inutilité de ces plaintes. L'Évêque hongrois fit simplement bâtonner les délégués et crut étouffer le scandale en distribuant quelque argent au bas clergé, qu'il se vantait d'avoir converti. Son successeur, le comte Paul Forgács de Ghymes (1747—1757) suivit les mêmes errements. Les prêtres qui refusèrent d'accepter l'union furent chassés du diocèse, et la dîme fut prélevée avec la dernière rigueur.[1])

On pourrait écrire une longue histoire si l'on voulait raconter en détail les épreuves que l'église orientale eut à subir en Hongrie. Les Serbes qui avaient quitté les provinces turques, sur la foi des promesses de Léopold, ne durent-ils pas bien souvent regretter leurs anciens maîtres? L'oppression ottomane n'allait pas jusqu'à inquiéter les populations conquises dans l'exercice de leur culte. Ils avaient converti des églises en mosquées, mais ils avaient laissé les Chrétiens en construire d'autres, et ne songeaient pas à poursuivre leurs prêtres. L'indifférence, ou le mépris, leur donnait une tolérance inconnue aux Magyars et aux Allemands.

On conçoit que dans ces temps de trouble, la situation du Métropolitain dût être fort difficile. Arsène Joanović, qui, depuis 1737, était revêtu de cette dignité, avait été obligé de quitter Belgrade, au moment où Neiperg rendait la ville aux Turcs, et s'était établi à Karlovci où il avait fait construire une maison assez modeste. Fort des droits que lui conférait l'espèce de contrat qu'il avait conclu avec les agents de l'Empereur, quand il avait échangé le siège de Peć pour celui de Belgrade, il s'adressa à Marie-Thérèse et fit valoir ses prétentions avec force. A la date du 21 octobre 1741, la reine le confirma par un diplôme dans lequel elle l'appelait: „actuale super universo clero ac natione „rasciana, in regnis et provinciis Nostris haereditariis caput ec-

---

[1]) Čaplovič, II, pp. 49 sqq.

„clesiasticum.“ C'était indirectement contester au Métropolitain toute autorité civile.

Malgré son extrème devotion et le vif désir qu'elle avait de voir l'église romaine devenir universelle, la Reine était moins hostile aux Serbes que ses prédécesseurs. Elle, qui s'était vue abandonnée par les Allemands, ne pouvait manquer d'être touchée de la fidélité de ses sujets slaves. Dès que les Serbes avaient appris les embarras suscités à Marie-Thérèse, ils lui avaient, envoyé à Pozsony une députation chargée de l'assurer de leur dévouement. Par contre, une commission composée de Paul Nenadović, évêque de Gornji-Karlovac, de Jean Gjorgjević, archidiacre, d'Arsène Vujić, et d'un lieutenant-colonel des Confins de la Tisza, fut chargée de poursuivre auprès de la Cour impériale la reconnaissance des priviléges nationaux.[1])

La Chancellerie hongroise ne dissimula point son opposition. La situation particulière des Serbes était un obstacle à la réalisation de ces projets de magyarisation à outrance, qui perçaient déjà il y a un siècle; aussi les Magyars demandaient-ils, que les priviléges qui leur avaient été octroyés ne fussent reconnus qu'autant qu'ils subsistaient encore dans l'usage. Ils réclamaient en outre l'insertion, dans l'acte à intervenir, de la clause: salvo jure tertii, qui en eût rendu l'effet illusoire. La persistance des commisaires, ou plutôt encore la crainte de froisser trop ouvertement les Serbes, fit rejeter ces réserves. Un rescrit, émané de la Chancellerie autrichienne à la date du 24 avril 1743, confirmé par la Chancellerie hongroise le 18 mai et le 20 juin, et par le Conseil de guerre de la Cour le 4 juillet de la même année, porta confirmation des priviléges accordés aux Serbes. Les Hongrois eurent soin d'y insérer une allusion au chef de l'église orientale en Hongrie: „caput ecclesiasticum, Archiepiscopum nempe et Metropolitam“. C'était de nouveau insinuer que le peuple ne devait lui attribuer aucun pouvoir temporel.[2])

Un Congrès national dut être convoqué pour recevoir communication des rescrits royaux et se réunit à Karlovci, au mois de février 1744, en présence du baron d'Engelshofen, commissaire

[1]) Ce sont ces mêmes commissaires qui publièrent la recueil des priviléges serbes que nous avons cité plus haut.

[2]) Jireček, *Oest. Revue*, 1864, VII, pp. 50 sp. — Voy. le texte entier du diplôme de 1743 dans Szalay, *Szerb Telep.*, pp. 122—143; *Rechtsverh.*, pp. 152—171. Dans ce texte sont inserés les dispositifs des priviléges de 1690, 1691, 1695, 1706 et 1713.

militaire et du comte Patačić de Zajesda, commissaire civil. Les députés serbes étaient au nombre de 98, mais, en dehors des évêques, 76 seulement furent admis à prendre part aux délibérations.[1])

Le Cabinet de Vienne ne tarda pas à faire payer aux Serbes les témoignages de bonne volonté qu'il venait de leur donner. Ils durent prendre à la guerre de la succession d'Autriche la part active qu'ils avaient prise aux campagnes précédentes, et verser leur sang sur des champs de bataille lointains. Nous n'avons pas à raconter ici les évènements de cette guerre, ni même à rechercher la part qu'y prirent les régiments formés de Serbes, mais nous devons dire quelques mots des fameux Pandours du baron François de Trenck.[2])

Cet aventurier, dont l'histoire extraordinaire ne devait être dépassée que par celle de son cousin Frédéric, avait des propriétés en Croatie. En 1740, il y recruta une troupe de 500 hommes, tant Serbes que Croates, qu'il employa à poursuivre les brigands répandus dans le pays. Sa troupe se grossit des prisonniers qu'il fit aux brigands et devint bientôt assez nombreuse pour pouvoir prendre part à une campagne. Trenck, loin de chercher à instruire ses hommes, à développer en eux des sentiments d'humanité, s'efforça d'augmenter encore leur férocité naturelle. Le chef et les soldats divinrent partout un objet d'épouvante, et leur réputation s'était répandue en Silésie, avant qu'ils arrivassent à l'armée.

---

[1]) Un manuscrit des Archives de Vienne contient un compte-rendu des débats du Congrès de 1744. Après la publication des priviléges, et après que le Patriarche eut prêté serment, des pétitions furent remises aux commissaires. Les points principaux soumis aux délibérations furent: la création d'un consistoire métropolitain, la réconciliation du Patriarche avec les évêques (entre qui avaient surgi des difficultés canoniques), réconciliation en vertu de laquelle ces derniers eurent le droit de convoquer dans leurs diocèses des synodes particuliers, le paiement des dettes nationales, la fixation d'un tarif uniforme des frais d'église etc. Voy. Jireček, *Hierarchie*, pp. 24 sq.

Pourquoi les Serbes des Hongrie ne publient-ils point les débats de ce Congrès, comme ils ont publié ceux du Congrès de 1790?

[2]) D'après Čaplovič, qui consacre aux *Pandours* de Trenck une note détaillée (*loc. cit.*, II, p. 364 sqq.), le nom de ces soldats dériverait de l'ancien *banderium*, du ban, que les comitats et certains personnages étaient tenus de fournir. M. Matzenauer, avec plus de raison, rapproche le mot *pandour* du slave ecclésiastique пѧдити, pellere, ce qui lui donnerait le sens de *pulsor*, *persecutor*. La forme actuelle se serait substituée à la forme serbe régulière *pudar*, par une influence magyare. Voy. *Cizi slova ve slovanských řečech*. V Brně, 1870, in-8, p. 271.

Au printemps de 1741, Trenck se trouvait aux environs de Neisse; il ne s'y arrêta pas longtemps, mais descendit en Bavière, brûlant et pillant partout sur son passage. Avec une poignée d'hommes, il occupa les défilés qui commandent la Styrie et jeta la terreur dans le pays. Il commença l'année suivante par la prise de Deckendorf, de Reichenhall et de Cham, tuant tous ceux dont il s'emparait. Ses cruantés allèrent si loin qu'il fut arrêté et conduit à Vienne, mais, bientôt après, remis en liberté.

Les Serbes, privés des moyens de s'instruire, devenaient ainsi les trop dociles instruments des passions allemandes. On voyait en eux des bêtes sauvages, dont il fallait exciter la brutalité, pour s'en servir ensuite comme d'une arme.[1]) On profita de la courte trève qui suivit le traité de Breslau, pour renforcer les troupes terribles que Trenck avait formées. Ses Pandours, au nombre de 4.000, furent organisés en régiment hongrois; on y joignit 600 hussards et 130 chasseurs, dont il paya l'équipement. Ces préparatifs achevés, Trenck rentra en campagne et continua sur le Rhin, contre les troupes françaises, ses exploits légendaires, puis il revint en Bohème et servit d'arrière-garde à l'armée du prince Charles. Harcelant sans cesse le maréchal de Belle-Isle, il s'empara de Neubourg, de Sultzbach, de Tabor, de Budějovice (Budweiss), etc.; mais laissa échapper le roi de Prusse, tandis qu'il eût pu s'emparer de lui à la bataille de Sorav (Sorr) (14 septembre 1745). Il perdit le temps à piller le camp prussien, et on l'accusa, non peut-être sans raison, de s'être laissé gagner par l'or de Frédéric. Il fut traduit devant un conseil de guerre, tandis que ses soldats restèrent à l'armée.[2])

La guerre continua encore pendant trois ans jusqu'au traité d'Aix-la-Chapelle. Les Magyars profitèrent de ce que l'attention

---

[1]) La renommée des Pandours se répandit si rapidement que le Roi de Prusse voulut aussi en avoir un corps dans son armée. Nous connaissons cette imitation des soldats de Trenck par un livre intitulé: *Portraits des Hongrois, des Pandoures ou Croates, des Waradins ou Esclavoniens et des Ulans etc., qui sont au service de LL. MM. la Reine de Hongrie et le Roi de Prusse, dessinés d'après la vie par des personnes de distinction.* La Haye, 1742, 6 pl. in-f° et 1 feuille de texte en français et en hollandais.

[2]) Čaplovič raconte que le souvenir des Pandours de Trenck s'est conservé si vivant en Slavonie, que, de son temps, on donnait aux recrues le nom de *Baronovac,* comme si elles eussent dû entrer au service du fameux baron.

générale était tournée vers les évènements du dehors pour porter le premier coup à l'institution des Confins.

Ils obtinrent d'abord du Conseil de guerre aulique un ordre qui transformait les régiments de la Croatie et de la Slavonie en régiments de ligue ordinaires. Serbes et Croates s'émurent; on courut aux armes dans le généralat de Gornji-Karlovac, mais des mesures prises à temps par les commandants impériaux parvinrent à arrêter le mouvement (1746). Les Serbes, qui gardaient le souvenir des rescrits de 1743, se soumirent, et d'ailleurs, on reconnut à Vienne qu'on était allé trop loin et l'on restreignit l'effet de l'ordonnance. Les seuls régiments dissous furent ceux de la Sirmie et de la Slavonie. Les comitats de Sirmie, de Požega et de Verovitica (Verőcze) furent reconstitués (1747). Novi Sad (Uj-Vidék, Neusatz) fut érigé en ville libre royale (1748); trois ans après, la même faveur fut accordée à Zombor. C'était une compensation donnée à une partie de la population serbe, aux négociants surtout.[1])

Marie-Thérèse, nous l'avons dit, était devenue plus favorable aux Serbes. Soit qu'elle eût pour eux une bienveillance sincère, soit qu'elle voulût seulement mettre en pratique le système de bascule si cher au Cabinet autrichien, et songeât à leur donner une compensation pour le tort que leur causait la dissolution des Confins, elle sembla s'appliquer à les protéger contre les vexations des Magyars.

Le premier acte que nous puissions citer dans cette voie fut la création, en 1746, de la Députation aulique „in „Transilvanicis, Banaticis et Illiricis",[2]) communément appelée Illyrische Hofdeputation.[3]) Ce nouveau conseil succéda à la Commissio neo-acquistica et eut des attributions bien distinctes de celles de la Chancellerie hongroise, qui peu à peu

---

[1]) Dès l'année 1743, Szabadka avait été transformée en ville privilégiée, sous le nom de Maria-Theresiopel.

[2]) Dans le langage administratif de cette époque, le mot *illyrien* désigne d'une façon générale les Serbes de la Baćka, des Confins militaires et de la Slavonie et même les Roumains. Plus tard, il servit à distinguer la langue écrite par les auteurs de la Slavonie et de Raguse de l'idiôme croate proprement dit. Plus tard enfin, le nom d'*Illyriens* fut donné par L. Gaj aux Slaves du Sud: Slovènes, Croates et Serbes, qu'il espérait voir se réunir un jour en une même nation.

[3]) C'est par erreur que M. Fröhlich (*National- und Sprachenkarte*, (Wien, 1849, in-8, p, 25), rapporte cette création à l'année 1760.

avait réussi à s'immiscer dans les affaires exclusivement serbes. Désormais la Députation aulique fut seule compétente pour délibérer sur tous les actes concernant „la nation rascienne ou illyrienne," et pour en faire rapport au souverain. Composée d'anciens conseillers qui avaient résidé au milieu des populations dont les intérêts leur étaient confiés, et qui connaissaient leurs besoins, elle offrait plus de garanties qu'aucun des corps administratifs précédents et, pour peu que l'esprit de justice présidât à ses délibérations, elle devait bientôt amener une amélioration dans le sort des Serbes.

Le comte Ferdinand Kolovrat qui, de 1746 à 1760, fut à la tête de la Députation aulique, s'attacha tout d'abord à combattre les prétentions de la Chancellerie hongroise. Dans un exposé daté du 27 août 1748, il soutint avec force que les affaires de la nation illyrienne ne rentraient point dans les affaires hongroises proprement dites, mais étaient du domaine politique autrichien. Les Serbes relevaient de l'Autriche, non de la Hongrie.[1]) Les provinces méridionales avaient été reconquises sur les Turcs par les armées impériales et constituaient le patrimoine propre de la maison d'Autriche.[2])

Ce conflit profita aux Serbes, qui obtinrent quelques concessions sur le terrain religieux. Le patriarche Arsène Joanović étant mort le 6/17 janvier 1748, deux mandataires de la nation se rendirent à Vienne, pour demander la convocation du Congrès, auquel appartenait le droit de lui désigner un successeur. La Députation illyrienne admit la justesse de cette prétention (rapport du 9 mai 1748), et le général Engelshofen fut de nouveau investi des fonctions de commissaire; mais, à la différence de ce qui s'était passé en 1744, on ne lui adjoignit point de représentant hongrois. On était bien aise à Vienne de tenir les Magyars en échec, et c'était aussi le seul moyen d'être équitable envers les Serbes. Avec une bienveillance à laquelle le Cabinet de Vienne n'avait pas habitué les populations slaves de la monarchie et qui était peut-être un peu forcée, on recommanda au commissaire de rétablir l'accord entre le siége métropolitain et le monastère de Bezdin, qui était en lutre avec lui, et l'on trancha

---

[1]) „Die illirische Nation selbsten ein *Patrimonium domus Austriacae* und „nicht *Regni Hungariae.*"

[2]) Jireček, *Hierarchie*, p. 22.

dans le sens le plus favorable la question de savoir si le Congrès pouvait élire un candidat unique à la dignité ecclésiastique suprême, ou si, au contraire, il devait en présenter plusieurs à la sanction impériale. Le droit pour le Congrès de faire une désignation unique fut solennellement reconnu; mais, comme il ne fallait pas laisser oublier aux Serbes leur état d'humble dépendance, on eut grand soin d'ajouter que l'Empereur était toujours le maître de ne pas confirmer un candidat qui lui paraîtrait indigne.[1])

Le Congrès se réunit au commencement de septembre 1748. Ses suffrages se portèrent sur Isaïe Antonović, évêque d'Arad, mais celui-ci ne fit que passer sur le siége archiépiscopal. Il mourut dès le 22 janvier/12 février de l'année suivante.

Un nouveau Congrès fut alors convoqué et s'ouvrit au mois de juillet 1749, en présence du lieutenant-maréchal de Helfreich, à qui échurent cette fois les fonctions de commissaire. L'évêque de Gornji Karlovac (Karlstadt), Paul Nenadović, obtint la majorité des voix. Ce personnage fut plus tard au nombre des familiers de Marie-Thérèse.[2])

En dehors des affaires religieuses, la Reine échappa moins à la déplorable influence des Magyars. Ceux-ci la pressèrent d'exécuter intégralement l'article de la loi hongroise de 1741, relatif à la dissolution des Confins, article dont l'effet avait d'abord été suspendu, puis s'était étendu aux seuls districts militaires de la Slavonie et de la Sirmie. Le Cabinet de Vienne ne crut pas pouvoir résister plus longtemps et prit successivement des mesures pour réunir au comitat de Bács les Confins de la Tisza (sauf quelques villages réservés au corps des Tchaïkistes ou Pontonniers) et aux comitats d'Arad et de Csanád, ceux de la Maros (1750).

Comme on prévoyait l'opposition des Serbes des Confins, ou comme ou disait, des Gränzers, on permit à ceux qui voudraient continuer à faire le métier de soldat, de venir s'établir dans le Banat. C'était une étrange consolation. Pouvait-on espérer que cette population guerrière supporterait sans plainte le changement qu'on voulait amener dans sa condition? Il ne s'agissait de rien moins que de lui enlever les armes auxquelles elle tenait par tra-

---

[1]) Jireček, *Hierarchie*, pp. 25 sq.

[2]) Le Congrès s'occupa en outre de l'évêché de Marča qui fut supprimé et réuni au diocèse de Gornji-Karlovac. Il fut de plus convenu que, à la mort du titulaire, l'évêché de Kostajnica serait également supprimé. Voy. Jireček, *Hierarchie*, p. 27.

dition et par exercice, et de la réduire en servage. En supposant qu'elle se résignât à une nouvelle émigration, qu'elle consentît à quitter ses champs et ses chaumières pour chercher plus loin un abri, ce n'était là qu'une ressource plus qu'incertaine. La loi de 1741 n'ordonnait pas seulement la suppression des Confins de la Tisza et de la Maros, elle visait aussi les Confins du Banat, et, du jour au lendemain, les habitants anciens ou nouveaux de cette province, pouvaient se trouver répartis dans les comitats hongrois; c'est ce que les Serbes ne voulaient point.

Si l'Autriche s'était bornée à supprimer le régime exceptionnel des Confins, et à donner à ce territoire une administration civile autonome, les Serbes eussent eu mauvaise grâce à résister; mais le projet dont on poursuivait l'exécution était tout autre. C'est au profit des Magyars qu'on voulait ressusciter des comitats depuis longtemps disparus, et dont les Serbes avaient reconquis au prix de leur sang, l'emplacement devenu désert. Comme la noblesse locale avait disparu, c'est l'état qui devait exercer les droits féodaux. On pouvait prévoir que l'administration de ces domaines (Kameral-Verwaltung) serait bientôt entre les mains des gentilshommes magyars, et d'ailleurs nulle administration seigneuriale ne pouvait être agréable à un peuple qui voulait conserver sa liberté.

On ne dut pas être surpris à Vienne, ni en Hongrie quand on vit les soldats serbes refuser de rendre leurs armes, dont on voulait d'abord les dépouiller, pour en avoir ensuite plus facilement raison. Une tentative de soulèvement eut lieu, mais elle échoua, par défaut de direction et de concert préalable. Faute d'un meilleur asile, 2.400 familles abandonnèrent leurs villages, passèrent la Tisza, ou la Maros et vinrent se fixer dans le Banat. Les autres hésitaient sur le parti à prendre, quand une ressource inattendue s'offrit à elles.

Il y avait au sud-ouest de la Russie de vastes territoires inhabités dont les Russes et les Turcs s'étaient longtemps disputé la possession. Par le traité de Belgrade (1739), la Russie s'était engagée à les rendre à l'Empire ottoman, mais sous divers prétextes, elle avait différé cette restitution et l'impératrice Élisabeth était si peu disposée à l'effectuer qu'elle songea au contraire à peupler ces contrées désertes. Le mécontentement des Serbes fut pour elle une occasion excellente, qu'elle ne laissa pas échapper. Elle connaissait la valeur des soldats serbes non seulement par la réputation européenne dont ils jouissaient, mais encore par les

services qu'ils avaient déjà rendus à la Russie,[1]) et leur fit proposer de venir s'établir à l'ombre de sa protection. Malgré la difficulté des communications, son offre fut accueillie avec empressement.

Le cabinet de Vienne fut impuissant à arrêter l'émigration.[2]) Un premier détachement de plusieurs milliers d'individus se mit en marche vers la Russie sous les ordres des capitaines Hrvat et Tökölyi.[3]) Ces premiers arrivants reçurent aussitôt une organisation analogue à celle qu'ils possédaient dans les Confins hongrois; on en forma un régiment de hussards et un régiment de pandours réguliers. Ils furent suivis, pendant les deux années 1752 et 1753 de nouvelles colonnes d'émigrants dirigées par Preradović et Šević. Les historiens serbes évaluent à 100.000 le nombre de leurs compatriotes qui prirent le chemin de la Russie. Ils étaient, en tout cas, assez nombreux pour qu'un ukaze du 11 février 1752 vînt donner au pays où ils furent cantonnés, le nom de Nouvelle-Serbie.

Cette région se divisait en deux parties. La Nouvelle-Serbie proprement dite s'étendait, à l'ouest, depuis la rive droite du Dniepr, jusqu'à la Sinjucha, confinait, vers le nord, à la Pologne, et vers le sud, à la Turquie; elle avait pour ville principale Novgorod. L'autre partie, organisée en 1760, sous le nom de Slaviano-Serbija, s'étendait, sur l'autre rive du Dniepr, le long de la ligne de l'Ukrajna, et touchait aux Cosaques du Don; elle avait son centre à Bachmut.

En souvenir du pays où ils avaient vu le jour, les Serbes donnèrent aux villages qu'ils fondèrent les noms de ceux qu'ils

---

[1]) D'après Haxthausen (*Studien über Russland*, Hannover, 1847, II, p. 217), l'impératrice Anne avait formé, dès l'année 1727, un régiment de hussards serbes. Ce régiment était, non point un corps isolé, mais une colonie militaire établie en Ukraine, et il s'augmenta, en 1737, d'un nouveau contingent. M. Bidermann qui a relevé ce renseignement (*loc. cit.*, p. 49, note 56) ne peut dire si ces premiers colons serbes venaient de la Hongrie, ou d'ailleurs.

[2]) C'est évidemment à tort, ainsi que le remarque M. Bidermann, que M. Schnitzler (*L'Empire des Tsars*, Paris et Strasbourg, 1862—1870, II, p. 495) suppose qu'un accord intervint entre la Rusie et l'Autriche, au sujet de l'émigration.

[3]) Ce Tökölyi ou Tukelja était peut-être le fils du Tukelja dont il est fait mention dans le chant populaire cité plus haut. — En 1784, un Pierre Tökölyi était lieutenant général dans l'armée russe (Ellis, *Mémoires*, III, p. 30).

avaient quittés. C'est ainsi que surgirent les villages de Pečka, Čongrad, Čanad, Nadlak, Semlak, Vršac, Kovin, Pančevo, Zemun, Slankamen, Kamenica, Vukovar, Martonoš, Kaniža, Zenta, Beče Feldvar (Földvár), Zombor, Varaždin, Mokrin, Subotica, etc. Leur organisation en régiments ayant été copiée sur le modèle autrichien, les Serbes purent croire qu'ils n'avaient point changé de patrie. Il n'est pas jusqu'à l'arrivée de colons roumains et même magyars qui ne dût leur faire illusion à cet égard.[1])

Quelques Serbes de la Montagne Noire et de l'Herzégovine prirent à leur tour le chemin des steppes russes; ils furent suivis à diverses reprises de contingents bulgares bien importants, en sorte que la Nouvelle-Serbie se peupla assez vite. Hrvat, devenu major général, fonda Jelysavetgrad et rendit à l'empire des services signalés, notamment pendant la guerre de Sept-Ans. Plus tard, il tomba en disgrâce et mourut dans la retraite en 1780.[2]) Sa famille existe encore en Russie.

Les émigrés serbes conservèrent assez longtemps leur individualité distincte, mais la population russe s'étant fortifiée autour d'eux, ils durent perdre peu-à-peu les traits particuliers de leur langue, signes distinctifs de leur origine.[3]) En 1842, Šafařík, dans son Ethnographie slave (Slowanský Národopis), en évaluait encore le nombre à 100.000 individus,[4]) mais, depuis lors, la décroissance a été rapide. M. Schnitzler, en 1862, ne trouve pas en Russie plus de 1400 Serbes, dont moins de 1000 dans le gouvernement de Jekaterinoslav.

---

[1]) Aujourd'hui encore, M. d'Erckert évalue à 13.000 les Roumains qui se trouvent dans le gouvernement de Jekaterinoslav. Les Magyars, qui ne durent jamais être qu'en très-petit nombre, ont disparu.

[2]) Les *Mémoires* de la Princesse Daškov nous représentent Hrvat sous un jour peu favorable. Il se serait approprié les sommes destinées au développement de la colonisation, et aurait par ses exactions empêché de nouveaux émigrants de venir se fixer en Russie. Voy. *Mémoires de la Princesse Daschkoff, dame d'honneur de Catherine* II, publ. par Mrs. W. Bradfordt, trad. de l'anglais par M. Alfred des Essarts. Paris (Leipzig), 1859, 4 vol. in-12; T. I, pp. 89—92.

[3]) La Nouvelle-Serbie avait été dissoute dès l'année 1764 et annexée au gouvernement de la Nouvelle-Russie.

[4]) Dans la carte jointe à cet ouvrage *(Slovanský Zeměvid)*, il indique avec soin les limites des établissements serbes et la plupart des villages énumérés ci-dessus.

En perdant leur nationalité, les Serbes de la Russie n'ont pas cessé d'être slaves; ils n'ont fait que se fondre dans la grande famille russe dont ils étaient les proches parents; ils n'ont point succombé sous les coups des Magyars et ont échappé à l'influence désastreuse des Allemands.

V.

Depuis l'émigration de Tökölyi et de Hrvat en Russie, jusqu'à la concession aux Serbes des droits civils (1751—1791).

L'événement justifia vite les appréhensions qui avaient détourné beaucoup de Serbes des Confins de la Maros et de la Tisza de venir s'établir dans le Banat. Un an s'était à peine écoulé depuis la suppression de ces premiers régiments, qu'un décret de Marie-Thérèse, intervenu à la date du 21 septembre 1751, déclara que l'administration du Banat serait à l'avenir toute provinciale, c'est-à-dire qu'elle cesserait d'être partagée entre l'autorité militaire et la Chambre aulique. Provisoirement on adopta un terme moyen; les comitats ne furent pas rétablis et le lieutenant-maréchal baron d'Engelshofen resta à la tête de la province, en qualité de gouverneur civil.[1]) Malgré ce tempérament, il était aisé de prévoir que les Magyars feraient bientôt triompher toute leurs prétentions.

Alors se produisit cette recrudescence d'émigration dont il a été question à la fin du Chapitre précédent. Les Serbes prirent en si grand nombre le chemin de la Russie qu'on s'en inquiéta à Vienne. Marie-Thérèse se vit contrainte d'arrêter ce mouvement par un acte solennel. Telle fut l'origine de la patente du 23 octobre 1751, connue sous le nom de Versicherungs-Patent.

Voici le texte de ce document:

„Nos Maria-Theresia . . . Omnibus et singulis praesentes „Nostras visuris, lecturis, aut legi audituris, Gratiam Nostram Cae-

---

[1]) Voy. Böhm. *Geschichte des Temeser Banats*, I, p. 258, note 3.

„sareo-Regiam, et omne bonum, vobis significantes: Cum provida „Nostra benigna Materna cura ad omnes, quotquot Nobis subsunt „populos sese extendat, nihilque naturale magis sit, quam ut con- „finiarii milites in Imperii Nostri confiniis collocentur, ibidem tam „pro propria, quam pro communni salute libertate ac securitate „excubaturi, prouti Invitatoriis Divi Leopoldi Avi Nostri glo- „riossimae memoriae Literis anno 1690: promulgatis disertim san- „citum reperitur. Hinc mutato insigniter limitum, qui tunc erat, „statu, justis Statuum et Ordinum Inclyti Hungariae Regni precibus, „Nobis pro incorporatione Marosiensis et Tibiscani Districtuum „decenter supplicantium deesse haud potuimus. Non tamen ideo „mens Nostra unquam fuit, aut etiamnum est, aut imposterum erit, „concessis ab Augustis Praedecessoribus Nostris, et a Nobismet „Ipsis solenniter confirmatis Rascianae Gentis Graeci Ritus privi- „legiis ullum, vel mininum praejudicium afferre, sed potius de „eadem Gente illos, qui laudabili aemulatione, fide, obsequio, for- „titudine, et militaris artis peritia aliis antecellere satagunt, con- „digne remunerari: prouti luculentum singularis Nostri erga prae- „fatam Gentem affectus documentum concesso eidem novo Tergesti „stabilimento haud ita pridem dedimus.[1]) Itaque illubentes intel- „leximus, inquietos in eadem concitatores haud deese, qui violata, „quam Nobis jurarunt, fide, aliis persuadere allaborant, ac si oppres- „sionis periculum illis immineret. Sicuti enim tale quid a Clemen- „tissimae Principis Dominae ac Matris sensibus quam longissime „alienum est; ita nec patiemur unquam, ut ullus de eadem Gente „fidus subditus a quopiam contra indulta privilegia opprimatur, aut „ad amplectandam Unionem vi adigatur: de qua benigna simul et „enixa voluntate Nostra omnes et singulos quam securissimos esse „cupimus. Unde sponte sua fluit, Nos proprio motu fuisse sollicitas, „sicuti etiamnum sumus, ut illis, qui post subsecutam Marosiensis „et Tibiscani Districtuum incorporationem ibidem diutius commo- „rari recusarunt, de aliis aeque commodis laribus in Imperii Nostri „finibus juxta primaevi instituti rationem provideatur, ibidem autem

[1]) En 1751, Marie-Thérèse permit aux Serbes et aux Grecs de Trieste de se constituer en communauté religieuse; elle leur accorda le libre exercice de leur culte et autorisa les mariages mixtes, pourvu que les enfants fussent catholiques. Voy. *Storia cronografica di Trieste* del canonico D. Vincenzo Scussa, cogli Annali dal 1695 al 1848 del procuratore civico cav. Pietro Dr. Kandler; Trieste, 1863, in-4°, p. 158, et un article de l'archimandrite Dučić, inséré dans le Гласник, T. XXXVI, 1869, pp. 1—19.

„manere volentibus, nihil quisquam de immunitatibus et privilegiis „decedat, quae per confirmatorias Literas Nostras in arce Nostra „Regia Pragensi die decima octava mensis Maii ddo. 1743: datas „eidem Genti Graeci Ritus in Comitatibus quoque et Partibus Regni „Nostri Hungariae, ubi illa degit, asserta fuerunt. Et ne hac qui- „dem singularis utut Caesareo-Regiae benevolentiae Tessera con- „tentae, devinciendis porro animis iisdem immunitatum harum et „privilegiorum extensionem offeri fecimus, quam magna illorum „pars quam lubentissime accepit. Penes unumquemque proinde ex „praedictorum Districtuum incolis stetit, vel hanc vel illam sortem „eligere, curaeque Nobis erit, prouti nunquam non prius jam „fuerat intentio Nostra, ut illis, qui primam elegerunt, sufficiens „tam pro laribus suis, quam pro sustentatione spatium in Confiniis „assignetur, ea primaevo instituto consona lege, ut ibidem in mi- „litari arte strenue sese exerceant, et Munia militaria diligenter „obeant. Quemadmodum vero declaratione hacce Nostra penitus „exhaurimus, non modo quidquid ab indulgentissima Principe fidus „subditus supplex expetere sed et quidquid bellicosa Illyrica Gens „Graeci Ritus votis suis exoptare potest, ita vicissim severe contra „eos animadvertere constituimus, qui, eadem posthabita, refracta- „riatus aut concitationis crimen incurrent, ac proinde eo ipso sese „concessis privilegiis omnino indignos reddent; nimis leniter quippe „erga pravos agendo, concreditae Nobis a Divino Numine supremae „potestati ac muneri deforemus. Cumque concessorum Genti Ra- „scianae privilegiorum prima basis sit, ut illa non solum erga Nos, „sed et Augustam Domum Nostram in illibata fide et devotione „perseveret, integrum Nobis non est, ulli, quod huic conditioni „consonum haud sit, desiderio assentiri. Nec dubio locus esse „potest, quin, dummodo sufficiens pro habitatione et sustentatione „spatium assignetur, determinatio loci in Confiniis unice a summo „Reginae ac Dominae arbitrio, non autem a pervicaci subditorum „selectu dependere debeat. Sciant proinde omnes et singuli saepe „memoratorum Districtuum incolae, cujuscumque qualitatis, aut „conditionis sint, et sive etiamnum ibidem degant, sive alio sese „jamjam contulerint, quod juxta praefatas justitiae et aequitatis „regulas indubia poena renitentes, gratia vero Nostra obsequentes „sit mansura. Atque haec est non minus benigna, quam seria vo- „luntas Nostra, ubicumque e re visum fuerit, cum in finem pro- „mulganda, ut ad omnium eorum, quorum interest, perveniat. Da-

„bantur . . . in Civitate Nostra Viennae die vigesima tertia Mensis „Octobris, Anno millesimo septingentesimo quinquagesimo primo . .[1])“

Par une dérogation curieuse aux règles établies en 1746, la patente avait été élaborée, non point par la Chancellerie illyrienne, mais par la Chancellerie hongroise, dont le président, le comte Leopold de Nadásd l'avait contresignée. A l'intervention des Magyars étaient dus sans doute le ton hautain et les menaces qui perçaient dans la rédaction des derniers paragraphes. Les reproches à la fois immérités et inutiles que la Reine semblait adresser aux Serbes, les doutes qu'elle émettait indirectement sur leur fidélité, n'étaient guère propres à calmer l'effervescence qu'elle s'était proposé d'étouffer. L'émigration vers la Russie suivit son cours et Marie-Thérèse fut forcée de convoquer une conférence chargée de rechercher les causes de cette émigration et de l'arrêter (4 juillet 1752).

M. Nikolić[2]) a eu sous les yeux le procès-verbal de cette conférence à laquelle prirent part des délégués du Conseil de guerre de la Cour, de la Chancellerie hongroise et de la Députation illyrienne, et il en cite de curieux passages. Ce qui domine dans ce document c'est l'hypocrisie avec laquelle on feint de s'intéresser à ce peuple serbe que l'on abhorre. Les commissaires lui veulent tant de bien qu'ils se préoccupent de le protéger contre les exactions de ses propres chefs. Ils s'en prennent surtout aux évêques du rite oriental, qui se montrent sourds aux réclamations de leurs ouailles et donnent lieu à de justes plaintes. Il faudrait rappeller ces évêques à l'observation de leurs devoirs, à la modestie, à l'humilité dont ils ne devraient point se départir. Les autorités hongroises ont la charge de veiller à ce que ces abus prennent un terme et, de la sorte, l'émigration s'arretêra; l'on n'aura point à redouter les conséquences de l'état de choses actuel.

Ainsi, les évêques serbes sont seuls responsables des souffrances de leur nation! Les commissaires se gardent bien de faire

---

[1]) Nous reproduisons ce document en entier par ce qu'il n'a été publié que par M. I. Nikolić (Войводство, pp. 41—47); M. Szalay (*Szerb. Telep.*, pp. 58—61; *Rechtsverhältn.*, pp. 51—54), s'est contenté d'en traduire les principaux passages d'après une copie manuscrite conservée au Musée national de Pest.

[2]) Войводство, pp. 52 sqq.

même une allusion aux persécutions exercées par les évêques catholiques et par les fonctionaires magyars.

Nulle mention des excès commis à Nagy-Várad, en Slavonie et ailleurs; rien qui puisse faire supposer que la dissolution des Confins, l'extension donnée aux comitats aient pu exciter le mécontentement des Serbes!

A la suite de l'avis donné par la Commission, une ordonnance rendue exclusivement contre la Russie, prononça les peines les plus sévères contre ceux qui chercheraient à enrôler des émigrants. Une prime de 24 florins par tête fut allouée aux dénonciateurs.[1])

La Chancellerie hongroise mit un véritable acharnement à poursuivre les Serbes. Dans une séance tenue le 26 novembre 1754, elle voulut faire prévaloir cette idée déjà ancienne que les priviléges de Léopold ne devaient s'appliquer qu'aux descendants des Serbes immigrés sous son règne. Le comte de Königsegg-Eszp, président de la Députation illyrienne, prostesta contre cette interprétation, mais eut grand peine à faire prévaloir son avis à la Cour.[2]) La Députation illyrienne perdait chaque jour du terrain devant les prétentions croissantes de la Chancellerie hongroise; elle n'eut bientôt plus le droit d'élever la voix,[3]) ou ne put faire prévaloir ses conseils que d'une façon tout-à-fait illusoire. C'est ainsi que le décret administratif rendu sur sa proposition le 29 août 1752, pour prononcer l'admission des Serbes aux emplois publics, demeura lettre morte.[4])

Le clergé catholique, sentant bien qu'il serait soutenu, continua ses empiètements. En 1753, le général Petazzi s'empara du monastère de Marča, en chassa les moines qui durent se réfugier à Lepa-Vina, et le remit aux prêtres grecs-unis qui l'ont gardé depuis. En vain des protestations se firent entendre. Un soulèvement était imminent lorsqu'une mesure administrative qui parait bien inoffensive, un changement d'uniforme qu'on voulut imposer aux soldats des Confins, en leur faisant quitter le costume

---

[1]) Ign. Kassics, *Enchiridion, seu Extractus benignarum Normalium* (Pest, 1825), I, pp. 5, 94, 98.

[2]) Bartenstein p. 104.

[3]) Bartenstein lui-même (p. 111) se plaint des entraves apportées à l'action de la Députation.

[4]) Voy. Fraas, *Topographie der Karlstädter Militärgrenze* (2. Aufl., *Agram*, 1850), p. 174.

oriental des Pandours, pour celui des troupes de ligne, mit le comble au mécontement populaire et amena une révolte.

Le mouvement se produisit au mois de janvier 1755 et menaça aussitôt de prendre de grandes proportions. Les Grenzers de Križevac (Kreutz) donnèrent le signal. Le 25 janvier, huit officiers qui s'efforçaient de rétablir l'ordre furent massacrés et les insurgés, auxquels vinrent se joindre en foule les paysans des comitats voisins, exaspérés par la cupidité des propriétaires, se répandirent dans le pays. L'établissement des Jésuites à Stanići, près de Kapela (Capella), dans le régiment de Saint-Georges, le château de l'évêque de Zagreb à Gradec, au sud de Križevac, dans le comitat de même nom, et, s'il faut en croire Katona,[1]) trente autres châteaux devinrent en peu de jours la proie des flammes. Les commissaires impériaux, envoyés sur les lieux, furent menacés de mort; l'un d'eux, Widmann fut effectivement tué, ainsi que deux Croates hostiles aux paysans, Kerčelić et Zakjević. Les bandes insurgées, comptant près de 20.000 hommes choisirent pour chef le colonel Kengyel. Leur triomphe était assuré si les seigneurs croates n'avaient appelé les Magyars à leur secours.

A la première nouvelle des événements, les États de Croatie et de Slavonie se réunirent et, jusqu'au mois de juillet 1755, tinrent de fréquentes conférences „in merito tumultuantium, primum „quidem Generalatus Confiniariorum, dein vero etiam tractus Trans-„loniensis et respective Podravani[2]) Rusticorum.[3])“ Le comte Drašković, propriétaire de Veliki-Bukovec, de Dubovica et d'autres villages dont les paysans s'étaient révoltés, prit la direction des opérations avec un ardeur d'autant plus grande, et grâce aux troupes hongroises qu'on lui adjoignit, parvint à rétablir l'ordre, non sans exercer des représailles.

---

[1]) Katona, *Historia critica Reg. Hung.*, T. XXXIX, pp. 532—543.

[2]) *Le Tractus Trans-Loniensis* est appelé ainsi de la Lonja, petite rivière qui, sur une assez grande étendue, court parallèlement à la Save et forme au centre de la Croatie une région marécageuse appelée *Lonjsko-Polje*. Les tripotages financiers auxquels le prétendu dessèchement de ces marais a donné lieu, sous la trop célèbre administration du ban Rauch en 1869, ont fait connaître le *Lonjsko-Polje* en dehors même de la Croatie. Le *Tractus Podravanus* est le pays situé sur les bords de la Drave.

[3]) Kukuljević Sakcinski, *Jura Croatiae, Dalmatiae et Slavoniae* (Zagrabiae, 1862, 3 vol. in-4°), T. II, p. 170.

Marie-Thérèse comprit qu'une réforme dans la condition des paysans croates ne pouvait pas être ajournée, et, à la date du 15 mars 1756, sanctionna un nouvel urbarium pour les comitats de Sirmie, de Požega et de Verovitica.[1]) L'intention était bonne; malheureusement la Reine suivit, dans la rédaction de ce décret les conseils d'un grand seigneur magyar, le comte Antoine Erdödy, que ses exactions avaient fait exécrer de ses vassaux croates.

Comme on l'a déjà vu, ce n'est pas seulement en Croatie que la rigueur du servage et les persécutions religieuses excitaient le mécontentement du peuple. A Nagy-Várad, les violences de l'évêque Forgács provoquèrent un tel tumulte qu'une commission d'enquête dut y être envoyée (1754). Cette commission était composée de l'archevêque de Kalocsa et des généraux de Ville et Hadik. Le Métropolitain serbe fut autorisé à envoyer de son côté un délégué ad audiendum et informandum, et chargea de cette mission l'archimandrite Moïse Putnik. L'archevêque de Kalocsa ayant été retenu par une indisposition, le comte Éméric Battyányi le remplaca dans ses fonctions de président. L'enquête, commencée en 1756, s'étendit à 170 villages, et donna des résultats tout autres que ceux que la Cour avait espérés. Le procès-verbal releva dans toute l'étendue du diocèse 8.667 pères de famille et 14.420 enfants, sur lesquels 255 pères de famille et 431 enfants seulement adhéraient à l'union, au moins de nom. On put constater que ces deux parties de la population étaient également ignorantes: aussi proposa-t-on de confier leur instruction aux Jésuites, dont les saintes prédications cultiveraient leur esprit, en même temps qu'elles sauveraient leur âme.

Tous ces faits trouvèrent un censeur éclairé dans le baron de Bartenstein, qui avait quitté, en 1753, le poste de secrétaire d'État et fut appelé, en 1760, à remplacer le Comte Kolowrat comme président de la Députation illyrienne.[2]) Bartenstein, esprit élevé mais caractère impitoyable, est peut-être plus encore que Kaunitz, le type des ministres autrichiens au XVIIIe siècle. Pour lui, l'Autriche est et doit être allemande, mais elle ne doit pas négliger de s'imposer de plus en plus aux peuples étrangers à

---

[1]) Voy., à ce sujet, l'art. XIII de la loi croate de 1756, ap. Kukuljević, *loc. cit.*, II, pp. 172 sqq.

[2]) M. Sandić a reproduit, en tête de sa traduction du Mémoire de Bartenstein (pp. XXX sq.), d'après le *Kais. Hof-Schematismus* de 1760, la liste des membres qui composaient alors la Députation.

l'Allemagne qui font partie de son empire. Il importe seulement qu'elle sache bien discerner les moyens les plus propres à atteindre ce but; or, la douceur, l'adresse, la persuasion, la ruse font plus d'ordinaire que la violence; ce sont les moyens que Bartenstein préconise.

L'ancien secrétaire d'État développa ses vues dans une série de mémoires qu'il écrivit de 1754 à 1762 pour l'instruction de Joseph II. Au nombre de ces mémoires se trouve le Rapport sur la nation illyrienne[1]) que nous avons eu souvent l'occasion de citer. Bartenstein mit la dernière main à ce travail au mois de janvier 1761; il avait eu à sa disposition tous les documents réunis aux archives de la Députation, ce qui lui permit de présenter un résumé très-intéressant de l'histoire des Serbes. Dans ce récit, il n'a devant les yeux que l'intérêt unique de la politique autrichienne, c'est-à-dire allemande. Il blâme les exactions dont les Serbes ont été victimes, non point parce qu'il les trouve injustes, mais parce qu'elles lui semblent avoir été inutiles. C'est aussi le sentiment étroit du bien de l'Empire qui le porte à reconnaître les services signalés rendus par la nation illyrienne à la dynastie des Habsbourg. En dépit de ces mérites, qu'il se plaît à mettre en lumière, il approuve la suppression de tous les priviléges concédés par Léopold, parce que ces priviléges eussent pu assurer l'existence propre de la nation illyrienne, au lieu d'en faire un peuple conquis et docile.

Bartenstein ne sépare pas les questions serbes des affaires générales. Il s'occupe de l'effet que les mesures prises par la Cour pourront produire à l'étranger. Comme il sait que la Russie s'intéresse aux Serbes, ses coréligionnaires, il veut qu'on les ménage, sortout en matière religieuse. Il a fallu, dit-il, à propos des violences qui amenèrent l'émigration de 1751, il a fallu bien de la peine et du travail pour apaiser le grand mécontement qu'elles ont causé à la Cour de Russie et pour écarter la demande que fit cette Cour d'une émigration plus considérable, qui eut été très-

---

[1]) *Kurzer Bericht von der Beschaffenheit der zerstreuten zahlreichen illyrischen Nation,* etc. Comment se fait-il que M. Arneth qui a consacré à Bartenstein une longue notice et a publié un autre travait de cet homme d'État, écrit dans les mêmes circonstances, n'ait pas même cité le mémoire sur les Serbes? Voy. *Johann Christoph Bartenstein und seine Zeit,* von Alfred Ritter von Arneth. Wien, Gerold, 1871, in-8. (Extr. de *l'Archiv für österreichische Geschichte,* T. XLVI, pp. 1—214).

funeste, et la Prusse et l'Angleterre ont su à merveille exploiter ces circonstances défavorables."[1])

Les principes qui guidaient Bartenstein trouvèrent de l'écho chez Joseph II, à qui les mémoires de ce ministre étaient destinés.[2])

Le fils de Marie-Thérèse poussait encore plus loin que son maître l'amour de la germanisation, mais du moins ses idées humanitaires le mettaient au-dessus des mesquines persécutions dont les Serbes avaient eu si souvent à se plaindre.

L'attitude conciliante recommandée par Bartenstein parut d'autant plus nécessaire qu'on était à la veille de graves événements. La guerre, cette guerre de sept ans qui fonda la grandeur de la Prusse aux dépens de l'Autriche et de la France, pouvait rendre le concours des Serbes indispensable, et l'on dut s'efforcer de les calmer par de bonnes paroles. Le Cabinet de Vienne les prodigna, en même temps que, avec sa duplicité habituelle, il laissait organiser des missions dans le diocèse de Nagy-Várad,[3]) et qu'il adoptait des mesures sévères pour rendre impossible l'émigration vers la Russie.

---

[1]) Bartenstein, p. 39; trad., p. 31.

[2]) Dans le mémoire inédit publié par M. Arneth, Bartenstein parle encore des Serbes, et voici en quels termes:

„Soviel nun die Illyrische Nation anbelangt, hat dieselbe unstrittig unter der nunmehrigen glorwürdigsten Regierung noch weit mehr als vorhin sich verdient gemacht, und dannoch ist sie mehr als vorhin immerzu angefochten worden. Ich bin ungemein weit entfernet Ihr über die Gebühr das Wort zu sprechen, sondern vielmehr von der Nothwendigkeit überzeuget, einen jeden von Ihr, der Nation, er seye geist- oder weltlich, militaris oder Provincialis, scharff zu bestraffen, wann er ausser denen Schrancken der Treu und des Gehorsams im mindesten schreitet.

„Allein glaube untereinstem nicht, dass man einem wiedrigen Vorurtheil oder Argwohn statt geben möge, ohne die Sach mit aller Vorsichtigkeit von erfahrenen Leuten untersuchen zu lassen, noch jemanden ungehört zu verdammen. Dann mir leyder aus einer vielfältigen Erfahrung in Uebermass bekannt ist, dass man jezuweylen von der Gewissheit eines Argwohns innerlich vollkommen überwiesen seyn kan, der gleichwohlen an sich keinen standhafften Grund hat." Arneth, *Bartenstein*, p. 212.

[3]) Les habitudes despotiques des prélats magyars produisaient toujours des résultats contraires à ceux qu'ils poursuivaient. C'est ainsi que, en 1763, les Serbes magyarisés de Rácz-Dorog, dans le district des Haïdoukes, irrités de voir avec quelle hauteur l'évêque d'Eger (Erlau),

Les Serbes ne furent pourtant pas appelés à prendre une part active à la guerre de sept ans. Laudon commanda bien quelques troupes hongroises et croates, mais ce fut un fait exceptionnel. Les Autrichiens seuls se battirent, à côté des troupes françaises, pour cette querelle d'Allemands, dont les Slaves de la Silésie furent les victimes ; mais, comme on ne pouvait prévoir la durée de la lutte, Marie-Thérèse voulut se mettre en communication aves les représentants de ceux de ses peuples, qui n'étaient pas compris dans l'Empire. A la date du 2 mars 1764, elle convoqua la Diète hongroise pour le 17 juin de la même année.

Au nombre des affaires sur lesquelles la Diète devait statuer se trouvaient les réclamations des États de Croatie et de Slavonie, réclamations dont plusieurs articles étaient relatifs aux Serbes. On sait déjà comment la noblesse croate, indifférente aux véritables intérêts du pays, était réduite à n'être plus qu'un instrument dans la main des Magyars et des Jésuites; loin de chercher à éclairer le peuple, à le rapprocher des Serbes, ses frères, elle s'efforçait de semer entre les deux branches de la même famille, cet esprit de défiance et de haine, dont les effets se sont fait sentir pendant si longtemps. Avec une persistance bien digne des Jésuites qui les inspiraient, les États croates revenaient encore sur cette malheureuse question religieuse, cause de tant de discordes et de persécutions.

„L'identité des croyances, disaient-ils, dans leurs cahiers, est le lien le plus solide des âmes et le garant de l'unité domestique, d'où dépend principalement le bien de la patrie; nos ancêtres nous l'ont appris par un usage séculaire, de même que beaucoup de pays ont pu l'éprouver par l'exemple du contraire. C'est pourquoi les États de ces Royaumes (de Croatie et de Slavonie) supplient Votre Majesté de daigner confirmer l'article XLVIe de la loi de 1741, ainsi que les autres articles qui y sont visés, afin qu'en conséquence les adhérents de l'église catholique-romaine aient exclusivement le droit de détenir des biens-fonds dans ces royaumes, et afin que l'action accordée à toute personne noble de la religion catholique-romaine, contre les adhérents

---

Charles Eszterházy, traitait l'évêque grec-uni de Munkács, Siméon Osavski, dont ils avaient reconnu la juridiction, firent retour à l'église orientale. Basilovics, *Brevis Notitia fundationis Theodori Koriathovits*, IV, p. 41.

d'autres cultes qui sont en possession desdits biens, demeure ouverte. Que, jusqu'à l'exécution de cette loi, les détenteurs de biens-fonds de religion grecque non-unie soient soumis comme les autres propriétaires à la juridiction des Comitats, et que, dans les affaires civiles, il soit prononcé par les Comitats et non par les agents de la Cour."

Comme la jalousie des propriétaires croates contre les propriétaires serbes eût paru trop visible, les États insistaient encore à la fin de leur mémoire sur le motif purement religieux qui les faisait agir. „Le plus grand malheur, ajoutaient-ils, est l'énorme extension que prend le schisme. L'article XLVIe de la loi de 1741 a bien disposé qu'il est interdit au Métropolitain grec non-uni d'exercer aucune juridiction sur le clergé et le peuple de ce culte dans toute l'étendue de ces Royaumes; et pourtant, si nous considérons que trois puissants évêchés ont été fondés au milieu de nous, à Plaški,[1]) à Kostajnica et à Pakrac, évêchés qui, au dire même des étrangers, rivalisent déjà avec les nôtres; si nous considérons tous leurs monastères, la foule toujours croissante de leurs popes, les titres de comte et de baron conférés à des gens de ce culte et, ce qui est plus douloureux encore, les lettres de noblesse accordées à des individus de cette espèce, et en vertu desquelles ils deviennent habiles à posséder des terres, le nom qu'ils ont pris de Nation illyrienne, la concession qui leur a été faite d'une administration créée en opposition avec nos lois et nos autorités, et qu'on appelle la Députation illyrienne, et, comme conséquence, les progrès surprenants de toutes leurs affaires, progrès contre lesquels nos autorités, nos administrations, nos lois municipales ne nous protègent que faiblement; si nous nous arrêtons à tout cela, nous serons convaincus que ce schisme étranger (comme le prouve l'article XIVe de la loi de 1604), se trouve déjà presque sur le même pied que la religion qui domine dans nos Royaumes. Ce n'est donc pas sans fondement que nous craignons de voir ce corps immense, qui s'étend depuis la frontière moscovite jusqu'à l'Adriatique et auquel l'autorité du Métropolitain donne de la cohésion, se développer de telle sorte que, dans la suite des temps, il étoufferait notre foi et notre pays. Ces craintes sont surtout provoquées quand nous réfléchissons à l'union re-

---

[1]) Plaški, village situé au sud-est d'Ogulin. L'évêque de Gornji-Karlovac y réside encore aujourd'hui.

doutable de ces Schismatiques avec l'armée. Leurs intérêts sont tellement confondus que d'une part l'autorité militaire est habituée à reculer ses limites en profitant des violences des Schismatiques tandis que, d'autre part, les Grecs non-unis étendent de plus en plus leur centre d'action, à l'ombre des forces supérieures de l'armée . . ."

M. Szalay, qui a retrouvé ces doléances des Croates, les reproduit avec une complaisance que sa haine contre les Serbes explique de reste;[1]) aussi se garde-t-il bien de relever les erreurs historiques échappées au rédacteur de ce document. Comment, par exemple, les Croates étaient-ils autorisés à se plaindre en 1764, de l'évêché grec de Plaški (autrement appelé de Varaždin, de Marča, de Lepa-Vina, ou de Severin, suivant que la persécution forçait l'évêque à résider dans un lieu, ou dans un autre), alors que, dès 1749, ce diocèse, devenu vacant, avait été réuni à celui de Gornji-Karlovac? Comment parler des couvents, après que le monastère de Marča, celui que les Serbes vénéraient le plus, leur avait été violemment enlevé? Enfin, pourquoi s'en prendre à l'évêché de Kostajnica, dont la suppression avait été décidée en principe? Il n'y avait en réalité qu'un seul évêque serbe en Croatie, celui de Pakrac, puisque Gornji-Karlovac appartenait aux Confins militaires.

Nous ne signalons point ces erreurs pour mettre en doute l'authenticité de la pièce citée par M. Szalay, mais pour montrer la bonne foi qui dictait les accusations portées contre les Serbes. Les gentilshommes croates qui siégeaient à la Diète signaient aveuglément les mémoires que les Jésuites avaient rédigés, et le peuple ignorant, trompé par ces mensonges, se laissait entraîner à regarder les Schismatiques comme des ennemis.

Par bonheur pour les Serbes, Marie-Thérèse, gagnée sans doute par la parole insinuante du métropolitain Nenadović, ne se laissa pas emporter à de nouvelles mesures de rigueur. Elle se contenta de répondre qu'elle veillerait à ce qu'il ne se produisît pas d'excès en Croatie, et ne voulut pas soumettre l'affaire à la Diète. Bien plus, l'année suivante, elle permit au Métropolitain de déléguer en Transylvanie l'évêque de Bude, Denis Novaković, qui put parcourir le pays sans obstacle.[2])

---

[1]) *Szerb. Telepek*, pp. 62 sqq.; *Rechtsverhältn.* pp. 54 sqq.

[2]) Pope'a, p. 146. — En 1765, Marie-Thérèse témoigna encore dans une

Nenadović rendait des services à ses coréligionnaires, mais il agissait, paraît-il, plus encore par intérêt personnel que par dévouement à la cause nationale. Obligé de se rendre sans cesse à Vienne et de séjourner à la Cour, il voulait sans doute y faire figure et se montrait peu scrupuleux sur les moyens de se procurer des ressources. Les évêques ne demandaient pas mieux que de suivre cet exemple, et le peuple, qui voyait s'ajouter à ses maux les exactions de ses propres chefs, fit entendre des plaintes. Quand il s'agit, en 1768, de pourvoir à la vacance du siége de Bude, le comte Hadik, qui devait remplir les fonctions de commissaire auprès du synode convoqué à cette occasion, conseilla de remplacer cette réunion par un Congrès général. On pourrait y examiner les griefs formulés contre le haut clergé, ainsi que les prétentions du peuple qui, pour mettre fin aux abus, demandait que les prêtres fussent payés par le trésor.

Le Conseil de guerre de la Cour émit un avis favorable sur la proposition du comte Hadik, dont la Députation illyrienne s'était faite l'organe, et, par un rescrit daté du 25 juillet 1768,[1]) Marie-Thérèse annonça au Métropolitain la convocation d'un Congrès national, après lequel le synode attendu aurait lieu. Celui-ci, qui s'était efforcé de parer le coup, en fut si vivement frappé, qu'il en mourut dès le 26 août de la même année.[2]) La réunion du Congrès devenait ainsi doublement nécessaire.

L'époque fixée pour l'ouverture de l'assemblée ayant été remise au printemps de 1769, l'hiver fut employé par la Députation illyrienne à préparer une instruction pour le commissaire royal. Plusieurs des questions restées jusqu'alors indécises furent tranchées par des résolutions souveraines. On ne se borna pas à étudier la situation de l'église grecque en Hongrie ; on fit prendre par la voie diplomatique, des informations sur le traitement des évêques et l'organisation du saint synode en Russie. Le comte Hadik, qui prenait la part principale à ces travaux, semble s'être occupé des affaires serbes avec tout l'intérêt d'un véritable frère slave.

---

autre circonstance de son bon vouloir pour les Serbes. Par un billet autographe, daté du 15 décembre elle approuva le rapport par lequel le baron Koller, membre de la Députation illyrienne proposait d'organiser cette institution sur des bases nouvelles. Voy. Jireček, *Hierarchie*, p. 21.

[1]) Voy. le texte du rescrit dans Jireček, *Hierarchie*, pp. 59 sq.

[2]) Jireček, *Oest. Revue*, 1864, VIII, p. 51.

L'ouverture solennelle du Congrès eut enfin lieu le 4 mai 1769.

Les députes serbes s'occupèrent d'abord des questions de discipline qui devaient leur être soumises; ils réglèrent les droits que le Métropolitain et les Évêques pourraient percevoir pour l'ordination des membres du clergé, pour l'investiture des abbés, archiprêtres et curés, et pour la visite et la consécration des églises; ils déterminèrent les conditions d'admission dans le clergé; fixèrent le détail des formalités à observer à la mort du Métropolitain et des cérémonies à accomplir à cette occasion; arrêtêrent le tarif du casuel qui constituait le revenu des prêtres; ordonnèrent que des registres matricules seraient régulièrement tenus dans chaque paroisse; en un mot passèrent successivement en revue toutes les questions qui touchaient à l'organisation intérieure de leur église et à ses relations avec les fidèles. Toutes ces questions ne furent point tranchées par les seules décisions de l'assemblée. Le Comte Hadik était chargé de transmettre à Vienne les procès-verbaux des séances, ainsi que ses observations personnelles. Chacun de ses rapports était soumis à la Reine par la Députation illyrienne et donnait lieu à une décision spéciale qui lui était communiquée par rescrit.[1])

Les travaux du Congrès se prolongèrent pendant plus de quatre mois, et ce ne fut que le 7 septembre que l'élection du Métropolitain put avoir lieu. L'évêque de Vršac, Jean Gjorgjević, fut élu.

Immédiatemeut après le Congrès, les évêques se réunirent en synode et pourvurent aux siéges vacants. Ils prononcèrent la réunion du diocèse de Kostajnica avec celui de Gornji-Karlovac, mesure qui fut sanctionnée par Marie-Thérèse.

Les décisions prises par les députés serbes, et approuvées par la Reine, furent coordonnées dans un texte spécial, sous le nom de Regulamentum constitutionis Nationis illyricae. Ce règlement fut communiqué aux évêques, à la date du 27 septembre 1770, mais ne fut pas intégralement publié. On se borna à en faire un extrait, où le texte latin etait accompagné d'une traduction serbe, et d'une traduction roumaine, et l'on adressa cet extrait, sous la date du 20 juillet 1771, à tous les Serbes „établis dans les provinces héréditaires de la Reine, notamment dans le Royaume de Hongrie et dans les Pays y annexés,

---

[1]) Voy., pour tous les détails de ce Congrès, Jireček, *Hierarchie*, pp 28. sqq

dans les Généralats de Gornji-Karlovac et de Varaždin, dans les Confins militaires de la Croatie, de la Slavonie et de la Temes, ainsi que dans le Banat de la Temes."

Le premier paragraphe du règlement rappelle l'espèce de contrat intervenu entre Léopold et le patriarche Črnojević et déclare que les Serbes jouiront des immunités et priviléges qui leur ont été accordés, tant qu'ils perséverèront dans leur fidélité envers le trône, puis vient un second paragraphe ainsi conçu:

„Afin que chaque membre de la nation illyrienne, de quelque rang qu'il soit, connaisse le chef et le juge légal, auquel ils devra s'adresser le cas échéant, Nous disposons et ordonnons que, suivant la nécessité du bon ordre, et ainsi que cela est admis partout, dans les affaires ou causes qui ne concernent point la foi, la conscience ou le culte, la Nation illyrienne, même celle qui est établie en Hongrie et dans les pays annexés à la Hongrie, ainsi que dans le Banat de la Temes, relèvera des magistrats provinciaux (c'est-à-dire des magistrats civils, non militaires) et des seigneurs terriens, puis de Notre Chancellerie aulique pour le Royaume de Hongrie, ou respectivement de notre Chambre impériale et royale instituée pour les habitants du Banat, et que dans tous les Confins militaires, elle relèvera des officiers et des autorités qui y commandent et de notre Conseil de guerre aulique impérial et royal; que, de plus, relativement aux priviléges, au libre exercice du culte, ainsi qu'aux affaires concernant le clergé, tous, les personnes civiles aussi bien que les militaires, relèveront de la Députation aulique instituée en témoignage particulier de la protection auguste que Nous accordons à la Nation illyrienne."

Ce principe posé, le paragraphe troisième en tirait naturellement cette conséquence que le Métropolitain était bien le chef du peuple serbe, dans les affaires religieuses, mais nullement dans les affaires civiles.

„Enfin, s'écrie vivement Szalay,[1]) le principe de l'égalité dans l'État est proclamé!" Grand mot, qui peut faire illusion, mais n'est point appuyé sur la réalité des choses. Sans doute, dans un grand pays, on ne peut guère admettre qu'une fraction quelconque de la nation constitue un état dans l'état; mais, ce qui est vrai, d'un peuple compact, possédant une unité véritable, l'est-il bien des peuples de la Hongrie? Sans rappeler les concessions de Léopold qui

---

[1]) *Szerb. Telepek*, p. 68; *Rechtsverhältn.*, p. 59.

constituaient au profit des Serbes, non point une prétention vague, mais un droit positif et sérieux. La différence des nationalités, la division des castes, la situation privilégiée des Magyars expliquaient de reste l'aversion des Serbes contre les autorités auxquelles on les soumettait désormais sans restriction.

Le Congrès de 1769 avait été convoqué dans une pensée favorable à qu'on appelait la Nation illyrienne; on y avait traité un grand nombre d'affaires sérieuses et adopté d'utiles résolutions; mais quand il s'était agi de résumer la situation faite aux Serbes, les intrigues de la noblesse hongroise l'avaient emporté, et cette situation se trouvait aggravée. Le peuple ne s'y trompa point, et lorsque le règlement fut publié, il n'y vit pas les dispositions, bonnes peut-être, qui avaient pour objet l'église, le clergé, les écoles, etc., il ne vit que l'article qui le livrait aux Magyars, et comprit que c'en était fait de ses franchises, disputées depuis quatre-vingts ans avec tant et de si grands efforts. Rien au surplus n'empêcherait ses maîtres de changer à leur gré toutes les améliorations qu'on lui accordait dans le domaine religieux, comme une satisfaction d'un jour. Le mécontentement ne se dissimula point. On voulait bien obéir au dépositaire de la puissance impériale, mais on protestait contre l'invasion des fonctionnaires hongrois, contre cette étrange justice qui mettait un peuple à la merci d'un autre peuple, son ennemi. C'est là ce que M. Szalay ne craint pas d'appeler l'égalité dans l'État! Peu importait aux Serbes, et peu nous importe à nous-même cette tradition historique qui voulait faire revivre partout les mœurs de la féodalité et ces comitats organisés au moyen-âge pour assurer la domination exclusive des seigneurs. Les Magyars jouaient le rôle d'un homme qui voyant sa forêt près d'être réduite en cendre, appelle à son secours un voisin, le prie de l'aider à combattre l'incendie et lui promet, en retour, une partie des bois qu'il aura sauvés, puis, quand le feu est éteint, quand le danger est éloigné, refuse à ce voisin dévoué, qui a gagné de nombreuses blessures au milieu du péril, la part qui lui est légitiment acquise. Faut-il donc que la mauvaise foi devienne une vertu, lorsque ce n'est plus le fait d'un homme, mais le fait d'un peuple?

En réalité, les Serbes subissaient déjà le joug que leur imposait le Règlement, mais quelle que fût l'oppression dont ils avaient à se plaindre, ils se rappelaient le rescrit de 1694, d'après lequel la Nation rascienne devait être „soumise seulement à Sa

Majesté impériale et royale, et être exempte de toute dépendance, aussi bien des comitats que des seigneurs terriens,“ et ils n'avaient jamais complètement désespéré de voir enfin cette promesse s'accomplir.

Les temps étaient durs pour les Slaves. Le partage de la Pologne, signé à Varsovie, le 2 septembre 1772, consomma l'alliance de la Russie avec l'Allemagne et enleva aux Serbes, comme aux autres Slaves de l'Autriche, l'appui qu'ils eussent dû trouver dans le Tsar. Les Polonais s'étaient rendus coupables de bien des folies, ils avaient les premiers méconnu, en subjugeant par la force plusieurs millions de Ruthènes et de Lithuaniens, le droit que possède chaque peuple de choisir ses destinées, et maintenant ils étaient à leur tour victimes de la conquête.

Pourtant, malgré ces fautes, malgré la séparation des églises, la Russie n'eût pas dû oublier que la Pologne après tout était habitée par des frères, et elle n'eût pas dû les livrer traîtreusement à la rapacité germanique. Ce n'est ni à Frédéric, ni à Marie-Thérèse que nous faisons un crime du partage, c'est à Catherine, qui, d'un trait de plume, sacrifiait pour un siècle l'avenir des Slaves, et, par sa complicité, réduisait son empire à n'être plus qu'un état vassal de l'Autriche et de la Prusse.

Mieux eût valu que la Tsarine gardât à elle seule tout le royaume des Jagellons; elle eût conservé vis-à-vis de ses voisins toute sa liberté d'action, et la réconciliation des Russes et des Polonais, entre lesquels ne fussent plus intervenus les Allemands, se fût probablement bien vite accomplie.

La Russie, seul pays où les Slaves fussent maitres de leurs destinées, eût pu facilement grouper autour d'elle toutes les populations de même race maintenues dans une humiliante sujétion par les Allemands, les Magyars, ou les Turcs; mais il eût fallu qu'elle-même fût délivrée de l'influence de l'Allemagne. On n'avait confiance à Pétersbourg que dans les précepteurs germaniques, à qui l'on avait commis le soin d'introduire en Russie la hiérarchie, l'administration, tous les usages de la Prusse. Malgré les obstacles opposés aux indigènes et, à plus forte raison, aux autres Slaves, par ces instructeurs allemands, désireux de se réserver tous les emplois de l'Empire, quelques Slaves de l'Autriche et de la Hongrie réussirent à faire carrière en Russie. Les émigrants de 1751 établissaient entre les Serbes et le peuple russe des liens durables; aussi n'est-il pas étonnant que des officiers, des prêtres, d'origine

serbe, soient allés chercher fortune chez leurs voisins du Nord. Nous avons déjà parlé de Hrvat et de Tökölyi, qui devinrent l'un major-général, l'autre lieutenant-général au service du Tsar. Ces deux Serbes ne sont pas les seuls qui se soient distingués. Nous mentionnerons encore: Rajko Preradović de Bude, qui, de concert avec Šević, avait dirigé un contingent d'émigrants et qui, en 1760, avait le rang de général de division;[1]) Simon Črnović de Mácsa, capitaine des gardes du corps de l'Impératrice;[2]) Paul Julinac, officier russe, attaché au ministre de Russie à Vienne, puis consul à Naples;[3]) Zorić, l'un de ceux à qui Catherine II accorda ses faveurs,[4]) et qu'elle nomma général; Théodore Joanović Janković de Mirijevo, directeur des écoles serbes du Banat, qui fut emmené en Russie, en 1782, par le grand duc Paul et y devint conseiller d'État actuel;[5]) etc. D'autres, comme l'historien Rajić, allèrent s'instruire en Russie; quelques uns même s'y établirent comme professeurs.

Il aurait été digne des Tsars d'attirer ainsi dans leur empire les Slaves des pays voisins et de leur donner l'instruction qu'ils ne pouvaient obtenir ailleurs, mais le Cabinet de Pétersbourg, cédant presque toujours à des influences étrangères, aimait mieux avoir recours aux combinaisons artificielles de la diplomatie, que de s'appuyer au dehors sur ses alliés naturels. Les questions religieuses l'intéressaient, à cause de la position prépondérante réservée dans l'église russe au souverain temporel, mais, pour tout le reste, il était à peu près indifférent et n'essayait pas d'intervenir en faveur des Slaves.

Si les Russes n'avaient pas de plan bien arrêté, il n'en était pas de même des Magyars qui poursuivaient sans relâche l'accomplissement de leurs desseins ambitieux. Dès l'année 1773, un arrêté de la Chancellerie hongroise supprima les juges nationaux que les Serbes de Tokaj avaient continué d'élire, de concert avec les Arméniens et les Roumains de la Macédoine.[6])

---

[1]) Miller, *Epitome Vicissitudinum et Rerum memorabilium de libera Regia Urbe Budensi*; Budae, 1760, p. 148.

[2]) Šafařík, *Gesch. der südsl. Lit.*, III, p. 418.

[3]) Šafařík, *loc. cit.*, p. 309.

[4]) Sugenheim, *Russlands Einfluss auf Deutschland.* Frankfurt a. M., 1856, II, p. 36.

[5]) Šafařík, *loc. cit.*, p. 321.

[6]) Archives du comitat de Zemplén, fasc. 188, nº 246. Cf. Bidermann, *Russische Umtriebe in Ungarn*, p. 52, note 68.

L'aversion dont les Allemands et les Magyars triomphants poursuivaient les Slaves, eût peut-être amené d'autres mesures du même genre si la Députation illyrienne, présidée maintenant par le baron François Koller,[1]) n'avait pris la défense des Serbes. Le métropolitain Jean Gjeorgjević étant mort cette même année 1773, la Députation fit autoriser la convocation du Congrès national, après lequel dut se tenir un nouveau synode ecclésiastique.

Le Congrès eut lieu en 1774, en présence du lieutenant-maréchal baron de Mathesen, qui remplit les fonctions de commissaire du gouvernement. Vincent Joanović Vidak, évêque de Temesvár fut appelé à la succession de Gjorgjević. Les évêques et les autres députés serbes profitèrent de la réunion pour remettre au commissaire impérial et royal une pétition dans laquelle étaient formulées 31 réclamations contre le règlement de 1770. Mathesen transmit ce document à Vienne et, dès le 4 août 1774, une résolution de Marie-Thérèse, prise sur le rapport de la Députation illyrienne, vint trancher les points en discussion. En général, les solutions adoptées n'étaient pas défavorables aux Serbes.

La Députation, par l'activité qu'elle mettait à expédier les affaires comme aussi par le soin qu'elle apportait à les étudier rendait les plus grands services aux intérêts qui lui était confiés. Elle ne fut sans doute pas étrangère à la promulgation de l'ordonnance du 1er mai 1774, par laquelle la Reine retirait à tous les évêques catholiques de Hongrie, sauf au primat, la dignité de főispán.[2]) On a vu quel étrange abus les prélats magyars faisaient du pouvoir civil pour gouverner les âmes; ils étaient parvenus à usurper universellement les fonctions de főispán, ce qui leur permettait de persécuter à leur gré les Hérétiques, ou les Schismatiques. L'ordonnance de Marie-Thérèse dut être un grand bienfait pour les Protestants comme pour les Grecs Orientaux.

C'est encore à la bienfaisante intervention de la Députation qu'il faut rattacher l'ordonnance du 12 novembre 1774, par laquelle Marie-Thérèse donnait aux Serbes établis à Velika-Kikinda et aux environs, une organisation autonome. Nous ne nous arrêterons pas en ce moment sur cette ordonnance, dont nous aurons lieu de reparler plus loin dans un Chapitre distinct; nous dirons

[1]) Koller avait remplacé Bartenstein, mort le 7 août 1767.

[2]) Schwartner, *Statistik von Ungarn* (Ofen, 1811, 2 vol. in-8), T. II, p. 159.

seulement qu'on était à la veille d'exécuter dans toutes ses conséquences l'article de la loi de 1741 qui rendait le Banat à la vie civile; on allait y rétablir le régime des comitats si justement odieux à tous ceux qui ne faisaient point partie de la classe privilégiée des nobles, et c'était le moins qu'on donnât aux Serbes, à qui l'on avait tant promis, une légère compensation.

Le sentiment d'équité, qui avait dicté les ordonnances de 1774, ne pouvait toucher l'aristocratie hongroise; elle s'insurgea contre la Députation illyrienne, à laquelle elle s'était toujours opposée, et résolut de lui porter un grand coup.

En 1776, les Magyars remportèrent un premier succès; ils obtinrent la suppression de l'agent que les Serbes avaient jusque là entretenu à Vienne. C'était la Nation qui subvenait aux dépenses de cet agent et le Métropolitain qui lui donnait ses instructions,[1]) il ne semble donc pas que personne fût fondé à demander son rappel, mais les ennemis des Serbes voulaient leur enlever tous moyens de faire entendre leur voix à la Cour, et le renvoi du modeste fonctionnaire qui s'occupait des affaires illyriennes à Vienne devait être l'avant-coureur d'une mesure plus efficace, la suppression de la Députation.[2])

Pendant cette même année 1776, le Synode ecclésiastique se réunit de nouveau pour reprendre les délibérations commencées en 1774, examiner la question du calendrier et des fêtes chômées, organiser les séminaires et jeter les bases d'un Corpus juris canonici. Malgré la diversité des affaires dont elle devait s'occuper, cette assemblée, auprès de laquelle le Comte Antoine Janković, főispán du comitat de Požega, remplit les fonctions de commissaire impérial et royal, se borna à l'élaboration d'un règlement qui dut remplacer celui de 1770. Chaque article de ce dernier texte fut soumis à une révision minutieuse. Le Comte Janković adressait chaque jour un rapport à la Députation illyrienne qui devait à son tour se mettre d'accord avec la Chancellerie autrichienne, la Chancellerie hongroise et les autres juridictions supérieures de la monarchie. On conçoit que, dans ces conditions, un accord pût rarement être obtenu dans un sens fa-

---

[1]) Jireček, *Hierarchie*, p. 23.

[2]) Étienne Novaković, l'auteur des deux opuscules que nous avons cités en tête de notre *Bibliographie*, exerça pendant plusieurs années les fonctions d'agent serbe à Vienne. Voy. Šafařík, *Gesch. der südslaw. Lit.*, III, p. 323.

vorable aux Serbes; aussi, lorsque le règlement ainsi élaboré fut publié, le 2 janvier 1777,[1]) le mécontentement ne tarda-t-il pas à se faire jour.

Pour donner le change au peuple et lui faire rejeter sur les évêques et sur les autres membres du synode toute la responsabilité du nouveau règlement, les Magyars eurent recours à un expédient assez habile. Ils usèrent de leur influence sur Marie-Thérèse pour l'amener à montrer aux représentants des Serbes une bienveillance singulière. Elle envoya au Métropolitain, aux évêques et au secrétaire de la nation, des présents que le commissaire impérial et royal leur remit en grande pompe à la dernière séance du Synode.[2]) N'était-il pas évident, après une marque aussi particulière de la faveur souveraine que, l'accord le plus complet existait entre les députés serbes et le gouvernement central?

Cette démonstration, habilement mise en scène par les Magyars, eut l'effet désiré. Le peuple crut que les évêques avaient pris part à un complot contre lui, et voulut leur demander compte des modifications apportées aux règlements nationaux depuis 1769. Une circonstance fortuite augmenta encore la défiance contre eux. Le règlement de 1770 n'avait été communiqué au public que par extraits; aussi, lorsque la foule vit que la nouvelle ordonnance faisait mention de deux Synodes, où le haut clergé avait dû, loin de tout contrôle, sans la participation des députés laïcs, statuer sur les affaires les plus importantes de la nation, s'imagina-t-elle de bonne foi que toutes les lois sous l'empire desquelles elle existait, avaient été de nouveau bouleversées. Les évêques, disait-on avec raison, n'avaient pas le droit de renoncer à une seule des prérogatives qui appartenaient au peuple tout entier; or quelles garanties offraient des délibérations faites à huis clos, sous l'influence directe de la Cour?

Les réclamations furent si vives que le Métropolitain sentit qu'il ne pouvait rester dans l'inaction. Il sollicita l'autorisation de se rendre à Vienne pour y faire agréer quelques modifications de nature à satisfaire les exigences populaires. Il était nécessaire qu'il débattît lui-même les points contestés, car les Serbes n'avaient

---

[1]) Regulament wornach die griechisch nicht unirten Religionsverwandten, Laien und Priester sich zu richten haben. Mit X Tabellen, *Wien,* 1777, in-fol. (en allemand et en serbe).

[2]) Jireček, *Hierarchie,* p. 36.

plus de représentation dans la capitale de l'Empire. La Députation illyrienne, sans cesse paralysée dans son action par la Chancellerie hongroise, obligée de faire à l'organe de l'aristocratie magyare des concessions de chaque jour, n'avait pu éviter le sort dont elle était depuis longtemps menacée. Une ordonnance de 1777 l'avait dissoute et avait transféré ses attributions à la Chancellerie hongroise. C'est à cette dernière juridiction que Joanović dut s'adresser.

Les seigneurs magyars qui dirigeaient les affaires auraient sans doute accueilli le représentant des Serbes avec toute l'arrogance du triomphe, si la Chancellerie autrichienne et le Conseil de guerre aulique n'eussent été appelés à prendre part aux délibérations. Les séances commencées le 19 février 1778, durèrent trois semaines et aboutirent à l'adoption d'un projet définitif que le conseiller aulique Izdenczy fut chargé de rédiger. Ce projet, qui reçut la sanction impériale et royale à la date du 16 juillet 1779, fut publié sons le nom de Rescriptum declaratorium;[1]) il a réglé jusqu'aujourd'hui les rapports de l'église orientale de Hongrie avec l'État, aussi bien que l'organisation intérieure de cette église.

La Chancellerie hongroise, délivrée des entraves que la Députation illyrienne avait mises à ses projets, put à son aise opérer dans le Banat les innovations que les Magyars souhaitaient, et en vue desquelles on avait concédé aux Serbes comme une bien modique compensation, l'érection de Kikinda en district privilégié. La réincorporation du pays compris entre la Maros, la Tisza, le Danube et les Carpathes, eut lieu en 1779, sous la direction de Christophe Nitzky et de François Zichy. On en forma les trois comitats de Torontál, de Temes et de Krassó, et l'on ne laissa plus sous le régime militaire que la région frontière qui fut divisée en trois régiments. En même temps que l'on organisait les co-

---

[1]) Le *Rescriptum declaratorium* fut publié à la fois en latin et en allemand. Le texte latin eut force de loi dans ce qu'on appelait le *Provincial*, c'est-à-dire dans les pays soumis à l'administration civile, tandisque le texte allemand dut seul être suivi dans les Confins militaires. Cette distinction est importante parce qu'on a relevé des différences entre les deux versions. Voy. Jireček, *Oesterr. Revue*, 1864, VIII, p. 56. Les autorités chargées de distribuer les exemplaires du rescrit exigèrent qu'on leur rendît les exemplaires existants des règlements antérieurs, de peur qu'il y eût confusion.

mitats du Banat, on eut grand soin d'y créer une noblesse qui représentât les idées de la race dominante. Comme il n'y avait pas, dans les nouveaux comitats, de Magyars proprement dits, à l'exception de quelques colons établis dans le voisinage de la Tisza, Nitzky et Zichy firent appel aux Allemands, aux Arméniens, aux Serbes même et aux Roumains, pour constituer une sorte de noblesse et en faire les défenseurs de l'ordre de choses qu'ils voulaient fonder. Ils leur vendirent à vil prix des terres de l'État, et les priviléges nobiliaires furent conférés aux acquéreurs. Telle est la faiblesse humaine. Ces mêmes bourgeois, ces mêmes petits marchands, qui, la veille encore, eussent maudit le joug seigneurial et les traditions féodales qui sont la base des comitats, n'étaient pas plutôt en possession d'un parchemin, ou d'un titre, qu'ils se changeaient en oppresseurs.

Nous n'avons pas à parler ici du tort immense que l'introduction du système administratif hongrois eut pour le Banat tout entier. Ce fut la ruine des utiles travaux que Mercy et ses successeurs avaient entrepris avec une si grande et si louable persévérance; les routes laissées à l'abandon ne seront pas entretenues et deviendront des fondrières; les canaux, qui devaient mettre le pays à l'abri des inondations, ne seront pas achevés; la culture, l'industrie ne recevront plus d'encouragement; en un mot les Magyars laisseront une contrée d'une richesse et d'une fertilité admirables, redevenir à peu près ce qu'elle était sous les Turcs. Ce n'est peut-être pas incurie de leur part; qui sait s'ils ne veulent pas, en introduisant dans le Banat le désordre qui frappe l'étranger dans les autres parties de la Hongrie, montrer que la conquête est bien définitive et qu'ils sont bien chez eux dans ce coin de terre?

Si nous ne nous arrêtons pas à ce spectacle, constatons du moins l'origine de la noblesse qui aujourd'hui encore soutient seule dans le Banat la cause des Magyars. A l'exception de quelques anciennes familles, qui y ont acquis des propriétés par spéculation, mais qui n'y résident point, comme les Csekonics, les Nádasdy, les Szapáry, etc., cette noblesse s'est recrutée à la fin du siècle dernier, ou au commencement de celui-ci de la manière que nous avons indiquée plus haut. Les Karácsonyi, les Korácson, les Kiss sont des Arméniens magyarisés, les Nákó sont des Serbes,

les Sina sont des Roumains de la Macédoine, une foule d'autres sont des Allemands.[1])

La réorganisation du Banat fut un des derniers actes de la Reine qui mourut le 22 novembre 1780, après un règne fécond en événements.

Marie-Thérèse, nous l'avons reconnu, ne manquait point d'un certain sentiment de justice; on peut même dire qu'elle cherchait à faire le bien. Sa pénétration naturelle qui lui avait fait deviner les destinées de la Prusse, ne l'empêchait point de subir les influences les plus contraires. Après avoir percé à jour les desseins de Frédéric, après avoir eu conscience de tous les dangers qu'ils pouvaient faire courir à la monarchie autrichienne, elle contribua elle-même au triomphe de son ennemi. Elle eut le tort immense de considérer son Empire comme un Empire allemand, de chercher à y introduire l'unité, non point en proclamant l'égalité des races et des langues, mais en imposant aux peuples les plus divers la langue, les mœurs, les idées allemandes. Elle croyait en cela contribuer à développer l'esprit national, tandis qu'elle préparait les luttes intestines qui durent encore. Ses efforts n'ont profité qu'à la Prusse qui est devenue l'Allemagne, et qui a recueilli le bénéfice de tout ce que la Cabinet de Vienne avait fait pour affaiblir les nations non-allemandes de l'Autriche.

Cet esprit germanique dont Marie-Thérèse était imbue et qui lui dicta les réformes qu'elle voulut introduire dans l'administration et dans les écoles, se montra plus exclusif encore chez son fils. Joseph II, associé à l'empire depuis la mort de François

---

[1]) Il ne sera peut être pas hors de propos de reproduire ici ce que dit Struve (*Allgemeine Weltgeschichte*, II, p. 253), de la haute aristocratie autrichienne. On comprendra mieux, en lisant ces paroles, pourquoi cette aristocratie a presque toujours été du côté des oppresseurs:

„Wenn wir fragen, wer sind die grossen Grundbesitzer in Oesterreich, Böhmen und Ungarn, so ist die Antwort: die Enkel der Henker und Pfaffenknechte, mit deren Hülfe Ferdinand II., und Ferdinand III., bezugsweise Leopold I, Karl VI. und Maria-Theresia jene Länder in einen Zustand der herabwürdigsten Unterwürfigkeit versetzten. Religiöse Verfolgungswuth, Verrath, Mord und jegliche Art von Schergediensten sind die Titel, auf deren Grunde sie zu Besitzern des blühendsten Theiles der österreichischen Monarchie wurden. Es sind die Enkeln jener Monopolisten und Cameralisten, welche ihre unermässlichen Reichthümer zusammen gestohlen, betrogen und ergaunert hatten. Fürwahr, von allen Adeligen der Welt haben die österreichischen am wenigsten Grund auf ihren Ursprung stolz zu sein."

de Lorraine (1765), était, par tempérament, autant que par éducation, opposé à toute transaction. Un des principes de sa philosophie était de chercher à imposer ses idées aux autres, même par la force, parce qu'il les croyait seules justes. Trompé par ses propres sophismes, il prétendit qu'étant l'Empereur d'Allemagne, l'allemand devait être la langue de tout son empire et n'admit aucun raisonnement à l'encontre du sien. Sa politique intérieure n'eut qu'un mobile: ne plus régner que sur des Allemands.

Toutefois il importe de rendre justice à Joseph II, et de reconnaître les bons côtés de sa doctrine philosophique. Disciple de Voltaire et des Encyclopédistes, il professait le plus souverain mépris pour les discussions théologiques et ne pouvait admettre les persécutions religieuses.

A la mort du métropolitain Joanović arrivée en 1780, les Serbes obtinrent sans difficulté la convocation du Congrès national, qui lui donna pour successeur Moïse Putnik, évêque de Temesvár (10/21 juin 1781).[1]) Cette fois encore, le comte Janković avait été délégué en qualité de commissaire du gouvernement.

Le 25 octobre de l'année suivante, Joseph II, publia son fameux édit de tolérance, acte de justice qui profitait également à tous les cultes non-catholiques. Comment se fait-il qu'un homme, assez éclairé pour proclamer la liberté de conscience, n'ait pas voulu reconnaître le droit qui appartient à chaque peuple d'exister et de se développer librement?

Impatient, comme nous l'avons dit, de faire entrer dans la grande patrie germanique ceux de ses sujets qui étaient en dehors de l'Allemagne, il ordonna par un décret daté du 6 mai 1783, que, „dans un délai de trois ans, à compter de ce jour, tous les fonctionnaires du royaume de Hongrie devraient parler couramment et écrire correctement la langue allemande.“

Bien que les Serbes fussent attachés à l'idiome de leurs ancêtres, cette mesure les atteignait peut-être moins que les

---

[1]) „Aussitôt après la clôture du congrès, fut tenu un synode dans lequel la réunion des évêchés de la Bačka et de Bude fut discutée, mais repoussée par les évêques. Le synode proposa en outre que les revenus des différents évêchés fussent versés dans une caisse commune, sur laquelle chaque évêque eût reçu un traitement proportionnel. On commença la perception, mais la proposition fut ensuite abandonnée.

„Dans un synode qui eut lieu plus tard en 1786, on agita la question d'une réduction des fêtes chômées.“ Jireček, *Hierarchie*, p. 38.

Magyars. Ceux-ci étaient aussi jaloux de leurs droits, qu'ennemis du droit des autres, et leur aristocratie déploya, dans la lutte contre les prétentions excessives de l'Empereur, une activité, une persévérance, qui dispensa les Serbes d'intervenir.

La conséquence la plus fâcheuse du décret de Joseph II fut d'inspirer aux Magyars l'idée d'imposer à toute la Hongrie, non plus l'allemand, mais leur langue à eux. A partir de ce moment, des voix s'élèvent parmi eux contre le latin. On ne veut plus de ces vieux débris de la langue classique, bien que, transformés par l'usage, il se prêtent à merveille à tous les besoins de la vie telle qu'elle existe en Hongrie; on leur préfère un idiome inférieur, bon pour les peuplades de l'Oural et de l'Altaï, mais qui ne saurait interpréter les finesses de la pensée européenne.

La lutte qui va s'engager sur cette question des langues, où les Allemands et les Magyars prétendent faire prévaloir leur influence sur les autres peuples, dure depuis près d'un siècle et n'est peut-être pas près de s'apaiser, tant il est vrai qu'il n'y a point d'entente possible, en dehors du droit et de la justice!

Ce n'est pas ici le lieu d'exposer les autres réformes que Joseph II tenta d'introduire dans son Empire. Beaucoup de ces réformes eussent été excellentes, si elles n'avaient péché par un esprit trop absolu, mais l'Empereur ne possédait pas la force nécessaire pour faire brutalement exécuter ses décrets. Il échoua, et la conscience de son échec lui fit chercher une diversion dans une entreprise étrangère; il résolut d'attaquer les Turcs, „voulant, disait-il venger l'humanité contre ces barbares".

Potemkin avait amené la guerre entre la Russie et la Porte; Joseph allié de Catherine II, ne put rester neutre, tel fut du moins le prétexte qu'il invoqua pour entrer en campagne. Les derniers mois de l'année 1787 furent consacrés à de grands préparatifs militaires. Cent quatre vingt mille hommes furent réunis sur les bords de la Save, avant même que la déclaration de guerre eût eu lieu. Les Slaves de l'Empire, en particulier les Serbes et les Croates, formaient la moitié de cette armée qui devait opérer sur le rive droite dn Danube. Le commandement échut à Lascy, homme de confiance de l'Empereur, mais général incapable, qui devait compromettre le succès de la campagne.

Nous renverrons aux histoires de Hongrie pour les détails

de cette guerre. L'ouvrage que nous avons déjà cité[1]) fait connaître la part spéciale qu'y prirent les Serbes. Sur les deux rives du Danube, ils luttèrent d'ardeur pour combattre les Turcs et, s'il était possible, les refouler au-delà des Balkans. Les régiments des Confins furent pendant toute la guerre les premiers au feu et l'impéritie de leurs chefs n'augmenta pas peu leurs souffrances. Le 24 avril, l'Empereur en personne réussit à prendre Šabac, mais ne put empêcher les Turcs de passer le Danube et d'occuper Pančevo, Kubin, Uj-Palanka, etc. Lascy avait dispersé inutilement ses forces et les Turcs purent ravager le Banat sans être inquiétés. Le désir de regagner ses quartiers d'hiver avant la mauvaise saison décida seul le grand-vizir à replier son armée. Les succès du Prince de Cobourg en Moldavie soutinrent à peine la réputation des troupes impériales.

Joseph II comprit enfin qu'il avait été mal inspiré dans le choix de ses généraux, et appela Laudon à la tête de l'armée de Croatie. Ce vaillant homme de guerre rétablit l'ordre parmi les troupes, en même temps que Cobourg et les Russes infligeaient aux Turcs en Moldavie de sanglantes défaites (1789). Il était temps que les Autrichiens resaisissent la victoire, car la guerre, à laquelle venaient se joindre les réquisitions forcées ordonnées par l'Empereur, imposait aux populations du Banat les plus rudes sacrifices. Hadik, qui remplaça Lascy pendant quelques mois, prépara avec Laudon un nouveau plan de campagne. Il s'agissait d'attaquer Belgrade, et Laudon, qui eut seul maintenant la conduite des opérations, se chargea de diriger l'entreprise. Le 8 octobre, la place capitula après un siége de vingt jours. Šabac se rendit également.

Ces avantages ne furent pas seulement dus aux troupes régulières, mais aussi aux volontaires serbes. „L'empereur Joseph, dit un historien allemand, avait eu l'excellente idée de former un corps franc des Serbes qui viendraient se joindre à lui, et bientôt ce corps s'éleva à un chiffre considérable de fantassins et de cavaliers, qui rendirent pendant la campagne les meilleurs services, dès le siége de Belgrade en 1789, et surtout après qu'on fut en possession de cette place et du pays voisin. Le colonel Mihajljević qui commandait le corps franc, prit position près de Jagodina et de Ćuprija; suivant des chemins où jamais une armée, ni un

---

[1]) *Die freiwillige Theilnahme der Serben und Croaten an den vier letzten österreichisch-türkischen Kriegen,* pp. 270—340.

canon n'avaient passé, il pénétra jusqu'à Karanovac qu'il enleva aux Turcs. Au mois de janvier 1790, il parut devant Kruševac, mit son monde en ordre de bataille, tout ensemble au son des instruments turcs et autrichiens, et s'empara de la ville. Les vieilles églises qui témoignaient de la magnificence du knèze Lazare, (lequel avait à Kruševac sa principale résidence), et qui depuis lors avaient dû servir aux Turcs d'écuries, furent nettoyées, consacrées et retentirent de nouveau des chants chrétiens. Ce n'est pas sans raison que les Impériaux se vantèrent dans leurs bulletins d'avoir conquis une grande partie de l'ancien royaume de Serbie. Les habitants regardaient comme certain qu'ils resteraient cette fois sujets de l'Empereur de Vienne; ils s'étaient joints à lui avec empressement; dans la plupart des districts ils avaient prêté l'hommage; çà et là, ils avaient accepté de concert avec les troupes impériales, la défense des places conquises sur l'ennemi commun".[1])

La prise de Belgrade et de Šabac marqua en quelque sorte la fin des hostilités. Joseph II était préoccupé des questions intérieures; il voyait ses réformes menacées par l'opposition des comitats hongrois; la guerre lui avait révélé la mauvaise organisation de son armée; il voulut prendre un parti énergique. Les

---

[1]) Ranke, *Die serbische Revolution,* p. 78. Remarquons en passant que le corps auxiliaire serbe avait été formé dès le commencement de la guerre et qu'il en partagea toutes les fatigues. Quand les populations chrétiennes de la Turquie virent que la Russie et l'Autriche s'alliaient pour attaquer la Porte, elles crurent que le moment de la délivrance était venu et il y eut chez elle un enthousiasme semblable à celui qui avait marqué les campagnes de Léopold. Tous les hommes valides s'enrôlèrent, soit dans le corps franc, soit dans les troupes régulières. Beaucoup de familles, fuyant devant les Turcs, passèrent le Danube ou la Save et vinrent se réfugier sur le territoire hongrois ou croate. On retint dans les Confins les individus en état de porter les armes et l'on envoya plus loin les autres. Au mois de juillet 1788, on fit le dénombrement des familles qui étaient ainsi venus s'établir dans le comitat de Sirmie, après que le régiment de Petrovaradin avait gardé les hommes valides, et l'on en trouva 855 comprenant 5732 personnes des deux sexes. Ces émigrants, qu'on le remarque bien, n'étaient pas des vagabonds, qui dussent être à charge au pays. Ils avaient amené avec eux 1300 chevaux, 5000 têtes de gros bétail, 8000 moutons, 3000 chèvres et 2000 porcs. Vers le même temps, 475 autres familles vinrent encore s'établir dans le même comitat. Voy. l'extrait da la *Wiener Zeitung* du 13 août 1788 reproduit dans la *Freiwillige Theilnahme,* p. 274.

mesures de rigueur ne produisant aucun effet, le monarque philosophe se décida à supprimer d'un trait de plume toutes les innovations qu'il avait introduites en Hongrie (28 janvier 1790). Cet effort l'épuisa, et contribua sans doute à précipiter sa fin. Il mourut vingt-quatre jours après, le 20 février.

Nous avons déjà reconnu et nous reconnaissons encore que Joseph avait voulu le bien de son Empire, seulement il avait cru à tort pouvoir l'assurer en courbant tous ses peuples sous le jong allemand. Ses idées ne furent pas réalisées alors, parce qu'elles étaient irréalisables, mais elles lui ont survécu; elles étaient trop conformes au génie germanique pour ne pas faire école. Depuis Joseph II, l'ambition, la convoitise de l'Allemagne n'a fait que s'accroître. De lui, plus encore que de Frédéric II, viennent ces rêves funestes du „Danube allemand", des villes allemandes qui doivent former comme une couronne autour de la Mer Noire,[1]) enfin tous les projets de conquête, dont les Latins et les Slaves doivent être les victimes.

A la mort de Joseph, au moment où de grands changements s'opéraient dans l'administration, les Serbes pensèrent que leur sort allait sérieusement s'améliorer. „Supportant toutes les charges du pays, prenant leur part de toutes ses souffrances, ils n'avaient pas encore obtenu le droit de bourgeoisie. Leur seule garantie résidait dans les priviléges impériaux, auxquels les Hongrois se refusaient toujours à reconnaître une valeur constitutionnelle, tandis que, d'autre part, depuis l'avénement de Marie-Thérèse, ils s'efforçaient d'exercer une influence de plus en plus prépondérante sur les affaires serbes, dont ils voyaient augmenter l'importance."[2])

Les États de Hongrie allaient se réunir; c'était une occasion favorable; aussi, dès le 22 mars, avant même que les lettres de convocation eussent été expédiées, le métropolitain Putnik, remit-il à l'Empereur un placet dans lequel il renouvelait la demande faite par Djaković en 1708; il sollicitait pour les Serbes le droit d'être représentés par quelques uns des leurs au sein de la Diète.

Le comte Pálffy, appelé, en sa qualité de chancelier à donner son avis sur cette prétention, ne manqua pas de la déclarer exorbitante.

---

[1]) *Der deutsche Städtekranz am Schwarzen Meer.*

[2]) Jireček, *Oesterr. Revue*, 1864, VIII, p. 57.

Il contestait purement et simplement à ce qu'on appelait la Nation illyrienne toute existence politique. Le cardinal-primat Battyányi alla plus loin encore. A ses yeux, les Serbes étaient des étrangers, dont la présence sur le sol hongrois n'était que tolérée, qui pouvaient bien se prévaloir de priviléges, mais non pas de la loi.

L'opposition de l'aristocratie magyare eut le succès prévu. Il fut répondu à Putnik que les États seuls pouvaient statuer sur sa demande. Celui-ci ne se laissa pas rebuter; sur l'invitation même de Léopold, il lui remit un second mémoire, à la date du 2 juin, quatre jours avant l'ouverture de la Diète. Dans ce nouveau factum, le Métropolitain montrait encore combien il était nécessaire pour sa nation d'entrer en communication directe avec les États, maintenant surtout qu'elle n'avait plus pour organe de ses intérêts, une juridiction spéciale, comme la Députation illyrienne. Les Serbes ne tenaient tant à faire entrer leurs mandataires à la Diète que pour être mis à même de travailler de concert avec les Magyars, au développement du Royaume.

Léopold fut touché des motifs développés par Putnik, et fit expédier des lettres de convocation au Métropolitain et aux Évêques serbes. Le 23 juin, ces lettres furent remises aux hauts dignitaires de la Diète par les Évêques de Vršac, d'Arad et de Bude, avec une adresse de Putnik qui réclamait la bienveillante intervention du Primat, du Juge de la Curie et du Lieutenant royal, pour faire accepter par la Diète la décision qui l'appelait à siéger, lui et les autres représentants du clergé.

Tandis que Putnik attendait une réponse, il voulut de nouveau profiter des bonnes dispositions de l'Empereur pour obtenir l'autorisation de réunir le Congrès national.

Il y avait seize ans que les Serbes n'avaient pu s'assembler pour discuter leurs affaires, puisque le Congrès de 1781 n'avait pas eu d'autre objet que l'élection du métropolitain; beaucoup d'intérêts étaient en souffrance, et les Serbes désiraient les traiter eux-mêmes. De plus, il était bon qu'ils fussent entendus, au moment où la Diète allait peut-être statuer définitivement sur leur sort.[1])

---

[1]) Szalay reproche au Métropolitain serbe d'avoir contrevenu aux promesses faites par lui à la Diète, en demandant la convocation d'un Congrès. Les dates seules montrent combien ce reproche est peu fondé. Putnik

Léopold n'éleva point d'objections et, le 27 juin, le jour même où il avait reçu la députation, il adressa un billet autographe au Chancelier hongrois en le chargeant de prendre les mesures nécessaires pour la convocation du Congrès.

Il investit d'avance le lieutenant-maréchal baron de Schmiedfeld, commandant de Petrovaradin, des fonctions de commissaire.

Dans un rapport élaboré en commun, la Chancellerie hongroise et le Conseil de guerre aulique entreprirent de faire revenir l'Empereur sur sa décision. „Le Congrès ne devait en aucun cas se réunir avant la Diète de Hongrie. Les évêques grecs orientaux étaient déjà en possession des droits régaliens, et, on le savait, les États ne refuseraient pas de les laisser siéger parmi eux, avec voix délibérative; il ne fallait donc pas, en convoquant un Congrès, les empêcher de prendre part aux travaux de la Diète. On avait eu de bonnes raisons pour poser en principe que le Congrès n'aurait à s'occuper que de l'élection du Métropolitain; toutes les autres affaires nationales étaient réglées par le Rescriptum declaratorium, et les réclamations devaient être portées aux autorités par les voies ordinaires. Si pourtant Sa Majesté ne voulait pas revenir sur sa résolution, qu'elle adjoignît au moins au lieutenant-maréchal de Schmiedfeld, un second commissaire, ex provinciali hungarico.“ [1])

Léopold se montra plus généreux que ses conseillers et maintint sa décision. Le Congrès devait avoir lieu à Temesvár, dans la forme que les intéressés avaient demandée. La caisse domaniale de cette ville fut même autorisée à faire une avance de 10.000 florins pour les frais de l'assemblée et Schmiedfeld fut manda à Vienne pour recevoir ses instructions (7 juin).

La faveur impériale était d'autant plus nécessaire aux Serbes que, la veille même, ils avaient essuyé un nouvel échec. Après huit jours de réflexion, le Primat, parlant au nom de la Diète, répondait aux Évêques qui lui avaient soumis les lettres impériales de convocation, par une véritable fin de non recevoir. Les États, disait-il, étaient présentement occupés dans les sections, et il n'était pas possible de tenir une séance plénière pour y discuter

---

pouvait croire, le 27 mars, que les lettres qui l'appelaient à siéger à la Diète produiraient un effet incontesté et se serait abstenu d'une démarche qu'il eût cru de nature à blesser les États.

[1]) Jireček, *Hierarchie*, p. 39.

l'affaire; il ne doutait pourtant point que la Diète ne tranchât la question en toute équité et que les Serbes ne reçussent satisfaction, pourvu qu'ils se plaçassent sur le terrain du droit commun, et non du privilége.[1])

Il était difficile de faire une réponse plus équivoque et de mieux montrer que l'aristocratie hongroise se mettait au-dessus du Roi, comme elle se mettait-au dessus de la justice. Léopold avait donné gain de cause aux Serbes; sa décision formelle était éludée par de vains prétextes.

Sur ces entrefaites, le 9 juillet 1790, le métropolitain Putnik mourut, en sorte que le Congrès eut maintenant à lui donner un successeur.

Le 17 juillet, les évêques de Temesvár, de Vršac et de la Bačka présentèrent une nouvelle requête. Ils voulaient que les évêques de la Bucovine [2]) et de la Transylvanie,[3]) en même temps que celui de Belgrade,[4]) fussent invités à prendre part au Congrès, avec quelques députés de leurs diocèses, enfin que les propriétaires seigneuriaux des comitats d'Arad, de la Temes, de Torontál, de Bács et de Tolna, ainsi que les trois généraux Papilla, Sečujac, Davidović et les autres officiers supérieurs des Confins pussent y assister.

Une résolution impériale, prise sur le rapport de la Chancellerie hongroise et du Conseil de guerre aulique, à la date du 20 juillet, décida que le Congrès formulerait ses réclamations, avant

---

[1]) Szalay, *Szerb. Tel.*, p. 74; *Rechtsverhältnise*, p. 67.

[2]) La Bucovine avait été réunie à l'Autriche en 1777, à la suite de la convention conclue, deux ans auparavant, à Constantinople, entre la Cour de Vienne et la Porte. L'évêché grec-oriental de Radauti fut alors transporté à Czernowitz et détaché de la métropole de Moldavie. Une résolution impériale du 8 décembre 1786 le subordonna à la métropole de Karlovci. Voy. Jireček, *Hierarchie*, p. 9.

[3]) Joseph II avait définitivement réglé, en 1784, la question de l'évêché de Transylvanie. Les Roumains possédèrent un évêque du rite oriental qui résida à Sibiu (Hermannstadt, Nagy-Szeben), mais, par une disposition étrange, n'eurent pas le droit de concourir à sa nomination. Ce fut le métropolitain serbe qui le désigna. Des résolutions impériales du 30 septembre 1783, du 9 octobre de la même année, ainsi que la résolution déjà citée du 8 décembre 1786, restreignirent la compétence du siège archiépiscopal de Karlovci, au droit de statuer en appel sur les questions de dogme et de discipline. Voy. Jireček, *Hierarchie*, p. 8, et Popea, *Vechi'a Metropolia ortodosa romana a Transilvaniei*, pp. 192 sq.

[4]) Belgrade, nous l'avons dit plus haut, était alors occupé par les troupes autrichiennes.

de procéder à l'élection du métropolitain; que les évêques de Bucovine et de Transylvanie pourraient prendre part à l'élection comme les autres, mais que ces deux pays n'auraient pas le droit d'envoyer des députés laïcs; enfin que la Serbie ne serait représentée ni par l'évêque de Belgrade, ni par d'autres mandataires. Le Congrès était autorisé à appeler dans son sein les généraux Papilla et Sečujac,[1]) ainsi que le nombre ordinaire d'officiers délégués par les Confins. Quant aux propriétaires seigneuriaux des comitats, ils pouvaient élire 25 des leurs, en sorte que l'assemblée devait être composée de 100 membres: 25 membres ecclésiastiques, 25 de la noblesse, 25 de l'armée et 25 de la bourgeoisie. Une décision impériale du 31 juillet statua, que ces dispositions étaient spéciales à la réunion de 1790, et ne préjugeraient rien pour l'avenir.

Le Congrès, dont l'organisation avait coûté tant de peine, fut ouvert le 1er septembre et se prolongea jusqu'au mois de décembre.[2]) L'attitude de la Diète hongroise avait aigri les esprits; aussi la principale préoccupation des Serbes fut-elle d'obtenir leur séparation d'avec la Hongrie et de voir ériger en province distincte les territoires qu'ils occupaient. Après un siècle d'attente et de déception, cette prétention reparut avec plus de force que jamais.

Le 7 septembre, l'Assemblée remit au commissaire royal un placet contenant les demandes résumées en trois points: 1° Assignation d'un territoire particulier et création d'une juridiction spéciale qui pût défendre les intérets serbes auprès de la Cour et des grands conseils de l'état; 2° Libre exercice du culte grec-oriental, droit de bourgeoisie et aptitude aux emplois publics; 3° Concession éventuelle d'une constitution particulière aux Confins militaires dans le cas où ils viendraient à être replacés sous une administration civile. Schmiedfeld fit bien préciser les termes du placet, surtout en ce qui concernait l'assignation du territoire. Sans blâmer cette demande, il fit remarquer que la Diète s'oppo-

---

[1]) Davidović était devant l'ennemi.

[2]) Voy. *Acta Illyrici Congressus Nationalis Temesvarini* 1790 *habiti*, manuscrit conservé dans la bibliothèque du Musée National de Pest, et les Акта Собора Народа србскогъ у Темишвару (n° 27 de notre *Bibliographie*). Le discours d'ouverture de Schmiedfeld a été publié à part sous ce titre: *Anrede des Königlichen Commissärs Freiherrn von Schmiedfeld bei Eröffnung des illyrischen Nationalcongresses zu Temesvar, am 1. September* 1790; sans lieu, in-8.

serait certainement à ce qu'une portion quelconque des pays de la couronne hongroise en fût détachée et proposa de restreindre les prétentions nationales à la concession du Banat. La réincorporation définitive de cette province n'avait pas encore eu lieu; les difficultés seraient moindres pour l'obtenir.[1]) Le Congrès se rendit à ces raisons, et Schmiedfeld expédia la pièce à Vienne.[2]) Dès le 27, il put présenter aux deputés un billet autographe de Léopold, billet dans lequel l'Empereur reconnaissait la justice des demandes qui lui avaient été adressées et félicitait l'assemblée de l'esprit d'ordre et de sagesse dont elle donnait des preuves.

---

[1]) Szalay, *Szerb. Telep.*, p. 79; *Rechtsverh.*, p. 73. Voy. le texte de la pétition adressée à l'Empereur dans Vitković Гласник, T. XXXVII, pp. 267—285.

[2]) Le placet était déjà expédié, quand Sava Tökölyi, l'un des membres du Congrès, prononça un discours devenu célèbre, et qui a été imprimé sous ce titre: *Sermo quem Sabbas Tököli, quasi deputatus ad nationalem illyricum Congressum 9. Septembris 1790 idiomate nationali fecit, in linguam latinam traductus*; Pestini, 1791, in-8. Tökölyi, fier sans doute de sa noblesse hongroise (il s'appelait de Vizes et de Kevermes), soutenait que les Serbes ne pouvaient aspirer à une condition plus heureuse que celle dont ils jouiraient en Hongrie, le jour où le droit de bourgeoisie leur serait conféré. Il s'élevait surtout contre les priviléges de Léopold. „Il est arrivé, disait-il, que nous n'avons plus été considérés comme un peuple allié et ami, mais qu'on a été porté à nous regarder comme un peuple qui avait besoin de protection, un peuple simplement toléré, souvent même ennemi. La raison de ce changement inouï, ç'a été le privilége accordé aux Serbes venus alors de Serbie, privilége qui d'ailleurs ne renfermait rien de particulier, car on ne saurait, par charité, en refuser un semblable à un chrétien de quelque pays qu'il vînt.“ On a en effet confondu, disait-il en continuant, les Serbes primitivement établis en Hongrie, avec ceux qui sont venus s'y fixer; les uns et les autres n'ont plus été que des étrangers reçus par grâce. Les Serbes, dans leur intérêt bien entendu, ne devaient plus songer à s'isoler de la Hongrie, mais renoncer à toute idée de territoire distinct et partager les avantages réservés aux autres habitants du royaume. Telle était la thèse de Tökölyi, et M. Szalay, qui reproduit avec complaisance de longs fragments de son discours, applaudit de toutes ses forces à cette argumentation. Nul doute aussi qu'en 1790, la Chancellerie hongroise ne se soit fait une arme de ces paroles imprudentes. Tökölyi parlait pour lui, et peut-être quelques uns de ses compatriotes, gratifiés de la noblesse du royaume, étaient-ils de son avis; mais que devaient penser des avantages de la constitution hongroise, les paysans réduits malgré eux à la condition de serfs? Fallait-il que la nation tout entière s'immolât pour le bénéfice d'un petit nombre?

Tökölyi fut récompensé par les Magyars du concours inattendu qu'il leur avait prêté. Il exerça de 1792 à 1798 les fonctions de secrétaire

Léopold avait beau faire espérer aux Serbes la prise en considération de leurs vœux; il n'était pas libre de leur faire la moindre concession. La Diète hongroise faisait agir tous les ressorts pour l'empêcher provisoirement de rien décider, sachant bien qu'il importait surtout de gagner du temps. Les membres du Congrès, sans autre appui que la bienveillance impériale, n'avaient aucun moyen de hâter la solution; ils s'armèrent donc de patience et terminèrent leurs délibérations sans bruit. Ils s'occupèrent d'un grand nombre de questions relatives à l'église et aux écoles, ayant surtout en vue d'assurer à la nation des revenus qui lui permissent de développer l'instruction. L'assemblée vota, à cet effet, une contribution annuelle à laquelle seraient tenus le métropolitain, les évêques et les monastères. Ces ressources, jointes à celles que les Serbes possédaient déjà, devaient permettre de doter plus largement les établissements scolaires et d'augmenter le nombre des professeurs.

Le 9/20 novembre, le Congrès procéda à l'élection du métropolitain, et porta ses suffrages sur l'évêque de Bude, Étienne Stratimirović. Peu de jours après le vote, les députés se séparèrent anxieux du sort qui serait fait à leurs demandes.

La Diète hongroise craignait surtout de voir Léopold donner aux Serbes un territoire séparé. Elle voulut donc tout d'abord parer à ce danger et s'occupa sans retard de régler les derniers détails relatifs à la réincorporation du Banat. Marie-Thérèse n'avait pas encore fait recevoir par la Diète les députés des comitats de Torontál, Temes et Krassó et le non accomplissement de cette formalité avait seul fait croire à Schmiedfeld et au Congrès qu'il serait plus aisé d'obtenir pour les Serbes l'abandon du Banat que celui de toute autre province. Les États s'empressèrent d'expédier l'affaire [1]), et répondirent dès lors qu'il n'était point

---

aulique près de la Chancellerie hongroise, et fut plus tard conseiller royal. Son attachement aux préjugés de la féodalité magyare le porta aux attaques les plus injustes contre les Roumains. Sur la fin de sa vie, ses idées se modifièrent, et, comme pour réparer le tort qu'il avait causé aux Serbes sans le vouloir, il leur légua une fortune considérable. Nous aurons plus loin l'occasion de parler des legs qui ont mis son nom en grand honneur auprès de la postérité. M J. Subotić a écrit la vie de Tökölyi (Живот Саве Текелийе, безсмртног благодѣтеља народа србског. У Будиму, 1861, in-8).

[1]) Voy la loi de 1790—91, article XXVIIIe.

possible de séparer un seul coin de terre du royaume de Saint-Étienne.

Pour ne pas refuser aux Serbes toute compensation, la Diète s'engagea à leur conférer le droit de bourgeoisie, à leur donner dans le domaine religieux la garantie d'une loi, et à recevoir leurs évêques parmi les magnats. Là encore mille difficultés surgirent. On peut voir dans l'ouvrage de M. Szalay [1]) le récit des négociations qui eurent lieu entre les États et la Chancellerie hongroise, depuis le mois de novembre 1790 jusqu'au mois de mars 1791.

Ces négociations aboutirent enfin à l'article XXVIIe de la loi de 1790—91, article ainsi conçu:

„De Graeci ritus non Unitis.

„Sua Regia Apostolica Majestas Sanctissima clementer an-„nuere dignatur, ut Graeci ritus non uniti Regni Incolae in Regno „hoc jure Civitatis donati, sublatis in contrarium sancitis Legibus, „in quantum hae ad Graeci ritus non Unitos se referunt, ad instar „aliorum Regnicolarum acquirendorum et possidendorum bonorum „ac gerendorum omnium officiorum capaces in Regno Hungariae „Partibusque adnexis sint.

„Juribus ceteroquin Regiae Majestatis circa negotia Cleri, „Ecclesiae, Religionis, cujus exercitium plene ipsis liberum erit, „fundationum, studiorum, ac Juventutis educationis, non minus „privilegiorum ipsorum, quae fundamentali Regni Constitutioni non „adversantur, prout Majestas Sacratissima a gloriosae Memoriae „Majoribus suis accepit, ita, eidem altefatae Regiae Majestati porro „quoque in salvo relictis."

La loi n'est pas absolument conforme aux promesses faites par la Diète, puisqu'elle ne confère pas aux évêques serbes le droit de siéger parmi les magnats, comme représentants de leur nation, mais elle reconnait du moins aux Serbes la qualité de citoyens hongrois.[2]) Que de luttes n'a-t-il pas fallu engager, que

---

[1]) *Szerb. Tel.*, pp. 90—107; *Rechtsverh.*, pp. 84—98.

[2]) D'autres articles de loi votés par la même diète enlevaient indirectement aux Serbes quelques uns des avantages qui paraissaient leur être concédés. L'article XVIe: *De lingua peregrina ad manipulationem negotiorum publicorum non inducenda, hungarica vero conservanda*, fait déjà de la langue magyare la seule langue nationale, au détriment de la vraie majorité des habitants du pays, slaves et roumains. L'article XXXVe: *De nexu Dominorum Terrestrium cum subditis*, rive encore une fois les chaînes qui attachent le paysan à la glèbe.

d'obstacles n'a-t-il pas fallu surmonter, pour faire triompher une prétention aussi simple et aussi juste?

Léopold ne crut pas que la loi votée par la Diète fût une satisfaction suffisante pour un peuple qu'il comptait au nombre de ses plus fidèles sujets. Par une ordonnance datée du 5 mars 1791, il rétablit le conseil supprimé en 1776, non plus sous le nom de Députation, mais sous celui de Chancellerie aulique illyrienne (Illyrische Hofkanzlei). Ce changement de titre avait son importance puisqu'il mettait la Chancellerie hongroise et la Chancellerie illyrienne sur un pied à peu près semblable.[1])

Par un sentiment d'équité bien rare chez ceux qui ont régné à Vienne, Léopold ne se crut pas encore quitte envers les Serbes.[2]) Le droit de cité n'était pas la seule concession qu'ils eussent sollicitée; il importait d'examiner leurs autres réclamations, relatives à la concession d'un territoire, à l'exemption de la dîme, etc. La Chancellerie illyrienne fut chargée de cet examen et, dès le 17 mars, présenta son rapport à l'Empereur. Elle divisait les demandes émanées du Congrès en trois classes, suivant qu'elles avaient été présentées par les députés ecclésiastiques, militaires ou civils, et les soumettait à la décision souveraine. Le rapport fut approuvé par une résolution impériale, datée de Florence le 23 avril 1791[3]) et la Chancellerie illyrienne prépara un projet de rescrit conforme aux solutions adoptées.

La Chancellerie hongroise et le Conseil de guerre aulique furent naturellement appelés à donner leur avis sur le projet. On connait assez l'hostilité traditionnelle de ces deux juridictions, pour penser que leur avis ne pouvait être favorable, toutefois elles n'osèrent pas manifester ouvertement leur opposition, aimant

---

[1]) Voy., dans la notice insérée par M. Sandić, en tête de la traduction serbe du Mémoire de Bartenstein (pp. XXI sq.), comment la Chancellerie illyrienne était composée.

[2]) M. Szalay dit négligemment que Léopold laissa tomber dans l'oubli toutes les réclamations des Serbes. Le simple exposé des faits montre combien cette assertion est erronée, puisque ce fut précisément l'Empereur qui les fit examiner et se préoccupa d'y donner suite. Tout le livre de M. Szalay est écrit de la sorte. Il choisit les faits favorables à sa thèse, les expose de la manière non pas la plus conforme à l'histoire, mais de la manière qui lui plaît, et passe les autres sous silence.

[3]) C'est le texte de cette résolution impériale qui est annexé aux Акта Собора год. 1790-те држаног.

mieux trainer les choses en longueur jusqu'au jour où elles auraient réussi à faire supprimer la Chancellerie illyrienne. Nous verrons dans le chapitre suivant qu'elles n'y réussirent que trop bien.[1])

---

[1]) Le rescrit ne fut jamais sanctionné, mais il n'est pas sans intérêt d'indiquer dans quel esprit le projet avait été rédigé. En voici quelques fragments cités par M. Jireček, (*Hierarchie*, pp. 42, 43) d'après l'original conservé aux Archives de Vienne. Sur la question du territoire, le projet s'exprimait en ces termes:

„La Nation illyrienne doit attendre qu'il ait été decidé suivant le temps „et les circonstances, si, quand et où il sera possible de la réunir, et „quel territoire on pourra lui abandonner. Jusqu'à ce moment, la Nation „peut envisager son sort avec d'autant plus de tranquillité que les pri„viléges qu'elle posséde et les avantages que Nous lui avons encore ac„cordés nouvellement la mettent provisoirement dans une situation assez „favorisée.

„En tant que les habitants du rite grec non-uni des districts de la „Thisza et de Kikinda, des comitats de Bács, de Sirmie, d'Arad et de „Csanád, peuvent démontrer et prouver qu'ils ont été lésés dans les li„bertés que les priviléges leur garantissent, ou maltraités de toute autre „manière illégale, nous voulons qu'une enquête ait lieu, et, si les plaintes „portées à qui de droit sont appuyées de preuves suffisantes et re„connues fondées, que les autorités y remédient suivant les circonstances.

„L'établissement de Notre Chancellerie illyrienne et d'une Commission „provinciale particulière pour la Slavonie et l'Illyrie, siégeant à Petro„varadin, puis la mesure que nous avons adoptée et qui, en Croatie et „dans le Banat de Temesvár, soumet à la compétence des généraux „exerçant le commandement dans ces deux provinces, les affaires qui, „en Slavonie, ressortissent à ladite Commission provinciale illyrienne, „adjoignant à ces généraux, pour les aider dans cette tâche, des com„missaires provinciaux, donne déjà satisfaction aux demandes présentées „par la Nation à cet égard.

„En ce qui concerne la crainte exprimée à la fin de la présente re„quête, que l'un ou l'autre district des Confins ne vienne à être placé „sous l'administration civile; il n'est présentement question de rien „de semblable."

M. Jireček ne nous fait pas connaître d'autres fragments du projet de rescrit. Il est aisé d'y suppléer à l'aide de la résolution impériale du 23 avril, dont le rescrit ne devait être qu'une refonte. Au nombre des points importants sur lesquels Léopold donnait raison aux Serbes il convient de citer l'exemption de la dîme. Les lois de 1481 et de 1495, les priviléges impériaux et les commissions nommées pour examiner la question, n'empêchaient pas que les Serbes ne payassent encore la dîme au clergé catholique.

L'année 1791 fut remplie par des négociations entre l'Empereur et la Chancellerie illyrienne,[1]) mais les préoccupations de la politique étrangère détournèrent Léopold des questions intérieures. L'éventualité d'une intervention en France lui faisait désirer la paix avec les Turcs, aussi ne se montra-t-il pas exigeant dans ses prétentions. Par le traité signé à Sistov, le 15 août, il consentait au rétablissement du statu quo ante bellum. L'expédition entreprise par Joseph II n'avait produit aucun résultat; Belgrade retombait au pouvoir du Sultan.

La perte de cette place fut d'autant plus sensible aux Serbes de Hongrie, que sa possession leur avait permis d'entretenir des rapports plus fréquents avec leurs frères de la rive droite de la Save. Ils étaient condamnés à passer par une série d'épreuves nouvelles, avant de la reconquérir. Aujourd'hui que ces épreuves glorieuses ont été surmontées, que les victoires de Kara-George et la persévérance de Michel Obrenović ont assuré aux Serbes la possession effective sinon souveraine, de Belgrade et de la Principauté, l'on ne peut regretter que les Impériaux aient dû abandonner le pays. Les Serbes sont libres du moins dans ces étroites limites, tandis qu'ils n'eussent fait que changer de maîtres si les Allemands et les Magyars étaient restés sur leur territoire.

Les campagnes de 1788 à 1790 n'eurent pas de résultats militaires, mais elles ne furent pas sans influence sur le développement ultérieur des populations serbes. L'agitation causée par la guerre produisit ses fruits, aussi bien que les idées émises au Congrès de Temesvár. Les esprits une fois en mouvement ne s'arrêtèrent point et travaillèrent au progrès national, avec des vues pratiques qui leur avaient manqué jusque là. A cette époque, on peut le dire, naquit la littérature serbe moderne. Ce sujet tient trop de place dans l'histoire d'un peuple pour que nous n'en disions pas ici quelques mots.

Le premier monument de la langue serbe qui nous ait été conservé est, abstraction faite de quelques inscriptions plus anciennes, un diplôme du ban de Bosnie Kulin, daté du 29 août 1189. A partir du milieu du XIIIe siècle jusqu'à la fin du moyen-âge, les diplômes, les inscriptions, les livres de liturgie et les vies des Saints nous fournissent une suite non-interrompue de documents; enfin, dès 1494, l'imprimerie multiplie les Psautiers et

[1]) Voy. à la suite des Акта Соборa, les lettres adressées par Léopold au comte Balaša, président de la Chancellerie illyrienne.

les Évangiles. Tous ces documents, il faut le remarquer, ne sont pas écrits en langage vulgaire, mais bien dans l'idiôme adopté par l'Église, depuis Cyrille et Méthode, et qui n'est autre que l'ancien bulgare. Cet idiôme y est seulement plus ou moins imprégné de locutions propres aux Serbes; les flexions y sont souvent empruntées au dialecte vivant, enfin la phonétique elle-même porte de nombreuses traces du parler populaire.

Les Croates et les Dalmates catholiques parviennent à dégager leur littérature des entraves de la langue sacrée, bien avant que les Serbes songent à s'en affranchir. Du XVe au XVIIe siècle, et même encore au commencement du XVIIIe la République de Raguse (Dubrovnik) est un centre littéraire dont l'influence se fait sentir sur tous les Slaves du sud. Daržić, qui florissait vers 1480, Gundulić (1588—1638), Palmotić (1606—1657), Bunić Vučićević (1580?—1658), Gjorgjić (1675—1737), sont les représentants les plus illustres de cette école. Kačić Mijošić (1690—1760) est le poëte le plus populaire de la Dalmatie.

Les Serbes, que la religion sépare des Croates et des Ragusains, restent étrangers à ce mouvement. Ceux qui écrivent au XVIIIe siècle, Étienne Branković, par exemple, se servent toujours de l'ancien slave liturgique; Rajić, qui met la dernière main à son grand ouvrage en 1768, fait un mélange peu intelligible du vieux bulgare, du russe et du serbe. Il était reservé à Dosithée Obradović d'ouvrir une voie nouvelle et d'élever la langue nationale au rang de langue littéraire.

Obradović naquit en 1739, au village de Čakovo, dans le Banat. Dès son enfance, il montra une véritable passion pour l'étude. Placé en apprentissage à Temesvár, il s'échappa de chez son maître, et s'enfuit au monastère d'Opovo. Il devint moine, mais quand il eut dévoré tous les livres du couvent, il éprouva le désir d'acquérir des connaissances nouvelles. Quelques ducats en poche, il partit pour le Mont Athos, mais tomba malade en route et dut s'arrêter à Kotor (Cattaro). Il y composa un premier essai en serbe vulgaire, dont les copies manuscrites obtinrent un grand succès en Dalmatie. Dès qu'il put continuer son voyage, il partit pour Corfou, atteignit le Mont-Athos, où les rivalités des moines ne furent pour lui qu'un objet de dégoût, et gagna Smyrne. Il y passa trois ans dans une école grecque, revint par la Grèce à Corfou, pénétra en Albanie, visita Venise et Trieste, puis s'établit à Vienne où il passa six ans. Partout où il s'arrêtait, il

donnait des leçons qui le faisaient vivre et s'instruisait lui-même avec avidité. De Vienne, il repartit pour l'Italie, passa de nouveau à Constantinople, gagna la Moldavie et Moscou, puis se mit en route pour la Pologne et l'Allemagne. L'université de Leipzig le captiva. Plus il voyageait, plus il songeait aux progrès que ses infortunés compatriotes devaient faire pour s'élever au niveau de la science moderne. Il voulut du moins travailler pour eux, et fit imprimer à Leipzig même, en 1783, un petit volume qui contenait sa vie et ses aventures. Nul roman n'est plus attachant que cette histoire vraie; chaque page respire le plus pur patriotisme. Obradović voulait être un réformateur moral, en même temps qu'un novateur littéraire. Son ouvrage est la première production de la langue serbe moderne; il en est resté une des plus intéressantes.

Après deux ans passés en Allemagne, il part pour l'Angleterre et revient en Allemagne, où il fait imprimer ses Fables d'Ésope, qui sont un modèle de style simple et clair. Il continue ensuite ses pérégrinations, habite tantôt la Russie, tantôt Venise, ou Karlovci. Il meurt en 1811, à Belgrade, où il avait accepté les fonctions de précepteur des enfants de Kara-George.

Les ouvrages d'Obradović sont nombreux, et nous ne prétendons pas en transcrire ici, même les titres, mais nous avons voulu dire quelques mots d'une vie si agitée et si bien remplie. A peine sa Biographie et ses Fables eurent-elles vu le jour qu'il lui surgit des imitateurs. Nous parlerons dans le chapitre suivant d'un autre travailleur infatigable, qui continua l'œuvre d'Obradović, et tira du sein même du peuple une littérature aussi riche qu'originale; nous avons nommé Vuk Stefanović Karadžić.

L'école de Karlovci, fondée en 1733, par le métropolitain Vincent Joanović, qui avait dû faire venir des professeurs de Kyjev, se développe, à mesure que la littérature fait des progrès. De ses bancs doit sortir, au commencement de ce siècle toute une génération d'écrivains. Les ressources de l'imprimerie augmentent à mesure que l'instruction se répand. De 1760 à 1771, presque tous les livres serbes sont imprimés à Venise, chez Teodosi, mais en cette dernière année, Joseph Kurtzböck fonde à Vienne, sous le patronnage de la Députation illyrienne, une imprimerie spéciale. En 1791, Étienne Novaković, l'ancien agent serbe dont nous avons déjà parlé, publie à Vienne un journal serbe bi-hebdomadaire. Il

devient propriétaire de l'imprimerie de Kurtzböck (1792), laquelle est achetée, quatre ans après, par l'université royale de Bude.

Emmanuel Janković, qui dès 1787, traduit en serbe une comédie de Goldoni, crée à Novi Sad une imprimerie et une librairie, première origine des établissements qui ont fait de cette ville le centre littéraire des Serbes de Hongrie. Ceux-ci ont pris l'avance sur leurs frères de Serbie; il n'y a pas encore d'imprimerie à Belgrade!

VI.

Histoire des Serbes de Hongrie, depuis la concession aux Serbes des droits civils jusqu'à la révolution de 1848. — Les guerres contre la France; l'Illyrisme; la lutte des nationalités en Hongrie (1791—1848).

Nous avons suivi les péripéties de la lutte soutenue durant un siècle par les Serbes, avant d'obtenir la jouissance des droits civils en Hongrie. La loi de 1791 reconnaît en eux des citoyens; ils sont capables d'exercer des fonctions publiques et ne peuvent être troublés dans l'exercice de leur culte. Ce seraient là de sérieux avantages si la loi n'était sans cesse violée, s'il ne dépendait de l'aristocratie des comitats de substituer son bon plaisir aux règles de la justice. Aussi les Serbes ne furent-ils pas satisfaits. „Dans la loi d'ailleurs si bienfaisante et si juste, mais votée sans leur participation, ils virent la ruine de l'individualité historique de leur nation, la ruine de leur existence, en tant que Serbes, la ruine des priviléges politiques qu'ils avaient payés de leur sang et que des diplômes impériaux leur garantissaient.“[1]) Les concessions qui faisaient l'objet de l'article adopté par la Diète, étaient déjà contenues dans les diplômes impériaux et pourtant, dans la pratique, elles avaient sans cesse été contestées. Sur un point même, la situation se trouvait aggravée. La loi ne parlait que des adhérents du culte grec non-uni, et ne prononçait pas même le nom des Serbes. Enfin, la Diète refusait d'admettre dans son sein les députés du peuple serbe, et cela, au moment où elle accordait à de petits groupes sans importance, mais appartenant, il est vrai, à la race magyare, aux Iazyges, aux

[1]) Stojačković, *Rechtsverh.*, p. 31.

Coumans et aux habitants du district des Haïdoukes, le droit de se faire représenter.

Léopold, nous l'avons dit, sentait la justesse de ces plaintes; il avait confié à la Chancellerie illyrienne l'examen des questions encore pendantes, et peut-être eût-il réussi à donner aux Serbes une légitime satisfaction, lorsque la mort vint le frapper (1er mars 1792). Ce fut une grande perte pour les nations opprimées de l'Autriche et de la Hongrie, puisque, par suite du principe monarchique, leurs espérances reposaient sur la vie d'un homme. François, successeur de Léopold, n'était pas de tempérament à résister aux Magyars. C'était l'ami des basses et obscures intrigues. Il ne voulait qu'une chose, combattre cette grande révolution française, dont le bruit l'épouvantait; extirper, s'il se pouvait, du monde entier, et tout au moins de ses états, les mots de patrie et de liberté, menaces perpétuelles pour un trône chancelant. Dans cette pensée, il ne pouvait trouver de meilleure alliance que celle de la noblesse hongroise. Quoique la déclaration des droits de l'homme eût rencontré, chez quelques gentilshommes du pays, un écho inconscient, la Hongrie offrait à l'Empereur un excellent terrain pour les projets de réaction qu'il nourrissait. Il pouvait être sûr qu'en représentant à cette noblesse égoïste les dangers que les révolutionnaires faisaient courir à ses priviléges, il la trouverait prête à le suivre. En bonne logique, il ne pouvait se montrer favorable aux aspirations les plus légitimes de ses peuples; il ne devait être question ni de leur indépendance, ni même de leur dignité; leur asservissement était le prix dont il achetait le concours des grands seigneurs de son empire.[1])

Dans ces circonstances, on conçoit que les Serbes n'eussent rien de bon à espérer. Le plan des Magyars était fait; il avait été développé avant la fin de la Diète précédente. Il s'agissait de supprimer avant tout la Chancellerie illyrienne, dont les adhérents du culte grec-oriental ne devaient plus avoir besoin, maintenant qu'ils étaient citoyens de la Hongrie. Pour eux, comme pour les autres habitants du royaume, il ne devait y avoir d'autre juridiction que la Chancellerie hongroise.[2]) Du reste, les évêques

---

[1]) Voy. sur cet époque l'intéressante *Histoire des Hongrois et de leur littérature politique de 1790 à 1815,* de M. Édouard Sayous, (Paris, 1872, in-12). Nous avons à peine besoin de dire que sur bien des points nous nous trouvons en complet désaccord avec l'auteur.

[2]) Szalay, *Szerb. Tel.*, p. 107; *Rechtsverh.*, p. 98.

grecs seraient admis à la Diète, ce qui devait être considéré, par les plus exigeants, comme une compensation. Quant aux députés laïcs, que les Serbes n'avaient cessé de réclamer il n'en était même pas question.

La Diète hongroise fut convoquée, pour le 20 mai, à Bude. Conformément au plan arrêté, les évêques serbes reçurent des lettres de convocation, mais, comme il ne fallait pas faire trop vite les concessions, leurs lettres portèrent cette clause humiliante qu'ils siégeraient derrière tous les autres députés. Il était difficile qu'ils se soumissent sans protestation à une condition semblable, alors surtout que les prélats catholiques formaient un ordre à part, qui avait le pas sur les autres. L'on était encore au temps où le haut clergé jouissait de prérogatives importantes et, du moment que les représentants des Serbes n'avaient leur entrée à la Diète qu'en tant qu'évêques ils devaient tenir à y occuper une place qui correspondît au rang que leur donnait le respect populaire. Le 21 mai, ils communiquèrent à la Diète une réponse écrite, où il était dit, „qu'il était loin de leur pensée de se plaindre de ce qui s'était passé, qu'ils ne voulaient pas retarder même d'un moment le couronnement du roi, par des querelles semblables, et que provisoirement ils se contenteraient de la place que le Palatin leur avait désignée; mais qu'ils se réservaient de réclamer plus tard, tout ce que à quoi il leur semblait qu'ils avaient droit. Ils avaient confiance que la Diète leur assignerait des places qui fussent en rapport avec leur situation d'évêques.[1])"

Les fêtes du couronnement une fois terminées, les évêques renouvelèrent leur démarche. Ils demandaient à être placés sur le même rang que les évêques catholiques, l'ancienneté seule devant déterminer entre eux la préséance. Cette prétention, disaient-ils, n'était qu'une conséquence naturelle de la loi qui accordait aux Grecs-Orientaux la jouissance des droits civils en Hongrie. Ils croyaient eux que les diverses nations qui se partageaient le pays devaient vivre désormais dans une entente fraternelle, et s'en remettaient au sentiment de justice des États. Ils ne s'apercevaient point, dans leur simplicité, que leur admission à la Diète

---

[1]) Szalay, *(Szerb. Tel.*, pp. 107 sqq.; *Rechtsverh.*, pp. 99 sqq.), rapporte cette réponse des évêques serbes, mais se garde bien de dire par quel incident elle avait été provoquée, en sorte qu'elle devient chez lui tout à fait inintelligible.

n'était pour les Magyars que le prix dont il fallait payer la suppression de la Chancellerie illyrienne.

L'affaire fut examinée par la Diète dans sa séance du 18 juin 1792. Après la lecture du rapport relatif à la suppression de la Chancellerie illyrienne et à la compensation accordée aux évêques, quelques députés furent d'avis de voter immédiatement le second point qui faciliterait d'autant l'adoption du premier. Il ne dépendait pas en effet de la Diète seule d'abolir une juridiction qui puisait son autorité dans les prérogatives royales. La majorité fut d'avis, pour ce motif, qu'il valait mieux attendre la décision de la Cour. Elle adopta, en conséquence, une représentation ainsi conçue:

„Nous avons spécifié, dans notre humble représentation du 5 mars 1791, votée pendant la dernière Diète, les inquiétudes que nous a inspirées l'organisation de la Chancellerie illyrienne par le précédent gouvernement, et nous avons fait connaître nos motifs juridiques. Nous étions inquiets de penser qu'on avait constitué de la sorte un état dans l'état, qu'on avait créé une juridiction illégale en lui donnant autorité sur tout le pays. Notre roi, Sa Majesté feu le glorieux Empereur, a daigné, pour calmer nos inquiétudes trop bien fondées, nous faire savoir, par son auguste rescrit, que non seulement les juridictions et autorités légales du pays ne recevraient aucune atteinte, par suite de la création de ladite juridiction en ce qui concerne les affaires civiles des Grecs non-unis, mais encore qu'elles conserveraient la même compétence juridique que par le passé. Cette promesse a calmé la blessure sans la guérir. Pour ne pas aggraver le mal par nos remontrances nous nous sommes pliés aux circonstances et avons prédit ce qui ne pouvait manquer d'arriver, que la Chancellerie trop peu occupée, désireuse pourtant de montrer aux intéressés la nécessité de son existence, se mêlerait des affaires des autres et sortirait des limites de ses attributions.

„Ainsi en est-il arrivé. Si nous pensons à toutes les choses qui ont été dites dans les calendriers des Grecs non-unis, choses qui ont éveillé l'attention des autorités politiques,[1]) aux écrits

[1]) Il est difficile de dire quelles étaient les choses extraordinaires contenues dans les calendriers auxquels il est fait allusion ici. Le seul livre de ce genre qui ait fait quelque bruit est un calendrier publié par Kurtzböck en 1771. Le jésuite Pejačević entreprit de réfuter les vies des saints qu'il contenait. Voy. Šafařík, *Gesch. der südslav.*

séditieux qui ont été propagés dans plusieurs comitats,[1]) il devient clair pour nous que la Chancellerie illyrienne ne peut continuer son action sans troubler l'ordre intérieur, sans empiéter sur la compétence des juridictions légales. Ajoutons à cela les commissions provinciales qui expédient les affaires des Grecs non-unis dans les provinces.[2]) De même, en effet, qu'il serait contraire à la constitution qu'une partie quelconque de la Hongrie possédât une juridiction particulière, que des commissions arbitraires et non les autorités légales du royaume administrassent la province, de même, après que les habitants du culte grec non-uni ont reçu le droit de bourgeoisie par l'effet de l'article XXVIIe de la loi votée par la précédente Diète, et sont par conséquent devenus hongrois, il est contraire à la loi, à l'esprit de notre constitution qu'ils relèvent de la Chancellerie illyrienne nouvellement créée, ou de commissions quelles qu'elles soient.

Lit., III, p. 445. En 1783 et 1789 parut le *Calendrier perpétuel* (Вѣчный Календаръ) d'Orfelin. Est-ce la table chronologique contenue dans ce livre qui aura choqué les Magyars? Auront-ils été blessés par d'autres calendriers bohèmes, ruthènes ou roumains, répandus en Hongrie? Nous l'ignorons, mais dans ce dernier cas, il serait bien étrange d'accuser les Serbes.

[1]) Nous n'avons par été plus heureux pour les écrits séditieux que pour les calendriers. Nous ne pouvons indiquer les uns plus sûrement que les autres. Tout ce que nous pouvons dire c'est qu'il s'agit sans doute ici du journal et de l'ouvrage déjà cité d'Étienne Novaković, (Voy. notre *Bibliographie*, nos 1 et 2). Dans cet ouvrage l'auteur s'intitule lui-même *patriote hongrois*, ce qui n'était pas de nature à déplaire aux Magyars, et ne dit que quelques mots d'apologie en faveur des Serbes. Il y a tout au plus un passage qui aurait pu alarmer les membres les plus fanatiques de la Diète, c'est celui-ci: „Auch muss man *nicht* denken, „dass die razische Nazion *aus Gunst der Hungarn* unser Land be„wohnen. Nur Thoren könnten auf diesen tollen Gedanken verfallen. „Man suche nur die Jahrbücher der verflossenen Jahrhunderte durch, „so wird man deutlich das Gegentheil finden. Saget mir, ob sich zur „Zeit, als die Türken Sklavonien und das Banat überschwemmten, nicht „die meisten Edelleute und Grundherren in verschiedene Gegenden Un„garns flüchteten? Wer vertheidigte nun nach deren Flucht diese Pro„vinzen? Nicht wahr, die Razen und Wallachen? Wer trug bei An„rückung des kaiserlichen Heeres zur Wiedereroberung dieser Provinzen „mehr bei als die Razen?“ *(Kurzgef. Abhdlg. über die Verdienste der serb. Nazion*, p. 18, sq.) Rien de plus vrai que tout cela, mais nous savons déjà qu'en Hongrie toute vérité n'est pas bonne à dire.

[2]) Comme l'avait fait jadis la *Commissio neoacquistica*, la Chancellerie illyrienne avait organisé dans la province des commissions locales.

„Telles sont, très-gracieux Seigneur, les remontrances que nous avons voulu faire avec autant de sincérité que de confiance et d'humilité, pour la sauvegarde de notre constitution. Que Votre Majesté daigne les avoir pour agréables et réponde à nos vœux légitimes. Le bel exemple donné par Son auguste grand-mère notre très-gracieuse Reine, est digne d'être imité. Elle avait créé la Députation illyrienne, et l'abolit aussitôt qu'elle fut convaincue que cette juridiction était mauvaise et superflue.

„Que Votre Majesté ne se laisse pas arrêter par l'opposition que les adhérents du culte grec non-uni pourront témoigner contre ce changement. Leurs affaires seront bien mieux réglées si, après la suppression de leur Chancellerie, dont l'entretien n'est pas sans grever le trésor royal par le temps de guerres que nous traversons, quelques uns d'entre eux, répondant aux prescriptions de la loi, sont attachés à la Chancellerie aulique hongroise et à la Lieutenance royale).[1] Et pour qu'on ne nous accuse pas d'oublier ce qui est de notre ressort, nous donnerons au métropolitain grec-uni et à ses évêques voix délibérative à la Diète, aussitôt après la suppression de la Chancellerie illyrienne, et nous aviserons la Députation regnicole, [2]) d'avoir à régler d'une façon convenable l'importance de leur suffrage et le rang dans lequel ils siégeront. Nous ne leur accorderons le droit de vote qu'à cette condition, sans quoi il serait à craindre que les inconvénients qui se sont révélés dans l'administration publique, par suite de la création de la Chancellerie illyrienne, ne se montrassent pas moins au sein de l'Assemblée législative.“ [3])

On ne peut s'empêcher d'admirer avec quel art les Magyars développaient leurs réclamations. Si l'Empereur avait hésité à les reconnaître bien fondées, nul doute qu'il ne se fût rendu à de si bonnes raisons. Il approuva, par un rescrit daté du 22 juin 1792, la

---

[1]) La *Lieutenance,* ou plutôt le *Conseil royal de Lieutenance (Consilium regium locumtenentiale),* était une juridiction qui siégeait à Bude, sous la présidence du Palatin et concentrait les attributions du pouvoir exécutif. La *Chancellerie aulique hongroise* établie à Vienne, n'avait au contraire qu'une autorité consultative. Quant à la *Chambre aulique hongroise* qui avait été instituée à Bude, elle n'avait à s'occuper que des droits régaliens, en particulier de la perception des impôts.

[2]) Il s'agit ici d'une députation ou commission qui fut chargée en 1791 d'élaborer un projet de réorganisation de la Diète *(coordinatio Comitiorum).* Voy. Schwartner, *Statistik von Ungarn,* II, p 139.

[3]) Szalay, *Szerb. Tel.,* pp. 110 sqq.; *Rechtsverh.,* pp. 102 sqq.

suppression qui lui était demandée. Ce rescrit, dont nous n'avons pas à citer le texte, a passé presque mot pour mot dans l'article X^e de la loi de 1792. Voici la teneur de cette loi:

„Art. X. De sublatione Cancellariae Illyricae, voto „item et sessione non unitorum Graeci ritus Episco- „porum.

„Ad demissum Statuum et Ordinum postulatum Sua Regia „Majestas clementer declarare dignata est, se adductum per Domi- „nos Status et Ordines Augustae condam Imperatricis et Reginae „Apostolicae Mariae Theresiae Aviae suae desideratissimae exem- „plum eo in pretio habere, ut hoc absque ea etiam reflexione, „quod non uniti ritus regni accolae medio tempore, postquam „nempe Cancellariae Illyricae arectio jam decreta erat, Jure Civi- „tatis Lege publica donati fuerint permota, desideratam a Dominis „Statibus et Ordinibus Cancellariae Illyricae sublationem jam re „ipsa decreverit, neque aliud amplius fore reliquum, quam ut mox „ac Sua Majestas e diversis, quae suscipienda habet, itineribus fe- „liciter redux, exauditaque propositione, qualiter suppressio haec „absque negotiorum convulsione, suscipi valeat, realem ejusdem sub- „lationem ordinare queat.

„Ut autem ritus hujus Regni accolis jam alioquin sub prae- „sidio Legum constitutis omni ratione consulatur, atque ii ipsum „etiam conditae de iisdem Legis effectum sentiant, justam agnos- „cere Suam Majestatem eam Dominorum Statuum et Ordinum pro- „positionem, ut ex individuis ejusdem ritus nonnulla requisitis „qualitatibus instructa, ad Cancellariam Regiam Hungarico Auli- „cam; prout et ad Consilium Regium Locumtenentiale applicentur „individua, quae Sua Majestas mox subsecuta dictae Cancellariae „sublatione hunc in finem etiam nominatura est.

„Quam clementissimam Suae Majestatis Sacratissimae affida- „toriam declarationem Status et Ordines cum vero homagialis de- „votionis, et gratitudinis sensu suscipientes, ne parte etiam ex „sua quidpiam desiderari sinerent, in conformitate factae humilli- „mae representationis Suae dicti ritus Metropolitae, et Episcopis „votum in Comitiis jam ex nunc competere declarant, ac una etiam „benigno Suae Majestatis consensu decernunt, ut de ipsa quali- „tate voti et sessionis per Deputationem Regnicolarem in coordi- „natione Comitiorum operaturam prestetur opinio, in affuturis „Regni Comitiis praescripto modo referenda, et terminanda."

Ainsi, la Chancellerie illyrienne est supprimée, mais, en retour, les Serbes devront avoir des représentants à la Diète, dans la personne de leurs évêques, en même temps qu'un certain nombre des leurs seront attachés à la Chancellerie hongroise et au Conseil de Lieutenance. Tel est le principe, mais, en fait, ces promesses seront aussi mensongères que les autres promesses des Magyars. La Commission chargée de régler les conditions d'admission des évêques au sein de l'assemblée n'aura garde de s'occuper de la question, et il s'écoulera bien des années encore avant que les prélats du rite grec-oriental aient effectivement leur entrée à la Diète. Quant aux places qui devaient être réservées aux Serbes à un double titre, d'abord parce la jouissance des droits civils leur donnait la capacité nécessaire pour exercer en Hongrie des fonctions publiques, et, en second lieu parce que ces places, nous venons de le voir, étaient une compensation formellement stipulée par la loi à leur profit, nous les aurons bientôt énumérées. Au moment où la Chancellerie illyrienne fut supprimée, l'évêque de Temesvár, Pierre Petrović, qui en faisait partie, avec le titre de conseiller, fut admis avec le même titre à la Chancellerie hongroise. Sava Tökölyi fut nommé secrétaire, en récompense du discours dont nous avons parlé, mais il quitta ce poste dès l'année 1798, à la mort de Petrović. Ce dernier eut pour successeur Étienne Avakumović, également évêque de Temesvár, qui resta en fonctions jusqu'en 1805, mais ce fut tout. Dès lors, aucun adhérent du culte grec, ni slave, ni roumain, ne fut admis ni à la Chancellerie hongroise, ni au Conseil de Lieutenance, ni à aucune des charges de la Cour. Tout au plus en employa-t-on quelques uns dans les bureaux des grands conseils de l'état comme traducteurs, ou comme expéditionnaires. Il leur était interdit de prétendre à rien de mieux.

A la Diète de 1843—44, le métropolitain Rajačić protesta avec force contre l'injuste exclusion dont les membres de son église étaient frappés, malgré les prescriptions formelles de la loi. A la suite de ses réclamations, le gouvernement se décida à confier à des Grecs orientaux une place de chef de bureau dans chacun des trois conseils supérieurs de la Hongrie. Telle était la situation, lorsqu'éclata la révolution de 1848. Il y avait en tout dans le royaume trois fonctionnaires appartenant à cette catégorie. Un grec d'origine, Pasiasi, était à la Chancellerie hongroise, un serbe, Trifunac de Bátfa, à la Chambre aulique, et un autre serbe, Isidore

Nikolić, au Conseil de Lieutenance. Voilà comment la loi de 1792 fut exécutée. [1]) Peut-on encore s'étonner que les Serbes l'aient accueillie avec répugnance?

Nous avons interrompu l'ordre des évènements pour faire bien voir d'un coup d'œil la mauvaise foi des Magyars. Nous aurons l'occasion de revenir plus loin sur ce triste sujet, mais nous devons d'abord reprendre la suite des faits.

Les populations riveraines du Danube, surtout celles du Banat, avaient été singulièrement éprouvées pendant la dernière guerre avec les Turcs. Des districts entiers avaient été dépeuplés, les habitants n'ayant d'autre ressource que la fuite. Lorsque les hostilités cessèrent en 1789, deux ans avant la paix de Sistov, les anciens habitants reprirent le chemin de leurs demeures et ne trouvèrent plus que des ruines. M. Böhm [2]) nous décrit le spectacle de désolation qui s'offrit à elles, mais il réserve toute sa commisération pour les colons allemands. Nulle mention ni des Serbes ni des Roumains, qui pourtant étaient des hommes comme les autres et qui de plus étaient les premiers possesseurs du pays. Ceux-ci eurent plus encore à souffrir que les immigrants germaniques. Les bord du Rhin, la Hesse, la Suisse, la Bavière eurent bientôt comblé les vides que la guerre avait faits dans les rangs de ces colons privilégiés, la protection de l'administration ne leur manqua pas, tandis que les autres habitants ne purent compter que sur eux-mêmes.

La paix une fois assurée du côté de l'Orient, la monarchie autrichienne se jeta dans les guerres occidentales. L'année 1793 vit se former la première coalition. Les troupes hongroises ne prirent pas d'abord une grande part à la lutte, mais bientôt il fallut renforcer les armées impériales et faire appel à la Hongrie. Les grands seigneurs du royaume levèrent des soldats à leurs frais et envoyèrent leurs paysans combattre les armées de la Révolution. Pouvaient-ils penser, les pauvres gens, que des idées bienfaisantes de cette Révolution sortirait plus tard leur émancipation?

---

[1]) Szalay rapporte en entier le texte de la loi de 1792, qu'il semble considérer comme la preuve la plus éclatante de l'esprit de justice et de la modération des Magyars. Il n'indique même pas d'un mot que cette loi resta inexécutée. Nous avons déjà fait remarquer que tout son ouvrage est écrit avec la même partialité.

[2]) *Geschichte des Temeser Banats,* I, p. 307.

En 1796, le Palatin Joseph obtint de l'Empereur la convocation de la Diète. On ne devait traiter dans l'assemblée aucune des questions sur lesquelles les États avaient eu à statuer auparavant. L'Empereur voulait des hommes et des subsides. On lui vota 50.000 conscrits, 20.000 bœufs, 10.000 chevaux, plus des subsistances considérables. Lorsque le traité de Campo-Formio fut signé, la guerre avait coûté à la Hongrie trente millions de florins et cent mille hommes. Quelle était dans ces pertes la part des populations asservies aux Magyars ?

De si énormes sacrifices, dissimulés sans doute autant que possible ne refroidirent point les Magyars pendant la seconde coalition. Les terribles campagnes de 1799 et de 1800, dit M. Sayous, à qui nous empruntons ces détails, [1]) furent en grande partie leur ouvrage. La noblesse hongroise prétendait garder intacts les priviléges qu'elle avait si heureusement conservés jusque là; elle ne pouvait séparer sa cause de celle de l'ancien régime. D'ailleurs, par une singulière inconséquence, c'est au nom de la liberté que ses orateurs et ses poëtes prêchaient la guerre contre la France. On parlait de liberté en Hongrie, au moment même où le despotisme s'y renforçait et où le gouvernement poursuivait avec une rigueur inexorable la soi-disant conspiration de Martinovics. Au fond rien n'était moins bien défini que la doctrine de ceux qu'on a nommés les jacobins hongrois. Magyars pour la plupart, ils ne paraissent pas avoir jamais songé à réclamer des droits égaux pour les populations opprimées. Tout leur crime fut d'avoir partagé les idées philosophiques de Voltaire et de Joseph II, et d'avoir traduit la Marseillaise en magyar.

Lorsque la paix de Lunéville eut mis fin aux hostilités entre la France et l'Autriche (9 février 1801), l'empereur François convoqua la Diète hongroise. Il voulait demander à ses provinces orientales de nouveaux sacrifices en hommes et en argent. Les députés du royaume firent d'abord quelques difficultés, mais enfin cédèrent aux sollicitations de la Cour; ils consentirent à des mesures dont l'effet pesait beaucoup moins sur eux et même sur le peuple magyar proprement dit, que sur les autres peuples de la Hongrie, en particulier sur les Serbes. Bien plus ils essayèrent d'exploiter dans un intérêt tout personnel les lois qui venaient d'être votées; ils réclamèrent en retour la réunion de la Gallicie

---

[1]) *Histoire des Hongrois de 1790 à 1815,* p. 124.

et de la Dalmatie à la Hongrie. L'aristocratie privilégiée qui était tout dans l'état, ne désirait rien tant que d'augmenter le nombre de ses esclaves; elle voulait élargir ses domaines et c'étaient naturellement les Slaves qui devaient plier sous sa loi. Par bonheur, François refusa cette concession.

La campagne de 1805 fut précédée d'une nouvelle convocation de la Diète qui dut encore voter des conscrits et des impôts extraordinaires. L'Assemblée, inquiète du titre d'empereur d'Autriche, que François venait de prendre, ne les vota pas sans protestation. Il fallut la rassurer sur les conséquences du changement survenu dans le titre du souverain, et la convaincre que la situation de la Hongrie n'en serait point modifiée. Ces législateurs se montraient aussi jaloux de leurs prérogatives, de ce qu'ils appelaient leurs droits, que dédaigneux des intérêts de la nation. Qu'importait au paysan attaché à la glèbe que le chef de l'État eût en Hongrie le nom d'empereur, ou le nom de roi, et pourtant il suffisait qu'on maintînt la Diète en possession de son roi, (de ce roi qui pour elle signifiait la continuation du régime féodal), pour qu'elle envoyât des milliers d'hommes périr sur les champs de bataille.

On ne saura jamais combien de victimes furent alors immolées à l'incapacité, à l'incurie des généraux qui commandèrent les armées autrichiennes. Lors même que ces généraux étaient des chefs expérimentés et habiles, comme l'archiduc Charles, la mauvaise organisation des troupes, l'insuffisance des préparatifs, et disons-le, la supériorité de leurs adversaires, les condamnaient d'avance à être vaincus.[1])

Le traité de Pozsony (Pressburg) céda la Dalmatie à Napoléon. Cette infortunée province était destinée à changer souvent de maîtres. En 1797, elle était échue à l'Autriche qui depuis des siècles la réclamait comme une dépendance de la Hongrie; elle appartenait maintenant à la France. En dépit des combats qui précédèrent l'occupation, les Français montrèrent bien vite qu'ils n'étaient pas insensibles au sort des vaincus. Grâce à Marmont, qui déploya dans son administration un véritable génie, le pays

---

[1]) La Diète de 1805 était trop pénétrée de l'idée de la suprématie magyare pour ne pas s'occuper de la question de la langue. Elle renouvela donc les prescriptions de 1792 et les compléta, de manière à forcer peu-à-peu les peuples non magyars de la Hongrie à se servir de l'idiôme d'Arpád.

atteignit promptement un degré de prospérité qui lui était inconnu. Les bienfaits de la civilisation qui ne s'étaient jamais fait sentir que dans les villes du littoral, pénétrèrent pour la première fois dans l'intérieur. Marmont créa des écoles, en même temps qu'il établit une route sur le faîte des montagnes. Il faut lire dans ses Mémoires [1]) quels étaient ses plans. On puisera dans ce livre les notions les plus précieuses sur l'état des populations dalmates à cette époque. Nous n'aborderons point ce sujet, puisque, malgré les revendications des Magyars, les Serbes de la Dalmatie sont, en fait, encore étrangers à la Hongrie, et que nous n'avons pas à nous occuper d'eux dans cette histoire. Disons seulement que les grands travaux entrepris par la France sont les seuls qui aient jamais été commencés sur la côte orientale de l'Adriatique.[2])

Pendant la campagne de 1805, les Serbes combattirent avec la même dévouement que par le passé. Combien de raison n'auraient-ils pas eues pour faire défection à l'Autriche? Sans parler même des vexations dont ils étaient chaque jour victimes, ils voyaient en face d'eux leurs frères de la rive droite du Danube lutter pour leur indépendance. Ne devaient-ils pas être plus disposés à s'unir à eux, à reprendre les armes contre les Turcs, qu'à s'immoler pour des maîtres ingrats? Grâce à leur organisation militaire, à leur discipline, à leur habitude de la guerre régulière, nul doute qu'ils n'eussent décidé promptement de la victoire. Et pourtant, les Serbes de la Hongrie restèrent fidèles à l'Empereur; ils se firent tuer à Austerlitz, tandis que Kara-Georges tenait les Turcs en échec.

---

[1]) Nous n'avons pas à parler ici du rôle joué par Marmont, lors de la chûte de Napoléon, mais seulement de son administration en Dalmatie (de 1806 à 1808 et de novembre 1809 à avril 1810). C'est pourquoi nous ne saurions assez recommander la lecture de la partie de ses *Mémoires* qui s'y rapporte. A notre grand étonnement, nous avons pu constater que ce livre fort apprécié et devenu presque classique dans l'armée autrichienne, est peu connu en France. Il y a fait beaucoup de bruit quand il a paru, puis il est presque tombé dans l'oubli.

[2]) La Dalmatie comptait de 250.000 à 260.000 habitants, en 1808. Sur ce nombre, les Serbes orthodoxes formaient un peu plus d'un cinquième. Le reste se composait de Serbes catholiques et de quelques milliers d'Italiens dispersés sur la côte. C'est à tort que Marmont dit en parlant de cette population (*Mémoires,* T. III, p. 25): „Presque toute catholique, à peine y comptait-on un dixième de la religion grecque."

Si le Cabinet de Vienne eût eu en vue la véritable grandeur de l'Autriche, au lieu de s'acharner à défendre contre Napoléon les prétentions du droit divin, s'il avait su mettre la cause des peuples, la cause de l'humanité elle-même, au-dessus d'ambitions dynastiques, il eût résolument soutenu les insurgés serbes et eût peut-être tranché d'un coup la question d'Orient. Depuis trois siècles, la politique traditionnelle de l'Empire avait été de soutenir les Chrétiens contre les Turcs et, s'il se pouvait, d'arracher au Sultan les provinces qui lui restaient en Europe. Jamais l'instant n'avait été si propice pour reprendre les projets de Maximilien et de Léopold. Toute la péninsule des Balkans était en feu, et les Serbes avaient eu l'avantage sur les janissaires et les pachas. Que n'aurait pas fait une armée bien pourvue et bien dirigée, jetée à temps au-delà du Danube?

Pas plus que les Thugut ou les Cobenzel, les Stadion et les Metternich n'étaient hommes à se lancer dans des entreprises de ce genre. Les Serbes le savaient bien et ne s'adressèrent même pas à eux. Ils aimèrent mieux solliciter l'appui du Tsar. La Russie n'a pas toujours été habile, ni éclairée dans ses relations avec les Slaves du dehors; elle les a souvent abandonnés, alors qu'elle eût eu le plus évident intérêt à les soutenir, et ce n'est pas elle qui a inventé le mot de panslavisme; cependant elle accueillit avec bienveillance les envoyés des insurgés serbes et promit d'intervenir en leur faveur, au moins par la voie diplomatique. Il n'en fallait pas plus pour augmenter la confiance des compagnons de Kara-Georges. Bien que le Gouvernement russe ait été sans doute guidé plus encore par des considérations de politique générale que par une sympathie désintéressée, les bonnes paroles qu'il eut alors pour les Serbes sont restées chez ces derniers comme un de ses principaux titres à leur reconnaissance.

La fidélité des Serbes à la maison d'Autriche, pendant les guerres avec la France mérite d'autant plus d'être admirée que cette période vit se développer en Hongrie la plus effroyable réaction. On peut, au premier abord, se demander contre quoi il s'agissait de réagir, puisque tous ceux qui avaient été en possession du pouvoir en Hongrie s'étaient sans cesse signalés par leur intolérance et leur despotisme; mais ces oppresseurs eux-mêmes avaient paru d'abord accessibles aux idées des philosophes et de la Révolution; nous avons vu que c'était au nom de la liberté qu'ils avaient cherché à maintenir leurs priviléges; maintenant

ils repoussaient avec horreur l'apparence même de la sympathie pour les doctrines nouvelles. Tels furent les sentiments qui dominèrent dans la Diète de 1807. Le seul orateur qui s'élevât au-dessus des préjugés vulgaires, Paul Nagy, se montrait par contre plein des plus vives passions, toutes les fois que la suprématie des Magyars pouvait être discutée. Ce fut lui qui revint à la question de la langue nationale et prêcha la diffusion forcée de l'idiôme magyar. Il n'est pas impossible qu'il crût en cela s'inspirer des idées de la Révolution, et qu'il eût entre les mains le rapport présenté par Barrère à la Convention, en vue d'assurer sur tout le territoire français l'usage unique de la langue française; mais comment comparer les deux langues, comment surtout rapprocher les populations non-magyares de la Hongrie, populations qui occupaient et occupent encore les deux tiers du pays, avec les groupes isolés et dénués de toute importance qui formaient en France une rare exception? La Diète de 1808 se distingua peu de celle de 1807. Pas plus que les précédentes assemblées, elle ne songea aux évêques serbes, qui attendaient en vain leur admission effective parmi les députés. Elle vota de l'argent et des hommes, pour la guerre, dont chacun sentait l'imminence, et se sépara.

Tant de sacrifices exigés de la Hongrie devaient lasser la patience du peuple, surtout de cette partie du peuple qui supportait les plus lourdes charges pour l'honneur et le profit des Magyars. Il n'est donc pas surprenant que des symptômes de mécontentement se soient manifestés, et cela, chez les Serbes, qui avaient tant à souffrir de la guerre. Le découragement dont nous parlons explique de reste l'espèce de révolte qui se produisit dans le Banat, au milieu de l'année 1808.

M. Böhm a donné le détail de ces évènements d'après les actes officiels conservés aux archives de Bela Crkva (Weisskirchen);[1]) c'est son récit que nous abrégerons ici.

Le 12 juin 1808, l'archiprêtre grec-oriental, Raphaël Milošević, donnait un dîner aux autorités civiles et militaires de la localité, quand un des convives, le curé serbe de Subotica, Elie Popović, prit la parole et révéla à l'assemblée l'existence d'un complot formé contre la ville par les habitants d'un village voisin. M. Böhm ne nous dit point quel pouvait être le mobile de ces

[1]) *Geschichte des Temeser Banats,* I, pp. 312 sqq.; *Monographie der privilegirten Militär-Kommunität Weisskirchen,* (Banat-Weisskirchen, 1871, in-8), pp. 30 sqq.

paysans, quel but ils poursuivaient, ni de quelles forces il pouvaient disposer; il raconte seulement les mesures immédiatement arrêtées par le colonel Branovacki, qui commandait le régiment.

Sur la foi d'une dénonciation faite à la légère, par un homme qui avait peut être bu plus que de raison, le colonel fit prendre les armes à la milice urbaine et donna ordre à trois compagnies de Grenzers de venir la renforcer. Cela fait, il envoya 100 hommes en reconnaissance du côté de Kručica, village situé à environ 6 kilomètres de Bela Crkva, et qu'on prétendait être le centre du mouvement. L'officier qui dirigeait la reconnaissance arriva à Kručica au milieu de la nuit et voulut y pénétrer seul, mais l'éveil avait sans doute été donné. Il fut arrêté par les habitants surpris de voir une promenade militaire à pareille heure, et, d'après le rapport officiel, condamné à mort par un jeune prêtre serbe, Démètre Djak, qui s'improvisa chef de l'insurrection. Ce qui montre bien que le curé de Subotica avait en grande partie, sinon absolument, inventé l'histoire de la révolte, c'est que nul n'osa exécuter la sentence de mort que Djak aurait porté contre l'officier, et que celui-ci, réussissant à se sauver, put tracer ensuite à loisir un tableau terrible des dangers qu'il avait courus. La conspiration existait si peu qu'alors seulement Djak, le seul, à ce qu'il semble, qui ait eu des velléités de résistance, se mit à parcourir les villages roumains de Iamu, Berlistie, Mircovatiu, Nicolintiu, Racasdia, Subotitia, etc. Il ne trouva point d'écho dans la population, et reconnaissant qu'il était isolé, sans espoir de pouvoir organiser la lutte, voulut s'enfuir en Serbie, mais il fut arrêté à Rebenberg.

On le voit, il n'y avait là rien de sérieux. Nous sommes assez porté à croire qu'une simple rivalité de confrère, une inimitié personnelle avait amené Popović à dénoncer Djak. Toujours est-il qu'on était en territoire militaire et que les chefs, serbes pourtant pour la plupart, cherchaient plutôt l'occasion de montrer leur dévouement à la dynastie régnante par un excès de zèle, que d'être justes envers leurs compatriotes. On prétendit du reste, (et il fallait bien émettre une prétention de ce genre, puisqu'on ne découvrait rien à l'interieur), qu'une insurrection avait été organisée de concert avec les Serbes de la rive droite du Danube, que ces derniers s'étaient déjà réunis à Rama, prêts à passer le fleuve, et l'on fit mine de prendre des mesures contre eux. A la vérité, une insurrection semblable eût été jusqu'à un certain point justifiée. Les Serbes qui venaient de triompher des Turcs

pouvaient s'exagérer leurs forces et tenter de faire payer aux Magyars et aux Allemands les injustices dont ils avaient été abreuvés. C'eût été un projet insensé, puisque les Serbes étaient hors d'état de résister à des adversaires aussi redoutables, mais il n'est pas impossible qu'il ait germé dans quelques têtes.

Le rapport officiel ne nous dit pas que les insurgés, si l'on peut donner ce nom à quelques paysans qui auraient eu un moment la pensée de se joindre à Djak, aient donné à leurs projets un simple commencement d'exécution et pourtant la répression fut sévére. Kručica fut occupée militairement; on poursuivit tous les hommes qui n'étaient pas chez eux au moment de l'arrivée des troupes et l'on réunit sur le champ un conseil de guerre chargé de les juger. Djak fut condamné à mort, mais succomba dans sa prison; le sous-lieutenant Skribetije, qui commandait à Kručica, fut convaincu de complicité et pendu. Le procès dura pendant plusieurs années et se termina par un certain nombre de condamnations. Les principaux accusés étaient: le sous-lieutenant Žumanka, qui mourut en prison comme Djak, le curé Triphon Teodorović, le diacre Urošević, Athanase Stajić, négociant, etc.

Les troupes des Confins furent bientôt appelées à prendre part à une guerre nouvelle. La campagne de 1809 ne fut pas plus heureuse pour l'Autriche que les précédentes et la paix dut être achetée par de cruels sacrifices. Le traité de Vienne (14 octobre 1809) fit passer sous la domination française une partie des populations serbes de la Hongrie. La Save formait la frontière de l'Illyrie française depuis la limite de la Carniole jusqu'au confluent de l'Una. Les territoires cédés à Napoléon comprenaient les régiments de Lika, Otočac, Ogulin, Slunj (Szluin), enfin les deux régiments du Ban.[1])

---

[1]) Voici, d'après Schwartner (*Statistik des Königreichs Ungarn*, II, p. 314), quelle était la population de ces divers districts en 1807:

Régiment de Lika:	52.734 hab.
— d'Otočac:	46.131 —
— d'Ogulin:	44.940 —
— de Slunj:	45.750 —
Senj (Zeng), environ:	2.800 —
Bag (Carlopago), environ:	1.000 —
1er Régiment du Ban:	47.313 —
2e — — —	43.933 —
Petrinja:	2.853 —
Kostajnica:	1.108 —
Total:	288.562 hab.

Tandis que l'Autriche se faisait battre à Lobau et à Wagram, les troupes russes reprenaient contre les Turcs la guerre commencée en 1807, et qu'un simple armistice avait interrompue. C'était pour les Serbes de la rive droite du Danube un secours presque inespéré. Ils purent recouvrer les avantages qu'ils avaient un moment perdus. L'année suivante Belgrade fut emporté, mais les opérations devinrent languissantes et les Russes, désirant concentrer leurs forces contre la France, signèrent le traité de Bucarest (28 mai 1812). Désormais l'armée de Kara-Georges se trouva seule en présence de ses adversaires.

C'est ici le lieu de rappeler les services rendus par plusieurs Serbes de la Hongrie qui se dévouèrent à l'instruction de leurs frères de la Principauté. Kara-Georges, qui ne savait pas lire, comprit avec une admirable intuition le prix de la science, et s'efforça de la faire pénétrer dans son pays. Dès l'année 1808, il créa une école nationale, dont il confia la direction à Jean Jugović, appelé aussi Jean Savić, professeur originaire de la Hongrie; il fit venir le fameux Dosithée Obradović à Belgrade et le chargea d'inspecter toutes les écoles qu'il venait d'organiser; enfin il attira vers lui tous ceux qui avaient puisé à Karlovci ou ailleurs des connaissances suffisantes pour enseigner.

„Le premier législateur de l'état naissant fut un Serbe de Hongrie, nommé Filipović. Il était docteur de droit, et demeurait à Charkov, en Russie. Quand les députés serbes allèrent à Saint-Pétersbourg invoquer la médiation du Tsar, ils trouvèrent sur leur route ce demi-compatriote, qui prit feu pour leur cause. Revenu avec les députés, il fut frappé tout d'abord de l'anarchie qui menaçait de tout perdre. „Je ne vois chez vous, disait-il, que des pouvoirs militaires, même dans la skupština; il vous faut un pouvoir civil supérieur à tous les conflits.“ Il conçut l'idée d'un sénat (sovjet), chargé de régler les affaires communes et dont les décisions feraient loi. Rien de plus simple, de plus patriarcal, de plus conforme à l'exprit serbe que le sénat proposé par Filipović . . . Il en fut le premier secrétaire, et, au témoignage de tous, il a laissé le souvenir d'un magistrat sans reproche.“[1])

Les années 1810, 1811 et 1812 s'écoulent pour les Serbes de Hongrie dans une tranquillité relative. Ils doivent bien

---

[1]) *La Serbie-Kara-George et Milosch* par Saint-René Taillandier; Paris, Didier, 1872, in-8, pp. 103 sq.

contribuer au paiement des impôts que la Diète de Pozsony est forcée de voter, ils doivent encore s'associer aux préparatifs de guerrè que l'Empereur croit prudent de faire, tandis que Napoléon est aux prises avec les Russes, mais enfin ils ne sont pas exposés aux dangers des champs de bataille. L'année 1813 voit se former la sixième coalition et tous les peuples de la monarchie autrichienne subissent de nouveaux sacrifices. Les Serbes, comme les autres, se battent à Leipzig, et pénètrent en France avec les alliés.

Malgré tant d'épreuves supportées, tant de périls surmontés, tant de pertes éprouvées, la période que nous venons de traverser ne peut être considérée comme la plus triste de l'histoire des Serbes. Leurs ennemis les plus proches, les Magyars, sont tenus en respect par les Allemands; ceux-ci, à leur tour, sont absorbés par la lutte contre Napoléon, et, au milieu même des revers qu'ils partagent, les Slaves de l'Autriche et de la Hongrie ne sont du moins pas menacés, en tant que Slaves. Aussi est-ce précisément dans l'année 1813 que Démètre Davidović et Démètre Frusić, recommençant la tentative faite de 1791 à 1794 par Étienne Novaković, publièrent à Vienne un journal serbe, les Novine srbske, qui se continuèrent jusqu'en 1822.

Parmi les officiers serbes qui se distinguèrent dans les armées autrichiennes, nous nous bornerons à citer: le lieutenant-maréchal Dedović, de Hrgovce en Sirmie; les deux frères Kovačević, de Kraljeva Velika, qui tous deux parvinrent au grade de général-major et tous deux furent tués à l'ennemi, Étienne Mihaljević, qui commandait le corps serbe à Landrecies, en 1794, et son fils Michel Michaljević, qui mourut en 1845, dans le grade de feldzeugmestre; le lieutenant-maréchal Milutinović, créé baron de Weichselburg; le major Bobalić de Sokol, etc. Il est regrettable que les Serbes n'aient jamais dressé une liste de tous les hommes de guerre remarquables qu'ils ont fournis à l'Autriche.

Les campagnes contre Napoléon et les évènements qui en furent la conséquence réclamèrent jusqu'en 1815 l'attention de la monarchie des Habsbourgs, comme celle de toute l'Europe. La lutte intérieure des diverses populations de l'empire n'éclata qu'après la conclusion du traité de Vienne. C'est cette période de l'histoire des Serbes qu'il nous reste à raconter; elle nous conduira jusqu'à l'année 1848.

Tandis que Vienne et les provinces allemandes de la monarchie se trouvaient au pouvoir des Français, la Hongrie avait été un instant sur le point de devenir le centre de l'Empire d'Autriche. Ce ne fut là qu'un projet passager que le rétablissement de la paix fit tomber dans l'oubli, mais la paix elle-même ne satisfit point les Magyars. L'aristocratie, moins cruellement atteinte que le peuple par les guerres qu'on venait de traverser, avait pourtant souffert, et se plaignait surtout des usurpations commises par l'Empereur, au détriment de ses priviléges. Elle voulait avant tout ressaisir son influence compromise par les mesures arbitraires du cabinet de Vienne. Pour cela, il était nécessaire que les relations de la Hongrie avec les autres parties de la monarchie fussent mieux définies, que son autonomie fut assurée, et que le régime parlementaire, auxquels les grands propriétaires et les hobereaux des comitats avaient voué une sorte de culte, fut replacé sur des bases solides.

Qu'on ne s'y trompe pas; il ne s'agit pas ici du régime parlementaire tel que peut le concevoir une société démocratique, mais d'un gouvernement essentiellement oligarchique. L'aristocratie hongroise comprenait qu'elle ne pouvait exister sans la Hongrie; elle songeait donc à relever le royaume, mais elle se proposait de le relever de manière à ce qu'elle conservât tous ses avantages. Rien ne lui était plus odieux que le nom seul de la Révolution; aussi ne fit-elle point d'opposition à Metternich, quand celui-ci intervint pour rétablir l'ordre en Italie. Ce furent encore les troupes des Confins, spécialement les Serbes, qui durent faire exécuter en Italie les volontés de la Sainte-Alliance (1821).

Dans la pensée des chefs de l'aristocratie hongroise, il suffisait de rendre plus régulier le jeu des vieilles institutions, d'obtenir que l'argent levé sur les paysans et les bourgeois, seuls imposables, fût dépensé sur place; de la sorte on pourrait perpétuer l'état de choses d'autrefois, tout en paraissant l'améliorer. L'emploi des finances en travaux publics, en routes, en canaux profiterait surtout aux seigneurs qui tireraient meilleur parti de leurs terres, en même temps qu'il satisferait les contribuables. Tout se trouverait donc pour le mieux.

Tel était le programme que se proposaient les hommes qui, peu de temps après les guerres avec la France, formèrent en Hongrie le parti de la réforme. Ce parti avait, si l'on veut, la pensée de réformer l'ancien régime, mais c'est toujours à l'ancien

régime qu'il prétendait s'en tenir. Il ne pouvait se faire illusion sur l'opposition que les nations non-magyares du royaume ne manqueraient pas de faire à ses projets; il avait vu poindre déjà chez les Slaves et chez les Roumains le sentiment de leur valeur et de leur importance méconnue, et devait penser que leurs justes réclamations ne resteraient pas toujours sans écho; aussi était-il résolu à tout mettre en œuvre pour développer l'élément magyar. Les Slovaques et les Ruthènes ne remuaient pas encore, les Roumains ne donnaient que peu de signes de vie; c'étaient donc en réalité les Serbes seuls qu'il avait à combattre; il comptait bien en avoir raison, avant que leurs idées de résistance fussent devenues contagieuses.

On connait déjà les efforts faits par les Diètes de 1792 et de 1805 pour amener le triomphe de la langue magyare sur la langue latine. Pendant la session de 1811, Paul Nagy revint à la charge dans un discours demeuré célèbre, et grâce aux écrits de Virág, de Csokonai, de Kazinczy, de Berszenyi, de Kisfaludy, de Kölcscey, la langue magyare prit un essor inconnu jusque là. Rien ne serait plus digne d'éloges que les efforts déployés par les hommes dont nous venons de citer les noms et par une foule d'autres, pour développer une littérature encore dans l'enfance, si ces efforts n'avaient été une menace directe contre tous ceux pour qui l'idiôme magyar était un idiôme étranger. L'ardeur que les Hongrois apportent à la lutte devra exciter une ardeur non moins grande chez leurs adversaires, et, de la sorte, les peuples de la Hongrie, au lieu de chercher leur salut dans l'union et la concorde, s'isoleront de plus en plus les uns des autres.

Ces tendances se montrent ouvertement pendant la Diète de 1825—1827. Les États renouvellent la demande faite en 1811; ils veulent que le magyar devienne la langue officielle générale. Pour assurer l'accomplissement de leurs désirs, un certain nombre de députés se cotisent. Animés par Étienne Széchenyi, qui offre lui-même 60.000 florins, ils recueillent en quelques jours une somme importante destinée à la fondation d'une académie hongroise. C'est de ce corps savant que viendra désormais l'impulsion en toutes choses, à un point de vue strictement magyar.

Ce qui frappe, dans les luttes de cette époque c'est que la Diète n'emploie jamais d'autre mot que le mot national, chaque fois qu'il s'agit de la langue ou des institutions magyares. Il semble qu'il n'y ait en Hongrie qu'un seul peuple universellement

attaché à ce qui est national. On en est presque réduit à douter s'il existe, à côté de la race privilégiée, des populations qui n'ont rien de commun avec elle. Comment imaginer, quand on lit cette histoire, que ces populations ont une majorité réelle des deux tiers? Comment surtout l'étranger ne serait-il pas trompé par cet artifice de langage?

Les Magyars seuls sont représentés au sein de la Diète; seule leur aristocratie dispose de ressources assez considérables pour créer des établissements aussi grandioses que l'Académie hongroise; mais ce n'est pas à dire que les autres peuples ne songent pas eux aussi à leur développement littéraire. Ce sont les Serbes qui les premiers entrent dans cette voie.

Dosithée Obradović, mort en 1811, laisse, de nombreux successeurs. Milovan Vidaković, né en Serbie, mais fixé en Hongrie depuis son enfance, écrit le premier des romans dans la langue nationale. Ses œuvres les plus connues sont: l'Histoire du beau Joseph (Istorija o prekrasnom Josife; Bude, 1810), le Jeune solitaire (Usamljenji Junosa; Bude, 1810); Ljubomir aux Champs Elysées (Ljubomir u Elisijumu; Bude, 1814 à 1823), etc. Vidaković n'adopte pas encore la réforme d'Obradović, il ne cherche pas à purger son style des mots et des tournures de phrases empruntés au slave ecclésiastique, mais ses romans sont dévorés par tous ceux qui savent lire, et ne contribuent pas peu à répandre le goût des lettres chez ses compatriotes.

Nous avons déjà cité le nom illustre de Vuk Stefanović Karadžić. Cet homme, né au fond d'un obscur village de la Serbie, fit ses premières études à Karlovci et à Belgrade, mais ce n'est pas dans ces trop courtes leçons, c'est en lui-même, dans son infatigable énergie, dans son amour pour le travail qu'il puisa les trésors de science qu'il amassa. Lors de la chûte de Kara-Georges, il quitta la Serbie, vint s'établir à Vienne et put s'y adonner à l'étude. Son premier ouvrage décida de sa vocation; ce fut une petite grammaire écrite d'après le langage vulgaire (Pismenica srbskoga jezika, po govoru prostoga naroda napisana; Vienne, 1814). Cette grammaire fut bientôt suivie d'un petit recueil de chants populaires (Mala prostonarodna slaveno-serbska Pesnarica; Vienne, 1814). Stefanović allait plus loin qu'Obradović, en ce sens qu'il ne se bornait pas à écrire dans un style simple, mais recherchait partout les monuments de

la littérature populaire, chants, contes, proverbes, etc., pour en extraire les vrais principes de la langue.

Dès l'année 1818, il fit paraître son Dictionnaire serbe-allemand-latin, qui fit époque, non seulement chez les Serbes, mais chez les Slaves en général. En même temps que Karadžić développait dans une longue préface les règles extraites par lui des documents qu'il avait recueillis, règles non plus établies arbitrairement par le mélange d'un idiôme depuis longtemps disparu avec le parler vulgaire, mais fondées sur l'usage, il introduisait une orthographe simplifiée qui devait faciliter la lecture et l'écriture, enfin, il donnait un lexique du véritable idiôme populaire.

Malgré leur haute valeur, il ne faudrait pas croire que les travaux de Karadžić n'aient pas trouvé d'ardents adversaires. Tout novateur doit s'attendre à des attaques, et celles contre lesquelles le modeste et savant écrivain eut à lutter furent d'autant plus vives qu'elles vinrent du clergé. On lui reprocha de sacrifier les traditions reçues dans l'Église, où l'ancienne langue bulgare faisait presque partie du dogme; on lui opposa que renoncer à cet idiôme que les lettrés seuls comprenaient, mais qui formait un lien entre les différents pays slaves, c'était séparer les Serbes de leurs parents les plus proches, leur aliéner surtout les sympathies de leurs frères de Russie; enfin on lui fit un crime des expressions parfois un peu crues qu'il avait admises dans son Dictionnaire.

L'opposition qui porta quelques prêtres exaltés jusqu'à détruire les exemplaires de ce livre qui leur tombèrent sous la main, ne l'empêcha pas d'avoir un immense retentissement. Karadžić était d'ailleurs sur la brêche et défendait vigoureusement ses doctrines. En 1821, il publia un premier recueil de contes nationaux (Narodne srpske Pripovijetke) et répondit à ses principaux adversaires Štipkalović et Kuckal. Nous ne pouvons énumérer ici tous ses ouvrages, mais il en est un surtout que nous ne devons point passer sous silence: nous avons en vue la Danica (l'Étoile du matin), sorte d'almanach qui parut de 1826 à 1829 et, qui, tout en se bornant à des notices littéraires, eut une influence sérieuse sur la direction des idées nationales.[1])

---

[1]) L'œuvre de Karadžić a été appréciée par M. I. I. Szeznevski dans la Даница de 1865 et 1867; par M. Jagić *(Vuk St. Karadžić i njegove zasluge u histor. srbske i hrvatske Književnosti,* Zagreb, 1865, in-8); par M. Étienne Pavlović (Летопис српски, 1864); par M. Rosen, consul gé-

A côté de Karadžić, il convient de citer Démètre Davidović, né en 1789 à Zemun (Semlin), en Sirmie. C'était aussi un homme laborieux qui consacra sa vie à répandre la lumière parmi ses compatriotes. En 1813, il publia, nous l'avons dit, un journal serbe (Novine srbske), qu'il rédigea d'abord avec Démètre Frušić, puis tout seul jusqu'en 1822. A cette époque malheureusement le journal disparut et l'imprimerie que Davidović avait fondée à Vienne fut fermée, mais, si lui-même était obligé de chercher des moyens d'existence en Serbie, les hommes qui l'avaient aidé dans sa tâche, Lucien Mušicki, Jean Berić et Jean Hadžić (plus connu sous le pseudonyme de Miloš Svetić), restèrent en Hongrie, et poursuivirent la même œuvre.

Dans la situation où se trouvaient les Serbes, le grand obstacle qui s'opposait au développement de leur littérature était les difficultés que les auteurs rencontraient à se faire imprimer. Non seulement ils ne pouvaient espérer une rémunération de leurs peines, mais encore ils devaient le plus souvent être eux-mêmes leurs propres éditeurs.

Une association pouvait seule avoir les moyens d'encourager et de publier les travaux littéraires. L'idée première d'une association de ce genre fut conçue par Jean Hadžić, qui dès l'année 1823, tenta de la réaliser. Ses efforts isolés furent abord impuissants, mais, trois ans après, il se réunit à Lucien Mušicki, à Georges Magarašević et à Paul Joseph Šafařík, le fameux slaviste bohème et, grâce à leur concours, parvint à réaliser son projet. La société, qui prit ainsi naissance, reçut le nom symbolique de Matica srpska (La Reine des abeilles serbe); elle eut son siège à Pest et admit un nombre illimité de membres; il suffit pour en faire partie d'acquitter une cotisation annuelle, en retour de laquelle on devait recevoir les ouvrages publiés sur le budget

---

néral de Prusse à Belgrade (Вук Стеф. Караџић, у Београду, 1864, in-8); enfin par M. S. Novaković (Ист. српске Књижевности).

Les Chants populaires (Српске Народне Пјесме) furent d'abord imprimés à Leipzig (2e et 3e parties 1823; 1e partie 1824; 4e partie 1833). En 1841, Karadžić commença la publication d'une nouvelle édition qui s'imprima à Vienne, et dont la 5e partie n'a paru qu'en 1865. Les Chants de l'Herzégovine, qui forment comme une 6e partie, n'ont vu le jour qu'en 1866, après la mort de Karadžić, par les soins de Vuk Vrčević. Les Proverbes (Пословице), ont eu deux éditions (Cetinje, 1836 et Vienne 1849); les Contes (Приповијетке) également deux (Vienne, 1853 et 1870).

commun. La société ne pouvait espérer des dons comparables à ceux qu'il était réservé aux grands seigneurs magyars de faire à l'Académie hongroise, mais des ressources, même très-limitées, suffisaient pour donner une vive impulsion à la littérature nationale.

La fondation de la Matica fut pour les Serbes un véritable événement; elle répondait à un besoin sérieux et son action promettait d'être d'autant plus salutaire qu'elle inspirerait à ses adhérents l'idée de se réunir plus souvent pour travailler ensemble à leur développement politique et social. Le nom de Matica devint promptement populaire, même en dehors des pays habités par les Serbes. Dès l'année 1830, il fut donné par les Tchèques à une section du Musée bohème, section spécialement chargée de publier les anciens monuments de la langue.[1]) Il passa plus tard chez les Croates, les Slovaques, les Slovènes et les Ruthènes, qui tour à tour fondèrent des associations analogues à celle de Hadžić.[2])

La première publication due à la Matica srpska fut celle des Annales serbes (Letopisi serbske), fondées en 1825 par Magarašević. Ce recueil parut par fascicules trimestriels, comme les premières revues anglaises. La publication en fut suspendue en 1835 et 1836, mais elle fut reprise en 1837, et continua sans interruption, sauf pendant les événements de 1848 et 1849. Quand elle recommença de nouveau en 1850, l'importance de la Matica avait diminué, la fondation de la Société scientifique de Belgrade venait de déplacer le centre littéraire des Serbes, en sorte que le Letopis ne fut plus que semestriel. Jusqu'en 1865, l'impression se fit à Bude, mais, à partir de cette époque elle se fit à Novi Sad.[3])

L'influence de la Matica ne tarda pas à se faire sentir. En dehors des encouragements qu'elle accorda aux jeunes auteurs, non seulement en publiant leurs œuvres, mais encore en distri-

---

[1]) Voy. *Časopis českého Museum,* V, 1831, p. 117. — En 1867 fut en outre fondée à Prague la *Matice lidu,* pour la publication de livres populaires.

[2]) Voy. l'article intitulé: *Die slavischen Matica-Vereine* dans le *Centralblatt für slavische Literatur und Bibliographie* de Smoljar (Schmaler), 1866, pp. 118 sqq., et le *Slovník Naučný,* au mot *Matice.*

[3]) Le *Letopis srpski* (c'est le nom que la revue fondée par Magarašević prit définitivement en 1831), a cessé de paraître de 1867 à 1870, mais, en 1871, M. Jean Subotić en a repris la publication.

buant des prix et des indemnités, des bienfaiteurs éclairés lui permirent de contribuer avec efficacité à l'éducation nationale, par la fondation de bourses qu'elle fut chargée de répartir entre les étudiants pauvres.[1])

Comme nous n'écrivons pas ici une histoire littéraire, nous nous contenterons de citer les noms des poëtes et des romanciers dont la Matica fit connaitre les essais; ce furent Siméon Milutinović, Milovan Vidaković, S. Jean Popović, etc.

Le mouvement national que les écrivains, dont nous venons de parler, provoquèrent à la fois chez les Magyars et chez les Serbes, ne se produisit pas tout d'un coup; ce fut le résultat d'un long travail; pourtant, même avant 1830, il n'était pas possible de se méprendre sur l'état d'hostilité dans lequel les Slaves de Hongrie vivaient à côté de la nation dominante. En 1827, Jean Kollár, ministre de la communauté évangélique de Pest, et slovaque de nation, publia son fameux poëme de la Slávy Dcera (La Fille de la Gloire), dans lequel il célébra le triomphe prochain de la grande nation slave.[2]) „Que seront les Slaves dans cent ans, disait-il; que sera l'Europe entière? Le slavisme se répand sans cesse, et, semblable au déluge, déborde sur notre hémisphère. La langue que les Allemands, dans leur dédain, appellent la langue des esclaves, retentira dans les salles de leurs palais, et aux embouchures de leurs fleuves!“ Il y a là, sans doute, une exagération poétique, mais on comprend qu'un tel langage devait enflammer l'esprit de la foule. Ce ne fut pas seulement en Bohème que les vers et, plus encore, les idées de Kollár devinrent populaires, l'influence s'en fit sentir dans toute la Hongrie, et nous croyons que Louis Gaj, le propagateur de l'unité illyrienne avait puisé ses inspirations à cette source. Maintenus dans une situation humiliante sur le territoire de l'Autriche et de la Hongrie, les Slaves voyaient avec orgueil les progrès faits par leurs frères en Russie; ils devaient penser, et ils pensaient en effet, qu'eux aussi acquerraient la force qui leur manquait en s'unissant, en

---

[1]) Les principaux bienfaiteurs de la *Matica* on été Paul de Furlok, Pierre Tökölyi, Nestor Dimitrijević et l'évêque patriote Strossmayer. Les bourses auxquelles nous faisons allusion furent fondées par Sava Tökölyi et Paul Jovanović. Nous aurons l'occasion d'en parler avec détail dans le chapitre que nous consacrerons aux institutions propres à assurer le développement moral des Serbes.

[2]) Ce n'est qu'en 1832 qu'il parut une édition complète du poëme.

se déclarant solidaires les uns des autres. Cette solidarité avait assuré le triomphe des Allemands, avant qu'ils songeassent à constituer une même nation politique.

Le seul fait digne de remarque que nous ayons à enregistrer avant 1830 est le règlement du droit de séance des évêques serbes à la Diète. Cette question était au nombre de celles dont l'examen avait été attribué à la commission spéciale (Deputatio regnicolaris) instituée par la Diète de 1825—1827. A la vérité, les délibérations de cette commission ne firent jamais l'objet d'un vote de l'assemblée, mais le point particulier qui nous occupe fut tranché par le palatin Joseph.[1]) Il avait fallu près de quarante ans pour faire décider que les évêques serbes seraient traités comme les autres députés.

La révolution qui éclata en France en 1830 ne fut pas sans avoir un contre-coup en Europe, mais la vie politique était encore trop nouvelle pour que les populations qui eussent eu intérêt à changer le mode de gouvernement en Autriche et en Hongrie, pussent profiter de cette occasion pour revendiquer les droits dont l'exercice leur avait été refusé jusque là. D'ailleurs le Cabinet agit prudemment dans cette circonstance, et, dès qu'il put pressentir le danger, convoqua les États. La Diète hongroise se réunit le 8 septembre à Pozsony; elle devait procéder au couronnement de Ferdinand, fils aîné de l'Empereur François, et voter des subsides militaires.

On eût pu croire que le parti de la réforme profiterait des événements pour obtenir quelques unes des mesures inscrites dans son programme, mais, comme le remarque Horváth,[2]) qu'on n'accusera pourtant point d'hostilité contre les membres de ce parti, ceux-là même qui se glorifiaient de leurs opinions libérales, furent remplis d'inquiétude par les nouvelles de Paris, parce qu'avant tout ils tenaient à la conservation de leurs priviléges nobiliaires. Les Serbes eussent été mal venus à rien demander d'une telle assemblée. Les Magyars ne furent point troublés dans leur omnipotence par les plaintes des autres nations, et purent veiller à

---

[1]) Szalay, *Rechtsverh.*, p. 105.

[2]) *Fünfundzwanzig Jahre aus der Geschichte Ungarns von* 1823-1848 von Michael Horváth. Aus dem Ungarischen übersetzt von Joseph Novelli. Leipzig, 1867, 2 vol. in-8, T. I, p. 199. Nous aurons plus d'une fois encore à citer cet ouvrage.

leurs intérêts égoïstes. Nicolas Wesselényi parla le premier en faveur de l'idiôme national, et fut énergiquement soutenu par Paul Nagy. Assurer la suprématie de la langue magyare, pour mieux établir celle de la nation tout entière, c'est en somme tout ce que voulaient ceux qui parlaient alors d'indépendance et de liberté.

Il y a du reste d'excellents passages dans le discours prononcé alors par Nagy. Il avait mille fois raison de reprocher aux grands seigneurs leur indifférence pour ce qui touchait à leur pays et la préférence qu'ils accordaient à tout ce qui était allemand, mais, en vertu des droits égaux pour tous dont il était sans cesse question à la Diète, ne devait-il pas admettre que les Slaves et les Roumains protestassent contre la prédominance absolue de la langue magyare? Or que demandaient les États? Ils voulaient que le magyar seul fût employé dans toutes les branches de l'administration, qu'il fût introduit dans les régiments hongrois, comme langue du commandement, qu'il servit à la rédaction des lois, adresses et autres actes émanant de la Diète, etc. La loi sanctionnée par le Roi n'admit pas toutes ces prétentions, mais elle ordonna: 1° que la Lieutenance royale correspondrait en magyar avec les autorités qui lui écriraient dans cet idiôme; 2° que les tribunaux supérieurs délibéreraient en magyar dans toutes les causes où les parties le désireraient; 3° que les tribunaux inférieurs auraient la faculté de se servir exclusivement du magyar; 4° qu'aucun individu ne serait admis à des fonctions publiques sans justifier de sa connaissance du magyar; 5° que la même condition serait exigée des avocats, à partir du 1er janvier 1834; 6° que les régiments hongrois seraient tenus de recevoir de la part des autorités des documents magyars. (Art. VIIIe de la loi de 1830.)

Pour faire apprécier d'un mot jusqu'à quel point la Diète faisait bon marché de la justice, il suffit de rappeler que les deux tiers des habitants de la Hongrie sont étrangers non pas seulement à la race dominante, mais à la langue même des Magyars!

Les Serbes n'étaient aptes à exercer aucun emploi public en Hongrie, depuis surtout qu'on leur avait reconnu la qualité de citoyens, mais ils étaient bons pour aller mourir au loin, en défendant la politique de Metternich. Lorsque le Cabinet de Vienne eut décidé qu'il interviendrait en Italie, en faveur du Duc de Modène, de l'Archiduchesse de Parme et du Pape, les soldats des

Confins furent les premiers à qui échut cette triste mission. On eût dit qu'on voulait que les Slaves fussent à la fois opprimés et oppresseurs.

Tandis que la Chancellerie autrichienne s'occupe des événements extérieurs, toutes les préoccupations des Magyars sont tournées vers l'intérieur. Le comte Széchenyi crée à Pest un casino national, où doivent s'élaborer ce qu'il appelle les projets de réforme, en même temps qu'on pourra y discuter, avec moins de réserve qu'à la Diète, tous les moyens propres à étendre l'influence des Magyars, au détriment des autres nations du pays. Des casinos analogues s'ouvrent dans toutes les villes de province et répondent à la même pensée. M. Horváth [1]) a raison d'insister sur l'importance de ces lieux de réunion. Ils ont été et sont encore les foyers où s'alimentent les sentiments exaltés des Magyars. Quelques propriétaires, quelques fonctionnaires, quelques avocats, voués à la cause des conquérants, y calomnient à loisir ceux qui s'efforcent de leur résister, arrêtent la conduite que les autorités devront tenir pour opposer une digue au flot toujours croissant des réclamations slaves ou roumaines et s'encouragent mutuellement à la lutte contre leurs adversaires. On comprendra facilement que la nation dominante a presque seule, jusqu'aujourd'hui, possédé des casinos semblables. Que pouvaient faire les Serbes ou les Slovaques pour se grouper, alors que toute l'autorité était entre les mains des Magyars, que ces derniers seuls disposaient de l'argent et des moyens d'instruction? C'est ainsi que grâce l'iniatitive de Széchenyi et de quelques autres grands seigneurs, les Magyars furent dotés d'une académie, d'un musée et d'un théâtre national.

Parmi les magnats qui composaient la Chambre haute, il y en eut toutefois qui trouvèrent que Széchenyi, Wesselényi et les autres orateurs qui parlaient sans cesse de réforme, pourraient compromettre les priviléges de la noblesse. Il valait mieux, à leur sens, s'en tenir à ce qui avait existé jusque là; ils craignaient même de voir la langue magyare remplacer entièrement le latin, non qu'ils fussent sensibles aux doléances de ceux de leurs compatriotes qui étaient étrangers aux Magyars, mais parce qu'ils redoutaient de la part de ceux-ci une opposition qui eût troublé leur tranquillité. Telle était, ce nous semble, la manière de voir

---

[1]) *Loc. cit.,* pp. 236. sq.

du comte Csziráky et de la plupart des magnats qui, à la Diète de 1832, refusèrent d'admettre que les lois fussent désormais rédigées en magyar.

Nous n'avons pas à parler ici des débats qui eurent lieu à la Diète de 1832—1836 à propos de la liberté religieuse, puisqu'il n'y fut question que des Protestants, mais nous devons au moins mentionner la loi qui y fut votée, pour régler les relations entre les propriétaires et les paysans. Ce nouvel urbarium, destiné à remplacer celui qu'avait publié Marie-Thérèse, donna lieu à de longues discussions entre le gouvernement et l'assemblée. La Diète ayant admis que, dans certains cas, les serfs pourraient se libérer par un rachat, la Chancellerie hongroise s'émut et obtint de l'Empereur des lettres dans lesquelles il protestait contre cette innovation. Il suffisait que le mot de libération eût été prononcé, pour qu'on en frémît à Vienne; il ressemblait trop au mot de liberté! Après mille incidents que nous n'entendons point rapporter, l'urbarium fut voté et sanctionné. Il contenait certains adoucissements à la condition des serfs. Ceux-ci pouvaient, avec le consentement du propriétaire, émigrer d'un village dans un autre, et vendre alors à un tiers, qui se substituait à eux, leur maison et les améliorations par eux faites au lot de terre dont ils avaient la jouissance; en cas de refus des propriétaires, le paysan pouvait se pourvoir devant un tribunal composé d'un fonctionnaire du comitat et de deux hommes de loi; le seigneur n'était plus le seul juge. De plus, le serf pouvait racheter les impôts et les corvées qu'il devait au propriétaire moyennant une redevance annuelle, mais cela, sans être entièrement affranchi. Enfin, le seigneur perdait le droit qu'il avait exercé jusque là sans contestation, de faire donner la bastonnade aux paysans; il ne pourait leur infliger d'autre peine que celle de la prison, et pour trois jours au plus.[1]) Dans les cas graves, il devait recourir à l'intervention d'un tribunal.

Tel était en substance l'urbarium de 1836.[2]) Ce rapide

---

[1]) On a souvent parlé du *knut* russe; on voit qu'on aurait pu aussi bien parler du *knut* hongrois. La Russie n'a été précédée que de seize ans par la Hongrie, en ce qui concerne l'émancipation des serfs, et encore n'a-t-il pas fallu moins que les événements de 1848 pour amener cette réforme en Hongrie.

[2]) *L'urbarium* fut discuté de 1833 à 1835, mais ne fut sanctionné qu'en 1836. Il forme l'article IVe de la loi de cette année.

résumé suffit à montrer que la situation des paysans hongrois n'était rien moins qu'enviable. Voilà le sort qui avait été fait aux Serbes, après qu'on leur avait promis de respecter leur indépendance.

L'Empereur François avait usé de son influence dans cette question comme dans toutes les autres, pour prolonger l'asservissement de ses peuples. Nul n'était plus décidé que lui à résister au courant des idées modernes. Toute sa politique consistait à combattre la Révolution, à développer la police secrète et les moyens d'oppression. Aussi, malgré les démonstrations officielles dont on est moins avare peut-être en Hongrie que partout ailleurs, peut-on dire que sa mort n'excita guère de regrets. Elle arriva le 2 mars 1835.

Ferdinand V apporta sur le trône les mêmes principes que son père, et laissa Metternich continuer paisiblement son règne. Or Metternich trouva que les Magyars avaient conquis trop d'indépendance depuis 1815, et, fidèle à la tradition autrichienne, pensa qu'il était temps de se montrer plus favorable à leurs adversaires, c'est-à-dire aux Slaves. Assurément il n'était mû par aucune idée sympathique envers ces derniers; il voulait simplement recourir à son système de bascule ordinaire. Il poursuivit donc Wesselényi, le plus ardent promoteur de ce que les Magyars appelaient la réforme, et menaça de ses rigueurs d'autres chefs du parti, tandis qu'il ne s'opposa pas au progrès de l'illyrisme.

Nous avons déjà montré comment les prétentions exagérées des Magyars devaient amener contre eux des représailles de la part des nations auxquelles ils espéraient enlever les derniers restes d'une vie propre. Nous avons parlé du poëme composé par Kollár pour exciter ses frères slaves à la résistance et leur faire entrevoir la grandeur du rôle qui leur était réservé. Un jeune croate, qui s'était épris des idées de Kollár, Louis Gaj, né à Krapina en 1809, entreprit de leur donner un commencement de réalisation, en travaillant à l'union des Slaves du sud. En présence des agressions magyares, cette union n'était pas seulement souhaitable, elle était nécessaire, indispensable, mais comment l'effectuer? On ne pouvait essayer d'y parvenir que dans le domaine littéraire, et, jusque dans ce domaine, les différences étaient si accentuées entre les Serbes et les Croates que Šafařík, tout en désirant qu'ils n'eussent plus qu'une même littérature, ne pensait

guère qu'il fût possible d'amener la fusion entre eux.[1]) Gaj, qui déjà s'était fait connaître par plusieurs ouvrages écrits en latin, en allemand et en croate,[2]) ne crut pas cette tâche au-dessus de ses forces; toutefois il ne se lança pas du premier coup dans une voie aussi nouvelle; il ne s'écarta pas d'abord sensiblement des traditions admises.

L'entreprise à laquelle il se consacra tout entier fut la publication d'un journal,[3]) qu'il fonda à Zagreb, sous le nom de Horvatzke Novine (Les Nouvelles croates). Cette feuille, qui parut pour la première fois le 1er janvier 1835, eut un supplément intitulé: Danica (L'Étoile du matin); elle était consacrée aux informations politiques, tandis que le supplément était entièrement littéraire. La langue et l'orthographe employées au début par l'éditeur devaient faire croire qu'il s'adressait principalement à ses compatriotes de la Croatie propre, mais Gaj ne tarda pas à reconnaître que son journal n'aurait que de faibles chances de succès s'il n'avait en vue qu'un public aussi restreint; il voulut donc pouvoir être lu par plus de cinq millions de Slaves répandus en Dalmatie, en Istrie, en Croatie, en Slavonie, en Hongrie, en Serbie, en Carniole, en Styrie, sans parler de l'Herzégovine et de la Bosnie, et c'est alors que l'idée d'une grande Illyrie germa dans son esprit. Il fit de ce nom d'Illyriens une dénomination

---

[1]) Cf. l'introduction ajoutée par M. Jireček à la seconde partie de la *Gesch. der südslaw. Literatur* de Šafařík.

[2]) Les Magyars attribuent à Kollár, ou à Gaj un pamphlet qui parut en Croatie en 1832 sous le titre de *Sollen wir Magyaren werden,* et n'eut pas moins de trois éditions en un an. Ce pamphlet représenté par les adversaires des Slaves comme un recueil d'invectives grossières, n'est qu'une simple réfutation des théories développées au commencement de la Diète de 1832.

[3]) Horváth a recours, pour expliquer l'ardeur apportée à la lutte par Gaj, à la fable ordinaire des agents russes, C'est un agent russe qui aurait arrêté, de concert avec Gaj et le comte Drašković, le plan du journal qu'il s'agissait de fonder (Horváth, *loc. cit.,* T. I, p. 463). Il va sans dire qu'il se garde bien de préciser et n'appuie cette assertion d'aucune preuve. M. Bidermann *(Russische Umtriebe in Ungarn),* qui pourtant se place à un point de vue strictement allemand, a fait justice des accusations dirigées contre les Russes par les Magyars. Ceux-ci font apparaître sans cesse quelque émissaire du Tsar, comme le *Deus ex machina,* afin de pouvoir accuser les Slaves de Hongrie de trahison et d'intelligence avec l'étranger. En réalité, le Cabinet de Pétersbourg a presque toujours été indifférent au sort des Slaves en Hongrie.

commune pour les Serbes, les Croates et les Slovènes. C'était là peut-être une expression impropre, puisqu'il n'est pas prouvé que les anciens Illyriens aient été des Slaves, mais elle avait été mise en usage par la Chancellerie aulique, qui l'appliquait il est vrai à tous les adhérents du culte grec-oriental en Hongrie, Slaves et Roumains.

En 1836, Gaj changea le titre de son journal qui s'appela désormais: Ilirske narodne Novine (Les Nouvelles nationales illyriennes), et en modifia en même temps la langue. „Le dialecte de la Croatie civile, moins riche et moins cultivé, en même temps qu'il est renfermé dans des limites géographiques fort étroites, ce dialecte dont l'orthographe est si compliquée, dut céder la place à la langue illyrienne riche, sonore, cultivée, telle qu'elle est parlée dans la Croatie militaire, en Dalmatie, sur le littoral hongrois, en Istrie, en Slavonie, en Serbie, en Bosnie, etc., aussi belle, aussi noble que l'ont faite les immortels poëtes illyriens, dans leurs nombreux écrits, les Daržić, les Minčetić, les Vetranić, les Hektorović, les Gundulić, les Palmotić, les Kačić, etc. La vieille orthographe, elle aussi, fut remplacée par une orthographe logique qui, par sa convenance, sa simplicité, sa régularité, laisse loin derrière elle, non seulement celle des autres idiômes slaves employant les caractères latins, mais encore celle de toutes les langues modernes en général.[1]“ C'est en effet Gaj qui arrêta définitivement le système de transcription croate dont l'usage est aujourd'hui universel, celui même que nous employons dans ce livre.[2])

Ainsi, grâce aux efforts de Gaj, la langue serbe ramenée par Dosithée Obradović et par Vuk Stefanović Karadžić à sa pureté primitive, pénétra chez les Croates. Le talent du jeune écrivain et de ses collaborateurs fit adopter la réforme, et le nombre de ceux qui réclamèrent en faveur du dialecte des Kekavci[3]) de-

---

[1]) Šafařík, dans *l'Ost und West* de Prague, 1838, n° 17. Cet article, qui contient des renseignements très-intéressants sur l'œuvre de Gaj, est reproduit dans l'ouvrage suivant: *Ein Wort an Iliriens hochherzige Töchter* vom Grafen Janko Drašković (Agram, 1838, in-8).

[2]) Dès l'année 1830, Gaj avait fait imprimer à Bude, en croate et en allemand une dissertation dans laquelle il insistait pour que les Slaves du sud, chez qui l'alphabet latin était en usage, se servissent des signes diacritiques tchèques.

[3]) Les habitants de la Croatie propre, dont le dialecte est presque entièrement slovène, sont appelés *Kekavci,* parce qu'ils disent *kaj,* au lieu

vint de jour en jour plus restreint. La fondation du parti illyrien répondait à un besoin si réel que Gaj vit venir à lui une foule d'auxiliaires. Le directeur des écoles croates et la presque unanimité des professeurs à qui l'enseignement était confié, embrassèrent avec chaleur les idées nouvelles. Bientôt Gaj put dire avec une certaine emphase, mais aussi avec l'accent de la vérité, que tous les enfants qui naissaient en Croatie lui appartiendraient dans l'avenir.

En effet, le mouvement illyrien était surtout un mouvement politique. Il fallait faire sortir de son sommeil un peuple depuis longtemps endormi, faire cesser l'antagonisme fatal que ses ennemis avaient créé entre lui et une nation sœur, la nation serbe, lui montrer qu'il pourrait jouer un rôle dans le monde en s'unissant aux membres dispersés de sa famille, et que l'union des Slaves en général pourrait changer la face de l'Europe. On conçoit que cette grande pensée puisse déplaire aux Magyars, pour qui il n'y a pas de place entre les Slaves, les Germains et les Latins, mais ce n'est pas à dire qu'elle manque de justesse. Horváth cherche à nous donner le change quand il dit: „Le caractère particulier du mouvement illyrien, c'est qu'il ne fut pas libéral, comme le sentiment national l'est d'ordinaire partout et toujours. L'Illyrisme ne visa qu'à la réunion d'une race et à son autonomie; il ne respecta point la liberté populaire, et eût été prêt à rejeter loin de lui la liberté constitutionnelle que le Magyar partageait fraternellement avec lui, si, à ce prix, il eût pu acheter la réunion de sa race. Cette circonstance met hors de doute que le mouvement national croate se rattachait au fil conducteur de la propagande panslaviste russe.[1])“

Nous arrêterons-nous à réfuter des erreurs aussi évidentes? Il suffit que Horváth invoque la liberté constitutionnelle

---

de *što*, pour le pronom interrogatif *quoi*. Ce même pronom se rend par *ča*, sur la côte de l'Adriatique, depuis la limite croato-slovène jusqu'à Almissa, et dans toutes les îles, à l'exception de celles qui sont près de Raguse, ce qui a valu aux habitants de cette contrée le nom de *Čakavci*. Les autres membres de la famille serbo-croate sont appelés *Štokavci*, parce qu'ils donnent au même pronom *quoi* sa forme ordinaire de *što*. C'est leur langue, écrite avec des différences peu importantes par Obradović, Karadžić et Gaj, qui est devenue l'idiôme littéraire actuel. Nous donnons ces détails parce que la langue tient toujours la première place partout où plusieurs nations sont en lutte.

[1]) Horváth, *loc. cit.*, p. 464.

des Magyars pour que nous soyons édifiés sur la force de ses arguments. Le privilége des castes, le servage, la domination brutale d'une race sur une autre étaient autant de bienfaits dont les Croates étaient redevables à la constitution hongroise, et dont ils eussent dû se montrer reconnaissants. Est-ce donc l'existence d'une Diète qui fait de cette constitution une œuvre libérale? Rarement le mensonge eût été plus flagrant. Ce ne sont pas seulement des discours prononcés par des orateurs dans une assemblée qui font une représentation nationale; il faut savoir si ces orateurs sont les véritables mandataires de ceux au nom de qui ils prennent la parole, on bien s'ils ne représentent qu'eux-mêmes et un petit nombre de privilégiés.

Le premier résultat que la formation du parti illyrien produisit chez les Serbes de Hongrie fut la fondation d'un journal politique. En 1835, Théodore Pavlović fit paraître à Pest la Feuille nationale serbe (Србски народный Листъ), dont la publication fut hebdomadaire. Ce journal fut interrompu par le rédacteur en 1836, mais il fut repris l'année suivante et augmenté même d'une seconde feuille bihebdomadaire, les Nouvelles nationales serbes (Србске народне Новине). Le titre seul de cette nouvelle feuille indiquait, de la part de Pavlović, l'intention de faire concurrence au journal de Gaj. Pavlović était en effet un adversaire de l'illyrisme, et c'est dans cette ordre d'idées qu'il rédigea aussi bien le Narodni List et les Narodne Novine, que l'Annuaire de la Matica (Лѣтописъ) dont il reprit la publication en 1837. Ecrivain honnête, mais faible,[1]) Pavlović ne comprit point la grande pensée développée et propagée par Gaj; il fut choqué du nom d'Illyriens, appliqué par celui-ci aux Slaves du sud, et crut qu'il était question d'enlever à ses compatriotes leur nom et partant leurs traditions nationales. C'en fut assez pour qu'il poursuivît de ses attaques le parti qui s'était formé à Zagreb. Le clergé serbe, qui avait déjà fort mal accueilli la réforme littéraire de Karadžić, ne fut pas plus favorable à celle de Gaj. Il regardait comme une espèce de sacrilége la substitution à l'ancienne langue ecclésiastique de l'idiôme vulgaire, et n'était même pas sensible à la concession que les Croates faisaient aux Serbes, en abandonnant leur ancien dialecte provincial, pour ne plus écrire que celui des Serbes.

---

[1]) C'est le jugement que porte sur lui M. Novaković, Историја србске књижевности, 2e éd., p. 256.

Il eût fallu que les chefs de l'église orientale en Hongrie se fussent ralliés à l'illyrisme, mais c'est de leur part, au contraire, que l'opposition fut le plus vive. Le métropolitain Stratimirović, qui était sur le siége archiépiscopal de Karlovci depuis près d'un demi siècle, était trop vieux pour admettre qu'on fît aucun changement à ce qui avait existé jusque là; il n'avait même pas voulu qu'on introduisît la langue vulgaire dans les écoles. Il mourut en 1837, et l'évêque de la Bačka, Étienne Stanković, fut élu par le Congrès national pour lui succéder.[1]) Celui-ci montra dans la question de la langue la plus complète indifférence; il ne s'opposa pas à ce que de légers changements eussent lieu dans les écoles, mais, en tout cas, resta étranger à ces améliorations.

Les écrivains qui puisaient leurs inspirations à Karlovci, Hadžić et les autres membres de la Matica srpska se firent l'écho des doléances du clergé, accusant Gaj et les Illyriens de vouloir convertir les Serbes et de poursuivre une idée de propagande religieuse.[2]) Il est triste de penser que des hommes de mérite, qui au fond aimaient leur nation et voulaient qu'elle fût un jour forte et respectée, aient pu faire preuve d'aussi peu de sens politique. Gaj visait à réunir tous les Slaves du sud dans un même état, témoin la Carte de l'Illyrie qui fut annexée à l'un des numéros de son journal, et que les Magyars lui reprochent encore aujourd'hui comme un acte de trahison envers la patrie hongroise. Ses plans étaient sinon irréalisables, du moins prématurés, mais ils ne manquaient pas d'une véritable grandeur.

„Soyons unis, frères, disait-il dans une de ses poésies,[3]) soyons unis avant tout; rien n'est impossible à l'union bénie! Si vous pénétrez là-haut sur la montagne, dans l'épaisse forêt, vous y voyez les restes de châteaux; si vous allez dans le champ qu'on laboure, ou dans la prairie où paissent les troupeaux, vous y voyez des ruines renversées, dispersées, les murs d'anciennes villes, sur lesquels la charrue a passé. Assez de ruines, assez de souvenirs de la puissance passée des Illyriens, de cette puissance

---

[1]) C'est un officier serbe, le lieutenant-maréchal baron Čolić qui remplit les fonctions de commissaire impérial et royal près du Congrès de 1837.

[2]) Parmi les Serbes appartenant à l'église orientale, un seul fit profession d'illyrisme, et prit le nom *d'illyrien de la Bačka.* Ce fut Pierre Jovanović, qui rédigea la *Bačka Vila,* et fut directeur du gymnase de Novi-Sad. Novaković, *loc. cit.,* p. 301.

[3]) *Danica ilirska,* 1838, n° 11.

que nos ancêtres fondèrent par l'union, mais que leurs descendants ont détruite par la discorde; aussi soyons unis, frères, soyons unis; rien n'est impossible à l'union bénie!

„La première blessure a été faite à notre indépendance par l'orgueil des Romains, mais l'Illyrie ne succomba point. Elle continua de fleurir doucement entre les épines, bien qu'elle fût devenue territoire romain, de l'Adria jusqu'à la Montagne Noire, de Soce jusqu'au Balkan. Elle augmenta par l'union ses droits nationaux, elle agrandit son domaine; elle donna plusieurs empereurs aux Romains; aussi, soyons unis, frères, soyons unis; rien n'est impossible à l'union bénie!"

Gaj continue sur ce ton; il arrange peut-être un peu l'histoire pour les besoins de sa cause, mais si son patriotisme est trop exalté, on ne peut lui reprocher d'être intéressé. Il n'est donc pas surprenant que la Croatie qui voyait de près ceux qui dirigeaient l'esprit national, se soit abandonnée à eux tout entière. Seuls quelques représentants de cette aristocratie que les Magyars avaient implantée parmi les Croates, protestèrent contre un mouvement qui pouvait leur devenir fatal. Jusque là ils avaient eu dans leur pays un rôle prépondérant; en retour de leur dévouement aux Magyars, ils avaient eu toutes les charges, toutes les dignités, toute l'influence politique; ils ne pouvaient se laisser ravir cette situation privilégiée, sans essayer de s'y maintenir. Pourtant le nombre de ces adhérents du système magyar fut moins considérable qu'on n'eût été fondé à le supposer. Ainsi les députés croates à la Diète hongroise, ces mêmes hommes qui en 1832, n'étaient point éloignés d'admettre que la langue magyare fût adoptée comme langue diplomatique générale pour tous les pays de la couronne de Saint Étienne, eurent honte de leur faiblesse et devinrent d'un avis tout opposé.[1])

Le clergé catholique d'abord incertain, puis hostile, parce que, à l'opposé du clergé grec, il croyait que l'usage de la langue serbe recommandé par Gaj, pouvait porter les Croates vers l'église orientale, finit par se laisser gagner à son tour. Ce changement d'attitude fut dû surtout à la conduite du gouvernement impérial. Metternich, si l'on ne peut raisonnablement soutenir qu'il ait provoqué la formation du parti illyrien, n'y assista du moins pas sans une satisfaction qu'il ne prit point la peine de dissimuler.

---

[1]) Horváth, *loc. cit.*, I, pp. 461, 468.

Il espérait, grâce aux Croates, tenir les Magyars en échec, mais il ne voulait pas non plus que les Croates devinssent redoutables et l'on peut croire qu'en secret il porta les Serbes à se défier de ces derniers. Les discordes intestines de la monarchie devaient lui permettre de gouverner en paix.

Gaj était infatigable. En 1837, il obtint du gouvernement l'autorisation de fonder une imprimerie qui porta le nom d'Imprimerie illyrienne impériale et royale privilégiée. Dans cet atelier, dont le nom seul était une démonstration, s'imprimèrent outre les deux journaux dont nous avons parlé, une foule de livres empreints du même esprit.[1])

Le mouvement des Slaves de Hongrie qui avait commencé avec la Slávy Dcera, augmenta d'intensité, même chez les Slaves du Nord, quand les Croates se furent ralliés autour de Gaj. C'est alors que Kollár, développant l'idée principale de son poëme, fit paraître son étude sur la réciprocité littéraire entre les Slaves.[2]) A vrai dire, cette idée avait été émise avant Kollár; Herkel, par exemple, dans sa Grammaire slovaque, publiée à Bude en 1826, parle déjà de l'„Unio in literatura inter omnes Slavos", mais ce n'était là que des mots vagues dont Kollár entreprit de préciser la portée et le sens.

Grâce à Kollár, ce furent les Slovaques qui, après les Illyriens, commencèrent à battre en brèche avec le plus de force la domination des Magyars. Nous ne parlerons pas de la querelle du comte Zay, inspecteur général des églises évangéliques en

---

[1]) En 1838, fut fondée la société littéraire *(Čitaonica)* de Zagreb, sous la présidence du comte Draškovič. Peu après s'organisa une réunion d'amateurs qui représenta des drames dûs aux nouveaux écrivains croates et au Serbe Joseph Étienne Popović.

[2]) *Ueber die literarische Wechselseitigkeit zwischen den verschiedenen Stämmen der slawischen Nation.* Leipzig, 1837, in-8 (2e éd. 1841; 3e éd. 1844.) „La réciprocité littéraire, dit Kollár, est la participation commune de toutes les branches aux productions intellectuelles de la nation; c'est l'achat et la lecture réciproque des écrits ou des livres publiés dans tous les dialectes slaves." Ainsi un Serbe doit lire et comprendre les ouvrages d'un Russe, comme s'ils étaient faits pour lui, et un Russe, les ouvrages d'un Croate, etc. Pour arriver à cette réciprocité, Kollár, recommande l'établissement de librairies slaves, de chaires de langues slaves, l'échange des livres, la publication de journaux bibliographiques de grammaires comparées, etc. Cf. Cyprien Robert, *Les deux Panslavismes,* dans la *Revue des deux Mondes* du 1er novembre 1846, p. 461.

Hongrie, avec les pasteurs slovaques, querelle qui jeta une grande irritation dans les esprits, mais nous citerons du moins le titre de quelques unes des brochures qui furent publiées à cette époque parce que, de près ou de loin, les Serbes ne restèrent pas étrangers à ces démêlés, et que tout ce qui fut dit des Slaves de la Hongrie s'appliquait naturellement à eux. Une brochure intitulée: Le Slavisme et le Pseudo-Magyarisme,[1]) engagea la lutte avec vigueur; elle fut suivie d'un autre pamphlet plus violent encore: La Confusion et le Désordre de la Hongrie.[2]) D'autres auteurs résumèrent avec plus de calme, mais avec non moins de force, les droits et les prétentions des populations non-magyares de la Hongrie.[3])

Enfin la correspondance échangée entre le comte Léon Thun et M. Pulszky, au sujet des Slovaques montra que les intérêts slaves trouvaient des défenseurs jusque dans les rangs de la haute aristocratie bohème.[4])

L'appui prêté aux Illyriens par les représentants les plus autorisés des autres groupes slaves de la Hongrie donna une nouvelle ardeur à Gaj et à ses partisans. Ils se crurent en état de résister aux intrigues de la petite noblesse plus magyare que croate qui les avait opprimés jusque là. Lorsque le comitat de Zagreb dut procéder au renouvellement de ses fonctionnaires, en 1842, les Illyriens résistèrent avec énergie et réussirent à faire passer leurs candidats.[5]) Les Magyars crièrent au scandale, à la violence, et s'efforcèrent de provoquer contre leurs adversaires des démonstrations hostiles des autres comitats, et surtout des représailles de la part du gouvernement.[6]) A la fin, les Magyars

---

[1]) *Slawismus und Pseudomagyarismus.* Vom aller Menschen Freunde, nur der Pseudomagyaren Feinde. Leipzig, 1842, in-8.

[2]) *Ungarische Wirren und Zerwürfnisse.* Leipzig, 1842, in-8.

[3]) *Vertheidigung der Deutschen und Slaven in Ungarn.* Von C. Beda. Leipzig 1843, in-8.

Die Beschwerden und Klagen der Slawen in Ungarn. Leipzig, 1843, in-8.

Slawen, Russen, Germanen. Ihre gegenseitigen Verhältnisse in der Gegenwart und Zukunft. Leipzig, 1843, in-8.

Entre autres informations, on trouve dans ce dernier ouvrage un excellent résumé de l'histoire de l'illyrisme.

[4]) *Die Stellung der Slowaken in Ungarn,* beleuchtet von Leo Grafen von Thun. Prag, 1843, in-8.

[5]) Cet épisode est singulièrement grossi et dénaturé par les historiens magyars. Voy. *Geschichte des Illyrismus,* pp. 89 sqq., et Horváth, *loc. cit.,* T. II, pp. 99 sqq.

[6]) Il n'est pas jusqu'aux Turcs que les Magyars, fidèles à la tradition des Bá-

l'emportèrent. Le főispán du comitat de Bács, Rudics, fut chargé, en qualité de commissaire royal, d'ouvrir une enquête sur les événements dont la Croatie était le théâtre; l'évêque de Zagreb, Haulik, chargé temporairement des fonctions de ban, fut accusé d'avoir encouragé en secret les Illyriens, de concert avec le főispán Zdencsay, et dut céder la place au général comte François Haller, qui reçut le titre de ban (octobre 1842).

En faisant cette concession au parti magyar, Metternich n'avait sans doute pas d'autre pensée que de lui témoigner sa bienveillance, après avoir paru incliner vers les Slaves; aussi ne chercherons nous pas l'explication de la mesure qui fut prise ensuite, ailleurs que dans la perpétuelle politique de bascule si chère au Cabinet de Vienne. Au commencement de 1843, l'empereur Ferdinand signa un décret aux termes duquel il était défendu de se servir des mots: Illyrien, Illyrisme, Illyrie, etc., „tant dans les feuilles publiques que dans les autres ouvrages imprimés, en particulier dans les débats publics et dans les écoles.“ [1]) Voilà à quelle extrémité ce malheureux gouvernement en était réduit; impuissant à combattre les idées, il faisait la guerre aux mots!

Alors, dit avec raison M. Novaković, „l'ardent amour de l'illyrisme entra dans une phase nouvelle, où l'on envisagea les choses avec plus de sang-froid. Tout le travail se ressentit de cet événement et fut dirigé avec plus de sérieux et de maturité. Si le nom d'illyrien disparut de l'usage, la chose même qu'il représentait subsista, et, si les hommes d'état autrichiens pensèrent arrêter de la sorte le mouvement slave, ils ne parvinrent qu'à le seconder; ils firent que la polémique à laquelle l'illyrisme avait donné lieu céda la place à des pensées plus rassises.“ [2]) Ainsi se formèrent et se resserrèrent les liens de solidarité qui devaient amener en 1848 l'action commune des Croates et des Serbes.

---

thori et des Rákóczi, n'aient cherché à exciter contre les panslavistes illyriens. Ainsi l'auteur de la *Geschichte des Illyrismus* n'a pas honte de se faire un argument d'une lettre que le Pacha de Bosnie aurait écrite au Commandant général à Zagreb pour se plaindre de la propagande de Gaj. Voy. p. 103. Le même auteur n'est pas moins sympathique aux Allemands qu'aux Magyars et aux Turcs. „On remarquera, dit-il, p. 144 que le Slave, partout où on laisse sa conscience nationale s'élever jusqu'à la politique, se montre hostile à l'Allemand, et là est précisément le danger du panslavisme, etc.“

[1]) Voy. le texte de ce curieux décret dans Horváth, II, p. 109.

[2]) Novaković, Историја српске књижевности, p. 302.

Le parti des Slaves du sud qui remplaça le parti illyrien, acquit une force nouvelle par l'élection d'un métropolitain plus ardent pour la cause nationale que ne l'était Étienne Stanković. Ce dernier étant mort le 31 juillet 1841 v. s., une résolution impériale du 26 mars 1842 autorisa la réunion du Congrès serbe. La Chancellerie hongroise fut en même temps chargée d'élaborer divers projets relatifs à la dotation du clergé grec-oriental, ainsi qu'à l'organisation des écoles dont il avait la direction.

Le Congrès se réunit au mois de septembre 1842, en présence du comte Nicolas Szécsenyi, commissaire du gouvernement. Pour la première fois depuis que les députés serbes procédaient à l'élection de leur chef ecclésiastique, il n'y eut pas unanimité parmi eux. Les voix se divisèrent, mais la majorité se porta sur l'évêque de Vršac, Joseph Rajačić, qui fut confirmé par l'Empereur. Qui eût pu prévoir alors que ce Rajačić serait un jour le plus ferme soutien de la couronne impériale?

Pendant la session du Congrès, 53 députés signèrent une adresse dans laquelle ils sollicitaient de l'Empereur la convocation d'une nouvelle assemblée qui fût autorisée à délibérer sur les besoins des Grecs non-unis, sur leur église, leur clergé, leurs écoles, leurs fondations et autres objets de nature analogue, qui n'avaient d'intérêt que pour eux.[1])

Un grand nombre de paroisses appuyèrent cette adresse par une demande. La Chancellerie hongroise, qui prenait peu d'intérêt aux affaires serbes, dut pourtant examiner la question, mais son avis fut que la compétence du Congrès national ne dépassait point le vote des sommes nécessaires aux séminaires et aux évêques, ainsi que la fixation du casuel alloué aux prêtres. Il ne semblait donc pas qu'il y eût urgence de statuer sur des points déjà réglés.

L'Empereur, ayant entendu le Conseil de guerre aulique, se prononça dans un sens favorable aux Serbes. Par lettre autographe

---

[1]) Dans cette adresse, datée du 12 octobre 1842, les députés relevaient particulièrement le tort qui avait été causé à leur nation par la suppression de la Chancellerie illyrienne laquelle n'avait été remplacée par aucune juridiction nouvelle. Le Métropolitain, disaient-ils, était devenu le seul intermédiaire entre eux et la couronne, et les événements avaient montré combien son intervention était insuffisante. Voy. G. Kirjaković, Достопамятност у Іерархіи Карловачкой. Народный Саборъ 1842 года; Novi Sad, 1845, in-8, pp. 106 sq.

du 23 mars 1843, il fit savoir au Chancelier hongrois et au Président du Conseil de guerre, qu'il autorisait la réunion du Congrès, aussitôt après la session de la Diète hongroise, et qu'il permettait à cette assemblée, en dehors des points indiqués par la Chancellerie, de statuer sur les moyens d'instruire et de doter le clergé. En même temps qu'il prit ces dispositions générales, il institua un comité dont les membres étaient pris parmi ceux des deux hautes juridiction dont nous venons de parler, et qui dut préparer les travaux du Congrès, fixer l'époque et le lieu où il se tiendrait, etc.[1]) L'intervention de ce comité était sans doute une machination des Magyars, car il ne pouvait avoir d'autre mission que celle de retarder indéfiniment la réunion de l'assemblée et de la rendre, sinon impossible, du moins infructueuse. C'est en effet ce qui arriva. La procédure prescrite pour les opérations du comité était si compliquée qu'il lui fallut plus de quatre ans pour arriver à un résultat. Ce ne fut que le 22 août 1847 qu'il déposa son rapport. Nous verrons plus tard quels événements s'opposèrent à la réunion du Congrès serbe.

Les Magyars, il faut le reconnaître, ne s'éloignaient jamais de la ligne de conduite qu'ils s'étaient tracée. Leur haine contre les Slaves ne s'affaiblissait pas un seul jour, et rien ne pouvait les arrêter dans l'exécution de leur plan. C'est l'usage général de leur langue qui devait surtout assurer leur conquête, aussi ne négligeaient-ils aucun moyen propre à l'imposer. La Diète de 1839—1840 revint sur cet important sujet et décréta que les registres matricules des paroisses seraient désormais tenus en langue magyare, que nul ne pourrait être curé, vicaire ou diacre s'il ne la possédait, etc.[2]) Ces dispositions vexatoires frappaient uniquement les membres du clergé grec-oriental, serbes, roumains et ruthènes. Jusqu'alors ceux-ci n'avaient jamais songé à étudier un idiôme qui leur était aussi inutile qu'étranger, puisqu'ils ne s'adressaient qu'à leurs seuls fidèles, tandis que les prêtres catholiques et protestants pouvaient, même au milieu des Slaves, être en relations forcées avec les Magyars.

Oubliant que rien n'est odieux comme la domination violente d'une race sur une autre, surtout quand la race qui prétend dicter ses lois ne possède ni intelligence, ni civilisation supérieure, les

---

[1]) Jireček, *Hierarchie*, pp. 45 sq.

[2]) Loi hongroise de 1840, art. VIe.

chefs du parti magyar développèrent leurs idées avec une entière franchise. C'est ainsi, que Wesselényi, le rival de Széchenyi, publia le livre fameux,[1]) dans lequel il avertissait ses compatriotes des dangers que les Slaves pouvaient leur faire courir. Les intrigues russes, le panslavisme, les progrès de la démagogie étaient autant de grands mots que Wesselényi mettait en avant pour exciter le fanatisme magyar. Il voyait le salut de la monarchie dans le fédéralisme, non pas dans un système fédératif qui eût donné à chacune des nationalités de l'Empire ce à quoi elle pouvait prétendre et rien de plus, mais dans un systême bâtard, fort analogue au dualisme actuel, dans lequel les Magyars devaient occuper la première place.

Les idées de Wesselényi étaient trop conformes à celles de son parti, pour ne pas trouver un écho, à la fois chez les écrivains Magyars et à la Diète.[2]) Dans sa session de 1843-44, cette assemblée renouvela les dispositions des lois précédentes relatives à la langue magyare dont elle élargit encore le domaine; elle prétendit même forcer les députés croates à renoncer au latin, et, comme ceux-ci refusaient de souscrire à cette exigence, et se déclaraient incapables de parler une langue qu'ils ignoraient, il s'éleva dans la Diète un indicible tumulte, funeste avant-coureur des luttes armées de 1848.

Pendant cette même session, le Métropolitain serbe fit acte d'énergie. En face d'adversaires impatients, il ne craignit pas de prendre la parole en faveur de sa nation, et de réclamer l'exécution de la loi de 1792, aux termes de laquelle un certain nombre de places devaient être réservées à des fonctionnaires du rite oriental, dans les hautes juridictions de l'État. „Quelque grands, dit-il, que soient le royaume de Hongrie et les pays qui y sont annexés, quelle que soit la multitude de places qui existent dans les conseils auliques et dans les autres corps chargés de la justice et de l'administration politique, on n'y trouve nulle part, à l'exception de deux sécrétaires. un seul adhérent du culte grec-oriental: pas un président, pas un conseiller, pas un seul fonctionnaire judiciaire ou politique d'ordre supérieur! Toutes les di-

---

[1]) *Szózat a magyar és szláv nemzetiség ügyében,* Pest, 1843, in-8, traduit en allemand sous ce titre: *Eine Stimme über die ungarische und slawische Nationalität,* Leipzig, 1844, in-8.

[2]) Parmi les brochures inspirées par Wesselényi, citons celle-ci: *Slaven und Magyaren,* Leipzig, 1844, in-12.

gnités, les charges lucratives, et, pour ainsi dire, tous les honneurs sont plus ou moins partagés, mais seulement entre les Catholiques et les Protestants. Quant aux Grecs-Orientaux, ils ne peuvent chercher fortune que dans les camps, ou dans les monastères.“ [1])

Les événements se pressent de 1844 à 1848. Les Magyars, à qui l'arrivée aux affaires de Georges Apponyi donne une confiance nouvelle, deviennent de jour en jour plus insolents. Quant aux Serbes, leur enthousiasme s'exalte à mesure que s'accroît l'arrogance de leurs ennemis. Éloignés des assemblées où se livrent les luttes politiques, ils cherchent dans leurs vieilles traditions l'espoir d'un avenir meilleur.

„Les chants héroïques serbes recueillis par Vuk devinrent un livre, dit un historien contemporain, qui ne manqua dans aucune maison, ou tout au moins, dans aucun village. Les œuvres des anciens écrivains de la florissante école de Raguse furent remises en honneur, et l'on y rattacha de nouveaux essais. En Croatie surtout, l'on vit se développer un puissant mouvement littéraire, une polémique bien dirigée, l'un préparant les relations avec les Tchèques, l'autre propageant l'hostilité contre les Magyars. En même temps, la Sirmie, la Bačka et le Banat prenaient leur part des efforts intellectuels de la ville de Belgrade qui commençait à prendre son essor; il en était ainsi parce que les souvenirs et la communauté de religion attiraient plutôt les Serbes vers la rive droite de la Save que vers les Croates catholiques, et parce que l'ordre de choses existant rendait impossible dans cette région une vie intellectuelle nationale. Cependant des sociétés de lecture se fondèrent comme lieux de réunion de ceux que les mêmes idées rapprochaient; la langue tant méprisée, fut cultivée et devint bientôt le drapeau d'un parti décidé, dans les élections municipales, aussi bien que dans celles des comitats, à résister aux envahissements des Magyars. A la propagande magyare à laquelle travaillait le magyarisme tout entier, l'armée des employés des villes et des comitats, la majorité de la moyenne noblesse, riche en biens-fonds, et à laquelle se ralliait tout homme qui voulait obtenir n'importe quoi, une fonction, ou du pain, vint s'opposer la propagande nationale, la propagande serbe, qui se recruta parmi la bourgeoisie grecque-orientale des villes, parmi la jeunesse intelligente, qui n'avait pas encore d'emplois, parmi les fonction-

---

[1]) Stojačković, *Rechtsverhältnisse,* p. 32.

naires communaux moins dépendants, et trouva ses plus ardents promoteurs dans le clergé serbe."[1])

Les anciens héros, dont les chants populaires recueillis par Karadžić retraçaient les exploits reçurent une vie nouvelle sur le théâtre. C'étaient, il est vrai, de simples amateurs qui organisaient des représentations dans les villes habitées par les Serbes de la Hongrie, mais, étrangers à la profession du comédien, ils n'en mettaient que plus d'ardeur à reproduire les exploits de Miloš Obilić, d'Étienne Dečanski ou des haïdouques. Souvent aussi les productions des écrivains serbes n'étaient connues que par la lecture, et devaient suppléer par l'ardeur enthousiaste du dialogue et l'audace des situations aux effets de la scène. De tous les auteurs qui travaillèrent pour le théâtre, celui dont les pièces eurent le plus de succès fut Jean Sterić Popović né en 1816 à Vršac. A côté de lui se distinguèrent: Moïse Vidaković, George Maletić, Mathias Ban et Jean Subotić. Ce dernier se fit également un nom par ses poésies et divers ouvrages didactiques.

Le développement de la littérature donna une importance toujours croissante à la réforme tentée par Karadžić. En ce qui concerne la langue, ses idées, conformes du reste pour le fond à celles de Dosithée Obradović étaient adoptées à peu près universellement, mais, il n'en était pas de même de son système orthographique. Ce système rencontrait de la part du plus grand nombre des écrivains serbes cette opposition qui s'attache d'ordinaire aux innovations les plus simples et les plus logiques. L'ancienne orthographe empruntée au slave ecclésiastique étant une fois mise en question, chaque auteur imaginait une méthode particulière, et la confusion était des plus grandes. C'est surtout parmi les Serbes de Hongrie que se manifestait la défiance, l'éloignement même contre la doctrine de Karadžić. Ce furent eux, et en particulier, Jacques Živanović, secrétaire du prince Miloš, qui

[1]) *Die serbische Bewegung in Südungarn*, pp. 19 sq. — M. Cyprien Robert qui avait étudié avec beaucoup de pénétration l'histoire des Slaves déplore avec raison l'antagonisme des Magyars et des Slaves. Il paraît croire cependant que les propagateurs du mouvement national chez les Croates et chez les Serbes eurent le choix d'être les amis ou les ennemis des Magyars et se mirent volontairement en hostilité avec eux. C'est là une erreur manifeste. Nous croyons avoir montré que les Slaves se trouvèrent dans l'obligation de se défendre. Cf. *Revue des deux Mondes* du 1er novembre 1844: *Le Monde gréco-slave* par Cyprien Robert, pp. 446 sq.

amenèrent le gouvernement serbe à défendre l'introduction sur le territoire de la Principauté des livres imprimés avec l'orthographe de Karadžić (1er janvier 1833 n. s.). Hadžić fut, nous l'avons déjà dit, le plus ardent adversaire du réformateur;[1]) les petits lettrés au contraire se déclarèrent pour lui. C'est parmi cette classe de lecteurs que les Chants populaires de Karadžić se répandirent le plus vite.

Tandis que nous consacrons quelques lignes à l'histoire littéraire, nous n'omettrons pas de rappeler le début d'un écrivain politique qui devait plus tard devenir le chef reconnu des Serbes de Hongrie. En 1844, un jeune homme qui était encore sur les bancs de l'école fit imprimer une poésie pastorale, en l'honneur d'un de ses professeurs.[2]) Ce jeune homme était Svetozar Miletić, en qui devait se concentrer vingt ans plus tard l'esprit d'opposition aux Magyars. Singulière destinée, le fameux agitateur Miletić se faisait d'abord connaître par une églogue!

Le caractère principal de la littérature serbe dans les dernières années qui précédèrent la révolution de 1848 fut d'exalter le sentiment national. Tous ceux qui tenaient une plume se proposaient de répondre aux aggressions des Magyars. Ceux-ci, de leur côté, étaient plus résolus que jamais à ne point se départir de leurs prétentions. La Diète qui s'ouvrit à Pozsony le 7 novembre 1847, les trouva tels qu'ils étaient auparavant. L'opposition, dirigée par Széchenyi et par Kossuth, prit une attitude plus hostile en face du gouvernement, mais ne fut pas moins opposée à toute transaction avec les peuples mécontents du royaume. Pauvres politiques, ils entendaient de loin l'orage qui commençait à gronder sur la France; ils prévoyaient que de grands événements allaient survenir, et, eux qui parlaient sans cesse de la liberté, ne comprenaient point combien il était imprudent de ne la réclamer que pour eux mêmes! Dès qu'ils apprirent que Paris était en feu, que Louis-Philippe avait dû abandonner son trône, ils devinrent plus pressants, réclamèrent la responsabilité ministérielle, la liberté de la presse, l'abolition de la dîme et de la corvée. Certes ces préoccupations étaient louables, mais combien elles perdaient de leur valeur, alors que ceux qui les nourrissaient songeaient avant tout à maintenir, à consolider le triomphe d'une

---

[1]) Voy. dans Novaković *(loc. cit.,* p. 233), la liste des écrits publiés dans cette polémique par Hadžić et par Karadžić.

[2]) Novaković. Српска Библиографија, n° 1305.

race sur les autres races. A l'étranger il y eut dans beaucoup de bons esprit comme une sorte de mirage, quand on vit les magnats renouveler la nuit du 4 août et renoncer volontairement à leurs priviléges, mais l'illusion ne put être de longue durée. Les Magyars ne sacrifiaient que ceux de leurs priviléges qui, aux yeux de l'Europe, devaient paraître le plus incompatibles avec les idées modernes. Ils espéraient, en se disant eux aussi révolutionnaires, donner le change à leurs voisins et atténuer l'odieux de leur domination. L'histoire des deux années qui vont suivre montre que s'ils rencontrèrent au dehors des sympathies, qui ne leur eussent pas été acquises pour peu que l'on eût pénétré leurs manœuvres, ils ne réussirent pas un seul instant à tromper leurs adversaires.[1])

---

[1]) La Diète de 1847 vota une loi plus rigoureuse encore que les précédentes, au sujet de la langue magyare. Cette loi ayant disparu au milieu des événements qui surgirent alors, nous n'en ferons point connaître le détail, mais nous constaterons que les Slaves eurent à subir une dernière et violente provocation de la part de leurs adversaires.

VII.

L'insurrection serbe de 1848 et 1849. Création de la Voïévodine de Serbie.

Les événements qui se produisirent à Vienne le 13 mars 1848, la chûte de Metternich, l'abolition des priviléges, la formation d'une garde nationale, eurent leur contre-coup à Pest trois jours après et causèrent dans toute la monarchie une agitation immense. Nulle part l'émotion ne fut aussi vive que chez les Serbes qui crurent voir se lever pour eux une aurore nouvelle. La vie politique concentrée depuis deux siècles dans le clergé, se répandait maintenant dans les autres classes de la société. A côté du clergé, s'était formée une jeune génération, instruite dans les écoles de Vienne ou de Pest, qui avait puisé chez les Allemands la haine de l'absolutisme autrichien, en même temps qu'elle avait appris des Magyars à se passionner pour son indépendance nationale. Dans les comitats l'urbarium, dans les Confins, les lois de Marie-Thérèse rendaient la situation du peuple intolérable; aussi était-il disposé à tout essayer pour améliorer son sort.

Les premières nouvelles qui arrivèrent dans la Bačka et dans la Sirmie représentaient la révolution sous un faux jour. On disait que les Magyars avaient fait une levée de boucliers, pour mettre un terme par un acte d'audace à l'opposition des autres peuples de la Hongrie, et, dans le premier moment, les Serbes voulurent courir aux armes, mais, à part quelques excès qui se produisirent à Vukovár, les informations officielles arrivèrent assez à temps pour arrêter les plus emportés.

L'inquiétude fit alors place à un véritable enthousiasme. Les démonstrations, les proclamations se succédèrent sans intervalle,

toutes dictées par un esprit de conciliation. On avait hâte seulement de jouir de la liberté de la presse et des autres libertés qu'on avait conquises. Les haines nationales, qui venaient de se réveiller, s'endormirent tout-à-coup. Dans la plupart des villes, les Serbes votèrent des adresses de confiance au ministère hongrois, et c'est à peine si quelques unes de ces adresses firent allusion à l'égalité constitutionnelle réclamée par les nations non-magyares; il semblait superflu de rappeler un droit que nul ne devait songer à contester.[1])

Dans les Confins militaires, le terrain était moins favorable aux idées de réforme. Qui aurait pu penser et agir librement sous une administration aussi tracassière? Les officiers, sortis pour la plupart de familles de paysans, avaient puisé toute leur instruction dans des écoles allemandes où ils n'avaient appris que le respect et la crainte de l'Empereur; le dévouement irréfléchi à la dynastie avait presque remplacé chez eux les aspirations nationales. Les simples soldats étaient dans la main des officiers et ne pouvaient rien. Restaient donc seulement les villes des Confins, où une espèce de petite bourgeoisie avait pu se développer. L'autorité militaire avait toujours pesé sur elle, et avait empêché ses rangs de s'augmenter. Là, tout changement devait être accueilli avec joie. Pančevo et Zemun (Semlin) se sentirent assez fortes pour renverser les fonctionnaires que le Conseil de guerre aulique leur avait imposés et pour en élire d'autres, comme villes libres hongroises.

Les principaux centres serbes, poursuivant l'idée qui avait inspiré leurs adresses au ministère, introduisirent immédiatement

---

[1]) Tous ces détails sont empruntés à l'ouvrage anonyme intitulé: *Die serbische Bewegung in Südungarn* ouvrage qui sera notre principal guide pour les événements de 1848 et 1849. Nous ne suivrons pas l'exemple de M. Böhm qui, dans sa *Geschichte des Temeser Banats,* en a copié des pages entières sans indiquer la source; nous tenons à faire connaître nos emprunts. Le traducteur serbe de la *Serbische Bewegung* y a ajouté des notes dont nous avons égalemeut fait notre profit.

A côté de cet ouvrage nous rappellerons les *Erlebnisse eines k. k. Offiziers (Bibliographie,* n° 23), dont l'auteur anonyme est Jean Stefanović.

Nous ne connaissons que de nom l'ouvrage suivant omis à tort dans notre *Bibliographie:*

Authentische Darstellung der Ursachen, der Entstehung, Entwicklung und Führungsart des Krieges zwischen Serben und Magyaren im Jahre 1848. Von Dr. J. Subbotić. Agram, 1849, in-8.

l'idiôme national dans l'administration, comme les grandes villes croates l'avaient fait avant la révolution. Novi Sad, Karlovci, Zemun, Pančevo suivirent l'exemple de Zagreb, de Požega, de Križevac et de Gornji-Karlovac. Le moment était venu, croyait-on, où chacun des peuples de la monarchie allait avoir le droit d'exister par lui-même, sans craindre les envahissements d'une race dominante. Profonde erreur, que le cabinet de Pozsony allait se hâter de dissiper! Mais, avant de poursuivre ce récit, disons quelques mots des événements de Croatie.

La révolution avait été accueillie chez les Croates comme chez les Serbes, par une explosion de joie générale; toutefois, chez eux aussi, l'on chercha à lui faire produire ses conséquences naturelles. Gaj et ses amis voulurent établir sur de nouvelles bases l'indépendance du royaume triunitaire, afin que la Hongrie ne fût pas seule à profiter des changements qui s'accomplissaient; ils voulurent surtout obtenir pour leur pays une organisation administrative séparée.

Le comité dont Gaj était le chef convoqua, pour le 25 mars, à Zagreb, une réunion des patriotes croates, slavons et dalmates. Cette réunion eut lieu au jour fixé; tous ceux qui dans les dernières années avaient pris part aux luttes nationales furent exacts au rendez-vous. La première question qui fut traitée fut celle des rapports avec la Hongrie. L'assemblée se prononça pour que les liens qui rattachaient les deux états fussent maintenus à l'avenir, mais elle déclara en même temps indispensable que la dignité de ban, sauvegarde des libertés des trois royaumes, fût immédiatement rétablie; elle alla même plus loin et proclama ban le baron Joseph Jelačić, colonel d'un des régiments des Confins.

Jelačić, fils d'un général qui s'était distingué dans les campagnes de l'Autriche contre Napoléon, s'était fait connaître par ses sympathies pour le parti illyrien. C'était un homme d'action plus que de conseil. Son éducation uniquement militaire avait étouffé en lui toute initiative personnelle; il ne connaissait que l'Empereur, n'attendait sa fortune que de lui. Son élection de la part des Croates était une faute; elle les mettait à la discrétion du Cabinet de Vienne.

La Cour, informée de ce qui se passait à Zagreb par le baron Kulmer qu'elle y avait envoyé en toute hâte, comme agent de confiance, vit bien vite tout le parti qu'elle pourrait tirer des Croates aussitôt qu'ils auraient à leur tête un homme tel que

Jelačić; toutefois, elle ne voulut pas avoir l'air de se laisser imposer sa nomination. Dès le 28 mars, avant que la députation chargée de porter à Vienne les résolutions de l'assemblée, fût arrivée dans la capitale de la monarchie, un décret impérial éleva Jelačić à la dignité de ban.

Quelles que fussent les divergences de vues qui séparaient les Magyars des Slaves du Sud, on avait de part et d'autre un intérêt trop évident à s'entendre pour qu'il ne fût pas permis d'espérer une conciliation; la nomination du Ban subitement décidée par Ferdinand, nomination qui ne fut même pas communiquée aux représentants de la Hongrie, diminua les chances favorables et porta les Magyars à la résistance. Pour conjurer le danger, il eût fallu que le ministère hongrois pretât l'oreille aux justes réclamations des Croates, et entrât dans la voie des concessions; c'est ce qu'il ne fit pas.

La Diète réunie à Pozsony s'occupa, dès sa première séance des affaires croates; elle protesta de ses sentiments d'amitié pour la Croatie, mais elle était si bien convaincue que le plus grand bonheur qui pût lui être réservé était de rester unie à la Hongrie, qu'elle crut pouvoir trancher dans le sens magyar cette question des langues agitée depuis tant d'années. Tout en lui promettant les bienfaits d'un régime constitutionnel, elle exigeait que le magyar devînt la langue de l'administration dans les trois royaumes et ne voulait tolérer l'emploi du croate que pour les affaires purement locales.

Cette prétention était aussi peu soutenable en droit qu'applicable en fait. Comment forcer tous les employés à se servir d'un idiôme qu'ils ignoraient? Il eût fallu, ou les remplacer par des étrangers, ou laisser traiter toutes les affaires importantes par les renégats politiques depuis longtemps flétris du nom de magyarons.

Quand on connut dans les provinces les dispositions du gouvernement et de la Diète, on ne put conserver aucune illusion. Slaves et Roumains durent s'attendre à voir peser sur eux le jong de la race dominante d'un poids plus lourd encore que par le passé; il n'est donc pas étonnant que les Serbes aient songé à prendre leurs sûretés, et à provoquer une solution prompte et dénuée d'équivoques des questions qui les concernaient. Aux premiers froissements causés par l'attitude du comte Batthyányi et de ses collègues, aussi bien que par les débats de la Diète,

s'ajouta le mécontentement provoqué par l'insolence des propriétaires hongrois. Il semblait que la noblesse fût devenue plus intraitable le jour où elle avait perdu ses priviléges. Les Serbes comptaient eux aussi des magyarons dans leurs rangs. Si l'on songe à l'attitude provocatrice de cette classe d'hommes avides d'influence et d'argent, on admettra qu'il n'en fallait pas plus pour susciter une défiance générale. A Karlovci, point de réunion du clergé, à Novi-Sad, où se rencontraient les médecins, les avocats, tous ceux qu'on appelait l'intelligence, des conférences eurent lieu. On rechercha les moyens d'assurer l'autonomie du peuple serbe, de mettre son église, sa langue, à l'abri des menaces. Comme le remarque l'auteur anonyme d'une brochure publiée peu de temps après, les Serbes, déliés des engagements qu'ils avaient pris envers Léopold et ses successeurs par suite de l'inexécution du contrat par l'Autriche, se trouvaient dans la même situation qu'avant l'arrivée de Črnojević en Hongrie; ils examinèrent en conséquence la question de savoir s'il n'y avait pas lieu de conclure un nouveau pacte, et, dans le cas affirmatif, s'il valait mieux s'entendre avec Vienne, ou avec Pest.[1])

Les points sur lesquels on se mit d'accord à Novi Sad étaient: le rétablissement de la dignité de patriarche et de celle de voïévode, puis la constitution d'une Voïévodine serbe composée des territoires reconquis sur les Turcs, de la Sirmie, de la Bačka, du Banat et du Baranya. Ce n'est pas qu'on prétendît enlever aux Magyars tous les priviléges en possession desquels ils se trouvaient; les Serbes leur reconnaissaient l'action diplomatique à l'étranger, mais réclamaient pour eux-mêmes le respect de leurs droits nationaux dans toutes les affaires intérieures. Personne ne songeait à se détacher de la Hongrie.

Ces demandes furent formulées en 17 articles; une députation conduite par Alexandre Kostić dut les présenter à la Diète.

Le 8 avril, la députation fut introduite au sein de l'assemblée. Son président développa la pétition au nom de 12.000 Serbes

---

[1]) **Народна србска Скупштина 1-га и 3-га Мая 1848, у Карловици држана, пређашня политика дворска, и садашня политика нове мађарске владе, одъ єднога православнога родолюба; у Београду,** *(L'Assemblée nationale serbe tenue à Karlovci le 1er et le 3 mai 1848, l'ancienne politique de la Cour et la politique actuelle du nouveau gouvernement hongrois, par un patriote orthodoxe)*; Belgrade, 1848, in-12.

de Novi Sad, et Kossuth se leva pour lui répondre. Le ministre hongrois déclara que les nationalités seraient respectées, mais soutint que la langue magyare pouvait et devait seule les réunir. Ces paroles imprudentes se perdirent au milieu du bruit, dans l'instant où elles furent prononcées, mais les députés serbes avaient à peine quitté la Diète qu'elles leur revinrent à l'esprit et les troublèrent. Ils se rendirent au domicile personnel de Kossuth pour solliciter des explications.

Alors se produisit une scène violente qui devait décider de la paix ou de la guerre. Le représentant des Magyars, emporté par sa fougue naturelle, refusa toute concession et reprit pied à pied celles qu'il avait semblé faire à la séance. En vain les membres de la députation voulurent insister sur la justice des prétentions de leurs mandants, sur les dangers qu'il y avait à les blesser si ouvertement. Kossuth resta sourd à leurs paroles: „En pareil cas, s'écria-t-il, le glaive seul peut décider," et il se retira dans son cabinet.[1])

L'effet de ces paroles fut terrible. Kossuth n'en eut sans doute pas conscience lui-même, et crut les faire oublier en décidant la Diète à voter trois jours après l'égalité des cultes, le libre exercice de la religion grecque-orientale et la convocation d'un Congrès ecclésiastique.[2]) Le ministère fixa la réunion du Congrès au 15/27 mai, distribua quelques emplois à des Serbes qu'il croyait dévoués et s'imagina que l'orage était conjuré. Il n'en était rien; les Serbes réclamaient des garanties positives; Kossuth les avait repoussés; sa répouse avait été trop nette pour que ses adversaires fussent gagnés par un semblant de concession.

Il est d'autant plus difficile de comprendre l'obstination du gouvernement hongrois que les esprits, déjà surexcités, allaient prendre feu. Dès que la répouse du ministre des finances fut connue, les Serbes n'eurent plus d'autre pensée que celle d'organiser la résistance. Dans les villages, le drapeau hongrois fut remplacé par les couleurs nationales; à Szent-Tamás, à Beče, à

---

[1]) D'après Horváth, dont il est intéressant de comparer le récit avec celui de l'auteur de la *Serbische Bewegung,* ce mot de Kossuth aurait été provoqué par une allusion d'un des membres de la députation, Georges Stratimirović à l'appui que les Serbes pourraient trouver en dehors de la Hongrie. Voy. Horváth, *loc. cit.,* II, p. 625.

[2]) Art. XXe de la loi hongroise de 1847-48.

Vršac, les registres de l'église, qui depuis quelque temps avaient dû être tenus en magyar, furent traînés sur la place publique et solennellement brûlés. Le signal une fois donné, l'émotion gagna toute la Bačka, la Sirmie, les Confins et le Banat.

L'insurrection menaçait de prendre un caractère effroyable, si elle n'était transformée à temps en révolution régulière. Les Serbes, non contents d'entrer en conflit avec leurs voisins magyars et allemands, attaquaient sans hésiter les troupes subordonnées au gouvernement hongrois. Les faits dont Velika-Kikinda fut le théâtre le 12/24 mars, avaient montré qu'ils ne se laisseraient pas intimider. Un aventurier, nommé Kengelac, avait promis, pour se faire élire juge du dictrict, la restitution gratuite des portions de terre domaniale (Ueberland), que les anciens usagers avaient aliénées; il réussit, mais ne put naturellement tenir parole. Les électeurs mécontents protestèrent, un rassemblement se forma et Kengelac eut l'imprudence de requérir les troupes cantonnées dans la localité. Tandis que le combat s'engageait, le premier auteur du désordre réussissait à s'enfuir; les deux sénateurs du district qui avaient voulu s'interposer, Čunčić et Isaković, tombèrent victimes de leur zèle.

L'émeute de Kikinda fut considérée par les Magyars comme un mouvement communiste, et le ministère, qui n'avait pas su amener une conciliation, voulut du moins agir avec fermeté contre les insurgés. Il déclara tous les territoires habités par les Serbes en état de siége et délégua Pierre Črnojević, főispán du comitat de la Temes, en qualité de commissaire royal, pour rétablir l'ordre. Le commissaire eut pouvoir de faire appliquer la justice sommaire.

La lutte était donc engagée et les Serbes songèrent à s'entendre pour ne rien perdre de leurs avantages. A Karlovci et à Novi Sad, on fut bien vite d'accord sur la conduite à tenir. La Diète de Pozsony s'était séparée le 10 avril sans avoir donné satisfaction à aucune des réclamations qui lui avaient été faites; on résolut de s'adresser à l'Empereur et à l'Autriche, seuls maîtres dont les Serbes eussent volontairement accepté les lois. Pour donner plus de poids à la démarche qui allait être tentée auprès de la Cour, on pensa qu'elle devait émaner d'une assemblée nationale. Or le Métropolitain avait seul assez d'autorité sur le peuple serbe tout entier pour réunir une assemblée de ce genre et Rajačić, vieillard tranquille et indécis, ne pouvait se résoude à

prendre sur lui l'initiative de la convocation. Son hésitation eût pu devenir fatale à la cause qu'il devait servir. Heureusement pour les Serbes, l'inaction du commissaire hongrois leur permit de gagner du temps et de vaincre la résistance du Métropolitain.

Črnojević, que les Magyars avaient chargé de comprimer l'insurrection, descendait de la famille du Patriarche, ce qui devait lui donner du prestige aux yeux du peuple. C'était un homme paisible, qui n'avait accepté ces fonctions que dans la pensée d'amener un accord devenu impossible; aussi n'agit-il pas avec l'énergie que le ministère attendait de lui. Il voulut faire aux Serbes des concessions qui les désarmassent, mais ses pouvoirs qui l'autorisaient à sévir n'étaient pas suffisants pour qu'il renonçât à la moindre prétention du parti magyar; il dut bientôt reconnaître que la tâche était impossible et sollicita lui-même son remplacement.

Le général autrichien Hrabovský, qui commandait à Petrovaradin, était d'humeur moins facile que Črnojević. Ne connaissant que la consigne militaire, il avait accepté le gouvernement hongrois comme gouvernement légal, le jour où l'Empereur s'était prononcé en ce sens, et il était résolu à faire respecter son autorité. Le Cabinet de Pest,[1]) heureux de rencontrer un homme sur qui il pût compter, le nomma commissaire pour la Sirmie et les pays voisins. C'était une grave menace pour les Serbes, dont la Sirmie constituait le véritable centre. Aussi cette nomination amena-t-elle l'explosion qu'il avait été facile de prévoir.

Les patriotes de Novi Sad résolurent de vaincre à tout prix les hésitations du Métropolitain. Ils organisèrent une députation composée de bourgeois de la ville, de représentants de la Bačka, de la Sirmie et du Banat, enfin d'habitants des Confins. Ces derniers, qui se voyaient livrés aux Magyars, se montraient les plus acharnés à protester contre les mesures arrachées à la faiblesse de Ferdinand. La députation se mit en route, et dans le court trajet qui sépare Novi Sad de Karlovci, se grossit d'une immense foule de peuple. De tous côtés les paysans s'assemblaient avec des drapeaux et des bannières, chantant les vieux airs nationaux: les exploits de Marko Kraljević, l'histoire du saint patriarche Arsène, les malheurs du voïévode Branković. Quand cette procession

---

[1]) Le ministère hongrois s'était établi à Pest aussitôt après la cloture de la Diète.

gagna Karlovci, Rajačić n'était plus maître de résister. On lui demanda la convocation d'une assemblée nationale (skupština); il dut promettre que la réunion aurait lieu dès le 1er/13 mai.

Toutes les communes serbes de la Hongrie et même de la Croatie furent invitées à envoyer des délégués à l'assemblée. Črnojević, encore en fonctions, essaya vainement d'intervenir, en proclamant l'état de siége à Novi Sad; ni lui, ni les autorités hongroises des comitats, ni même les chefs militaires des Confins ne purent empêcher les délégués d'accourir en foule. Plusieurs jours avant la date fixée, la petite ville de Karlovci, désignée, à la place de Novi Sad, pour lieu de réunion, était trop petite pour les contenir. Les soldats, les prêtres, les paysans se mêlaient aux médecins, aux avocats, aux négociants; çà et là, même, quelques propriétaires avaient répondu à l'appel. Enfin, le 1er/13 mai, au matin, un service religieux annonça l'ouverture du Congrès.[1])

Ce fut, en plein air, dans la cour de la résidence archiépiscopale et sur la place qui y est contigüe, que les Serbes se réunirent, au nombre de plusieurs milliers. Ils allaient délibérer sur le sort de leur nation, dans cette forme primitive qui est pour eux et pour les autres peuples slaves une tradition séculaire. Ainsi les braves de Kara-Georges se donnaient rendez-vous sous un chêne pour y débattre les intérêts de la patrie; ainsi encore les Bohèmes ont conservé l'usage du tábor.

Le Patriarche, accompagné d'un nombreux clergé, parut dans la cour, tenant à la main les parchemins de 1690 et de 1691. Un silence religieux se fit et, d'une voix retentissante, un archimandrite donna lecture de ces chartes vénérées. Aussitôt divers orateurs prirent la parole et démontrèrent que les Serbes étaient maintenant déliés de tout engagement. L'Autriche leur était devenue aussi étrangère que la Hongrie, mais, comme il leur fallait un point d'appui, mieux valait le chercher à Vienne que de rester isolés, en présence des Magyars et des Allemands. Quoique l'Empereur les eût abandonnés, il était nécessaire de le soutenir, mais on ne pouvait se fier à lui, sans poser à l'avance des conditions; or plusieurs choses tenaient singulièrement à cœur à la nation tout entière.

Les Serbes voulaient remettre en vigueur les priviléges de Léopold; ils voulaient avoir un patriarche, véritable successeur

---

[1]) Voy. la brochure citée plus haut: Народна српска Скупштина.

de Črnojević, et non plus un simple métropolitain, à la merci du pouvoir; ils demandaient la nomination d'un voïévode, dans les termes où Léopold la leur avait promise; enfin ils réclamaient le territoire séparé qu'on leur avait toujours fait espérer et toujours refusé. L'instant était venu de décréter eux-mêmes ce que, depuis un siècle et demi, ils avaient en vain sollicité des gouvernants. L'élection du patriarche et du voïévode passait pour eux avant tout le reste; c'était le symbole des libertés nationales et ils voulurent y procéder sans plus attendre.

Séance tenante, le vieux Rajačić fut élevé sur les épaules de la multitude et acclamé patriarche, puis on passa au choix du voïévode. Rajačić lui-même prononça les noms du lieutenant-maréchal Živković, du général Jović, du général Todorović, du colonel Jović, du colonel Budislavljević, que le peuple entendit en silence, mais d'immenses hurrahs accueillirent le nom du colonel Étienne Šuplikac de Vitéz. Cet officier commandait actuellement le régiment d'Ogulin. C'était un homme de 59 ans, qui s'était distingué dans les guerres de la Révolution et de l'Empire, et sur qui le peuple fondait de grandes espérances.

La délibération fut reprise le surlendemain, 3/15 mai, le jour même où les Roumains, réunis à Blasiu (Bálásfalva, Blasendorf), protestaient solennellement contre l'union forcée de la Transylvanie avec la Hongrie. De nouvelles résolutions furent adoptées. L'assemblée déclara que le peuple serbe devait avoir une existence politique indépendante, mais reconnut en même temps la suprématie de la maison d'Autriche et de la couronne de Hongrie; elle émit le vœu que „la Sirmie et ses Confins, le Baranya, la Bačka, avec le district de Beče et celui des Tchaïkistes, enfin le Banat avec ses Confins et le district de Kikinda fussent érigés en Voïévodine serbe."

Les assistants votèrent ensuite une union étroite avec les royaumes de Croatie, Slavonie et Dalmatie, sur la base de la liberté commune. Cette union, but suprême du parti illyrien, devait faire cesser les anciennes querelles entre les Serbes et les Croates. On touchait au moment où ces deux peuples, si longtemps victimes de dissentions religieuses, habilement exploitées par leurs ennemis, ne formeraient qu'une même famille.

Un comité supérieur de 48 membres (glavni odbor) fut chargé de poursuivre l'exécution des résolutions prises par

l'assemblée, en même temps que la réalisation de ses vœux,[1]) et dut, à son tour, déléguer à Karlovci une sous-commission permanente (postojanji odbor), avec mission de recevoir les demandes et les plaintes de chacun et de les soumettre à l'assemblée nationale.

La réunion ne voulut pas se séparer sans donner un témoignage de sympathie à un peuple dont les destinées sont et resteront étroitement liées à celles des Serbes. „Guidée par un sentiment de sincère amitié pour le peuple roumain, et s'associant à tous les progrès qu'il peut faire dans le développement de sa nationalité, animée du désir qu'il réussisse à s'unir comme nation," elle émit l'espoir de voir se fortifier, entre les Serbes et les Roumains, ces rapports fraternels si profitables aux deux parties.

Dans un autre ordre d'idées, la réunion, considérant qu'elle seule représentait le peuple serbe, décida qu'il n'y avait pas lieu d'envoyer des députés au Congrès que le gouvernement hongrois

---

[1]) Les souvenirs qui se rattachent à la révolution de 1848 sont encore si vivants aujourd'hui que nous ne croyons pas inutile de donner la liste des membres de ce comité. Voici leurs noms: 1° André Birra, de Vukovár; 2° Rajić, curé de Sivac; 3° Nicolas Putnik, capitaine au bataillon des Tchaïkistes; 4° Gabriel Nikolić, de Gjurgjevo; 5° Pierre Tomašević, de Stari Banovci: 6° Paul Gjorgjević, de Vinkovci; 7° Georges Nović, de Kamenica; 8° Molović, de Ruma; 9° Triphon Mladenović d'Irig; 10° Svetozar Milutinović, de Subotica; 11° Pierre Stojšić, de Senta; 12° Despinić, de Kovin; 13° Nicolas Tomašević de Klenak; 14° Georges Gjurković d'Osjek; 15° Moïse Gjorgjević, d'Osjek; 16° Thomas Dimić, de Tomaševac; 17° Michel Krestić, de Titel; 18° Théodore Sarajlić, de Žabalj; 19° Krestić, de Zagreb; 20° Constantin Jovanović, de Mitrovica; 21° Théophile Dimić, de Bavanište; 22° Étienne Ristić, de Karlovci; 23° Alexandre Stojačković, de Karlovci; 24° Siméon Radić, de Novo-Selo; 25° Marie Dragulić, de Čenta; 26° Eugène Arsenijević, d'Orlovat; 27° Étienne Bekić, de Perlez; 28° Jean Stanković, de Farkaždin; 29° Georges Varsan, de Pančevo; 30° Ignjatović, de Čobanac; 31° Jean Subotić, de Pest; 32° Georges Stojaković, de Pest; 33° Kojić, de Bude; 34° Jean Hadžić, de Novi Sad; 35° Alexandre Kostić de Novi Sad; 36° Georges Stratimirović; 37° Ivančević de Karlovci; 38° Vasa Kavić, de Petrinja; 39° Vasilijević, d'Oršava; 40° Georges Pantelić, de Zemun; 41° Nedeljković, de Bela Crkva; 42° Georges Mušicki, de Szent-Tamás; 43° Manojlović, de Szent-Tamás; 44° Jefta Vasić, de Crepaja; 45° Pierre Nikolić, de Vukovac; 46° Arsène Kolarskij, du régiment serbe du Banat; 47° Démètre Zavišić, du régiment serbe du Banat; 48° Gabriel Pisarović, du bataillon des Tchaïkistes.

avait convoqué pour le 15/27 mai. Elle autorisa le comité nommé par elle à prélever sur les fonds nationaux les sommes nécessaires à ses besoins. Enfin, elle chargea ce même comité, d'accord avec le Patriarche, de transmettre à l'Empereur et à l'Assemblée croate par une députation spéciale, les résolutions qui venaient d'être adoptées, et de choisir des délégués pour le Congrès slave de Prague.

Après le vote de ces différents articles, la foule se dispersa. En deux jours les Serbes avaient organisé la résistance et dès lors le comité supérieur prit la direction du mouvement. Dès le lendemain, 4 / 16 mai, les 48 délégués commencèrent leurs délibérations et se mirent d'accord sur les mesures les plus urgentes. Le Patriarche et tous les évêques durent faire partie de la députation qu'il s'agissait d'adresser au Roi de Hongrie (on disait encore le Roi et non l'Empereur), et il fut décidé que tous les couvents, toutes les communes urbaines, ainsi que chaque régiment des Confins, s'y feraient représenter.

Cette députation devait prendre la route de la Croatie, s'arrêter à Zagreb, et arriver à Vienne le 24 mai / 5 juin. L'archimandrite Nikanor Grujić et le protopope Paul Stamatović, qui furent chargés de se rendre au Congrès de Prague, eurent mandat de solliciter l'envoi à Vienne, de la part des Bohèmes, d'une députation qui appuyât la démarche des Serbes.

Le gouvernement hongrois, qui d'abord n'avait pas cru devoir s'arrêter à ce qu'on pourrait faire à Karlovci et avait songé trop tard à empêcher l'assemblée de se réunir, ne fut pas sans inquiétude quand ces nouvelles lui parvinrent. Son aveuglement l'avait jeté dans des difficultés dont il n'était pas aisé de prévoir l'issue. Črnojević, qui le représentait dans la Hongrie méridionale, essaya de tenir tête à l'orage. Dès qu'il apprit les premières résolutions de Karlovci, il somma le Métropolitain de rentrer dans la légalité et de dissoudre le comité national, mais il était trop tard; sa lettre fut livrée aux flammes.

Rajačić, que le peuple avait salué du nom de patriarche, avait hésité, nous l'avons vu, avant de se prononcer dans le sens de la résistance aux Magyars; à la fin, il avait pris un parti et ne pouvait plus reculer, mais il croyait encore une conciliation possible et ne voulut pas s'éloigner sans obtenir du comité la promesse qu'il ne prendrait aucune décision importante avant le

retour de la députation. Il comptait sans le caractère impétueux d'un jeune homme que le comité mit à sa tête.

Ce jeune homme était Georges Stratimirović, qui s'était distingué à l'école du génie à Vienne, et qui, à peine nommé officier, avait dû quitter l'armée à la suite d'un enlèvement romanesque. Stratimirović descendait d'un ancienne famille de l'Albanie, fixée depuis longtemps dans la Bačka, et qui avait donné aux Serbes un métropolitain resté populaire; sa naissance, sa fortune, ses talents, tout lui assurait un rôle prépondérant, du moment qu'il se jetait dans le mouvement. Il n'avait que vingt-six ans, quand les membres de l'Odbor lui décernèrent la présidence.

En peu de jours, l'autorité de ce conseil révolutionnaire s'était affermie. Un journal de Novi-Sad, le Vjestnik (Moniteur), qui dut s'imprimer désormais à Karlovci, publiait ses délibérations et ses décisions, et nul parmi les Serbes n'en contestait la légalité. Des sous-comités (pododbori) furent organisés dans chaque commune, en correspondance avec le comité supérieur. Une étroite entente, une exacte discipline étaient indispensables pour donner à la nation la force de la résistance.

Le premier acte de Stratimirović fut d'adresser une proclamation aux Allemands de la Bačka. Cette population avait été amenée dans le pays par le gouvernement autrichien qui espérait déposséder peu à peu les Slaves; aussi les Serbes n'avaient-ils pas à lui témoigner de grandes sympathies. Pourtant il eût été injuste de rendre les simples paysans responsables de l'odieux métier que le Cabinet de Vienne avait voulu leur faire faire. De plus, ces Allemands constituaient une minorité qui ne devait pas voir sans inquiétude les prétentions des Magyars. Stratimirović s'adressa donc à eux plein de confiance, les assurant que les Serbes reconnaissaient leurs droits et voulaient vivre en bonne intelligence avec eux. On ne réclamait pas de priviléges au profit de telle nationalité et au détriment de telle autre, on voulait seulement établir le même droit pour tous.[1])

Le Comité de Karlovci agissait trop ouvertement pour que Črnojević et le général Hrabovský ne fussent pas informés de ses actes. Ceux-ci ne manquèrent pas de tenir le ministère hongrois au courant de ce qui se passait et reçurent l'ordre d'engager la

---

[1]) La proclamation est datée du 10/22 mai. Voyez en le texte dans la *Serbische Bewegung*, p. 88.

lutte avec vigueur. L'assemblée du 1er/13 mai fut déclarée factieuse, l'élection du Patriarche, illégale et de nul effet. Rajačić fut sommé de réunir le Congrès que le gouvernement avait convoqué à Temesvár; Hrabovský fut autorisé à rétablir l'ordre même par la force. On ne comptait plus sur Črnojević, dont la complaisance ou la faiblesse était évidente, mais, comme son nom était utile, on ne le remplaça pas encore, on se contenta de lui donner pour adjoint Sava Vuković, premier vice-ispán du comitat de la Temes, avec des pouvoirs aussi étendus que les siens propres, (12/24 mai). En même temps, un Magyar exalté, Ladislas Csányi, fut nommé commissaire en Croatie.

Vuković, serbe comme Črnojević, appartenait comme lui à la noblesse hongroise, dont il partageait tous les préjugés, mais, à la différence du premier, il était inaccessible à tout sentiment de sympathie pour ses compatriotes; il était disposé à les poursuivre avec toute la fureur d'un renégat. Il défendit, sous peine de mort, de faire circuler des journaux serbes, ou même slaves en général, et institua sans retard des tribunaux chargés d'appliquer ses décrets. Des patrouilles recrutées dans les villages magyars de la Bačka durent parcourir les villages serbes: c'était un sûr moyen de provoquer des conflits. Les Serbes, poursuivis, pillés, massacrés par ces bandes, furent amenés à des représailles, mais le gouvernement comptait pour les réduire sur l'ardeur belliqueuse des Magyars. Les Allemands, pensait-il, viendraient se joindre aux Magyars, l'aristocratie hongroise et les cent mille nobles qui en dépendaient s' empresseraient de défendre un ordre de choses dont ils avaient tout le profit, enfin l'armée impériale prêterait son concours aux représentants légaux de l'autorité dans le royaume. Pour tirer parti de tous ses avantages, le ministère ordonna de lever une garde nationale dans les comitats et dans les villes libres de la Hongrie méridionale, et de réunir ces forces dans un camp établi près de Szeged. Un cordon militaire devait isoler tous les pays où l'insurrection dominait.

Le comité serbe, réduit à un petit nombre de membres, par suite du départ de la députation pour Vienne, sentit qu'il avait besoin d'être soutenu par les armes. Il jeta tout d'abord les yeux sur les Confins où le peuple était organisé militairement; mais, bien que les Grenzers eussent été représentés par quelques uns des leurs à l'assemblée nationale de Karlovci, il connaissait trop bien leurs habitudes de discipline, pour ne pas être persuadé

qu'il serait difficile de les détacher de leur chef, et ce chef n'était autre que Hrabovský. Il fallait amener le général à se prononcer nettement pour ou contre les Serbes, et, s'il se déclarait leur ennemi, peut-être le Comité réussirait-il a entraîner les Confins.

Le 29 mai / 10 juin, au matin, une députation se rendit à Petrovaradin et demanda à Hrabovský secours et protection contre les bandes magyares qui désolaient la Bačka. Celui-ci déclara qu'il ne pouvait rien faire; il avait été régulièrement subordonné au ministère hongrois et devait obéir.

En vain la députation insista; il se retrancha derrière les instructions qu'il avait reçues, refusa de prendre aucune des mesures qu'on réclamait de lui, et, s'échauffant par degrés, en vint à contester aux Serbes tout droit d'exister dans la monarchie.[1]) Les chefs du mouvement voulaient une situation nette, ils purent être satisfaits; désormais nul doute n'était plus possible sur les dispositions de Hrabovský. Au retour de la députation, le comité supérieur rédigea une proclamation pour dénoncer à tous l'attitude du général. „Voilà, disait-il à ses adhérents, comment un général impérial paie le sang, le sang serbe, que vous avez versé pour le trône et pour la couronne autrichienne, en France, en Silésie, en Prusse, en Russie, et celui que vous versez aujourd'hui encore en Italie!“ Il terminait par un appel aux armes et ordonnait aux sous-comités de publier la proclamation dans chaque village, au son des cloches. Les hommes valides devaient se pourvoir dans les magasins militaires de tous les objets requis pour la guerre, s'emparer des canons, des chevaux et des voitures, puis se rendre à Karlovci, à Perlas et sur les fossés romains de la Bačka, sous la conduite de chefs de leur choix.

Dès le lendemain matin, Hrabovský, sentant qu'il était allé trop loin dans sa réponse à la députation, envoya deux officiers à Karlovci pour demander aux délégués un nouvel entretien. Les Serbes répondirent qu'il était trop tard. En effet la guerre était commencée.

La proclamation du comité supérieur trouva les Serbes préparés à la lutte. Les excès commis dans la campagne par les patrouilles hongroises les avaient forcés de s'armer; dans beaucoup de villages, on n'attendait qu'un signal pour se porter à Karlovci.

---

[1]) La scène est racontée avec beaucoup de chaleur et de vérité dans la *Serbische Bewegung*, pp. 92 sq.

La Sirmie surtout, ce berceau des Serbes de Hongrie, paraissait destinée à être le théâtre de combats acharnés. Ses montagnes pouvaient abriter des bandes de partisans et servir de forteresse au peuple tout entier. Le jour même où Hrabovský recevait la députation, un ancien officier des Confins, Čiča Joanović, poussé par une sorte de pressentiment, passait le Danube avec une troupe de 800 hommes qu'il avait réunis en Sirmie, débarquait sur le territoire de Titel, et, grâce au concours des Tchaïkistes, réussissait à s'emparer de huit petites pièces de canon et de quelques munitions.

Čiča Joanović était connu par son énergie et son dévouement à la cause nationale. Ce fut tout d'abord sur lui que le comité jeta les yeux pour diriger les opérations. Il fut élevé au grade de colonel, et reçut tout pouvoir pour suspendre les officiers des Confins qui refuseraient de se joindre à lui. Tandis qu'il devait soulever le bataillon de Titel, un ancien lieutenant nommé comme lui colonel, Drakulić, dut agir dans le régiment allemand du Banat, et s'emparer des magasins de Pančevo; enfin Kojić et Stanimirović furent chargés d'envahir le régiment serbe, et de s'établir à Bela Crkva (Weisskirchen). A Karlovci même se réunirent environ 2000 hommes de la Sirmie, quelques centaines de paysans de la Bačka, et une poignée de Serbes de la Principauté, qui, aux premières nouvelles, avaient passé la Save.

Le mouvement s'accomplissait, lorsque Hrabovský résolut de comprimer la révolution d'un seul coup. Le 31 mai / 12 juin, il dirigea sur Karlovci une colonne d'exécution, avec du canon, espérant bien jeter le désarroi dans le camp serbe et se saisir des membres du comité. Lorsque les têtes de colonne parurent devant la petite ville, les insurgés eurent un moment de surprise; ils songèrent d'abord à évacuer la position et à se retirer dans les montagnes; mais il était trop tard; d'ailleurs, mieux valait subir un échec que de laisser croire à la foule qu'on craignait de se mesurer avec les troupes régulières. Les Serbes de la Principauté se placèrent au poste d'honneur et se préparèrent à résister. Leur exemple fut suivi et toutes les issues de la place furent occupées. En vain Hrabovský commença le bombardement; en vain il essaya de lancer ses soldats en avant; les assiégés tinrent bon. L'arrivée de Stratimirović, qui ramenait de Banstol un corps de volontaires, changea en victoire ce combat inégal. La colonne de Hrabovský dut se replier sur Petrovaradin.

Un succès aussi inespéré donnait au comité une force immense. Le 3/15 juin, Stratimirović, utilisant un bateau à vapeur tombé entre ses mains, descendit à Titel et s'empara de l'arsenal. Il y trouva de quoi armer ses premières troupes. Partout il fut reçu avec enthousiasme par les soldats des Confins. Le premier bataillon du régiment de Petrovaradin était à Mitrovica, il suffit d'un mot du comité pour faire marcher ces forces à la défense de Karlovci. Le second bataillon, envoyé en Italie, traversait la Croatie quand la nouvelle de l'insurrection lui parvint; il refusa d'aller plus loin et le Ban lui permit de rentrer sur son territoire. Les Tchaïkistes se soulevèrent également et se joignirent à Stratimirović. Ce qui n'était pas moins important, un certain nombre d'officiers vinrent se ranger sous ses ordres. En moins de quinze jours, l'insurrection posséda une armée de près de 15.000 hommes, avec 40 pièces de canon. Ces troupes étaient établies à Kamenica, Szent-Tamás, Perlas et Alibunar. Le commandement en chef était exercé par Stratimirović.

Au milieu de ces préparatifs militaires, le comité apprit deux graves nouvelles: la suspension du Ban de Croatie par le manifeste du 29 mai / 10 juin, et la catastrophe du Congrès de Prague.

Ignorant ce qu'était devenue la députation conduite par Rajačić, et désirant ne pas marcher à l'aventure, il consentit à une suspension d'armes de dix jours, à partir du 12/24 juin.[1]) Il comptait mettre ce temps à profit pour organiser ses forces, tandis que les commissaires hongrois, dont l'impuissance était évidente, malgré les exécutions sanglantes auxquelles ils avaient eu recours, attendaient de nouvelles instructions.

Les passions étaient trop excitées des deux côtés pour qu'une trève pût être strictement observée. Črnojević ayant convoqué les électeurs de Novi Sad pour nommer un député à la Diète, une bataille s'engagea dans les rues entre les partisans du régime magyar et les Serbes, opposés à l'élection. La victoire demeura aux derniers, mais les autorités hongroises disposaient de troupes et parvinrent à désarmer ceux qui avaient résisté.

Dans l'intérieur de la Bačka, le long des fossés romains, les hostilités continuèrent sans interruption entre les bandes

---

[1]) Le texte de l'armistice est rapporté, d'après le *Vjestnik,* par M. Zdravković, Покрет, pp. 86 sq.

magyares et serbes. Črnojević, débordé, éperdu, se retira; Hrabovský se trouva seul en face des insurgés. Le comité, qui s'attendait à lui voir prendre une vigoureuse offensive utilisa tous les instants pour ses préparatifs; il fortifia Karlovci, bien qu'il eût mis en sûreté, à Belgrade, la caisse et les archives nationales, et forma de nouveaux camps sur les bords du Danube à Ilok, à Kamenica et à Neštin. Il était tout occupé de ces mesures, quand il apprit l'accueil fait par la Cour au Patriarche et les résolutions votées par la Diète hongroise le 30 mai / 11 juin.

La députation, conduite par le Patriarche, avait fait à Zagreb une entrée solennelle; le 5 juin elle assistait à l'ouverture de la Diète croate, et, pour sceller la réconciliation des deux peuples si longtemps séparés par de misérables querelles religieuses, Rajačić donnait sa bénédiction à l'évêque catholique Ošegović, tandis que celui-ci entonnait un Te Deum slave. Le procès-verbal de l'assemblée serbe fut lu au sein de la Diète et provoqua des démonstrations enthousiastes. Il fut convenu qu'on réglerait plus tard les détails pratiques de l'union du Royaume triunitaire avec la Voïévodine serbe et, qu'en attendant, un certain nombre de députés croates accompagnerait la députation.[1])

Le 19 juin, les mandataires serbes et croates, auxquels s'était joint le Ban lui-même, révoqué de ses fonctions par le manifeste du 10 juin, arrivèrent à Innspruck. C'est là que l'Empereur s'était réfugié, au moment où les troubles de Vienne avaient éclaté. Sans initiative comme sans esprit, incapable de rien décider, ou seulement d'exécuter un plan formé pas ses conseillers, Ferdinand ne sut que répondre aux demandes qu'on lui soumettait; il eut recours au moyen traditionnel employé par la politique autrichienne dans les cas embarrassants; il ne dit rien de précis et s'efforça de trouver des paroles à double entente. Ouvertement, il ne pouvait en sa qualité de roi de Hongrie, approuver aucune tentative faite contre l'autorité constituée, mais comme empereur, il tenait à se réserver un appui contre les envahissements des Magyars. Il reçut donc avec beaucoup de hauteur les explications et les réclamations de Rajačić et de Jelačić, mais, en secret, il écrivit au Ban une lettre toute intime, dans laquelle il retirait les paroles un peu vives dont il s'était servi. Il n'en fit pas autant avec le

---

[1]) Voy, le texte de la loi votée par la Diète de Dalmatie, Croatie et Slavonie, ap. Stojačković, Черте, pp. 73 sqq.

Patriarche, pensant peut-être que ce dernier prendrait pour lui les marques de bienveillance données à Jelačić. De la sorte, la Cour ne s'engageait point; elle sauvait les apparences, et pouvait à son gré trahir le parti qu'elle aurait intérêt à trahir. La députation se retira mécontente, mais non absolument découragée.

Pendant ce temps, les Magyars, surpris dans leurs calculs par l'extension du mouvement slave, étaient prêts aux plus grands sacrifices, pour rétablir leur domination menacée. Ils avaient obtenu la révocation du Ban, mais cette mesure ne leur donnait pas encore satisfaction; il leur importait d'avoir une armée nationale qui n'obéît qu'à leurs ordres. Dans la séance du 11 juin, la Diète vota l'organisation d'une armée de 200.000 hommes, et un emprunt de 42 millions de florins, pour faire face aux dépenses urgentes. Kossuth lui-même avait présenté et soutenu le projet de loi; dans sa fureur contre les Serbes, il n'avait pas trouvé d'expressions assez fortes, pour combattre la folie de „ces Rasciens qui se prétendent un peuple, et ne sont qu'un ramassis de brigands."

Ces nouvelles mirent le comité supérieur dans le plus visible embarras. Il avait compté sur l'assentiment de l'Empereur, et cette espérance était vaine. Que devait-il faire dans cette conjoncture? Séparer la cause des Serbes de celle des Croates et tenter un rapprochement avec Pest, ou bien poursuivre la lutte, sans aucun appui extérieur? Le discours prononcé à la Diète par Kossuth trancha la question. La conciliation n'étant pas possible entre les Slaves du sud et les Magyars, le comité fut forcé de se prononcer pour la résistance, sans rien attendre que des seules ressources nationales.

L'organisation régulière faisait encore absolument défaut aux insurgés; mais le comité avait le mérite de ne pas hésiter. Il ne regardait pas en arrière, allait droit devant lui, et son indomptable énergie ne se laissait pas arrêter par les obstacles. Abandonné par l'Empereur, il ne compta plus que sur lui seul, improvisa des officiers et ressuscita, en faveur de Stratimirović, le titre de vrhovni vožd (généralissime), titre que Kara Georges avait porté et qui avait conservé un grand prestige dans le souvenir populaire. Deux officiers des Confins, Radosavljević et Joanović furent nommés colonels de la nation et prirent solidement possession du régiment de Petrovaradin ainsi que du bataillon de Titel.

La première action importante eut lieu dans le Banat, où les tribunaux de Sava Vuković avaient déjà fait exécuter de nombreuses victimes. Le 28 juin / 10 juillet, les bandes hongroises avaient réduit en cendre le village serbe de Vlikovec. Le lendemain, les Serbes, cantonnés à Alibunar, se mirent en devoir de venger leur village. Au nombre d'un millier, armés de faulx, sans ordre, presque sans chefs, ils sortirent de leurs retranchements et marchèrent sur Vršac. Le colonel impérial Blomberg, qui commandait dans la ville, vint au devant d'eux avec de la cavalerie de ligne et la garde civique allemande, et n'eut pas de peine à triompher de ces paysans imprudents. Il leur tua 60 hommes, leur enleva 4 canons, trois drapeaux et 21 prisonniers. Parmi ces derniers se trouvaient l'agent du Comité supérieur Stanimirović et le major national Kojić, chargés tous deux de soulever le Banat. L'un et l'autre furent emmenés à Temesvár et pendus huit jours après (7/19 juillet).

Il était urgent que le Comité supérieur s'occupât de se fortifier dans le Banat. L'échec qu'on venait d'éprouver montrait que c'était là le point faible de l'insurrection. Si les Magyars n'y étaient guère représentés que dans les villes, ils avaient du moins des auxiliaires dangereux dans les paysans allemands. Ceux-ci, qui formaient des groupes compacts dans les comitats de Torontál et de la Temes et même dans une partie du comitat de Krassó, étaient depuis longtemps organisés en Landsturm; ils avaient des chefs et observaient une sorte de discipline qui leur assurait l'avantage sur une troupe à peine formée. Les villages serbes et roumains étaient pour eux une proie facile qu'ils ne laissaient pas échapper. C'étaient chaque jour de nouveaux actes de déprédation; la rapacité germanique avait libre cours.

Les Serbes étaient mieux établis dans la Bačka. Le camp de Szent-Tamás contenait de 3.000 à 4.000 hommes et une demi-douzaine de canons, mais il n'était protégé que par de simples ouvrages en terre et eût pu être emporté facilement, si les Hongrois avaient pris Földvár pour base d'opération, au lieu de rester en plaine à Ó-Ker.[1]) Les fausses dispositions du général Bechtold qui les commandait, ne contribuèrent pas peu à donner aux Serbes la victoire. Dans la nuit du 1er /13 au 2/14 juillet, Bechtold marcha contre Szent-Tamás, à la tête d'environ 8.000 hommes, divisés en

[1]) Voy. *Erlebnisse,* pp. 53—56 et le plan de Szent-Tamás qui y est annexé.

trois colonnes. Les Serbes, dirigés par le sergent Bosnić et par un brave de la Principauté, Luc Stefanović, étaient heureusement sur leurs gardes. La supériorité de l'artillerie hongroise ne put leur faire abandonner leur position. En vain Bechtold voulut forcer leurs retranchements; il dut battre en retraite après une lutte de six heures.

Ce succès, qui renouvela chez les défenseurs de Szent-Tamás la joie qu'avait causée la résistance de Karlovci, eut pour effet d'augmenter leur confiance en eux-mêmes. Quoi de plus étrange en effet que de voir ces généraux, ces états-majors, ces troupes disciplinées, bien pourvues et bien armées battues par des bandes inférieures en nombre, que commande un simple sous-officier? L'enthousiasme des insurgés fut tel qu'un échec éprouvé, trois jours après, par une de leurs colonnes, contre un parti de hussards et de fantassins magyars, passa presque inaperçu.

La nouvelle de l'avantage remporté par Bosnić vint fort à propos rétablir les affaires serbes dans le Banat. Stratimirović, qui se trouvait au camp de Perlas, en face de Titel, en eut connaissance le jour même et résolut aussitôt de profiter de l'enthousiasme populaire pour tenter un coup de main contre le détachement du colonel Kiss. Ce détachement, qui s'était formé à Bečkerek, se composait de 3 bataillons d'infanterie, 10 escadrons et 8 pièces de canon. Il s'était avancé jusqu'à Ečka, d'où il menaçait le camp de Perlas. Stratimirović prit l'offensive et dans la nuit du 2/14 au 3/15 juillet se porta vivement sur Ečka.[1]) Kiss l'y attendait en ordre de bataille et défendit sa position avec tout l'avantage de l'organisation et du nombre. Les Serbes, arrêtés au premier choc, recommencèrent l'attaque avec une ardeur furieuse. Kiss dut se replier sur Bečkerek.

Bien que l'armée de l'insurrection ne fût pas en état d'enlever Bečkerek, ni même de se maintenir à Ečka, elle avait désormais pleine conscience de sa valeur. Le 5/17 juillet, un millier de Serbes attaquèrent Futak; ils échouèrent, mais le lendemain, les Magyars inquiets abandonnèrent d'eux-mêmes leur position de Földvár et se replièrent sur Ó-Becse. Quelques jours après, les troupes hongroises quittèrent Ó-Kér et revinrent à Vrbac. Le 13/25 juillet,

---

[1]) Plusieurs auteurs placent l'attaque d'Ečka au 10 juillet n. s., et varient sur la date d'autres événements secondaires; nous avons suivi l'auteur de la *Serbische Bewegung*. Comme lui, nous n'avons pas cru inutile d'indiquer les dates à la fois dans les deux calendriers.

les Serbes surprirent le village d'Uždin qu'ils savaient favorable à l'ennemi, et le réduisirent en cendre. Lorsque les Allemands du Banat virent ce que leurs adversaires étaient capables de faire, ils se montrèrent moins entreprenants, et les luttes de village à village devinrent plus rares.

La possession du Banat était d'autant plus importante pour les Serbes que cette région commande le cours du Danube depuis Titel jusqu'aux Portes de Fer, partant, la principale frontière de la Principauté. On ne peut le dissimuler, la cause défendue par le comité supérieur n'était pas seulement la cause des Serbes de Hongrie, c'était celle du peuple serbe tout entier. Les anciens braves de Kara-Georges et la génération qui avait grandi depuis eux étaient disposés à prendre part à la lutte; chaque jour de nouvelles recrues venaient renforcer l'armée nationale. Alexandre Karagjorgjević, qui, en 1844, avait arraché le pouvoir au jeune fils de Miloš Obrenović, se vit tout à coup aux prises avec les difficultés les plus sérieuses. D'une part, le sentiment public le pressait de se prononcer ouvertement pour l'insurrection, et il semblait qu'il dût au nom qu'il portait de ne pas demeurer simple spectateur des événements; mais, d'autre part, la diplomatie autrichienne mettait tout en œuvre pour le décider à garder tout au moins la neutralité. La Porte et le consul de France à Belgrade se faisaient les conseillers de cette politique d'abstention.

Le Prince était d'autant plus indécis, que son rival Michel avait paru dans la Bačka, dès la fin de juin, et pouvait trouver dans le mouvement actuel une occasion favorable pour le renverser. Afin de sortir d'embarras il convoqua la škupština serbe à Kragujevac, pour le 11 juillet, protesta, auprès des représentants des Puissances, de sa ferme volonté de maintenir sa neutralité, édicta même des peines contre ceux qui voudraient passer la frontière, mais en réalité ferma les yeux sur les enrôlements qu'il n'eût pas été maître d'empêcher. Il voulut seulement avoir, dans les rangs de l'insurrection, un agent dévoué. Cet agent se trouva dans la personne d'Étienne Petrović Knićanin, sénateur de la Principauté, qui se démit de ses fonctions et vint se mettre à la disposition du comité. Ami dévoué de Karagjorgjević, Knićanin n'était pas un homme ordinaire. „Il unissait le courage au sang-froid, la pénétration à la patience; c'était une figure qui commandait le respect, bien faite pour en imposer à

des enfants encore incultes de la nature. Ils avaient en effet une mine sauvage, ces guerriers serbes, avec leur costume, leur armement national, leur long fusil oriental, portant à la ceinture deux pistolets et le terrible yatagan ou handžar (long conteau droit avec une large poignée en os); l'adresse et la ruse, la force corporelle et la sûreté dans le maniement de leur arme les distinguaient, en même temps que leur indiscipline, leurs allures d'une indépendance farouche les rendaient redoutables aux hommes des Confins eux-mêmes, pour peu que ceux-ci ne voulussent pas se soumettre à leur volonté. Knićanin seul pouvait dompter leur sauvagerie; un clignement d'œil, un signe de la main lui suffisait pour les ramener à l'obéissance."[1])

Knićanin était donc un auxiliaire précieux. Il fut accueilli avec empressement par le comité national qui le nomma colonel et lui confia la défense du Banat. Dès lors, les Serbes purent réparer l'échec de Bela Crkva. C'est contre Pančevo que fut dirigé leur effort.

Pančevo, chef-lieu d'un régiment appelé, on ne sait trop pourquoi régiment allemand du Banat, comptait plus de 10.000 habitants; c'était la ville la plus importante des Confins, et les Serbes qui l'habitaient en grande majorité, s'étaient toujours distingués par leur patriotisme. Dès l'origine de l'insurrection, un comité de district s'y était installé, mais avait été presque aussitôt dissous par les autorités militaires, encore fidèles à la consigne venue de Vienne et de Pest. Il ne s'agissait de rien moins que de s'emparer de la place et de s'y maintenir. Stratimirović voulut accomplir ce coup de main en personne. Le 11/23 juillet, il parut subitement à Pančevo, à la tête d'un détachement d'hommes résolus, se saisit de l'artillerie qui y était déposée et se rendit maître de la ville. Il fallait toute l'audace de ce jeune homme pour risquer une telle aventure, mais l'entreprise réussit. Le général en chef fit une ample moisson d'armes, de munitions et de vivres, et s'occupa sans retard de pourvoir à la défense de la place. Il adressa une nouvelle proclamation aux habitants du Banat: Serbes, Roumains, Slovaques, Allemands, Magyars même, promettant à chacun le respect de son droit, ordonnant que désormais la langue officielle de chaque village serait la langue de

---

[1]) *Geschichte Oesterreichs vom Ausgange des Wiener October-Aufstandes* 1848. Von Jos. Al. Freiherrn von Helfert. *Prag,* 1869 et ann. suiv. T. II, p. 204.

la majorité, et menaçant d'un prompt châtiment ceux qui ne reconnaitraient pas son autorité (24 juillet). Que faisait pendant ce temps le lieutenant-maréchal Piret à Temesvár, que faisaient les Allemands de Bela Crkva? C'était sous leurs yeux que le gouvernement révolutionnaire dictait ses lois.

Le lieutenant-colonel national Bobalić reçut le commandement du camp de Pančevo; il devait agir de concert avec Knićanin.

Les événements que nous venons de rapporter nous conduisent jusqu'à la fin de juillet 1848. L'empereur Ferdinand considérait avec surprise, mais avec une joie secrète, les succès des Serbes. Il commençaient à voir clair dans les projets ambitieux des Magyars, et sentait par une sorte d'instinct que les Slaves seuls avaient conservé l'idée d'un état autrichien. Malgré cette conviction qui devait s'enraciner de plus en plus dans son esprit, il ne pouvait surmonter sa pusillanimité naturelle et prendre résolument un parti. Ce sera une honte éternelle pour le Cabinet de Vienne d'avoir laissé tous les peuples de la monarchie s'égorger pendant de longs mois, avant d'avoir déclaré de quel côté il entendait se porter. Que penser d'un souverain qui incline à la fois vers les deux camps, laisse désorganiser ses états, immoler des milliers d'hommes, et reste spectateur de cette lutte fratricide, comme si l'affaiblissement mutuel de ses peuples devait en fin de compte profiter à ses vues personnelles?

Nous avons raconté la réception faite par Ferdinand au Ban de Croatie et au Patriarche. En quittant Innspruck, Rajačić regagna son siége archiépiscopal par la voie de la Croatie. Il n'était pas désireux de rentrer trop vite sur le théâtre de l'insurrection, après l'échec qu'il venait d'essuyer. Une indisposition le força même de rester huit jours auprès du Ban. Ces huit jours furent en grande partie consacrés à des conférences avec Jelačić, et le Patriarche, jusque là dans l'incertitude, s'y pénétra des idées de son hôte; Jelačić, quoi qu'aient pu dire ses adversaires, était avant tout un fidèle serviteur de l'Empereur; il était autrichien avant d'être croate; seulement il pensait que l'Autriche ne pouvait subsister qu'à la condition de se transformer. Il réclamait des droits égaux pour tous les peuples de l'empire, et, s'il était décidé à combattre jusqu'au bout les Magyars, c'est qu'il ne pouvait admettre leurs prétentions dominatrices. La lettre confidentielle que Ferdinand lui-avait écrite le confirmait dans la pensée que la Cour se rangerait de son côté, pourvu qu'il se

maintînt quelque temps. Rajačić fut heureux de trouver dans l'opinion soutenue par le Ban, des arguments qui levassent tous ses scrupules et lui permissent de rester fidèle à l'Empereur, tout en participant au mouvement; dès lors sa ligne de conduite fut bien arrêtée; il ne s'en écarta pas.

Il rentra en Sirmie vers la mi-juillet, au moment où les Serbes venaient de remporter leurs premiers avantages. Il ne pouvait s'empêcher d'admirer ces succès, mais il dissimulait mal l'inquiétude que lui causaient les actes du comité supérieur. Stratimirović et ses collègues marchaient en avant avec toute l'ardeur de la jeunesse, et voulaient maintenir l'indépendance des Serbes aussi bien contre l'Empereur que contre les Magyars eux-mêmes. Rajačić, nous venons de le dire, croyait que les Serbes devaient en tout état de cause rester fidèles à la maison d'Autriche et que dans cette union seule ils pouvaient puiser la force nécessaire pour résister à leurs ennemis les plus proches, les Magyars. L'idée de Stratimirović était plus généreuse et plus élevée, mais, à la vérité, moins pratique que celle du Patriarche. Les Serbes n'eussent pu conquérir leur indépendance qu'à la conditions d'être soutenus par tous leurs frères slaves; or l'entente qui les aurait sauvés n'existait pas. Le panslavisme était demeuré un mot, qu'Allemands et Magyars exploitaient depuis longtemps, mais qui en fait ne représentait pas la force immense qu'on lui prêtait. Le Congrès de Prague avait été le premier pas fait par les Slaves de l'Autriche dans la voie du fédéralisme, et l'on sait comment il avait été dissout. Les Bohèmes, qui auraient pu prendre la direction du mouvement n'étaient pas encore assez bien organisés pour se trouver en mesure de prêter aux Serbes un concours efficace; les Moraves, les Slovaques, les Slovènes eux-mêmes commençaient à peine à s'agiter; l'aristocratie polonaise de la Galicie était tout entière absorbée par sa lutte insensée contre les Ruthènes et réservait d'ailleurs ses sympathies pour les Magyars; les Roumains étaient bien les alliés naturels des Serbes, mais ils avaient été maladroitement froissés par les prétentions exagérées du clergé serbe, et leurs chefs n'avaient guère de relations avec le Comité de Karlovci; dans ces conditions l'avis de Rajačić était peut-être le plus sage.

Tous les efforts du Patriarche n'eurent désormais qu'un but: ressaisir l'autorité dont le comité s'était emparé en son absence. Il se mit résolument en campagne, parcourut les lignes serbes,

excita partout sur son passage l'enthousiasme populaire, et se fit saluer du nom d'administrateur de la nation (upravitelj naroda). Décoré de ce titre suprême, il réussit à reprendre les rênes du gouvernement; Stratimirović et le comité n'eurent plus à s'occuper que des opérations militaires. L'insurrection eut ainsi à sa tête un personnage plus grave, plus considérable et changea tout à coup de caractère. Les Croates, groupés autour de Jelačić, tendirent au Patriarche une main fraternelle. C'en était assez pour que l'union des Slaves du sud parût à tout jamais accomplie. Le Ban envoya aux Serbes des munitions et des artilleurs; le Cabinet de Belgrade, rassuré par la nouvelle tournure des choses, facilita aux volontaires le passage du Danube; enfin les troupes nationales reçurent des renforts qui pouvaient leur permettre la lutte contre les armées hongroises.

On vit ainsi arriver le moment que beaucoup d'officiers des Confins avaient attendu pour faire adhésion au comité. La Cour elle-même crut avoir trouvé sa planche de salut. Elle connaissait les sentiments de Jelačić; elle n'avait pas vu au fond avec trop de déplaisir qu'il fit aux Magyars une résistance dont l'Empereur se sentait incapable; elle songea maintenant à profiter de la situation qu'il s'était faite. Nous n'entrerons pas dans le détail des négociations secrètes qui furent conduites par Latour, négociations qui appartiennent plutôt à l'histoire des Croates qu'à celle des Serbes; mais nous remarquerons encore une fois que c'est seulement alors, c'est-à-dire au mois d'août, que les conseillers de Ferdinand songèrent à traiter avec les insurgés. Jelačić et Rajačić étaient des hommes avec qui leurs anciennes traditions diplomatiques leur permettaient de s'unir; ils étaient trop profondément imbus des idées féodales, pour avoir jamais regardé un soulèvement populaire d'un autre œil que d'un œil de mépris.

Les historiens hongrois ont toujours prétendu que le soulèvement des Serbes et des Roumains avait été provoqué par les menées secrètes de l'Empereur et de son entourage. A les entendre, Jelačić ne fut qu'un „mercenaire à la solde de la clique aristocratique et réactionnaire“, sa prise d'armes, que la conséquence „d'un complot ourdi par la Camarilla“. La Cour aurait su ameuter les Serbes, „ces fidèles serviteurs du Cabinet de Vienne“, contre le ministère hongrois; des émissaires slaves et autrichiens auraient travaillé l'esprit de ce peuple encore ignorant et bigot.

Un écrivain allemand, que nous avons déjà cité, M. Helfert,[1]) a fait justice de ces accusations.

„Il est si peu vrai, dit-il, que l'insurrection serbe et roumaine ait été mise en scène à Vienne ou à Innspruck, que l'on doit bien plutôt soutenir le contraire. Si l'on sentit dès l'abord, dans les cercles de la Cour, un intérêt instinctif pour ce qui se préparait dans le midi, si l'on ne put sérieusement se fâcher contre les hommes qui s'y mirent sur la brèche, on avait si complétement perdu le sens et le courage qu'on ne fit rien pour fournir au soulèvement un appui matériel, ni même moral; bien plus, les influences magyares l'emportant, on le renia, on l'abandonna. Jusque vers la fin de l'été, tout ce qui dans les pays insurgés était impérial et royal, ne fut pas du côté des peuples qui combattaient pour leur liberté, mais du côté du Cabinet de Pest déchaîné contre eux. C'est ainsi que, au moment même où le mouvement serbe se produisit, de Temesvár et de Petrovaradin on fit défense à tous les officiers de l'armée d'y prendre part, sous peine de perdre leur grade. Entre tous les grands personnages qui appartenaient au service de l'État, Jelačić fit seul exception dès le principe; les autres se soumirent au ministère hongrois qui resplendissait de tout l'éclat de la majesté royale, ou bien, dans leur doute, dans leur mauvaise humeur, se retirèrent complétement de la scène.

„La marche de l'insurrection serbe en fournit une preuve évidente. Le premier corps de l'armée impériale qui s'y joignit fut le régiment-frontière de Petrovaradin; mais son adhésion fut-elle déterminée par les officiers? En aucune façon. Quand les événements éclatèrent, le 1er bataillon de campagne se trouvait en Italie, le 2e était sur le point de s'y rendre, et les meilleurs officiers accompagnaient ces bataillons. Ceux qui restaient étaient isolés, et impuissants, ou bien irrésolus et sans initiative. Tel était le lieutenant-colonel Halavanja, qui remplaçait le commandant. La troupe était déjà en fermentation; les soldats regardaient avec défiance vers Petrovaradin; la forteresse appartenait bien à leur régiment, mais elle ne leur paraissait pas en sûreté aux mains d'une garnison composée pour la plus grande partie de l'infanterie de Don Miguel. Pour les rassurer, Halavanja dut envoyer le capitaine-auditeur Radosavljević prier Hrabovský de faire entrer

---

[1]) Helfert, *loc. cit.*, T. II, p. 200.

dans la forteresse au moins une division du régiment, mais Hrabovský était bien éloigné de songer à satisfaire à cette demande. Lorsque le 2e bataillon fut, ainsi qu'on l'à déjà dit, renvoyé dans son district par Jelačić, une révolte ouverte éclata le 15 juillet, à Mitrovica; la plupart des officiers, le colonel Rastić en tête, quittèrent le district. Pour que tous les liens de la discipline ne fussent pas rompus, Radosavljević prit le commandement, de sa propre autorité, proclama la loi martiale, fit exécuter quelques mutins et tint les autres en respect. Jelačić, qui vint en personne à Mitrovica quelques jours après (18 juillet), confirma Radosavljević dans le poste de commandant provisoire du régiment; Néanmoins l'ordre ne put se rétablir, tant qu'on ne fit pas marcher le régiment vers les fossés de Szent-Tamás.

„Des incidents semblables se produisirent sur d'autres points des Confins. Les officiers, qui, dans leurs stations, ne voulurent pas se joindre à l'insurrection, furent forcés de s'éloigner; quelques uns même arrêtés et emmenés prisonniers à Karlovci. Le colonel de Beller, du bataillon des Tchaïkistes, se mit à l'abri derrière les murs de Petrovaradin, dès que ses troupes se furent prononcées pour Karlovci; le major Molinary et quelques autres officiers furent violemment enlevés par les soldats. Le colonel Dreihann, qui commandait le régiment illyrien du Banat, dut s'enfuir; ses hommes se mirent en marche pour tenir en échec Bela Crkva (Weisskirchen), tandis que leurs frères du régiment allemand se réunissaient au camp de Perlas.

„Le héros fameux de Temesvár, la vieux Rukavina, qui, avant d'autres généraux impériaux, avait reconnu tout ce que le jeu des Magyars avait de dangereux, et sut plus tard l'arrêter, n'était également rien moins que bien disposé envers les Serbes. Militaire de la vieille roche, habitué toute sa vie aux formes rigides, il n'avait que de la répugnance pour les allures irrégulières de l'enthousiasme national. Loin de favoriser le soulèvement des Serbes, il y opposa, dans les premiers temps du moins, des obstacles de toute sorte, refusa de reconnaître l'autorité administrative du Patriarche, etc.

„Toutes ces circonstances réunies firent que pendant les premiers mois, l'insurrection se trouva complétement privée d'officiers supérieurs. Le prélat grec, à qui l'on pouvait reconnaître tous les mérites, sauf des connaissances stratégiques, exerça de fait l'autorité militaire suprême. S'agissait-il d'une action militaire,

il se réunissait en conseil de guerre avec le jeune comte Albert Nugent, (né en 1816), et avec Stratimirović, plus jeune encore (né en 1822). Les hommes d'âge mûr étaient quelque chose de si rare parmi les officiers supérieurs, qu'un acteur de ces événements, tout jeune lieutenant lui-même, raconte dans son Journal,[1]) que le 9 septembre, il rencontra Stratimirović, „ayant à ses côtés, chose toute nouvelle, un conseiller barbu". S'il en était ainsi dans les grades élevés, on peut se figurer comment les grades inférieurs étaient occupés. Dans les troupes des Confins, il arriva souvent qu'une compagnie entière fut commandée réguliérement par un sous-officier, un bataillon, par un lieutenant. Si par malheur le commandant d'une expédition était mis hors de combat, un simple caporal prenait le commandement, ainsi que le fit Vasa Čakovan, près de Margitica, à l'attaque de Neuzina. Le lieutenant-capitaine Michel Jovanović commanda trois, et même plus tard, quatre bataillons. La forteresse de terre de Szent-Tamás eut pour commandant, un sergent-major, Théodore Bosnić, jusqu'au moment où le lieutenant Pierre Biga survint avec le 2e bataillon de campagne de Petrovaradin, et prit le commandement de 6000 hommes (18 août). Pour obvier au manque d'officiers, Rajačić n'eut d'autre ressource que de nommer officiers nationaux les individus les plus capables, ou de conférer à ceux qui avaient un grade un rang plus élevé dans le corps des officiers nationaux. En pareille circonstance, ces derniers firent souvent des sauts de géant. Le sergent-major Bosnić, dont il vient d'être question, fut promu d'emblée au grade de capitaine; le sous-lieutenant en retraite Jean Drakulić, qui avait formé le camp de Perlas, devint colonel; Stratimirović, qui avait quitté l'armée comme sous-lieutenant, quelques années auparavant, devint général.

„Combien était différent l'aspect que présentait le camp hongrois! Il fourmillait de véritables généraux, de véritables colonels et d'officiers de tous grades; on y nageait au milieu des revers et des galons d'or, des plumets verts et des ceintures jaunes et noires, des crachats et des croix. Il y avait le ministre de la guerre hongrois Mészáros, les lieutenants-maréchaux Hrabovský et Bechtold, les généraux Wohlnhofer et Eichenheim, les colonels Kolovrat, Kiss, Castiglione, Blomberg (Lanciers Schwarzenberg, n° 2), etc., etc. Les régiments de ligne Alexandre, Miguel, etc. combattaient

---

[1]) *Erlebnisse,* p. 49.

en rangs serrés contre les bataillons nationaux, contre les compagnies à peine formées des Serbes de la Hongrie et de la Principauté. La présence dans le camp hongrois de tant d'officiers haut placés, tandis qu'il y en avait un manque absolu dans les rangs des Serbes, fut également défavorable à ces derniers, en ce sens que beaucoup de troupes non-magyares auxquelles il répugnait de se battre contre les soldats des Confins, ne purent distinguer de quel côté on défendait vraiment la cause de l'Empereur, cette cause à laquelle ils avaient juré fidélité. C'était le cas notamment pour les Lanciers Schwarzenberg, qui restèrent avec les Hongrois jusqu'à la mi-juillet, comme s'ils ne pouvaient faire autrement, et peu à peu, à mesure que leur défiance augmentait contre leurs compagnons d'armes, s'abstinrent de prendre part à aucune action sérieuse contre les Grenzers, dans lesquels ils reconnaissaient après tout des troupes impériales."

Tous ces faits nous apparaissent aujourd'hui avec clarté, mais il était impossible surtout aux insurgés serbes de les démêler alors qu'ils étaient en présence de l'ennemi. Les hommes qui avaient pris les armes pour la défense de leurs droits menacés ne s'aperçurent pas qu'ils obéissaient maintenant à une direction différente. Les membres du comité supérieur sentirent bien que leur influence s'affaiblissait de plus en plus, mais ils ne s'en plaignirent point; peut-être même furent-ils bien aises de voir leur responsabilité partagée. Du reste, ils n'en continuèrent pas moins la guerre avec toute l'énergie dont ils étaient capables.

Alors seulement les Magyars mesurèrent toute la grandeur du péril. La Diète accusa de faiblesse et d'incapacité les généraux qui commandaient en Hongrie, et décréta des mesures extraordinaires. Maurice Szentkirályi, l'un des orateurs les plus exaltés de l'Assemblée, fut nommé commissaire du gouvernement dans la Bačka (24 juillet). Le Patriarche fut déclaré déchu de sa dignité, et l'évêque de Bude, Platon Atanacković, désigné pour le remplacer (2 août). Les commissaires furent autorisés à instituer des tribunaux révolutionnaires dans les comitats; des corps francs s'organisèrent pour combattre à côté des troupes de ligne; enfin un vote de la Diète rappela en Hongrie tous les régiments hongrois qui se trouvaient hors du royaume à l'exception de ceux qui faisaient campagne en Italie. Hrabovský, Bechtold et Piret furent chargés de l'organisation des conseils de guerre, mais Hrabovský, dégoûté lui-même du rôle qu'il jouait, demanda qu'il lui

fût donné un successeur. Piret, de son côté, sollicita sa mise à la retraite. Pour empêcher les défaillances dans le parti magyar, le ministre de la guerre hongrois Mészáros dut se rendre lui-même sur le théâtre de la lutte et presser les armements.[1])

Les Magyars avaient besoin d'une impulsion énergique. Ils avaient tous les avantages, et l'impéritie de leurs chefs avait seule rendu possible le développement de l'insurrection. Depuis le 23 juillet jusqu'au milieu du mois d'août, ils ne tentèrent aucune action décisive. Les Serbes eux aussi restèrent sur la défensive, se bornant à fortifier leurs positions. Stratimirović, qui était l'âme de la résistance, venait de perdre sa femme, celle-là même qu'il avait enlevée, et pour laquelle il avait quitté l'armée impériale; il avaît dû s'éloigner pour quelques jours et, pendant son absence, les préparatifs languissaient. Seules, les bandes magyares et serbes tenaient la campagne, exerçant au loin dans la plaine des cruautés et des représailles sanglantes. S'il est vrai que les écrivains magyars peuvent reprocher aux Serbes des actes de barbarie, il est plus vrai encore que, presque partout, les Magyars les avaient provoqués. Il ne faut pas d'ailleurs oublier que les Magyars disposaient de moyens réguliers, avaient des troupes exercées, des officiers formés dans des écoles militaires et qu'ils eussent pu veiller au maintien de la discipline; or c'est de propos délibéré qu'ils ordonnaient le massacre et l'incendie. Qui dira jamais toutes les victimes immolées par les tribunaux militaires de Becse de Bečkerek, de Kikinda et de vingt autres endroits? Qui comptera les maisons et les églises saccagées, les villages ruinés et brûlés?

Pendant la première semaine du mois d'août, les deux partis en vinrent aux mains plusieurs fois près de Neuzina. D'autres escarmouches eurent lieu, dans le courant du même mois, près

---

[1]) Les Magyars cherchèrent aussi à se faire une arme de la diversité des croyances religieuses chez les Serbes. Ils représentèrent les insurgés comme des ennemis du rite latin, qui avaient juré l'extermination des Catholiques. Le Ban de Croatie, disaient-ils, s'était entendu avec le Métropolitain serbe, il avait abjuré la foi de ses pères et voulait faire accepter le schisme à ses soldats. Cette manœuvre ne resta pas sans effet sur les Chokatses, les Bouniévatses, ni surtout sur les Grenzers catholiques des Confins croates. C'est ainsi que, le 15 juillet, à Mitrovica, les Catholiques se jetèrent sur les Grecs-Orientaux. Un conflit semblable se produisit à Golubice. A la fin, pour éviter toute querelle de ce genre, les Serbes catholiques formèrent un corps distinct, dans l'armée nationale. Helfert, II, pp. 198 sq.

de Bela Crkva, de Perlas et de Palanka. Les forces qui, depuis plusieurs semaines affluaient du nord de la Hongrie vers le sud, formaient maintenant un grand arc de cercle passant par Bela Crkva, Temesvár, Szeged, Theresiopel, Sombor et Petrovaradin, et en avant duquel s'élevaient les camps de Bečkerek, Becse, Feketehegy, Vrbas Ó-Kér et Temerin; les Serbes avaient concentré leurs forces dans le district de Titel, sur les fossés romains de la Bačka, enfin autour de Szent-Tamás.

Ceux-ci étaient menacés de se voir enfermés si le cercle formé par les troupes hongroises venait à se resserrer; il était urgent de le percer, avant que l'ennemi eût pu concentrer ses forces, et d'entrainer dans l'insurrection les villages serbes du nord-ouest de la Bačka. Stratimirović comprit cette nécessité, et dans la nuit du 12 au 13 août (n. s.), essaya de s'emparer par surprise des marais de Sireg, qui communiquent avec ceux de la Krivaja, et par lesquels se faisaient alors les communications du camp de Vrbas. Les Magyars, avertis à temps, reçurent l'attaque avec des forces deux ou trois fois supérieures, les Serbes durent battre en retraite et se replier sur Szent-Tamás.

Le 16 août, les Magyars commencèrent leur mouvement de concentration; leur effectif se montait à 40.000 hommes environ, appuyés par 80 pièces de canon. Les Serbes n'avaient guère à leur opposer que 10.000 hommes et 45 canons; ils étaient perdus s'ils ne parvenaient à défendre Perlas, Titel et Szent-Tamás. Heureusement le terrain leur était favorable. Leur droite était couverte par la Tisza, qui, sauf quelques points faciles à défendre, constituait une barrière insurmontable; Turija et Földvár, qui formaient le centre de la position étaient abrités par le canal François et les marais qui le bordent; la gauche seule n'avait aucune protection naturelle. Szent-Tamás, situé au nord du canal, dut être mise par des travaux de fortification à l'abri d'un coup de main.[1])

Le 6/18 août, les Magyars prirent l'offensive. Le gros de l'armée se porta sur Szent-Tamás, tandis qu'une colonne de 10.000 hommes marcha sur Turija et Földvár; enfin un détache-

---

[1]) La *Serbische Bewegung,* dont l'auteur est évidemment un officier, à qui les principes de la stratégie sont familiers, rend compte à merveille des opérations militaires et de la position qu'occupaient les deux armées; nous regrettons d'être obligé de l'abréger.

ment de moindre importance dut tenter de franchir la Tisza, sur l'un des points praticables, pour achever d'envelopper les Serbes.

Stratimirović avait alors son quartier-général à Josefsdorf, dans le district de Titel; à la première nouvelle du mouvement de l'ennemi, il plia bagage, confia à Surdučki la défense de la Tisza, envoya quelques hommes sûrs dans les marais de Turija, et se réserva pour lui-même le commandement à Szent-Tamás. Il y arriva comme l'action allait s'engager. Un Polonais, à qui le comité national avait confié l'organisation de l'artillerie, Wnorowski, s'établit avec 1.500 Gränzers et 200 volontaires de la Principauté sur la tête de pont qui couvre la place du côté du sud; un jeune homme qui n'avait jamais appris le métier de soldat, Radonić, occupa la digue qui protége la ville contre les inondations; 500 tireurs des Balkans se logèrent dans les ouvrages en terre qu'on avait élevés; enfin 4.000 hommes de Petrovaradin, de Titel et de la Principauté prirent position sur la ligne de Vrbas. Une colonne de réserve était échelonnée près de Turija. C'était une armée étrangement bigarrée; les Gränzers avaient dépouillé l'uniforme impérial, pour revêtir le costume national aux vives couleurs; de toute part l'enthousiasme était à son comble.

La première attaque des Magyars fut victorieusement repoussée; ils changèrent alors de tactique et portèrent leur principal effort sur la ligne de Vrbas. Le colonel Bakonyi à la tête de deux bataillons du régiment Alexandre, atteignit le retranchement et faillit l'emporter d'assaut. Un moment les Serbes fléchirent, mais Wnorowski rétablit le combat. L'armée hongroise dut battre en retraite.

Jovanović se maintint à Turija pendant six heures, contre un ennemi très-supérieur en nombre; l'arrivée d'un officier du bataillon de Titel, Dadinov, et de quelques centaines d'hommes, fut son salut; un officier de l'insurrection, Prnavorac, préserva Földvár; le long de la Tisza, il n'y eut qu'un simple feu d'artillerie; les Magyars ne purent même pas essayer le passage. Le nombre des morts, de part et d'autre, fut d'environ 1.500.

On peut imaginer quelle déception cet insuccès causa dans le camp magyar. Quoique les nouvelles du Banat fussent plus favorables, il y eut à Pest une véritable consternation. Dans un discours véhément, Maurice Perczel prononça le mot de trahison; il ne pouvait admettre que des capitaines blanchis sous le harnois n'eussent pas fait prompte justice de ce qu'il appelait „une bande

de brigands". Il s'en prit au général Bechtold, qui fut relevé de son commandement. Le commissaire extraordinaire Szentkirályi voulut en vain tenter de le justifier; il fut lui-même remplacé par Eugène Beöthy. Il fut décidé que l'armée aurait désormais un caractère exclusivement magyar, afin d'écarter tous les officiers suspects. Le ministre de la guerre Mészáros alla prendre lui-même la direction des opérations.

Stratimirović avait prévu un redoublement d'activité de la part de l'ennemi; aussi avait-il voulu profiter de l'élan que la victoire devait donner à ses troupes, pour améliorer sa position. C'étaient surtout Sireg, Temerin et Jarek qui le gênaient dans ses mouvements. La possession de ces trois points était pour lui de la plus haute importance; elle dégageait Szent-Tamás et Turija, isolait Petrovaradin de l'armée magyare, et permettait aux Serbes de disposer utilement des forces qu'ils étaient obligés de laisser en observation. Le 14/26 août, Sireg fut de nouveau attaqué, mais l'entreprise échoua. Le colonel Mathé, qui occupait Temerin accourut avec 5.000 hommes; le comte Széchenyi, propriétaire de ce village et qui y avait formé un bataillon de honvéds, se joignit à lui, et la colonne serbe ne put disputer le terrain à des adversaires trop supérieurs en nombre. Stratimirović crut préférable de se porter à la fois sur les trois positions; il l'essaya le 19/31 août, mais ne put encore réussir. Il attendit alors jusqu'au 1er/13 septembre et prit si bien ses dispositions, que les Magyars crurent à une attaque partielle, dégarnirent Temerin, et se virent successivement déloger des trois villages.

Les insurgés serbes furent moins heureux dans le Banat. Les propriétaires magyars, ou plutôt dévoués aux Magyars, les bourgeois allemands des villes, sans parler des troupes régulières, arrêtaient le mouvement. La petite ville de Bela Crkva, chef-lieu du régiment serbe du Banat, était défendue par une milice allemande, que soutenaient un détachement d'infanterie de ligne et les Lanciers de Blomberg. Les Serbes ne pouvaient espérer que les villages du nord et de l'ouest se rallieraient à eux tant que cette position ne serait pas emportée; c'est donc sur ce point qu'ils dirigèrent leur principal effort. Le 6/18 août, à l'heure même où les Magyars attaquaient Szent-Tamás, Bobalić réunit au camp de Vračevgaj une troupe d'environ 6.000 hommes, et, la nuit suivante, se porta sur Bela Crkva. Ses forces étaient divisées en trois colonnes; il commandait lui-même le centre, tandis que

la droite était sous les ordres de Knićanin et la gauche sous ceux de Milenković, officier originaire de la Principauté.

A 4 heures du matin, les insurgés parurent devant Bela Crkva. Une lutte acharnée s'engagea; la milice allemande fit des prodiges de valeur, mais elle était déjà refoulée, quand parurent les Lanciers de Blomberg. Les Serbes, qui disposaient à peine de quelques pièces d'artillerie, étaient complétement dépourvus de cavalerie; ils ne purent soutenir le choc des escadrons ennemis et durent se replier.

La ville avait été incendiée, mais elle n'était pas prise. Une nouvelle attaque eut lieu trois jours après (12/24 août), mais eut la même issue que la précédente. On parlementa; les Serbes croyant que les Allemands voulaient simplement gagner du temps, essayèrent une troisième fois d'emporter la place (18/30 août). La mort de Gjurić, un des chefs en qui ils avaient le plus de confiance, et la résistance désespérée de leurs adversaires amenèrent encore un échec.

Dans une autre partie du Banat, le colonel Kiss, que le Gouvernement hongrois venait de nommer général, résolut de venger l'insuccès que l'armée magyare avait subi devant Szent-Tamás. Son objectif était le camp de Perlas, qu'il voulait enlever, puis il se proposait de passer la Tisza, d'occuper Titel, de couper les communications entre la Sirmie et la Bačka et de prendre Stratimirović à dos. Il s'ébranla le 21 août / 2 septembre au matin, ayant avec lui 8.000 hommes de bonnes troupes et le corps franc de Woronieczki; ses lieutenants étaient le comte Hadik et le colonel Vetter, plus tard ministre de la guerre.

Le camp de Perlas était commandé par Drakulić, officier qui paraît n'avoir pas été à la hauteur de sa tâche. Du reste la position était mal défendue et pouvait difficilement résister à des forces supérieures. Les Serbes furent dispersés; quelques uns, comme l'intrépide capitaine Janča, qui se tua de douleur, luttèrent contre tout espoir. Plus de 200 des leurs restèrent sur le terrain. Drakulić réussit à passer la Tisza avec 500 ou 600 hommes; le reste se débanda. Kiss eût pu profiter de sa victoire pour achever de mettre son plan à exécution, mais il n'en connut peut-être pas toute l'importance; il se contenta d'occuper Perlas, Botoš, Orlovat, Farkašdin et se retira sur Ečka et Bečkerek.

L'hésitation de Kiss sauva les Serbes. Ceux-ci étaient sur le point de s'abandonner au découragement; il n'est pas im-

possible qu'une vigoureuse offensive sur Titel les eût forcés de poser les armes. Une proclamation du Patriarche, qui rappelait les succès de Földvár, de Szent-Tamás et de Temerin vint à point ranimer les esprits. Stratimirović fut instruit du désastre, au moment où il était en marche sur Ó-Kér; il abandonna sur le champ les opérations dans la Bačka, et songea tout d'abord à couvrir Pančevo. Il partit en toute hâte pour Titel, suivi d'un millier de Grenzers montés sur des chariots, réunit les fuyards de Drakulić, traversa la rivière, et, contournant Perlas pendant la nuit, atteignit en une marche la rive gauche de la Temes. Knićanin, avisé à temps se rapprocha de lui, et prit position à Tomaševac. Il n'avait pas fallu trois jours, après la déroute de Perlas, pour opérer ce mouvement défensif. Kiss se porta sur Tomaševac, mais fut repoussé.

Stratimirović avait paré au danger le plus pressant; il voulut maintenant obtenir un succès qui rendît l'ardeur à ses troupes. Il ne s'agissait de rien moins que d'attaquer Bečkerek, centre de l'armée ennemie, et de donner la main aux Serbes de Kikinda. Le Patriarche tenta vainement de s'opposer à cette entreprise, qu'il jugeait téméraire, le général en chef persista dans sa résolution. Kiss averti à temps prit ses dispositions en conséquence. Lorsque le 30 août / 11 septembre au matin, les colonnes serbes se mirent en marche, sous la conduite de Stratimirović, d'Agić et de Stefanović, elles trouvèrent partout les Magyars sur la défensive. Stefanović dut reculer devant Vetter, Stratimirović dut enlever à la baionnette la digue de la Tisza; la colonne d'Agić rencontra des obstacles, elle parvint pourtant à prendre Aradac. Le mouvement était retardé, mais pouvait encore réussir; déjà les Serbes de Kikinda s'apprêtaient à rejoindre leurs frères. Par malheur Knićanin, qui de Tomaševac devait se porter tout droit sur Bečkerek, n'arriva pas; depuis le matin, Kiss le tenait en échec. L'opération dut être abandonnée, il fallut battre en retraite. C'est alors que les Serbes, dans leur fureur, incendièrent le château que Kiss avait élevé sur sa terre d'Aradac. Aujourd'hui encore les Magyars leur reprochent cet incendie comme un acte d'odieuse sauvagerie, comme si eux-mêmes n'avaient ni incendies, ni meurtres sur la conscience. Il est vrai seulement que les Serbes ne possédaient point de châteaux, auxquels l'ennemi pût mettre le feu.

Les revers successivement éprouvés dans le Banat fournirent au Patriarche l'occasion de faire prévaloir son autorité sur celle

de Stratimirović et de se rapprocher de la Cour, ainsi qu'il en avait conçu le projet. L'Empereur venait de rentrer à Vienne, bien décidé à s'appuyer désormais sur les Slaves, et à combattre les Magyars qu'il voyait prêts à sacrifier les droits de sa couronne. Cette résolution, prévue depuis les conférences d'Innspruck, fut nettement exprimée dans le manifeste du 4 septembre. Il était impossible, disait Ferdinand, d'administrer l'état avec deux gouvernements responsables ; la majorité des habitants de la monarchie ayant blâmé les concessions faites aux Magyars, au mois de mars, il les déclarait non avenues. En même temps, il rétablissait Jelačić dans sa dignité de ban. Celui-ci, qui venait d'achever ses préparatifs militaires, passa la Drave le 11 septembre, ralliant dans sa marche les troupes impériales.

Il n'est pas douteux que Jelačić et Rajačić ne fussent également opposés au système de centralisation que l'Empereur entendait remettre en vigueur; ils espéraient pour le moins obtenir de lui une organisation fédérative acceptable; mais, pour le moment, ils ne voulaient point l'effrayer par un appareil révolutionnaire, et cherchaient l'un et l'autre à modérer le parti national. C'est dans cette pensée que le Patriarche voulut écarter Stratimirović et ne plus laisser subsister un pouvoir rival du sien. Il accusa le général en chef de désobéissance à ses ordres, le rendit responsable de l'échec subi à Bečkerek, lui reprocha d'avoir gaspillé lès ressources qui lui étaient confiées, lui retira son commandement et lui intima l'ordre de se rendre à Karlovci, pour y être jugé. Il est fort possible, en effet, que Stratimirović eût fait des dépenses excessives, mais en cherchant à l'écarter, Rajačić servait plus sa rancune personnelle et les vues mesquines du Cabinet de Vienne, jaloux de tous les talents supérieurs, que les véritables intérêts de la nation. C'était lui, il importe de ne pas l'oublier, qui avait engagé la lutte, rendu la résistance efficace et remporté, grâce à son activité de tous les instants, à sa haute capacité militaire, des avantages presque inouis dans les fastes de la guerre.

Stratimirović se soumit et rentra volontairement à Karlovci. Le colonel Mayerhofer, qui revenait de Vienne où il était allé s'entendre avec la Cour sur les moyens de donner à l'insurrection serbe un caractère régulier, et qui, en dernier lieu, avait négocié avec les chefs militaires qui tenaient garnison dans le Banat, fut provisoirement chargé de la direction des opérations. Il devait

rester en fonctions jusqu'au jour où l'Empereur aurait nommé un voïévode. Les Magyars, désormais en état d'hostilité déclarée avec la Cour, redoublèrent leurs efforts. Kiss fut envoyé contre Jelačić, tandis que Mészáros vint combattre les Serbes.

La mésintelligence, qui avait si mal à propos éclaté entre le Patriarche et Stratimirović, pouvait tout perdre. L'ennemi, du moins, espérait en profiter pour frapper un coup décisif. Le 9/21 septembre, Mészáros attaqua Szent-Tamás, à la tête de 25.000 hommes. Le capitaine Biga, qui y commandait, n'avait guère avec lui que 5.000 hommes, mais il fut averti à temps et put adopter l'ordre de bataille qui avait si bien réussi précédement. Cette fois encore, les Magyars se portèrent contre la ligne de Vrbas avec la plus grande partie de leurs troupes. Un premier insuccès ne les arrêta pas; ils essayèrent alors d'un mouvement tournant dans la direction d'Ó-Kér. A ce moment, Michel Joanović, qui pendant la nuit avait quitté Čurug, arriva sur le champ de bataille. Mészáros détacha contre lui ses hussards, mais ne put l'empêcher d'opérer sa jonction avec Biga. Les Magyars durent se retirer; ils n'avaient pas lancé contre les positions serbes moins de 3.500 boulets, sans pouvoir les forcer. A Pest, l'opinion publique se montra sévère pour Mészáros, pour le commissaire extraordinaire Beöthy et même pour Kossuth, qu'elle rendit responsables de ce nouveau revers.

Le jour même où avait lieu l'attaque de Szent-Tamás, un corps de 2.000 Serbes, parti d'Alibunar, tenta de s'emparer de Vršac, dont la garnison restait fidèle à la cause hongroise. L'expédition échoua, mais Mayerhofer entra en pourparlers avec le colonel de Blomberg, qui se soumit aux ordres de la Cour.

Cependant, Stratimirović, mécontent de se voir surveillé de trop près à Karlovci, réussit à s'échapper et à gagner le camp de Knićanin. Il lui suffisait d'adresser quelques mots à ses anciens soldats pour les ramener à l'obéissance et faire tomber les fusils qu'on aurait pu tourner contre lui. Il espérait avoir le même ascendant sur Knićanin, mais celui-ci, qui se conformait en tout aux ordres venus de Belgrade, soumit l'ex-général à une surveillance non moins gênante que celle du Patriarche, tout en lui témoignant plus d'égards. Stratimirović, en butte à d'injustes soupçons, voyant qu'il n'était même plus question de son procès, ne se résigna pas à cette humiliante situation. Le Patriarche ayant ordonné un mouvement qui avait pour effet de dégarnir le Banat,

pour renforcer la ligne du canal François, l'intrépide soldat s'élança, sans être vu, à la poursuite des bataillons, les atteignit près de Titel, et les somma de le reconnaître pour chef. L'officier qui commandait la colonne, fit former ses soldats en carré, menaçant Stratimirovič de le faire passer par les armes; ce fut en vain. Aux cris enthousiastes de la troupe, le jeune général fut réintégré dans son commandement. Le Patriarche, informé de cet incident, se rendit sans retard à Titel, décidé à se faire livrer le traître; il ne fut pas plus heureux qu'il ne l'avait été précédemment. Les soldats refusèrent de livrer le chef en qui ils avaient placé leur confiance. Rajačić déclara qu'il soumettrait l'affaire à une assemblée populaire qu'il convoqua pour le 25 septembre / 7 octobre. Stratimirović, qui dans l'entre-temps s'était assuré des corps de la Bačka, se rendit à Karlovci, et, la force des événements aidant, parvint à se réconcilier avec le Patriarche. Ce dernier fit connaître l'heureuse issue du conflit dans une proclamation datée du 22 septembre / 4 octobre. Trois jours plus tard, le colonel Étienne Šuplikac, que l'assemblée des 1er et 3 mai (v. s.) avait proclamé voïévode, revint de l'armée d'Italie. Il fut reçu avec acclamations par ses compatriotes, et Stratimirović lui remit le commandement, ne conservant plus pour lui-même que le titre de vice-président du comité supérieur.

L'arrivée de Šuplikac montrait clairement que la guerre venait d'entrer dans une phase nouvelle. Les négociations entre la Cour et le gouvernement hongrois étaient rompues; le comte Batthyányi était sorti du ministère; le palatin Joseph avait résigné ses fonctions; en un mot, les Magyars s'étaient décidément lancés dans la voie de la révolte, tandis que la légalité se trouvait désormais du côté des Serbes. Kossuth et ses collègues tentèrent alors de se rapprocher des Slaves du sud, en leur promettant des concessions, mais il était trop tard. Nous avons eu plusieurs fois déjà l'occasion de le répéter, rien n'eût été plus désirable, plus conforme aux intérêts des deux partis, que de s'entendre, de s'affranchir pour toujours du joug allemand et de fonder une confédération indépendante. On vit en 1848 que les tendances, les idées, les traditions d'un peuple ne peuvent se modifier brusquement. Si en effet ce changement avait été possible, il eût dû s'accomplir au milieu de cette crise suprême. Mais les Serbes savaient ce qu'il fallait penser des promesses magyares, et ne voulurent point prêter l'oreille à des négociations; puisqu'il leur fallait

choisir entre deux ennemis, ils aimaient encore mieux s'allier à celui qui était le plus loin. L'Empereur, croyaient-ils, devait être touché de leur fidélité; c'est de sa reconnaissance et de sa justice qu'ils espéraient quelque adoucissement à leur sort.

Le Patriarche vit ainsi triompher la politique qu'il avait suivie. Ses pouvoirs reçurent de la part du peuple tout entier une éclatante confirmation. Le 9/21 septembre, s'ouvrit à Karlovci une seconde assemblée nationale, dont les séances se prolongèrent jusque dans les premiers jours d'octobre (n. s.).

Cette assemblée approuva tout ce qu'avaient fait Rajačić et le comité central, et voulut hâter l'entrée en fonctions du voïévode. Quoique Šuplikac fût tout dévoué à la cause qu'il était appelé à servir, il était trop habitué à la discipline militaire, trop aveuglément dévoué à la dynastie pour prendre la moindre résolution qui eût pu déplaire à Vienne; il ne se crut pas suffisamment autorisé à porter le titre de voïévode, déclara qu'il était simplement en congé et ne pouvait jusqu'à nouvel ordre intervenir dans les affaires serbes que d'une manière officieuse. Il y eut des députés dans l'assemblée qui trouvèrent une semblable déclaration insuffisante, et jugèrent que Šuplikac mettait les intérêts étroits de la Cour au dessus de ceux de sa nation, mais la majorité lui accorda un vote de confiance, lui maintint le titre de voïévode, et chargea le Patriarche d'en exercer les fonctions par interim. Rajačić fut autorisé à expédier toutes les affaires, sous sa responsabilité personnelle. Il organisa un conseil auquel il confia le soin de préparer des rapports sur toutes les matières administratives, se réservant pour lui-même la décision et l'exécution.

Investi de la confiance publique, l'Administrateur provisoire (privremeni Upravitelj) devait avoir une double préoccupation: soutenir l'Empereur dans sa lutte contre les Magyars, obtenir de lui la sanction des résolutions votées par l'assemblée de mai. La principale de ces résolutions concernait la création d'une Voïévodine serbe distincte du territoire hongrois et rattachée au royaume triunitaire de Croatie, Slavonie et Dalmatie. Dans sa séance du 1er / 13 octobre, la nouvelle assemblée avait exprimé le même vœu;[1]) il fallait que Rajačić travaillât à le réaliser, s'il voulait conserver son ascendant sur le peuple.

---

[1]) Stojačković, Черне, p. 72.

Le meilleur moyen de parvenir à ce but était de pousser activement la guerre; aussi le Patriarche appela-t-il sous les drapeaux tous les hommes valides de 16 à 60 ans. Il frappa en outre d'un impôt de guerre tout homme qui, pour un motif quelconque, sauf le cas d'infirmités corporelles, ne serait pas sous les armes, et décréta la réquisition des chevaux. Quant aux négociations avec la Cour, elles étaient conduites par deux membres du comité central, Jean Šuplikac et Constantin Bogdanović. Rajačić, à qui Stratimirović continuait de porter ombrage et qui redoutait son influence sur l'armée, fut bien aise de l'éloigner en l'envoyant en Moravie avec des pouvoirs spéciaux (23 octobre / 4 novembre).[1])

Pendant que le Patriarche prenait ses dispositions, Šuplikac parcourait les lignes occupées par les Serbes. Partout il y était reçu avec des démonstrations d'enthousiasme. Le nom seul de voïévode, dont il était universellement salué, ce nom qui avait survécu à l'infortuné Georges Branković, suffisait pour enflammer les imaginations. A la vérité, Šuplikac n'était pas un homme à qui pussent plaire des manifestations bruyantes; son éducation militaire lui inspirait peu de confiance dans des bandes à-demi organisées; il se proposait, avant toute chose, de rétablir la sévère discipline des Confins. C'était la tâche que le colonel Mayerhofer poursuivait depuis quelque temps déjà avec un médiocre succès; mais Šuplikac avait de plus que ce dernier le prestige du nom et un ascendant plus grand sur ses compatriotes.

La nécessité où les Magyars se voyaient de s'opposer à la marche de Jelačić, de tenir en échec les forces qui d'Autriche et de Bohème allaient pénétrer en Hongrie, de combattre enfin l'insurrection des Slovaques et des Roumains, ralentit singulièrement les opérations contre les Serbes. Ceux-ci eussent pu mettre à profit ce moment de calme pour gagner du terrain, mais, depuis la retraite de Stratimirović, l'absence d'un chef unique se faisait vivement sentir parmi eux. Les engagements qui eurent lieu à ce moment furent sans importance, cependant la cause nationale obtint un secours sérieux lorsque les commandants de Temesvár et d'Arad, répondant au manifeste impérial du 3 octobre et au contre-manifeste hongrois du 8 octobre, se prononcèrent pour l'Empereur. Les Serbes étaient étrangers à la résolution de Rukayina et de Berger, mais ils ne devaient pas moins en retirer un profit indirect. La possession de Petrovaradin eût eu pour eux des conséquences

[1]) Voy. Helfert, *loc. cit.*, III, pp. 463 sq. et *Anm.* 430.

bien plus favorables; le Patriarche ne manqua pas de communiquer au lieutenant-maréchal Blagoevics qui y commandait le manifeste du 3 octobre, mais ce fut sans succès. Blagoevics fit adhésion au gouvernement révolutionnaire hongrois, et fit flotter sur les murs de la forteresse les couleurs magyares.

Après un intervalle d'inaction, les hostilités recommencèrent dans la Bačka et dans le Banat. Les Magyars voulaient toujours emporter les positions de Szent-Tamás, de Földvár, de Turija, et surtout reprendre le passage de Sireg, clef des marais de la Krivaja. Tandis que d'incessantes escarmouches avaient lieu, le commissaire hongrois tenta de négocier; d'un même trait de plume il signait des condamnations à mort et des propositions de paix; aussi n'est-il pas étonnant qu'il ait échoué; il fallut recourir à un développement de forces plus considérable. Le 18/30 novembre, l'armée hongroise s'ébranla tout entière contre les lignes ennemies. Elle avait pour principal objectif Sireg, tandis que de fausses attaques étaient faites contre Földvár, Turija et Szent-Tamás. Sireg n'était défendu que par une poignée d'hommes, mais put être secouru à temps et promptement dégagé. La garnison de Petrovaradin ne fut pas plus heureuse contre Kameniec; elle ne réussit pas à gagner un pouce de terrain.

Les opérations dans le Banat furent comme par le passé, moins favorables pour les Serbes. Le 1/13 octobre, ils réussirent à s'emparer de Tőrök-Becse, et poussèrent le lendemain jusqu'à Kikinda. C'est alors que les généraux hongrois Vetter et Damianics, s'appropriant le plan de Kiss, résolurent de faire une pointe de Bečkerek sur Pančevo. Dans les premiers jours de novembre, ils prirent l'offensive, se heurtèrent une première fois contre Knićanin à Tomaševac, et contre Bobalić à Lagersdorf, puis recommencèrent l'attaque en même temps contre toutes les positions ennemies. Tomaševac tint bon, tandis que Karlsdorf fut emporté. Joanović dut évacuer Alibunar, pour ne pas être coupé de sa ligne de retraite. Knićanin put attaquer à son tour; il repoussa l'ennemi, lui enleva 9 canons, mais ne parvint pas à réoccuper Alibunar.

Bien que Pančevo eût été sauvé, l'incertitude qui présidait aux mouvements de l'armée nationale était évidente. L'opinion publique accusa le Patriarche et Šuplikac lui-même d'incapacité ou d'imprévoyance. Le Napredak (le Progrès), journal qui représentait les idées ardentes des jeunes gens, se fit l'écho de ces

plaintes, et n'eût point de peine à montrer que Rajačić, si jaloux de l'autorité, n'était pas en état de l'exercer utilement. Les événements donnèrent raison aux opposants. Avant que les troupes du Banat eussent été reformées et renforcées, les Magyars, à la tête de 12.000 hommes, renouvelèrent leurs tentatives contre Botos, Orlovat et Tomaševac (23 novembre / 5 décembre). Les Serbes furent exposés aux plus grands dangers, mais, cette fois encore Knićanin décida de la journée et préserva Pančevo.

L'Empereur ne pouvait suivre que de loin les événements dont la Hongrie était le théâtre. Les affaires purement autrichiennes étaient plus que suffisantes pour troubler sa faible tête. L'insurrection du 6 octobre l'avait forcé de fuir sa capitale; il était maintenant à Holomauc (Olmütz), et c'est dans cette ville que se poursuivaient les négociations avec les Serbes. Tout ce que les délégués du Patriarche purent obtenir fut une lettre autographe que Ferdinand écrivit à Rajačić, pour lui faire connaître la résolution qu'il avait prise de combattre les Magyars, et pour lui dire qu'il comptait toujours sur son dévouement personnel et celui de son peuple (14 novembre).[1])

Une semaine plus tard, un nouveau cabinet où entrèrent Schwarzenberg, Stadion, Cordon et Bach, arriva au pouvoir. C'est à ces ministres, en particulier à Stadion que durent désormais s'adresser les mandataires du Patriarche. Le moment paraissait plus favorable; l'idée que les Slaves seuls pouvaient sauver la monarchie gagnait du terrain; on disait même que Stadion était décidé à placer les diverses nations de l'empire sur le pied de l'égalité. Stratimirović insista vivement auprès de lui, pour obtenir la reconnaissance des priviléges, ou plutôt des traités de 1690, ainsi que des résolutions prises à Karlovci, au mois de mai. Les Serbes voulaient enfin posséder le droit d'élire leur voïévode, mais ce n'était pas la seule prétention qu'ils avaient à faire valoir. Il était urgent que l'Empereur, dont ils soutenaient le trône vînt à leur secours et surtout leur donnât les moyens financiers qui leur manquaient. Les fonds de l'église nationale étaient épuisés; le gouvernement de la Principauté avait bien promis 20.000 ducats; il avait autorisé dans le pays l'ouverture de souscriptions volontaires, et le prince Karagjorgjević avait souscrit lui-même 36.000 zwanzigers (29.000 francs); ce n'étaient

---

[1]) Voy. le texte de cette lettre ap. Stojačković, Черне, pp. 76. sqq.

là que des ressources précaires. De plus il fallait des armes et des chevaux; nul doute que, sur ces points au moins, ils n'obtinssent satisfaction.

La confusion était si grande à Holomauc que toute la fermeté de Stratimirović fut nécessaire pour le faire écouter. Les ministres autrichiens ne se montraient pas disposés à lui faire la moindre concession. S'agissait-il du voïévode, ils étaient immédiatement arrêtés par la difficulté de déterminer sa sphère d'action; leur parlait-on du patriarcat, ils hésitaient à le restaurer de peur de mécontenter la Russie. Ce nom, croyaient-ils, pouvait la froisser, bien qu'en réalité elle n'eût pas à intervenir et n'intervînt pas en effet dans les affaires des Grecs-Orientaux de la Hongrie. Enfin, ajoutaient-ils, ils manquaient, eux aussi, d'armes et de munitions.

Il était urgent qu'on prît une résolution à Holomauc. Les Serbes qui attendaient toujours une réponse favorable, et continuaient à tenir la campagne pour le plus grand bien de l'Empereur, commençaient à perdre patience. Il se formait un parti qui eût consenti à traiter avec les Magyars, à condition que l'autonomie nationale fût respectée, et la situation du Patriarche devenait de jour en jour plus difficille. Ses embarras furent tels qu'il se vit contraint de faire auprès de la Cour une démarche décisive. Il lui adressa un mémoire dans lequel il représentait les dangers contre lesquels il avait à lutter, et ne laissait pas ignorer à l'Empereur que si les Serbes n'obtenaient point les concessions auxquelles ils croyaient avoir droit, le mécontentement leur ferait poser les armes. „Si la diplomatie, disait-il en terminant, devait cette fois encore se laisser entraîner à des lenteurs, je me verrais obligé envers la nation serbe, peut-être même malgré moi, à entrer en négociations avec le gouvernement hongrois, pour mettre fin à une guerre dévastatrice. Ce gouvernement trouverait dans une entente le double avantage de s'allier toute une nation, et de pouvoir concentrer ses forces. L'armée du Ban se compose pour moitié de Grecs-Orientaux; ces derniers verraient aussi dans une entente des Serbes avec les Magyars la fin des hostilités entre les deux nations. Je laisse à la prudence profonde du gouvernement impérial et royal le soin d'examiner les conséquences qui pourraient en résulter et qui en effet ne manqueraient pas de se produire.“

Cette lettre causa d'abord une certaine irritation aux ministres autrichiens, mais l'abdication de l'Empereur Ferdinand et

l'avénement de François-Joseph au trône (2 décembre), ne leur permirent pas d'y répondre immédiatement, et la réflexion leur inspira des idées plus modérées; ils se déclarèrent prêts a céder sur tous les points. Le dernier acte de Ferdinand avait été de confirmer l'élection du général Šuplikac à la dignité de voïévode; Stadion le lui notifia par une lettre datée du 6 décembre.[1]) Quelques jours plus tard, la dignité de patriarche fut rétablie (15 décembre). En même temps François-Joseph signa un manifeste solennel, dans lequel il résuma toutes les concessions faites aux Serbes. Ce document était ainsi conçu:

„Nous, François-Joseph Ier, par la grâce de Dieu Empereur d'Autriche, etc., etc., etc.

„Notre brave et fidèle nation serbe s'est distinguée dans tous les temps par son attachement à Notre maison impériale et par l'ardeur héroïque avec laquelle elle a combattu les ennemis de Notre trône et de Nos royaumes.

„En reconnaissance de ces services, et comme témoignage particulier de Notre grâce impériale, et de Notre sollicitude pour l'existence et la prospérité de la Nation serbe, Nous avons résolu de rétablir la dignité ecclésiastique suprême du patriarcat, telle qu'elle a jadis existé, et telle qu'elle était réunie au siége archiépiscopal de Karlovci, et Nous conférons le titre et la dignité de patriarche à Notre amé et féal archevêque de Karlovci, Joseph Rajačić.

„Nous Nous trouvons en outre disposé à confirmer l'élection qui a été faite de Notre général Étienne Šuplikac de Vitéz, en qualité de voïévode de la nation serbe, en même temps que Nous rétablissons cette ancienne dignité historique.

„C'est Notre volonté et Notre dessein impérial de donner à la brave et fidèle nation serbe, en rétablissant ces dignités suprêmes spirituelle et temporelle, la garantie d'une organisation intérieure et nationale, correspondant à ses besoins.

„Aussitôt après le rétablissement de la paix, ce sera l'un des premiers et des plus pressants soins de Notre cœur paternel que de régler et d'établir cette administration intérieure nationale, sur la base de droits égaux pour tous Nos peuples.

---

[1]) Stojačković reproduit les lettres adressées par Stadion à Šuplikac et à Rajačić, ainsi que deux billets autographes de l'Empereur à ce dernier. Черте, pp 78 sqq.

„Donné dans Notre capitale royale de Holomauc le 15 décembre 1848.“

Le jour même où François-Joseph signait ce manifeste, le général Šuplikac succombait à Pančevo, frappé d'apoplexie. Triste coïncidence qui devait faire mal augurer de la nouvelle dignité de voïévode! Le Patriarche annonça sans retard à la nation cette mort cruelle, et confia provisoirement au général Mayerhofer le commandement des troupes. Il manda de son autorité privée le général Todorović, qui tenait tête à Maurice Perczel, sur les confins de la Croatie et de la Styrie.

C'est à ce général qu'il destinait la succession de Šuplikac. Todorović entra en fonctions le 21 décembre / 3 janvier.

Le manifeste du 15 décembre marquait la fin de l'insurrection serbe; la suite des opérations devait être conduite par le gouvernement autrichien, dont les Serbes étaient devenus les simples auxiliaires. La politique du Patriarche avait triomphé avant même que celle de ses adversaires eût été examinée; Rajačić, investi par le vote populaire des pouvoirs les plus étendus, s'était réduit volontairement au rang d'un simple fonctionnaire impérial, et, comme déjà la Cour paraissait entrée dans un courant de violente réaction, de vives récriminations s'élevèrent contre lui. Ce qui excitait surtout l'inquiétude et le mécontentement, c'est que le Patriarche s'était prononcé sans même prendre conseil du comité central; il agissait en toute chose avec cette hauteur, cet arbitraire qui est le propre des hommes d'église, chaque fois qu'ils ont une autorité civile, parce qu'ils sont naturellement portés à se croire infaillibles dans le domaine politique, aussi bien que dans le domaine religieux. C'est ainsi que le 11/23 décembre, un décret du Patriache déclara rebelles et traîtres à la patrie ceux qui ne se soumettraient pas à lui en toute chose. Dans ce décret Rajačić avait en vue les membres du comité central, particulièrement Stratimirović, qu'il redoutait plus que tout autre.

Tandis que le Patriarche s'était établi à Zemun, qu'il nommait des officiers et disposait de tout à sa guise, le Comité, dont le siège était à Karlovci, ne pouvait même pas se réunir. A l'instigation de Stratimirović, qui se prétendait lésé par la nomination de Todorović et réclamait la succession de Šuplikac, il déclara que le négociateur de Holomauc avait mérité la reconnaissance nationale, et somma Rajačić de revenir à Karlovci. Une scission

redoutable se produisit alors. Le parti clérical représenté par le Vjestnik prêcha la guerre contre le parti libéral dont l'organe était le Napredak. Le Patriarche porta contre Stratimirović l'accusation de trahison, et gagna Bečkerek, où il se crut plus en sûreté. Là, protégé par Todorović et par Knićanin, il invita les membres du comité à venir le retrouver. En même temps, il mit Karlovci en état de siége, chargea un officier impérial d'en chasser ceux des délégués qui s'y trouvaient encore, et supprima les journaux qui entretenaient la polémique. Il devenait ainsi bien évident qu'il s'associait aux idées de réaction conçues à la Cour.

Malgré les mauvais procédés dont on usait à son égard, le comité se rendit à Bečkerek, mais Rajačić était déjà parti pour Hatzfeld, où se trouvait le quartier-général de Todorović. Une partie seulement des membres du comité se résolut à l'y suivre; Stratimirović et ses amis les plus intimes jugèrent plus sage de s'abstenir. Les premiers rejoignirent enfin le Patriarche à Temesvár, et se réunirent sous sa présidence les 28 et 29 janvier / 9 et 10 février 1849. Dans cette assemblée tronquée, Rajačić obtint gain de cause; il n'avait rien tant désiré que de se trouver en présence de la fraction la plus modérée des délégués; il savait trop combien sa parole ecclésiastique était insinuante pour ne pas être sûr de faire triompher son opinion. Il reçut en effet l'approbation pleine et entière du comité qui déposa son mandat entre ses mains, l'engageant à s'entourer de conseillers de son choix, qui s'occuperaient d'instruire toutes les affaires sur lesquelles il avait à statuer. Ces conseillers, dont la nomination fut publiée le 14/26 février, furent: Rudić, Fogarassy et Mihajlović, qui portèrent le titre de vice-présidents du comité central, puis l'archimandrite Kaćianski, spécialement chargé des affaires religieuses, Gjurković, chargé des affaires scolaires, Živanović, des relations avec l'extérieur, c'est-à-dire d'une part avec l'administration autrichienne, d'autre part avec la Principauté de Serbie, Popović, délégué à l'intérieur, Šuplikac, aux finances, et le major-auditeur Radosavljević, à la justice. C'était un ministère au petit pied, composé, il est vrai, de créatures du Patriarche. Le choix de Živanović fut surtout jugé sévèrement.

Pendant que Rajačić remportait cette complète victoire, le feldmaréchal Windischgrätz entrait à Pest et à Bude, à la tête de l'armée impériale (5 janvier 1849). Le Gouvernement hongrois,

retiré à Debreczen, au sein de la population magyare, pressait les armements et concentrait les troupes nationales dans l'intérieur du pays. La Bačka et le Banat furent presque complètement évacués. Les Serbes, renforcés par quelques corps de l'armée impériale et par de nouveaux volontaires, se trouvèrent en présence de simples détachements. Ils obtinrent un premier avantage à Pančevo (2 janvier) et se disposèrent à prendre l'offensive vers le nord. Knićanin marcha sur la gauche, dans la direction de Szeged; Todorović, sur la droite, vers la Maros. Le 7/19 janvier Vršac fut occupé, puis ce fut le tour de Bečkerek, Bela Crkva, Stari Beče, Vrbas et Kula. Le 1/13 février Knićanin repoussa victorieusement une attaque essayée par les Magyars contre Sireg; cinq jours plus tard, il occupa Sombor. Todorovič, ayant pris possession de Lugoš et de Bogšan, porta son quartier-général à Hatzfeld, où nous avons vu que le Patriarche le rejoignit. A ce moment, Petrovaradin était la seule place de Hongrie méridionale sur laquelle le drapeau magyar flottât encore; la Bačka et le Banat étaient tout entiers aux mains des Serbes. Le succès remporté par Windischgrätz dans les plaines de Kápolna put faire croire à la Cour que tout allait bientôt rentrer dans l'ordre, et l'Empereur signa la fameuse charte du 4 mars.

On vit alors quelle faute les membres de l'ancien comité supérieur avaient commise en abdiquant leurs pouvoirs entre les mains du Patriarche. Tandis que l'Autriche recueillait le fruit des victoires si chèrement achetées par les Serbes, des officiers détachés par Windischgrätz poursuivaient sans pitié les derniers restes de l'insurrection. Partout le drapeau national fut remplacé par les couleurs impériales, les comités dissous par la force, les villages désarmés, enfin la langue allemande fut de nouveau introduite dans les Confins. Rajačić essaya vainement quelques remontrances; on le savait faible, ennemi lui-même des idées libérales et sa voix ne pouvait être écoutée. Le sentiment public le comprit donc dans la réprobation universelle dont le généralissime autrichien fut l'objet, quand, foulant aux pieds la patente du 15 décembre, il étendit aux territoires serbes la loi martiale qu'il avait proclamée dans les comitats magyars.

„Voilà, dit le Napredak, comment on nous traite dès aujourd'hui, tandis que nos guerriers sont encore sous les armes, que le vaillant Knićanin est au milieu de nous, avec nos frères héroïques; qu'adviendra-t-il de nous quand cette protection nous

aura été retirée, ainsi que cela semble être résolu en haut lieu?“ [1]) En effet, en ce moment même, le gouvernement serbe, cédant à la pression des consuls occidentaux, rappelait Knićanin et ses 12.000 volontaires.

La constitution octroyée par François-Joseph ne fut guère propre à calmer les esprits. Tout d'abord on remarqua que la Voïévodine ne figurait point au nombre des pays de la couronne; le paragraphe 72e, qui la concernait, était ainsi conçu:

„La Voïévodine de Serbie recevra une organisation, qui garantira son église et sa nationalité sur la base des anciens priviléges et des déclarations impériales.

„La réunion de la Voïévodine avec un autre pays de la couronne sera déterminée par une résolution spéciale prise d'accord avec ses députés.“

Ainsi, les Serbes n'obtenaient cette fois encore qu'une promesse, et cette promesse devenait un vain mot avant d'avoir reçu un commencement d'exécution, puisque la Voïévodine, au lieu d'être un territoire autonome devait être réunie à quelque autre pays de la couronne. Mais la disposition relative aux Confins militaires était plus défavorable encore.

„L'institution des Confins militaires créée pour défendre l'intégrité de l'empire, est maintenue, portait le paragraphe 73e dans son organisation militaire, et reste soumise, comme une partie intégrante de l'armée impériale, au pouvoir exécutif de l'empire. Un statut particulier accordera aux habitants des Confins, quant à la propriété foncière, les mêmes adoucissements qui ont été concédés aux habitants des autres pays de la couronne.“

Voilà donc où devaient aboutir les victoires remportées en défendant la cause impériale! Les Confins subsistaient, séparés, non seulement de la Voïévodine, mais, pour ainsi dire, du reste du monde, par des institutions d'un autre âge. Le Patriarche eût dû protester de toutes ses forces contre des dispositions aussi peu conformes à ce que les Serbes étaient en droit d'espérer; il ne le fit point, et Mayerhofer, récemment promu au grade de général, ayant été nommé commandant en chef de la Bačka et du Banat, il eut la faiblesse d'accepter auprès de lui les fonctions de commissaire civil (21 mars / 2 avril).[2])

---

[1]) *Napredak* du 27 février / 11 mars, nº 14.

[2]) Le texte du billet autographe par lequel l'Empereur avait appelé Rajačić à ces fonctions est rapporté par Stojačković, Черте, pp. 88 sqq.

Il n'y eut qu'une voix dans tout le pays pour réprouver la condescendance de Rajačić. Des députations de Karlovci et d'un grand nombre de communes voisines le pressèrent de convoquer une assemblée nationale; il répondit qu'il n'en avait plus le droit. Alors une réunion tenue à Zemun, dans la ville même où le Patriarche s'était réfugié, déclara qu'il était urgent de le soumettre à la surveillance d'un conseil suprême qui lui prescrirait les mesures à prendre; il fallait qu'il intervînt directement auprès de la Cour pour obtenir la révocation des ordres violents de Windischgrätz. Il était d'autant plus indispensable de nommer ce conseil que les nouvelles du théâtre de la guerre étaient mauvaises et qu'il allait peut-être devenir nécessaire de reformer l'armée nationale.

La bataille de Kápolna que les Impériaux avaient considérée comme un avantage décisif, n'était que le premier acte du plan de campagne arrêté à Debreczen. Les Magyars avaient réussi à constituer d'imposantes armées commandées par des chefs tels que Perczel, Bem, Görgey, sans parler de Dębiński qui dut céder la place à Görgey, et se portaient, avec une vigueur inouïe du centre aux extrémités du pays. Les troupes autrichiennes durent rétrograder jusqu'à Pest, où elles ne purent se maintenir, et ne furent pas plus heureuses dans le sud. Windischgrätz, non moins incapable comme général que froidement cruel, ne se résignait même pas à laisser agir ses auxiliaires.

Loin de seconder Todorović, qui cherchait à débloquer Arad, il l'entrava dans ses mouvements, lui retira les forces sur lesquelles il comptait et le laissa battre. On eût dit que les Impériaux mécontents de devoir aux Serbes la conquête de la Bačka, voulaient y laisser revenir l'ennemi, pour le chasser ensuite eux-mêmes. Todorović dut se replier devant Perczel, évacuer successivement Sirig, Gjala, Kanjiža, Senta, Ada, Stari Beče, tandis que les Magyars enlevaient les camps de Vrbas et de Ó-Kér, ravitaillaient Petrovaradin et y trouvaient trois solides bataillons avec du canon. Szent-Tamás tenait encore, mais la position était tournée; Windischgrätz, qui, dans son aveugle présomption, n'avait rien fait pour l'appuyer, était hors d'état de le secourir. Perczel adressa des sommations à la place.

Il n'y avait à Szent-Tamás qu'un bataillon de volontaires, 2 compagnies de Tchaïkistes, 4 compagnies du régiment de Petrovaradin et 200 Serbes de la Principauté, qui étaient restés après le départ de Knićanin, plus 8 petites pièces d'artillerie.

Cette faible garnison était pourtant résolue à se défendre. Bosnić et Stefanović, qui la commandaient, répondirent avec indignation aux sommations de Perczel, et prirent leurs dispositions pour la résistance. Le chef hongrois avait sous ses ordres 10.000 hommes; il n'en fit qu'une colonne, et marcha sur la tête de pont avec 4 batteries (22 mars / 3 avril). La poudrière serbe fit explosion, et le village tomba aux mains de l'ennemi. Alors eurent lieu des scènes de dévastation et de carnage plus horribles encore que celles qui avaient déjà marqué cette guerre funeste. Les 6 compagnies régulières et les 200 hommes qui avaient inutilement occupé la ligne de Vrbas, sur laquelle il avait paru probable que Perczel porterait son principal effort, sacrifièrent la moitié des leurs, mais réussirent à gagner Beče. Quelques troupes s'y reformèrent, mais Todorović, ayant abandonné Kikinda, puis Bečkerek, pour tâcher de couvrir Titel, Perczel en eut facilement raison.

Dans l'entre-temps, Bem, maître de la Transylvanie, pénétrait dans le Banat, occupait Karánsebes et Lugoš et menaçait Vršac. Le Patriarche n'avait que le temps de se réfugier à Zemun, en proie au désespoir. Peut-être comprenaît-il la faute qu'il avait commise en livrant ses compatriotes pieds et poings liés aux ineptes généraux qu'il plaisait à la Cour de mettre à la tête de ses armées. Le découragement fut si grand que des milliers de fugitifs, hommes, femmes, enfants, quittèrent tout pour passer le Danube et se réfugier en Sirmie. Personne n'écouta plus la voix de Rajačić, ni celle de Mayerhofer, qu'on accusait tous deux plus que le malheureux Todorović. Il ne resta plus d'autre ressource au Patriarche que de s'adresser à Knićanin. Celui-ci se rendit à Karlovci le 27 mars / 7 avril, poussa une reconnaissance jusqu'à Titel, et déclara que la lutte était désormais impossible.

Stratimirović était le seul général sur qui les Serbes pussent encore compter. Étouffant son ressentiment personnel et comptant sur le patriotisme éprouvé du jeune officier, Rajačić lui confia les débris épars de l'armée nationale. Stratimirović n'hésita pas; il débarqua près de Titel, comme les Tchaïkistes évacuaient la place; il les y retint, arrêta les fuyards, fit rechercher les armes cachées dans les marais, et parvint à faire partager à ses soldats l'ardeur dont il était animé. Un major serbe, Milivoje Petrović, qui joua plus tard un grand rôle dans l'histoire de la Principauté sous le nom de Blaznavac, lui amena 1.200 hommes; les volontaires reprenant courage accoururent du Banat et de la

Bačka; en quelques jours, Stratimirović eut réuni 4.000 hommes sur le plateau de Titel et derrière les digues de Mošorin.

„Les combats vraiment héroïques de cette petite troupe sous les ordres de Stratimirović, de Stefanović et de Milivoje Petrović furent la dernière explosion de l'enthousiasme national; les journées de Mošorin, de Vilovo et de Kač, les dernières que l'histoire puisse enregistrer comme appartenant à l'insurrection serbe. Elles empêchèrent que les territoires serbes tombassent entièrement entre les mains des Magyars, elles évitèrent aux généraux autrichiens la peine de les reconquérir pour la monarchie, elles assurèrent aux Serbes le droit de dire qu'ils avaient conservé le sol de la Voïévodine avec leurs propres armes."[1])

Par sa politique insensée, la Cour s'était mise à deux doigts de sa perte; les Slaves lui restaient encore fidèles, mais ils ne l'étaient qu'à regret. Ils s'étaient jetés dans le mouvement de 1848 avec la pensée qu'ils obtiendraient à leur tour les libertés que Ferdinand avait reconnues aux Magyars; ils étaient frustrés de leurs espérances, placés entre une réaction allemande qui voulait tout absorber à son profit et le parti hongrois tout aussi despotique et décidé à poursuivre la guerre. Si Kossuth et ses collègues étaient revenus à des idées plus raisonnables, s'ils avaient négocié avec les Slaves, en leur donnant de sérieuses garanties, peut-être l'Autriche eût-elle été une bonne fois réduite à ses possessions purement allemandes; par malheur, les chefs de l'insurrection étaient poussés en avant par des Polonais, qui croyaient servir leur infortuné pays, en combattant partout les Slaves. Ils ne firent aucune démarche dans cette voie, et laissèrent à la Cour le temps de s'entendre avec ces derniers. On leur sacrifia Windischgrätz, dont le nom était un objet de haine universelle; on lui donna pour successeur le lieutenant-maréchal Welden, qui tenta de se rapprocher de Jelačić (avril). Le Ban, qui, dès la journée de Kápolna, avait eu de graves démêlés avec le feld-maréchal, n'avait pas voulu supporter indéfiniment ses actes arbitraires. Quoiqu'il ne se piquât point d'être lui-même ce qu'on appelle un libéral, il avait protesté contre les moyens de terreur auxquels Windischgrätz avait recours et contre son penchant à tout soumettre aux Allemands. Lorsque les troupes impériales

---

[1]) *Die Serbische Bewegung.* pp. 275 sq. C'est ici que s'arrête cet excellent livre.

durent abandonner Pest (22 avril), il se retira en Croatie, et fit paraître un manifeste dans lequel il se plaignait vivement des injures dont les Slaves étaient victimes.

Le successeur de Windischgrätz avait pour mission de s'entendre avec Jelačić et d'opérer de concert avec lui; c'est qu'en effet les centralistes allemands comptaient presque uniquement sur les Slaves pour terminer la guerre. Welden fondit les troupes serbes dans son armée, et Stratimirović n'eut plus qu'à se démettre de ses fonctions. Jelačić, chargé d'arrêter l'ennemi vers le sud, prit Osjek pour base d'opération; mais Perczel et Guyon lui tinrent tête, en sorte qu'il ne put avancer que lentement.

A l'ouest et à l'est de la Hongrie, les Impériaux se trouvaient chaque jour dans une situation plus critique; ils étaient perdus si quelque secours inattendu ne leur arrivait. François-Joseph, nourri pourtant dans la haine de la Russie, se jeta dans les bras du Tsar. Nicolas, qui occupait déjà la Valachie et la Moldavie, était tout disposé à intervenir; il trouvait dans cette résolution l'avantage de donner aux Slaves de l'Autriche une preuve de son bon vouloir, et plus encore de combattre les idées révolutionnaires que les Magyars représentaient alors aux yeux de l'Europe.

Dès le 1er février, à la demande du général autrichien Puchner ainsi que des Roumains et des Saxons de la Transylvanie, 10.000 Russes avaient franchi les Carpathes et occupé Sibiu (Hermannstadt), dont Bem était sur le point de s'emparer; mais, à cette époque la Cour se croyant en état de dompter l'insurrection avec ses seules forces, avait blâmé Puchner et l'avait contraint de prier ses auxiliaires de quitter la Transylvanie. Maintenant l'Empereur en était réduit à solliciter l'assistance qu'il avait refusée deux mois plus tôt. Il pressa les négociations avec la Russie, et Nicolas promit son concours. A cette nouvelle, le gouvernement magyar prononça la déchéance de la dynastie et proclama Kossuth président de la république (14 avril).

Le feld-maréchal prince Paskjevič d'Erivan, à qui fut confié le commandement des troupes russes en Hongrie, ne commença les opérations qu'au mois de juin. Dans l'intervalle, Welden avait fait place au lieutenant-maréchal Haynau, homme d'une énergie sauvage, qui paraissait plus capable que tout autre de venir à bout de l'insurrection. Haynau, non moins décidé que Windisch-

grätz à vaincre par la terreur, mais ayant de plus que lui de véritables talents militaires, entra vivement en campagne. Il enleva Györ (Raab) à l'ennemi et, laissant derrière lui Komárom (Komorn), qu'il ne put emporter, s'avança rapidement vers le sud-est. En même temps Paskjevič marchait vers le nord et Jelačić se frayait un passage au midi. Au commencement de juillet, ce dernier occupait le centre de la Bačka; déjà il avait relevé le camp de Vrbac, et se mettait en mesure d'occuper Hegyes, quand Perczel et Bem l'attaquèrent à l'improviste et rejetèrent ses troupes en désordre. Il ne put les reformer que sur la rive de Sirmie et dut exiger des Croates de nouveaux sacrifices, tandis que l'ennemi avait dégagé Petrovaradin et brûlé Novi Sad.

Heureusement pour les Serbes, Haynau, Paskjevič, Nugent, Grotenhelm et Luders déployèrent des forces contre lesquelles les Magyars ne purent résister. Se sentant près de succomber, ils songèrent, mais ils songèrent trop tard à faire des concessions aux Slaves. Kossuth, obligé de se réfugier à Szeged, avait reconnu les droits des Roumains (16 juillet); il dut fuir cette ville pour s'abriter derrière les remparts d'Arad, et c'est là qu'il signa une proclamation dans laquelle il implorait l'aide des nations non-magyares, leur promettant à toutes une existence autonome; cette proclamation ne fut même pas connue dans le camp ennemi. Haynau, poursuivant le cours de ses succès, descendit vers la Tisza, s'empara de Szeged sans coup férir, et débloqua Temesvár (9 août). Cette forteresse, qui pendant plusieurs semaines avait été le seul point que les troupes impériales occupassent encore dans le Banat, était assiégée depuis le 25 avril; il était grand temps qu'elle fût délivrée.

La prise de Temesvár fut la dernière opération de la campagne; trois jours après, Görgey, resté seul à la tête de l'insurrection posa les armes à Világos.

Ainsi finit la lutte des Magyars contre l'Autriche, lutte qui ne fut pas sans gloire et dans laquelle ils auraient sans doute triomphé s'ils avaient su faire entrer dans leurs intérêts les populations slaves, s'ils n'avaient rendu possible l'intervention de la Russie. L'origine du conflit en rendait l'issue fatale.

Il n'appartient pas à cette histoire de raconter les horribles représailles auxquelles l'Autriche triomphante se livra contre tous ceux qui de près ou de loin avaient pris part à l'insurrection ni d'énumérer les victimes que les tribunaux militaires envoyèrent

au supplice. Les peuples qui avaient eu le plus à souffrir de la brutalité des Magyars, ne purent voir sans frémir des mesures aussi violentes; elles ne présageaient rien de favorable pour eux-mêmes.

Ils ne tardèrent pas en effet à ressentir le contre-coup de cette répression. Les Serbes furent immédiatement désarmés, leur administration nationale dissoute, leurs journaux interdits avec la même rigueur que les journaux magyars. Les membres de l'ancien comité supérieur furent expulsés du pays comme agitateurs; enfin il n'est pas jusqu'au drapeau serbe auquel on ne fit la guerre.

On ne pouvait s'attendre, dans de semblables circonstances, à ce que la constitution de la Voïévodine répondît aux désirs exprimés par les Serbes. Pourtant la Cour de Vienne eût craint, en écartant cette question, de froisser le Tsar, qui s'intéressait, sinon aux Slaves en général, du moins à ses coréligionnaires,[1]) et dès que les événements militaires eurent pris en Hongrie une tournure plus favorable aux armes impériales, elle s'était inquiétée d'y donner une solution. Le Patriarche, relevé de ses fonctions de commissaire civil, avait été mandé à Vienne pour prendre part, de concert avec quelques représentants de la nation, à des négociations avec le ministère.[2])

Les négociations se prolongèrent pendant quatre mois. Enfin, le 17 novembre 1849, Schwarzenberg et ses collègues présentèrent à l'Empereur un long rapport dans lequel ils exposaient sommairement l'histoire des Serbes de Hongrie, rappelaient leur fidélité à la maison d'Autriche, les services qu'ils lui avaient rendus avant et pendant l'insurrection hongroise, et concluaient à ce que leurs vœux fussent pris en considération. Ce rapport, dont M. Stojačković nous a conservé le texte,[3]) reçut la sanction souveraine, et les conclusions auxquelles il aboutissait furent insérées dans la patente du 18 novembre. Voici la traduction intégrale de ce document:

„Nous François Joseph Ier, etc.

---

[1]) Ce qui montre bien cette préoccupation de Nicolas, c'est qu'il fit distribuer à ses frais de nouveaux livres liturgiques aux églises serbes que les Magyars avaient pillées.

[2]) Voyez dans Stojačković (Черте, p. 94), la lettre adressée par l'Empereur au Patriarche, à la date du 11 juillet 1849.

[3]) Черте, pp. 96—139.

„Avons, conformément à Notre patente du 15 décembre 1848, et aux paragraphes 1 et 72 de la Constitution de l'Empire, résolu et ordonné ce qui suit, sur la proposition de Notre conseil des ministres:

„Du territoire compris dans les comitats actuels de Bács-Bodrog, de Torontál, de la Temes, et de Krassó (la Bačka et le Banat), et dans les districts de Ruma et d'Ilok du comitat de Sirmie, est formé provisoirement, et pour aussi longtemps qu'il n'aura pas été statué définitivement et par les voies constitutionnelles sur la situation organique de ces pays dans Notre Empire, ou sur leur réunion à un autre pays de la Couronne, un territoire administratif distinct, dont l'administration, indépendante de celle de la Hongrie, sera dirigée par des autorités provinciales, relevant directement de Notre ministère. Ce territoire portera le nom de Voïévodine de Serbie et Banat de la Temes.

„Nous Nous réservons de régler provisoirement, par une ordonnance particulière, conformément à ce qui existe dans les autres pays de la Couronne et d'après les principes de la constitution de l'Empire, la représentation provinciale de ces pays, et la part attribuée à leurs habitants dans la représentation de l'Empire.

„Nous trouvons bon de confier la direction de l'administration de la province, à un chef provisoire, ayant son siége à Temesvár, et qui sera assisté d'un commissaire ministériel, pour l'organisation de l'administration civile.

„Considérant les intérêts particuliers des diverses populations qui habitent ces pays. Nous ordonnons que le territoire soit divisé en trois grands cercles administratifs, répondant aux trois principales nations qui l'habitent, que chacun desdits cercles soit subdivisé en districts, et qu'un projet d'ordonnance, relatif à l'organisation et aux attributions de leurs organes administratifs et représentatifs (chefs de cercle et de district, conseils de cercle et de district), soit soumis à Notre sanction.

„Les districts de Ruma et d'Ilok en Sirmie, et les parties de la Bačka et des comitats de la Temes et de Torontál habitées principalement par des Serbes, formeront provisoirement un cercle particulier de ce territoire, celui de la Voïévodine de Serbie.

„Relativement à la réunion de la Voïévodine de Serbie avec un autre pays de la Couronne, il sera statué après que ses députés auront été entendus, conformément au § 72e de la Constitution de l'Empire.

„Afin de donner à la nation serbe de Notre Empire, conformément aux vœux qu'elle nous a exprimés, un témoignage de reconnaissance qui honore ses souvenirs nationaux et historiques, Nous sommes disposé à ajouter à Notre titre impérial celui de Grand-Voïévode de la Voïévodine de Serbie" et à conférer au chef administratif du territoire de la Voïévodine, qui sera nommé par Nous par intervalles, le titre de Vice-Voïévode.

„Nous attendons du peuple serbe que, fortifié dans son attachement et dans sa fidélité envers Notre maison impériale, par le durable témoignage que Nous lui donnons actuellement de Notre bienveillance et de Notre grâce, il verra dans un lien intime avec la monarchie tout entière, dans une union pacifique et bien réglée de nations jouissant des mêmes droits et dans une égale participation aux institutions accordées à tous les peuples de Notre Empire, le gage le plus sûr de son développement progressif, de sa prospérité croissante et de celle du pays qu'il habite.

„Donné dans Notre capitale et résidence de Vienne, le 18 novembre 1849."

Un décret impérial du même jour nomma le général Ferdinand Mayerhofer de Grünbühl chef provisoire de la province.[1])

---

[1]) Le Летопис de 1866 contient (pp. 136—216) de très curieuses lettros de Jelačić, Črnojević, Hrabovský, Stratimirović, Knićanin, etc., relatives aux événements de 1848. Il est à désirer que cette publication soit continuée.

VIII.

Histoire des Serbes de Hongrie depuis l'insurrection hongroise jusqu'à nos jours. — Suppression de la Voïévodine de Serbie. — Le Dualisme austro-hongrois et ses conséquences (1849—1873).

Après avoir raconté comment les Serbes obtinrent en 1791 la jouissance des droits civils, nous avons dû montrer combien cette concession était illusoire; notre rôle d'historien nous force de faire maintenant encore les mêmes réflexions. La création de la Voïévodine avait pu être considérée par le Tsar et par une partie des Serbes eux-mêmes comme une mesure favorable, mais, si l'on examine le fond des choses, on reconnait bien vite que les avantages accordés aux Serbes ne furent guère plus sérieux en 1849 qu'en 1791.

Aussitôt après la paix, le général Mayerhofer, à qui l'Empereur avait adjoint Griez de Ronse en qualité de commissaire ministériel, entreprit de donner à la Voïévodine et au Banat l'organisation qui leur avait été promise. Ce fut l'époque des tâtonnements et des incertitudes. On ne savait même pas à Vienne ce qu'on voulait faire. Quel devait être l'embarras des malheureux fonctionnaires chargés d'exécuter des ordres contradictoires!

Par, moments, la peur du panslavisme, de cet ennemi non moins imaginaire qu'invisible, s'emparait du gouvernement central. Il prescrivait alors des mesures de rigueur contre les patriotes serbes. C'est ainsi que l'archimandrite Stamatović fut arrêté à Novi-Sad et conduit à Temesvár (février 1851). Deux mois après, des voyageurs bohèmes furent emprisonnés à Zemun et accusés

d'avoir voulu cimenter l'alliance des Slaves du sud avec les Slaves du nord. On conçoit que des procédés aussi arbitraires devaient inspirer à la population serbe de vives appréhensions.[1])

Une autre source d'inquiétudes, était le peu de stabilité des institutions. A la fin de 1850, le commissariat institué à Temesvár, fit place à une administration provinciale; des commissaires du gouvernement furent institués dans les anciens comitats et servirent d'intermédiaires entre les populations et le chef de l'administration.

Au mois de juillet 1851, Mayerhofer, dégoûté de la tâche qui lui était confiée, ne sachant s'il devait se tourner davantage du côté des Serbes ou des Allemands, se retira dans la vie privée. Avec lui disparut le titre même de vice-voïévode qui, à la vérité, n'avait guère de sens alors qu'on imposait aux Serbes un étranger. Le lieutenant-maréchal comte Coronini-Cronberg, qui commandait à Temesvár, fut alors investi des pouvoirs civils et militaires. C'est lui qui contribua le plus à développer dans le pays la bureaucratie autrichienne. Il plaça partout des fonctionnaires allemands, prescrivit l'usage exclusif de la langue allemande dans l'administration, et prétendit gouverner la Voïévodine et le Banat comme un régiment.

Bach, resté seul à la tête du Cabinet viennois à la mort de Schwarzenberg (5 avril 1852), poussa Coronini de plus en plus dans cette voie. François-Joseph, qui visita la Hongrie méridionale dans le courant de cette année, lui donna sa haute approbation, et ne s'aperçut même pas que l'état de choses actuel était en opposition avec les termes de la patente du 18 novembre 1849. Au mois de mai 1853, l'organisation de la Voïévodine et du Banat fut complétée; le pays fut divisé en 5 cercles: Lugos, Temesvár, Bečkerek, Novi-Sad et Sombor. C'est alors que le système de Bach fonctionna dans sa plénitude. Aujourd'hui encore, on parle avec un certain effroi de ce temps où les mesures de Joseph II

---

[1]) La peur du panslavisme porta le gouvernement autrichien à faire la guerre à l'alphabet cyrillien, qui avait le malheur d'être en usage chez les Russes. On entreprit de l'enlever à la fois aux Serbes et aux Ruthènes. Ce n'est qu'à la date du 4 septembre 1860 que le journal officiel de Temesvár *(Temesvarer Zeitung)* publia un arrêté portant qu'il serait permis aux habitants de remettre aux autorités des actes écrits avec les lettres cyrilliennes!

paraissaient remises en vigueur, pour assurer la germanisation de la monarchie.

Sur un point pourtant le système de Bach était plus dur que celui de l'empereur philosophe; il respectait moins la liberté individuelle et favorisait par tous les moyens l'influence cléricale. Inutile de faire remarquer que le clergé catholique profitait seul de ces tendances, qui devaient produire le concordat de 1855.

Le parti ultramontain ne pouvait s'empêcher de reprocher intérieurement aux Serbes leur attachement à l'église orientale. Tout ce que ceux-ci avaient gagné aux luttes sanglantes de 1848 et 1849, c'était de voir revenir le régime dont ils avaient été victimes il y avait un siècle.

La Voïévodine eût été plus qu'un nom, si elle n'avait compris que le pays occupé par les Serbes et ce pays tout entier; mais les Serbes de Hongrie se trouvaient séparés en trois groupes, ceux de la Voïévodine, ceux des Confins et ceux qui appartenaient encore à la Croatie, sans faire entrer en ligne de compte ceux de la Dalmatie. Il résultait de cette division que les Serbes de la Voïévodine constituaient une minorité en face des Roumains, des Allemands et des Magyars qui peuplaient le reste de la province, et par là se voyaient réduits à l'impuissance. Sans doute, l'Assemblée nationale de Karlovci avait réclamé le Banat et la Bačka, mais sa prétention ne devait s'appliquer qu'aux régions habitées par les Serbes. La chose avait été ainsi comprise à Vienne; la patente de novembre 1849 avait effectivement décidé que les territoires serbes seraient constitués à part et formeraient seuls la Voïévodine; mais, en fait la séparation n'avait pas été opérée. Le Banat et la Bačka, avec une faible portion de la Sirmie, étaient réunis dans les mêmes mains, et les Serbes n'étaient plus chez eux. En outre, très-peu d'entre eux furent admis dans l'administration; on eût dit que dans la Voïévodine serbe, telle que l'avaient imaginée Bach et Coronini, il y avait place pour des fonctionnaires de toutes les parties de l'empire, excepté pour des Serbes!

Voici comment, M. Stojačković résumait quelques années plus tard les vœux de ses compatriotes.[1]) Quatre partis se trouvaient en présence, tous également éloignés de la solution adoptée par le Cabinet de Vienne:

---

[1]) Rechtsverhältnisse, pp. 43—47.

Dans une première opinion, la Voïévodine devait être composée, conformément à la patente du 18 novembre 1849, des districts de Ruma et d'Ilok en Sirmie et des parties des comitats de Bács-Bodrog, de Torontál et de la Temes, où la majorité de la population était serbe. A la tête de la Voïévodine devait être un voïévode relevant immédiatement du pouvoir central établi à Vienne.

Dans un second système, la Voïévodine, ainsi constituée, administrée par un voïévode, devait être réunie au royaume triunitaire de Dalmatie, Croatie et Slavonie, ainsi que l'avait décidé l'assemblée nationale de Karlovci, et rattachée comme ce royaume à la Couronne hongroise.

D'après un troisième parti, la Voïévodine, constituée sur les bases qui viennent d'être indiquées, devait former à elle seule une pars adnexa du royaume de Hongrie, au même titre que la Croatie.

Ceux qui soutenaient ces trois systèmes étaient d'accord pour déclarer qu'aucun changement ne pouvait être opéré sans qu'on eût entendu les Serbes, par l'organe de leurs députés, ainsi que l'avait promis la patente de novembre.

Dans une quatrième opinion longuement développée par M. Stojačković, la Voïévodine eût été purement et simplement réunie à la Hongrie et remplacée par l'organisation suivante. Trois comitats eussent été considérés comme territoires serbes: le comitat de Sirmie formé des districts de Ruma et d'Ilok, avec Karlovci pour chef lieu, ou Ruma, s'il n'était pas possible d'enlever Karlovci aux Confins militaires, le comitat de Bács, comprenant la partie méridionale du comitat actuel de Bács-Bodrog et le comitat de Torontál, dont les limites auraient été remaniées de façon à y faire entrer tous les territoires occupés par les Serbes dans les comitats actuels de Torontál et de la Temes, les Roumains et les Allemands restant naturellement en dehors. Ces trois comitats eussent été représentés comme les autres à la Diète hongroise. Le voïévode, mis à la tête de cette nouvelle Voïévodine, eût été de droit főispán (comes perpetuus) du comitat de Bács; il en eût été de même du patriarche pour le comitat de Sirmie; quant au főispán de Torontál, il eût été nommé sur la proposition du voïévode. Celui-ci aurait été considéré comme baro regni major, et aurait siégé à la Diète hongroise immédiatement après le Ban de Croatie. Nous ne nous arrêterons pas à d'autres points de détail, dont le plus important était que la langue serbe deviendrait la langue officielle des trois comitats serbes.

Quant aux Confins, les défenseurs des quatre systèmes que nous avons exposés étaient d'accord pour réclamer la réunion à la Voïévodine des territoires habités par les Serbes, dès que l'administration civile aurait remplacé le régime militaire. Le ministère autrichien n'était du reste rien moins que disposé à laisser entamer les Confins, qu'il avait fait rentrer dans la discipline accoutumée. La seule réforme dont cette partie de la monarchie eut à se louer fut introduite par la loi organique du 7 mai 1850. Le Grenzer, jusque là simple usager du domaine de l'état, devint, dans une certaine mesure, propriétaire du sol qu'il occupait; les villes désignées sous le nom de communes des Confins (Militärgrenz-Kommunitäten) reçurent une organisation municipale plus conforme à leurs besoins; mais ce fut tout. Les autres réformes, dont il avait pu être question, restèrent en projet, et furent examinées dans les journaux serbes, en même temps que la constitution de la Voïévodine.

Plusieurs années se passèrent ainsi en discussions stériles. Ces discussions trouvèrent un aliment nouveau dans les événements du Monténégro. Peu de temps après la mort de l'évêque Pierre II (octobre 1851), la Porte, hésitant à reconnaître le prince Danilo, chercha querelle aux habitants de la montagne; les Serbes de la Hongrie et de la Principauté, comme ceux de la Bosnie et de l'Herzégovine, embrassèrent alors avec ardeur la cause de leurs frères. L'administration autrichienne s'alarma; elle vit dans des témoignages de sympathie malheureusement improductifs une agitation panslaviste encouragée par la Russie, et résolut de les réprimer énergiquement. La directeur du Srbski Dnevnik de Novi Sad, Daniel Medaković, fut menacé de poursuites par le gouverneur de la Voïévodine (décembre 1852).

Un moment, les Serbes eurent une lueur d'espoir. Le Cabinet autrichien, désirant créer des embarras à la Porte, coupable d'avoir donné asile aux réfugiés hongrois, intervint à Constantinople et seconda secrètement les efforts des Monténégrins. Grâce à ce changement d'attitude, Stratimirović et Nugent purent rejoindre les combattants chrétiens; l'armée impériale leur fournit même des secours, mais ces bonnes dispositions ne furent pas de longue durée. Le ministère viennnois se contenta de quelques légères concessions que lui fit le gouvernement ottoman, et tout fut dit (février 1853). Les persécutions dirigées contre les Slaves de la monarchie, pour les empêcher de se montrer sympathiques aux

Monténégrins, recommencèrent de plus belle. Des arrestations eurent lieu à Zagreb; Gaj, l'apôtre de l'union illyrienne, fut jeté en prison (décembre). Quelques mois plus tard, l'évêque de Bude et plusieurs autres personnages influents parmi les Serbes eurent le même sort.

L'Autriche inaugurait ainsi la politique qu'elle suivit pendant la guerre de Crimée. Les fonctionnaires de Bach continuaient durant ce temps leur administration, sans se laisser détourner de leur mission. Ils étaient d'ailleurs soutenus par les rigueurs de l'état de siége qui se prolongèrent en Hongrie jusqu'au 21 juin 1854. Alors eut lieu l'occupation des Principautés par un corps d'observation, dont Coronini eut le commandement. Des concentrations de troupes se firent en Transylvanie et dans le Banat. Les populations serbes et roumaines eurent la part principale dans les charges que créèrent ces mesures militaires.

Nous passerons rapidement sur les années qui suivirent la guerre de Crimée. Ces années furent pour l'Europe une époque de repos ou plutôt de recueillement; peu d'incidents dignes de fixer notre attention se produisirent dans la Hongrie méridionale.

L'année 1854 vit s'éteindre le vaillant défenseur de Tomaševac. Knićanin, à qui le gouvernement autrichien avait conféré le grade de général, mourut en Serbie à l'âge de 47 ans. Stratimirović, qui avait été confirmé comme Knićanin, dans le grade de général, fut en butte aux poursuites des Magyars et contraint de quitter l'armée avec une petite pension. Il ne sut pas supporter la mauvaise fortune, comme il eût dû s'efforcer de le faire, après avoir joué un rôle aussi marquant; il agit auprès de l'Empereur, au risque de compromettre son caractère jusqu'alors indépendant, et parvint à se faire rétablir snr les cadres avec la pension de son grade. La mission qu'il avait remplie à Cetinje, et dans laquelle il n'avait pas été assez ménager des deniers impériaux, inspira de légitimes défiances à ses partisans les plus dévoués. Nous le retrouverons un peu plus tard à la Diète hongroise.

La guerre d'Italie, en 1859, fournit aux Serbes l'occasion de montrer une fois de plus leur fidélité envers la maison d'Autriche. Les troupes des Confins fournirent un contingent considérable à l'armée qui opéra dans les plaines de la Lombardie. Malheureuse destinée que celle de ces soldats qui, soupirant eux-mêmes après la liberté, devaient imposer aux Italiens de nouvelles chaînes!

Les défaites de Magenta et de Solferino portèrent François-

Joseph à faire un retour sur sa politique des dernières années, et à rechercher si le moment n'était pas venu de donner aux peuples de la monarchie des institutions moins despotiques. De tous côtés, les procédés arbitraires des fonctionnaires allemands avaient excité le mécontentement public. La chûte de Bach et l'arrivée aux affaires de Gołuchowski et de Rechberg (août 1859) permirent d'espérer quelques concessions.

Pour s'éclairer, le nouveau ministère résolut de prendre l'avis de personnages choisis parmi les hommes marquants des diverses pays de la couronne, et organisa ce qu'on appela le Conseil de l'empire renforcé (verstärkter Reichsrath). Le Patriarche et l'évêque de Temesvár Maširević furent appelés à représenter les Serbes dans cette assemblée.

Rajačić se rendit à Vienne; il y rencontra l'évêque grec-oriental de Transylvanie, Siaguna, celui de Bucovine, Hackmann, et deux propriétaires roumains, désignés pour faire partie du Reichsrath: André Mocioni de Fenu, du Banat, et Nicolas Petrino, de la Bucovine. Ces derniers profitèrent de la circonstance pour s'entretenir avec le Patriarche des difficultés pendantes entre les Serbes et les Roumains.

Nous avons déjà parlé [1]) des conflits religieux survenus entre les deux peuples.

Dans le domaine ecclésiastique, la situation des Roumains du rite grec-oriental était beaucoup moins favorable que celle des Serbes. Dans le Banat et, au nord de la Maros, dans le diocèse d'Arad, tout le clergé était serbe; les prêtres roumains d'origine étaient obligés de recevoir leur instruction dans des écoles serbes et de renoncer à leurs traditions nationales. Dans la Bucovine, l'évêché, transporté en 1784 de Radauti à Czernowitz, était partagé entre les Roumains et les Ruthènes; le prélat qui occupait ce siége depuis 1835, Eugène Hackmann, pour ne pas être soupçonné de partialité envers les uns ou envers les autres, s'était jeté dans les bras des Allemands, et s'était fait l'agent de la propagande germanique. En Transylvanie enfin, les Roumains avaient obtenu depuis la fin du dix-huitième siècle la restauration de l'évêché grec-oriental, mais cet évêché avait été placé en principe dans la dépendance du Métropolitain serbe et n'avait pas encore une situation bien définie. André Siaguna, qui, depuis le mois de

---

[1]) P. 60; cf. p. 161, note 3.

janvier 1848, était placé à la tête de ce diocèse, voulait à tout prix se soustraire à l'autorité du Patriarche et constituer une église roumaine indépendante, comme les Serbes avaient la leur.

Homme instruit, actif, ambitieux, Siaguna n'avait pas montré moins de dévouement que Rajačić envers la famille impériale, pendant l'insurrection de 1848; il se croyait donc en droit, aussitôt après le rétablissement de la paix, de réclamer, à son tour, en faveur de ses compatriotes. Dès le commencement de la lutte, les Roumains, réunis à Blasiu, le 3/15 mai 1848, avaient sollicité de l'Empereur la restauration de l'ancienne métropole transylvaine.[1]) Les événements s'étaient précipités, mais n'avaient point changé les prétentions des Roumains. Trois pétitions solennelles furent présentées par eux à François-Joseph pendant l'anné 1849; des synodes tenus à Sibiu et à Arad, l'année suivante appuyèrent cette demande; ce fut en vain. Siaguna, qui prenait la part principale dans ces démarches n'obtint même pas une réponse de la Cour.

Le Patriarche, jaloux de son autorité, plus disposé à commettre de nouveaux envahissements qu'à rien céder de ce qu'il croyait son droit, réussit à mettre obstacle aux vœux des Roumains. Ceux-ci, qui déjà se plaignaient d'avoir été sacrifiés aux Serbes, lors de la création de la Voïévodine, se répandirent en récriminations, et les relations entre les deux peuples s'envenimèrent. On crut à Vienne que le moment était propice pour déterminer les Roumains à entrer en foule dans l'église unie, et que leur aversion pour les prêtres serbes les porterait à se livrer aux Jésuites. Le nonce du Pape et le Primat catholique ne laissèrent pas échapper l'occasion de montrer leur zèle Les Roumains sollicitaient la création d'une métropole grecque-orientale, on leur accorda la création d'une métropole grecque-unie.[2])

Cette métropole eut pour siége nominal Alba Iulia, mais pour siége effectif Blasiu; elle eut pour suffragants l'évêque de Nagy-Várad, successeur de ce Mélitée Kovač, dont nous avons raconté la triste origine,[3]) et deux nouveaux évêques institués à Gherla (Szamos-Ujvár) en Transylvanie, et à Lugos dans le Banat.

Peut-être crut-on à Vienne que les Roumains seraient contents de ce qu'on leur présentait comme une concession. On se

---

[1]) Pope'a, *Vechi'a Metropolia ortodosa romana a Transilvaniei,* p. 155.

[2]) Rescrit impérial du 12 décembre 1850; bulle *Ecclesiam Christi* du 26 novembre 1853.

[3]) Voy. p. 118.

flattait sans doute de les amener à ce premier pas, en faisant briller à leurs yeux les bienfaits de l'autonomie religieuse; puis, ce premier pas fait, on aurait toujours pu les rattacher à l'église romaine par un lien plus étroit.[1]) Du reste, le fait que nous venons de rapporter est bien conforme aux idées politiques autrichiennes. Exciter les peuples de la monarchie les uns contre les autres, paraître leur faire des concessions, en décrétant souvent le contraire de ce qu'ils demandent, puis, s'ils montrent quelque mécontentement, s'étonner de leur ingratitude: tel a été le système suivi d'ordinaire par le Cabinet de Vienne; aussi n'a-t-il jamais rien créé de solide.

La création d'une métropole grecque-unie ne pouvait être indifférente à Siaguna, qui se voyait frustré dans ses plus chères espérances. Ses protestations ne se firent pas attendre, et se renouvelèrent plusieurs fois. De son côté, Rajačić était possédé du désir de soumettre à son autorité suprême tous les Grecs-Orientaux de l'empire, et ne déployait pas moins d'ardeur que son adversaire, pour l'emporter auprès de l'Empereur. L'affaire en était là quand les représentants des Serbes et des Roumains se rencontrèrent à Vienne. Le 10 et le 12 juillet 1860, ils tinrent ensemble deux conférences, auxquelles assistèrent, du côté des Serbes, Rajačić et Maširević, puis deux personnages laïques, Mladenović, propriétaire en Sirmie, et Matić, officier en retraite. L'entente ne fut pas possible, et Rajačić résolut d'en appeler à l'Empereur.

Dans une pétition qu'il remit lui-même à François-Joseph, le Patriarche demanda que les évêques grecs-orientaux de Dalmatie, de Bucovine et de Transylvanie lui fussent subordonnés; qu'il fût autorisé à réunir tous les évêques en synode, et à convoquer ensuite un Congrès national; que, à l'instar de ce qui avait été fait pour les Protestants, il fût créé à Vienne, au ministère de l'instruction publique et des cultes, une section spéciale pour

---

[1]) Le même fait se produisit en Dalmatie à la fin de 1852. Thun, l'auteur futur du concordat, intervint dans les affaires de l'évêché grec-oriental de Zadar (Zara), et voulut le livrer aux Jésuites. Pour achever de vexer les prêtres serbes, il leur intima l'ordre de tenir tous leurs registres en italien et, dans les cas où l'emploi de la langue serbe était indispensable, proscrivit de la manière la plus absolue l'emploi des caractères cyrilliens. Thun s'était pourtant fait un nom parmi les défenseurs des Slaves, mais nul n'ignore que chez les ultramontains, tout sentiment national disparaît quand les passions cléricales sont en jeu.

les Grecs-Orientaux; que les fidèles de cette religion résidant à Vienne pussent bâtir une église et célébrer les offices dans leur langue; que deux écoles supérieures fussent créées, l'une pour les Serbes, l'autre pour les Roumains; que le gouvernement mît un terme à la propagande religieuse, etc.

Les Roumains n'étaient nullement opposés à ce que les Serbes jouissent de leur autonomie ecclésiastique; ils voulaient seulement obtenir cette autonomie pour eux-mêmes, et ne reconnaissaient point au Patriarche le droit de parler en leur nom à l'Empereur. Ils furent donc contraints d'exposer leurs demandes dans un acte distinct.

Si le clergé serbe était unanime à soutenir les prétentions de Rajačić, il y avait par bonheur dans le public des hommes aux opinions plus justes et plus modérées. Miletić ne fit pas difficulté de reconnaître que le droit des Roumains était bien fondé, et fut d'avis de provoquer la réunion d'un Congrès, où les deux nations seraient représentées, et où la question serait tranchée.

Le 29 septembre, l'Empereur fit connaître sa décision relativement à la pétition du Patriarche. Elle était ainsi conçue:

„Cher patriarche Rajačić, En réponse aux demandes que vous et l'évêque de Temesvár M'avez exposées, Je permets que les évêques grecs non-unis s'assemblent en synode, pour délibérer sur les affaires générales de leur église en Autriche et Me présenter leurs vœux et leurs propositions dûment motivés, dans la forme canonique. Ma volonté est en particulier, que ce synode, auquel seront également convoqués les évêques grecs non-unis de Transylvanie, de Bucovine et de Dalmatie, Me fasse, après en avoir délibéré, des propositions conformes aux règles canoniques, pour le règlement de la hiérarchie, en tenant compte, dans une juste mesure, des besoins et des intérêts ecclésiastiques des Roumains du rite grec non-uni.

„Je vous invite, pendant ou après ce synode, à vous réunir, conformément à la tradition avec les évêques d'Arad, de la Bačka, de Gornji-Karlovac, de Bude, de Pakrac, de Temesvár et de Vršac, afin d'examiner en commun les matières qui devront être soumises au prochain Congrès national illyrien; des propositions Me seront faites en conséquence.

„Je Me réserve d'envoyer au synode le lieutenant-maréchal Šokčević, ban de Croatie et de Slavonie, comme Mon commissaire, et Je le chargerai de Me donner son avis motivé sur un mode

de convocation du Congrès national, qui doive assurer la représentation convenable des Roumains du rite grec non-uni des diocèses d'Arad, de Temesvár et de Vršac, après qu'il se sera entretenu avec vous et les évêques desdits diocèses, ainsi qu'avec quelques hommes éclairés d'origine roumaine.

„En tout cas, l'amélioration du sort fait au clergé séculier, et la réglementation des paroisses dans les diocèses où le rescrit déclaratoire du 16 juin 1779 a force de loi, réglementation qui en est la conséquence nécessaire, devront faire l'objet des délibérations du prochain Congrès national. C'est pourquoi les relevés y relatifs que vous et les évêques avez été invités à préparer par Mon Ministre des cultes et de l'instruction publique, devront être promptement terminés, la convocation du Congrès étant, dans une certaine mesure, subordonnée au résultat de ces relevés qui devra être consigné dans un rapport.

„Rien ne s'oppose à ce que des synodes soient tenus chaque année.

„Apprenant par le rapport qui M'a été fait sur vos réclamations que les vœux et les demandes de Mes fidèles sujets serbes ont été déjà discutés en détail au Congrès tenu à Temesvár en 1790, en se référant aux priviléges conférés par Mes aïeux à la nation serbe; qu'un rapport a été soumis à ce sujet à feu l'empereur Léopold II, mais que la résolution par lui prise n'a jamais été promulguée, J'ai décidé que des travaux préparatoires pour l'interprétation complète de ces priviléges seraient entrepris sans retard et qu'un homme expert, appartenant au peuple serbe du rite grec non-uni, serait appelé à y prendre part.

„Quant à la demande que vous Me faites d'empêcher que les adhérents de votre église soient poussés par des moyens occultes à changer de religion, les évêques grecs non-unis n'ont, le cas échéant, qu'à demander protection à Mes autorités.

„J'ai donné l'ordre de faire savoir aux Serbes appartenant à l'église grecque non-unie, qui séjournent dans Ma capitale et résidence de Vienne, qu'il leur est permis de se réunir en communauté ecclésiastique. Dès qu'un comité de cette communauté se sera constitué, il lui sera également permis de faire un appel aux souscriptions volontaires dans tout l'Empire, pour la construction d'une église, d'un presbytère et d'une école; Je serai même disposé à lui faire donner pour cela un terrain. La communauté devra entrer à cet effet en négociations avec Mon ministre de l'intérieur.

„Enfin J'aurai soin qu'au sein du Conseil chargé en dernière instance des affaires de l'église grecque non-unie, une place soit réservée à un adhérent de cette église.

„Relativement aux autres demandes et propositions qui m'ont été faites, Je prendrai une décision, dès que les délibérations auxquelles elles donnent lieu seront terminées."

Rajačić n'était déjà plus à Vienne quand la réponse impériale fut connue. Il avait dû retourner à Karlovci, et la Cour, se flattant peut-être de le payer de bonnes paroles, avait profité de son départ pour le combler d'honneurs. Un bateau à vapeur spécial fut mis à sa disposition; on lui donna même pour le servir des laquais à la livrée grise des Habsbourgs. N'était-ce pas un indice qu'on nourrissait à Vienne une arrière-pensée contre les Serbes?

Cette arrière-pensée existait en effet; elle se révéla dans le diplôme du 20 octobre 1860. Ce n'est pas à la vérité d'une manière immédiate que l'acte solennel dû à l'initiative impériale devait atteindre les Serbes; ceux-ci semblaient ne rien avoir à perdre à la restauration des Diètes provinciales et à la création d'une Diète centrale à Vienne; on pouvait même croire que le diplôme allait en quelque sorte inaugurer un système fédératif. Les rescrits qui accompagnèrent le diplôme prouvèrent combien une semblable interprétation était mal fondée. Un de ces rescrits rétablit en Hongrie les institutions constitutionnelles et montra que le diplôme d'octobre était avant tout le développement de la patente du 19 avril précédent qui avait fait revivre l'organisation des comitats hongrois. La constitution hongroise refusant aux Serbes toute vie politique, l'existence de la Voïévodine allait être remise en question; c'est ce que faisait clairement pressentir un autre rescrit impérial, daté du même jour, qui était ainsi conçu:

„Cher comte Rechberg, les vœux et les prétentions constitutionnelles de Mon royaume de Hongrie, relativement à la réincorporation de la Voïévodine serbe et du Banat de la Temes, aussi bien que les vœux et les prétentions de Mes sujets serbes, qui ont été de tout temps en possession de priviléges et d'exemptions légales, demandant un examen sérieux; les vues diverses et très-opposées des autres habitants de la Voïévodine de Serbie et du Banat de la Temes, réclamant une étude et une discussion approfondies, J'ai résolu d'y nommer dans la personne de Mon lieutenant-feld-maréchal comte Alexandre Mensdorff-Pouilly, un

commissaire, qui, après avoir entendu des personnes marquantes de toutes les nationalités et de tous les cultes, M'adressera le plus tôt possible son rapport, et Me proposera une solution satisfaisante pour tous. Mon ministère devra Me soumettre immédiatement les instructions nécessaires à ce commissaire."

Mensdorff-Pouilly partit pour Temesvár vers le 15 novembre, et convoqua pour le 24 du même mois une assemblée de notables.[1]) Cette assemblée, composée en grande partie de propriétaires amis des Magyars, se prononça pour la réunion à la Hongrie. Parmi les Serbes qui y furènt admis, quelques uns opinèrent dans le même sens, par haine contre le régime de Bach; la plupart furent d'avis qu'une assemblée nationale était seule compétente pour statuer sur la question; tous insistèrent pour que les divers idiômes usités en Hongrie fussent reçus dans l'administration.[2]) La cause était gagnée d'avance pour les Magyars.

Le 27 décembre, une patente impériale proclama la réunion à la Hongrie du Banat et de la Voïévodine.

L'organisation concédée aux Serbes comme une marque particulière de la reconnaissance de François-Joseph avait vécu. Schmerling, appelé le 13 décembre à la succession de Goluchowski, l'avait sacrifiée à ses idées centralistes. Une note publiée dans la Wiener Zeitung du 30 décembre invita le Patriarche à désigner „un certain nombre d'hommes distingués par leur position, leurs talents, leurs services envers le pays et par la confiance publique." Ces délégués devaient stipuler des garanties spéciales en faveur des Serbes.

La Chancellerie hongroise appelée à prendre en main les affaires du Banat et de la Voïévodine, à partir du 1er janvier 1861, renouvela l'invitation faite à Rajačić de choisir les délégués nationaux. Celui-ci, las d'être berné par le Cabinet viennois, répondit par un refus. Il avait sollicité vainement la convocation d'un Congrès national et réclamé pour les Serbes le droit d'être consultés,

---

[1]) Un auteur que nous avons déjà cité profita de la circonstance pour exposer de nouveau les droits historiques des Serbes. Voy. *Offenes Schreiben an den Patriarchen Joseph von Rajacsics,* von Isidor Nikolics; Zombor, 1860, in-8.

[2]) Le recueil des procès-verbaux (Радња) du Congrès de 1861 (pp. 235-242) reproduit, d'après la *Temesvarer Zeitung,* plusieurs pétitions adressées alors à Mensdorff par les Serbes de Kikinda, Subotica et Novi Sad.

comme les Magyars l'avaient été à la conférence d'Esztergom; il ne lui appartenait point de désigner des délégués qui peut-être seraient désavoués par la masse du peuple. Puisant dans la situation une énergie qui lui avait manqué souvent, le Patriarche se plaignait avec amertume des déceptions prodiguées aux Serbes, et déclarait vouloir désormais publier toute correspondance échangée entre lui et le gouvernement, pour qu'on ne l'accusât pas de négocier dans l'ombre.[1])

La fermeté de Rajačić le servit mieux que sa trop grande docilité aux ordres de la Cour. Le 5 mars 1861, l'Empereur adressa en même temps à Schmerling et au chancelier hongrois, Nicolas Vay, une lettre autographe, dans laquelle il les invitait à convoquer le Congrès serbe. Le général Filipović, qui commandait à Zemun, était chargé des fonctions de commissaire impérial.

Les Roumains devaient être représentés au Congrès, tout au moins par les évêques de Transylvanie et de Bucovine, mais, sachant bien qu'ils ne pourraient l'emporter sur le Patriarche, ceux-ci avaient déclaré d'avance qu'ils s'abstiendraient. L'assemblée qui s'ouvrit à Karlovci le 21 mars / 2 avril 1861 fut donc uniquement serbe; elle se composa, de 25 députés ecclésiastiques et 50 laïques sans compter le Patriarche ni les évêques de Temesvár, de Vršac et de Novi Sad. L'abstention des Roumains empêcha qu'il fût question de la séparation des deux églises; on ne s'occupa que de la situation politique des Serbes.

Après un discours de l'archimandrite Nicanor Grujić, le Congrès nomma une commission chargée d'examiner la lettre impériale du 5 mars, et de rédiger un projet de résolution qui servît de base à la discussion générale.[2]) La commission choisit pour secrétaire Alexandre Stojačković, qui déposa son rapport le 29 mars / 10 avril. Dans ce travail Stojačković se rapprochait beaucoup du

---

[1]) Voy. Радња Благовештенског Сабора народа српског у Сремским Карловицима (n° 29 de notre *Bibliographie).*

[2]) Le lendemain de la première séance, un incident tragique causa une vive émotion parmi les Serbes. Michel Stojanović, administrateur des biens du baron Sina et député de Kikinda, fut mortellement blessé d'un coup de pistolet par le brasseur Schober, chez qui il était logé. Comme Stojanović était un homme influent, capable de rendre à ses compatriotes des services sérieux, on crut à Karlovci que l'assassin avait été poussé au crime par sa haine contre les Serbes. Du reste le fond de l'affaire n'a jamais été bien éclairci.

système que nous avons exposé d'après lui.[1]) Le projet fut débattu dans une discussion à laquelle prirent part Georges Stojačković, Svetozar Miletić, Jean Subotić, le général Stratimirović, le protopope Milutinović et les évêques Maširević et Kengjelac; les articles furent adoptés après quelques modifications à la séance du 6/18 avril. Après avoir rappelé les priviléges impériaux que les Serbes considéraient comme la base de leur droit public, la résolution concluait à la réunion à la Hongrie, sous les conditions suivantes:[2])

„I. Le territoire dans lequel les Serbes forment la majorité doit être reconnu comme territoire serbe dans le royaume de Hongrie, et respectivement dans les royaumes de Croatie, Slavonie et Dalmatie, sous le nom de Voïévodine serbe.

„A ce territoire appartiennent:

„1°. Toute la Sirmie provinciale, c'est-à-dire les districts de Ruma, d'Ilok et de Vukovár;

„2°. La Bačka inférieure, ayant pour limites les localités suivantes, appartenant encore à la Voïévodine, savoir, à partir du Danube: Sonta, Sombor, Stari et Novi Sivac, Kula, Stari et Novi Vrbas, Szent-Tamás, Mohol.

„Le Banat, ayant pour limites les localités suivantes, appartenant encore à la Voïévodine, savoir, à partir de la Maros: le monastère de Hodoš, Novi Bodrog, Nova Vinga, Fenlak, Sekušić, Nagyfalu, Varjaš, Kétfel, Knez, Perjámos, Srpski Szent-Peter, Staro Bešenovo, Vrbica, Crnabara, Mokrin, Velika Kikinda, Mali Orosin, Clary, Kétfa, Čenej, Német, Mali Bečkerek, Mehala, Temesvár avec ses faubourgs, Freidorf, Utvinj, Szent-Mihályi, Dinjaš, Srpski Szent-Márton, Ivanda, Čebza, Čakovo, Makedonija, Gad, Gjir, Tolvadija, Soka, Denta, le monastère de Szent-György, Berekuca, Kameral-Szent-György, Omor, Brešće, Dezsánfalva, Mali Žam, Malo et Veliko Središte, Mesić, Jakuba, Vojvodince, Subotica, Podporanj, Vlajkovec.

„Tout le pays compris entre les localités sus-énoncées, les Confins militaires, la Tisza et la Maros, constitue la portion de la Voïévodine empruntée au Banat.

---

[1]) Voy. p. 278.

[2]) Les demandes formulées par le Congrès ont été publiées en allemand, avec le memorandum et la pétition rédigés par l'assemblée que tinrent les Slovaques en 1861, sous ce titre: *Petitionen der Serben und Slowaken vom Jahre 1861;* Wien 1862, in-8.

„Le régiment-frontière de Petrovaradin, les régiments allemand et serbe du Banat, ainsi que le bataillon de Titel, doivent être considérés comme parties intégrantes de la Voïévodine.“

Aux termes des autres articles, qu'il nous suffira de résumer, l'administration de la Voïévodine devra être confiée à un voïévode. Ce dignitaire, qui siégera parmi les magnats comme baron du royaume, sera élu par tous les Serbes de la Hongrie et par les habitants de la Voïévodine étrangers à la nationalité serbe. Il devra être choisi parmi les Serbes de religion grecque-orientale et confirmé par le Roi. Au point de vue administratif, la Voïévodine sera divisée en deux parties: la partie dépendant de la Sirmie relèvera comme par le passé des royaumes de Slavonie, Croatie et Dalmatie, et sera soumise à la législation de ces royaumes; la partie dépendant de la Bačka et du Banat sera soumise au contraire à la législation hongroise. La langue de la Voïévodine sera le serbe écrit en caractères cyrilliens; ce sera la langue de l'administration et de la justice, mais les communes pourront choisir pour leurs affaires l'idiôme qu'elles préféreront; les individus auront de même le droit de s'adresser aux autorités dans une quelconque des langues parlées sur le territoire où ces autorités seront en fonctions.

Les comitats faisant partie de la Voïévodine n'auront pas de föispáns; le voïévode réunira dans sa personne toutes leurs attributions. Les députés de la province seront compétents pour organiser la justice; en tout cas, la Voïévodine recevra une cour d'appel, la troisième instance devant être portée devant le tribunal suprême de Hongrie, pour les districts hongrois, et devant la haute cour croate, pour la Sirmie.

Les armes et les couleurs serbes pourront être arborées sur toute l'étendue de la Voïévodine; les couleurs autrichiennes devront y être jointes, ainsi que les couleurs hongroises, dans la partie de la province dépendant de la Hongrie.

Telles étaient, dans leurs traits généraux, les demandes que le Congrès national avait formulées en 16 articles. Pour accompagner la résolution, les députés signèrent une adresse à l'Empereur à propos de laquelle ils eurent quelque peine à se mettre d'accord. Le projet rédigé, en même temps que la résolution, par la commission dont Stojačković était le secrétaire, n'était que le développement des articles cités plus haut, auxquels il servait d'exposé de motifs. Il fut combattu par Subotić et par Miletić qui

le trouvèrent à la fois trop long et trop peu explicite, long parce qu'il se perdait dans certains détails inutiles, peu explicite parce qu'il n'insistait pas assez sur des questions importantes, par exemple sur la réunion à la Voïévodine de la partie serbe des Confins. Le projet fut cependant adopté; une commission de 12 membres présidée par l'évêque Kengelac fut désignée par le Patriarche pour le porter à Vienne.

Le passage le plus intéressant de l'adresse était celui où les députés serbes appuyaient leurs prétentions de données statistiques. La population purement serbe de la Voïévodine ainsi délimitée, y compris le comitat de Sirmie tout entier, devait s'élever à 299.078 âmes; les autres nationalités: Allemands, Roumains, Croates, Slovaques, Bulgares, Magyars et Juifs auraient formé par contre un total de 352.276 individus. Les Serbes du culte oriental n'auraient eu qu'une majorité relative, mais en leur adjoignant les Croates, Chokatses et Bouniévatses, appartenant à l'église latine, mais parlant la même langue, l'idiôme serbo-croate aurait été la langue de 345.777 individus, soit celle de la majorité absolue. De plus, au point de vue religieux, l'addition de la population roumaine du rite oriental à la population serbe de la même confession donnait le chiffre de 376.121 individus. La réunion à la Voïévodine de la partie des Confins à laquelle prétendaient les Serbes, et dont la population se montait à 350.000 âmes environ, aurait donné les chiffres suivants. Serbes purs: 498.078; individus parlant le serbo-croate: 584.777; Grecs-Orientaux: 636.121, sur 1,001.354 habitants.

Le Congrès avait eu le tort évident de trop étendre les limites de la Voïévodine projetée. Les calculs à l'aide desquels il soutenait les droits des Serbes étaient sans doute ingénieux, mais il n'en ressortait pas une majorité assez forte à leur avantage. Il eût été plus sage de reporter la limite de la Voïévodine plus au sud du Banat et de la Bačka, de façon à n'y faire entrer des Allemands, des Roumains et des Magyars que dans la plus faible proportion possible. Demander trop c'était pour les Serbes s'exposer à des refus, ou, pour le moins, se lancer de nouveau dans les embarras qu'avait suscités l'organisation de 1849. Il est difficile de ne pas avouer que le système proposé eût donné lieu dans la pratique à de nombreuses complications. Chacun des trois systèmes que nous avons fait connaître plus haut valait mieux, et, si les Serbes ne pouvaient espérer leur séparation d'avec la

Hongrie, la combinaison imaginée d'abord par M. Stojačković eût été plus aisément réalisable.

La députation conduite par Kengjelac remit à l'Empereur le 11 mai la résolution et l'adresse du Congrès, mais la réponse qu'elle reçut dut lui laisser peu d'espoir. Comme le président faisait allusion aux sacrifices que les Serbes s'étaient imposés pour le bien de la dynastie, François-Joseph leur dit, que sans vouloir préjuger sa décision, il pouvait prévoir qu'ils devraient faire de nouveaux sacrifices, pour maintenir l'intégrité de la monarchie. En d'autres termes, l'Empereur leur permettait de se dévouer pour lui, sans qu'ils eussent même l'espoir d'une récompense.

La déception causée aux Serbes par la réponse impériale les aigrit au point qu'ils considérèrent toute parole qui n'était pas absolument conforme à leurs prétentions comme un acte d'hostilité. Un député croate, Kukuljević Sakcinski, főispán du comitat de Zagreb, ayant soutenu dans un de ses discours que les Confins croato-slavons devaient appartenir à la Croatie, et ses paroles n'ayant pas soulevé de réclamations, le Patriarche s'émut, convoqua les anciens membres du Congrès national qui demeuraient près de Karlovci, et les força de signer une protestation contre le discours de Kukuljević (4 juin). Cette protestation ne pouvait avoir d'effet pratique, mais elle était de nature à froisser les Croates, alors que ceux-ci luttaient avec énergie contre les Magyars et les Allemands. Le clergé catholique de Croatie faisait preuve en ce moment de patriotisme; c'était Rajačić, qui par un esprit de mesquine rivalité, ravivait les anciennes querelles.

Le Cabinet de Vienne ne pouvait croire que les Serbes oublieraient facilement les résolutions du Congrès. Pour leur donner le change et détourner leur attention de la Voïévodine, il voulut porter la question sur un autre terrain. Un rescrit impérial adressé à la Diète hongroise, à la date du 21 juillet 1861, lui représenta la nécessité d'une loi spéciale sur les nationalités. Quelle que fût cette loi, François-Joseph s'en désintéressait de la sorte, et en rejetait toute la responsabilité sur les États du royaume. Or, comme ces États étaient toujours composés de la même manière, que le système électoral introduit par le gouvernement d'après la loi de 1848, était tout aussi frustratoire pour les Slaves et pour les Roumains, que le système d'autrefois, les Serbes pouvaient imaginer sans peine ce que serait une loi votée par leurs ennemis.

La patente ajoutait, il est vrai, ce qui suit:

„En ce qui touche particulièrement les Serbes qui vivent dans le pays, Nous Nous réservons de transmettre aux magnats et aux représentants pour qu'il en soit délibéré, Nos décisions et Nos propositions relatives aux anciens priviléges, droits et garanties de l'intérêt national des Serbes, sur la base des vœux émis dans le Congrès national qu'ils ont tenu récemment, lors de la réincorporation de la Voïévodine serbe au royaume de Hongrie.“

Comme, en fin de compte, c'était toujours la Diète qui devait statuer sur les propositions impériales, ce passage de la patente n'avait pas plus de sens que le premier. La Diète le prit de haut, et, dans son adresse du 12 août, soutint qu'il n'y avait nullement besoin en Hongrie d'une nouvelle loi des nationalités; que la législation de 1848 était aussi favorable que possible à toutes les populations du royaume, qui avaient échappé tout d'un coup aux servitudes féodales, et que la suprématie de la langue magyare était reconnu par les lois de 1830, de 1840 et de 1844. Après tout les Allemands étaient mal venus à se plaindre de l'intolérance des Magyars; n'étaient-ce pas eux qui, pendant toute la durée du gouvernement absolu, avaient imposé leur idiôme aux divers peuples de la monarchie et qui maintenant encore l'imposaient aux Tchèques, aux Polonais, aux Slovènes, etc.?

La Diète hongroise montrait, il faut l'avouer, une grande indépendance en face de la Cour. Décidée à tenir tête à l'Empereur lui-même, elle ne devait guère s'arrêter aux protestations des rares députés slaves qui étaient parvenus à se faire confier un mandat législatif.

En effet, parmi les sept députés serbes qui nous trouvons à la Diète, J. Ignjatović, P. Črnojević, E. Branovački, K. Račković, A. Črnojević (fils), Al. Zako, Th. Nikolić, les trois premiers seuls se rattachaient réellement au parti national, qui d'ailleurs n'avait pas présenté de candidats.

A la chambre haute, les Serbes n'eurent pas de représentants. Les évêques, qui en faisaient partie de droit, savaient que leur présence y serait inutile, et s'abstinrent d'y paraître.

La Diète avait, pour la forme, chargé une commission spéciale d'étudier la question des nationalités, mais le projet de loi préparé par cette commission ne put être discuté. Un rescrit du 21 août prononça la dissolution de l'assemblée.

Tant de luttes stériles épuisèrent le vieux Rajačić qui mourut le 1er / 13 décembre 1861. Dévoué tout entier à la dynastie impériale, le Patriarche avait toujours mis le patriotisme autrichien au-dessus du patriotisme serbe. Il avait plus d'une fois compromis son influence, sa popularité par attachement pour la Cour. On a vu à quoi ses efforts avaient abouti. A sa mort, les Serbes, affaiblis par les combats de 1848 et 1849, accablés par le découragement, menacés de voir éclater entre eux des dissentions intestines, étaient dans une situation beaucoup moins prospère que lors de son avénement au siége métropolitain, dix-neuf ans auparavant.

La responsabilité d'une situation aussi triste retombe principalement sur le Cabinet autrichien, dont les incertitudes, les tergiversations mécontentaient à la fois tous les partis, mais elle retombe aussi sur Rajačić. Celui-ci avait joué un rôle pour lequel il n'était pas fait; il avait agi plus en homme d'église qu'en politique. Il inclinait à mêler au gouvernement temporel les choses de la foi, et nuisait singulièrement à sa cause par ses idées envahissantes.

Au lieu de donner aux Serbes une force nouvelle, en cultivant les bons rapports nés pendant la révolution d'une action commune avec les Croates et les Roumains, il froissa les Croates par animosité contre les Catholiques, et s'attira la haine des Roumains qu'il prétendit garder malgré eux en tutèle. L'instruction publique resta stationnaire, et les Serbes perdirent un temps précieux pendant lequel ils eussent dû avancer dans la voie de la civilisation.

L'exemple de Rajačić est un exemple de plus des dangers que présente l'immixtion du clergé dans la politique. Lors même que les églises sont indépendantes, que leurs ministres n'ont pas les yeux tournés hors des frontières de leur pays, les prêtres ne peuvent être que de mauvais administrateurs, parce qu'ils sont sans ceses amenés à confondre le temporel et le spirituel.

Les fautes de Rajačić devaient amener chez les Serbes la formation d'un parti national qui entreprît de substituer son influence à celle du clergé. Dans tous les pays de l'Europe la direction des affaires politiques appartenait aux hommes d'état laïques; les Serbes étaient tenus de suivre l'exemple de leurs voisins, de leurs adversaires eux-mêmes, sous peine de se laisser distancer par eux pour toujours. La ville de Novi Sad avait confié les fonctions de maire à Svetozar Miletić, qui représentait cette

tendance nouvelle. Jeune, ardent, intrépide, Miletić avait groupé autour de lui les avocats, les médecins, toute la classe instruite et laborieuse qui, en 1848, avait donné le signal de la résistance aux Magyars. Bien qu'on le sût opposé au Patriarche, il avait trouvé des sympathies jusque dans les rangs du clergé séculier.

Le parti national ne pouvait manquer d'être pour le gouvernement central un sujet d'inquiétudes; la Cour songea donc à faire passer la succession de Rajačić entre les mains d'un homme qui continuât les mêmes errements. Cet homme fut l'évêque de Temesvár, Samuel Maširević, qui fut nommé administrateur du siége de Karlovci.

En même temps que Rajačić s'était attiré l'hostilité du parti national, nous avons vu qu'il était en guerre ouverte avec les Roumains. Sa mort fut considérée par ces derniers comme un événement des plus heureux. Ils crurent que le jour de leur émancipation religieuse était arrivé, qu'il suffirait, pour qu'elle fût complète, de tenter une dernière démarche à Vienne, tandis que l'archi-diocèse était vacant. Deux conférences eurent lieu à Temesvár au mois de janvier et de février 1862; d'accord avec Siaguna, il fut résolu qu'une pétition plus développée que les précédentes serait présentée à l'Empereur par une députation composée de délégués appartenant à tous les districts roumains. Cette pétition fut remise le 15 mars à l'archiduc Renier, en l'absence de l'Empereur, mais Siaguna et plusieurs de ceux qui l'accompagnaient attendirent à Vienne le retour de François-Joseph pour le solliciter de vive voix.

Rajačić ayant laissé semer la discorde entre les Roumains et les Serbes, ceux-ci ne manquèrent pas d'attaquer avec violence la démarche de leurs adversaires. Le Srpski Dnevnik de Novi Sad invoqua l'histoire contre les prétentions des Roumains, mais Siaguna lui-même et son secrétaire Popea lui répondirent dans leur organe de Vienne l'Ost und West. Un an s'écoula sans que l'Empereur statuât sur le litige; enfin, le 25 juin 1863, il écrivit à Siaguna une lettre autographe dans laquelle il exprimait l'intention de doter les Roumains appartenant au rite grec-oriental d'une métropole indépendante, mais en ne lui subordonnant que la Transylvanie.

Cette restriction déplut aux Roumains qui eurent recours à leur moyen d'action ordinaire. Un synode, tenu à Sibiu le 22 mars / 3 avril 1864 et les jours suivants, rédigea une pétition à l'Empereur.

De leur côté, les Serbes sollicitèrent la convocation du Congrès national, afin de donner un successeur définitif à Rajačić; le gouvernement autorisa cette convocation pour le 1er août suivant, et chargea pour la seconde fois le général Filipović des fonctions de commissaire.

Le grand rôle joué par Rajačić donnait un intérêt tout particulier à l'élection qui allait être faite. Le Cabinet de Vienne ne voulait pas que le Métropolitain serbe fût un homme capable de lui porter ombrage, et, pour être sûr du vote du Congrès, il consacra toute son influence à faire nommer des députés qui ne lui fissent pas d'opposition. Grâce à la pression administrative, l'assemblée fut peuplée d'officiers des Confins, prêts à exécuter la consigne qu'on allait leur donner.

Le 1er août, les députés étaient arrivés à Karlovci. Au moment où les délibérations allaient s'ouvrir, les représentants roumains élus dans les diocèses d'Arad, de Temesvár et de Vršac se présentèrent en corps chez Filipović, sous la conduite de l'évêque d'Arad Ivačković, et lui remirent une déclaration solennelle qu'ils venaient de signer, en même temps qu'un mémoire adressé à l'Empereur.[1]) Dans cette déclaration, ils exposaient que le Congrès ecclésiastique de Karlovci, lors même qu'on lui donnait le nom de Congrès illyrien, était une assemblée purement serbe, à laquelle les Roumains n'avaient pas à participer. Il était juste que, à leur tour, ils obtinssent le droit de se réunir comme les Serbes. Rappelant alors les démarches qu'ils avaient déjà faites pour amener la séparation des deux églises, ils montraient quelle situation d'infériorité ils auraient dans le Congrès. En fait, disaient-ils, les Roumains n'avaient qu'un député par groupe de 60 à 70.000 âmes, tandisque chez les Serbes un député ne représentait que de 13 à 14.000 âmes. Cette disproportion numérique rendait illusoires pour eux les délibérations d'une assemblée commune.

La pétition jointe à la déclaration exposait les mêmes considérations avec plus détails, et pressait l'Empereur de prendre l'initiative de la mesure sollicitée par les Roumains. Filipović promit de la transmettre immédiatement à Vienne.

L'ouverture effective du Congrès n'eut lieu que le 23 juillet/4 août; les Roumains y assistèrent, mais le lendemains, jour fixé pour l'élection du métropolitain, l'un d'eux Vincent Babesiu, de-

---

[1]) Voy. le texte de ces deux documents dans Pope'a, *loc. cit.* pp. 249 sqq.

manda la parole, dès que la séance fut ouverte, et développa les motifs qui portaient ses collègues et lui à s'abstenir. Il eut soin d'insister sur le désir que nourrissaient les Roumains d'entretenir avec les Serbes des rapports fraternels et sur la nécessité qu'il y avait de trancher promptement un différent, qui pouvait devenir une source de graves discordes. Dès que Babesiu eut fini de parler, les 14 députés roumains, l'évêque Ivačković à leur tête, quittèrent la séance et laissèrent les Serbes procéder à l'élection. Les voix se portèrent, comme on le savait d'avance, sur l'administrateur intérimaire de la métropole, Samuel Maširević.

Le nouvel élu était un personnage agréable au gouvernement qui ne lui fit pas attendre l'investiture. Une décision impériale du 13 août le confirma dans ses fonctions de métropolitain et lui conféra le titre de patriarche des Serbes. C'était là une dérogation importante aux usages suivis jusqu'alors. Il était de tradition parmi les Serbes que le patriarche devait être revêtu de cette haute dignité par un vote de la nation; or Maširević n'avait reçu du Congrès que le titre de métropolitain. La faveur dont il était l'objet de la part de l'Empereur indisposa contre lui la plupart des esprits indépendants, qui y virent plus encore une infraction aux anciens priviléges qu'une récompense peu méritée.

L'élection terminée, les députés se dispersèrent. Les évêques restés seuls se réunirent en synode, avec un comité de permanence nommé par le Congrès. Filipović continua auprès de cette assemblée ses fonctions de commissaire. Siaguna, Ivačković et plusieurs délégués roumains prirent part aux délibérations qui portèrent sur la séparation des deux églises. L'Empereur, par sa lettre à l'évêque de Transylvanie en date du 25 juin 1863, et par la lettre adressée à Maširević le 13 août 1864, avait admis en principe la requête des Roumains; il ne s'agissait plus que de rechercher les moyens pratiques d'exécution. On arrêta le mode de séparation des diocèses, la division des protopopies et des communes. Il fut convenu que les diocèses des deux nations empiéteraient les uns sur les autres, de façon à ce que toutes les communes roumaines ressortissent aux évêques roumains, et les communes serbes aux évêques serbes.

Une des questions dont la solution devait susciter les plus grandes difficultés était celle de la fortune nationale. Les Roumains avaient apporté leur quote-part dans la constitution des fonds dits nationaux, et demandaient qu'une partie de ces fonds leur

fût attribuée en propre, mais cette question ne pouvait être tranchée par le synode.

L'assemblée allait achever ses travaux quand l'évêque de Bucovine, Hackmann, vint s'y associer. Oubliant les démarches qu'il avait faites, en 1848, de concert avec Siaguna, cet homme n'hésita pas à se lancer dans les plus basses intrigues; il déclara qu'il ne se soumettrait pas à une métropole transylvaine, et réclama pour la Bucovine une église indépendante. Cette prétention nouvelle qui menaçait les Roumains d'une division dangereuse, excita de la part de tous les intéressés les protestations les plus vives. De ce jour, Hackmann fut considéré comme un traître vendu aux Allemands. Sa conduite jusqu'à sa mort, arrivée en 1873, n'a que trop justifié cette accusation.

Tandis que cet incident imprévu jetait le trouble parmi les Roumains, Belcredi, qui, depuis le 30 juillet, avait remplacé Schmerling au ministère, obtint de l'Empereur la convocation de la Diète hongroise. Les Serbes, toujours désireux de donner un signe de leur existence nationale, ne négligèrent rien pour envoyer à Pest quelques uns des leurs. Stratimirović, Miletić, le protopope Milutinović et plusieurs autres reçurent le mandat parlementaire.

La voix des députés slaves n'avait guère de chance d'être écoutée dans une assemblée ou Deák régnait en maître. Le Cabinet de Vienne désirait arriver à une entente avec la Hongrie, mais cette entente pour les Magyars n'était possible qu'autant qu'ils resteraient en possession de leur suprématie sur les autres peuples du pays.

Ils voulaient avoir leur autonomie complète et songeaient à l'établissement du système dualiste. Leurs exigences menaçaient trop directement les Slaves du sud, pour que ceux-ci ne songeassent pas à se défendre. On crut à Vienne porter aux Serbes un coup décisif en donnant satisfaction aux Roumains qui semblaient plus accommodants. Un rescrit impérial du 24 décembre 1864 convoqua le Congrès serbe pour statuer définitivement sur les questions pendantes; un autre rescrit daté du même jour éleva l'église épiscopale de Transylvanie au rang de métropole[1]) et lui subordonna l'évêché d'Arad, ainsi qu'un nouvel évêché créé à Káránszebes.

---

[1]) Bien que, dans le premier moment, les Serbes aient considéré la séparation des deux églises comme une défaite pour eux, Maširević fut un des premiers à féliciter Siaguna. Voyez Popeʼa. *loc. cit.*, p. 302.

Les calculs auxquels on se livrait à Vienne n'étaient peut-être pas très-sûrs. La séparation ecclésiastique des Serbes et des Roumains devait avoir pour résultat non pas de les irriter les uns contre les autres, mais de leur faciliter l'alliance contre leurs ennemis communs. Ces ennemis, que l'évêque catholique de Djakovo, Strossmayer, dénonçait à la Diète croate, dans un mémorable discours, le 25 janvier 1865, c'étaient les Allemands et les Magyars qui songeaient à se partager la monarchie, au détriment de la véritable majorité.

Le moment approchait où le système dualiste allait triompher; les Serbes et les Roumains eussent dû renoncer à leurs querelles et se préparer ensemble à la résistance, mais, avant qu'une entente cordiale pût s'établir entre eux, il fallait que les questions qui les divisaient fussent définitivement réglées. Le Congrès national, convoqué pour en étudier la solution, s'ouvrit à Karlovci le 6 février 1865. Comme l'année précédente, le gouvernement avait employé tous les moyens d'influence pour faire élire des officiers, des fonctionnaires qu'il pût diriger à sa guise, et qui tinssent en échec le parti avancé représenté par Subotić et Miletić; le général Filipović nommé commissaire pour la troisième fois, se proposait de mener les députés militairement.

Une délégation de 13 membres présidée par Siaguna, fit connaître les prétentions des Roumains relativement aux fonds ecclésiastiques et aux monastères. Abstraction faite des donations spéciales dues à des particuliers, la fortune administrée par le patriarche s'élevait à 2,522.742 florins d'Autriche. Les Roumains réclamaient 875.100 florins, plus les monastères de Hodoš, Bezdin, Szent-György et Mesić. Sur le refus formel des Serbes, qui se prétendaient seuls propriétaires de la fortune amassée par leur église, ils réduisirent leurs exigences à 500.000 puis à 400.000 florins. Maširević, au nom du Congrès, offrit 100.000 florins et monta jusqu'à 200.000. On était encore loin de compte. Siaguna avait semblé disposé à se contenter de la somme proposée par les Serbes, mais en faisant certaires réserves pour l'avenir; ces réserves ayant été rejetées par l'autre partie, il en revint à son minimum de 400.000 florins dont il déclara ne plus vouloir se départir. Les Serbes se montrèrent également intraitables au sujet des monastères, en sorte que les délégués durent se séparer sans être arrivés à aucun résultat. La triste conséquence de cette rupture fut que les Roumains s'adressèrent à Vienne; les Allemands

furent appelés à intervenir entre eux et les Serbes. Des paroles imprudentes prononcées dans le Congrès achevèrent d'envenimer la querelle.

L'assemblée termina ses délibérations par quelques mesures vraiment utiles. Elle décréta que les biens des monastères seraient administrés en commun par le Patriarche, de façon à ce qu'une partie des revenus pût être attribuée à l'instruction publique; elle fixa le traitement alloué au clergé, vota quelques améliorations dans l'organisation des écoles et des consistoires. Mais sur certains points, elle se soumit servilement aux volontés du commissaire impérial, et se lia les mains en admettant l'ingérence du gouvernement dans des affaires dont il ne s'était pas mêlé jusqu'alors. Miletić, Črnojević, Grčić et Stojković, qui constituaient, à eux seuls, la minorité libérale, sentirent qu'ils étaient impuissants à retenir leurs collègues dans une voie aussi fâcheuse; ils quittèrent le Congrès brusquement et publièrent une protestation contre la pression qu'on leur faisait subir.[1])

Les luttes intestines des Serbes furent heureusement reléguées au second plan par les événements de la politique générale. Les efforts du ministère Belcredi pour amener un compromis avec la Hongrie les portèrent à se redemander s'il n'y avait pas quelque moyen de se réconcilier avec les Magyars. Loin de se laisser entraîner, comme le disaient leurs adversaires, aux prétendues agitations panslavistes, loin de chercher à se séparer de l'empire, ils ne laissaient échapper aucune occasion de montrer leur attachement à l'Autriche. Ce sentiment de fidélité, qu'ils puisent dans leur histoire, doit étonner ceux qui les voient du dehors. Malgré les relations fréquentes que le Danube établit entre Novi Sad et Belgrade, les Serbes de Hongrie sont presque considérés dans la Principauté comme des étrangers; on les appelle Allemands, ou, dans le langage populaire Souabes (Švabi)! Un écrivain russe, qui à pris à tâche de donner une existence réelle

---

[1]) Les séances du Congrès de 1865 n'ont pas été publiées en volume et l'on doit se reporter aux comptes-rendus insérés dans le *Letopis* (1866), le *Napredak* et le *Svetovid*. Un discours prononcé par le protopope Milutinović a seul paru séparément (Novi Sad, 1865, in-8). Quant aux fonds nationaux, le secrétaire de la nation Miloš Rajić en avait publié en 1864 un relevé d'après les documents conservés au patriarcat (Српски нар. фондови по списима кои се у патрияршеской писмохрани наоде; у Карловцима, in-8).

au panslavisme, M. Lemanskij, a constaté avec surprise chez les Serbes de Hongrie ce dévouement à la patrie autrichienne.[1])

Le manifeste impérial du 20 septembre 1865, qui promettait le rétablissement des institutions constitutionnelles en Hongrie, fut favorablement accueilli par les Serbes. Ils espéraient toujours, comme le disait le Napredak quelque temps auparavant, que la jeunesse magyare, plus instruite désormais, n'ignorerait plus qu'il existe plusieurs peuples dans le royaume de saint Étienne et ne leur refuserait plus le moyen d'exister. Aussitôt que François-Joseph eût ordonné la convocation de la Diète hongroise, qui devait jeter les bases d'une transaction entre l'Autriche et la Hongrie, „les patriotes serbes se mirent à l'œuvre pour préparer „les élections dans un esprit de liberté générale, de solidarité „fraternelle entre tous les groupes nationaux".[2])

Les députés élus par les districts serbes devaient reconnaître les droits du royaume de Hongrie, mais par une juste conséquence, ils devaient revendiquer l'administration autonome promise par les anciens priviléges. Un comité institué à Novi Sad se montra encore plus modéré dans ses exigences; il se contenta de réclamer une délimitation nouvelle des comitats, combinée de manière à grouper autant que possible les diverses nationalités, et l'emploi dans les comitats ainsi reconstitués de l'idiôme de la majorité. Plusieurs écrivains entreprirent de prouver aux Magyars que leur intérêt était de s'entendre avec les Serbes, comme avec les Slaves en général.[3]) Les événements de 1848 n'avaient-ils pas montré qu'ils avaient eu tort de s'en faire des ennemis?

Dans le camp magyar, on était tout aussi peu disposé à la conciliation que par le passé. Eötvös consacrait un livre à la

---

[1]) Voy. une brochure de M. Lamanskij, intitulée: Сербия и южнославянске Провинціи Австріи, extraite de l'Отечественныя Записки, 1864, n° 2. Cette brochure a été traduite en allemand sous ce titre: *Serbien und die südslavischen Provinzen Oesterreichs,* dans la *Zeitschr. für slav. Lit., Kunst u. Wiss.,* II, pp. 215—231; 252—276. Lamanskij prêche le panslavisme, mais il entend par là la russification de tous les peuples slaves, et froisse ainsi leurs traditions les plus chères.

[2]) Jovanović, *Les Serbes et la mission de la Serbie,* p. 62.

[3]) C'est dans ce sens qu'était écrite une brochure qui fit alors sensation, et dont l'auteur était un Serbe: *Occident, Orient und der Panslavismus, oder Beiträge zur Orientirung für die südöstlichen Völker Europas;* Pest, 1865, in-8.

question des nationalités,[1]) mais, après avoir reconnu que cette question présentait en Hongrie des difficultés gigantesques, il concluait à la suprématie historique des Magyars. Si les philosophes, ou ceux qui avaient la prétention de l'être témoignaient de cet esprit exclusif, l'intolérance était plus grande encore dans la pratique. Les élections à la Diète de 1865 furent faites sous la pression des főispáns, secondés par les fonctionnaires des comitats. L'argent et les autres moyens de corruption furent mis en œuvre pour faire écarter les candidats qu'on appelait nationaux. Quand ils triomphèrent de ces intrigues et furent investis d'un mandat régulier, ils furent en butte aux contestations arbitraires de la majorité. Miletić, élu à Bašahid, dans le district de Kikinda, vit son élection annulée; il se représenta dans le même collége qui se prononça de nouveau pour lui.

Malgré le mauvais vouloir évident des Magyars, les députés serbes, slovaques, ruthènes et roumains présentèrent à la Diète divers projets de loi relatifs aux nationalités. Ces projets n'eurent pas plus d'effet que les discours de Miletić. Loin de répondre aux avances qui leur avaient été faites quelque temps auparavant, les Magyars montrèrent en toute chose leur mauvais vouloir. A l'assemblée ils tâchèrent de fermer la bouche aux orateurs nationaux; dans les comitats ils poursuivirent leurs partisans avec vigueur. Le 30 novembre 1865, eut lieu à Novi Sad une réunion pour la construction d'un théâtre serbe; la commune déclara qu'elle ferait à la société l'abandon gratuit du terrain nécessaire; c'en fut assez pour provoquer des tempêtes parmi les adversaires des Serbes, qui imaginèrent mille intrigues pour ruiner l'entreprise.

Les querelles continuaient chaque jour quand la menace d'une guerre avec la Prusse vint exciter l'attention générale. Que se passa-t-il alors? Les Magyars, en possession de leur Diète, sur le point de recouvrer dans leur plénitude leurs institutions constitutionnelles, n'hésitèrent pas à négocier en secret avec le Cabinet italien, pour combattre l'Autriche les armes à la main; les Serbes, au contraire, étouffèrent leurs ressentiments pour défendre un empire où ils avaient toujours été traités, sinon en ennemis, du moins en étrangers. Lorsque la guerre éclata, au mois de juin 1866,

---

[1]) *Die Nationalitäten-Frage,* von Joseph Freiherrn von Eötvös. Aus dem ungarischen Manuscripte übersetzt von Dr. Max Falk. Pest, 1865, in-8. Les idées d'Eötvös ont été réfutées dans la brochure intitulée: Глас из Србије о питању народности у Угарској *(Bibliographie,* n° 16).

les régiments des Confins furent envoyés sur la frontière italienne; ils obtinrent l'avantage à Custozza, puis transportés à la hâte en Bohème, se battirent brillamment à Sadova. Leur valeur ne put rien contre la supériorité du nombre, de l'armement et du commandement.

Triste situation que celle des Slaves et des Roumains de la monarchie autrichienne en 1866! Que la Prusse fût vaincue ou victorieuse, c'étaient eux qui devaient payer le prix de la victoire. Dans un cas, ils voyaient la politique de l'empire absorbée tout entière par cette Allemagne d'où venaient les plus grands de leurs maux; ils n'étaient plus que des nations conquises destinées à périr dans la servitude; dans l'autre, ils étaient sacrifiés à l'alliance des Allemands et des Magyars. C'est un trait du caractère germanique d'être toujours du côté du plus fort. Les Allemands de l'Autriche furent aussi fiers, sinon plus fiers de la victoire de la Prusse, que s'ils l'avaient remportée eux-mêmes. Leur orgueil et leurs fanfaronnades étaient incapables pourtant d'assurer leur domination sur une foule de peuples impatients de leur liberté; la Prusse, occupée chez elle, observée par la France et par la Russie, ne pouvait leur prêter la force de ses armées; il leur fallait à tout prix d'autres alliés pour conserver la direction de la monarchie; ils tendirent la main aux Magyars.

Telle fut l'origine du dualisme. Un étranger, qui n'avait jamais vu de près les différents peuples de l'Autriche, qui ignorait leur passé, leurs aspirations, leurs conditions d'existence, crut, ou voulut faire croire qu'il avait trouvé le moyen de donner à l'empire des forces nouvelles. M. de Beust, appelé aux affaires peu de temps après la conclusion de la paix, fut l'inventeur et le négociateur du pacte dualiste. Dès le 19 novembre, la Diète de Hongrie fut ouverte et reçut la promesse d'un ministère autonome. Dans l'adresse votée par cette assemblée, en réponse au discours du trône, au mois de décembre 1866, se trouvèrent ces mots: la nation hongroise. Stratimirović proposa de les remplacer par cette expression plus générale: les nations de la Hongrie, et soutint son amendement par d'excellentes raisons; il n'en provoqua pas moins la fureur de ses adversaires aux yeux de qui les Magyars seuls avaient le droit d'exister. La Diète croate ayant demandé, pour le royaume triunitaire, une autonomie semblable à celle que la Hongrie allait recevoir, fut ajournée avec la même rigueur qu'en 1865 (10 janvier 1867). Les réclamations

permises aux Magyars, après qu'ils avaient été d'intelligence avec l'ennemi, devenaient criminelles quand elles émanaient d'un peuple fidèle!

Bientôt s'acheva le nouvel édifice politique; Belcredi céda la place à Beust qui joignit à ses deux ministères la présidence du conseil (7 février). Le lendemain, les termes de la transaction intervenue entre les Allemands et les Magyars étaient arrêtés. Peu de jours après, la Chancellerie hongroise était supprimée et le ministère présidée par le Comte Andrássy entrait en fonction (20 février). Toutes les protestations que les Slaves de l'empire firent entendre furent inutiles; elles n'eurent d'autre effet que la dissolution de la Diète croate (27 mai). Beust triomphant fut élevé à la dignité de chancelier (30 mai).

Le dualisme, dont nous ne tarderons pas à étudier les conséquences, est bien la plus étrange conception qui ait jamais germé dans la tête d'un homme d'état. Imagine-t-on que 16 millions de Slaves et 3 millions de Roumains aient pu être livrés à la merci de 9 millions d'Allemands et de 5 millions de Magyars; que cette minorité fût tout et la majorité rien? C'est pourtant ce qu'on vit alors, tant le Cabinet de Vienne était habitué à méconnaître le droit des peuples.

Allemands et Magyars, ligués pour l'oppression des autres groupes de la monarchie comptaient et comptent encore sur les dissentions qu'ils peuvent semer parmi leurs adversaires, sur les défections que l'intérêt personnel et la cupidité vulgaire peuvent amener çà et là dans les rangs des Bohèmes, des Slovènes, des Dalmates, des Polonais, des Ruthènes, des Serbes eux-mêmes; aussi furent-ils surpris de la grande manifestation à laquelle s'associèrent les Slaves d'Autriche et de Hongrie peu de temps après l'avénement du dualisme. L'exposition ethnographique qui s'ouvrit à Moscou le 5 mai 1867, leur fournit un prétexte pour entrer en relations avec leurs frères de Russie. Tous les groupes slaves de l'Autriche et de la Hongrie, à la seule exception des Polonais, qui s'obstinent à ne pas sortir de leur isolement, furent représentés aux fêtes qui eurent lieu à Pétersbourg et à Moscou. Les Serbes de Hongrie y comptèrent huit des leurs: Jean Subotić, assesseur au tribunal septemviral à Pest, Polit-Dečanski, avocat à Zagreb, les protopopes Milutinović, Kukić, Kovačević et Begović, Vladan Gjorgjević, de Vienne et Živko Vasiljević, négociant à Zemun.

Il n'appartient pas à cette histoire d'énumérer les autres Slaves de la monarchie autrichienne qui prirent part à la réunion de Moscou, mais nous devons constater le retentissement qu'eut le Congrès aussi bien en Russie qu'au dehors. Les visiteurs furent accueillis par les Russes avec la cordialité la plus franche, admis à présenter leurs hommages à l'Empereur et reçus à l'envi par tous les personnages marquants de l'empire. Ils furent mis à même d'apprécier les qualités solides et hospitalières des sujets du Tsar, et puisèrent dans leurs entretiens avec eux un sentiment plus profond de la solidarité qui doit unir tous les membres de la famille slave.[1])

De peur de blesser le Cabinet de Pétersbourg, le gouvernement austro-hongrois n'avait pas osé défendre le départ pour Moscou, mais, en secret, il excita contre ceux qui avaient entrepris ce voyage l'animosité des journaux allemands, magyars et polonais; il s'efforça même de provoquer des manifestations hostiles à la Russie, par exemple chez les Slovènes. Il n'est pas d'invectives, d'accusations auxquelles n'aient été en butte les hommes courageux qui voulurent opposer au pacte dualiste la force calme mais puissante de la fraternité slave. A leur retour les persécutions commencèrent. Subotić, le seul d'entre eux qui occupât des fonctions publiques, fut destitué brutalement. On chercha querelle à Polit, qui s'était établi comme avocat à Zagreb, sous le prétexte qu'il n'avait point passé ses examens en Hongrie. Il était docteur en droit de la faculté de Vienne et se trouvait dans la même situation que plusieurs de ses confrères. On lui interdit l'exercice de sa profession, sans même l'admettre à subir de nouvelles épreuves dans une école magyare; il lui fallut trois ans pour obtenir cette autorisation!

Une institution qui eut le privilége d'exciter l'inquiétude du ministère hongrois fut celle de l'Omladina Srpska (Société de la Jeunesse serbe). Au mois d'août 1866, les étudiants de Novi Sad avaient organisé une espèce de congrès auquel avaient pris part des députations venues de différentes villes de Hongrie et de Serbie; ils s'étaient proclamé solidaires les uns des autres,

---

[1]) Consultez sur le Congrès de Moscou les intéressantes lettres insérées par Smolér (Schmaler) dans le *Slavisches Centralblatt,* 1867, passim et la brochure suivante : *Pouť Slovanův do Ruska roku 1867, a její význam,* (Le Voyage des Slaves en Russie en 1867 et sa signification.) Prague 1867, in-8.

avaient résolu de travailler de concert à l'éducation nationale par la publication d'un journal et de livres didactiques édités à frais communs; enfin ils avaient décidé qu'ils s'assembleraient chaque année dans une ville indiquée d'avance, afin de resserrer par un commerce régulier les liens qui les unissaient déjà. L'association, qui n'avait d'abord qu'un but purement littéraire, ne pouvait manquer de prendre un caractère politique. Tous ceux qui avaient à cœur le progrès national, qui rêvaient de voir les Serbes occuper définitivement une place parmi les peuples européens, s'empressèrent de participer à l'œuvre patriotique des étudiants de Novi Sad. En quelques mois, l'Omladina s'étendit dans toutes les provinces habitées par les Serbes et constitua, non plus une simple société, mais un parti considérable. Ce parti donnait son entière approbation à la ligne de conduite suivie par Subotić et Miletić et revendiquait les droits imprescriptibles du peuple serbe; il n'était pas hostile aux Magyars par principe,[1]) mais croyait l'entente impossible tant que l'égalité des races ne serait pas reconnue.

L'Omladina ne se rendit pas seulement redoutable en Hongrie, elle provoqua les colères du Cabinet de Belgrade. Garašanin et Hristić qui en étaient les chefs crurent se ménager l'amitié du gouvernement hongrois en s'opposant au développement de l'association. Lorsqu'ils virent leurs compatriotes accourir de tous côtés à la seconde réunion convoquée à Belgrade pour le mois d'août 1867, ils les forcèrent de se disperser. Cette mesure mécontenta d'autant plus les adhérents du parti d'action qu'elle accusait une entente trop intime entre Andrássy et Garašanin. Les Magyars avaient interdit aux étudiants serbes de la Hongrie de se rendre à Belgrade; il semblait qu'en prononçant la dissolution de l'assemblée les ministres de la Principauté n'eussent fait qu'obéir à des ordres venus de Pest.

Nicolas Hristić était encore au pouvoir quand le prince de Serbie Michel Obrenović tomba sous les coups d'une troupe d'assassins (juin 1868). L'occasion lui sembla bonne pour se venger de l'Omladina qu'il savait opposée à sa politique; il fit répandre

---

[1]) Détail curieux, un des premiers actes des étudiants de Novi Sad fut d'envoyer des adresses aux étudiants magyars de Pest, et aux étudiants slaves de Moscou, en vue de faire oublier aux jeunes gens les défiances et les querelles qui avaient animé leurs pères.

le bruit que cette société révolutionnaire avait préparé le crime et s'efforca d'exciter l'opinion publique contre ceux qui en faisaient partie. Cette dénonciation ne dut convaincre personne, mais elle ne fut pas perdue pour le Cabinet de Pest qui voulut en profiter pour perdre un de ses principaux adversaires. Il eut l'idée d'impliquer dans le complot le chef du parti national serbe, Miletić, dont l'attitude à la Diète était pour lui un sujet constant d'embarras. L'accusation était aussi ridicule qu'odieuse; Miletić avait fait son éducation aux frais du prince Michel, il était resté lié avec lui d'une amitié sincère, et, s'il avait parfois combattu son gouvernement, c'eût été le dernier homme du monde qui eût accepté l'alliance d'une troupe de bandits. Pourtant Miletić était membre de l'Omladina, société que Hristić avait rendue suspecte; c'en fut assez pour que le baron Wenckheim, ministre de l'intérieur, le suspendît de ses fonctions de maire de Novi Sad et le remplaçât par un commissaire royal. En sa qualité de député, Miletić ne pouvait être arrêté sans l'autorisation de la Diète; le commissaire fit incarcérer, par manière de compensation, deux hommes qui lui parurent également dangereux: MM. Vladimir Jovanović, ancien rédacteur du journal franco-serbe de Genève, la Srbska Sloboda, qui collaborait alors à la Zastava de Novi Sad, et M. Amable Karavelov, émigré bulgare, qui se trouvait par hasard dans cette ville. M. Alexandre Radovanović, négociant à Karlovci, fut en même temps arrêté. La détention de ces trois inculpés dura plusieurs mois avant qu'un tribunal statuât sur leur sort. Les procédés arbitraitres du ministère hongrois et de son agent soulevèrent l'indignation de la ville de Novi Sad qui fit entendre une protestation énergique. Le commissaire prononça la destitution en masse de tous les fonctionnaires municipaux, suspendit les lois constitutionnelles et prétendit réunir tous les pouvoirs. Miletić, qui avait été la cause première de cet incident, continuait heureusement à siéger au sein de la Diète. Il interpella vivement le Cabinet sur les arrestations ordonnées à Novi Sad, sur la destitution des fonctionnaires municipaux et le somma de s'expliquer avec franchise: „Si je suis un assassin, s'écria-t-il, pendez-moi, mais n'essayez pas de justifier par cette accusation ma destitution du poste de maire.“ Wenckheim n'osa pas le prendre au mot ni lui donner des juges; il se contenta de répondre qu'il avait dû prendre cette mesure par égard pour le gouvernement serbe.

Que signifiait cette parole? Les Magyars avaient-ils donc habitué les Serbes à leur rendre des services de bon voisinage? Chacun savait le contraire, aussi Wenckheim faisait-il involontairement allusion aux intrigues nouées par le comte Andrássy et Hristić pour écarter de la succession à la principauté Milan Obrenović, petit-cousin de Michel et son héritier naturel. Michel avait épousé la fille du comte Hunyady, qui vivait séparée de lui depuis plusieurs années quand il mourut; c'est à cette femme que le ministère hongrois voulait faire confier la régence. Par elle, il croyait pouvoir implanter l'influence magyare d'une manière durable au-delà de la Save. Beust avait conçu ce projet de concert avec Andrássy et, pour donner plus de prestige à la veuve du Prince, avait décidé l'Empereur à lui faire une visite de condoléance. Par faiblesse, ou peut-être dans l'espoir de conserver son influence, Hristić s'employait à faire triompher la cause hongroise. Il faut pourtant convenir que la politique seule peut inspirer des idées aussi monstrueuses. Le titre de prince eût été conféré au fils bâtard de Michel et la princesse Julie, pour qui cet enfant était adultérin, eût été nommée régente! Voilà pour quelle combinaison le gouvernement hongrois avait calomnié les chefs reconnus des Serbes de Hongrie, pourquoi il avait poursuivi, emprisonné les hommes indépendants capables de résister à ses intrigues. Le vote de la škupština serbe qui remit au jeune Milan la couronne princière et nomma régents le colonel Milivoje Petrović Blaznavac, Jean Ristić et Jean Gavrilović, écarta définitivement les prétentions de la princesse Julie. La détention de Jovanović, de Karavelov et de Radovanović n'ayant plus d'objet, ils purent être remis en liberté.[1])

La pensée que le comte Andrássy avait eue d'intervenir indirectement dans les affaires de la Principauté n'était pas une pensée nouvelle. Comme tous les hommes d'état magyars, il a toujours considéré les populations chrétiennes de l'Empire ottoman comme devant être absorbées un jour par le royaume de Hongrie. Dès qu'il eut à donner son avis sur la politique autrichienne, des officiers de l'armée impériale furent envoyés en Serbie, en Bosnie, en Herzégovine, au Montenegro, pour étudier ces pays, en examiner les ressources et rechercher les routes les plus faciles

---

[1]) M. Jovanović a raconté tous les détails de son arrestation dans son ouvrage intitulé: *Les Serbes et la Mission de la Serbie,* pp. 81—117.

pour y arriver du dehors. Nous ne connaissons que les travaux publiés par Thömmel,[1]) Roškiewicz[2]) et Filek de Wittinghausen,[3]) mais nous savons que ce ne furent pas là les seuls explorateurs.[4]) En 1869, Andrássy poussa l'imprudence jusqu'à parler publiquement des droits du royaume de Saint Étienne sur la Bosnie; ses paroles firent assez de bruit pour que la Porte fût obligée de protester.

Les débats soulevés à la Diète hongroise par l'assassinat du prince Michel ne furent pas l'unique occasion où les Serbes furent appelés à intervenir, pendant la session de 1868. Dès le mois d'avril, l'assemblée statua sur la séparation définitive des deux églises serbe et roumaine. Cette question, qui passionnait les esprits de part et d'autre donna lieu à de vives discussions au sein de la Diète. Oubliant qu'ils se trouvaient en présence d'adversaires prêts à profiter de toutes leurs querelles, les députés nationaux se laissèrent entraîner à des vivacités de langage regrettables. Après trois jours de luttes oratoires, le projet fut voté, tel qu'il avait été présenté par le ministère, et forma l'article IXe de la loi de 1868. Le premier paragraphe de cet article contenait un curieux aveu des abus commis par le gouvernement lors de la réunion des Congrès de 1864 et 1865; il y était dit que ces réunions seraient considérées comme légales, bien qu'elles n'eussent pas été constituées conformément à l'article XXe de la loi de 1847-48.[5]) Ainsi, même au point de vue magyar, les deux

---

[1]) *Geschichtliche, politische und topographisch-statistische Beschreibung des Vilajet Bosnien, das ist das eigentliche Bosnien, nebst türkisch Croatien, der Hercegovina und Rascien.* Wien, 1867, in-8.

[2]) *Studien über Bosnien und die Hercegovina.* Leipzig und Wien, 1868, in-8. Le major Roškiewicz est en outre l'auteur d'une grande carte de ces provinces en 4 feuilles.

[3]) *Das Fürstenthum Serbien geographisch-militärisch dargestellt.* Wien, 1869, in-8.

[4]) Sans parler des articles insérés dans *l'Oesterreichische militärische Zeitschrift* et dans d'autres recueils, nous citerons encore l'ouvrage suivant: *Militärische Beschreibung des Paschalik's Hercegovina und des Fürstenthums Crnagora;* mit einer Karte von Pauliny, 3. Auflage, Wien, 1870, in-8.

[5]) L'article XXe de la loi de 1847-48, qui reconnaissait l'existence de l'église grecque-orientale, statuait que les députés au Congrès de Karlovci seraient au nombre de 75, à savoir 25 ecclésiastiques, 25 laïques du territoire civil et 25 laïques des Confins. Le gouvernement avait en 1864 et 1865 éludé cette disposition, en augmentant arbitrairement le nombre des députés élus dans les Confins.

derniers Congrès avaient été entachés d'illégalité; la minorité avait donc eu raison de protester. Les paragraphes suivants confirmaient la séparation des métropoles et reconnaissaient aux fidèles le droit d'administrer leur église et de pratiquer leur religion. Le ministre des cultes était invité à convoquer le Congrès serbe et le Congrès roumain, pour jeter les bases de l'organisation nouvelle et déterminer le composition et le mode d'élection des assemblées ultérieures. Quant aux contestations relatives au patrimoine de chaque métropole, elles devaient être portées devant un tribunal désigné par le Roi.[1])

La Diète se montrait en apparence tolérante dans ses rapports avec l'Église orientale; elle lui accordait la liberté dans l'état, mais les charges qui correspondaient à cette liberté la rendaient plus ou moins illusoire. La loi scolaire qui fut votée en 1868 montra clairement l'esprit du législateur. Aux termes de cette loi, les établissements consacrés à l'instruction populaire, c'est-à-dire les écoles primaires, professionnelles et normales, sont divisées en deux classes: les établissements de l'État, où l'enseignement est laïque, et les établissements que les diverses confessions religieuses sont autorisées à fonder pour leurs adhérents. Dans les premiers, l'enseignement doit être fait en langue magyare, les autres idiômes du pays n'étant plus qu'un accessoire purement facultatif; dans les seconds au contraire, la langue de l'enseignement peut être choisie par la confession qui entretient l'école, à la charge toutefois d'y faire entrer certaines matières obligatoires. Ces matières obligatoires varient suivant le degré auquel l'école appartient; ainsi dans les écoles normales primaires

---

[1]) Le ministère hongrois n'attendait que la régularisation des Congrès de 1864 et 1865 par l'effet rétroactif de la loi pour faire sanctionner les décisions émanées de ces assemblées. La sanction impériale leur fut donnée par une ordonnance du 10 août 1868, (voy. notre *Bibliographie,* n° 31, ordonnance qui contenait les 6 titres suivants:

1° De la réduction et de la dotation du clergé séculier; du personnel du clergé régulier et de la dotation des évêchés; 2° de l'organisation des communautés ecclésiastiques des villes ou villages; 3° des écoles; 4° de l'organisation des consistoires et des conseils ecclésiastique et scolaire de la métropole; 5° de l'administration des biens des monastères et des fonds nationaux serbes; 6° de l'examen pour l'admission dans le clergé séculier. Nous avons déjà dit que les députés élus sous la pression du gouvernement, s'étaient montrés hésitants dans leur réformes; ils avaient en outre reconnu au métropolitain des pouvoirs excessif qui empêchaient tout contrôle de la part de la nation.

(preparandije) que l'église serbe peut créer, les élèves-maîtres sont tenus d'apprendre l'allemand à côté du magyar; c'est une concession faite au dualisme, aux dépens des idiômes slaves ou du roumain.[1])

On voit sans peine les conséquences du système adopté par la Diète. A moins de renoncer d'elles-mêmes à leur langue, à leurs traditions particulières, les nations non-magyares doivent avoir des écoles confessionnelles. C'est là pour elle une lourde charge, puisqu'elles paient en même temps leur part du budget sur lequel le gouvernement subventionne les écoles de l'État. Il y a pour elle double sacrifice, sans parler de ce qu'il en coûte à beaucoup d'hommes indépendants de subir l'influence forcée du clergé dans les écoles. Si maintenant l'on tient compte des mille obstacles qui rendent difficile la lutte contre les établissement de l'État, de la situation forcément précaire des instituteurs nationaux, des avantages assurés aux instituteurs magyars, on conviendra que la liberté des églises et l'organisation scolaire, qui en a été la conséquence, ont été de rudes coups portés par la Diète aux peuples étrangers à la race dominante.

L'article XLIVe de la loi de 1868 qui fixe la situation des nationalités en Hongrie est conçu dans le même esprit. Les prétendues concessions que les Magyars ont voulu faire passer pour une proclamation d'égalité entre tous les peuples du royaume sont inappliquées ou inapplicables. Leur langue est la langue de la Diète, de l'administration et des tribunaux institués par l'état. Les membres des conseils électifs des comitats et des communes peuvent se servir d'un autre idiôme, mais alors ils rencontrent de la part des Magyars un mauvais vouloir absolu. Les procès-verbaux doivent être dans tous les cas rédigés dans la langue du gouvernement; la seule ressource des nationaux est d'y joindre une traduction, mais, pas plus que celle des lois, cette traduction ne fait foi, lorsqu'elle est en désaccord avec le texte magyar. Les autres dispositions de l'article XLIVe qui paraissent favorables aux nationaux sont éludées par les organes de l'administration, ou ne sont que des bienfaits temporaires destinés à disparaître promptement. Ainsi les tribunaux électifs des comitats et des

---

[1]) Article XXVIIIe de la loi de 1868. Nous ne pouvons indiquer que sommairement l'objet de ce texte qui ne compte pas moins de 148 paragraphes.

villes libres, tribunaux où la loi de 1868 admettait l'emploi des idiômes anciennement en usage, ont été supprimés par une loi de 1871 et remplacés, sur toute l'étendue du territoire, par des tribunaux uniquement magyars, composés de juges amovibles choisis par le gouvernement.

La loi des nationalités qui consacrait la suprématie absolue des Magyars sur les autres peuples de la Hongrie, ne fut pas votée sans que les représentants des Serbes et des Roumains fissent vaillamment leur devoir. Miletić et Mocioni n'eurent pas de peine à montrer tout ce que le projet avait d'injuste; ils insistèrent pour que les comitats reçussent une délimitation nouvelle qui tînt compte des nationalités, de façon à ce que de faibles minorités fussent seules sacrifiées. Rien n'était plus sensé que cette demande, mais aussi nulle proposition n'avait moins de chance d'être acceptée par les Magyars. Ceux-ci ne forment de groupes compacts que sur le bords de la Tisza et dans les pays des Széklers; partout ailleurs ils eussent été en minorité. Les Allemands sont encore plus dispersés que les Magyars, en sorte que ceux qui auraient pu défendre à la Diète les idées germaniques, les Saxons de la Transylvanie par exemple, repoussèrent le contre-projet de Miletić et de Mocioni. Les Slovaques et les Ruthènes n'étaient représentés à l'assemblée que par des ennemis; les 29 membres de la délegation croate, qui siégeaient pour la première fois à Pest, étaient des créatures du ban Rauch, prêtes aux plus serviles concessions; les Serbes et les Roumains se trouvèrent seuls à soutenir les droits des opprimés. Le 29 novembre 1868, leur contre-projet fut repoussé par 267 voix contre 24. Le patriarche Maširević et l'évêque grec-uni de Nagy-Várad Szillágyi essayèrent une protestation à la Chambre haute; ils ne furent pas plus heureux.

Un point sur lequel Miletić et Mocioni n'avaient pas manqué d'insister et qui devait dominer toute la discussion était la proclamation de l'égalité vraie, de cette égalité qui eût assuré à toutes les nationalités une part proportionnelle dans la gestion des affaires publiques. Les Magyars ou les Magyarons exerçaient tous les emplois. A qui parmi les Serbes un emploi du gouvernement avait-il été confié? L'un d'eux, Théodore Mandić, s'occupait de leurs affaires ecclésiastiques au ministère des cultes, mais il y était par nécessité, menacé d'une destitution, s'il manifestait quelque sympathie pour ses compatriotes. Subotić avait été révoqué;

il ne restait, après lui, dans l'administration ou la haute magistrature, que deux ou trois hommes insignifiants ou compromis par leurs attaches magyares. Alexandre Stojačković, l'écrivain dont nous avons souvent cité les travaux, était malheureusement du nombre; il avait par besoin accepté une place de conseiller ministériel. Citons, à côté de lui, Samuel Maširević, neveu du Patriarche, nommé juge à la Table royale.

La loi sur les nationalités fut l'une des dernières que vota la Diète; elle était arrivée au terme de son mandat et dut se dissoudre. Alors on s'occupa de préparer les élections nouvelles. La loi de 1848 qui réglait les conditions du cens était, nous l'avons dit précédemment, on ne peut plus défavorable aux nationaux. Ceux-ci essayèrent néanmoins de lutter. Les Serbes organisèrent à Bečkerek, le 16/28 janvier 1869, une grande conférence dans laquelle fut arrêté le programme du parti d'action. Affirmant l'égalité de tous les peuples du royaume et rappelant les demandes formulées par le Congrès de 1861, la conférence proclama les Serbes solidaires des autres nations opprimées de la Hongrie et en particulier des Roumains; elle se déclara prête à soutenir le parti démocratique magyar, si ce parti acceptait sans arrière pensée l'égalité des races, et ne s'opposait pas aux efforts qui auraient pour objet l'émancipation des Chrétiens d'Orient[1]).

Les rapports des Serbes et des Roumains devenaient chaque jour plus intimes depuis qu'ils n'étaient plus divisés par des querelles ecclésiastiques. Une conférence tenue au mois de février, à Temesvár, par les répresentants des deux peuples, acheva d'établir entre eux la solidarité. Ils agirent de concert dans les élections et réussirent à faire élire quelques députés de plus qu'en 1866.

Miletić, investi de nouveau du mandat parlementaire par ses concitoyens de Novi Sad, ne perdit point de temps et, dès que la Diète s'occupa de répondre au discours du trône, proposa d'ajouter à l'adresse un paragraphe ainsi conçu: „Sa Majesté a daigné donner à une députation nationale l'assurance que les résolutions du Congrès serbe seraient remises à la Diète hongroise comme propositions royales; cette promesse a été renouvelée dans la

---

[1]) Voy. Одлуке велике конференције српске у Бечкереку 16. Јануара 1869. држане, у погледу програма за заступнике српске на уг. Сабору; (Résolutions de la grande Conférence tenue à Bečkerek le 16 janvier 1869, pour arrêter le programme de l'opposition serbe à la Diète hongroise); [Novi Sad], 1869. in-8. Cf. Jovanović, pp. 118 sqq.

résolution adressée à la Diète hongroise en 1861, mais, malgré des interpellations réitérées et des promesses particulières, le Gouvernement de Sa Majesté ne s'est pas cru obligé, jusqu'à la fin de la dernière Diète, de remplir ces engagements sacrés. La nation serbe ne cherche, en se fondant sur son droit historique, droit qui est aussi la base de la couronne hongroise, rien autre chose que ce qui lui appartient par le droit naturel et la notion d'égalité entre les peuples du pays, ce qui s'accorde avec l'intégrité du royaume et l'unité politique de l'état, ce qui est conforme à l'égalité des citoyens. Quant à la question des idiômes, ses demandes sont beaucoup plus conformes au principe d'égalité que ne l'est la suprématie de la langue magyare, comme langue de la législation et de l'administration. Le peuple serbe de Hongrie ne peut abandonner ses droits nationaux et conserve encore l'espoir que Sa Majesté sauvera cette question de l'oubli, et donnera l'ordre à Son gouvernement de faire à la Diète les propositions nécessaires, propositions qui seront soumises ensuite à la sanction de Sa Majesté."

Miletić développa son amendement à la séance du 13 mai 1869. Ainsi qu'il était facile de le prévoir, la Diète refusa de le prendre en considération. Les dispositions de l'assemblée paraissaient plus hostiles encore que pendant la précédente législature.

Les Magyars ne voulaient pas que les Serbes conservassent leur existence nationale ailleurs que dans leur église. Tel avait été l'esprit des lois de 1868 que le ministère s'occupa d'exécuter. Par lettre datée du 3 mai 1868, le baron Eötvös, ministre des cultes, invita le Patriarche à convoquer le Congrès, conformément à la loi, et régla provisoiremant la procédure à suivre dans les élections. Maširević fixa la date de la convocation au 1er/13 juin.

La nouvelle législation hongroise donnait au Congrès qui allait s'ouvrir une importance plus grande que celle des assemblées tenues jusqu' alors. Plus que jamais la vie nationale devait s'y trouver concentrée; aux questions purement ecclésiastiques se joignaient les affaires scolaires et l'organisation complète de l'instruction publique chez les Serbes. Il fallait que cette organisation se rattachât par un lien quelconque à l'église, puisque les Magyars ne laissaient pas d'autres ressources aux populations rivales. Le parti libéral avait compris qu'on pouvait mettre à profit la liberté des cultes récemment proclamée par la loi. Le Congrès pouvait prononcer souverainement sur tous les objets de sa compétence, sans qu'un commissaire royal intervînt dans ses délibé-

rations; rien n'empêchait les députés de transformer l'église, de donner à l'élément laïque une part d'influence et d'initiative, qui arrachât la nation tout entière à la tutelle de prêtres peu éclairés. Il fallait de l'argent pour entretenir les écoles, pourquoi ne pas leur attribuer les revenus des couvents et supprimer quelques moines oisifs et inutiles? L'intention des fondateurs avait été de contribuer à l'instruction du peuple; la mesure projetée permettait de remplir cette intention charitable, en se rapprochant des idées modernes.[1])

Telles étaient les vues que les membres du parti libéral, Subotić, Miletić, et leur amis, apportèrent à l'assemblée de Karlovci. Dès le premier instant ils se trouvèrent en opposition avec ceux qui avaient intérêt à maintenir l'ancien état de choses. Les députés ecclésiastiques refusèrent, sauf deux ou trois exceptions, de participer aux conférences préparatoires que leur collègues laïques avaient convoquées, empêchèrent le Patriarche d'ouvrir le Congrès au jour fixé, et firent remettre la première séance au 4/16 juin, afin que tous les leurs fussent présents. Leur attitude provocatrice ne permit pas la conciliation, et, dès l'inauguration, de vifs débats s'engagèrent. La question de la présidence passionna d'abord les esprits. Pour mettre un frein à l'omnipotence que le Patriarche s'arrogeait, les libéraux soutinrent qu'il n'était pas président de droit, mais que le président devait être élu par l'assemblée.

Les cléricaux défendirent le droit du Patriarche et firent triompher leur opinion, mais ne réussirent pas à rétablir l'accord. A chaque séance, se produisirent des scènes orageuses.

Le Patriarche donnait lui même l'exemple de la violence. „Qu'on se figure un vieillard osseux et grand, portant au moins ses 66 ans, aux yeux secs et sans vie, au visage sans signification, pâle et maladif. Il ne pouvait s'appliquer au travail, n'écoutait point ce qu'on lui disait et répondait que toute chose était bien, sans la comprendre, ni savoir en profiter. Il était d'un caractère passionné, mais faible et irrésolu. Quand sa passion ordinaire s'emparait de lui, elle crispait son esprit, comme une crampe fait du corps.“ Tel est le portrait que M. Pavlović[2]) trace de Maširević, dont le Congrès montra bientôt toute la nullité. Les députés liberaux essayèrent de s'entendre avec lui; ils furent tenus à dis-

[1]) Ces détails et ceux qui suivent sont extraits du compte-rendu publié par M. Étienne Pavlović (*Bibliographie,* n° 32).

[2]) Pp. 32 sq.

tance, ou ne reçurent que des réponses évasives. Tantôt c'était Rajić, le secrétaire du patriarcat, tantôt Kušević, főispán du comitat de Sirmie, tantôt l'évêque Grujić, tantôt enfin Stratimirović, qui venait au secours du Patriarche et lui soufflait ce qu'il devait dire ou faire. L'ancien général de l'insurrection, dont la popularité avait été compromise par ses tergiversations politiques et ses complaisances envers la Cour, avait cru regagner son autorité perdue, en se jetant dans le parti clérical; il ne s'y était rallié que pour en devenir le chef.

Le Patriarche agissait en toute circonstance avec un arbitraire qui rendait indispensable un contrôle sérieux. Il avait l'administration des fonds nationaux, dont il ne rendait aucun compte, et ne se préoccupait point de les augmenter par une bonne gestion. Le gymnase de Novi Sad placé sous sa surveillance, avait souffert de son incurie, et la ville réclamait avec impatience une direction indépendante, mais, sur ce point, comme sur beaucoup d'autres, Maširević refusait satisfaction.

Le parti libéral, qui dès lors s'appela parti national, avait la ferme résolution de poursuivre ces abus, jusqu'à ce qu'il eût obtenu gain de cause. Subotić, Miletić, et leur adhérents, l'avocat Kirjaković, le protopope Begović, Etienne Pavlović, etc. n'étaient pas hommes à se laisser intimider par les menaces du Patriarche. Celui-ci s'efforçait de gagner du temps et faisait en sorte que les séances fussent aussi rares et aussi courtes que possible. L'assemblée consacra ses premières réunions à l'examen d'affaires d'intérêt secondaire, et s'apprêtait à passer aux questions plus importantes, quand un coup d'état de Maširević et de ses partisans amena sa dissolution. Le 3/15 juillet au matin, lorsque les députés voulurent pénétrer dans la salle des délibérations, ils trouvèrent sur la porte une affiche non signée qui leur apprenait que la séance du jour n'aurait pas lieu. Les membres du parti national soupconnèrent quelque piége et députèrent au Patriarche. Celui-ci répondit qu'il ne pouvait s'entendre avec des hommes qui voulaient détruire l'église et le clergé. La journée se passa dans une extrême agitation, et, le lendemain, les cléricaux adressèrent à Maširević une démission collective, déclarant, comme lui, que leurs adversaires avaient tenu des discours peu parlementaires et que, dans l'intérêt de leurs compatriotes, ils devaient s'éloigner des révolutionnaires. La démission collective émanait de 31 députés, sans compter les évêques qui y donnèrent leur ad-

hésion. Il ne resta plus aux nationaux qu' à protester contre le procédé dont ils étaient victimes. Leur protestation réunit 29 signatures, chiffre imposant, qui prouve qu'ils auraient pu conquérir la majorité si les séances du Congrès avaient continué. Il faut croire que le parti clérical regarda cette éventualité comme probable, sans quoi il se serait hâté d'expédier toutes les affaires sur lesquelles devaient porter les délibérations communes.

Le Patriarche ne crut pas pouvoir se dispenser de fournir à la nation quelques explications sur la fâcheuse issue du Congrès. Il fit publier dans les journaux un long manifeste dans lequel il se répandait en invectives contre les impies qui voulaient „séparer les fils de leur père et arracher les enfants à leur mère l'Eglise, qui les a engendrés par le Saint Esprit et les a nourris du lait de sa bénédiction". [1]) Le pauvre Maširević était tellement effrayé des projets de ses adversaires qu'il s'imagina qu'on en voulait à sa vie. Son testament, rédigé le 10/22 juillet 1869, prévit le cas où il mourrait de mort violente, „dans ces temps agités et malheureux". [2])

Le Srbski Narod, journal fondé à Novi Sad par une prétendue „Société nationale", mais en réalité soutenu par le clergé, sous l'inspiration du Patriarche et de Stratimirović, prit à tâche de défendre le parti clérical, mais ne réussit pas à calmer les colères excitées contre les partisans de Maširević. Celui-ci se vit l'objet d'une réprobation générale; plus de cent paroisses représentées par les conseils de fabrique lui firent parvenir des votes de défiance. De leur côté les députés du parti national envoyèrent quelques uns des leurs à Pest, pour protester contre le coup d'état du Patriarche. Eötvös promit de s'occuper de l'affaire sans retard et de faire en sorte que les délibérations pussent être reprises, mais il laissa le temps s'écouler sans s'inquiéter beaucoup des Serbes. Au mois de septembre, Maširević réunit en conférence ses principaux adhérents, et l'on put croire que le Congrès allait recommencer ses travaux. Ce fut une espérance vaine; le Patriarche, perdant tout courage et toute présence d'esprit, s'affaiblissait de jour en jour. Les manifestations des paroisses l'achevèrent; il mourut le 7/19 janvier 1870.

L'évêque de Bude, Stojković, fut investi par le gouvernement

---

[1]) Voy. ce manifeste dans le compte-rendu du Congrès, pp. 302-309.
[2]) *Ibid.*, p. 301.

de l'administration provisoire de la métropole (22 février). C'était le plus ancien et le plus modéré des évêques; il s'était fait une réputation par l'habileté avec laquelle il avait su relever la fortune de son diocèse, aussi les libéraux eux-mêmes accueillirent-ils sa nomination avec satisfaction. Stojković obtint du ministère l'autorisation de convoquer le Congrès pour le mois de mai 1870, et s'efforça d'amener une conciliation entre les partis.[1])

Les événements que nous venons de rapporter perdirent de leur intérêt pendant les trois derniers mois de l'année 1869, par suite de l'agitation que l'insurrection dalmate vint jeter dans les esprits. Comme nous avons laissé les Serbes de Dalmatie en dehors de cette histoire, nous n'examinerons point en détail les causes qui amenèrent la révolte des Bocchèses, mais nous, protesterons tout au moins contre l'idée d'une conspiration ourdie entre les Serbes de Dalmatie, et leurs frères de la Bosnie et du Monténégro. Qu'on le sache bien, l'odieuse exploitation à laquelle la Dalmatie s'est vue soumise par l'Autriche a fait germer dans le cœur du peuple la haine de l'Allemand. Les Italiens des villes se sont malheureusement alliés aux fonctionnaires de Vienne pour épuiser un pays déjà pauvre. Les Dalmates ont dû fournir à l'Autriche tous ses matelots, sans qu'on fît rien pour adoucir leur sort; ils ont considéré la loi militaire de 1869, qui, sans tenir compte de leurs habitudes séculaires, ni des charges auxquelles ils sont soumis pour la marine, les astreignait au service dans la landwehr, comme une aggravation trop pénible de leur situation, et sans penser à la disproportion des forces, ont résisté à main armée. Qu'on ne parle pas d'un plan arrêté d'avance; il n'y avait pas de plan, mais un mouvement irréfléchi, que favorisa la nature montagneuse du sol.[2])

---

[1]) Pour les affaires ecclésiastiques de ces dernières années, nous avons un excellent guide dans une brochure intitulée: *Zur Lösung der serbischen Kirchenfrage. Von einem gew. Congressmitgliede;* Budapest, 1873, in-8. La plus grande partie de cette brochure avait paru sous forme d'articles dans le n° 205, 209, 212, 213 et 217 de *l'Ungarischer Lloyd* (septembre 1873).

[2]) On peut consulter sur ces événements la brochure suivante: *Die Insurrection in Dalmatien. Eine historisch-kritische Darstellung der österreichischen Kriegsoperationen in der Boccha* (sic) *von Cattaro.* Wien, 1870, in-8. L'auteur de ce travail *critique* prétend p. 12 que l'insurrection fut soudoyée par l'Angleterre!

Le lieutenant-maréchal Wagner, gouverneur de la Dalmatie, échoua d'abord dans ses tentatives de répression; il fut alors investi d'un pouvoir dictatorial qu'il exerça dans son cabinet (25 octobre 1869) et céda la direction des opérations au général Auersperg. Ce nouveau commandant reçut des forces imposantes qui devaient lui permettre de se distinguer facilement, mais ne se montra guère plus habile tacticien que Wagner. La campagne de cinq jours qu'il entreprit dans les montagnes eut toutefois pour effet d'intimider les insurgés qui se montrèrent disposés à traiter. Ce résultat était dû surtout aux officiers slaves, tels que les colonels Jovanović et Simić, qui, s'ils étaient animés du même esprit militaire que les officiers allemands, avaient l'avantage de mieux comprendre la situation du pays, et de ne pas concevoir contre leurs adversaires une haine aveugle. Auersperg entama donc des pourparlers avec l'ennemi, mais, paralysé dans son action par Wagner et les fonctionnaires placés sous les ordres de ce dernier, il ne put espérer qu'un médiocre succès. L'Empereur eut alors la sagesse de rappeler Wagner qu'il remplaça par un administrateur civil (2 décembre) et d'envoyer sur le théâtre des hostilités le lieutenant-maréchal Rodić avec une commission extraordinaire. Rodić était serbe; il était né dans les Confins et pouvait mieux que personne arrêter une insurrection dont il connaissait les véritables causes. Il arriva le 30 décembre à Kotor (Cattaro) et se mit immédiatement en relations avec les chefs du mouvement. Ceux-ci réclamèrent une amnistie générale, la réparation des dommages causés à leurs propriétés pendant la lutte, et le maintien des conditions primitivement posées par eux pour leur enrôlement dans l'armée territoriale. Après quelques hésitations, Rodić céda sur les deux premiers points et fit quelques réserves sur le troisième. Le 11 janvier, 300 hommes vinrent déposer leurs armes entre les mains du commissaire, qui consentit à les leur laisser pour leur sûreté personnelle. La pacification du pays fut complète en moins d'une semaine.

Ainsi finit l'échauffourée de Dalmatie, qui pouvait, en se prolongeant, causer à la monarchie les plus sérieux embarras. Les concessions de Rodić ne furent pas du goût des Allemands de Vienne, qui, de loin, s'imaginaient qu'il serait facile d'avoir raison d'une poignée de rebelles. Ils cherchèrent à se consoler en publiant mille récits odieux sur les montagnards serbes qu'ils traitèrent de cannibales et de canaille panslaviste. Le mi-

nistre des finances cisleithan, Giskra, protesta contre la promesse d'indemnité faite aux insurgés, mais Rodić n'eut pas de peine à lui démontrer qu'il n'avait point outrepassé ses instructions.[1])

Les Serbes de Hongrie n'avaient pas pris parti pour leurs frères du Grbalj [2]) et des Krivošije, [3]) mais il est certain qu'ils avaient pour eux de secrètes sympathies. L'ardeur avec laquelle les montagnards s'étaient défendus leur rappelait la prise d'armes de 1848, et leur domait une preuve nouvelle des qualités guerrières de leur race. Ils accueillirent avec joie l'arrangement conclu par Rodić, et purent reporter leur intérêt sur leurs propres affaires.

Le Congrès, dont l'administrateur Stojković avait obtenu la convocation, se réunit au commencement de mai. Grâce aux efforts de ce prélat, les membres démissionnaires avaient consenti à reprendre leur mandat, en sorte qu'il n'y eut point d'élections nouvelles. Quatre députés seulement, parmi lesquells Stratimirović et le főispán Kušević, persistèrent à se tenir à l'écart; ils furent remplacés par quatre libéraux. Les deux partis en présence se trouvèrent ainsi de forces égales, mais les nationaux obtinrent une majorité considérable par suite de l'évolution du centre qui se porta de leur côté. Le statut organique du Congrès fut voté par les deux tiers des voix. Ce statut portait un coup mortel à l'influence cléricale. Il réduisait la compétence des synodes épiscopaux aux questions purement dogmatiques, établissait le droit pour l'assemblée d'élire seule les évêques, dont la nomination avait été faite jusqu'alors par les synodes, lui permettait de choisir le métropolitain en dehors même des évêques, et déclarait que la présidence de l'assemblée serait à l'avenir élective.

Les évêques protestèrent, mais la majorité du Congrès était décidée à passer outre. Elle s'inspira des mêmes idées dans le réglement électoral dont elle eut ensuite à s'occuper et décida que les 25 députés ecclésiastiques seraient nommés non plus seulement par

---

[1]) M. Ljubiša, maire de Budva et député à la Diète de Vienne, répondit vigoureusement dans la presse aux attaques dont Rodić était l'objet. Il developpa ses arguments plus au long dans un discours prononcé à la séance de la Diète du 9 février 1870, et que les journaux de Vienne affectèrent de laisser passer inaperçu.

[2]) Le *Grbalj,* que les Italiens et les Allemands appellent *Zupa,* est le pays situé entre Kotor et Budva.

[3]) Les *Krivošije* sont un petit groupe de population qui se trouve dans la montagne, au-dessus de Risan.

le clergé, mais au suffrage universel. C'était le moyen d'écarter du Congrès les hommes prêts à trahir les intérêts populaires.

Ce n'étaient là que des résolutions préliminaires. Le parti libéral, encouragé par de nombreuses pétitions venues du dehors, voulait rendre le clergé moins nombreux, mais mieux rétribué, plus instruit, plus capable de remplir la mission patriotique qui lui incombait. Dans cette pensée, Subotić et Miletić, développant les principes adoptés par le Congrès de 1790, proposèrent de procéder à l'inventaire de tous les biens des couvents et des évêchés, d'en composer une masse sur laquelle le clergé recevrait un traitement fixe, tandis que l'excédant des revenus serait versé dans la caisse nationale: Les conservateurs qui siégeaient à l'assemblée de 1865 avaient eux-mêmes senti la nécessité de cette mesure, mais ils s'en étaient remis à l'intervention de Maširević, qui n'était pas sorti de son inaction. Depuis lors, les conséquences déplorables du système actuel s'étaient accusées de plus en plus. A la suite des abondantes récoltes de 1868 et 1869, certains archimandrites nageaient dans une opulence, qui les portait à de scandaleux excès. On avait vu par exemple l'archimandrite de Bezdin promener publiquement sa maîtresse dans une voiture à quatre chevaux, tandis que les maîtres d'école et le bas clergé mouraient de faim. Le Congrès se proposa d'apporter un remède énergique à cette situation. Il nomma des commissions d'enquête chargées de reconnaître la fortune de l'église afin d'éviter des détournements semblables à ceux qui avaient été constatés déjà dans les monastères de Krušedol et d'Opovo; les résultats de cette enquête devaient être examinés dans une session ultérieure, où seraient réglés les détails de la sécularisation. Sentant qu'il fallait sans retard relever le niveau de l'instruction, le Congrès vota diverses bourses en faveur de jeunes gens destinés au professorat. Quatre théologiens partirent pour Kijev; dix instituteurs, choisis parmi les plus capables, furent envoyés pour un an dans les écoles d'Allemagne et de Suisse.

Miletić avait pris part aux premières délibérations du Congrès, mais il ne put y assister jusqu' à la fin. Le cabinet hongrois, inquiet des progrès du parti national serbe, avait résolu de lui susciter des embarras en le privant de son chef. Un article inséré par Miletić dans la „Zastava“ servit de prétexte. Le ministère obtint sans peine de la Diète l'autorisation de le poursuivre. Une assemblée populaire tenue à Novi Sad déclara que la cause

de Miletić était celle du peuple tout entier; c'était exciter d'autant plus les Magyars à se défaire d'un ennemi toujours prêt à la lutte. En le poursuivant, le comte Andrássy se proposait surtout de l'éloigner de la Diète où ses interpellations étaient gênantes; il espérait, en le faisant mettre en prison, désorganiser l'opposition serbe et les autres oppositions nationales qui toutes reconnaissaient pour chef l'infatigable avocat. Miletić n'hésita pas à déposer son mandat, et, dès le 14 juillet, la ville de Novi Sad lui donna pour successeur Étienne Pavlović, l'un de ses amis les plus fidèles. Les Magyars ne gagnèrent rien à leur calcul.

Un mois plus tard, Miletić fut condamné par le tribunal de Pest à un an de réclusion. De toutes parts lui vinrent des manifestations sympathiques; il obtenait ainsi la palme du martyre. Les députés magyars qui siégeaient à l'extrême gauche de la Diète comprirent que le gouvernement avait fait fausse route, et crurent donner une preuve irrécusable de leurs dispositions impartiales, en demandant la mise en liberté de leur collègue. Leur motion fut repoussée par 126 voix contre 89, sur 215 votants (25 octobre). L'appel interjeté par Miletić n'eut pas un meilleur succès; la peine prononcée contre lui fut confirmée.

Plusieurs causes avaient contribué à faire tomber sur l'ancien maire de Novi Sad les colères du Cabinet hongrois. Miletić avait reproduit dans son journal les révélations faites par les chefs du parti national croate au sujet des tripotages honteux du ban de Croatie Rauch; il avait ainsi témoigné de la bonne entente des Serbes et des Croates, bonne entente que les Magyars redoutaient et s'efforçaient d'empêcher. L'affaire qui eut le plus de retentissement fut l'entreprise de desséchement du Lonjsko Polje. Grâce à l'influence de Rauch, il s'était formé une société de capitalistes magyars et magyarons, qui, sous prétexte de dessécher cette contrée marécageuse, prétendaient dépouiller le trésor croate.

Heureusement deux hommes dévoués à la cause nationale, Mrazović et Vončina eurent connaissance de leurs manœuvres et les dénoncèrent. Mrazović s'était fait connaître par un journal qu'il avait publié à Vienne pendant plusieurs années, le Novi Pozor (la Nouvelle Revue). Au mois de mai 1869, l'administration autrichienne, pour arrêter les attaques de ce journal contre le système dualiste, en interdit la distribution par la poste; Mrazović pensant qu'il serait plus libre dans les Confins, dont les sympathies lui étaient aquises, au moins en secret, s'établit à Sisak-Militaire

et fonda le Zatočník (Le Banni), dont Vončina fut l'imprimeur. C'est alors qu'il fut mis en possession, on ne sait comment, de toute la correspodance relative au desséchement du Lonjsko Polje. Il publia toutes ces pièces qui compromettaient gravement Rauch et quantité de grands seigneurs: le comte Széchenyi, le comte Erdődy, le comte Pallavicini, le comte Georges Andrássy, frère du ministre président, le comte prussien Scherr-Toss, ancien aide-de-camp de Klapka, condamné pour escroquerie en Allemagne, etc. Le chapitre catholique de Zagreb fut également impliqué dans l'affaire, mais ce qu'il y eut de plus curieux ce furent les lettres des gentilshommes spéculateurs, qui se plaisaient entre eux à déverser l'injure sur les Croates, tout en supputant les bénéfices frauduleux que devait leur rapporter la concession votée par les complaisants de Rauch. Mrazović dévoila sans pitié toutes ces intrigues, et Miletić reproduisit ses articles en les commentant. Rauch se sentit menacé, mais crut pouvoir payer d'audace et poursuivit Mrazović et Vončina comme diffamateurs.

A l'agitation causée par les tripotages financiers de Rauch se joignit l'émotion causée par la suppression des Confins militaires. Depuis l'inauguration du système dualiste les Magyars n'avaient cessé de réclamer cette mesure qui devait directement leur profiter. Ils connaissaient les sentiments peu sympathiques des Grenzers et de leurs officiers, et considéraient leur réunion à la Hongrie comme indispensable à la sécurité du royaume. Dès avant 1860, ils avaient tenté de battre en brèche „une institution barbare", qui ne répondait plus aux besoins du siècle, mais l'intérêt qu'ils portaient aux habitants des Confins était pour le moins suspect. Ceux-ci, loin de souhaiter que l'administration hongroise fût introduite chez eux, trouvaient toutes les charges qui leur étaient imposées plus légères que le joug des Magyars. Ils voulaient surtout qu'on ne disposât point de leur sort avant de les avoir consultés, et le rescrit du 9 mai 1861 consacrait la légitimité de cette prétention. Sur les remontrances de la Diète de Zagreb, l'Empereur avait permis aux Confins croates d'y envoyer des députés. C'était là un précédent favorable aux Grenzers, mais que le ministère hongrois s'efforçait de faire oublier. Le comte Andrássy et ses collègues, maîtres des destinées de l'empire, ne réussirent pas immédiatement. Quelle que fût leur influence sur l'esprit de François-Joseph il leur fallut deux ans pour vaincre ses derniers scrupules. Le parti militaire, hostile au régime nouveau, ne laissa

pas oublier la part glorieuse que les Confins avaient prise aux campagnes de 1848, 1859 et 1866, mais il ne put les sauver.

La patente du 19 août 1869, se fondant sur la loi militaire qui rendait le service obligatoire à l'avenir dans tous les pays de la monarchie, ordonna leur réunion à la Hongrie. L'administration civile dut être introduite immédiatement dans les deux régiments de Varaždin, la 11e et la 12e compagnie du régiment de Slunj et dans les villes de Sisak et de Senj.

L'émotion fut grande d'une extrémité à l'autre des Confins. Ils allaient être livrés à leurs ennemis, sans avoir pu émettre leurs vœux! Les villes qui jouissaient de quelques franchises municipales et n'étaient pas comme les villages à la merci des officiers, protestèrent, signèrent des pétitions à l'Empereur, demandèrent la grâce d'être entendues; leurs réclamations n'arrivèrent pas jusqu'à Vienne. Pour empêcher François-Joseph de revenir sur sa décision, Andrássy lui arracha la patente du 31 janvier 1870, qui contenait un commencement d'exécution et réglait le détail des mesures transitoires. Ces résolutions énergiques touchèrent peu les habitants des Confins, qui ne pouvaient admettre que la dissolution s'effectuât sans qu'ils eussent donné leur avis. Trente villes désignèrent des mandataires qui durent porter à Vienne leurs doléances. Andrássy craignit assez l'effet de cette démonstration pour juger nécessaire de se rendre à Vienne; il empêcha l'Empereur de recevoir les députés (mai 1870).

Les intérêts des Confins étaient défendus avec chaleur par les journaux nationaux; Miletić et Mrazović surtout apportèrent à la lutte une activité qui les désigna d'avance aux coups des Magyars.

Tandis que le ministère se disposait à les poursuivre, il chercha dans les rangs du clergé croate et serbe des auxiliaires qu'il crût capables de désorganiser l'opposition des Slaves du sud. L'archevêché de Zagreb, devenu vacant par la mort de Haulik, fut conféré au mépris des traditions ecclésiastiques et des stipulations du compromis hongro-croate à l'une des plus infimes créatures du gouvernement. C'était un des siéges le plus richement dotés de l'empire; ses revenus dépassaient en moyenne 200.000 florins par an; il y avait là des ressources que le comte Andrássy ne voulut point laisser perdre. Il exigea du nouveau titulaire qu'il consacrerait la plus grande partie de ces revenus à la propagande politique.

L'archevêché de Zagreb revenait de droit à l'évêque de Djakovo Strossmayer, qui en était non moins digne par ses connaissances théologiques, par le rôle éminent qu'il avait joué au concile du Vatican, dans les rangs des prélats hostiles à l'infaillibilité, que par es services qu'il avait rendus à la Croatie.[1])

Créateur de l'Académie des Slaves du sud, connu par ses sentiments patriotiques, Strossmayer devait être écarté par Andrássy, qui lui préféra l'abbé Mihalović, ancien curé du faubourg Fabrik à Temesvár, homme vulgaire et de mœurs douteuses, qui se montra par la suite tout à fait incapable de la mission qu'on lui avait confiée (4 mai 1870).

Le ministère hongrois s'en rapportait à Mihalović pour jeter la discorde parmi les Croates; il compta sur l'archimandrite Angjelić pour la porter chez les Serbes. Angjelić avait été désigné par le synode de 1870 pour occuper l'évêché de la Bačka, vacant depuis 1867, mais le Patriarche était mort avant d'avoir pu lui donner la consécration. C'était un de ces ambitieux de bas étage, prêts à vendre leur pays pour satisfaire leur cupidité personnelle. Il avait frémi en entendant le parti libéral développer ses idées de réforme aux Congrès de 1869 et 1870. Peu lui importait que la jeunesse serbe vécût dans l'ignorance, pourvu qu'il eût pour charmer son oisiveté les 60.000 florins que rapporte bon an mal an l'évêché de la Bačka. Mû par cette pensée d'égoïsme, il se distingua entre tous ceux qui cherchèrent à paralyser les efforts du parti national. Il ameuta contre les amis de Miletić et contre l'administrateur Stojković, qui les avait laissés faire, les archimandrites et les hégoumènes, et demanda du secours à Pest. Il ne parlait de rien moins que d'excommunier Stojković, dénonçait les sacriléges qu'on allait commettre, et, pour faire croire que ses adhérents étaient en grand nombre, recourait aux lettres et aux dénonciations anonymes. Le Srpski Narod, dont Stratimirović s'était à peu près désintéressé, servait de porte-voix à la coterie d'Angjelić. Grâce aux avances que l'archimandrite avait obtenues du gouvernement sur les revenus de son évêché, ce journal fut distribué gratuitement à tous ceux qui voulurent l'accepter.

La querelle s'envenimait chaque jour entre les Slaves du

---

[1]) Voy. sur M. Strossmayer l'étude que lui a consacrée M. Louis Leger dans le recueil d'articles intitulé: *Le Monde slave: voyages et littérature* (Paris, 1873, in-12), pp. 113-134.

sud et les Magyars, quand éclata la guerre entre la France et l'Allemagne. Quelle allait être l'attitude des différentes nationalités de l'Autriche et de la Hongrie en présence de ce conflit? Les Allemands et les Magyars étaient acquis à la cause du plus fort; croyant que Napoléon III avait fait de longue date des préparatifs formidables, et qu'il avait plus de chances favorables que ses adversaires, ils inclinèrent d'abord vers la France. Il en fut de même des Slaves du Nord qui, directement menacés par l'ambition germanique, ne pouvaient que souhaiter sa défaite. Quant aux Slaves du sud, ils hésitèrent. La France avait à leurs yeux le tort d'avoir favorisé l'établissement du système dualiste; elle s'était départie du principe des nationalités qu'elle avait elle-même proclamé; les incertitudes de sa politique avaient éloigné d'elle ses alliés les plus naturels.

Le désastre de Sédan changea complètement cette situation. Les Allemands séduits par le prestige de la victoire, entraînés par les chants d'allégresse des journaux de Vienne et par l'exemple du gouvernement impérial et royal, n'eurent plus pour les vaincus que des paroles de mépris.

A peine quelques voix s'élevèrent-elles çà et là pour déplorer la coup porté à l'Autriche par la défaite de la France. Les Magyars, ceux du moins qui se ralliaient au parti Deák, ou même à la gauche modérée partagèrent l'admiration des Allemands pour les succès de la Prusse; ils tournèrent le dos à la France ou ne lui témoignèrent plus que cette sympathie dédaigneuse qui est presque du mépris. Seuls, les députés de l'extrême gauche, Irányi, Simonyi et leurs amis, ne craignirent pas de s'élever au sein de la Diète contre la brutalité des vainqueurs. Il furent soutenus dans leur généreuse protestation par les députés nationaux, slaves et roumains, qui pressèrent, comme eux le gouvernement d'interposer ses bons offices, pour empêcher le démembrement de la France. Si les Serbes avaient hésité, lors de la déclaration de guerre, à manifester leurs sympathies, ils les réservèrent dès lors tout entières pour ceux qui cherchaient à délivrer la France. Stratimirović interpella le ministère en lui reprochant ses tendances germaniques (19 janvier 1871).

Les dangers qui pouvaient surgir du triomphe des Allemands portèrent les Slaves du sud à se réunir, à se consulter sur les événements. Une grande conférence à laquelle privent part des Slovènes, des Croates et des Serbes, eut lieu à Ljubljana (Laibach), dans les premiers jours de décembre. Plus de 100 per-

sonnes y assistèrent, parmi lesquelles on distinguait les Slovènes Bleiweiss, Costa, Razlag, Poklukar; les Croates Mrazović, Vončina, Miškatović et Makanec, les Serbes Kostić de Novi Sad, Barčić de l'Istrie, etc.

L'assemblée se prononça pour l'union des Slaves du sud, la séparation de la Croatie d'avec la Hongrie, et la formation d'un royaume d'Illyrie, qui comprendrait la Croatie, la Slavonie, la Dalmatie les Confins militaires et la Voïévodine serbe, et jouirait de la même autonomie que la Hongrie.

Tandis que les doctrines de Gaj recevaient une nouvelle consécration, Miletić payait pour toute l'opposition slave. La condamnation prononcée contre lui ayant été confirmée par les juges d'appel, il fut transporté à Vácz pour y subir sa peine. Il eut la douleur d'y voir mourir sa plus jeune fille, sans que ses gardiens lui permissent d'aller recevoir son dernier soupir (décembre 1870).

Plus heureux que Miletić, Mrazović et Vončina furent renvoyés, par le tribunal militaire de Petrinja, de la plainte portée contre eux par le ban Rauch (7 janvier 1871). Celui-ci fut ainsi frappé en pleine poitrine et sa situation devint insoutenable. Autorisé à dissoudre la Diète croate en qualité de commissaire extraordinaire, il n'en fut pas moins forcé de se retirer. Les rédacteurs du Zatočnik, obligés de défendre à la fois à dix procès de presse, subirent de légères condamnations sur des poursuites privées, mais furent encore acquittés sur une seconde plainte de Rauch.[1]) Quoique les officiers des Confins fussent dans la main du gouvernement central, ils n'avaient pu assister sans indignation aux menées du Ban. Le Cabinet de Pest, pour étouffer leur voix pressait l'Empereur de lever les derniers obstacles qui s'opposaient à ce qu'ils prissent définitivement possession de l'ancienne région frontière. Un manifeste du 8 juin 1870, confirmant la patente du 19 août précédent, avait ajouté la ville de Belovar et la forteresse d'Ivanić aux territoires qui devaient être soustraits en premier lieu au régime militaire; un rescrit, daté du même jour, avait

---

[1]) Le 27 mars, le *Zatočnik* fut suspendu pour 3 mois. Il fut remplacé par le *Branik* (Défenseur). Le 1er juin, ce journal fut transporté de Sisak à Zagreb, et bientôt remplacé par *l'Obzor* (La Revue).

Une autre feuille répandue chez les Croates et chez les Serbes de Hongrie fut la *Südslavische Zeitung,* fondée à Sisak aussitôt après la conférence de Ljubljana, puis transportée à Zagreb, en même temps que le *Branik.*

décidé que ces territoires seraient représentés à la Diète croate par 12 députés; dès lors les Magyars introduisirent leur poste, leur douane, leur télégraphe, leur loterie d'une extrémité à l'autre des Confins.

Les Grenzers continuèrent à protester et à se défendre. L'avénement du ministère Hohenwart à Vienne (4 février 1871), leur rendit l'espérance. Quoi de plus remarquable que de voir les idées fédéralistes faire des progrès au point de se frayer un chemin jusqu'à la Cour? Ce sont deux Allemands, Hohenwart et Schäffle, qui ne craignent point d'accepter cette doctrine si juste, mais si nouvelle, comme pour montrer que les peuples les plus violents peuvent produire des hommes sages et modérés. La présence aux affaires de deux professeurs bohèmes Jireček et Habětínek était pour tous les Slaves de la monarchie une garantie que leur influence politique serait désormais moins effacée. Le fédéralisme une fois implanté à l'ouest de la Leitha devait s'établir également à l'est; aussi les Magyars, qui affectaient de ne point intervenir dans les affaires purement autrichiennes, mirent-ils dès le premier jour tout en œuvre pour renverser Hohenwart.

Les Serbes ne furent pas les derniers à croire que l'arrogance imprudente des Allemands de Vienne porterait la dynastie à se tourner vers les Slaves, dans un intérêt de conservation personnelle. La Zastava réclama la prise en considération des vœux du Congrès de 1861, et proposa la réunion d'une grande conférence des Slaves de la monarchie. Une assemblée tenue à Novi Sad le 27 mars sollicita la mise en liberté de Miletić. La condamnation prononcée contre lui avait été motivée par ses articles sur l'affaire du Lonjsko Polje; or, depuis le jugement intervenu contre lui, la preuve des faits scandaleux imputés à Rauch avait été faite; le tribunal de Petrinja avait acquitté le Zatočnik poursuivi pour la même cause et le Ban lui-même s'était retiré. Cette argumentation, quelque fondée qu'elle pût être, demeura sans écho; plus que jamais tout l'espoir des Serbes se concentra dans la nouvelle organisation de leur église.

En se séparant à la fin de juillet 1870, les membres du Congrès national s'étaient ajournés à l'automne, mais ils s'entendirent individuellement pour remettre la session au printemps suivant, dans la pensée que le gouvernement hongrois donnerait dans l'intervalle sa sanction aux mesures déjà votées. La réunion s'ouvrit le 18 mai 1871, et se constitua sous la présidence de

Stojković. Elle reçut communication du réglement électoral que le ministère avait approuvé sans difficulté. Le statut provisoire relatif aux assemblées diocésaines, aux consistoires, aux commissions administratives et scolaires, ainsi qu'au conseil métropolitain fut approuvé sous la réserve de certains changements, que les députés acceptèrent; quant au statut organique du Congrès le ministre des cultes Pauler demandait qu'il subît des modifications radicales. Il exigea que l'assemblée s'appelât non plus Congrès national serbe, mais Congrès national ecclésiastique des Serbes, qu'on retranchât de l'article 1er ces mots que „toutes les questions se rattachant aux priviléges nationaux seraient de la compétence du Congrès," que le Métropolitain exerçât de droit les fonctions de président; il prétendit que la commission permanente instituée à côté du chef de l'église, empiéterait forcément sur les attributions réservées à ce dernier et serait pour le moins un rouage inutile; enfin il se fit une arme de la protestation élevée par Angjelić et les autres évêques pour exprimer les appréhensions que lui inspirait tout changement dans l'organisation ecclésiastique.

Le Congrès s'occupa de la constitution des paroisses, des écoles et de la dotation du clergé séculier, puis reprit l'examen du statut organique. Examinant ensuite les réclamations du gouvernement, les députés changèrent le titre du Congrès, décidèrent que le Métropolitain en serait de droit président toutes les fois que les délibérations porteraient sur un objet ecclésiastique, et que, en tout cas, il présiderait la commission permanente; que l'assemblée serait compétente pour statuer sur „les questions soulevées par les priviléges et rentrant dans la sphère de l'église et de l'instruction"; en un mot ils s'efforcèrent de donner satisfaction à Pauler. Abordant les points de détail, ils allouèrent au Métropolitain un traitement de 24.000 florins par an, plus 2000 florins de frais accessoires, aux archimandrites, un traitement de 1200 florins, aux hégoumènes, un traitement de 600 florins, aux simples moines, une indemnité de 100 à 200 florins en argent, plus le logement et la table. Une direction centrale des biens ecclésiastiques fut établie à Karlovci, et dut avoir un budget régulier. Elle se composa du Métropolitain président, de quatre assesseurs nommés par le Congrès et de deux administrateurs.

Dans le domaine scolaire, l'assemblée vota la création de deux écoles normales primaires, analogues à celle qui existait

à Sombor; elles durent être établies à Gornji Karlovac et à Pakrac, l'enseignement dut comprendre trois années d'études. Le budget de l'instruction publique, tel qu'il fût arrêté, dépassa 70.000 florins, somme qui paraîtra considérable, si l'on songe qu'elle était constituée sur le patrimoine privé des Serbes, en dehors de tout secours de l'état, malgré les obstacles suscités par le gouvernement, et qu'elle s'ajoutait aux sacrifices particuliers faits par toutes les paroisses.

Avant de se séparer, les députés procédèrent au réglement définitif des questions en litige entre les Serbes et les Roumains. Nous avons vu qu'en 1865, une entente avait été impossible; Siaguna s'était adressé à Vienne pour y faire prévaloir ses prétentions, mais les événements n'avaient point permis de donner suite à l'affaire, en sorte que les choses étaient demeurées en l'état. Les députés nationaux désiraient vivement conclure une transaction honorable pour les deux parties; ils consentirent à payer aux Roumains une somme de 300.000 florins pour solde de tout compte, et leur offre fut acceptée. En attendant que les Serbes fussent en mesure d'effectuer le versement, les 300.000 florins durent porter intérêt à 6%, à partir du 1er juillet. Les seules difficultés encore pendantes entre les deux nations concernaient les communes mixtes, où Serbes et Roumains n'avaient qu'une même église, une même école, une même caisse. Le Congrès ne pouvait entrer dans l'examen de ces contestations de moindre importance; il en chargea des commissions spéciales qui durent agir de concert avec les représentants de la partie adverse.

Ainsi s'acheva la session de 1871. Grâce à leur majorité compacte, les députés avaient pu mener rapidement leurs délibérations à bonne fin, mais la minorité cléricale, battue sur tous les points, se flattait de rendre inutiles les travaux du Congrès. Le ministère ayant approuvé le statut relatif aux assemblées diocésaines, Angjelić crut trouver du secours dans ces assemblées qui devaient compter plus de 500 membres; ses efforts échouèrent misérablement. Les délégués de six diocèses exprimèrent à la presque unanimité leur confiance dans l'administrateur Stojković et dans la majorité libérale de Karlovci. Les délégués de six diocèses se montrèrent plus réservés, mais l'évêque Grujić lui-même, qui devait succéder à Stojković quelques mois plus tard n'osa pas attaquer les décisions prises par le Congrès.

Tandis que les Serbes s'occupaient de leurs réformes intérieures, les intrigues des Allemands et des Magyars faisaient

échouer le ministère Hohenwart. L'empereur Guillaume ne dédaigna point d'intervenir personnellement pour assurer aux Allemands leur suprématie en Autriche. Les entrevues de Salzbourg et de Gastein n'eurent point d'autre but que de peser sur l'esprit de François-Joseph et de pousser en avant les défenseurs de la constitution. Le Prince royal de Saxe mit son influence au service de la même cause, pressa l'Empereur et Beust de revenir à la même politique, tandis que le comte Andrássy, plus fin que le chancelier de l'Empire, cherchait à le perdre en perdant Hohenwart. Tous les moyens furent bons pour les adversaires du fédéralisme; ils se firent une arme de l'opposition des Croates, des Serbes et des autres peuples de la Hongrie et voulurent effrayer l'Empereur en lui faisant entrevoir le bouleversement de la monarchie. Une misérable émeute qui se produisit à Rakovica, dans le régiment d'Ogulin, lors du désarmement des Grenzers, leur fournit un excellent prétexte pour accuser les Slaves de trahison. Une compagnie excitée par les discours de deux ou trois hommes suspects, un ancien sous-officier, Radelnić, un avocat taré Kvaternik, un ancien agent de police Rakias, retint ses officiers prisonniers et mit le feu à un magasin de fourrage (8 octobre 1871). Ce fut tout. Dès le 11 octobre, le lieutenant-maréchal Molinary avait entouré les insurgés. Leurs chefs furent immédiatement passés par les armes.

Telle fut l'échauffourée de Rakovica que les Magyars représentèrent comme un complot ourdi entre tous les Slaves de la monarchie. Cette affaire surgit tellement à point que beaucoup de gens accusèrent le Cabinet de Pest de l'avoir provoquée pour la faire servir à ses desseins.[1]) Les rapports que les fauteurs du mouvement avaient eus précédemment avec la police n'étaient guère de nature à leur mériter la confiance. C'étaient ou des fous, ou des agents provocateurs. Du reste, ils payèrent leur imprudence de leur vie. En dehors des chefs, 35 personnes furent condamnées à la prison, mais l'Empereur leur fit grâce l'année suivante.

La révolte de Rakovica fut exploitée avec la plus grande habileté par le gouvernement hongrois contre le ministère autrichien. Andrássy, allié secrètement aux meneurs du parti allemand, porta

---

[1]) La répression fut si prompte qu'il sembla que Molinary avait dû prendre ses dispositions à l'avance.

un coup décisif aux fédéralistes. Il se crut assez fort pour lever le masque, déclara que le rescrit du 12 septembre par lequel l'Empereur reconnaissait les droits de la Bohème, était la ruine de la monarchie et décida François-Joseph à revenir sur sa parole. Hohenwart aima mieux se retirer que de se prêter à des intrigues qu'il jugeait malhonnêtes; ses deux collègues tchèques et l'allemand Schäffle n'hésitèrent pas à le suivre (26 octobre). Au dernier moment, Beust essaya d'entrer dans la ligue dirigée par Andrássy, mais il était sacrifié d'avance. Son revirement subit ne fit qu'augmenter la déconsidération où il était tombée; l'habile Andrássy recueillit sa succession (6 novembre).

Le comte Lónyay qui fut appelé à la présidence du ministère hongrois, avait puissamment contribué, comme ministre des finances communes aux deux parties de l'empire, à renverser Hohenwart et Beust, afin de prendre la place d'Andrássy. Lónyay était agréable à la Cour, dont il avait liquidé les intérêts dans l'affaire Langrand-Dumonceau, mais il avait contre lui la réputation d'un homme politique plus soucieux de sa fortune privée que du bien de l'état. Pour se faire pardonner par les Magyars son excès de prévoyance personnelle, il voulut déployer contre les Croates, les Serbes et les autres nations opposantes de la Hongrie, une ardeur plus grande encore que celle de son prédécesseur.

Les misérables moyens employés par le gouvernement hongrois pour combattre le parti national en Croatie suffiraient à déconsidérer ceux qui n'ont pas craint d'y avoir recours. L'archevêque Mihalović n'ayant pas tenu ce qu'on attendait de lui, ayant mieux aimé réserver pour les siens les revenus de son diocèse que de les employer à la propagande magyare, Lónyay enrégimenta toute une légion d'agents vulgaires qui devaient surprendre les projets des députés hostiles à la Hongrie et semer parmi eux la défiance et la discorde. Ces menées occultes nous ont été révélées par un de ses espions, qui, trouvant sans doute ses gages insuffisants, s'est proposé de les augmenter en faisant du scandale.[1])

---

[1]) Voy. *Kroatien auf der Marterbank, oder wichtige Enthüllungen über die politische Action der ungarisch-kroatischen Regierung in jüngst verflossener Zeit. Interessanter Beitrag zur Geschichte des kroatischen Volkes.* Nach geheimen Actenstücken, Aussagen von Augen- und Ohrenzeugen, sowie nach eigenen Erfahrungen und Erlebnissen verfasst und herausgegeben von Anton Sinković. Pest, 1872, in-8.

Les Serbes ne furent pas mieux traités que leurs frères de Croatie, bien que les Magyars jugeassent inutile de recourir contre eux à des moyens aussi raffinés. Ils avaient heureusement recouvré leur chef, Miletić, dont la peine avait expiré au mois d'octobre 1871. Le retour du prisonnier fut un long triomphe. Plus de cent de ses partisans vinrent le chercher à Vácz et le conduisirent jusqu'à Novi Sad. Des députations venues de cinquante communes différentes et plus de 10.000 spectateurs saluèrent son entrée dans la ville. Des démonstrations analogues s'organisèrent d'un bout à l'autre du territoire habité par les Serbes. Partout la foule acclamait Miletić, défenseur de ses droits et martyr de la cause nationale.

Lónyay, plus aggressif dans ses relations extérieures que ne l'avait été Andrássy, excita l'inquiétude de la régence serbe. Blaznavac et ses collègues avaient toujours ménagé la monarchie autrichienne, en particulier la Hongrie, depuis qu'ils étaient au pouvoir; ils s'étaient flattés d'y trouver un appui, mais leurs dernières illusions s'étaient dissipées peu à peu. La visite du prince Milan à l'Empereur de Russie à Livadija (octobre 1871) fut le premier acte d'une politique nouvelle.

Le changement du ministère hongrois les poussa plus avant dans cette voie. Le Jedinstvo, de Belgrade, organe ordinaire de M. Ristić, fit sentir ce revirement, en rappelant le mauvais vouloir du gouvernement austro-hongrois, et la manière dont il avait agi envers la nation Serbe, envers cette nation qui s'était si souvent dévouée pour l'empire.[1]) Lors du voyage que François-Joseph fit au mois de mai 1872, dans la Hongrie méridionale, les conseillers du prince Milan, qui l'avaient envoyé à Livadija quelques mois auparavant, ne jugèrent pas à propos qu'il allât saluer le descendant des Habsbourgs.

L'attitude du Cabinet de Belgrade, en même temps qu'elle encourageait les partisans de Miletić à la résistance, mettait le ministère hongrois en demeure de se prononcer nettement pour ou contre les Serbes. Les Magyars étaient trop ennemis de la moindre

---

Ce livre a vite obtenu le succès que recherchait l'auteur. A peine avait-il été mis en vente que Lónyay achetait le silence de son ancien agent. Sinković désavoua son ouvrage avec la même audace qu'il avait mise à rapporter ses propres turpitudes et supprima l'édition. Nous en avons pourtant un exemplaire entre les mains.

[1]) Voy. notamment le *Jedinstvo* du 14 avril 1872, n° 82.

concession pour ne pas préférer la lutte; d'ailleurs, le concours d'Angjelić devait, pensaient-ils, leur assurer la victoire.

Au moment où Andrássy allait partir pour Vienne, le főispán de Sirmie, Kušević, vint lui remettre un long mémoire rédigé par Angjelić sur la situation. Andrássy le transmit à son successeur qui y puisa les conseils les plus perfides pour son action contre les Serbes. Angjelić décida Lónyay à convoquer une conférence de soi-disant notables, choisis parmi les fonctionnaires ennemis du parti libéral. Kušević et le juge Maširević neveu du Patriarche, donnèrent sans restriction leur approbation aux mesures de réaction; le juge Mihajlović, le conseiller aulique Radivojević et le conseiller de section Stojačković firent quelques objections; mais, au fond, le gouvernement trouvait quelques fils de la nation assez indignes, ou assez aveugles pour ne point blâmer son ingérence dans les affaires intérieures des Serbes.

Les membres de la majorité du Congrès n'avaient d'autre ressource, en présence de ces intrigues, que de solliciter sans cesse la publication par le ministère des réglements qu'ils avaient votés. Un memorandum où tous les points en litige étaient examinés avec détail fut rédigé à la date du 26 janvier / 7 février; les trois délégués, qui l'avaient signé, les avocats Étienne Pavlović et Georges Dimitrijević, ainsi que le protopope Georges Branković, le présentèrent eux-mêmes à Lónyay et à Pauler, mais leurs paroles n'eurent pas plus d'effet que leur écrit. Le ministère, sans respect pour le principe hiérarchique, d'après lequel Angjelić n'eût dû faire aucune démarche sans que Stojković, son supérieur direct, l'eût approuvée, poussa ce prêtre ambitieux à de nouvelles agitations. Exaspéré par des affronts qu'il avait reçus à Sombor et à Novi Sad, l'archimandrite, à qui Kušević ne marchanda point son concours, voulut ameuter contre les libéraux le clergé du diocèse de Karlovci. Sur environ 190 curés ou moines, il parvint à en réunir 33 qu'il força de signer une représentation à la Diète croate, dans le sens de la réaction (avril 1872). Racontant à leur manière les incidents qui s'étaient produits depuis 1869, ces pétitionnaires chargeaient d'imprécations les „éléments subversifs“ conjurés contre l'Eglise, et sollicitaient la dissolution du Congrès, avec l'élection d'une nouvelle assemblée chargée „d'après l'usage ancien,“ d'élire le métropolitain. Les 33 signatures réunies par Angjelić suffirent au gouvernement, qui ne se laissa pas arrêter par les contre-protestations émanées de 150 communes, représen-

tant 300.000 âmes, Lónyay n'hésita pas à violer de la façon la plus flagrante les libertés de l'église serbe, que la loi de 1868 garantissait en termes exprès.

Tout d'abord, la dissolution du Congrès fut prononcée; Stojković fut invité à prescrire de nouvelles élections, mais, comme il était suspect de condescendance pour les libéraux, le gouvernement le révoqua de ses fonctions. Chose inouie dans les fastes de l'église serbe, l'administrateur de la métropole, candidat universellement désigné pour la succession de Maširević, dut céder la place qu'il occupait! Il fut remplacé par Nicanor Grujić évêque de Pakrac, digne rival d'Angjelić (23 juillet). Le parti national s'attendait à ce coup et sut conserver une remarquable entente; 72 députés sur 75 furent choisis dans ses rangs. La défaite des cléricaux fut tellement complète qu'Angjelić lui-même ne put obtenir de mandat.

Le ministère ne pouvait prévoir que l'opposition remporterait une victoire aussi éclatante, mais il s'était résigné d'avance à n'avoir pour lui qu'une minorité; grâce au stratagème imaginé par Angjelić, cette minorité pouvait suffire à la rigueur pour assurer le choix du métropolitain désiré par le gouvernement. Le Cabinet de Pest, ne tenant pas compte des résolutions votées par les deux Congrès précédents, avait imaginé de remettre en vigueur le Declatorium illyricum et les autres réglements tombés en désuétude: il exigeait que le métropolitain réunît l'unanimité des suffrages, menaçant de l'instituer d'office, si cette condition n'était remplie. Le lieutenant-maréchal Molinary fut nommé commissaire royal auprès de l'assemblée.

Les libéraux ne s'arrêtèrent pas à discuter tout ce que cette nomination avait d'illégal, alors que l'autonomie de toutes les églises avait été solennellement proclamée; ils aimèrent mieux convenir entre eux qu'ils ne procéderaient pas à l'élection, tant que le statut qui établissait les formes à suivre n'aurait pas été promulgué.

Le 18 août était le jour fixé pour l'ouverture du Congrès, mais, la veille même de la cérémonie, on vit s'élever un singulier conflit. Molinary prétendit qu'il devait être reçu par les députés serbes avec l'ancien cérémonial; qu'on devait former la haie sur son passage et lui rendre les honneurs royaux. Semblable exigence avait lieu de surprendre; les derniers commissaires nommés près des Congrès nationaux, Coronini et Filipović, ne l'avaient

point manifestée, se contentant d'un accueil honorable. Les membres de l'assemblée adressèrent une réclamation à Pest, mais, sans attendre la réponse du ministère, le lieutenant-maréchal leur fit parvenir un véritable ultimatum. Les députés ayant refusé de consacrer un usage humiliant, qu'ils croyaient aboli, Molinary prononça la dissolution du Congrès (9/21 août).

Ce coup de théâtre produisit chez tous les Serbes une vive agitation. Les députés si cavalièrement congédiés rédigèrent un mémoire à leurs électeurs, dénonçant à la fois les procédés du gouvernement et les intrigues des Angjelić et des Grujić qui les avaient provoqués. Lónyay les menaça de les faire arrêter en masse et d'exercer contre eux des poursuites criminelles. Pour le moment, il se contenta d'envoyer le baron Majthényi à Novi Sad en qualité de commissaire extraordinaire, et de lui donner tous pouvoirs, pour se saisir des fonds nationaux, administrer les biens des couvents et dompter l'opposition serbe. Il accusait le parti libéral d'avoir dilapidé la fortune du peuple entier, pour se livrer à de coupables agitations, et se flattait de faire constater la réalité de ce soupçon par ses agents. Avant tout, Majthény voulut intimider les Serbes de Novi Sad. Il s'imagina que sous l'empire de la crainte ils révoqueraient la protestation qu'ils avaient signée contre la dissolution du Congrès. Assisté du secrétaire ministériel Jean Marszó et d'un infime délateur, Georges Popović, ancien rédacteur du Srpski Narod, le commissaire convoqua une assemblée extraordinaire des Serbes de Novi Sad, et leur tint un langage provocateur (10 octobre). Cinq jours après, il fit occuper militairement la salle où la communauté [1]) se réunissait, enfonça les armoires, s'empara des registres ou autres papiers qu'il put saisir.

Les élections pour la Diète hongroise avaient eu lieu au mois d'août; il restait encore à faire quelques élections complémentaires notamment à Novi Sad.

La mission de Majthényi eut ainsi un double but: faire avorter la réforme religieuse entreprise par le parti national; imposer à Novi Sad un député ami du pouvoir. Le gouvernement avait déjà donné l'exemple de véritables scandales en faisant nommer

---

[1]) Le nom de *communauté (opština)* désigne l'ensemble des fidèles de chaque paroisse, qui se réunissent pour administrer les biens de l'église, solder le traitement des prêtres et du personnel enseignant, etc.

bourgmestre le candidat de la minorité, Macsvánsky, tandis que la grande majorité des citoyens désignait Subotić pour ces fonctions. Le commissaire continua de fausser les listes électorales et, grâce à cet honnête moyen, assura le succès de Kondorossy, son candidat (17 octobre). Telles sont les bizarreries que présente le régime constitutionnel hongrois: un Magyar put valablement représenter à la Diète la capitale des Serbes du royaume!

Dans tous les comitats, les nationaux avaient été victimes des mêmes procédés, en sorte qu'ils avaient à peine réussi à faire élire quelques uns des leurs. Ces rares députés ne laissèrent point passer ces violations de la loi, sans s'élever avec énergie contre la politique du ministère. A peine la Diète avait-elle ouvert ses séances, qu'Alexandre Nikolić interpella le gouvernement sur la dissolution du Congrès (12 septembre). Lónyay répondit en justifiant les actes du commissaire royal, qu'il déclara conformes au Declaratorium illyricum; il promit de convoquer un nouveau Congrès mais il mit à cette promesse des restrictions qui la rendirent illusoire.

Lors de la discussion de l'adresse parlementaire, Miletić et Trifunac présentèrent un projet d'adresse, dans lequel ils défendaient la doctrine fédéraliste, réclamaient la création d'une Voïévodine et pressaient le gouvernement d'entretenir des rapports amicaux avec la Serbie, ainsi qu'avec les Chrétiens d'Orient en général.

Cette partie du projet faisait allusion aux incidents qui s'étaient produits récemment lors des fêtes de Belgrade. Le prince Milan avait été proclamé majeur le 10/22 août et, pour célébrer cet événement, les Serbes de Hongrie se proposaient d'envoyer de nombreuses députations dans la capitale de la Principauté. L'agent politique austro-hongrois, Kállay, informé de cette intention, n'avait élevé aucune objection, mais, quelques jours avant les fêtes, le Cabinet de Pest avait interdit aux sujets hongrois d'y prendre part.

Quelques hommes indépendants ne s'en rendirent pas moins à Belgrade, mais furent arrêtés à leur retour. C'étaient Lazare Kostić, Jean et Lazare Krstić de Novi Sad et Jean Pavlović, rédacteur du journal serbe de Pančevo.

Miletić interpella le ministère à ce sujet, insistant sur l'injure gratuite faite au gouvernement serbe, et releva toutes les illégalités commises par Lónyay et ses collègues, tant dans les comitats du bas Danube que dans les Confins militaires (4 octobre).

Le 1er novembre, les Confins hongrois furent définitivement livrés à l'administration civile. Une partie des Confins croato-slavons restèrent encore sous le régime militaire, mais le rescrit impérial du 8 août 1873 vient d'achever leur provincialisation. Ainsi a disparu une institution qui avait rendu à la monarchie les plus signalés services; elle a été abolie sans même que les populations intéressées aient pu dire leur avis.

L'annexion des Confins hongrois fut le dernier acte du Cabinet Lónyay. Le 18 novembre, un scandale inoui se produisit à la Diète. Un membre de la gauche magyare, Csernátonyi, personnage peu recommandable lui-même, dénonça sans aucun ménagement les tripotages financiers du premier ministre. Les faits étaient si patents que Lónyay ne put se défendre; il se retira; Szlávy fut chargé de composer un nouveau gouvernement.

Les peuples non-magyars de la Hongrie ne gagnèrent rien à ce changement. Les fonctionnaires chargés de diriger, ou plutôt de brouiller leurs affaires restèrent les mêmes. Majthényi continua de trôner à Novi Sad, où il n'était plus qu'un instrument docile du parti clérical. Il prêta son concours à Angjelić pour dissoudre le comité paroissial de la ville et le remplacer par une sorte de commission composée à sa guise (janvier 1873). Chaque jour, il cherchait de nouveaux prétextes pour rendre sa présence plus vexatoire.

Le parti national supportait ces épreuves avec une constance digne d'éloges. Comprenant de plus en plus la nécessité d'une alliance avec les autres nations opposantes du royaume, il ne négligeait rien pour leur donner des preuves de sa sincérité. Le 2 novembre 1872, avait eu lieu à Karlovci la remise aux délégués roumains de la somme précédemment fixée. Cette somme s'élevait avec les intérêts depuis le 1er juillet 1872, et le fonds du diocèse d'Arad, à 333,310 fl. 40 kr., qui furent comptés à l'évêque Ivačković et à ses compagnons, Babesiu et Ianculescu. La remise fut faite par Grujić, qui se bornait à exécuter les décisions du Congrès; le parti national n'y eut pas une part directe, mais il contribua puissamment au règlement d'une question moins importante peut-être, mais d'une nature plus délicate. Il s'agissait de la séparation des communes mixtes, où la population serbe et roumaine devait être recensée pas des commissions spéciales, pour former la base d'une transaction équitable. Les commissions

fonctionnèrent pour la plupart au mois d'octobre 1872, et, dans la majorité de cas, parvinrent à s'entendre à l'amiable.

Le commencement de l'année 1873 a été marqué, dans l'histoire de l'église orientale de l'Autriche, par un événement des plus étranges. Hackmann, cet évêque de Bucovine qui avait si traîtreusement abandonné Siaguna, a reçu le prix de son dévouement aux Allemands. Le Cabinet de Vienne, admettant ses prétentions quelque bizarres qu'elles pussent être, l'a nommé métropolitain grec-uni de Bucovine et de Dalmatie.[1]) Imagine-t-on semblable combinaison? Un prélat qui siége en Bucovine aura pour suffragants deux évêques qui lui sont absolument étrangers et qui résident à 1000 kilomètres de distance en ligne directe! Pour communiquer entre Czernowicz et la Dalmatie, il faut passer par Léopol, Cracovie, Vienne, puis s'embarquer à Trieste, faire en un mot un voyage de cinq ou six jours; Hackmann qui ne s'applique qu'à germaniser les Roumains et les Ruthènes ne sait rien des églises dalmates, qu'il n'a jamais visitées; qu'importe, si la vanité d'un agent docile est satisfaite? Ignore-t-on que tout est possible en Autriche? [2])

La nomination de Hackmann était en principe une affaire purement autrichienne, mais elle a touché de trop près les Serbes et les Roumains pour ne pas faire beaucoup de bruit en Hongrie. L'extrême gauche magyare a compris que le gouvernement faisait fausse route dans ses rapports avec l'église orientale. A la séance de la Diète du 5 février, Irányi a déposé sur le bureau de l'assemblée une interpellation relative à la mission de Majthényi. Irányi n'est point suspect de sympathies pour les Slaves, mais il voit tous les dangers de la politique suivie par le Cabinet.

La conséquence de cette interpellation a été le rappel du commissaire qu'est venu remplacer le conseiller aulique Hueber. Les Serbes avaient montré qu'ils ne se laisseraient point abattre par des mesures illégales; le premier soin de Hueber a dû être de rentrer dans la légalité. Sur son initiative le gouvernement a conçu des idées plus saines; plusieurs décisions ministérielles, datées

---

[1]) Il existe en Dalmatie deux évêchés serbes; l'un à Zadar (Zara), l'autre à Kotor (Cattaro). Ce dernier n'a été créé qu'après l'insurrection des Bocchèses.

[2]) Hackmann n'a pas joui longtemps de son triomphe; il est mort le 3/15 avril 1873.

de la fin d'octobre 1873, ont sanctionné d'une façon définitive les arrangements avec les Roumains et prescrit diverses mesures conservatoires destinées à sauvegarder la fortune des Serbes. La coterie d'Angjelić, convaincue de mensonge et de fourberie par Hueber lui-même, a subi une défaite complète. Il est probable qu'elle ne sera pas moins battue dans le Congrès qui doit se réunir en 1874.

Le ministère Szlávy paraît disposé à donner ainsi quelques légères satisfactions aux nationaux, mais sans leur faire aucune concession importante. Telle a été sa pensée, lors de la révision du pacte croate. La Diète de Zagreb, touchée des souffrances intérieures du pays, a consenti à sacrifier une partie de ses prétentions, elle a conclu avec les Magyars une transaction nouvelle, mais à nos yeux elle a commis une grande faute. Ce sera toujours une faute pour les nationalités de la Hongrie que de chercher à se faire une situation à part dans le royaume; elles doivent se considérer comme solidaires et agir comme telles. Tout acte isolé, tout arrangement particulier, consenti par l'une d'elles, leur est également funeste, lors même qu'il en résulte un avantage passager pour celle qui s'y est prêtée. Le fédéralisme ne pourra s'établir en Autriche, ni en Hongrie, tant que ses partisans n'adopteront pas cette doctrine. Il ne s'agit point de parler d'un droit historique sur lequel les peuples ne pourront jamais se mettre d'accord, mais de tenir compte de la situation actuelle des diverses nationalités, de leurs aspirations, de leurs vœux et de leurs devoirs réciproques.

Les Serbes paraissent comprendre le prix de cette action commune. Le 31 août 1873, ils ont tenu à Pančevo une grande conférence où ils ont traité la question des élections parlementaires dans les Confins. La loi hongroise s'est montrée des plus rigoureuses envers les nationaux, puisqu'elle n'a donné à chacun des régiments du Banat qu'un seul député, mais les Serbes ont été d'avis qu'ils ne devaient point laisser perdre un seul de leurs avantages, quelque minime qu'il pût être. Ils ont constitué un comité serbo-roumain, avec mission de concilier les intérêts des deux peuples intéressés. Les Magyars ont vainement tenté d'empêcher cette coalition en s'opposant à la réunion d'une seconde conférence qui devait avoir lieu à Bela Crkva le 20 septembre: la victoire était déjà sûre pour les nationaux. Quoique les Grenzers ne soient guère initiés à la vie politique, ils ne se sont pas laissé intimider par les nouveaux fonctionnaires hongrois. L'élection de Bela Crkva, qui a

préparé les autres élections des Confins du Banat et de Titel, peut être considérée comme un événement important parce que les Allemands forment sur le territoire de cet ancien régiment un groupe compacte et que les Magyars ont eu pour candidat, un grand propriétaire du pays, le comte Bissingen. Les Serbes ont senti le danger d'une défaite; plus nombreux que les Roumains, ils ont eu la générosité de leur céder le terrain, à condition que ceux-ci les soutiendraient à Pančevo. Cette tactique a donné la victoire à Babesiu, l'homme actif et intelligent qui dirige l'opposition roumaine eu Hongrie. Les intrigues magyares l'avaient écarté de la Diète en 1872; les Serbes l'ont aidé fraternellement à y rentrer.

Dans une autre circonstance, les Serbes ont donné la preuve de leur esprit politique. Bien qu'ils n'aient jamais eu à se louer des Allemands, ils n'ont pas craint d'appuyer la demande d'autonomie présentée à la Diète de Pest par les Saxons de la Transylvanie. Une pétition, émanée de la municipalité de Novi Sad et datée du 4 septembre 1873, revendique pour les Saxons l'usage officiel de la langue allemande, comme pour les Serbes le droit de se servir ds leur idiôme maternel.

La force même des choses doit pousser les nationalités de la Hongrie à resserrer de plus en plus les liens qui les unissent. Quand les Roumains de Transylvanie renonceront à leur politique de stérile abstention, quand les Ruthènes et les Slovaques comprendront leur intérêt et feront cause commune avec les autres peuples opposants, le système dualiste sera bien près d'avoir vécu. Mais qu'on ne l'oublie pas, c'est à ce prix seul que la constitution du royaume et celle de la monarchie se transformeront et que le fédéralisme pourra mettre en pratique cette belle devise: cuique suum!

Voilà pourquoi nous regrettons que la Croatie ait renouvelé son pacte avec les Magyars.

La transaction de 1873 ne lui donne qu'une satisfaction très-imparfaite et ne peut être considérée comme un arrangement durable, mais, telle qu'elle est, elle prive les Slaves et les Roumains, pour quelques années, d'un concours qu'ils étaient en droit d'espérer.

Quels ont été les résultats du système dualiste, et quel profit la Croatie a-t-elle dû en attendre? Les Magyars l'ont dilapidée; ils ont porté la hache dans ses forêts, obéré pour longtemps son budget, sans contribuer en rien à son développement.

Et que dire du budget hongrois pris dans son ensemble? Depuis 1867, la dette du royaume s'est accrue de 355 millions

de florins d'argent, soit d'environ 887 millions de francs [1]) Cette somme vient s'ajouter à la part de la dette consolidée et de la dette rurale de l'Autriche, mise en 1867 à la charge de la Hongrie, part qui atteint 1 milliard de florins environ. Telle est la situation financière de la Hongrie, après une période de paix! La proportion dans laquelle elle participe aux dépenses communes est pourtant des plus modérées; elle était de 30% avant l'annexion des Confins, elle s'est élevée à 32% depuis.

Comment des sommes aussi considérables ont elles été dépensées? Elles ont servi à créer des chemins-de-fer qui traversent les propriétés particulières des ministres, à subventionner les entreprises magyares, par exemple le théâtre de Pest, qui ne reçoit pas moins de 150.000 fl. par an, enfin à former l'armée des honvéds, destinée à contenir par la force les nations mécontentes. Celles-ci ont dû participer à toutes ces dépenses, même lorsqu'elles étaient faites contre elles; elles ont dû en outre soutenir de leurs deniers leur église et leurs écoles, sous peine d'être frappées de mort. La conséquence de cet état de choses a été la misère de plus en plus grande du peuple.

Il y avait en Hongrie, d'après le recensement de 1851, 2,562.170 propriétaires fonciers; il n'y en avait plus que 1.925.620, d'après celui de 1870, soit 636.550, ou plus de 25% de moins.

Nous avons dit que les Serbes comprennent la nécessité d'une action commune entre tous les peuples non magyars. Le développement qu'a pris leur littérature n'a pas peu contribué à leur donner l'esprit politique.

Dans les années qui suivent la révolution nous assistons au triomphe définitif dé la réforme litteraire de Karadžić. Un jeune homme de Novi Sad, Georges Daničić (de son vrai nom, Popović) [2]), eut l'idée d'embrasser l'étude des langues slaves dans leur ensemble; il se perfectionna sous la direction de Karadžić et de Miklosich, et dota la littérature serbe d'une série de travaux linguistiques

---

[1]) Voici les chiffres exacts: 1° emprunt de 1867: 83,167.200 fl.; 2° emprunt de 1870: 19,040.000 fl.; 3° premier emprunt de 1871: 6,514.350 fl.; 4° second emprunt de 1871: 29,184.000 fl.; 5° premier emprunt de 1873: 54,000.000 fl.; 6° second emprunt de 1873: 153,000.000 fl.; ensemble: 354,905.550 fl. Le remboursement des premiers emprunts a commencé, mais le déficit étant toujours plus grand, il est impossible de prévoir quels appels la Hongrie devra faire encore au crédit européen.

[2]) Né en avril 1825. — Voy. sur Daničić la notice biographique insérée dans les *Slawische Blätter*, 1867, pp. 342-349.

du plus haut intérêt. Nommé bibliothécaire à Belgrade en 1856, il y publia, deux ans après, sa Srbska Sintaksa, l'ouvrage le plus important qui ait paru jusqu'ici sur la syntaxe d'aucune langue slave. Son Rječnik iz književnih starina srpskih (Lexique des anciens livres serbes, Belgrade, 1863—64) est un monument considérable, qui doit tenir sa place à côté du Lexicon palaeoslovenicum de Miklosich. Enfin, sa Morphologie de la langue serbe (Oblici srpskoga jezika, 5e édition 1872) est le travail le plus profond qui ait été fait sur la matière. M. Daničić qui dans ces dernières années exerçait les fonctions de bibliothécaire à Zagreb, vient d'accepter une chaire à Belgrade. A côté de M. Daničić, nous devrions placer MM. Vatroslav Jagić et Stojan Novaković; tous deux ont écrit avec le même zèle et le même savoir l'histoire littéraire des Serbes, tous deux ont fait faire de sérieux progrès à la linguistique slave; mais ils n'appartiement ni l'un ni l'autre aux Serbes de Hongrie. M. Jagić, actuellement professeur à l'université d'Odessa,[1]) est d'origine croate; M. Novaković est de la Principanté; il a récemment occupé le ministère de l'instruction publique et des cultes dans le cabinet Ristić.

Parmi les écrivains serbes de Hongrie, dont les travaux ont contribué à faire avancer l'étude de la langue nationale, nous citerons encore les deux frères Bošković. L'un, Jean, a publié un bon résumé de la syntaxe serbe (Srpska Sintaksa, Belgrade, 1864), et remplit aujourd'hui les fonctions de secrétaire de la Matica; l'autre, Stanoje, auteur d'une grammaire serbe pour les Allemands (Lehrbuch zur Erlernung der serbischen Sprache, Pest, 1864 et 1871), a été ravi par une mort prématurée.

Les érudits qui ont cultivé l'histoire avec le plus de succès sont: Isidore Nikolić, auteur d'un travail que nous avons cité (Bibliographe n° 7), et poëte tragique; Jean Gjorgjević, ancien rédacteur du Srpski Dnevnik, qui a publié dans le Letopis, plusieurs articles curieux, notamment une étude sur Georges de Sirmie (1859); Constantin Nikolajević, qui a fait paraître des recherches sur les sept premiers siècles de l'histoire serbe (Letopis, 1861-1871); N. Georges Vukičević, rédacteur du Školski List de Sombor, auteur de lettres sur l'histoire des Serbes et des Bulgares,

---

[1]) Les professeurs de l'université de Berlin viennent, dit-on, d'offrir à Jagić une chaire qui serait créée pour lui.

qu'il est intéressant de rapprocher de celles de Hilferding (Letopis, 1859—1860); Maxime Ludajić, qui a publié dans le Letopis des documents tirés des archives de plusieurs villes hongroises; Gabriel Vitković, dont nous avons cité les articles critiques sur l'histoire des Serbes de Hongrie (Glasnik, T. XXVIII, XXXII, XXXVII, XXXIX), etc.

Les efforts des deux derniers secrétaires, Antoine Hadžić et Jean Bošković ont rendu à la Matica srpska l'influence littéraire que lui avait fait perdre la création de la Société scientifique de Belgrade. Elle figure dignement entre cette société et l'Académie des Slaves du sud de Zagreb.

Le théâtre a pris chez les Serbes un développement qu'il est curieux de signaler. De 1861 à 1873, il a été représenté à Novi Sad 193 pièces dont 61 sont des œuvres originales dues à Jean Sterić Popović († 1872), à Jean Subotić, Mathias Ban, Lazare Kostić, Michel Polit-Dečančić, Constantin Trifković, etc. Ce sont ou des drames nationaux, ou des pièces mêlées de chant tirées le plus souvent de la vie populaire. Les autres sont des traductions de Shakspere, de Molière, de Goldoni et des auteurs modernes français, allemands, italiens, polonais, bohèmes, etc. Les traducteurs ou arrangeurs ordinaires sont: Jean Gjorgjević, Antoine Hadžić, François Oberkneževič, etc.[1])

Dans cette rapide revue, nous ne pouvons énumérer tous les écrivains qui ont collaboré aux journaux politiques et littéraires. La presse périodique, en particulier la presse littéraire a fait chez les Serbes de remarquables progrès. On en jugera par le tableau détaillé que nous donnerons plus loin.

Les études scientifiques ont aussi leurs adhérents. C'est moins du point de vue théorique que du point de vue pratique que les Serbes abordent la science. Ils doivent y chercher les moyens d'existence que le gouvernement ne leur permet pas de chercher dans les fonctions publiques, et s'assurent ainsi une vie indépendante et honorable. On rencontre chez eux des médecins, des ingénieurs et surtout des avocats.

---

[1]) Le journal Позориште (Le Théâtre) a commencé en 1873 (nos 51 sqq.) la publication d'un important travail de M. Jean Gjorgjević sur l'histoire du théâtre serbe. En 1872 la Société du théâtre national a fondé un élégant recueil d'ouvrages dramatiques (Зборник позоришних дела), où les pièces originales sont imprimées séparément, dans le même format.

La science juridique a dans Balthasar Bogišić son représentant le plus éminent. Bogisić s'est occupé des origines du droit slave en général et prépare une grande publication dans laquelle il doit exposer l'ensemble de ses recherches. Malheureussement pour les Serbes, il n'est plus aujourd'hui parmi eux; comme Jagić il a porté au loin l'honneur de leur nom; il est en ce moment professeur à l'université d'Odessa.

Les beaux-arts ont été cultivés avec succès par plusieurs Serbes de Hongrie. L'usage de décorer l'intérieur des églises a depuis les temps les plus reculés fait naître des peintres dans tous les pays serbes, mais jusqu'au milieu du siècle dernier, ces artistes se bornèrent à reproduire les types consacrés de l'école byzantine, sans chercher à les modifier par aucune invention nouvelle. Zacharie Orfelin, né en 1726 à Vukovar, fut le premier à s'inspirer des maîtres italiens. Sa réputation fut assez grande, pour qu'il fût nommé membre de l'Academie de Vienne. On compte parmi ses meilleures productions quatre panneaux peints à l'iconostase de l'église de Kraljević en Sirmie.

Théodore Ilić (Češljar), né à Temesvár en 1746, peignit aussi des portraits dans le genre italien, mais resta fidèle à la tradition byzantine pour la décoration des églises. Jean Stanisavljević, né en 1816, à Novi Sad, étudia le grand art à Rome, où il exécuta des copies d'après Raphaël pour le grand-duc Alexandre de Russie, actuellement empereur. Novak Radonić est connu en Sirmie et dans la Bačka par un grand nombre de portraits estimés de ses compatriotes. Étienne Teodorović, né à Novi Sad en 1833, occupe aujourd'hui le premier rang parmi les peintres serbes; il appartient à la nouvelle école viennoise et possède de brillantes qualités de coloriste. Ses œuvres principales se trouvent à Belgrade où il est maintenant établi.

M. Kanitz, à qui nous empruntons ces détails,[1]) cite encore: Kračun, à qui l'on doit l'iconostase de Karlovci, Étienne Gavrilović, mort à Karlovci, à la fin du XVIIIe siècle, Arza Teodorović, de Pančevo mort en 1835, Nicolas Alekšić, sorti d'un atelier de

---

[1]) *Serbien,* pq. 741 sq. Le chapitre consacré par M. Kanitz à l'architecture et à la peinture est sans contredit l'un des meilleurs de son livre. — Nous renverrons aussi au dictionnaire artistique des Slaves du sud de M. Jean Kukuljević Sakcinski *(Slovnik umjetnikah jugoslavenskih),* bien que cet ouvrage soit encore inachevé.

Vienne, Démètre Avramović, né en 1815 dans le bataillon de Titel, Uroš Knežević, né en 1812 à Karlovci, Paul Simić, de Novi Sad, etc.

Parmi les artistes dramatiques serbes, nous nous bornerons à citer : MM. D. Ružić, M. Kolarović, A. Maksimović, N. Rašić, L. Telečki, Gj. Savić, S. Rajković (Angjelić), M. Subotić, V. Marković, Zorić, Nedeljković et MMes D. Ružićka, Lj. Kolarovićka, S. Maksimovićka, M. Rašićka, M. Grgurova, J. Popovićeva, K. Savićeva, etc. Il ne faut pas demander aux acteurs serbes de représenter le drame classique ou la comédie contemporaine avec la distinction, la finesse que l'on admire sur les théâtres des grands pays ; ils n'ont pas encore d'école et se forment eux-mêmes comme ils peuvent, mais on trouve parmi eux des comiques d'un naturel fort divertissant et plusieurs artistes qui reproduisent avec une grande vérité les allures des anciens héros, depuis Marko Kraljević jusqu'aux compagnons de Kara Georges.

A ces aptitudes variées, les Serbes joignent celles de la guerre et du commerce. Nous avons rappelé les campagnes auxquelles ils ont pris une part glorieuse en combattant à l'ombre des aigles autrichiennes, nous n'avons pas à revenir sur ce sujet. En 1861, Czoernig évaluait le nombre des Serbes appartenant à l'armée régulière, déduction faite des Confins, à 25.000 individus. Il n'y a plus aujourd'hui à rechercher combien ils fournissent de soldats, puisque l'obligation du service militaire est devenue générale.

Beaucoup de familles serbes s'adonnent au commerce. Ce sont des négociants qui ont pour la plupart légué à la nation les biens qui servent à entretenir les églises et les écoles. Il n'y a pas plus de vingt-cinq ans, presque tout le trafic dans les villes importantes du Banat et de la Bačka était entre les mains des Serbes. Ils possédaient en outre des maisons considérables à Vienne, à Pest et dans les autres grands centres d'approvisionnement. Depuis lors c'est-à-dire depuis l'insurrection hongroise, l'accroissement inoui de la population israélite leur a fait perdre une bonne partie du terrain. Plus entreprenants, plus actifs, sachant mieux se créer des relations étendues, les Israélites ont de plus la faveur du gouvernement. Ils ont amené une véritable révolution dans le commerce de la Hongrie méridionale. D'une part, les jeux de bourse y ont été poussés jusqu'à la frénésie, d'autre part, les petits objets de pacotille qui favorisent le faux luxe ont été mis à la mode au point de ne pouvoir plus être remplacés. Si les négociants

serbes redoublent d'efforts, s'ils s'occupent sérieusement de leurs affaires, au lieu de se laisser entraîner à la spéculation véreuse, ou à l'oisiveté, peut-être la crise financière actuelle leur sera-t-elle favorable, en leur ramenant une partie de leur clientèle.

Tous les Serbes qui se livrent au négoce ou à l'une des professions libérales peuvent être considérés comme membres du parti national. Les seuls qui se rallient aux Magyars sont ceux qui ont été admis dans la noblesse hongroise, ou qui ont reçu des titres de chevalier, ou de baron. Ces titres ne suffisent pas pour que les grandes familles du royaume considèrent la noblesse rascienne comme une véritable aristocratie, mais ils établissent une séparation entre ceux qui les portent et le commun de la nation. A part ces dissidences peu importantes par le nombre, et qui d'ailleurs ne sont pas générales, à part l'indifférence, la mollesse, ou même la trahison d'une partie du haut clergé, les Serbes ont une tendance de plus en plus marquée à chercher leur salut dans une entente fraternelle.

Nous arrêterons ici ce tableau que les chapitres suivants sont destinés à compléter. Nous croyons en avoir assez dit pour montrer que les Serbes de Hongrie méritent d'occuper dans l'état une place meilleure que celle qui leur est faite. Ne vaudrait-il pas mieux pour les Magyars s'en faire des amis que des ennemis?

IX.

Ethnographie des Serbes de Hongrie.

Dans la partie purement historique de ce travail, nous n'avons pas insisté sur la répartition de la population serbe en Hongrie ni sur son chiffre approximatif aux différentes époques. Nous avons voulu réunir toutes les notions ethnographiques dans un chapitre particulier.

Nous avons admis qu'en franchissant le Danube, les Serbes venus du nord des Carpathes laissèrent des détachements sur la rive gauche du fleuve. Ainsi les Serbes de Hongrie auraient une origine plus ancienne que ceux de la Péninsule des Balkans, mais ce n'est là qu'une hypothèse à laquelle nous ne nous arrêterons pas. Quant à la Sirmie, nous ne pouvons guère douter que les Croates qui en étaient les principaux détenteurs, n'y aient été dès l'origine mêlangés aux Serbes. L'hésitation que les évêques du pays manifestèrent au XIIIe siècle entre l'église d'Orient et celle d'Occident nous paraît en être une preuve certaine.[1])

Il serait difficile de trouver des différences ethniques entre les Croates et les Serbes, qui ne constituent au fond qu'un seul peuple. Il n'y a pas à tirer de la langue un argument irréfutable puisque leur idiôme ne se distingue que par des formes peu éloignées les unes des autres. On est donc convenu de considérer comme Serbes les adhérents de l'Église orientale, tandis que les Croates professent le culte catholique romain. Toutefois, à ce point de vue, il importe de faire quelques réserves. On classe parmi

---

[1]) Cf. pp. 25 sq.

les Serbes les Grecs-Unis de Croatie, les Slaves catholiques de la Dalmatie et de l'Istrie qui parlent le dialecte oriental et le dialecte méridional, enfin les Chokatses et les Bouniévatses, population catholique répandue en Hongrie, et dont il sera parlé plus loin.

Du XIe au XIVe siècle, des rapports très-fréquents paraissent avoir existé entre les deux rives du Danube et de la Save. Les palatins d'origine serbe et la reine Hélène durent amener en Hongrie de nombreux compatriotes: des hommes d'armes, des moines etc. Nous avons cité les combats où figurèrent les troupes serbes et les monastères où s'établirent les moines.[1]) Évidemment les uns et les autres ne restèrent pas tout-à-fait isolés. Si donc l'on ne veut point admettre que les Serbes aient été répandus dans la Hongrie méridionale avant l'arrivée des Magyars, on ne peut songer à contester qu'ils n'y aient eu des établissements permanents dès le XIIIe siècle. La rareté des informations qui nous sont parvenues ne prouve rien contre cette opinion; il est probable en effet que, sans les Guerres avec les Turcs, les historiens comme Bonfini, Istvánfi, etc., n'eussent point fait une mention spéciale des Serbes, lors même que ceux-ci eussent habité toute la Hongrie méridionale; ils se seraient bornés à parler du roi, de ses sujets. de ses soldats, sans rien dire des diverses nations qui occupaient le territoire.

Au XIVe siècle, les Serbes fondent la colonie de Kovin (Rácz-Keve) dans l'île de Csepel près de Pest. Nous ne savons l'époque précise à laquelle remonte cette colonie, mais nous la voyons mentionnée dès le commencement du XVe siècle. En 1435, Sigismond abandonne aux habitants de Kovin les villages de Balvani et Skorenove, et leur accorde divers priviléges que Ladislas étend plus tard à des établissements situés sur la terre ferme en face de l'île de Csepel.

L'arrivée de Georges Branković en Hongrie (1539) provoque une immigration plus importante. Les Serbes ne restent plus cantonnés aux environs de Bude; ils pénètrent dans la ville et se répandent dans toutes les places cédées au Despote par l'Empereur.

---

[1]) Cf. pp. 22—24. Ajoutons qu'en 1198, divers villages slaves du diocèse de Kalocsa, c'est-à-dire de la Bačka, refusèrent de payer la dîme à l'évêque catholique; c'étaient sans nul doute des villages serbes. Fejér, *Codex diplom.*, T. II. p. 528.

Nous avons énuméré ces places,[1]) dans la plupart desquelles nous retrouvons plus tard des colonies serbes qui durent être fondées à cette époque.

Tandis que les nouveaux venus s'avancent jusque vers le nord de la Hongrie, ils deviennent de plus en plus nombreux en Sirmie et en Slavonie. La prise de Smederevo par le sultan Murad décide les Chrétiens à se réfugier en foule sur le sol hongrois. De cette époque date la colonisation de la Ienopolis, c'est-à-dire du pays situé au délà d'Arad, au nord la Maros, et auquel Jean Hunyádi avait donné son nom.

L'immigration continue sans interruption sous Étienne Branković. En 1463, Mathias Corvin accorde aux Serbes de la Slavonie un premier privilége L'heureuse expédition dirigée par Paul Kinis en 1481 ramène un contingent de 50.000 individus. De petits groupes, par exemple, celui que conduit Monasterli vers 1525, entrent successivement en Hongrie. L'empereur Ferdinand fait tous ses efforts pour attirer de nouveaux colons. Il promet des primes aux capitaines ou voïévodes qui seront accompagnés de 200 personnes au moins,[2]) et parvient à recueillir un grand nombre de fugitifs bosniaques (Uskoci). Les Confins s'organisent et les Serbes fournissent d'abord la plupart de leurs habitants.

Les Serbes de Slavonie et de Croatie sont forcés de fuir devant les Turcs, mais ils reviennent dans le cours du XVIe siècle. Leurs moines prennent possession du Desertum secundum, et la protection impériale y constitue peu à peu une population. En 1600, Vuković et Beašinović y installent 1600 familles de Bosnie et de Macédonie. Le métropolitain Gabriel et ses 70 moines restaurent le monastère de Marča, qui devient un centre important. Près de là se développent les colons souvent cités, au XVIe et au XVIIe, sous le nom de Valaques. Ce nom a trompé certains auteurs qui ont voulu y voir des Roumains, mais sans donner aucune preuve à l'appui de leur opinion. Les Valaques ont été ainsi appelés à cause de la religion grecque qu'ils professaient. Les accusations de violences, de vols d'enfants et autres semblables portés contre eux par les Hongrois, paraissent n'avoir eu d'autre fondement que l'inimitié des Catholiques contre les Schismatiques.[3])

---

[1]) Voy. p. 34.

[2]) Privilége du 9 septembre 1538.

[3]) Cf. Czoernig, *Ethnographie,* II, p. 170.

L'immigration s'achève à la fin du XVIIe siècle par l'arrivée du patriarche Črnojević et des 40.000 familles qui le suivent en Hongrie.[1]) C'est un contingent d'environ 500.000 individus qui passent sous la domination impériale. La Cour leur assigne d'abord pour résidence le territoire compris entre le Danube et la Tisza, mais, sur les réclamations de Črnojević et de Monasterli, leur permet d'entrer in Campum Cumanum et partes Sclavoniae, signanter in Parvam Valachiam, c'est-à-dire, d'une part, au nord de la Maros, dans la Ienopolis, et, d'autre part, en Slavonie, dans la contrée habitée déjà par les Valaques (comitat de Požega).[2])

En évaluant à 200.000 individus le nombre des Serbes qui se trouvaient en Hongrie avant l'arrivée de Črnojević, on peut admettre que la population serbe du royaume s'élevait à la fin du XVIIe siècle à 700.000 âmes. C'est là une évaluation très-modérée, et qu'il conviendrait peut-être de porter à 800.000, âmes.

Une population aussi considérable ne resta pas enfermée dans les limites que nous venons d'indiquer. Des détachements serbes paraissent être venus renforcer les colonies établies dans les villes qui avaient été cédées à Branković. Bude, Szent-Endre, Komarom reçurent de nombreux habitants. Il en fut de même de la contrée située entre Pécs et le confluent du Danube et de la Drave, contrée qui appartient au comitat de Baranya.

Bude devint un centre particulièrement important. Dès le milieu du XVe siècle, les Serbes y avaient bâti tout un faubourg, qui prit le nom de Tabahan, Taban,[3]) ou ville rascienne. Ce faubourg eut une église en 1697 et prit alors une grande extension. En examinant les documents conservés dans les archives serbes de Bude, M. Vitković a pu se convaincre par les idiotismes qu'il y a relevés que les habitants étaient originaires de la Re-

---

[1]) C'est le chiffre donné par Črnojević dans une pétition adressée à l'Empereur en 1706, (voy. Czoernig, II, p. 157).

[2]) La *Petite-Valachie* comprenait la partie occidentale du comitat de Požega; elle s'étendait, au nord-ouest, jusqu'au-delà de Pakrac; à l'ouest, jusque dans le comitat de Križevac; enfin au sud, jusqu'à la Bosnie. Elle avait pour chef-lieu Kraljeva Velika. Voy. Czoernig, II, p. 168, note 3.

[3]) Probablement du turcs *tabak-han*, quartier des tanneurs.

sava, de la Vieille-Valachie, de la Vieille-Serbie, de l'Herzégovine et de la Bosnie.[1]) Le Taban devait recéler les éléments les plus divers.[2])

Il dut en être de même des villes de Vácz, d'Esztergom, de Győr, de Soprony, de Sziget, de Veszprém, de Székes-Fehervár (Stuhlweissenburg, Stolni Beograd), etc.,[3]) aussi l'histoire des Serbes de Hongrie devra-t-elle être refaite, quand les archives de toutes ces villes auront été publiées comme l'ont été celles de Bude.

Le mouvement qui porta les Serbes à prendre la direction de Bude et des villes de la Hongrie occidentale ne se prolongea pas au-delà des premières années du XVIIIe siècle. Les colonies établies dans les grandes villes allemande sou magyares du royaume, ne reçurent plus que des renforts accidentels, et durent bientôt entrer dans la période de la décadence. Les groupes dispersés n'étant plus alimentés par l'immigration du dehors diminuèrent peu-à-peu par suite de l'assimilation avec les autres habitants du pays, et même de l'émigration. Beaucoup de Serbes des villes perdirent leur nationalité, en contractant des mariages mixtes, en abjurant la foi de leurs ancêtres, pour obtenir le droit de bourgeoisie et la noblesse; d'autres oublièrent leur langue, pour ne plus parler que l'allemand ou le magyar, tout en conservant la religion orientale; d'autres enfin émigrèrent, afin de se rapprocher de leurs compatriotes. Tel fut le sort des habitants de Bude qui s'élevaient à 7.000 âmes environ, au commencement du

---

[1]) Гласник, T. XXVIIIe, p. 435. — M. Vitković à recueilli dans les archives de Bude et de Pest une série de documents du plus haut intérêt pour l'histoire de ses compatriotes. Il a déjà publié trois volumes qui forment les Tomes IIIe, IVe et V^e de la IIe Série du *Glasnik,* et qui sont intitulés: Споменици из будимског и пештанског Архива; Belgrade, 1873-74. Nous regrettons vivement que la première partie de cet ouvrage ait été déjà imprimée quand les précieux matériaux réunis par M. Vitković ont été publiés. Ils jettent un jour tout nouveau sur l'histoire des Serbes au XVIIIe siècle. Le Летопис de 1870-71 pp. 135-229 avait déjà reproduit un certain nombre de documents copiés à Bude par le même savant.

[2]) Dès l'année 1640, les Serbes de Bude étaient assez nombreux pour que le Patriarche de Jérusalem sollicitât leurs aumônes. Voy. Vitković, Споменици, 1ere partie, n° 15.

[3]) En 1655, les Serbes de Komarom et de Győr avaient reçu un privilége particulier. Voy. Vitković, *loc. cit.,* 3e partie, n° 5.

XVIIIe siècle,[1]) et ne sont plus représentés aujourd'hui que par 325 individus.

Les habitants des campagnes furent plus encore que ceux des villes tentés par l'émigration. Les brutalités que les paysans avaient à supporter de la part des seigneurs allemands, ou magyars, les portaient à quitter un pays inhospitalier. La région de Bude et le Baranya, qui avaient reçu un grand nombre d'habitants furent ainsi dépeuplés. La rigueur des lois qui attachaient le serf à la glèbe ne retint pas des hommes décidés à chercher plus loin une patrie. Ce sont précisément les pays dont nous parlons qui paraissent avoir alimenté au moins en partie l'immigration serbe dans la Hongrie méridionale. En 1720, Novo Selo (Bačka), Vršac et Pančevo reçurent de nouvelles familles serbes; Mali Bečkerek en reçut en 1722; Karánsebes, en 1725; Veliki-Bečkerek, en 1728; Csanád, en 1733; Mehadia, en 1740; Dognačka, en 1741; Gajdobra, en 1743; Török Becse, en 1748; Bukin, en 1749; Csonoplya, en 1750. Pendant ce temps, le seul établissement dont il soit fait mention aux environs de Pest, est celui de Čobanka (1727).[2])

Dans le Banat, dans la Bačka, en Slavonie et dans les Confins, les Serbes étaient en progrès. On peut voir par un tableau des paroisses grecques-orientales de la Bačka, en 1733, que M. I. Nikolić a plublié dans le Letopis,[3]) que beaucoup de localités étaient vraiment importantes. Sivac comptait 281 feux; Stapar en avait 236; Kula, 251; Palanka, 419; Vrbas, 243, etc.[4])

La suppression des Confins de la Tisza et de la Maros amena l'émigration en Russie, dont nous avons raconté les détails.[5]) Le nombre des Serbes qui abandonnèrent la Hongrie de 1751 à 1753

---

[1]) C'est le chiffre indiqué par M. Vitković (Гласник, T. XXVIIIe, p. 489), mais il est peut-être exagéré. Le recensement de 1707 indique 484 chefs de famille, 351 maisons et 88 boutiques, mais ne donne pas le total des individus (Vitković, Споменици, 1ere partie, n° 48); celui de 1766 indique 238 chefs de famille et 216 maisons, avec une population totale de 1.038 individus (*ibid.*, 3e partie, n° 96. En supposant même que le nombre des habitants de chaque maison ait sensiblement diminué, l'on ne peut guère admettre le nombre de 7.000 individus en 1707.

[2]) Voy. Czoernig, II, pp. 251-286.

[3]) Летопис, 1859, n° 100, pp. 71-75 et 1860, n° 101, pp. 51-55.

[4]) Ces feux représentent, dans les villages, autant de communautés domestiques, dont on peut évaluer les membres à une douzaine environ.

[5]) Voy. pp. 126 sqq.

est évalué à 100.000. Leur départ dut laisser un grand vide non seulement au nord de la Maros, mais dans le Banat et dans la Bačka. La plupart de ceux qui restaient encore dans les Confins supprimés, descendirent vers le Danube et se fixèrent dans la partie méridionale du Banat,[1]) et de la Bačka; peut-être même y en eut-il qui passèrent le fleuve, pour s'établir en Slavonie.

L'émigration de Hrvat et de Tökölyi marque le premier pas fait par les Serbes de Hongrie dans la voie de la décroissance. La dépopulation a continué depuis, non pas, si l'on veut, d'une manière absolue, mais tout au moins d'une manière relative. Au lieu de suivre la marche ascendante que toutes les nations doivent suivre, les Serbes ne se sont développés que dans certaines régions de la Hongrie; dans d'autres, ils sont restés stationnaires; dans d'autres enfin, ils ont sensiblement rétrogradé. Nous allons exposer les causes de cette décadence.

Nous ne nous arrêterons point aux colonies répandues à l'état sporadique au milieu des Magyars et des Allemands. Les Serbes de Debreczen, de Szatmár, de Szerdahely, de Tokaj, de Tálya, de Böszörmény, etc. étaient d'avance condamnés à disparaître. Nous avons déjà dit comment ils fondirent peu à peu et ne reviendrons pas sur ce sujet. Les motifs qui amenèrent les Serbes de Szent-Endre, de Bude et du Baranya à se replier vers

---

[1]) Griselini *(Geschichte des Temeswarer Banats,* I, p. 196) reproduit une statistique du Banat dressée pendant l'administration du comte Clary (1768-1774). En voici les chiffres:

Roumains	181.639
Serbes	78.780
Bulgares	8.683
Tsiganes	5.272
Colons allemands, italiens et français	43.201
Israélites	353
Ensemble:	317.928.

Cette population était renfermée dans le territoire civil. En y ajoutant celle du territoire militaire, c'est-à-dire des districts de Pančevo, de Nova Palanka, de Mehadia, et des 23 villages du district de Karánsebes qui appartenaient alors aux Confins, Griselini arrive au total de 450.000 individus. Or, les habitants des districts militaires étant pour les 19/20es des Serbes et des Roumains, on devrait admettre que, si les deux peuples étaient en proportion égale, les Serbes s'élevaient pour le Banat tout entier à 142.000 environ; mais, en réalité les Serbes étaient alors plus nombreux que les Roumains dans la région frontière du Banat. Il faut pour le moins les évaluer à 150.000 individus.

le sud-est ne peuvent être considérés comme des motifs de décroissance, puisque les émigrants restèrent pour la plupart sur d'autres points du territoire hongrois, mais les causes proprement dites de dépopulation sont nombreuses.

Le rôle actif joué par les Serbes depuis deux siècles dans toutes les guerres soutenues par l'Autriche leur a fait subir des pertes sensibles. Nous avons dit que les campagnes de 1793 à 1797 avaient seules coûté à la Hongrie 100.000 hommes;[1]) quelle était dans ce nombre la part des Serbes? Les vides qui se produisirent dans leurs rangs furent d'autant plus grands que tous les soldats des Confins étaient mariés.[2]) Il y eut des villages dans lesquels il ne resta pour ainsi dire plus d'hommes valides, et où les veuves se trouvèrent par conséquent dans l'impossibilité de convoler. Les guerres de l'Empire succédant aux guerres de la Révolution, imposèrent encore aux Grenzers de cruels sacrifices, puis vint une période de paix qui dura de 1815 à 1848, et qui ne fut troublée que par les deux interventions en Italie (1821 et 1830).[3])

L'insurrection de 1848, malgré les succès remportés par les Serbes fut plus funeste pour eux que les campagnes contre Na-

---

[1]) Avant d'énumérer les causes de décadence, rappelons que pendant les campagnes de 1788 et 1789 contre les Turcs, plusieurs contingents serbes passèrent le Danube et se fixèrent en Hongrie. Ils y furent répartis de la manière suivante:

Comitat de Požega:	635
„ de Sirmie:	8.379
„ de Tolna:	34
„ de Baranya:	27
„ de Torontál:	392
„ d'Arad:	1.824
„ d'Eger:	63
„ de Békés:	4
Ensemble:	11.358

Voy. Czœrnig, *loc. cit.*, III, p. 137.

[2]) Voy. ci-dessus p. 181.

[3]) Malgré les épreuves qu'ils durent traverser, le dévouement des Serbes envers la maison impériale ne se démentit pas un instant. Lorsque le traité de Vienne eut cédé à la France une partie des Confins croato-slavons, un certain nombre de Grenzers émigrèrent. D'après les documents officiels, 2.209 individus s'établirent, de 1809 à 1813, dans la portion des Confins croato-slavons restée autrichienne, et 1.256, dans le régiment allemand du Banat. Voy. Czoernig, III, p. 113.

poléon. Elle fit dans les Confins près de 30.000 veuves et de 60.000 orphelins, et, 12 ans après, on calculait que la population totale de la frontière militaire avait diminué de 20.000 âmes.[1]) Les habitants des comitats ne furent pas moins éprouvés que les Grenzers. C'est surtout dans la région de la Tisza que leurs pertes furent sensibles. Avant 1848, les Serbes occupaient tout le sud de la Bačka; ils avaient pour limite vers le nord une ligne se détachant de la Tisza un peu au-dessus de Senta, englobant Topolja, Omorovica, Gara et aboutissant à Baja, sur le Danube. Les points occupés dans cette région par les Magyars étaient peu nombreux; c'étaient le village de Temerin, et les petits groupes d'habitations élevés sur les bords du Danube, au-dessus de Baja, par les gardeurs de chevaux hongrois (csikós): Szeremle, Bát-Monostor, Baracska, Dautova. Les Allemands étaient répandus à Kernya, Vrbas, Parabuty, puis sur les bords du Danube à Baja, Apatin, Bukin, Novi Sad, mais les Serbes étaient compacts dans tout le reste du pays. Les Magyars profitèrent de l'insurrection de 1848 pour gagner du terrain. C'est un trait distinctif de leur nature de ne se plaire que dans la plaine, dans ce qu'ils appellent la puszta, sur le bord des fleuves. Tandis que les Széklers dépérissent dans les montagnes de la Transylvanie et cherchent leur salut dans l'émigration, leurs frères des bords de la Tisza se sont au contraire remarquablement développés. Cette vallée est la véritable patrie des Magyars; c'est là qu'ils se sentent à l'aise et qu'ils prospèrent. On ne doit donc pas s'étonner s'ils ont cherché à s'étendre dans la direction de Titel. Senta, Ada, Mohol, Petrovo Selo, Ó Becse, Földvár qui étaient presque entièrement serbes il y a vingt cinq ans, ont aujourd'hui une population magyare en grande majorité. Le mouvement de recul des Serbes n'a pas été aussi prononcé que pourrait, le faire croire la carte de Czörnig[2]) comparée par exemple à celle de Šafařík,[3]) mais il n'en a pas moins été accentué. Les Magyars ont pris position sur la basse Tisza d'une manière formidable, et la suppression des Confins leur

---

[1]) Pétition adressée à l'Empereur par les députés des Confins à la Diète croate (juillet 1861).

[2]) *Ethnographische Karte der österreichischen Monarchie* entworfen von Karl Freiherrn von Czoernig, herausgegeben von der k. k. Direction der administrativen Statistik. Wien 1855, 4 feuilles.

[3]) *Slovanský Zeměvid* od P. J. Šafaříka; (Carte des Slaves par P. J. Šafařík), Prague, 1842, 1 feuille.

fait sans doute espérer qu'ils arriveront promptement jusqu'à Titel. Ada compte 7.000 Magyars contre 1.833 Serbes; Mohol en compte 3.800 contre 3.092 Serbes; Petrovo Selo, 4.600, contre 1.688 Serbes; Ó Becse, 8.300, contre 4.844 Serbes; Földvár 2.600, contre 2.190 Serbes.[1])

Les Magyars se sont développés dans une proportion presque égale au centre de la Bačka. Ils sont 4.000 à Pacsér, contre 1.295 Serbes; 2.000 à Bajša, contre 624 Serbes; 2.300 à Ó-Kér, contre 1.089 Serbes; 1.250 à Piroš, contre 1.019 Serbes, etc. Bács, ville entièrement magyare, a plus de 8.000 habitants; Hegyes en a 4.200; Feketehegy, 3.000; Veprovac, 2.800. Szeremle, Bát-Monostor, Baracska, Dautova sont devenus des villages importants. Kupuszina et Bogojeva, situées, comme les précédentes localités, sur les bords du Danube, comptent l'une 3.000 et l'autre 2.000 habitants, tous magyars.

Les Allemands se sont fortifiés dans les endroits où nous les avons déjà signalés, mais leurs progrès, dûs uniquement à l'excès des naissances sur les décès, ne peuvent être comparés à ceux qu'ont réalisés les Magyars, descendus en foule vers la Bačka.[2])

Das le Banat, les Allemands et ler Magyars ont progressé dans une proportion inverse. Les premiers se sont considérablement accrus tant par l'excès des naissances sur les décès que par l'arrivée d'immigrants venus des autres parties de l'empire; les Magyars, au contraire, ne se sont développés que par l'arrivée de nouvelles recrues, venues du bassin de la Tisza; ils occupent aujourd'hui l'angle formé par la Maros et la Tisza, de Ladány à Pádé, ne laissant plus aux Serbes que Deszk, Szöreg, Uj Szent-Iván, Gyála et Keresztur, localités dont l'envahissement est déjà commencé. Dans leur situation actuelle, les Magyars menacent le district de Kikinda, du côté de l'ouest, tandis que les Allemands l'assiégent à l'est. Les Magyars ont fait quelques progrès entre Temesvár et Bečkerek, mais cette région paraît devoir leur être enlevée par les Allemands qui les entourent.

Les Serbes du Banat ont été séparés en divers groupes par l'accroissement des autres peuples. Nous ne donnerons point ici

---

[1]) Ces nombres et les suivants sont évidemment un peu trop faibles parce que nous n'avons pas pu tenir compte des Serbes catholiques.

[2]) En 1848, le comitat de Bács-Bodrog comptait 395.696 habitants; il en comptait 528.345, en 1857 et 576.149, en 1870.

une énumération qui ferait double emploi avec la liste générale qu'on trouvera ci-après. Il suffira de s'y reporter, pour connaître paroisse par paroisse le territoire sur lequel ils sont actuellement fixés.

Nous n'avons parlé jusqu'ici que des Magyars et des Allemands, mais il est une autre population qui a fait perdre aux Serbes beaucoup de terrain; nous avons en vue les Roumains. Aucune nation n'est peut-être aussi persistante que celle-ci. Non seulement les Roumains, résistent à l'influence des Magyars[1]) et des Allemands, comme ils ont résisté, pendant tout le cours du moyen âge, à l'influence des Slaves, mais ils ont sur les peuples avec lesquels ils se trouvent mêlés une singulière force d'assimilation. Ils n'apprennent point la langue de leurs voisins, qu'ils forcent à comprendre la leur. Il suffit comme le disent les Serbes, qu'une femme roumaine soit introduite dans une maison, pour qu'en peu d'années toute la maison devienne roumaine.[2]) Ainsi ont disparu tous vestiges des Serbes qui s'étaient établis en Transylvanie; ainsi la langue, les usages, la nationalité roumaine a remplacé, dans une foule de villages du Banat, la langue, les usages, la nationalité serbe.[3])

Cette transformation n'est point l'œuvre des siècles; elle s'opère sous nos yeux avec une rapidité surprenante. Depuis 1848,

---

[1]) Il existe pourtant près d'Arad plusieurs villages habités par des Roumains magyarisés.

[2]) Kanitz *(Serbien,* pp. 323 sq.) a fait la même observation. Il rappelle qu'un écrivain distingué, Démètre Tirol, exprimait il y a cinquante ans la crainte de voir les Serbes absorbés par les Roumains. Kanitz ne dit point où Tirol a manifesté cette crainte; l'expression vague *d'il y a cinquante ans,* nous montre que le voyageur n'a point vérifié un renseignement qui lui aura été fourni par un tiers. Tirol ne peut avoir parlé des Roumains que dans son *Almanach du Banat* (Банатскій Алманахъ; Temesvár, 1827 et 1828), et dans sa Géographie politique à l'usage de la jeunesse serbe (Политическо Землѣописаніє за употребленіє србске младежи; Belgrade, 1832). Nous n'avons pas ces livres sous la main pour vérifier la citation.

Kanitz renvoie à propos de la même question à la *Južna Pčela* (L'Abeille du sud) et au *Svetovid* (L'Universel) de 1850, mais ces renvois ne signifient rien. La *Južna Pčela* est probablement la *Srbska Pčela* publiée par Paul Stamatović de 1830 à 1841. Quand au *Svetovid*, il n'a commencé de paraître qu'en 1852. Beaucoup des indications de Kanitz ne sont malheureusement pas plus exactes.

[3]) Где Влахиња дође, сва кућа повлаши.

c'est-à-dire en l'espace de 25 ans, nous pouvons citer plusieurs localités importantes qui se sont entièrement roumanisées. Mehala, gros bourg situé à la porte de Temesvár, a vu 3.000 Serbes se transformer en autant de Roumains. La langue serbe n'est pas encore oubliée des habitants, mais ils ne la parlent plus entre eux; ils l'emploient tout au plus pour adresser la parole aux étrangers.

Ce que nous disons de Mehala s'applique à Najdaš (régiment de Bela Crkva), où se trouvent aujourd'hui 2.086 Roumains contre 86 Serbes; à Jašenova (rég. de Bela Crkva), où 1.500 Roumains sont en présence de 500 Serbes; à Rácz-Csanád (comitat de Torontál), qui compte 2.400 Roumains et 1.500 Allemands contre 1.198 Serbes; à Magyar-Csanád (comitat de Csanád), où se rencontrent 1.670 Roumains, contre 890 Serbes, lesquels sont presque roumanisés; à Nagylak (com. de Csanád), qui renferme 2.543 Roumains de religion grecque, contre 202 Serbes (plus environ 1.000 Roumains grecs-unis et 5.500 Magyars et Slovaques); à Pečka (com. d'Arad), où l'on a recensé 5.102 Roumains contre 244 Serbes (mêlés à 7.500 Magyars, Allemands et Slovaques), etc.[1]) L'îlot de population roumaine, figuré sur la carte de Czörnig autour d'Alibunar, gagne de proche en proche comme une tache d'huile. Les Serbes ont presque entièrement disparu d'Alibunar et de Karlsdorf; les Roumains leur disputent aujourd'hui Vlajkovec, Novo Selo (Satu Nou, Neudorf), Dolova, Mramorak, Gaja, Kovin (Kubin); enfin ils ont pénétré jusqu'à Pančevo, où ils revendiquent 3.000 des leurs.

Les Serbes voient les Roumains se substituer à eux dans un assez grand nombre de villages. C'est un fait qu'ils peuvent regretter, mais qui, au fond, ne leur porte pas un préjudice sérieux. Il en serait tout autrement si la partie de la population qui se laisse roumaniser était victime de la germanisation ou de la magyarisation. Depuis la séparation des deux églises, il n'y a plus entre les Roumains et les Serbes aucune cause d'inimitié. Les uns et les autres doivent se proposer le même but, qui est d'obtenir leur affranchissement politique et le droit de vivre libres à côté de leurs oppresseurs actuels. Il se peut que des villages entièrement roumains opposent à l'envahissement des Magyars,

---

[1]) Nous empruntons la plupart de ces chiffres aux recensements locaux faits en 1873 par les commissions serbo-roumaines, chargées d'opérer la séparation ecclésiastique des communes mixtes.

aussi bien qu'au torrent germanique, une digue plus solide que des villages partagés entre des nations différentes, et que, à ce point de vue, les Serbes roumanisés méritent la reconnaissance de leurs anciens compatriotes.

Quoiqu'il en soit, il y a là pour les Serbes une cause de décroissance dont on ne peut les rendre absolument responsables, puisque la transformation s'opère insensiblement, et, pour ainsi dire, à leur insu. L'émigration dans la Principauté est, par contre un fait volontaire. Cette émigration n'a pas lieu par groupes nombreux; il s'agit plutôt d'individus isolés qui traversent le Danube ou la Save, mais ce mouvement est incessant. Ce sont des professeurs, des médecins, des commerçants, des ouvriers qui vont s'établir à Belgrade, à Šabac et dans les autres villes de Serbie. On peut cependant signaler aussi l'émigration de plusieurs contingents de paysans, et le gouvernement de la Principauté s'est lui-même efforcé de la développer.

Kanitz parle d'un essai de colonisation fait avec des Serbes du Banat, près de Ćuprija, mais il en trace le plus déplorable tableau. Les nouveaux venus étaient des paresseux, des ivrognes, etc., et n'ont rien pu créer de sérieux. Il est possible que cette assertion soit vraie, mais ce qui la rend légèrement suspecte c'est la phrase par laquelle l'auteur termine sa description. „Le gouvernement serbe a fait là, dit-il, une fâcheuse expérience, mais une expérience qui ne devrait en somme que le porter à faire de nouvelles tentatives avec des races plus aptes à la colonisation (lisez avec des Allemands).“ Ainsi, Kanitz, qui a publié son ouvrage aux frais des Serbes, ne craint pas de les dénigrer et conseille au Cabinet de Belgrade de livrer le pays aux Allemands. C'est le cas de s'écrier, en pensant aux précieuses qualités de ces colons: Timeo Danaos!

La cause de dépopulation sur laquelle nous devons insister sans ménagements pour l'amour propre national est le peu de fécondité des Serbes de Hongrie.

En principe les Serbes peuvent être classés parmi les peuples prolifiques; il suffit pour s'en convaincre de suivre le progrès de la population dans la Principauté. Ce progrès est indiqué dans le tableau suivant que nous empruntons à M. Jakšić: [2])

---

[1]) *Serbien,* pp. 29 sq.

[2]) Гласник. T. XXXIe, p. 122.

Années:	Population totale:	Nombre d'habitants par mille géographique carré:
1833	678.133	857
1840	828.895	1.048
1843	859.545	1.087
1846	913.160	1.154
1850	956.893	1.210
1854	998.919	1.263
1859	1,100.879	1.392
1863	1,133.647	1.433
1866	1,215.576	1.539
1870	1,294.255	1.636.

Les résultats que nous venons d'enregistrer sont satisfaisants, et, même en tenant compte de l'immigration étrangère, ne permettent pas de reprocher aux Serbes leur stérilité,[1]) mais en Hongrie le nombre des naissances est proportionnellement beaucoup plus faible. Les goûts de luxe introduits par les Allemands et par les Israélites ont eu sur les Serbes la plus déplorable influence. Rien n'est plus fréquent que de voir jusque dans les villages, des femmes qui vont pieds nus toute la semaine sacrifier leurs épargnes pour revêtir le dimanche une robe de soie. La passion du luxe amène l'indifférence pour les enfants qui seraient une gêne; elle produit le relâchement des mœurs, dont les relations illégitimes et l'avortement sont la triste conséquence. Nous connaissons des villes et des villages où des matrones renommées prodiguent leurs conseils aux jeunes mères inexpérimentées et suppriment au plus juste prix le fruit des mariages. Ces avorteuses, qui vendent leurs services aux femmes serbes, allemandes, ou magyares sans distinction de nationalité, ne sont jamais inquiétées par la police et font leur métier au grand jour.

---

[1]) On a compté, en 1859, dans la Principauté, 45.678 naissances, contre 28.980 décès; en 1866, 55.322 naissances, contre 30.231 décès. Kanitz, *Serbien*, p. 518.

L'avortement est bien loin de produire chez les Serbes les déplorables effets qu'il produit par exemple chez les Saxons de la Transylvanie, mais le mal existe; il est assez grand pour que nous n'hésitions pas à le signaler. Nous ne doutons pas que si tous les Serbes éclairés qui remplissent des fonctions municipales usaient de leur influence pour faire condamner les avorteuses; si des sociétés de bienfaisance propageaient des livres à la fois moraux et patriotiques, les femmes, mieux instruites de leurs devoirs, ne reculeraient plus devant les charges de la maternité.

Nous avons adressé aux femmes un grave reproche; la justice nous oblige à rechercher aussi la part de responsabilité qui pèse sur les hommes. Les Serbes ont un regrettable penchant pour l'ivrognerie. L'amour du vin dérive en quelque sorte de leur ardeur guerrière. Les plus fameux héros dont les chants populaires nous racontent les exploits n'entreprenaient jamais aucune expédition sans avoir bu d'un vin généreux.[1])

L'abondante production des vignes hongroises n'a fait que développer ce goût naturel, mais, le vin ayant renchéri sensiblement depuis l'ouverture des chemins-de-fer, la consommation des alcools s'est accrue d'une manière inquiétante. Il y a dans l'absorption des eaux-de-vie grossières de sérieux dangers d'abâtardissement pour les populations du Banat et de la Bačka.

Nous avons exposé les causes de décadence qui ont éprouvé les Serbes de Hongrie et qui les menacent encore. Il y a longtemps que de bons esprits les ont reconnues et se sont efforcés d'y porter remède. En 1864, la Matica srpska mit au concours l'étude de cette question. Le prix fut décerné à M. G. Natošević, inspecteur des écoles serbes, dont le mémoire figure au Letopis de 1865.[2]) M. Natošević y expose pourquoi ses compatriotes reculent, tant au point de vue moral qu'au point de vue matériel. Il insiste sur les pertes que le commerce serbe a subies et sur la diminution de la richesse publique qui en est résultée; il n'épargne pas les reproches à ceux qui par leur désordre compromettent à la fois eux-mêmes et la nation tout entière; il ne dissimule pas les progrès faits par les Roumains. Quant aux remèdes,

---

[1]) Вино пије Хралевићу Марко etc. Les histoires de buveurs tiennent la plus grande place dans les Приповијетке de Karadžić.

[2]) Ce mémoire a été tiré à part sous ce titre: За што наш Народ у Аустрији пропада; (Pourquoi notre Nation décroît en Autriche), Novi Sad, 1866, in-8.

l'auteur du mémoire les cherche dans une réforme de l'église, qui devra se proposer avant tout un but moralisateur. Les évêques, les protopopes, plus instruits que le vulgaire devront visiter les familles et les éclairer de leurs conseils. Il est urgent, ajoute-t-il, de fonder des écoles de tous les degrés, en particulier des écoles normales primaires et des écoles commerciales. Le développement de l'instruction pourra seul mettre les Serbes en état de lutter avec avantage contre leurs concurrents.[1])

Un autre écrivain, M. Jakšić, directeur de la statistique à Belgrade, a groupé des chiffres qui jettent une vive lumière sur la situation des Serbes de Hongrie à vingt années de distance.[2]) Il a pris pour termes de comparaison les années 1847 et 1867, et voici les résultats auxquels il est parvenu. Le nombre des Serbes était de 977.723 en 1847, et de 1,002.832 en 1867.[3]) Dans les Confins, la population serbe qui est compacte et qui a joui d'une situation politique relativement favorable, a suivi une marche ascendante, malgré les pertes subies par les Grenzers. Le chiffre total, qui était de 322.885 en 1797, monte à 481.323 en 1847 et à 513.539 en 1867, ce qui constitue pour cette dernière période une augmentation de 6.66%.[4])

Dans les comitats hongrois, l'hégémonie magyare est désastreuse pour les Serbes. Leur nombre, qui est de 344.362 individus en 1797, monte à 415.579 en 1847, puis redescend à 413.262 en 1867; c'est assez dire que les Serbes sont en décadence. Toute population qui ne s'accroît plus doit diminuer, telle est la règle commune.

En Dalmatie et en Istrie, où le gouvernement se contente de traiter les Serbes en peuple conquis, sans poursuivre leur extermination, il y a quelque progrès: 59.381 individus en 1797, contre 81.808 en 1848 et 86.131 en 1868.

---

[1]) Nous tenons de M. Nenadović lui-même un fait caractéristique. En 1858 les Serbes de Podporanj, près de Vršac, (de 300 à 400 individus) n'ont pas produit un seul enfant!

[2]) Гласник, T. XXXIIIe, pp. 38-134.

[3]) M. Jakšić néglige les Catholiques et les Grecs-Unis, mais il comprend dans ces chiffres les Serbes de la Dalmatie et de l'Istrie pour 81.828 en 1847 et 86.131 en 1867.

[4]) L'immigration n'a peut-être pas été sans influence sur cette augmentation. Nous avons en effet constaté une diminution de la population des Confins après 1848.

Nous laisserons à M. Jakšić la responsabilité des chiffres qu'il a réunis et nous leur comparerons les diverses évaluations qui ont été faites des Serbes de Hongrie, dans le courant de ce siècle, par les statisticiens les plus autorisés.

Schwardtner[1]) ne nous fournit point de données d'ensemble, mais il rappelle que, en 1793, le nombre des paroisses serbes en Hongrie était de 935, celui des paroisses roumaines de 553 et celui des paroisses grecques de 17. La Transylvanie reste en dehors de ces données.

Čaplović,[2]) qui reproduit avec plus de détail les chiffres du recensement de 1797, évalue le nombre des Grecs-Orientaux de la Hongrie à 1,369.425 individus, qu'il décompose ainsi: Serbes: 676.613; Roumains: 687.124; Grecs et Roumains de la Macédoine: 5.688. Dans ces chiffres ne figurent ni la population de la Transylvanie, ni la noblesse. Il convient d'ajouter au nombre des Serbes, au moins pour les 9/10es, les Grecs-Unis du diocèse de Križevac, (8.552 en 1791), puis les Bouniévatses et les Chokatses. Avec l'adjonction de ces deux éléments et de la noblesse rascienne, le total serait de 740.000 environ.

Dans ses Gemälde von Ungern,[3]) Čaplović reproduit la carte ethnographique de Lipszky, mais ne l'accompagne point d'une statistique détaillée des nationalités de la Hongrie.

Fényes[4]) évaluait les Serbes de Hongrie, en 1841, à 1,260.463 individus; Šafařík[5]) dressait, en 1842, le tableau suivant:

Hongrie et Banat	532.000
Slavonie	738.000
Croatie	629.000
Carniole méridionale	40.000
Istrie et Littoral hongrois . . .	254.000
Dalmatie	391.000
Ensemble:	2,584.000.

Šafařík fait entrer dans ce total les Bouniévatses et les Chokatses, puis les Catholiques des Confins croates, de la Car-

---

[1]) *Statistik von Ungarn,* T. Ier, p. 179.

[2]) *Slavonien,* T. IIe, p. 70.

[3]) Pest, 1829, 2 vol. in-8.

[4]) Statistik des Königreiches Ungarn, T. Ier (Pest, 1843, in-4).

[5]) *Slowanský Národopis* (Ethnographie slave), 3e édition; Prague 1849, in-12, p. 55.

niole, de l'Istrie et de la Dalmatie, tandis que nous rangeons parmi les Croates la population catholique des Confins croates, celle de la Carniole méridionale et de la plus grande partie de l'Istrie. Šafařík atteint de la sorte un chiffre considérable pour les Serbes, tandis que les Croates descendent à 801.000 individus. Les Slovènes sont évalués à 1,151.000. Les trois peuples réunis forment un total de 4,536.000 individus, chiffre certainement trop élevé.

En 1846, Häufler [1]) proposait pour les Serbes le nombre de 1,135.416 individus.

Fröhlich,[2]) qui avait fait des recherches spéciales sur les Serbes de Hongrie, les évaluait, en 1849, de la manière suivante:

Hongrie, Croatie et Slavonie:	739.240
Confins militaires (non compris les hommes faisant le service actif):	339.176
Militaires en activité de service, environ:	12.000
	1,090.416.

En ajoutant les Serbes de Dalmatie et de l'Istrie, Fröhlich obtenait un total général de 1,614.934 individus, tandis qu'il évaluait les Croates à 1,263.821 et les Slovènes à 1,143.514.

Czœrnig [3]) nous fournit le tableau suivant dressé d'après le recensement de 1851:

1° Dalmatie:		
Morlaques	143.780	378.676
Ragusains	45.834	
Bocchèses	31.720	
Habitants des côtes et des îles	157.342	
2° Voïévodine et Banat:		
Serbes de religion grecque-orientale	321.110	384.046
Chokatses et Bouniévatses . .	62.936	
3° Slavonie		222.062
4° Confins militaires		310·964
5° Serbes de l'Istrie (Morlaques)		44.160
6° Groupes serbes épars en Hongrie . . .		62.880
7° Armée active		25.000
Ensemble		1,427.788.

[1]) Hain, *Statistik des österreichischen Kaiserstaates,* T. Ier (Wien, 1852, in-4).

[2]) *Neueste National- und Sprachenkarte,* texte pp. 15 sq.

[3]) *Ethnographie,* I, p. 78.

En retranchant de ce total les chiffres correspondant à la Dalmatie et à l'Istrie, ainsi que 8.000 hommes de troupes, nous obtenons, pour les pays dont nous nous sommes occupés dans cette histoire, un total de 996.952 individus.

Un recensement officiel de la Voïévodine publié en 1861[1]) contenait les chiffres ci-après:

Allemands		396.156
Magyars		256.164
Serbes	309.885	383.527
Croates, Bouniévatses, Chokatses	73.642	
Bulgares		23.014
Slovaques		25.982
Roumains		414.947
Juifs		23.596
Tsiganes		657
Ensemble		1,524.043.

Ces chiffres officiels étaient combinés à plaisir pour réduire autant que possible le nombre des Serbes au moment où l'on supprimait la Voïévodine; nous n'avons donc pas à nous y arrêter.

Fényes,[2]) mettant en œuvre le recensement de 1857, nous donne les chiffres suivants:

Hongrie	311.371
Confins hongrois	143.676
Slavonie	201.055
Croatie et Confins croates	263.611
Ensemble	919.713.

En 1869, Ficker[3]) évalue le nombre des Serbes de la monarchie autrichienne à 1.520.000, c'est-à-dire que ses calculs tiennent précisément le milieu entre ceux de Fröhlich et ceux de Czœrnig; il nous donne pour chaque province non point l'indication de la population totale, mais la proportion des diverses nationalités comparées entre elles.

Keleti, qui a recueilli et publié les données statistiques

---

[1]) Reproduit dans le Летопис, 1863, II, n° 108, pp. 104-148.

[2]) *A magyar Birodalom nemzetiségei,* (L'Empire hongrois par nationalités), Pest, 1867, in-8.

[3]) *Die Völkerstämme der österreichisch-ungarischen Monarchie, ihre Gebiete, Gränzen und Inseln.* Wien, 1869, in-8 (avec 4 cartes).

fournies par le recensement du 1er janvier 1870,[1]) a voulu dresser, lui aussi, un tableau ethnographique.[2]) Le chiffre qu'il obtient pour les Serbes de la Hongrie propre, déduction faite de la Croatie, de la Slavonie et des Confins militaires, est de 267.344, total dont l'inexactitude est si visible qu'il nous dispensera de nous arrêter aux autres calculs du même auteur.

Le recensement de 1870 n'a pas compris de relevés ethnographiques, et lors même que le gouvernement hongrois en eût fait faire, nous devrions forcément en suspecter l'exactitude. Mille raisons empêchent qu'une statistique de ce genre puisse être suffisamment approximative; [3]) aussi devons-nous chercher la base de nos calculs ailleurs que dans une déclaration souvent trompeuse, ou mal reproduite.

La répartition de la population d'après les différents cultes nous offre, au point de vue particulier qui nous occupe, les renseignements les plus précieux. L'immense majorité des Serbes professe la religion grecque-orientale, religion qui, en Hongrie, ne compte d'adhérents que chez eux et chez les Roumains. Dans toutes les parties du territoire où les Roumains n'ont point pénêtré, nous pouvons, à coup sûr, considérer comme Serbes les membres de l'Église orientale; c'est le cas pour la Croatie, la Slavonie, les Confins croato-slavons. Dans les anciens Confins du Banat, nous rencontrons les Roumains, mais les documents ecclésiastiques que nous avons entre les mains nous permettent d'évaluer ces derniers avec une grande approximation à 165.000 individus.[4]) Retranchant cette somme du nombre total des Grecs-Orientaux dans les Confins et dans le Royaume triunitaire, nous obtenons un premier chiffre de 620.110 individus de nation serbe. Ce que nous avons dit des Grecs-Orientaux s'applique également aux Grecs-Unis, que nous devons tous considérer comme serbes dans la région qui nous occupe. La petite colonie ruthène de Sid, en Sirmie, qui eût seule pu faire exception, est, croyons-nous,

---

[1]) M. Brachelli, décomposant les mêmes chiffres *(Statistische Skizze der österreichisch-ungarischen Monarchie,* Leipzig, 1871, in-8), évalue les Serbes et les Croates ensemble à 3,016.300 individus.

[2]) Voy. son ouvrage intitulé: *Hazánk és Népe,* (Notre Pays et ses Habitants), Pest, 1872, in-4.

[3]) Ficker a fort bien exposé ces raisons, pp. 30 sqq.

[4]) Le chiffre donné par les Roumains est de 170.000. *Albin'a,* 1873, n° 36.

presque entièrement serbisée. De ce chef, nous pouvons ajouter un total de 9.506 individus.

La question devient plus ardue quand on aborde les comitats hongrois, mais le chiffre de 267.344 individus, proposé par Keleti, est certainement très-inférieur à la vérité. Le guide le plus sûr que nous ayons est le tableau des paroisses serbes présenté au Congrès de 1870. Pour combler la lacune que nous avons à remplir, nous emprunterons les chiffres relatifs au diocèse de la Bačka, (dont nous retrancherons seulement les paroisses du bataillon de Titel, déjà comprises dans les Confins), soit 104.517 individus; au diocèse de Bude, soit 19.920 âmes; à celui de Temesvár, soit 160.214 individus; enfin à la partie du diocèse de Vršac située en dehors des Confins, avec une population de 23.055 individus. Le total est de 307.706. Admettons, pour prévenir toutes les objections, que dans ce nombre figurent par erreur 10.000 Roumains, que l'église serbe aura dû ou devra céder à la hiérarchie roumaine, nous arriverons ainsi aux résultats suivants :

Croatie, Slavonie et Confins militaires . .	629.616
Hongrie	297.706
Ensemble	927.322.

Nous devons maintenant faire entrer en ligne de compte les Serbes catholiques de la Hongrie: les Bouniévatses et les Chokatses. Cette population n'a pas encore confondu ses destinées politiques avec celles des Serbes du rite oriental, mais elle ne peut en être séparée au point de vue ethnographique. Elle est originaire de la Dalmatie, qu'elle a quittée à différentes époques pour venir s'établir en Hongrie. Les noms qu'elle porte aujourd'hui paraissent lui avoir été donnés par les adhérents du culte oriental dans un sens injurieux. Karadžić[1]) propose pour Chokatse (Šokac) l'étymologie italienne de sciocco, imbécile.[2]) Quant au mot Bouniévatse (Bunjevac), aucun auteur n'en donne l'explication, mais si l'on attribue au mot Chokatse la signification d'imbécile, on doit chercher pour les Bouniévatses une étymologie analogue. Peut-être convient-il de rapprocher ce nom de

---

[1]) Рјечник 2e édition, v° Шокац.

[2]) Ce mot n'est cité ni par Miklosich, ni par Matzenauer, dans leurs lexiques des mots slaves d'origine étrangère.

bunjak „das Auskehricht, quisquiliae,“ ou de buništar „Schimpfwort für einen Dieb, convicium in furem“?

Quoi qu'il en soit, les noms de Chokatse et de Bouniévatse n'ont plus la signification injurieuse qu'ils ont pu avoir à l'origine. Ce ne sont plus seulement les Serbes de religion grecque qui les emploient; ceux-mêmes qu'ils désignent ne craignent point de s'en servir. Un journal serbe imprimé en caractères latins, qui paraît à Kalocsa, porte le titre de Bunjevačka i šokačka Vila. Il se publie également à Subotica (Szabadka, Maria-Theresiopel) un almanach intitulé: Bunjevački i šokački Kalendar.

Les Bouniévatses et les Chokatses sont répandus dans la Bačka et dans le Banat. Comme ils sont catholiques, ils sont naturellement confondus dans les recensements avec les Magyars, les Allemands, les Slovaques, etc. Les Annuaires des diocèses qui nous fournissent la population de chaque paroisse, avec l'indication des idiômes employés dans l'exercice du culte peuvent seuls nous permettre de les reconstituer.

Le Schematismus cleri Archi-Dioecesis colocensis et bacsiensis pour 1871 n'indique qu'une seule paroisse où la langue serbe soit exclusivement en vigueur, c'est celle de Ker, faubourg de Subotica, laquelle, avec la succursale de Sándor, compte 7.917 âmes. Les paroisses où le serbe est employé concuremment avec le magyar sont: Bátya, Dusnok, Szent-Iván, Béreg, Szántova, Nemes-Militics, Vajszka, Felső-Szent-Iván, Csantavér, Szabadka (Subotica), Zenta. Dans 4 paroisses, le serbe est en usage en même temps que l'allemand, à Bikity, Gara, Plávna et Bukin. Enfin 14 paroisses emploient simultanément le serbe, le magyar et l'allemand, savoir: Baja, Csávoly, Vaskut, Csonoplya, Monostorszeg, Zombor, Szónta, Bács, Futak, Josephsdorf, Novi Sad, Titel, Bács-Almás, Katymár.

Les Bouniévatses et les Chokatses sont beaucoup moins nombreux dans le diocèse de Csanád. Toutefois le Schematismus de ce diocèse pour 1870 permet d'en relever à Rékás (environ 1.700, mêlés à des Allemands), à Mali-Pakac, près de Bilet, à Radna, à Szöreg, à Oršova, à Carlsdorf (ces 5 localités n'en contiennent qu'un très-petit nombre).

Nous ne poursuivrons pas les Serbes catholiques de la Hon-

grie en dehors des deux diocèses dont nous venons de parler.[1]) Les indications qui précédent suffisent pour nous permettre d'évaluer cette population à 70.000 individus, soit 7.000 de plus que le chiffredonné par Czoernig en 1851.

Il ne nous reste plus, pour achever nos calculs, qu'à supputer le nombre des Serbes actuellement sous les drapeaux. En les évaluant à 1% de la population, nous trouvons 9.269 individus et 700 Bouniévatses, ou Chokatses, soit 9.969. Tous ces chiffres réunis nous donnent pour les Serbes de Hongrie un total de 1,006.929 individus.

Pour compléter ces données, nous reproduirons le tableau de évêchés serbes, avec la population de chaque paroisse. Ce tableau fera connaître en détail les anciennes divisions ecclésiastiques, en même temps qu'il servira de guide géographique.[2])

I. Archidiocèse de Karlovci.

1. District de Ruma: Irig: 3.500; Beočin: 966; Dedinci: 1.258; Kamenica: 1.002; Neradin: 825; monastère de Grgeteg: (?); monastère de Velika-Remeta et dépendances: (?); monastère de Krušedol et dépendances: (?); Krušedol et Šatrinci: 735; Maradik: 578; Indjija: 720; Putinci: 360; Malo Radince: 326; Petrovci: 541; Dobrinci: 1.421; Šibač: 574; Brestač: 970; Subotište: 886; Vudjanovci: 1.955; Kraljevci: 871; Ruma: 2.467; Voganj: 576; Pavlovci: 450; Rivica: 785; village de Vrdnik: 858; monastère de Vrdnik: (?); village de Jazak: 1.620; monastère de Jazak et dépendances: (?); monastère d'Opovo: (?); monastère de Bešenovo: (?); dépendances de Rakovac: (?).[1]) Ensemble 24.244

A reporter . . 24.244

[1]) Notons pourtant qu'une grande partie de la population catholique de Zemun (Semlin) se compose de Chokatses.

[2]) Il est étonnant que les moines, qui pourtant n'auraient rien eu de mieux à faire, n'aient point réuni de renseignements statistiques sur les dépendances de leurs monastères. Voici, pour combler tant bien que mal cette lacune, les chiffres fournis par le Schematismus de 1846-47: Grgetek: 206; Krušedol: 312; Šišatovac: 149; Rakovac: 368; Opovo: (?); Beočin: 305; Kuveždin: 279; Bešenovo: 207; Jazak: 107; Vrdnik: 148; Privina Glava: 194; Velika Remeta: 43; Fenek: 155. Quant au moines eux-mêmes, nous en donnerons plus loin un dénombrement détaillé.

Report . . 24.244

2. District d'Erdevik: Šid: 2.406; Berkasovo: 572; Bačinci et Gibarak: 799; Grabovo: 461; Sviloš: 384; Vizić: 342; Erdevik et Ljuba: 1.228; Bingula: 650; Čalma: 629; Divoš: 1.168; Ležimir: 1.146; Mandjelos: 941; Grgurevci: 1.455; Šuljam: 703; monastère de Šišatovac et dépendances: (?); monastère de Kuvcždin et dépendances: (?); Veliko-Radince: 413; village de Bešenovo et dépendances du monastère: 966; Stejanovci: 789; monastère de Privina Glava et dépendances: (?); Movo: 395; Šarengrad: 230; Tovarnik: 469; Banovci: 475; Opatovac: 449; Petrovci: 209; Marinci: 267; Negoslavci: 1.065; Čakovci: 177; Čerević: 1.408; Banoštar: 515; Susek: 966; Neštin: 888; Ilok et Molovin: 618; Mikluševci: 319 [1]) 23.492

3. District de Dalj: Vukovar: 1.447; Ostrovo: 679; Beršadin: 510; Pačetin: 730; Bobota: 1.982; Vera: 659; Trpinja: 1.520; Markušica: 841; Gaboš: 498; Dalj: 3.294; Erdöd et Almaš: 324; Belo-Brdo: 1.900; Tenj: 1.936; Osjek: 1.776; Čepin: 1448; Budinci et Poganovci: 1.540; Borovo: 1.821; monastère de Rakovac: (?); monastère de Beočin: (?) [1]) 23.834

4. Zemun 4.519

5. Karlovci 2.719

6. District de Mitrovica: Mitrovica: 2.516; Kuzmin: 2.382; Martinci: 2.896; Laćarak: 2.215; Jarak: 896; Šašinci: 1.585; Morović et Batrovci: 786; Grk: 1.436; Bosut et Rača: 1.075; Jamina: 1.484; Adaševci: 1.520; Mala Vašica: 1.168; Ilinci: 945; Vinkovci: 965; Mirkovci: 1.124; Laze: 1.144; Orolić: 270; Progar: 596; Ašanja: 512; Kupinovo: 1.072; Obrež: 445; Petrovčić: 312; Bečmen: 225; Karlovčić: 637; Klenak et Hrtkovci: 884; Platičevo et Nikinci: 630; Grabovci et Vitojevci: 829; Tovarnik: 695; Ogar: 580 . . . 31.824

District de Pazovo: Pazovo: 702; Vojka: 2.400; Banovci: 1.416; Batajnica: 1.342; Belegiš: 1.582; Surduk: 1 301; Sase: 2.378; Čortanovci: 539; Krčedin: 1.468; Beška: 1.001; Slankamen: 1.004; Bukovci: 1.094; Golubinci: 2.108; Pećinci: 887; Popinci: 580; Šimu-

A reporter . . 110.632

Report . . 110.632

novci: 1.137; Krnješevci: 703; Ugrinovci: 1.221; Deč: 644; Mihaljevci: 655; Prvo: 560; Surčin: 1.158; Bežanija: 812; Jakovo: 708; Boljevci: 768; Dobanovci: 1.395; monastère de Fenek: (?) 29.563

Total . . 140.195

II. Diocèse de la Bačka.

1. Novi Sad (Neusatz, Ujvidék) 8.050

2. Sombor 10.477

3. District de Subotica (Szabadka, Maria-Theresiopel): Subotica: 2.722; Szeged: 480; Jegra (Eger, Erlau, comitat de Heves): 129 . . . . . 3.331

4. District de Stari Bečej; Stari Bečej (Ó Becse): 4.844; Földvár: 2.190; Turija: 2.505; Szent-Tamás: 4.927; Petrovoselo: 1.688; Mohol: 3.092; Senta: 2.173; Stara Kanjiža: 640; Martonoš: 1.482 . 25.374

5. District de Žabalj: Žabalj: 4.112; Gospodjinci: 2.076; Nadalj: 1.520; Curug: 4.625; Gjurgjevo: 2.777; Szent Iván: 1.460; Vilovo: 902; Mošorin: 2.180; Titel: 1.744; Lok: 711; Gardinovci: 907; Gornji-Kovilj: 1.900; Doljnji-Kovilj: 1.294; Kać: 2.522; monastère de Kovilj: (?)[1] 28.630

6. District de Stapar: Stari Sivac: 3.697; Stapar: 5.278; Brestovac: 1.059; Miletići: 150; Deronja: 1.318; Bodjani: 283; Parabuće: 697; Parage: 1.159; Lalići: 1.571; Kula: 1.848; Bajša: 624; Pačir: 1.295; Stanišić: 956; Ridjica: 533; Baja: 598; Šandor: 700; monastère de Bodjani: (?)[2] 21.769

7. District de Palanka: Palanka: 3.441; Futog: 2.774; Begeč: 1.819; Gložan et Čeb: 477; Obrovac: 1.113; Tovariševo: 2.577; Silbaš: 2.265; Pivnice: 1.814; Despot-Szent-Iván: 1.654; Kulpin: 1.279; Piroš: 1.019; Kisač: 365; Šove: 1.634; Stari Ker (Ó Kér): 1.189; Stari Vrbas: 1.611 . . . . . 25.031

Total . . 122.662[3]

[1]) En 1846: 350.

[2]) En 1846: 328.

[3]) Le *Schematismus Archidioecesis Colocensis et Bacsiensis* pour 1871, porte le total des Grecs-Orientaux à 125.000.

III. Diocèse de Bude.

1. District de Mohács: Baán: 669; Báttoszék, Alsó-Nána et Várdomb: 448; Bolmán: 1.068; Berement et Illocska: 651; Borjad et Pócsa: 545; Nagy-Budmir: 282; Véménd: 405; Dárda: 649; Szekczö: 648; Somberek et Rácz-Görcsöny: 928; Kácsfalu: 1.120; Kisfalud, Izsép, Darázs, Herczeg-Sárok: 664; Lipova et Bezedek: 550; Liptód et Lancsuk: 456; Maiss et Sátoriste: 489; Magyar-Bóly et Villány: 487; Medina, Felső-Nána, Tolna, Rácz-Kozár: 356; Monostor: 364; Mohács: 686; Pécsvár et Rácz-Mecske: 221; Rácz-Tőttős: 441; Sziget: 21; Herczeg-Szőllős, Csuza et Vörösmart: 760; Sárok, Lakk et Iván-Dárda: 570; Siklós et Szent-Márton: 277; Grabovac (Grábócz) Saka et Hidas: 396; monastère de Grabovac: (?) . . . . . 14.051[1])

2. District de Szent-Endre: Szent-Endre et Zbeg (Izbég): 745; Kalaz: 611; Pomaz: 926; Čobanac (Csobánka): 364; Esztergom (Gran), Dömös, Levicza, Zselyes: 40; Komarom (Comorn), Szerdahely, etc.: 55; Gy"r (Raab) et dépendances: 26; Vácz (Waitzen): 4; Balassa-Gyarmat et dépendances: 85; Kecskemét, Nagy-Körös, Czegled, Szolnok, etc.: 121; Stojni Beograd (Székes-Fehérvár, Stuhlweissenburg) et dépendances: 149; Bude: 326; Pest: 267;[2]) Bata et dépendances: 325; Csép: 203; Kovin (Rácz-Keve) et dépendances: 128; Lovra (Lóre): 592; Adony: 54; Rácz-Almás: 133; Pentele: 174; Duna-Földvár, etc.: 47; Miskolcz, Tokaj, Gyöngyös, Ungvár: 75 . . . . . 5.420

Total . . 19.471[3])

---

[1]) Le *Schematismus Dioecesis quinque-ecclesiensis* pour 1871 porte les Grecs-Orientaux à 20.068. Si l'on fait abstraction des deux districts de Valpovo et Miholj, pour avoir la correspondance avec le district serbe de Mohács, le total est de 15.077 soit de 1.026 plus élevé.

[2]) Nous ne faisons pas entrer en ligne de compte les Roumains (340), ni les Grecs (119).

[3]) Les Annuaires des diocèses catholiques pour 1871 permettent de penser que ce chiffre est un peu faible. Voici les chiffres qu'ils fournissent: Esztergom: 2.813; Székes-Fehervár: 3.815; Vácz: 1.538; Győr: 91; Kassó: 55; ensemble: 8.262, soit environ 7.800, déduction faite des

IV. Diocèse de Temesvár.[1]

1. District de Temesvár: Temesvár, Josephstadt et Mayerhöfe: 766; Fabrik:[2]) 794; **Mehala: 2.140; **Mali Bečkerek: 1.152; **Szent-András et Csernegyház: 181; Dinjaš: 1.524; Kraljevac: 764; Lukarevac: 321; Német: 1.146; Bereksovo (Beregszó): (?); Parac: 492; Petrovo Selo: 904; Kameral Szent-György: 970; Teš: 397; Stančevo: 1.005; **Čakovo: 2.262; **Hrnjakovo: 302; Brestovac: 867; Čenej: 1.205; Clary: 2.060; Crnja: 3.331; *Keča:[3]) 2.777; Szent-Márton: 1.612; Rudna: 1.154; Duboki-Nadaš: 500; Omor: 10; monastère de Szent-György: (?) 28.935

2. Velika-Kikinda 15.000

3. District de Mokrin: Mokrin: 7.600; Josifovo: 1.233; Krstur (Rácz-Keresztur): 1.943; Čoka: 932; Tisza-Szent-Miklos: 1.540; Padej: 957; Tiszahegyes: 2.754; Bočar: 974; Beodra: 2.163; Karlovo: 4.067 . . . . 24.163

4. District de Branjevo: Melenci: 7.199; Branjevo: 6.214; Bašahid: 3.386; Novi Bečej (Uj Becse): 2.163; Kumani: 4.802; Taraš: 1.382 . . . . . 25.146

5. Veliki Bečkerek 8.031

A reporter: 101.275

Roumains et des Grecs. Cette observation n'a guère d'intérêt pratique, mais nous la faisons pour montrer que nous ne dépassons pas la vérité.

[1]) Nous indiquons par un astérisque les paroisses mixtes dans lesquelles la séparation des Serbes et des Roumains s'est effectuée postérieurement à 1870, et nous donnons en note la répartition de la population dans ces paroisses. Le double astérisque indique les paroisses dans lesquelles la séparation n'avait pas encore eu lieu à la fin de 1873. Les erreurs en trop dans le nombre des Serbes, résultant de ce que les Serbes et les Roumains sont confondus ici dans certaines paroisses, sont rectifiées dans notre total général. D'une part, nous avons laissé subsister les lacunes qui existaient dans le district d'Arad; d'autre part, nous avons retranché 10.000 âmes au diocèse de Temesvár et à la portion du diocèse de Vršac non comprise dans les Confins.

[2]) La séparation des biens de la communauté n'a pas encore eu lieu, mais la séparation des fidèles s'est effectuée. Le chiffre donné ici représente les Serbes sur une population de 3.461 Grecs-Orientaux.

[3]) Keča: 2.452 Serbes; 1.964 Roumains.

Report . . 101.275

6. District de Modoš: Modoš: 1.935; *Tolvadija[1]): 1.124; *Fenj[2]): 2.217; Ivanda: 1.007; Djir (Gyér): 326; Gad: 896; Ovsenica: 200; Soka: 906; Šurijan: 710; Kanak: 600; Boka: 1.596; Neuzina: 1.726; Pardanj: 1.538; Szent-Ggörgy: 1.073; Itebej: 3.408; **Ečka: 300; Elemir: 2.853; Aradac: 1.681 . . . . 24.096

7. District de Nagy-Szent-Miklos: **Nagy-Szent-Miklos: 4.500; Srpski-Szent-Péter: 2.627; Deska: 1.547; Szöreg: 1.168; Uj-Szent-Iván: 482; Djala: 2.027; Turska Kanjiža: 1.540; Sanad: 1.471; Crna Bara: 423; Oroszlámos: 1.639; **Saravola: 3.300; monastère de Bezdin: (?) 20.724

8. District d'Arad: Arad: 1.125; Kétfél: 1.776: Varjaš: 1.911; Nagyfalu: 872; Firegyház: (?); *Monoštor[3]) et **Fenlak: 2.927; Aradgaj: 1.537; *Pečka[4]): 350; *Tornja[5]): 600; *Nagylak[6]): 300; Batanja, *Rácz-Csanád)[7]: (?); Hold-Mezö-Vásárhely: (?); Šajtin: (?); **Magyar-Csanád[8]): (?); Kesinci: (?); Knez: (?); monastère de Hodoš: (?) 14.119

Total . . 160.214

V. Diocèse de Vršac.

1. Vršac (Versecs, Werschetz) 8.616

2. District de Vršac: Pavliš: 1.863; *Vlajkovac[9]): 1.178; *Jabuka[10]): 1.470; Veliko-Središte: 1.056; Dezsán: 299; *Bućin[11]): 230; *Mali-Žam[12]): 853; Vatin: 438;

A reporter . . 8.616

---

[1]) Tolvadija:	380	Serbes;	1.018	Roumains.
[2]) Fenj:	523	„	1.601	„
[3]) Monoštor:	922	„	1.456	„
[4]) Pećka:	244	„	5.102	„
[5]) Tornja:	459	„	272	„
[6]) Nagylak:	202	„	2.543	„
[7]) Rácz-Csanád:	1.740	„	1.192	„
[8]) Magyar-Csanád:	890	„	1.670	„
[9]) Vlajkovac:	217	„	1.001	„
[10]) Jabuka:	402	„	1.107	„
[11]) Bućin:	26	„	143	„
[12]) Mali Žam.	227	„	656	„

Report . . 8.616

**Velika Margita: 1.743; Subotica: 483; Podporanj: 353; *Mali Gaj[1]): 700; *Denta[2]): 3.278; Veliki Gaj: 1.698; *Markovac[3]): 280; monastère de Mesić: (?) 14.922

3. District de Bela Crkva: Bela Crkva (Fehértemplom, Weisskirchen, Biseric'a alba): 1.300; Kalugjerovo: 622; Radimna: 631; Mačević: 562; Kručica: 1.527; Belobrežka: 637; Suška: 394; Divić: 425; **Srpska Požežena: 480; Romanska Požežena[4]): 557; Leskovica: 960; Zlatica: 823; Kusić: 2.267; *Najdaš[5]): 2.145; Svinjica: 1.021; Dolnja Ljubkova: 1.049; Vračevgaj: 2.075; Crvena Crkva: 776; Sokolovac: 1.035; Langenfeld: 785; Palanka: 1.133; monastère de Zlatica: (?); dépendances de Zlatica: 100; *Stara Rušava (Ó Orsova)[6]): (?) 22.114

4. District d'Uljma: Uljma: 2.560; *Alibunar[7]): 3.607; Izbište: 1.780; Zagajica: 910; Partaš: 470; Orešac: 549; Kajtasovo: 370; *Jasenovo[8]): 1.551; Dupljaja: 750; Ilanča: 2.395; Ferdin: 1.379; **Dobrica: 2.607; Számoş: 2.244; Margitica: 1.046 . . . . . 22.218

5. District de Kovin: *Kovin (Kubin)[9]): 2.755; Bavanište: 5.939; *Dolovo[10]): 5.815; *Mramorak[11]): 2.258; Deliblato: 3.459; Gaj: 1.200; Dubovac: 670; Pločica: 978; Ostrovo: 889 . . . . . 23.963

6. Pančevo (Pancsova) 9.000

7. District de Crepaja: Crepaja: 4.433; Homoljica: 2.516; Starčevo: 1.036; Borča: 983; *Novo Selo (Satu Nou)[12]): 7.024 (dont 5.563 Roumains); Sevkerin:

A reporter . . 100.833

---

[1]) Mali Gaj:	106	Serbes;	558	Roumains.
[2]) Denta:	958	„	1.106	„
[3]) Markovac:	100	„	716	„
[4]) Srpska et Romanska Požežena:	606	Serbes;	593	Roumains.
[5]) Najdaš:	86	Serbes;	2.086	Roumains.
[6]) Stara Rušava:	68	„	557	„
[7]) Alibunar:	1.263	„	2.357	„
[8]) Jasenovo:	500	„	1.500 (?)	„
[9]) Kovin:	1.983	„	1.016	„
[10]) Dolovo:	1.568	„	4.013	„
[11]) Mramorak:	1.102	„	2.161	„
[12]) Novo Selo:	1.193	„	6.131	„

Report . . 100.833

2.706; Opavo: 2.821; Brestovac: 1.232; monastère de Vojlovica: (?) 22.751

8. District de Perlez: Tomaševac: 2.470; Jarkovac: 2.418; Botoš: 2.873; Orlovat: 1.985; Farkaždin: 1.888; Čenta: 2.435; Perlez: 2.638; Baranda: 2.133; Sakule: 2.523; Idvor: 2.077 . . . . . 23.440

Total . . 147.024

VI. Diocèse de Pakrac.

1. District de Pakrac: Pakrac: 929; Kusonje: 1.485; Bučije: 2.872; Kamenska: 1.259; Sloboština: 1.052; Smoljanovci: 1.131; Bolomače: 780; Čečavac: 1.123; Šumetlica: 792; Darovar: 1.402; Bjela: 1.523; Bastasi; 1.617; Katinac: 1.129; Brestovac: 579; Uljanik: 913; Trojeglav: 599; Doljani: 659; Toranj: 726; Graovljani: 1.109; Požega: 1.219; Treštenovci: 444; Vetovo: 422; Gradište: 1.249; Lonžica: 1.296; Paka: 628; monastère de Pakra: (?) 26.937

2. District de Nova Gradiška: Dolnji Rajić: 1.625; Jablanac: 1.003; Kukunjevac: 508; Lovska: 1.255; Čaglić: 807; Subotska: 839; Rogolje: 1.259; Okučani; 990; Bodegraj: 800; Gregjani: 671; Vrbovljani: 1.105; Stara Gradiška: 770; Nova Gradiška: 1.081; Medari: 606; Ratkovac: 696; Svinjar: 261; Kobaš: 855; Brod: 376; Novo Topolje: 520; Klokočevik: 1.047 . 17.074

3. Premier district de Belovar: Belovar: 2.834; Vukovije: 479; Stupovača: 989; Bršljanica: 1.417; Mikleuška: 1.022; Pašijan: 1.355; Narta: 2.007; Pavljani: 1.868; Lipovljani: 1.651; Ivanić: 51; Zdenci: 963; Rovište: 1.853; Bolč: 1.005; Kapela: 1.267; Vojakovac: 1.267; Lepavina: 965 . . . . . 20.993

4. Second District de Belovar: Novoseljani: 1.220; Severin: 995; Bedenik: 929; Velika Pisanica: 3.090; Trešnjevica: 750; Barna: 1.052; Peratovica: 1.439; Turčević Polje: 1.007; Grubišno Polje: 1.479; Grgjevac: 1.220; Plavšinci: 1.220; Sredice: 722; Salnik: 237; Poganac: 1.050; Mučna: 717; Bolfan: 818; Kanjiža: 27; Koprivnica: 40; monastère de Lepavina: (?) 18.012

A reporter . . 83.016

Report . . 83.016

5. District de Slatina: Voćin, Macute et Smude: 3.405; Lisičine: 980; Klisa: 1.144; Virovitica: 53; Borova: 1.380; Gaćište: 745; Srpski Miholjac: 718; Medinci: 870; Meljani: 1.154; Slatina: 1.570; Bukovica: 788; Mikleuš: 691; Dobrović: 732; Suhomlaka: 710; Kapelna: 764; Kućanci: 491; Obradovci: 649; Gazije: 612; Oraovica: 1.273; Drenovac: 1.599; Bračevci: 758; Nabrdje: 895; Počuje: 880; Majar: 845; monastère d'Oraovica: (?) 24.706

Total . . 107.722

VII. Diocèse de Gornji Karlovac.[1]

1. District de Petrinja: Petrinja: 988; Blinja: 1.301; Jošavica: 1.594; Tremušnjak: 1.319; Komogovina: 1.809; Svinjica: 1.036; Gradusa: 788; Staro Selo: 805; Bukoševac: 964; Četvrtkovac: 1.182; Meminska: 2.167; Crkveni Bok: 1.960 . . . . . 15.913

2. District de Kostajnica: Kostajnica: 721; Rujevac: 2.581: Ljubina (1): 1.468; Ljubina (2): 2.097; Dvor: 1.281; Javoranj: 1.937; Brdjani: 1.943; Jurakovac: 1.428; Šakanlije: 996; Babina Reka: 1.631; Rausovac: 540; Slabinja: 743; Živaja: 986; Dubica: 1.632; Jasenovac: 1.024; Uštica: 602 . . . . . 20.810

3. Premier District de Glina: Bović: 2.178; Topusko: 2.251; Perna: 2.860; Blatuša: 1.728; Vrgin Most: 1.828; Slavsko Polje: 1.303; Sjeničak: 3.700; Stipan: 2.338; Kirin: 2.151; Čemernica: 1.885 . . . 22.222

4. Second District de Glina: Glina: 2.797; Vlaović: 1.834; Lusčani: 1.806; Šušnjar: 990; Veliki Gradac: 1.166; Mali Gradac: 1.369; Dragotinja: 1.618;

A reporter . . 58.945

[1]) M. Nedeljković a publié dans le Летопис de 1873 (pp. 142-171) un relevé détaillé de ce diocèse. Il y a donné la population district par district, mais ces divisions ne correspondent plus aux anciennes, à cause des changements introduits par le rescrit du 10 août 1868. Nous devrons donc nous borner à comparer, de part et d'autre, le total général. Les chiffres de M. Nedeljković remontent, suivant les régions, à 1870, 1871 et 1872.

Report . . 58.945

Klašnić: 1.670; Buzeta: 1.675; Brezovo Polje: 1.185; Žirovac: 3.248; Obljaj: 1.460; Bojna: 1.228; Hajtić: 1.812 . . . . . 23.858

5. Premier District de Slunj: Vojinić: 2.193; Veljun: 2.047; Cetin: 1.534; Radovica: 2.189; Krstina: 2.437; Klokoč: 3.355; Kolarić: 1.883; Blagaj: 2.304 . 17.942

6. Second District de Slunj: Slušnica: 2.426; Poloj: 1.548; Perjasica: 2.194; Tušilović: 1.178; Utinja: 2.080; Trebinje: 1.406; Skrad: 1.328; Gornji Budački: 1.395; Dolnji Budački: 1.611; Marindol: 662 . . . 15.828

7. Premier District de Plaški: Plaški: 4.840; Jasenica: 1.572; Tobolić: 1.499; Premišlje: 2.236; Sadilovac: 2.921; Močila: 2.212; Ljeskovac: 3.848 . . 19.128

8. Second District de Plaški: Lučani: 4.108; Gomirije: 3.355; Drežnica: 3.206; Munjara: 1.557; Dubrave: 2.176; Ponikve: 869; Tržić: 1.829; monastère de Gomirije: (?) 15.300

9. District d'Otočac: Otočac et Švica: 1.553; Kosinj: 2.276; Klenovac: 1.147; Gornje Vrhovine: 3.143; Dolnje Vrhovine: 1.608; Zalužnica: 1.525; Doljani: 1.057; Dabar: 1.036; Brlog: 2.169; Senj (Zengg): 101; Škare: 1.933 . . . . . 15.995

10. District de Korjenica: Korjenica: 4.949; Krbavica: 2.155; Bunić: 1.835; Debelo Brdo: 1.693; Belo Polje: 2.503; Petrovo Selo: 2.475; Nebljusi: 1.893 17.503

11. District de Gospić: Ploča et Kik: 1.884; Jošan: 1.765; Srednja Gora: 1.330; Podlapač: 1.712; Mekinjar: 1.064; Mogorić: 1.787; Vrebac: 1.872; Ostrvica: 1.465; Široka Kula: 1.817; Gospić et Smiljan: 2.065; Divo Selo: 1.490; Počitelj: 1.635; Medak: 2.266; Raduč: 1.332 . . . . . 23.484

12. District de Dolnji Gračac: Gornji Gračac: 3.399; Dolnji Gračac: 3.554; Mazin: 2.092; Bruvno: 2.219; Komić: 980; Mutilić: 1.506; Visuć: 1.703; Popina: 1.637; Srb: 2.448; Osredci: 1.545; Suvaja: 2.428; Doljani: 1.792; Dobro Selo: 1.921; Lapac: 3.189; Pribodić: 1.300; Zermanja: 2.278 . . . . . 33.991

13. District de Karlovac et de Zagreb: Gornji

A reporter . . 241.974

Report . .	241.974
Karlovac (Carlstadt): 442; Zagreb (Agram): 318; Srpske Morovice: 2.082; Reka (Fiume): 91	2.933
Total . .	244.907[1])

VIII. Diocèse grec-uni de Križevac.

1. Comitats de Križevac et de Varaždin, .	110
2. Régiments de Gjurgjevac et de Križevac	105
3. District de Žumberk (Sichelburg): Mrzlopolje, Pećno, Stojdraga, Grabar, Radatović, Drage, Kašt, Šošice:	6.854
4. Dalmatie	737
5. Bačka et Sirmie	10.477
6. Élèves dépendant du séminaire	103
Total . .	18.386[2])

Population totale des diocèses grecs-orientaux:	942.185 individus
Diocèse grec-unis (déduction faite de la Dalmatie) et d'environ 2.000 Ruthènes	15.649
Total . .	957.834

Tous les chiffres que nous avons reproduits nous semblent démontrer que, en tenant compte de la population catholique, les Serbes de Hongrie dépassent un million d'individus. Les causes de décroissance que nous avons signalées ne s'appliquent qu'au Banat et à la Bačka; sur la rive droite du Danube, en Slavonie, en Croatie, le développement des Serbes est à peu près normal. Il devra le devenir tout à fait depuis que l'introduction du service militaire obligatoire a réparti entre tous les hommes valides de la monarchie les charges qui pesaient spécialement sur les Confins.

Nous ne nous arrêterons pas à décrire les usages nationaux des Serbes,[3]) mais nous terminerons ce chapitre par quelques notions sur les dialectes parlés par les Serbes de Hongrie.

---

[1]) Le total de M. Nedeljković est de 253.471.

[2]) Ces chiffres remontent à l'année 1868. Nous les donnons surtout pour indiquer la répartition des Grecs-Unis.

[3]) On peut consulter sur ce sujet les ouvrages suivants:

Живот и Обичаји народа српскога. Описано их и за штампу приготовио Вук. Стеф. Караџић (Vie et Usages du peuple serbe, décrits et préparés pour l'impression par Vuk Stefanović Karadžić); Vienne, 1867, in-8. On y trouve un appendice contenant des détails curieux sur les fian-

La famille serbo-croate se divise en deux groupes linguistiques très-distincts: les Čakavci et les Štokavci.[1]) Les Čakavci, ainsi appelés parce qu'ils rendent par ča le pronom quoi, habitent la côte de l'Adriatique, depuis l'Istrie, où ils confinent aux Slovènes et même se confondent avec eux, jusqu'à Omiš (Almissa), en suivant le littoral de la Croatie maritime et de la Dalmatie; toutes les îles, excepté les plus voisines de Dubrovnik (Raguse): Koločep (Calamotta), Lopud (Isola di Mezzo), Šipan (Giuppana) et peut-être Mljet (Meleda); enfin la péninsule de Pelješac (Sabbioncello). Ils sont en outre répandus dans les comitats de Sopronj (Oedenburg) et Gyčr (Raab).

Tous les autres membres de la famille sont appelés Štokavci, parce qu'ils disent što au lieu de ča. Leur langue est devenue, grâce à Karadžić et à Gaj, l'idiôme littéraire adopté par les Čakavci eux-mêmes.

Les habitants de l'ancienne Croatie provinciale, c'est-à-dire des comitats de Zagreb, de Varaždin et de Križevac, restent en dehors des deux groupes que nous venons d'énumérer. Leur langue, qui est un mélange de croate et de slovène les distingue de la

---

çailles et sur lès diseuses de bonne aventure en Sirmie. — *Das Leben, die Sitten und Gebräuche der im Kaiserthume Oesterreich lebenden Südslaven.* Verfasst und aus dem Serbischen ins Deutsche übersetzt von Baron Rajacsich, k. k. Hauptmann. Wien, 1873, gr. in-8. — *Die Hauscommunionen der Südslaven.* Zur Beleuchtung der volksthümlichen Acker- und Familienverfassung des serbischen und kroatischen Volkes herausgegeben von O. M. Utišenović. Wien, 1859, gr. in-8. — Relativement aux Serbes de la Slavonie et de la Croatie, on trouvera des détails dans Čaplović, *Slavonien und zum Theil Croatien,* I, pp. 93-206; relativement à ceux des Confins, dans Spiridion Jović, *Ethnographisches Gemälde der slavonischen Militärgrenze.* Wien, 1835, in-8; relativement enfin à ceux du Banat, dans Böhm, *Geschichte des Temeser Banats,* II, pp. 223-244.

Quant aux chants populaires, aux contes, aux proverbes, aux jeux des Serbes de Hongrie, il n'en existe pas de recueils spéciaux. On trouvera des chants populaires dans le recueil de Karadžić (voy. p. 194); des contes dans les recueils de Karadžić (ibid.) et de V. Vrčević (Belgrade, 1868, in-8); des proverbes dans la collection de Gj. Daničić, *(Poslovice,* Zagreb, 1871, gr. in-8), des jeux dans celle de V. Vrčević (Српске нар. Игре, Belgrade, 1868, gr. in-8), etc. Le *Banater Liederbuch* (Temesvár, [1869], in-16) contient un certain nombre de chants serbes répandus dans le Banat.

[1]) Cf. p. 203, note 3.

population serbo-croate, dont ils ont pourtant accepté l'idiôme littéraire. Ils sont appelés Kekavci, du pronom kaj.

La langue parlée par les Štokavci se divise en trois dialectes: 1° le dialecte occidental usité par les habitants de l'intérieur de la Dalmatie, au nord de la Neretva (Narenta), et par les Catholiques de la Bosnie, de l'Herzégovine septentrionale, de la Croatie turque, des Confins militaires croates et de la Slavonie; 2° le dialecte méridional qui comprend le sous-dialecte du Monténégro, également parlé aux bouches de Cattaro, et dans l'Albanie septentrionale jusqu'à la Bojana, celui de Raguse, celui de l'Herzégovine, qui s'étend jusqu'aux environs de Raguse englobant le sud de la Bosnie et l'ouest de la Serbie, et celui de la Bosnie répandu chez les Grecs-Orientaux de la Bosnie, de la Croatie turque et chez les Serbes de la Slavonie et du Baranya; 3° le dialecte oriental, qui comprend le sous-dialecte de Sirmie, commun aux Serbes de la Sirmie, du Banat et de la Serbie septentrionale, et celui de Resava propre à la partie orientale de la Principauté et à la Vieille Serbie.[1])

En l'absence de tout autre criterium, les auteurs qui se sont occupés de l'ethnographie des Slaves du sud sont tombés d'accord pour considérer comme Serbes ceux des Štokavci qui parlent le dialecte méridional et le dialecte oriental, tandisque les Čakavci et les Štokavci du dialecte occidental constituent les Croates. On leur adjoint d'ordinaire les Kekavci.

Ces préliminaires étaient nécessaires pour faire bien comprendre la place que les Serbes de Hongrie occupent parmi leurs congénères des pays voisins. Il y a chez eux, nous venons de le dire, deux sous-dialectes: celui de la Slavonie et du Baranya et celui de la Sirmie, répandu dans le Banat et dans Bačka. La principale différence de ces deux sous-dialectes est le son attribué à la voyelle représentée par ѣ dans le slave ecclésiastique. Les Serbes de la Slavonie prononcent je: ljepi, mjesto, svjet, (forme qui devient au Montenegro lijepi, mijesto, svijet); ceux de la Sirmie et du Banat disent: lepi, mesto, svet. Les Chokatses et les Bouniévates ont le son *i*, comme dans le dialecte

---

[1]) Nous ne faisons qu'indiquer rapidement ces divisions. M. Budmani, a qui nous les empruntons, fait connaître dans sa grammaire *(Grammatica della lingua serbo-croata,* Vienna, 1867, in-8), un grand nombre de particularités dialectales.

occidental: lipi, misto, svit, mais sur d'autres points, ils se rapprochent du dialecte de la Sirmie.[1])

Les Serbes et les Croates ont pour leur langue, comme pour leur religion, un remarquable attachement. Il en résulte que des paysans catholiques et grecs-orientaux fixés depuis plusieurs siècles peut-être dans le même village, ne se mêlent point entre eux, mais conservent leur idiôme particulier.

Les Serbes, qui oublient si facilement leur langue maternelle, quand ils sont en présence des Roumains leurs coreligionnaires, empruntent rarement les idiotismes croates. Ils subissent par contre l'influence des Magyars et des Allemands, dans les contrées où ils se trouvent en contact avec eux: dans le Baranya, dans la Bačka, dans le Banat. Il y a tel mot magyar, par exemple varoš, ville, qui a fait son chemin loin des frontières de la Hongrie, mais le plus souvent les mots étrangers restent heureusement localisés.

Dans les villes, où les Serbes font le commerce, où ils sont en contact avec d'autres nationalités, l'influence des autres idiômes, surtout de l'Allemand, se fait parfois sentir sur leur langage, au point de le rendre méconnaissable. C'est ainsi que, à Temesvár, tous les noms de métiers employés dans la vie ordinaire sont des noms allemands: šustr, šnajdr, tišlr, etc. Les femmes ne craignent pas d'employer des phrases comme celle-ci: Mi ćemo friše luft šepfovati (Wir werden die frische Luft schöpfen). Les termes étrangers en usage chez les Allemands pénètrent chez les Serbes, et certaines dames que nous pourrions citer croiront parler avec élégance en employant les mots les plus barbares: Jesam dobro dormirala (Ich habe gut dormirt); Jesam se dobro amisirala (Ich habe mich gut amüsirt), etc. Les mères, dont le langage est ainsi corrompu sont hors d'état d'apprendre à leurs enfants l'idiôme national. Nous avons vu plus d'une fois avec étonnement le maître d'école serbe obligé d'employer l'allemand pour donner à ses élèves une explication qui leur avait échappé.

---

[1]) Les Serbes dont la roumanisation est en train de s'opérer parlent un langage hybride fort curieux. Voici deux phrases relevées dans les environs d'Alibunar: *da Bome ke moraj se ne podelimo,* (sans doute, il faut que nous nous séparions), en roumain: *firesce trebue se ne despartimu; Bome, nu baši buna apa jeste in bunarielje noastre* (mon Dieu, l'eau que nous avons dans nos puits n'est pas trop bone), en roumain: *Dieu! nu pré buna apa este in funtanele nóstre.* Cf. *Albin'a,* 1873, n° 65.

Nous relevons ces faiblesses, parce qu'il est nécessaire que les Serbes les connaissent et s'efforcent d'y porter remède, s'ils veulent se maintenir en Hongrie. C'est aux femmes surtout qu'il convient de donner plus d'instruction et plus de patriotisme.[1])

---

[1]) Ce que nous disons ici n'est pas général. Il y a des femmes serbes animées du plus pur sentiment de patriotisme, et nous en citerons plus loin qui ont fait des donations ou des legs importants pour assurer à leur nation les bienfaits de l'éducation.

X.

Les Confins militaires. — Le District de Kikinda.

Les Confins militaires n'existent plus, le District de Kikinda disparaîtra sans doute prochainement; c'est donc uniquement au point de vue historique que nous nous proposons d'en dire ici quelques mots.

1. LES CONFINS MILITAIRES.[1]

Nous avons eu l'occasion de raconter comment les généraux autrichiens entreprirent de repeupler les parties de la Croatie

---

[1]) Voici la liste des principales publications relatives aux Confins militaires: *Statistische Beschreibung der Militärgränze,* von I. A. Demian. Wien, 1807-1808, 2 vol. in-8.

Statistik der Militärgränze, von Karl Bernhard von Hietzinger. Wien 1817-1820, 3 vol. in-8. On y trouve l'indication des ouvrages publiés antérieurement sur le même sujet.

Erläuterungen der Grundgesetzte für die k. k. österreichische Militär-Gränze. Von Mathias Stopfer. Wien, 1830, in-8.

Erläuterungen über die Militär-Gränz-Verwaltung des österreichischen Kaiserthums. Von Mathias Stopfer. Wien, 1838, in-8.

Lehrbuch über die Statistik der Militär-Gränze des österreichischen Kaiserthums. Nach des Herrn Hofrathes Karl Bernh. Freiherrn v. Hietzinger grösserem Werke bearbeitet durch Mathias Stopfer. Gratz, 1848, in-8.

Vollständige Topographie der Karlstädter Militärgränze. Von F. J. Fras. Agram, 1835, in-8.

Die Militergränze und deren Verfassung, von O. M. Utiešenović, Wien, 1861, gr. in-8.

Die k. k. Militär-Grenze und ihre Verwaltung, von J. Hostinek. Wien, 1861, 2 vol. in-4.

Od obrani hrvatsko-slavonske Krajine u XVI. i XVII. vieku (De la

et de la Slavonie transformées en désert pendant les guerres avec les Turcs.[1]) Ils donnèrent asile aux fugitifs de la Bosnie, les dispensèrent d'impôts, à condition qu'ils participeraient à la défense du pays et leur donnèrent une organisation militaire. Le premier district ainsi organisé fut celui de Žomberk (Sichelburg), qui confine à la Carniole. Il reçut, dès l'année 1524, un privilége impérial, et ses habitants obtinrent, en 1535, que les terres qu'ils detenaient seraient la possession héréditaire de leurs familles.

Les Valaques, ou Serbes de religion grecque, qui étaient venus se fixer dans les comitats de Požega et de Križevac, avaient reçu de Mathias Corvin, en 1463, un premier privilége. Dispersés par les Turcs, ils furent de nouveau attirés dans le pays par les promesses de l'empereur Ferdinand, en particulier par le privilége de 1538.[2]) Leurs services dans la guerre contre Zápolya leur valurent en 1564 un privilége plus favorable encore que les précédents.

L'installation des Uscoques sur le littoral maritime entre Senj et Bag (Carlopago) fut plus longue et plus difficile. Ces hommes énergiques et robustes se familiarisèrent avec la mer et se livrèrent à la piraterie. Jusqu'en 1617, époque à laquelle leurs vaisseaux furent brûlés par ordre de l'archiduc Ferdinand, la seigneurie de Venise ne cessa de réclamer contre les dommages plus ou moins sérieux faits à son commerce.[3])

---

défense de la frontière croato-slavone au XVIe et au XVIIe siècle) article de Fr. Rački inséré dans le *Književnik* (Littérateur), de Zagreb, 1866, pp. 510 sqq.

Parmi les brochures publiées lors de la suppression des Confins, nous citerons les suivantes:

Die Militärgrenz-Frage und der österreichisch-ungarische Constitutionalismus. (Vom F. M. L. Freiherrn von Scudier.) Wien, 1869, in-8.

Vojnička Krajina na razkršću svoje prošlosti i budućnosti; (La Frontière militaire ou point de vue de son passé et de son avenir). Sisak-Militaire, 1871, in-8.

Граничари и царски Решкрипт. Реч у своје време; (Les Grenzers et le Rescrit impérial. Un mot en son temps). Belgrade, 1871, in-8.

[1]) Voy. p. 47, note 1 et p. 53.

[2]) Czoernig, II, pp. 360 sq.

[3]) Voy. *Historia degli Uscocchi* scritta da Minuccio Minucci, arcivescovo di Zara, coi progressi di quella gente fino all'anno 1602, con l'Aggiunta del Padre Sarpi sino all'anno 1612, et il Supplimento del medesimo sino all'anno 1616, dans le Tome V^e^ des Oeuvres de Sarpi, réimpr. à Helmstadt (Verona), 1763, in-8; Napoli, 1790. in-8; Milano, 1831, in-8; trad.

Malgré les obstacles apportés sur différents points à la colonisation, l'œuvre entreprise par l'empereur Ferdinand fit des progrès assez rapides pour pouvoir être élevée au rang des institutions de la monarchie. Une instruction impériale rédigée, à la date du 5 août 1563, pour les commissaires chargés de parcourir les territoires arrachés à l'ennemi, divisa les Confins en deux parties, les Confins vendes ou slovènes, comprenant: Varaždin, Koprivnica (Kopreinitz), Gjurgjevac (S. Georges), Križevac (Kreutz), Zagreb (Agram), Ivanić et Crkvenica, et les Confins croates, qui formaient la première ligne de défense contre les Turcs, avec Senj (Zeng), Otočac, Modruš, Slunj (Szluin), Glina, Sisak, etc.

Cette division fut conservée par l'édit de Bruck-sur-la-Mur, qui détermina pour la première fois d'une manière précise le régime des Confins.[1])

L'administration impériale, ayant ainsi jeté les bases d'un établissement solide, se préoccupa de prolonger la frontière militaire vers l'orient. En 1580, l'archiduc Charles recueillit un certain nombre de familles morlaques entre l'Una et la Kulpa. Ce fut l'origine du régiment de Petrinja. Son successeur, l'archiduc Ferdinand, y cantonna d'autres fugitifs serbes évalués à 1700 (1597). Il était facile aux colons de s'y élever des abris; on comptait dans le district plus de 70 châteaux en ruine. En 1598, l'empereur Rodolphe accorda aux habitants de cette région le libre exercice de leur culte et l'exemption de tout impôt.

La fondation de Gornji Karlovac (Karlstadt), dont la population reçut un privilége en 1581,[2]) compléta l'institution des Confins croates. Les Valaques établis entre la Save et la Drave formèrent les régiments slavons. Ils furent répartis en trois capitanats, ceux de Križevac, de Koprivnica et d'Ivanić; Ferdinand II leur octroya une législation complète.[3])

Les Confins s'élargirent à mesure que les Turcs durent céder le terrain aux armées chrétiennes, mais, plus les troupes

---

en français par Amelot de la Houssaie, dans le T. IIIe de son *Gouvernement de Venise,* Amsterdam, 1705. On peut voir dans le *Saggio di bibliografia istriana* (Capodistria, 1864, in-8) l'indication d'une foule de pièces relatives aux expéditions de Venise contre les Uscoques.

[1]) Voy. p. 54 et Hitzinger, *loc. cit.,* pp. 18 sq.

[2]) Czoernig, III, II, pp. 62 sq.

[3]) Voy. les curieux priviléges du 15 novembre 1627 et du 5 octobre 1630 ap. Czoernig, II, pp. 364-372, et Vitković, Споменици, 3e partie, n°s 3 et 4. Cf. ci-dessus, p. 58, note 1.

autrichiennes firent de progrès, plus les Magyars cherchèrent à contrarier leur action. Regardant les priviléges émanés de la chancellerie impériale, comme une atteinte portée aux droits du royaume, ils leur denièrent toute validité. Une première fois, la Diète hongroise les déclara nuls en 1635, mais ils furent confirmés en 1642 et en 1659; la Diète fidèle à sa doctrine, renouvela sa déclaration en cette même année 1659 et en 1681.[1])

Lorsque la paix de Karlovci eut été conclue (1699), Léopold, mis en possession de la Bačka, d'une partie de la Sirmie et de la région septentrionale du Banat, s'occupa d'y organiser une zône de défense, analogue aux Confins croato-slavons. Un réglement rédigé, en 1702, par le général baron Schlichting, établit les généralats de Gornji Karlovac et de Varaždin, administrés par le Conseil de guerre de l'Autriche centrale, séant à Gratz, celui de Petrinja (frontière du Ban), administré par le Ban et par le Conseil de guerre de Vienne, enfin le généralat de Slavonie et celui de la Tisza et de la Maros, relevant tous deux du Conseil de guerre de Vienne.

Les Grenzers reçurent en 1703[2]) un privilége qui fut confirmé en 1717 et développa ceux qui leur avaient été précédemment octroyés. Les victoires du prince Eugène firent alors entrer le Banat tout entier dans la région frontière. Dès que la paix de Požarevac eut été signée (1718), le général en chef prit des dispositions pour occuper militairement la ligne du Danube et de l'Oltu. En 1724, le Conseil de guerre aulique fit un réglement spécial pour les milices du Banat. Alors se succédèrent diverses réformes partielles. En 1732, Charles VI sanctionna un système nouveau pour le généralat de Varaždin. Le comte Khevenhüller dressa des statuts pour celui de Slavonie; enfin, en 1742, le Prince de Saxe-Hildburghausen compléta l'organisation des Confins.

Le Chancelier Batthyányi porta Marie-Thérèse à modifier l'état de choses existant. Le réglement signé par l'Impératrice en 1747 reconstitua en partie les comitats de Sirmie, de Požega et de Verovitica, qu'il rendit à l'administration civile. Ce premier démembrement des Confins fut le point de départ des mesures que les Magyars projetaient à l'autre extrémité du royaume. En 1750, Marie-Thérèse consentit à ce que la loi hongroise de 1741, qui

---

[1]) Voy. p. 54, note 1.

[2]) Kukuljević, *Jura regni Croatiae, Dalmatiae et Slavoniae,* II, pp. 94-98.

avait ordonné la supression des Confins de la Maros et de Tisza, reçut sa pleine exécution. La seule portion du territoire qui resta soumise au régime militaire fut le district marécageux de Titel. Le bataillon des Tchaïkistes fut complètement organisé par le réglement de 1764.

Pour donner satisfaction aux Serbes et les empêcher de prendre en masse le chemin de la Russie, l'administration civile du Banat fut remise en 1751 à la Députation aulique illyrienne. Ce ne fut là qu'une situation provisoire. De 1764 à 1767, le commandant général de Temesvár restaura les Confins du Banat, qui ne comprirent plus que les Districts de Pančevo, de Nova Palanka, de Mehadia et de Karánsebes, et formèrent deux régiments.

Dans l'intervalle, le lieutenant-maréchal Serbelloni élabora une constitution particulière pour les Confins de la Slavonie (1753). L'année suivante, les généralats de Varaždin et de Gornji Karlovac reçurent une législation qui fut étendue, en 1769, aux frontières de la Slavonie et du Banat. En 1761, le général de la cavalerie baron de Buccow commença l'organisation des Confins de la Transylvanie, qui ne fut complète qu'en 1766. Joseph II voulut améliorer le sort des Grenzers, et leur concéda, en 1787, une administration cantonale et communale qui fut supprimée par l'ordonnance du 17 septembre 1800.

On le voit, bien des systèmes furent essayés pendant le cours du siècle dernier. L'absence de vues d'ensemble applicables à toutes les parties du territoire, fit qu'ils n'eurent tous qu'une existence éphémère. L'incertitude des lois pesa durement sur les Grenzers. Accablés d'impôts et de corvées, malgré les franchises qui leur avaient été promises, il sembla qu'on avait oublié les services rendus par eux au trône et à la patrie.

Le 1er novembre 1807 fut promulguée la loi foncière (Grenz-Grundgesetz), qui détermina la situation de la propriété dans les Confins. Les habitants et les communes, simples usufruitiers, aux termes de cette loi, sont devenus propriétaires, en vertu de la loi du 7 mai 1850, d'une partie au moins des terres détenues par eux. La loi de 1862 constitua le dernier état de la législation sur la matière. Cette loi, qui était encore en vigueur au moment de la dissolution des Confins, pouvait donner lieu, du point de vue économique, à de sévères critiques, mais on ne peut nier qu'elle ne correspondît, dans une certaine mesure, à l'esprit et aux traditions des populations auxquelles elle était destinée. La

question est de savoir si le législateur ne doit prendre pour point de départ de ses prescriptions que les mœurs de ceux pour qui elles sont édictées, ou s'il ne doit pas plutôt chercher le progrès de la société.

Lorsque les Confins croates furent soumis à l'administration française (1809—1814), Marmont se prononça pour le premier système; il adopta dans leurs traits généraux les réglements antérieurs.[1]) Nous n'hésitons pas, quant à nous, à nous rallier au second système, et c'est pourquoi l'institution de la frontière militaire aurait dû, croyons-nous, disparaître il y a cinquante ans. Le danger auquel elle devait parer, les invasions turques, n'étaient plus à redouter; les sacrifices exceptionnellement imposés aux Grenzers devenaient dès lors sans objet. Il était d'autant plus urgent de les rendre à la vie civile que leur organisation apportait à leur développement social un obstacle à peu près insurmontable.

Parmi les institutions que les réglements militaires avaient, sinon créées, du moins respectées, la plus funeste était celle de la communauté domestique, autrement dit, de la vie patriarcale. On désignait sous le nom de communauté domestique la réunion des personnes vivant sous un même toit et mettant en commun leurs biens et leur travail, qu'il existât ou non entre elles des liens de parenté. Les individus recevant un salaire n'en faisaient point partie. L'homme le plus âgé de la communauté, s'il était sain d'esprit et libéré du service militaire, était considéré comme le père de famille (gospodar). Il était chargé de maintenir tous les individus placés sous son autorité dans la paix, l'ordre, la religion, les bonnes mœurs,[2]) et devait en même temps administrer les biens communs. Les chefs militaires ne devaient intervenir qu'en cas de discorde.

Tous les produits du travail de la communauté constituaient l'avoir commun et servaient aux dépenses de la maison, ainsi qu'à l'entretien de la famille. Tout individu qui abandonnait la

---

[1]) *Rapport et projet de décret sur l'orgarisation des provinces illyriennes.* Paris, 1810, in-4.

[2]) Une ordonnance du 6 mars 1859, montre que le législateur s'était spécialement préoccupé de la moralité. Il y est dit que les enfants naturels d'une femme devront faire partie de la communauté à laquelle appartient leur mère, „parce qu'il était du devoir des autres membres de la famille de veiller plus strictement sur la conduite de leurs co-associés."

communauté, ou qui était autorisé à s'établir hors des Confins, perdait tout droit sur les immeubles communs.

Telle était la vie slave primitive; mais le nom seul de primitif ou de patriarcal suffit à montrer qu'une semblable organisation n'est pas en rapport avec les besoins de la civilisation moderne. Le travail personnel, l'épargne individuelle doivent remplacer ces communautés, où la part de chacun était forcément inégale. Autant l'on devait s'appliquer à développer la famille, qui constitue le lien le plus naturel et le plus salutaire, autant l'on devait s'empresser de dissoudre ces agrégations de personnes souvent étrangères les unes aux autres.

Rien ne pouvait être plus touchant, mais aussi rien ne devait être plus rare, que le spectacle d'une communauté ou régnait la bonne harmonie. Les inconvénients au contraire devaient se reproduire presque partout. Les membres de la communauté pouvaient difficilement résister à la paresse. Pourquoi auraient-ils travaillé, puisque le père de famille était obligé de pourvoir à la subsistance commune, et que nul ne profitait de son travail? Les hommes, absorbés par les exigences du service, laissaient les femmes cultiver les champs tant bien que mal, et vivaient sans espoir d'un meilleur sort. L'un des enfants avait-il le désir de recevoir une instruction supérieure, le chef de la communauté, ne comprenait point qu'on voulût vivre autrement qu'il avait vécu lui-même, et refusait tout subside. Qu'était-ce si quelques uns des membres de la famille demandaient à se séparer pour fonder une communauté nouvelle? Ils ne le pouvaient qu'à la condition de recevoir de leurs co-associés le lot de terre exigé par la loi, comme minimum des biens qui devaient assurer l'existence de chaque famille. Si les co-associés refusaient, les individus, même de l'humeur la plus incompatible, devaient continuer de vivre ensemble.

Nous ne faisons qu'indiquer les principaux inconvénients de la vie commune. On ne pouvait espérer que les Confins entreraient dans la voie du progrès, tant que leurs habitants ne jouiraient pas de la liberté individuelle. Or, tout s'enchaînait dans l'organisation de la frontière militaire; il n'était guère possible de déplacer une pierre sans que l'édifice entier s'écroulât.

Les 5 régiments de Transylvanie furent supprimés en 1851. Leur transformation en territoires civils s'opéra sans difficulté; dès lors beaucoup de bons esprits réclamèrent la suppression complète d'une institution qui avait fait son temps. Les services rendus

par les régiments des Confins en 1848 et en 1859 firent que le parti militaire considéra tous les projets de suppression comme dangereux pour la sécurité de l'empire, mais la campagne de 1866 montra que l'obligation de porter les armes devait s'étendre à tous les citoyens, sans exception, et fournit, un argument puissant à ceux qui voulaient faire rentrer les Confins dans le droit commun. Lorsque la loi militaire de 1868 eût été votée, les Magyars pressèrent l'Empereur d'abolir les lois qui régissaient les Grenzers. Ils surent représenter habilement les dangers que la présence sur les frontières du royaume de 80.000 soldats toujours prêts à marcher à l'ennemi, pouvait faire courir à la constitution dualiste, et réussirent à tenir en échec les défenseurs des Confins. Le ministère de la guerre de l'empire, et les généraux qui combattaient les prétentions des Magyars, eurent un tort; ils voulurent conserver une organisation qui devait être abandonnée, et se contentèrent d'y projeter quelques améliorations.

Les Grenzers sentirent que leur situation allait être profondément modifiée; ils réclamèrent le droit de disposer d'eux-mêmes et d'être au moins consultés sur les mesures qui devaient être prises. Le parti militaire, dominé par des idées routinières, ne comprit pas qu'il était de son intérêt d'appuyer une demande si légitime. Il persévéra dans ses errements, prépara les projets de réforme de 1869 et laissa le comte Andrássy maître du terrain. L'Empereur, circonvenu par les Magyars, sentant que les plans du ministère de la guerre étaient inexécutables, adopta la solution proposée par le cabinet de Pest. Toutes les démarches des Grenzers, leurs pétitions, leurs députations demeurèrent sans effet. Trois siècles de dévouement et de fidelité ne leur assurèrent même pas le droit d'être entendus dans leur propre cause!

Voici un tableau des régiments des Confins, avec l'indication de leur superficie en kilomètres et en milles carrés, leurs chefs-lieux et leur population au 1er janvier 1870:

Confins croato-slavons.

Régiments:[1])	Superficie en kilomètres carrés:	Superficie en milles carrés d'Autr.	Chefs-lieux:	Population:
1 Lika	2.902,64	50,44	Gospić	84.069
2 Otoćac	3.025,21	52,57	Otočac	76.787
3 Ogulin	2.647,14	46, „	Ogulin	87.716
4 Slunj	1.400,10	24,33	Gornji Karlovac	68.825
5 Križevac	3.880,93	67,44	Belovar	66.187
6 Gjurgjevac			Belovar	93.061
7 Brod	2.203,45	38,29	Vinkovci	82.540
8 Gradiška	1.928,96	33,52	Nova Gradiška	61.596
9 Petrovaradin	3.429,19	59,59	Mitrovitica	102.765
10 rég. du Ban n° 1	1.318,39	22,91	Glina	70.035
11 „ „ n° 2	1.452,47	25,24	Petrinja	66.096
Total . .	24.188,48	420,33		859.677

Confins hongrois.

Circonscriptions:	Superficie en kilomètres carrés:	Superficie en milles carrés d'Autr.	Chefs-lieux:	Population:
Bataillon de Titel	908,08	15,78	Titel	34.358
12 Rég. allemand du Banat	2.385,30	41,45	Pančevo	114.515
13 Rég. serbe du Banat	1.761,50	30,61	Bela Crkva	94.762
14 Rég. roumain du Banat	5.872,61	102,05	Karánsebes	98.260
Total . .	10.927,49	189,89		341.895

[1]) Nous ajoutons la population des villes constituées en communes autonomes (Bag, Senj, Petrinja, Belovar. Ivanić, Brod, etc.) à celle des régiments sur le territoire desquelles ces villes sont situées. Nous rectifions les chiffres relatifs à la superficie des confins croato-slavons,

Un point de vue de la nationalité, cette population se décomposait approximativement de la manière suivante:

	Confins croato-slavons:	Confins hongrois:	Total:
Serbes	386.000	111.000	497.000
Croates	459.000	1.500	460.500
Roumains		165.233	165.233
Allemands	6.000	38.000	44.000
Magyars	550	14.000	14.550
Tchèques et Slovaques	3.000	11.000	14.000
Israélites	3.000	680	3.680
Italiens	1.000	120	1.120
Divers (Grecs, Albanais, Français, etc.)	1.127	362	1.489
Total	859.677	341.895	1,201.572

Le rescrit impérial du 8 juin 1871 a porté le premier coup à l'institution des Confins militaires, en ordonnant la suppression des régiments de Križevac et de Gjurgjevac, qui ont formé le comitat de Belovar. Les communes de Belovar et d'Ivanić ont été comprises dans la dissolution. En même temps, la commune de Sisak-Militaire a été distraite du régiment d'Ogulin, et réunie à Sisak-Civil, dans le comitat de Zagreb.

Le rescrit impérial du 9 juin 1872 a dissous les Confins hongrois. Le bataillon de Titel a été réuni du comitat de Bács-Bodrog; le régiment allemand a été incorporé au comitat de Torontál, ainsi qu'une partie du régiment serbe; une seconde portion

---

d'après les données empruntées au cadastre par M. Matković. Voy. P. Matković, *Hrvatska i Slavonija u svojih fizičnih i druševnih odnošajih* (U Zagrebu, 1873 in-8), ouvrage traduit en français et en allemand, sous ces titres: *La Croatie et Slavonie, au point de vue de leur culture physique et intellectuelle* (Zagreb, 1873, in-8); *Kroatien-Slavonien nach seinen physischen und geistigen Verhältnissen* (Agram, 1873, in-8).

de ce même régiment est entré dans le comitat de la Temes; une troisième, dans le comitat de Krassó; la partie restante a servi avec le régiment roumain à constituer un nouveau comitat, sous le nom de Severin (Szörény).

Le rescrit impérial du 8 août 1873 a ordonné que les Confins croato-slavons, encore soumis à l'administration militaire, passeraient sous l'administration civile, à partir du 1er octobre 1873. Ils devront renforcer les comitats existants et former un ou deux comitats nouveaux.

Ainsi disparaît une institution qui a tenu une grande place dans l'organisation militaire de l'Autriche. L'histoire des Confins est si intimment liée à celle des Serbes que nous avons cru devoir lui consacrer quelques pages. Si les anciens Grenzers comprennent leur véritable intérêt, ils pourront travailler plus sûrement qu'autrefois au développement de leur nationalité. Le commandement allemand avait été introduit dans les régiments-frontières en 1769, et, depuis lors, la germanisation y avait fait de grands progrès. C'est aux Slaves maintenant et aux Roumains à regagner le terrain qu'ils ont perdu. La Diète de Zagreb, à laquelle les Confins croato-slavons seront désormais représentés, jouit d'une autonomie suffisante pour résister à l'influence étrangère, si ses membres sont animés d'intentions vraiment patriotiques. Quant aux Confins de la Bačka et du Banat, ils sont placés dans une situation beaucoup moins favorable. Fondus avec les comitats hongrois, ils sont exposés à la propagande des Magyars et à toutes les vexations de leur administration. Les Roumains ont reçu une satisfaction partielle par la constitution du comitat de Severin, où ils ne se trouveront, pour ainsi dire, en contact avec aucune autre nation. Les Serbes des régiments de Pančevo et de Bela Crkva ont vainement sollicité l'érection de comitats distincts; ils sont entrés dans les comitats déjà existants, bien que ces districts fussent assez peuplés pour n'avoir besoin d'aucun agrandissement. En refusant aux Serbes l'avantage accordé aux Roumains, le Cabinet de Pest a sans doute voulu leur donner une marque particulière de défiance; peut-être aussi s'est-il flatté de refroidir les bons rapports qui existent entre les deux peuples; c'est à eux à déjouer ces calculs égoïstes.[1])

[1]) Les forêts qui constituaient la principale ressource des Confins (il y en avait 651.495 hectares dans les Confins croates, et environ 220.000, dans les Confins hongrois), ont été singulièrement compromises par le minis-

2. LE DISTRICT DE VELIKA KIKINDA.[1])

Au moment où, cédant aux sollicitations des Magyars, Marie-Thérèse voulut faire revivre les comitats du Banat, la Députation illyrienne la pressa de donner aux Serbes un témoignage de bienveillance. Il s'agissait à la fois de reconnaître les services rendus par eux dans toutes les guerres soutenues par l'Autriche et de les empêcher d'émigrer, comme 100.000 des leurs l'avaient fait après 1751.[2]) Telle fut l'origine de la patente du 12 novembre 1774, par laquelle l'Impératrice créa le district de Kikinda et lui donna une organisation autonome. Les habitants de ce territoire reçurent le droit d'élire eux-mêmes leurs magistrats, à qui furent délégués tous les pouvoirs administratifs et judiciaires; ils furent soustraits à la juridiction de toutes autres autorités secondaires, et ne dépendirent plus que du gouvernement provincial du Banat. Marie-

---

tère de la guerre, avant la supression du régime militaire. En 1867, 17.000 hectares en ont été vendus à des particuliers pour la somme de 30 millions de florins. Cette somme devait en principe être affectée à des entreprises d'utilité publique, mais elle a disparu sans le gouffre des dépenses militaires. Malgré les réclamations incessantes des intéressés, les Magyars se sont autorisés de ce précédent pour restreindre le droit d'usage des Grenzers à la moitié des forêts dont ils avaient antérieurement la jouissance (loi du 8 juin 1871). Ces mesures, qui ont vivement froissé la population des Confins, menacent gravement le pays tout entier. Le déboisement, devenu inévitable le jour où l'État a commencé l'aliénation des forêts domaniales, ne manquera pas d'amener des inondations.

[1]) Consultez sur le district de Kikinda, les ouvrages suivants:

Genesis und wesentliche Momente aus der Geschichte des in der Wojwodschaft Serbien gelegenen privilegirten Grosskikindaer Distriktes, zur Beleuchtung der Frage über die Ablösung der Ueberländer und Regalbenefizien. Von P. Trifunacz de Bátfa, k. k. pensionirten Ministerialrath. *Temesvár,* 1858, in-8.

Питање Великокикиндског Диштрикта са државоправног гледишта, Повластице које му служе за основ, и исторично-правничка Расправа о питању одкупа његови такозвани иберландски земаља и регални права. Списао и издао Александер Стојачковић (La Question du District de Velika Kikinda avec un résumé de ses droits constitutionnels; Priviléges sur lesquels repose son organisation et Exposé historico-juridique de la question du rachat des terres appelées *Ueberland,* et des droits régaliens, par Alexandre Stojačković); *Bude,* 1868, in-8.

[2]) Voy. ci-dessus, p. 148.

Thérèse se réserva pourtant la faculté de charger un commissaire spécial de surveiller l'exécution des lois. Elle concéda de plus aux habitants une notable réduction d'impôts, leur permit de fabriquer librement de la bière et de l'eau-de-vie et leur abandonna moyennant une faible redevance la jouissance d'une étendue considérable de terres.

Lorsque le comitat de Torontál fut constitué en 1779, le district de Kikinda y fut enclavé, mais conserva son existence particulière. Le gouvernement provincial n'existant plus, il releva désormais de la Chancellerie hongroise. Ses priviléges furent confirmés par une patente du 1er août 1817.[1]) L'empereur François reconnut l'autonomie politique et administrative du territoire, qui se trouva placé de la sorte à peu près sur le même pied qu'un comitat, et lui accorda l'exercice complet du pouvoir judiciaire, y compris le jus gladii.

Jusqu'alors le district n'était point considéré par les Magyars comme une circonscription légale, parce qu'il avait été créé par un acte de l'initiative impériale et non par un vote de la Diète. L'article XLIIe de la loi de 1840 et l'article VIIe de la loi de 1844, qui en firent mention comme d'une circonscription distincte, confirmèrent implicitement les priviléges de 1774 et de 1817. Les lois votées en 1848 n'en parlèrent point, mais lorsque le Banat eut été réuni à la Voïévodine et fut doté d'une organisation provinciale, les autorités du district furent remplacées par un simple économat.

Le 1er novembre 1861, l'ancienne constitution fut remise en vigueur à Kikinda. Elle y est restée depuis, malgré l'avénement du système dualiste. Le district comprend les 10 communes de Velika Kikinda, Bašahid, Melenci, Taraš, Kumani, Vranjevo, Karlovo, Mokrin, Srpski Krstur, Josefovo, et compte 63.632 habitants, sur lesquels les Serbes peuvent être évalués à 52.500. Le reste de la population se compose de Magyars et d'Allemands. Les premiers envahissent le district à l'ouest; les seconds à l'est. Presque tout le terrain qu'ils occupent aujourd'hui a été gagné par eux depuis 1848.

Les 10 communes que nous avons énumérées sont réparties en 3 cercles, chacun desquels est administré par un juge de cercle

---

[1]) Les priviléges de 1779 et de 1819 sont rapportés en traduction par Stojačković, *loc. cit.*, pp. 29-52.

(srezki sudac), qui remplit les fonctions des szolgabírós magyars. A la tête du district se trouvent un juge supérieur (prvi sudac, főbíró) et un second juge (drugi sudac). Ces deux magistrats sont assistés de fonctionnaires analogues à ceux des comitats et des villes libres. Jusqu'à la réforme judiciaire de 1872, il y eût en outre 6 sénateurs, ou assesseurs électifs, statuant sur les affaires civiles et criminelles, un procureur et un substitut. Ces magistrats reçoivent maintenant leur investiture de l'état.

Le pouvoir délibératif est exercé par un conseil composé de 120 membres élus pour 3 ans.

Telle est l'organisation actuelle du district de Kikinda, mais cette organisation doit disparaître très-prochainement. Un projet de loi soumis à la Diète de Pest enlève au territoire de Kikinda son administration autonome et le réunit au comitat de Torontál. C'est là pour les Serbes un événement douloureux, puisqu'ils étaient à peu près les maîtres dans le district et que leur influence est contre-balancée dans le comitat par les Allemands et les Magyars.

Une question qui n'est pas encore définitivement tranchée est celle des anciennes terres domaniales non constituées en sessions (Ueberland). Aux termes du privilége de 1774, le territoire du district se divisait en deux parties: les terres régulièrement constituées en sessions, dont l'État, seul propriétaire et seigneur du district, disposait comme un simple particulier, conformément aux règles de l'urbarium, et les terrains vagues, conquis sur les marais de la Bega, de la Maros et de la Tisza, terrains dont la jouissance était abandonnée au habitants, sans qu'ils fussent soumis aux redevances et aux corvées imposées aux détenteurs des sessions.[1]) Il était stipulé toutefois, par le privilége de 1774, que tout arpent (Joch) de terrain vague mis en culture serait taxé à 20

[1]) A Kikinda comme dans le comitat de Torontál, la session comprenait d'après l'urbarium de 1836: 24 arpents de terre labourable; 6 arpents de prairie; 3 arpents de paturage commun; 1 arpent pour la maison et le jardin; soit 34 arpents, ou 19 hectares, 57 ares. Le détenteur de la session devait au seigneur 1 florin par an pour le loyer de sa maison, le neuvième de tous les produits de la session, plus, de 62 jours et demi à 194 jours de corvée par an (suivant la classe à laquelle appartenait la session). Le seigneur exercait en outre les droits régaliens, droit de mouture de débit des boissons, de péage des ponts, etc. Ce que le paysan payait au seigneur ne se confondait pas avec les impôts dûs à l'état.

kreuzers par an, et que l'impôt pourrait s'élever successivement jusqu'au taux fixé pour les sessions. Cette disposition, confirmée par le privilége de 1817, ne reçut pendant longtemps aucune application. Les détenteurs des sessions s'arrondirent aux dépens de l'überland, mais, en 1844, l'état voulut faire valoir ses droits et leur réclama, outre une rente annuelle de 60.000 florins, une somme de 2 millions de florins d'argent. A ce prix, ils devaient être considérés comme détenteurs de ces terrains, au même titre qu'ils l'étaient des sessions, c'est-à-dire qu'ils ne pourraient être évincés arbitrairement.

La mise en demeure faite par la Chambre aulique hongroise en 1844 resta sans effet. La question était beaucoup plus complexe qu'elle ne le paraissait au premier abord, parce que certains détenteurs de portions d'überland les avaient cédées à des tiers après les avoir mises en valeur. En 1848, un aventurier essaya de persuader à ses compatriotes qu'il arrangerait l'affaire à l'amiable sans qu'ils eussent rien à débourser, mais ses promesses fallacieuses n'aboutirent qu'à une émeute.[1]) Lorsque la paix eût été rétablie en Hongrie, le gouvernement s'occupa de réorganiser la propriété foncière et de régler les rapports entre les anciens seigneurs et les paysans désormais émancipés; il profita de la circonstance pour réclamer un premier versement de 2 millions de florins sur les sommes dûes par le district. Les usagers s'adressèrent aux tribunaux pour faire écarter une partie des prétentions de l'État, et surtout pour faire reconnaître leur droit de propriété définitif. En 1857, l'étendue des terres domaniales en litige fut évaluée à 119.259 arpents (Joche) de 1.600 toises carrées (= 68.498 hectares, 66 ares), pour lesquels le fisc réclamait une somme de 8,341.084 florins d'argent (= 20,852.710 fr.) y compris 811.162 fl. pour le rachat des droits régaliens. Une décision impériale du 31 août 1860 admit le droit de propriété des usagers, mais laissa en suspens la question du prix qu'ils devaient acquitter. Après des lenteurs qu'explique la nature délicate du débat, M. Stojačković fut chargé dans le district d'une mission spéciale, ayant pour objet la fixation des sommes dues au domaine (1866-1867). Les intérêts échus venant grossir le capital réclamé en 1857, il n'était pas possible que le district se libérât autrement que par annuités. La créance de l'état fut arrêtée à 14 millions de florins,

---

[1]) Voy. ci-dessus, p. 224.

qui furent divisés en dix annuités. Les Serbes de Kikinda étaient en voie de payer cette dette, quand la disette et la misère sont venues s'abattre sur eux. Les inondations de la Bega, de la Maros et de la Tisza (1870-1873) ont arraché à la culture une grande partie des terres dont l'état poursuivait le paiement. Les malheureux propriétaires de cette région ont été pressurés par les agents du trésor hongrois qui ne reculaient devant aucune exaction pour empêcher la banqueroute de l'état. Ils n'ont pu obtenir d'argent de ceux qui n'avaient plus rien, aussi la Diète s'est-elle décidée à suspendre dans les comitats du Banat les expropriations forcées pour l'acquittement des impôts arriérés. C'est là une mesure tardive qui n'apporte qu'un médiocre soulagement à tous les maux accumulés depuis trois ans. Les Serbes du district ont vu se consommer leur ruine matérielle, au moment où ils vont être dépouillés de leur autonomie politique.

XI.

L'Église serbe de Hongrie.[1])

L'histoire ecclésiastique des Serbes de Hongrie ne peut être séparée de leur histoire politique. Leur Église, dépositaire depuis près de deux siècles des libertés nationales, conserve aujourd'hui encore pour eux une importance capitale. Ce n'est pas seulement une institution religieuse; les laïques, qui ont la part principale

---

[1]) Outre les ouvrages indiqués dans notre *Bibliographie* (nos 24 à 32) et ceux que nous avons cités p. 211, note 1 et p. 318, note 1, on pourra consulter sur l'église serbe de Hongrie les publications suivantes:

Čaplović, *Slavonien,* II, pp. 1-230.

Судба православне цркве у источној Угарској (*Les Destinées de l'église orthodoxe dans la Hongrie orientale),* article inséré par M. Vukičević dans le Летопис de 1860 (n° 101, pp. 154-166, et n° 102, pp. 41-55).

Народни Конгреси овостранихъ Срба *(Les Congrès nationaux des Serbes de ce coté [de la Save])*, travail anonyme inséré par M. Vukičević dans le Летопис de 1861 (n° 104, pp. 74-102), 1862 (nos 105, pp. 62-129; 106, pp.35-82); 1863 (n° 107, pp. 63-90).

Српска народна Црква на канонично-историчном томељу свом, с едним словом у додатку: о побожности и народности. Написао Теофан Живковић, бездински архимандрит; *(L'Église nationale serbe dans ses bases canoniques et historiques avec quelques mots, sous forme d'appendice, sur la religion et la nationalité,* par Théophane Živković, archimandrite de Bezdin). Temesvár, 1868, in-8.

Церковный и политическій Бытъ православныхъ Сербовъ и Волоховъ въ австрійскихъ земляхъ съ IX. столѣтія до настоящаго времени *(L'existence religieuse et politique des Serbes et des Valaques sur le territoire autrichien, depuis le IXe siècle jusqu'à l'époque actuelle),* article inséré par l'archimandrite Arsène dans le Журналъ Министерства народнаго просвѣ-

dans son administration, ne s'égarent point dans les discussions théologiques; ils veulent avant tout faire de l'Église un lien qui rattache tous les membres de la famille serbe dispersés au milieu de populations étrangères.

Nous avons suivi le développement de cette idée patriotique, en même temps que nous avons fait connaître les vexations, les persécutions auxquelles les Grecs-Orientaux ont été en butte à diverses époques. Les idées qui ont guidé le parti libéral aux Congrès de 1869, 1870 et 1871 ne sont point nouvelles. Les documents des archives de Bude et de Pest, publiés par M. Vitković, montrent que, dès le siècle dernier, les hommes les plus modérés avaient compris la nécessité d'employer les biens du clergé à l'instruction populaire. La taxe votée, en 1790, par le Congrès de Temesvár, sur les évêques et les monastères, fut le premier acte sérieux fait dans cette voie,[1]) mais la résistance égoïste des hauts dignitaires ecclésiastiques empêcha l'exécution de cette sage mesure. Aujourd'hui les projets du parti libéral s'imposent à la nation avec le caractère de la nécessité absolue. Les Serbes, dépouillés de leurs priviléges, privés de la légitime influence qui devrait leur appartenir dans l'état, n'ont plus d'autres ressources que celles qu'ils puisent dans leur autonomie religieuse. La loi hongroise qui consacre la séparation des Églises et de l'État, leur permet, ou du moins devrait leur permettre, si elle était appliquée avec honnêteté et sincérité, d'organiser leur culte comme ils l'entendent, de pourvoir leurs prêtres et de doter leurs écoles conformément à leurs besoins. Ils ne doivent donc laisser échapper aucune occasion pour demander que le gouvernement applique les lois qu'il a contribué à faire voter.

L'Église serbe, dont nous allons exposer la situation actuelle,

---

шения *(Journal du Ministère de l'instruction publique de Russie)*, 1870, pp. 197-251.

Краткій Очеркъ исторіи православныхъ церквей: болгарской, сербской и румынской или молдо-валашкой Е. Голубинскаго; *(Essai abrégé d'une histoire des églises orthodoxes bulgare, serbe et roumaine ou moldo-valaque,* par E. Golubinskij); Moscou, 1871, in-8, pp. 604-644.

[1]) Le Congrès de 1790 avait décidé que le métropolitain verserait chaque année 6.000 fl.; les évêques de Temesvár et de Vršac, chacun 1.000 fl., ceux d'Arad et de la Bačka, chacun 500 fl.; celui de Bude, 200 fl.; celui de Gornji Karlovac, 180 fl.; et celui de Pakrac, 120 fl.; soit ensemble 9.500 fl. Les monastères avaient été pareillement taxés pour une somme qui s'élevait à 11.610 fl.

est régie par l'article XXe de la loi de 1847-48 qui lui reconnaît le droit de gérer librement ses affaires sous la surveillance de l'État, et par l'article IXe de la loi de 1868, qui a consacré rétroactivement la légalité des Congrès de 1864 et 1865, et prononcé la séparation des Serbes et des Roumains. A ces textes législatifs il convient de joindre le rescrit impérial du 10 août 1868, lequel a sanctionné pour les Confins militaires les décisions prises par les Congrès de 1864 et 1865, tandis que ces mêmes décisions étaient promulguées dans les comitats hongrois par une simple approbation ministérielle. Enfin, trois des règlements votés par le Congrès de 1870 ont obtenu en 1871 l'approbation ministérielle.[1]) C'est l'ensemble de ces dispositions que nous voulons résumer brièvement.

L'Église serbe comprend un archi-diocèse et six diocèses ou éparchies, nombre qui sera probablement réduit, quand le Congrès sera débarassé des entraves gouvernementales. Les diocèses sont divisés en protopopies ou districts, et subdivisés en paroisses. Le nombre des protopopies a été réduit par l'article 9e du titre 1er du rescrit de 1868; en voici le tableau:

Diocèses:	Protopopies:	Nombre des paroisses:	
Archidiocèse de Karlovci:	Karlovci	32	123
	Zemun	28	
	Mitrovica	33	
	Vukovar	30	
Diocèse de la Bačka: (résidence de l'évêque: Novi Sad).	Novi Sad	16	60
	Sombor	18	
	Stari Bečej . . .	12	
	Žabalj	14	
Diocèse de Bude: (résidence de l'évêque: Szent-Endre).	Mohács	25	46
	Bude	21	
	A reporter . .		229

[1]) Nous avons vu (p. 335) que le Cabinet de Pest prétend faire revivre le *Declaratorium illyricum,* mais c'est là une prétention dénuée de tout fondement juridique. Ce texte ne peut plus avoir d'application que pour la discipline intérieure de l'église.

Diocèses:	Protopopies:	Nombre des paroisses:	
	Report . .		229
Diocèse de Temesvár:	Arad	24	84
	Temesvár	28	
	Mokrin	17	
	Veliki Bečkerek . .	15	
Diocèse de Vršac:	Vršac	24	74
	Bela Crkva . . .	27	
	Pančevo	23	
Diocèse de Pakrac:	Dolnji Rajić . . .	20	104
	Belovar	34	
	Pakrac	26	
	Voćin	24	
Diocèse de Gornji Karlovac: (résidence de l'évêque: Plaški).	Lika	30	163
	Korenica	18	
	Plaški	11	
	Budački	17	
	Glina	24	
	Kostajnica	28	
	Gomirije	5	
	Gornji Karlovac, Trieste, Reka (Fiume)	3	
Total: 29 protopopies et 627 paroisses . .			627[1])

Le service du culte est fait, dans les diocèses que nous venons d'énumérer, à la fois par le clergé régulier et par le clergé séculier. Nous parlerons séparément de l'un et de l'autre.

DU CLERGÉ RÉGULIER.

La hiérarchie serbe, comme la hiérarchie orientale en général, repose sur la distinction fondamentale des moines et des

[1]) Le nombre des protopopies était auparavant de 50. C'est l'ancienne division que nous avons reproduite ci-dessus avec les documents statistiques présentés au Congrès de 1870.

prêtres séculiers. Les premiers voués, comme on sait, au célibat, peuvent seuls aspirer aux dignités ecclésiastiques, tandis que les seconds ne peuvent s'éleverau-dessus de la sphère restreinte de leur paroisse.

Les moines ou caloyers (jeromonahi, kalugjeri) appartiennent à l'ordre de Saint Basile. C'étaient primitivement de simples laïques qui devaient se consacrer à la prière, mais plus tard ils ont été forcés de recevoir la prêtrise. La discipline est fixée, dans l'étendue de l'archi-diocèse, par la règle métropolitaine de 1738 et celle de 1753, en tant qu'elles ne sont contraires ni au Rescriptum declaratorium de 1779 ni au Systema consistoriale de 1782;[1]) dans les monastères dépendant des autres diocèses, il n'y a pour règle que l'usage. En 1771, la Députation illyrienne invita le métropolitain Gjorgjević à préparer un règlement général. Le projet fut approuvé par le synode de 1776 et intercalé dans le règlement de 1777, mais, comme il avait été rédigé par un Grec-Uni, les moines crurent y voir des innovations pernicieuses pour leur église et se refusèrent à l'appliquer. Sur leurs réclamations, le métropolitain fut autorisé par la Députation à en opérer le retrait.[2])

Suivant l'importance du monastère, les religieux, ont pour supérieur un archimandrite, ou un hégoumène. L'archimandrite est nommé, sur la proposition de l'évêque diocésain, par le métropolitain assisté de deux évêques; tel est l'usage plus au moins arbitraire qui s'est depuis longtemps introduit et que le § 47e du Declaratorium a reconnu implicitement. L'hégoumène est élu par les moines, en présence de l'évêque diocésain, ou de son mandataire. Il est, comme l'archimandrite nommé à vie.

Quel que soit son titre, le supérieur du monastère en est le maître absolu. Il en touche les revenus, et les autres moines ne vivent que de ce qu'il veut bien leur donner. Ceux qui n'ont pas l'espoir d'arriver aux dignités ecclésiastiques végètent dans l'ignorance et la misère. Il s'en faut malheureusement qu'ils aient sous les yeux l'exemple du travail et de la piété. Voici comment

---

[1]) Le métropolitain Gjorgjević (1769-1773) fut le premier qui renonça au jeûne perpétuel prescrit par la règle de Saint Basile. Depuis lors, le haut clergé et les simples moines ont abandonné les anciennes observances. Voy. Čaplović, *Slavonien*, II, p. 176.

[2]) Čaplović, *ibid.*, p. 170.

le métropolitain Stanković s'exprimait dans une circulaire datée du 9/21 janvier 1837:

„Il me revient de source authentique que certains supérieurs des monastères de Sirmie se conduisent d'une façon indigne de leur ordre et commettent des excès qui sont préjudiciables aux autres moines en même temps qu'ils menacent de ruine la fortune conventuelle et révêlent au grand jour leur vie coupable. Quelques uns, dont je tairai provisoirement les noms, ne vont guère à l'église que les dimanches et jours de fête; ils n'y sont ni recueillis, ni pieux, comme il convient à des moines, mais se disputent pendant l'office, ou, ce qui est plus coupable encore, forcent le diacre officiant à descendre de son estrade. Ils ne veulent point se rendre à l'église au troisième coup de la cloche et ne permettent point que la messe commence en présence des fidèles, mais restent tranquil-lement assis en compagnie de femmes, et, quand l'idée leur prend d'aller à l'église, ils le font annoncer par leur valet à l'officiant, pour que celui-ci commence la messe . . . . J'ai appris en outre que le vicaire chargé de la comptabilité, ainsi que les moines ignorent comment les supérieurs perdent au jeu des sommes énormes appartenant au monastère, donnent à leurs parents et amis, sans scrupule et sans retenue, la fortune conventuelle et dévastent les forêts du monastère. Ils ne mangent pas au réfectoire avec les moines, leur donnent une mauvaise nourriture, le vin et l'eau-de vie les plus détestables, leur font des retenues sur leur pension quotidienne, leur paient leur traitement annuel sur le produit des offrandes de bienfaisance, et quand l'un d'eux est malade, ne lui font point chercher de médecin. Ils regardent leur monastère, non pas comme une propriété commune, mais comme leur appartenant en propre. Si l'un des frères commet une faute, ils ne le corrigent pas avec humilité, suivant les règles monastiques, mais cherchent à le faire entrer dans un autre couvent. Ils donnent aux moines des noms injurieux, au lieu de les exciter au bien par de bons exemples . . ."[1])

Tel est le tableau effrayant que Stanković traçait des monastères serbes en 1837. Depuis lors la situation n'a pas changé. Les archimandrites et les hégoumènes pillent pour la plupart leur couvent; les moines, réduits à la condition la plus infime, ne trouvent plus à se recruter que parmi les déclassés de bas étage,

---

[1]) *Zur Lösung der serbischen Kirchenfrage,* pp. 63 sq.

et l'on peut affirmer qu'ils ne tarderont pas à disparaître entièrement. L'urgence d'une réforme a frappé le Congrès de 1865 qui, reprenant l'idée adoptée par l'assemblée de 1790, voulut donner une destination utile au moins à une partie de l'argent si follement dissipé par les moines. Il s'agissait d'inventorier les biens conventuels et de les soumettre à une administration régulière. Le rescrit de 1868 admit ce principe, mais le gouvernement a refusé depuis d'approuver la délibération par laquelle le Congrès de 1871 allouait à tous les membres du clergé régulier une dotation fixe. Les archimandrites devaient recevoir 1.200 fl., les hégoumènes 500 fl., les simples moines, divisés en 2 classes, devaient avoir 100 et 200 fl., plus la nourriture; tous les revenus conventuels devaient, après défalcation de ces dépenses, tomber dans le trésor commun. Le Cabinet de Pest s'est refusé jusqu'ici à sanctionner une réforme, dont il appréciait lui-même les excellents effets. Il est résolu à s'opposer par tous les moyens possibles aux progrès des Serbes. Les archimandrites dissipateurs et les moines ignorants lui paraissent être d'excellents alliés.

Voici, dans l'état actuel, un tableau des monastères serbes de Hongrie. Nous indiquons le revenu de chacun d'après des renseignements particuliers que nous avons réunis avec soin, mais dont nous ne pouvons garantir la parfaite exactitude, les archimandrites et hégoumènes ayant toujours pris à tâche de dissimuler la fortune dont ils avaient la jouissance.[1])

Tableau des monastères serbes en 1871.

Diocèses:	Monastères:	Supérieurs:	Nombre des moines:	Revenu:
Karlovci	Beočin	archimandrite	3	10.000 fl.
„	Bešenovo	hégoumène	3	7.000 „
„	Fenek	„	2	10.000 „
„	Grgeteg	archimandrite	4	20.000 „
	A reporter		12	47.000 fl.

[1]) Un inventaire a dû être dressée, depuis 1869, par la commission administrative instituée à Karlovci, mais nous ne croyons pas que les résultats en aient été publiés jusqu'ici.

Diocèses:	Monastères:	Supérieurs:	Nombre des moines:	Revenu:
		Report . .	12	47.000 fl.
Karlovci	Hopovo	archimandrite	3	10.000 „
„	Jazak	hégoumène	2	5.000 „
„	Krušedol	archimandrite	5	20.000 „
„	Kuvezdin	„	4	10.000 „
„	Privina Glava	„	2	10.000 „
„	Rakovac	„	2	15.000 „
„	Šišatovac	„	3	11.000 „
„	Velika Remeta	hégoumène	2	5.000 „
„	Vrdnik	„	3	6.000 „
Bačka	Bodjan	„	4	5.000 „
„	Kovilj	archimandrite	2	13.000 „
Bude	Grabovac	„	2	10.000 „
Gornji Karlovac	Gomirije	„	5	9.000 „
Pakrac	Lepa Vina	hegoumène	3	6.000 „
„	Orahovica	„	5	5.000 „
„	Pakrac	„	3	6.000 „
Temesvár	Bezdin	archimandrite	6	28.000 „
„	Hodoš (Bodrog)	„	2	9.000 „
„	Szent-György	„	6	20.000 „
„	Vojlovica	hégoumène	3	10.000 „
Vršac	Mesić	archimandrite	3	15.000 „
„	Zlatica	hégoumène	2	3.000 „
		Total . .	84	278.000 fl.

Il est possible que nos chiffres soient trop élevés, mais nous ne pensons pas que l'erreur puisse être très-considérable.[1])

Celui qui se destine aux dignités ecclésiastiques n'est guère moine que de nom. Après avoir étudié la philosophie et le droit,

[1]) L'auteur anonyme de la brochure intitulée: *Zur Lösung der serbischen Kirchenfrage* dit (p. 62) que le nombre des moines s'élève à 60 environ, mais nous croyons qu'il n'y comprend ni les archimandrites, ni les hégoumènes, en sorte que le total serait à peu près le même. Quant à la fortune des monastères, le même auteur l'évalue à 3 millions de florins, produisant un revenu annuel d'environ 200.000 fl.

il doit subir les examens théologiques. Ses degrés une fois obtenus, il se rend dans un monastère et y passe quelques mois comme novice (iskušenik, monah), puis il est ordonné sous-diacre (ipodjakon) et diacre (djakon). En cette qualité, il quitte le couvent pour être attaché à la personne du métropolitain ou de l'un des évêques. S'il est attaché à l'un des évêques, il reçoit le titre de protodiacre (protodjakon); si, au contraire, il est appelé auprès du métropolitain, il devient archidiacre (archidjakon), ce qui lui donne le pas sur les protodiacres et lui permet de parvenir plus tôt au grade supérieur. Ce grade est celui de syncelle (sindjel).

Le syncelle a reçu tous les ordres, il est prêtre et peut célébrer à l'autel. Avec le temps il devient protosyncelle et fait alors partie du haut clergé. Comme les archimandrites et les évêques, il a le droit de porter l'ornement latéral appelé nabedrenik.

Les archimandrites (arhimandriti) forment, avant les évêques, le dernier degré de la hiérarchie. Ils ne sont point tenus de résider dans leur couvent, où ils se font remplacer par un préposé (namešnik) et remplissent auprès des évêques les fonctions de grands vicaires. Ils les remplacent au besoin et portent comme eux la croix d'or sur la poitrine. Ils doivent en outre, avec les autres membres du haut clergé, professer dans les écoles ecclésiastiques. Ils sont actuellement au nombre de huit, c'est-à-dire qu'il y a parmi eux 7 vacances. Quant aux autres membres du haut clergé, ils sont moins nombreux encore: on ne compte en ce moment que 2 protosyncelles, 2 syncelles et 1 archidiacre.

Les évêques (episkopi) sont élus par le synode composé des évêques et du secrétaire de la nation; l'usage veut qu'ils soient pris parmi les archimandrites. Le Congrès national, seul compétent pour l'élection du métropolitain, revendique avec raison le droit de nommer également les évêques et prétend ne pas être forcé de limiter son choix aux archimandrites.

Quant à l'archevêque (archiepiskop) ou métropolitain (metropolit), il est élu par le Congrès national, dans les formes que nous verrons ci-après. C'est lui qui donne aux évêques la consécration dont ils ont besoin avant de pouvoir exercer leur ministère.

Le métropolitain et les évêques doivent être confirmés par le Roi; ils doivent en outre acquitter, lors de leur nomination, une

taxe assez élevée au profit du trésor hongrois, à moins que par une exception toute personnelle, il n'en soit autrement ordonné.[1]) Ils sont logés dans les résidences épiscopales et perçoivent différents revenus.

Le métropolitain a la jouissance de la terre de Dalj, dont la concession faite par Léopold Ier à Črnojević a été renouvelée par le § 4 du Declaratorium. Le produit de cette terre doit dépasser 100.000 fl. L'évêque de la Bačka perçoit les revenus de la terre de Sirig affermée pour 52.000 fl. Quant aux autres évêques le produit des biens qui leur sont affectés ne dépasse pas 5.000 à 6.000 florins; il est même inférieur à cette somme dans le diocèse de Gornji Karlovac.[2])

Le métropolitain et les évêques avaient autrefois deux autres sources de revenus: la konvencija et la sidoksija. La konvencija était une redevance acquittée par les communes grecques-orientales et dont le montant était déterminé par des conventions particulières; la sidoksija (*συνδοξία*) était une taxe annuelle payée par le clergé séculier et calculée d'après le nombre des feux. Ces deux taxes ont été remplacées, aux termes du § 27e du titre Ier du rescrit de 1868, par une taxe unique perçue au profit du fonds inaliénable de la nation. Les diocèses de Temesvár de Vršac et de la Bačka paient annuellement 4 kreuzers; l'archidiocèse de Karlovci, 3 kreuzers; les diocèses de Bude et de Pakrac, 2 kreuzers; le diocèse de Gornji Karlovac, 1 kreuzer par tête d'habitant. Le métropolitain et l'évêque de Gornji Karlovac ont, par exception, le droit de prélever sur cette contribution une somme égale à celle qu'ils touchaient autrefois.[3])

Le Congrès de 1870 avait décidé que le métropolitain toucherait un traitement fixe de 26.000 florins, mais cette réforme qui eût procuré au budget national de précieuses ressources est au nombre de celles que le Cabinet de Pest a refusé de sanctionner.

---

[1]) Le métropolitain paie: 3.000 fl.; les évêques de Temesvár et de la Bačka, chacun 2.000; ceux de Pakrac et de Vršac, chacun 1.000; celui de Gornji Karlovac, 800, et celui de Bude 500 fl. Le principe de la séparation de l'Église et de l'État devrait avoir pour conséquence la suppression de ces taxes.

[2]) Voy. ci-dessus, p. 94.

[3]) Le produit de la contribution, avant les prélèvements autorisés par le rescrit, doit être d'environ 26.394 fl. 58 kr.

DES PAROISSES ET DU CLERGÉ SÉCULIER.

Le clergé séculier ne relève point seulement des évêques; il dépend, comme dans la primitive Église, de l'assemblée des fidèles; il importe donc de connaître l'organisation des paroisses, avant de parler des ministres du culte.

Tous les Serbes de religion grecque-orientale, domiciliés dans une même paroisse forment une communauté (opština). Les localités qui renferment plusieurs églises, où il y a par conséquent plusieurs curés, ne forment pourtant qu'une seule paroisse, une seule communauté. Les hommes âgés de 24 ans au moins, qui contribuent à l'entretien de l'église et des écoles (birači) jouissent de prérogatives particulières. Dans les communautés où ils ne sont pas plus de 50, ils forment à eux seuls l'assemblée ecclésiastique (crkvena skupština); dans les communautés plus importantes, ils nomment au contraire cette même assemblée à l'élection. Les membres de la skupština sont au nombre de 30, dans les communautés comptant moins de 2.000 âmes, au nombre de 60, dans celles qui ont de 2.000 à 4.000 âmes, au nombre de 90, dans celles qui ont de 4.000 à 6.000 âmes, enfin au nombre de 120, dans celles qui dépassent ce dernier chiffre. Peuvent être élus tous les birači âgés de 30 ans accomplis, excepté ceux qui sont comptables de deniers ou de biens appartenant à la communauté. L'assemblée est élue pour 6 ans; elle nomme elle-même son président et se réunit au moins deux fois par an, aux mois de mars et de septembre. Elle arrête le budget paroissial et prend toutes les mesures qui lui paraissent utiles. Elle est seule compétente pour élire le curé.

La skupština délègue un comité permanent (odbor) chargé de veiller de plus près aux intérêts de la communauté. Le comité se compose d'un président, d'un vice-président, de 8 membres au moins et de 24 membres au plus. D'accord avec le président de la skupština, il peut provoquer une réunion de l'assemblée.

La hiérarchie séculière comprend les degrés suivants: sous-diacre (ipodjakon), diacre (djakon), pope ou curé (pop, paroh, sveštenik) et protopope (protopop, protojerej, proto). Quand une cure devient vacante, le consistoire diocésain la met au concours par la voie de publications faites dans les

journaux. Les concurrents doivent justifier d'une vie religieuse et d'un examen subi devant le consistoire; il n'est pas nécessaire qu'ils aient encore été ordonnés prêtres. A l'expiration du terme fixé pour l'admission des demandes, les membres de la skupština choisissent celui des candidats qui leur agrée; mais, pour que l'élection soit définitive, il faut que l'élu ait réuni les deux tiers des voix. Si cette condition n'est pas remplie, la nomination est faite par le consistoire.

Le curé ainsi nommé doit être marié; il est confirmé par le consistoire, et l'évêque lui confère, s'il y a lieu, les ordres ecclésiastiques.

Les protopopes sont chargés de l'administration d'un district, en même temps qu'ils desservent une cure. Leur double fonction à dû faire imaginer un mode spécial de nomination. Ils sont élus par une députation dans laquelle chaque communauté du district est représentée par 2 membres. La paroisse, dont le protopope doit être le curé, ayant un intérêt prépondérant, nomme à elle seule un nombre de représentants égal au tiers de la députation tout entière. Les électeurs peuvent porter leurs suffrages soit sur un des prêtres du district, soit sur un prêtre quelconque du diocèse ou même d'un autre diocèse.

Les évêchés de Pakrac et de Gornji Karlovac, qui sont pauvres, possèdent un certain nombre de vicaires (pomoćnici), dont le traitement est naturellement moins élevé que celui des curés. Quant aux diacres, il ne s'en trouve que dans les paroisses importantes. La communauté qui veut entretenir un diacre et lui assurer un traitement suffisant, en donne avis au consistoire, qui met la place au concours, dans les formes usitées pour la nomination des curés.

Le traitement des popes et protopopes se compose d'une session de terre, d'un traitement fixe et du casuel.

L'étendue de la session varie suivant les comitats et suivant la classe à laquelle elle appartient. Elle contient, en tout cas, une maison d'habitation et peut nourrir une famille même nombreuse. Lorsque la paroisse ne possède point de session de terre, ou n'en possède qu'une portion, le curé reçoit une indemnité calculée à raison de 300 fl. pour la session complète, dans les trois diocèses de Temesvár, de Vršac et de la Bačka, et de 200 fl. dans les autres.

Le traitement fixe varie suivant l'importance de la communauté. Le rescrit de 1868 divise les paroisses en 6 classes, d'après la population, et alloue aux curés le traitement suivant:

Première classe:	1.800 âmes et au-dessus[1])	. . . .	1.000 fl.
Seconde „	1.600 à 1.800 âmes	. . . . .	800 „
Troisième „	1.400 à 1.600 „	. . . . .	700 „
Quatrième „	1.100 à 1.400 „	. . . . .	600 „
Cinquième „	900 à 1.100 „	. . . . .	500 „
Sixième „	700 à 900 „	. . . . .	400 „

Le diocèse de Gornji Karlovac, plus pauvre que les autres diocèses, n'a que 3 classes dont la dotation est ainsi réglée:

Première classe:	au-dessus de 2.000 âmes	. . . .	700 fl.
Seconde „	de 1.600 à 2.000 âmes	. . . . .	500 „
Troisième „	moins de 1.600 âmes	. . . . .	400 „

Le tableau suivant indique le nombre des curés par diocèse, en même temps que la classe à laquelle ils appartiennent:

Diocèses:	Nombre des paroisses	Curés de: 1ere classe	2e classe	3e classe	4e classe	5e classe	6e classe	Total	Vicaires
Karlovci	123	9	15	7	22	28	56	137	„
Bačka	60	22	20	17	10	3	15	87	„
Bude	46	3	2	1	4	2	38	50	„
Temesvár	84	26	20	19	26	12	18	121	„
Vršac	74	14	14	13	9	19	25	94	„
Pakrac	104	4	5	9	20	20	49	107	8
Gornji Karlovac	136	41	40	52	„	„	„	133	30
Total . .	627	119	116	118	91	84	201	729	38[2])

Le traitement total des 729 curés et desservants s'élève ainsi à 431.500 florins, savoir:

[1]) Plusieurs cures richement dotées, dont la population est inférieure à 1.800 âmes, sont par exception de la première classe, par exemple les 3 cures qui composent la paroisse de Pest.

[2]) Les tableaux qui se trouvent à la suite du rescrit de 1868 sont fort peu clairs et ne correspondent pas entre eux pour les deux diocèses de Temesvár et de Vršac. Nous avons tâché de les mettre d'accord, en réunissant le district de Pančevo au diocése de Vršac.

1ère	classe:	78	curés	à	1.000 fl.;	41 à 700 fl.	=	106.700 fl.
2e	„	76	„	„	800 „	40 „ 500 „	=	80.800 „
3e	„	66	„	„	700 „	52 „ 400 „	=	67.000 „
4e	„	91	„	„	600 „	. . . . .		54.600 „
5e	„	84	„	„	500 „	. . . . .		42.000 „
6e	„	201	„	„	400 „	. . . . .		80.400 „
						Ensemble		431.500 fl.

En sus de ce traitement, les protopopes reçoivent 3% de toutes les sommes dépensées par chacune des communautés de leur district pour les besoins de la paroisse. Dans le diocèse de Gornji Karlovac, ils ont un traitement fixe de 900 fl.

A chaque protopope est attaché un prêtre qui est considéré comme curé de 6e classe et reçoit 300 fl. dans le diocèse de Gornji Karlovac, 400 fl. dans les autres diocèses.

Le minimum du traitement alloué aux diacres est de 400 fl.

Le casuel (stola) est presque entièrement supprimé par le rescrit de 1868, cependant le § 16e du titre 1er accorde encore aux prêtres des indemnités particulières pour diverses cérémonies.

Cette organisation est d'une remarquable simplicité; elle assure aux Serbes un clergé patriote et doit avec le temps mettre fin aux abus qui avaient existé jusqu'ici. Le reproche qu'on peut encore adresser aux prêtres est de manquer d'instruction. Les membres du clergé séculier, les archimandrites et les protosyncelles, qui devaient veiller à leur instruction, sont restés par paresse et par incurie au-dessous de leur tâche. Les écoles théologiques de Karlovci, de Vršac et de Plaški ne donnent qu'un enseignement insuffisant; elles manquent à la fois de livres et de professeurs, et les aspirants à la prêtrise y puisent rarement des connaissances sérieuses. L'empereur Joseph II avait accordé aux Serbes une somme de 50.000 fl. pour la fondation d'un séminaire mais les métropolitains Putnik et Stratimirović la regardèrent, peut-être avec raison, comme inutile. Depuis lors, l'éducation des prêtres s'est faite au hasard, mais leur ignorance peut causer un grave préjudice à la nation tout entière et le parti national doit se préoccuper d'y porter remède.

DES ASSEMBLÉES DIOCÉSAINES, DES CONSISTOIRES, DU COMITÉ ADMINISTRATIF ET DU COMITÉ SCOLAIRE DIOCÉSAIN.

Avant 1870, il y avait dans chaque diocèse un consistoire qui possédait deux classes d'attributions très-distinctes. La première classe, relative à la discipline ecclésiastique, comprenait le règlement des conflits entre les divers membres du clergé, l'application des peines disciplinaires aux prêtres qui avaient démérité, la confirmation, ou suivant les cas, la nomination des protopopes, popes et diacres, la surveillance des registres matricules des paroisses, la connaissance des actions en nullité de mariage, etc. Les attributions de la seconde classe étaient purement administratives; elles comprenaient le règlement des difficultés qui pouvaient s'élever entre les instituteurs et les représentants des communautés, l'administration et la surveillance des écoles nationales, les changements dans la délimitation des paroisses, la surveillance de la gestion financière des paroisses et des monastères, etc. Aux termes du chapitre 1er du titre IVe du rescrit de 1868, le consistoire était diversement composé, suivant qu'il statuait sur les affaires de la première ou de la seconde catégorie, mais, dans les deux cas les évêques, ou les autres représentants du clergé séculier, y avaient nécessairement une grande influence; or ce n'est pas sur les moines qu'on pouvait compter pour veiller aux intérêts de la nation. Le Congrès de 1870, si désireux de donner une vive impulsion à l'instruction publique, a donc fort bien fait de revenir sur les décisions du Congrès de 1865, que le rescrit avait sanctionnées. Il a, d'une part, modifié la composition des consistoires, il leur a, d'autre part, retiré les affaires administratives et scolaires qu'il a confiées à deux comités spéciaux, enfin il a institué dans chaque diocèse une grande assemblée élective, chargée de présider à la formation de ces divers conseils.

Les assemblées diocésaines (eparhijske skupštine) sont composées du métropolitain ou de l'évêque diocésain et de représentants du corps enseignant, du clergé paroissial et des communautés serbes. Le nombre de leurs membres varie suivant les diocèses; il est de 82 pour Karlovci, de 73 pour la Bačka, de 30 pour Bude, de 90 pour Temesvár, de 73 pour Vršac, de 62 pour Pakrac et de 135 pour Gornji Karlovac. De plus tous ceux qui

appartiennent à la carrière de l'église ou à celle de l'enseignement ont le droit d'être entendus au sein des assemblées.

Les consistoires diocésains (eparhijske konsistorije) se composent des protopopes de district et d'un nombre de membres ecclésiastiques et laïques fixé par les assemblées diocésaines, suivant les besoins locaux; un procureur (fiškal), un notaire, ou secrétaire (beležnik) et un expéditionnaire (pisar) leur sont attachés. Les membres qui doivent, s'adjoindre aux protopopes y compris le procureur, sont élus par les assemblées diocésaines.

Les consistoires ne conservent que les attributions purement ecclésiastiques énumérées ci-dessus. Le procureur soutient la validité des mariages attaqués devant eux.

Les comités administratifs diocésains (eparhijski administrativni odbori) se composent d'un nombre de membres fixés par les assemblées diocésaines, qui doivent les élire. Ces membres sont pour les deux tiers des laïques, et pour un tiers des ecclésiastiques; ils s'occupent des affaires administratives portées autrefois devant les consitoires.

Les comités scolaires diocésains (eparhijski školski odbori) se composent de 15 membres, savoir: l'inspecteur des écoles du diocèse, 2 ecclésiastiques, 2 instituteurs et 10 membres laïques. L'inspecteur (referent) est nommé par le Congrès national; les autres membres, par les assemblées diocésaines. Les comités s'occupent des affaires scolaires précédemment attribuées aux consistoires, c'est-à-dire qu'ils statuent sur les conflits entre les instituteur et les communautés, et surveillent les écoles.

L'inspecteur des écoles reçoit un traitement de 1.200 fl., plus 300 fl. de frais de voyage; le procureur du consistoire, qui est, dans la pratique un avocat de la ville, touche 300 fl.; l'expéditionnaire en à 600.

DU CONSEIL ECCLÉSIASTIQUE MÉTROPOLITAIN ET DU CONSEIL DES ÉCOLES NATIONALES.

Ces deux conseils complètent l'organisation provisoire de 1870; ils statuent en appel sur les affaires soumises aux consistoires et aux comités diocésains. Le conseil ecclésiastique (metropolicko-crkveni savet) se compose du métropolitain, président, de 2 évêques nommés par l'assemblée des évêques, de 3

autres membres ecclésiastiques et de 3 membres laïques élus par le congrès national. Le secrétaire de la nation y tient la plume; enfin un procureur y est attaché, comme aux consistoires.

La compétence du conseil est restreinte aux affaires purement ecclésiastiques. Les fonctions des membres qui le composent sont gratuites; cependant, les membres élus par le congrès ont droit à des jetons de présence prélevés sur le budget national. Le traitement du secrétaire est fixé à 1.000 fl. par le rescrit de 1868; celui du procureur est de 400 fl.

Le conseil des écoles nationales (narodno-školski savet) se compose de l'inspecteur général (glavni referent) des écoles serbes et de 6 autres membres nommés, comme lui, par le congrès. Le secrétaire de la nation y tient la plume.

Le conseil connaît en dernier ressort des questions soumises aux comités scolaires diocésains. Les fonctions des membres sont gratuites, mais ils reçoivent des jetons de présence. L'inspecteur général touche un traitement, de 2.000 fl., plus 400 fl. de frais de voyage.

Le dédoublement des conseils dont nous venons de parler, l'organisation des assemblées diocésaines, des comités ecclésiastiques et scolaires sont de très-heureuses innovations du congrès de 1870. L'influence de l'élément laïque dans l'administration des biens nationaux et de l'Église elle-même est désormais prépondérante. Tous les Serbes sont appeler à gérer les affaires communes. La multiciplicité de leurs assemblées, de leurs conseils, de leurs comités doit avoir pour effet de resserrer les liens qui les unissent et de faire prendre à chacun une part plus active au développement national.

DU CONGRÈS NATIONAL.

Le Congrès national est la base de l'organisation ecclésiastique des Serbes. C'est le reste le plus précieux de leurs anciens priviléges. L'assemblée n'est plus compétente que pour statuer sur les affaires de l'Église, mais elle a du moins le droit, d'élire le métropolitain ou le patriarche; elle a conservé ce droit jusqu'au jourd'hui, tandis que les congrès catholiques, institués par la loi sur l'autonomie des divers cultes, ne sont pas autorisés à nommer les évêques. Il résulte de ce rapprochement que les prérogatives actuelles du congrès serbe découlent bien des anciens priviléges

et non point de la nouvelle législation religieuse de la Hongrie. A la même source se rattachent les droits du congrès roumain, organisé depuis la séparation des deux peuples.

Des congrès nationaux ont eu lieu en 1707, 1710, 1713, 1726, 1731, 1744, 1748, 1749, 1769, 1774, 1786, 1790, 1837, 1842, 1861, 1864, 1865, 1869, 1870 et 1871.[1]) Nous avons vu comment celui de 1872 fut dissous avant d'avoir été ouvert. M. Jireček a voulu distinguer entre les congrès d'affaires (Verhandlungscongresse) et les congrès électoraux (Wahlcongresse), mais cette distinction ne repose sur aucun fondement solide. Les députés au congrès sont investis d'un mandat général et peuvent

---

[1]) Voici la liste des publications relatives aux Congrès nationaux. On peut consulter sur les Congrès de 1707 à 1744 (celui de 1726 excepté), le travail de M. Vukičević, Летопис, n° 104 (1861), pp. 76-81; — sur celui de 1744, en particulier, Jireček, *loc. cit.*, pp. 24 sq. et Vitković, Споменици, 2e partie, nos 138-144, pp. 309-331; — sur celui de 1748, Jireček, pp. 25-27, Vukičević, pp. 81 sq. et Vitković, Спом., 3e partie, nos 61-67, pp. 95-116; — sur celui de 1749, Jireček, p. 27, Vukičević, pp. 82 sq. et Vitković, 3e partie, nos 69 et 70, pp. 119-122; — sur celui de 1769, Jireček, pp. 28-32, Vukičević, pp. 83-96, le compte-rendu publié par Rajković, Летопис, n° 114 (1872), pp. 152-202 et Vitković, 3e partie, nos 111-117, pp. 305-372; — sur celui de 1774, Jireček, pp. 32-37 et Vukičević, pp. 97-101; — sur celui de 1781, Jireček, pp. 37 sq. et Vukičević, pp. 101 sq.; — sur celui de 1790, Jireček, pp. 38-44, Vukičević, Летопис, n° 105 (1862), pp. 66-129 et n° 106, pp. 35-82 et les Акта Сабора *(Bibliographie,* n° 27); — sur celui de 1837, Vukičević, Летопис, n° 107 (1863), pp. 63-79, le compte-rendu publié par Constantin Popović: Описание Собора славено-сербскогъ и валахійскогъ славногъ народа . . . .; Novi Sad, 1838, in-4 et l'ouvrage suivant: Сербскій народній Конгресъ сирѣчь избраніе народня архі-епископа ... торжествовано лѣта 1837. Издао К. ѣ. П. Б. Р. (Le Congrès national serbe tenu en 1837, pour l'élection de l'archevêque et métropolitain national); Novi Sad, 1837, in-8, ouvrage cité par M. Vukičević, mais qui manque à la fois à la Bibliographie de M. Novaković et au supplément à ce repertoire inséré par M. Rajković au Летопис (n° 113); — sur celui de 1842, l'ouvrage cité ci-dessus, p. 211; — sur celui de 1861, les Радња Сабора *(Bibliographie,* n° 29); — sur celui de 1865, le Летопис n° 111 (1866), pp. 243-307; — sur celui de 1869, le Српски народни Сабор *(Bibliographie,* n° 32) et la brochure suivante extraite du Видов Дан: Гласи из Србије о распри карловачког Сабора 1869; (Échos de Serbie dans le débat du Congrès de Karlovci en 1869); Belgrade, 1869, in-8; — sur ceux de 1870 et 1871 la brochure citée p. 318 *(Zur Lösung der serbischen Kirchenfrage)*; — sur celui de 1872, le memoire inséré au Летопис, n° 114 (1872), pp. 114-128.

expédier toutes les affaires qui leur sont soumises, sans qu'ils aient besoin de pouvoirs spéciaux pour prendre telle ou telle décision particulière.

Les questions politiques ne sont plus de la compétence du congrès, mais le § 3e de l'article IXe de la loi de 1868, l'appelle à statuer sur tous les intérêts ecclésiastiques et scolaires des Serbes, ne réservant au Roi qu'un droit de simple surveillance. M. Jireček ne reconnaissait aux délibérations de l'assemblée qu'une valeur purement consultative,[1]) mais cette opinion, déjà contestable sous l'empire de la législation antérieure à 1868, est absolument inadmissible en présence du texte que nous venons de citer. Le congrès prend de véritables décisions, et la nécessité d'une approbation du gouvernement ne change rien à leur caractère. Ce qui le prouve c'est que le gouvernement peut refuser sa sanction aux mesures votées par l'assemblée, mais ne peut y substituer sa volonté propre.

Les élections pour le congrès national sont organisées par le règlement spécial de 1870. Aux termes de ce règlement, l'assemblée compte 25 membres ecclésiastiques et 50 membres laïques ainsi répartis:

Diocèses:	Ecclésiast.	Laïques:
Karlovci	5	7
Bačka	3	7
Bude	2	2
Temesvár	4	8
Vršac	3	8
Pakrac	3	5
Gornji Karlovac	5	12
Pakrac et G. Karlovac	„	1
Total . .	25	50

Les circonscriptions électorales sont fixées par le règlement. Sont électeurs tous les ecclésiastiques sans distinction de grade et tous les laïques qui ont le droit d'élire les membres des assemblées paroissiales; cependant, pour les laïques, le suffrage est à deux degrés. Tous ceux qui concourent à la nomination des as-

[1]) *Hierarchie,* p. 50.

semblées paroissiales sont électeurs primaires; ils nomment un électeur secondaire par 200 âmes. Dans les communautés de Gornji Karlovac, Zagreb, Reka (Fiume), Subotica (Szabadka), Szeged et Eger (Erlau), il y a un électeur secondaire pour 50 âmes. Les électeurs secondaires ne peuvent être pris parmi les fonctionnaires publics; ils se réunissent au chef-lieu de la circonscription, nomment un président et procèdent au vote. Ils élisent seuls les députés laïques et concourent avec les membres du clergé à la nomination des députés ecclésiastiques. Le congrès statue, s'il y a lieu, sur les élections dont la validité est contestée.

Le congrès doit s'abstenir d'aborder les questions politiques, mais, c'est là, croyons-nous la seule limite apportée à sa compétence. Il peut traiter toutes les affaires ecclésiastiques, scolaires, économiques qui intéressent les Serbes. Une de ses prérogatives essentielles est l'élection du métropolitain. A ce sujet se présente une question controversée. Au congrès de 1790, le commissaire impérial déclara que les députés devaient faire l'élection à l'unanimité, que, dans le cas où l'unanimité ne serait pas atteinte, la Cour se réservait le droit de nommer directement le métropolitain.[1]) Le Cabinet de Pest a voulu arguer de cette déclaration, au moment où devait se réunir le Congrès de 1872, dans l'espoir que les 3 cléricaux qui en faisaient partie refuseraient de se rallier à la majorité libérale, et qu'ainsi le gouvernement pourrait nommer un homme de son choix. Il saute aux jeux que la prétention du lieutenant-maréchal de Schmiedfeld en 1790 n'avait aucune valeur juridique et ne pouvait se produire que sous le régime du bon plaisir. Quelque opinion que l'on puisse avoir de l'esprit constitutionnel des Magyars, on doit rejeter l'argument tiré du précédent de 1790, comme une misérable chicane.

Le congrès ne peut se réunir sans l'autorisation gouvernementale. La faculté d'autoriser ou d'interdire la réunion résulte pour le gouvernement de la loi de 1868. Celui-ci se fonde sur la même loi et sur le droit de surveillance qu'elle lui attribue, pour revendiquer le droit de se faire représenter à l'assemblée par un commissaire spécial. Il peut émettre cette prétention et la faire prévaloir, puisque les Serbes sont à sa merci, mais ce n'est pas une raison pour vouloir ressusciter le cérémonial suranné consacré par le Declaratorium. Les députés au congrès de 1872 ont

---

[1]) Cf. Летопис, n° 106, p. 79.

été de ce sentiment. Ils ne se sont point opposés à ce que le commissaire royal assistât à leurs délibérations, mais ils ont courageusement refusé de lui rendre des honneurs empruntés aux lois féodales et incompatibles avec la dignité des citoyens d'un état moderne.[1])

DES SYNODES.

D'après les anciens canons, il devait y avoir au moins deux synodes par an dans chaque province ecclésiastique. Le concile de Nicée n'en exigea plus qu'un,[2]) et, dans la pratique, les réunions devinrent peu à peu moins regulières. Cependant nous savons que jusqu'à l'avénement de Marie-Thérèse, les évêques serbes se réunirent fréquemment, sans se croire obligés de solliciter l'autorisation du pouvoir central. Un rescrit du 16 septembre 1760 rendit cette autorisation obligatoire; un autre rescrit du 14 février 1763 y ajouta la nomination d'un commissaire impérial; enfin le Declaratorium de 1779 renouvela l'une et l'autre disposition.

Les synodes se composent des évêques et du secrétaire national.

Sous l'empire de la législation actuelle, il en est, croyons-nous, de ces assemblées comme du congrès national, en ce qui

---

[1]) Le Congrès a-t-il le droit de décerner au métropolitain le titre de patriarche? Nous n'hésitons pas à répondre affirmativement. Le titre donné au chef de l'église n'est pour les Serbes qu'une question intérieure; il ne change rien à la situation du métropolitain en face du pouvoir central. S'il a été conféré à Maširević par décret impérial, ce n'a pu être que par dérogation au principe. Le droit qu'ont les Serbes d'élire leur chef religieux découle, nous l'avons dit, des anciens priviléges; or, en le leur concédant, Léopold déclarait qu'il ne serait rien changé à la situation du patriarche. „Isque archiepiscopus . . . *sicut hactenus* graeci „ritus ecclesiis et ejusdem professionis communitati praeesse valeat, etc.“ porte le privilége du 21 août 1690. N'est-ce pas dire que l'archevêque conservera son ancien titre? Nous croyons, en tout cas que, du jour où Crnojević se rendit à l'invitation de Léopold, le patriarcat serbe de Hongrie devint indépendant du patriarcat de Peć, et que dès lors, il ne dépendit plus que du Congrès national de maintenir cette dignité à ses successeurs. Cf., en sens contraire, Jireček, pp. 14 sq. Le statut organique voté en 1870 n'apporte aucune restriction au choix du métropolitain. Les députés doivent avoir le droit de l'élire même en dehors des évêques, mais le gouvernement refuse énergiquement de sanctionner cette innovation.

[2]) Jireček, p. 12.

concerne l'autorisation du gouvernement et l'envoi d'un commissaire. Aussi bien, ces assemblées n'ont elles plus guère d'importance. En dehors des questions purement théologiques, elles n'ont plus qu'à s'occuper de l'élection des évêques, mais il faut espérer que le congrès ne tardera pas à être mis en possession du droit de procéder à cette nomination. Par là seulement, les Serbes auront des prélats éclairés et patriotes.

DU DIOCÈSE GREC-UNI DE KRIŽEVAC.

Nous avons déjà fait connaître sommairement les divisions et la population de ce diocèse, qui compte en tout 22 paroisses. L'évêque relève de l'archevêque catholique d'Esztergom, primat de Hongrie; il est par conséquent dans la même situation que les évêques grecs-unis ruthènes d'Eperjes et de Munkács, tandis que les évêques grecs-unis roumains d'Oradea Mare (Nagyvárad), de Gherla (Szamos-Ujvár) et de Lugos relèvent du métropolitain d'Alba Iulia, dont la résidence est à Blasiu, en Transylvanie. L'annuaire de 1868 mentionne 2 chanoines, 27 curés ou vicaires et 20 élèves du grand et du petit séminaire.

LISTE DES MÉTROPOLITAINS ET DES ÉVEQUES SERBES.

Nous croyons utile de donner ces listes qui sont un guide précieux pour la chronologie et l'histoire. Nous les avons dressées à l'aide de source très-diverses et nous pensons qu'on les trouvera réunies ici pour la première fois.

Archevêques, Patriarches et Metropolitains serbes.

I. Archevêques (résidant à Žiča).[1])

1. 1221: Sava Ier Nemanjić (Saint Sava), reconnu indépendant par le patriarche Manuel Ier Charitopoulo[2]) † 12 janvier 1235 ou 1236;[3])
2. 1236 (?): Arsène (Saint Arsène), désigné par Sava en 1233 pour lui succéder † 28 octobre 1262 ou 1263;
3. 1263 ou 1264: Sava II † 8 février 1270 ou 1271;
4. 1272: Joannice Ier † 27 avril 127(?);
5. ? Daniel Ier;
6. ? (entre 1279 et 1285): Eustathe Ier † 4 janvier 1286(?);
7. 1286 (?): Jacob † 3 février 1292 (?);
8. 1292: Eustathe II † 16 août 1309;
9. 1309: Sava III † 16 ou 26 juillet 1316;

---

[1]) Nous suivons pour les archevêques et les patriarches les listes dressées par Golubinskij, *loc. cit.*, pp. 449-459 et 473-489, où les principales sources ont été coordonnées. On y trouve aussi des variantes que nous croyons inutile de reproduire dans des listes qui ne servent ici que d'introduction à la hiérarchie serbe de Hongrie.

[2]) Golubinskij donne p. 452 la date de 1219, mais il reconnaît p. 712 que la préconisation de Sava ne dut avoir lieu que plus tard. Nous rétablissons la date indiquée par nous p. 24 d'aprés Šafařík *(Gesch. der südslaw. Lit.*, III, p. 84). Nous nous bornons à rectifier le nom du patriarche œcuménique: Manuel Ier au lieu de Germain II.

[3]) Toutes les dates sont données dans le vieux style.

10. 1316: Nicodème † 12 mai 1323;
11. 1323 (14 septembre): Daniel II † 9 décembre 1337;
12. 1338: Joannice II, proclamé patriarche par l'empereur Dušan 1346.

2. Patriarches (résidant à Žiča, puis à Peć).

1. 1346: Joannice II, † 3 septembre 1354;
2. 1354 (décembre): Sava IV † 29 avril 1375;
3. 1376 (3 octobre): Éphrem † après 1382;
4. ? (entre 1382 et 1387): Spiridion † (?);
5. ? Daniel III, exerçait vers 1406;
6. ? Sava V;
7. ? (après 1407): Cyrille Ier;
8. ? (après 1420): Nicon † 19 juin 1427;
9. ? Théophane, exerçait en 1446;
10. ? (entre 1446 et 1451): Nicodème;
11. ? Arsène II, (pendant son pontificat, le patriarcat est ruiné par les Turcs, 1459);
12. ? (entre 1557 et 1574): Macaire Ier, restaure le monastère de Peć;
13. ? Paul;
14. ? Antoine † vers 1574;
15. ? (vers 1580): Gerasim;
16. ? Sabbatius;
17. ? Nicanor;
18. (vers 1589): Hiérothée † 17 février 1591;
19. (vers 1592): Jean, est délivré du joug turc en 1606 par le gouvernement autrichien † 14 octobre 1614;
20. 1615 (?): Païsius Ier † après 1646;
21. ? (avant 1650): Gabriel Rajić;
22. 1663 (?): Maxime, sacre Georges Branković despote, 28 septembre 1663 † 3 octobre 1681;
23. 1683: Arsène III Črnojević, passe en Hongrie 1690 † 1706;
24. 1696: Callinique Ier (grec de nation) † 16 août 1710;
25. 1691 (6 janvier): Athanase Ier (serbe de nation ?);
26. 1712 (6 octobre): Moïse (serbe de nation);
27. 1725 (?): Arsène IV Joanović Šakabent (serbe de nation); patriarche serbe de Hongrie 1737 † 1748;

28. ? (après 1644): Joannice III (grec du Phanar);
29. ? Athanase II Gavrilović (serbe de nation);
30. ? Gabriel II (serbe de nation);
31. ? Gabriel III (grec de nation);
32. ? Vincent (serbe de nation);
33. ? (après 1743): Païsius II (serbe de nation);
34. ? Cyrille (grec de nation);
35. ? . Gabriel IV de Chrome (grec de nation), se convertit à l'islamisme en 1762, sous le nom de Mohammed Effendi;
36. 1763: Basile Brkić (serbe de nation);
37. 1765: Callinique II (grec de nation).
Le patriarche œcuménique Samuel Ier afferme le patriarcat pour 30 bourses.[1])

3. Patriarches et Métropolitains serbes de Hongrie.[2])

1. 1690: Arsène III Črnojević, patriarche de Peć, confirmé 1695 † à Vienne, le 24 ou le 28 octobre 1706;
2. 1707: Isaïe Djaković, évêque d'Arad et de Temesvár 1690; élu métropolitain au congrès de Krušedol, le 24 mai 1707 † à Vienne le 21 juillet 1708;
3. 1710: Sophronius Podgoričanin, év. de Pakrac 1708; élu métropolitain au congrès de Krušedol le 27 mai 1710 † à Karlovci le 7 janvier 1711;[3])
4. 1713: Vincent Popović, év. de Bude vers 1700; élu métropolitain au congrès de Karlovci, le 6 mai 1713 † à Karlovci le 23 ou le 24 octobre 1725;
5. 1726: Moïse Petrović, adjoint en 1718 au métropolitain Popović comme coadjuteur pour la Serbie et la basse Sirmie; élu métropolitain au congrès de Karlovci le 16 mars 1726 † à Belgrade le 27 juillet 1730;

---

[1]) A vrai dire, le patriarche de Constantinople trafiquait depuis longtemps du patriarcat de Peć. C'étaient plutôt des spéculateurs que des prêtres qui l'achetaient pour s'enrichir en quelques années. L'exemple de ce Gabriel IV, qui se fit turc, suffit pour donner une idée de la moralité de ces personnages.

[2]) Nous suivons ici Golubinskij, pp. 616-624 et le Гласник, VI (1854), pp. 47-54.

[3]) Le 7 janvier est la date donnée par le Гласник; plusieurs auteurs disent le 19 septembre de la même année. Cf. Летопис, n° 104, p. 78.

6. 1731: Vincent Jovanović, év. d'Arad 1728; élu métropolitain au congrès de Belgrade le 7 mars 1731 † à Belgrade le 6 juin 1737;
7. 1737: Arsène Joanović Šakabent, patriarche de Peć; émigre en Hongrie 1737; est confirmé 1741 † à Karlovci le 6 janvier (selon quelques uns le 7 février) 1748;
8. 1748: Isaïe Antonović, év. d'Arad 1731; év. de Vršac 1741; élu métropolitain au congrès de Karlovci, le 27 août 1748 † le 22 janvier 1749;
9. 1749: Paul Nenadović, év. de Gornji Karlovac 1742; élu métropolitain au congrès de Karlovci, le 16 juillet (selon quelques uns, le 20 juillet) 1749 † le 15 août 1768;
10. 1769: Jean Gjorgjević, év. de Vršac 1749; élu métropolitain au congrès de Karlovci le 27 août 1769 † le 23 mai 1773;
11. 1774: Vincent Joanović Vidak, év. de Temesvár 1759; élu métropolitain au congrès de Karlovci le 5 juin 1774 † à Dalj le 18 février 1780;
12. 1780: Moïse Putnik, év. de la Bačka 1757; év. de Temesvár 1774; élu métropolitain au congrès de Karlovci le 10 juin 1780 † le 28 juin 1790;
13. 1790: Étienne Stratimirović, év. de Bude 1786; élu métropolitain au congrès de Temesvár le 29 octobre 1790 † le 18 août 1835;
14. 1837: Étienne Stanković, év. de la Bačka 1833; élu métropolitain au congrès de Karlovci, le 11 novembre 1837 † le 31 juillet 1841;
15. 1842: Joseph Rajačić, év. de Dalmatie 1829; év. de Vršac 1833; élu métropolitain par le congrès de Karlovci le 11 septembre 1842; proclamé patriarche par l'assemblée populaire de Karlovci le 1er mai 1848; confirmé par rescrit impérial, le 3/15 décembre 1848 † le 1er décembre 1861;
16. 1864: Samuel Maširević, év. de Temesvár; élu métropolitain au congrès de Karlovci, le 24 juillet 1864; nommé patriarche par rescrit impérial, le 1er/13 août 1865 † le 7 janvier 1870.

Évêques d'Arad.[1])

1. 1690: Isaïe Djaković, évêque de Temesvár et de Ienopolis; élu métropolitain 1707 † 1708;
2. 1710: Joannice Martinović † 1723;
3. ? Sophronius Ravaničanin;
4. 1728: Vincent Joanović; élu métropolitain 1731 † 1737;
5. 1731: Isaïe Antonović; év. de Vršac 1741; élu métropolitain 1748 † 1749;
6. 1741: Synesius Živković;
7. 1769: Pacome Knežević † 1783;
8. 1784: Pierre Petrović; év. de Temesvár 1786;
9. 1786: Paul Avakumović; d'abord év. de Pakrac;
10. 1829: Nestor Jovanović;
11. 1835: Gerasim Rac;
12. 1853: Procope Ivačković; élu métropolitain roumain 1873;
13. 1873: Visarion Romanu.

Depuis 1865, le diocèse d'Arad relève de la métropole roumaine de Sibiu (Hermannstadt, Nagy-Szeben).

Évêques de Vršac et de Karánsebes.

1. ? Parthenius, à la fin du XVe siècle;[2])
2. 1695: Spiridion Štibica;
3. 1722: Moïse Stanojević:
4. 1728: Maxime Nestorović † 1738;
5. 1739: Euthymius Damjanović † 1739;
6. 1741: Isaïe Antonović; d'abord év. d'Arad; élu métropolitain 1748 † 1749;
7. 1749: Jean Gjorgjević; élu métropolitain 1769 † 1773;
8. 1769: Vincent Popović; confirmé 1774 † 1785;
9. 1786: Joseph Jovanović Šakabent; d'abord év. de Pakrac, puis de la Bačka;
10. 1806: Pierre Vidak; d'abord év. de Gornji Karlovac;
11. 1829: Maxime Manujlović; év. de Temesvár 1833;

---

[1]) Nous suivons ici les listes reproduites au Гласник de 1854 (T. VIe, pp. 54-87), d'après les papiers de Mušicki; les principales additions que nous y faisons sont indiquées en note.

[2]) Cité par Böhm, *Gesch. des Temeser Banats*, I, p. 414.

12. 1833: Joseph Rajačić; d'abord év. de Dalmatie; élu métropolitain 1842; patriarche 1848 † 1861;
13. 1843: Étienne Popović, d'abord év. de Pakrac;
14. 1853: Émilien Kengjelac.
En 1865, le diocèse de Vršac et de Karánsebes est divisé entre les Serbes et le Roumains: évêque serbe de Vršac: Émilien Kengjelac; évêque roumain de Karánsebes: Jean Popasu.

Évêques de Temesvár.

1. 1690: Isaïe Djaković, év. de Temesvár et de Ienopolis; élu métropolitain 1707 † 1708;[1])
2. 1710 (?): Joannice Vladisavljević, confirmé 1722;[2])
3. 1726: Nicolas Dimitrijević † 1744;
4. 1745: Georges Popović † 1757;
5. 1759: Vincent Joanović Vidak; élu métropolitain 1774 † 1780;
6. 1774: Moïse Putnik, d'abord év. de la Bačka, élu métropolitain 1781 † 1790;
7. 1781: Sophronius Kirilović; d'abord év. de Bude † 1786;
8. 1786: Pierre Petrović; d'abord év. d'Arad;
9. 1801: Étienne Avakumović; d'abord év. de Gornji Karlovac;
10. 1829: Joseph Putnik; d'abord év. de Pakrac;
11. 1833: Maxime Manujlović; d'abord év. de Vršac;
12. 1839: Pantélimon Živković; d'abord év. de Dalmatie, puis de Bude;
13. 1853: Samuel Maširević; élu métropolitain 1864; nommé patriarche 1865 † 1870;
14. 1865: Antoine Nako; résigne ses fonctions 1871.

Évêques de Nagy-Várad et d'Eger.

1695. Ephrème Banjanin.
Nous ne savons quels furent les successeurs de cet

---

[1]) Djaković portait, des l'année 1690, le titre d'évêque de Temesvár et d'Ienopolis qui lui fut confirmé par le privilége de 1695. Voy. pp. 68 et 79.

[2]) Voy. p. 103, note 1.

évêque. En 1748, fut fondé l'évêché grec-uni, dont voici les titulaires successifs: [1])

1. 1748: Mélitée Kovač † 1770;[2])
2. 1776: Moïse Dragosiu † 1787;
3. 1788: Ignace Dorobantu † 1805;
4. 1806: Samuel Vulcanu † 1839;
5. 1842: Basile Erdélyi (Ardelénu) † 1862;
6. 1862: Joseph Papp Szilágyi † 1873.

Les Grecs-Orientaux du diocèse de Nagy-Várad (Oradea Mare, Grosswardein) relèvent aujourd'hui du diocèse d'Arad.

Évêques de la Bačka.

1. 1695: Euthyme Drobnjak; év. de Szeged;
2. 1708: Étienne Metohijac;[3])
3. 1710: Christophe, év. de la Bačka et de Szeged;
4. 1713: Grégoire Dimitrijević, év. de la Bačka, de Szeged et d'Eger;
5. 1718: Sophronius Tomašević † 1730;
6. 1730: Visarion Pavlović;
7. 1757: Moïse Putnik; év. de Temesvár 1774; élu métropolitain 1781 † 1790;
8. 1774: Arsène Radivojević; d'abord év. de Pakrac, puis de Bude; se retire 1781 † 1783;
9. 1781: Athanase Živković, d'abord év. de Pakrac † 1782;
10. 1783: Joseph Joanović Šakabent; d'abord év. de Pakrac; év. de Vršac 1786;
11. 1786: Jean Joanović; d'abord év. de Gornji Karlovac;
12. 1807: Gédéon Petrović;
13. 1833: Étienne Stanković; d'abord év. de Bude; élu métropolitain 1837 † 1841;
14. 1839: Georges Hranisláv; d'abord év. de Pakrac; † 1843;
15. 1851: Platon Atanačković; d'abord év. de Bude † 1867.

---

[1]) *Schematismus ven. Cleri Dioecesis Magno-Varadinensis* pro anno 1871.

[2]) Voy. p. 118.

[3]) Nous ne savons si ce personnage est le même qui figure dans le privilége de 1695 comme évêque de Gornji Karlovac et de Zrinopolje.

Évêques de Bude.

1. 1695: Euthymius Popović, métropolitain de Bude;[1])
2. ? Vincent Popović;[2]) élu métropolitain 1713 † 1725;
3. 1716: Michel Milošević, archevêque de Bude[3]) † 1728;
4. 1728: Basile Dimitrijević † 1748;
5. 1749: Denis Novaković † 1767;
6. 1770: Arsène Radivojević; d'abord év. de Pakrac; év. de la Bačka 1774 † 1783;
7. 1774: Sophronius Kirilović; év. de Temesvár 1781 † 1786;
8. 1786: Étienne Stratimirović; élu métropolit. 1790 † 1835;
9. 1791: Denis Popović;
10. 1821: Étienne Stanković; év. de la Bačka 1833; élu métropolitain 1837 † 1841;
11. 1834: Justin Jovanović;
12. 1836: Pantélimon Živković; d'abord év. de Dalmatie; év. de Temesvár 1839;
13. 1839: Platon Atanacković; év. de la Bačka 1851 † 1867;
14. 1853: Arsène Stojković.

Éveques de Mohács et de Sziget.

1. 1695: Euthymius Petovac;
2. ? Ephrème;
3. ? Nicanor Milićević; év. de Mohács, de Sziget et d'Osek;
4. 1721: Maxime Gavrilović † 1731.
   Le diocèse de Mohács est réuni à celui de Bude 1731.

Évêques ou Métropolitains de Požega.

1. Basile 1er; exerçait en 1524;
2. Joseph; exerçait en 1634;
3. Basile II; exerçait en 1650.[4])

---

[1]) C'est le titre que lui donnent deux documents de l'année 1698 publiés par M. Vitković, Споменици из будимског и пештанског Архива, 1ere partie, nos 1 et 2.

[2]) Popović prend tantôt le titre d'évêque, tantôt celui de métropolitain. Voy ibid. nos 94 et 103.

[3]) Ibid. n° 92; ailleurs il n'a que le titre d'évêque, n° 168.

[4]) Voy. Čaplović, *Slavonien*, II, p. 152.

Évêques de Pakrac et de Slavonie.

I. Évêques grecs-unis.

1. 1688: Longin Rajić † 1694;
2. 1694: Pierre Ljubibratić, confirmé 1699 † 1704;
3. 1694: Jean Ljubibratić, cède la place à l'évêque grec-oriental 1706.[1])

2. Évêques grecs-orientaux.

1. 1708: Sophronius Podgoričanin; élu métropolitain 1710 † 1711;
2. 1713: Basile Rajić;
3. 1717: Athanase Radošević;
4. 1722: Nicéphore Stefanović; résigne ses fonctions 1743 † 1749;
5. 1746: Sophronius Joanović † 1759;
6. 1759: Arsène Radivojević; év. de Bude 1770; év. de la Bačka 1774 † 1783;
7. 1770: Athanase Živković, év. de la Bačka 1781 † 1782;
8. 1781: Joseph Joanović Šakabent; év. de la Bačka 1783; év. de Vršac 1786;
9. 1783: Paul Avakumović; év. d'Arad 1786;
10. 1786: Cyrille Živković;
11. 1808: Joseph Putnik; év. de Temesvár 1829;
12. 1829: Georges Hranislav; év. de la Bačka 1839 † 1843;
13. 1839: Étienne Popović; év. de Vršac 1843;
14. 1843: Étienne Kragujević;
15. 1864: Nicanor Grujić.

Évêques de Gornji Karlovac.[2])

1. 1695: Étienne Metohijac;
2. 1713: Daniel Ljubotina † 1739;

---

[1]) Voy. ci-dessus, pp. 71, 84, 91.

[2]) M. Nedeljković donne cette liste et celle de la page suivante dans le Летопис de 1873, p. 143; nous avons rectifié d'après la liste du Гласник quelques erreurs de date qui lui ont échappé.

3. 1742: Paul Nenadović; élu métropolitain 1749 † 1768;
4. 1751: Daniel Jakšić † 1771;
5. 1774: Pierre Petrović; réunit les deux diocèses de Gornji Karlovac et de Kostajnica;
6. 1783: Jean Jovanović; év. de la Bačka 1786;
7. 1786: Genadius Dimović † 1796;
8. 1798: Étienne Avakumović; év. de Temesvár 1801;
9. 1801: Pierre Vidak; év. de Vršac 1806;
10. 1807: Moïse Mijoković;
11. 1828: Lucien Mušicki † 1837;
12. 1839: Eugène Jovanović;
13. 1858: Serge Kaćanski;
14. 1859: Pierre Jovanović;
15. 1865: Lucien Nikolajević † 1872.

Évêques de Zrinopolje ou de Kostajnica.[1])

1. 1695: Étienne Metohijac;
2. ? Athanase, métropolitain de Zrinopolje;[2])
3. 1713: Denis Ugarković † 1716;
4. 1716: Nicanor Dimitrijević † 1728;
5. 1728: Étienne Ljubibratić;
6. 1741: Alexis Andrijević † 1749;
7. 1751: Arsène Teofanović;
8. 1754: Joseph Stojanović; exerce les fonctions d'évêque de Gornji Karlovac après la mort de Daniel Jakšić 1771; se retire 1774 † 1775.
   Le diocèse de Kostajnica est réuni à celui de Gornji Karlovac 1774.

Évêques grecs-orientaux et grecs-unis de Croatie.

(Les évêques grecs-orientaux de Croatie portèrent le titre d'évêque de Svidnica et résidèrent tantôt à Plaški, tantôt à Va-

---

[1]) Voy. note 2) p. precédente.

[2]) Ce prélat est cité dans deux actes de l'année 1698 publiés par M. Vitković, Споменици из будимског и пештанског Архива, 1ere partie, nos 1 et 2. Metohijac est cité par le privilége de 1695 comme réunissant les deux évêchés de Gornji Karlovac et de Zrinopolje; il est probable qu'il céda presque aussitôt le second à un autre titulaire.

raždin, à Marča, à Lepa Vina ou à Severin.[1]) Le diocèse de Svidnica fut abandonné aux Grecs-Unis en 1753 et les Grecs-Orientaux, qui faisaient partie de ce diocèse furent définitivement rattachés au diocèse de Gornji Karlovac en 1764. Les évêques grecs-unis, successeurs des évêques orientaux, ont porté le titre de Svidnica jusqu'en 1777, époque à laquelle ils l'ont échangé pour celui de Križevac (Kreutz, Crisium), leur résidence actuelle).

I. Évêques grecs-orientaux.[2])

1. 1600: Gabriel; restaure le monastère de Marča;
2. 1608: Siméon Vratanja;
3. ? Maxime Mojsilo;
4. ? Macaire;
5. ? Gabriel Mislenović;
6. 1648: Sava Stanislavljević;
7. 1663: Gabriel Mijakić;
8. 1671: *Paul Zorčić;
9. 1689: Isaïe Popović;
10. ? Gabriel Turčinović;
11. ? *Georges Jugović;
12. ? *Raphaël Marković;
13. 1735: Siméon Filipović, dernier évêque oriental.

2. Évêques grecs-unis.[3])

1. 1608: **Siméon Vratanja, nommé par Ferdinand II, sacré à Rome 1612;
2. ? Daniel; ne peut obtenir sa confirmation à Rome;
3. 1642: Gabriel Predojević;
4. 1644: Basile Predojević;

---

[1]) Voy. ci-dessus, pp. 53, 70, 117, 141.

[2]) Nous donnons cette liste d'après Čaplovič *(Slavonien,* II, pp. 19-26). Nous avons marqué d'un astérisque les évêques qui acceptèrent l'union.

[3]) Nous extrayons cette liste du *Schematismus venerabilis Cleri graeci ritus Catholicorum Dioecesis Crisiensis pro anno 1868* (Zagrabiae, in-8), dernière année parue de cette publication. Nous avons marqué d'un double astérisque les évêques énumérés ci-dessus comme ayant repoussé l'union. On trouvera quelques différences, tant dans l'ordre que dans les noms des évêques. Nous avons suivi p. 117 les informations de Čaplovič.

5. 1648: **Sava Stanislavić;
6. 1663: **Gabriel Mijakić, confirmé 1664, déposé 1667, (Voy. p. 70);
7. 1671: Paul Zorčić;
8. 1689: **Isaac Popović;
9. ? Grégoire Jugović;
10. ? **Gabriel Turčinović;
11. ? Raphaël Marković;
12. 1727: Grégoire Vučinić;
13. 1734: Sylvestre Ivanović;
14. 1740: Théophile Pašić, relégué, par ordre du nonce du Pape, dans un couvent de Gallicie;
15. 1751: Gabriel Palković † 1758;
16. 1759: Basile Božičković, reçoit le titre d'évêque de Križevac 1777 † 1785;
17. 1787: Josaphat Bastašić † 1793;
18. 1794: Sylvestre Bubanović † 1810;
19. 1814: Constantin Stanić † 1830;
20. 1834: Gabriel Smičiklas † 1856;
21. 1857: George Smičiklas, préconisé à Rome 1858.

Évêque de Valjevo.[1])

1. 1717: Dosithée Nikolić † 1739.

Évêques de Ribnica.[2])

1. 1717 (?): Damaskin † 1726;
2. 1727: Étienne Govoran † 1728;
3. 1728: Innocent † 1734;
4. 1737: Clément; abandonne son siége lors de l'invasion turque 1737 † 1739.

---

[1]) Petite ville de Serbie actuellement chef-lieu d'un district; elle passa sous la domination autrichienne en vertu du traité de Požarevac (1717), mais fut reprise par les Turcs en 1737. Nikolić, nommé par le patriarche de Peć Moïse, releva de la métropole de Karlovci, lorsque Moïse Petrović s'établit à Belgrade.

[2]) L'évêché de Ribnica (Ribnitia) fut fondé sur la portion du territoire roumain cédé à l'Autriche en 1717; il releva de la métropole de Karlovci, comme celui de Valjevo.

Évêques de Dalmatie,[1])
résidant à Zadar (Zara).

1. 1829: Joseph Rajačić, év. de Vršac 1833; élu métropolitain 1842; patriarche 1848 † 1861;
2. 1834: Pantélimon Živković; év. de Bude 1836; év. de Temesvár 1839;
3. 1843: Hierothée Mutibarić;
4. 1853: Étienne Knežević.

Évêque de Kotor (Cattaro).

1. 1871: Gerasim Petranović.

---

[1]) Nous donnons ici les évêques de Dalmatie, à cause des rapports fréquents qui ont existé entre eux et la métropole serbe de Hongrie. Le rescrit impérial du 6 novembre 1870 a dédoublé l'évêché de Dalmatie et créé les deux diocèses de Zadar et de Kotor. M. Nil Popov a publié récemment un livre intéressant sur l'Eglise orthodoxe de Dalmatie sous la domination vénitienne et sous la domination autrichienne: Православная Церковъ въ Далмаціи, подъ венеціанскимъ и австрійскимъ владычетсвомъ; Moscou, 1873, in-8 (extr. du Православное Обозрѣніе).

XII.

Les Écoles serbes de Hongrie. — Les Fonds nationaux. — Les Associations. — Les Journaux.

Les chapitres qui précèdent ont eu pour objet de faire connaître la situation politique et religieuse des Serbes; nous voulons grouper dans celui-ci tous les renseignements qui peuvent jeter du jour sur leur état social.

DES ÉCOLES.

Dès l'année 1707, le métropolitain Djaković sollicita de l'Empereur l'autorisation de fonder des imprimeries et des écoles, mais sa mort prématurée vint arrêter l'exécution de ses projets. En 1723, le baron de Kalanek, directeur de la Chambre aulique, prescrivit aux Serbes l'établissement d'écoles de divers degrés; Moïse Petrović, coadjuteur du métropolitain Popović, se fit l'écho de ses recommandations auprès du clergé; il fut appuyé par le Congrès de 1730.[1]) La difficulté consistait à se procurer des ressources. Le métropolitain Joanović fit en 1733 les sacrifices nécessaires pour fonder à Karlovci une école latine, dont il confia la direction à des professeurs venus de Kijev;[2]) mais, à la mort de Nena-

[1]) Ce Congrès, tenu à Belgrade, en présence du lieutenant-colonel Gesling, ne s'occupa que des affaires administratives. Nous ne l'avons pas fait figurer dans l'énumération des Congrès que nous avons donnée ci-dessus, mais une traduction des notes rédigées par le commissaire a été insérée par M. Rajković dans le Летопис de 1870-71, n° 113, pp. 294-309. Voy. notamment p. 305, 6e point.

[2]) Voy. ci-dessus p. 170 et Čaplović, *Slavonien,* II, pp. 232-250.

dović, en 1768, cet établissement cessa d'exister. De 1740 à 1750, l'évêque de la Bačka entretint à Novi Sad un collége spirituel (duhovna kolegija) qui disparut faute d'argent. Il suffisait ainsi d'un prélat inintelligent ou avare, pour priver les Serbes des bienfaits de l'instruction. Moïse Putnik, alors qu'il était évêque de la Bačka, créa l'école théologique de Novi Sad; plusieurs hommes distingués durent leur instruction à l'évêque de Temesvár, Joanović Vidak.

Il y avait, en 1780, 413 écoles populaires, dont 373 étaient nouvelles,[1]) mais l'enseignement supérieur n'existait pour ainsi dire pas. Ce fut une des questions qui préoccupèrent les membres du Congrès de 1790; aussi le métropolitain Stratimirović chercha-t-il à fonder à Karlovci un lycée qui eût quelque chance de durée. Un modeste artisan qui avait péniblement amassé une petite fortune, Demètre Anastasievič, tailleur à Karlovci, vint heureusement à son secours. N'ayant pas d'enfants il consentit à donner 10.000 fl. pour le lycée, et en promit 10.000 autres par testament. Son exemple piqua d'honneur ceux qui étaient en état de contribuer au développement national; 90 habitants de Karlovci fournirent une nouvelle somme de 19.000 florins qui forma le premier fonds du lycée. La chancellerie illyrienne en confirma la création à la date du 11 octobre 1791 et le plaça sous le patronage du métropolitain. Le lycée fut en état de fonctionner et, chose étrange, l'enseignement y fut donné non pas en langue serbe, mais en langue allemande. Des écoles secondaires où l'instruction fut donnée en slavo-serbe, en latin et en magyar s'établirent à Szent-Endre, Sombor, Osjek, Irig, Novi Sad, Ruma, Arad et Bečkerek.

L'instruction primaire dut quelques progrès aux réformes introduites en 1776. Le territoire fut divisé en districts scolaires, à la tête de chacun desquels fut placé un inspecteur, mais les maîtres manquaient encore. Pour en former, on organisa trois écoles normales; une à Szent-Endre, pour les Serbes, une autre à Pest, pour les Grecs, la troisième à Arad, pour les Roumains. Il fallait que la métropole de Karlovci pourvût aux besoins des trois peuples, sans qu'elle eût d'autres ressources que les quêtes faites dans les églises, les jours de fête.[2])

---

[1]) Miličević, Историја Педагогије (*Historie de la Pédagogie*). Belgrade, 1871, in-8, p. 524.

[2]) Voy., sur l'état de l'enseignement en 1813, une curieuse lettre d'Uroš Nestorović à Kopitar, insérée au Летопис de 1870-71, pp. 253-293.

Une des causes qui entravèrent le plus le développement de l'instruction populaire fut l'obstination avec laquelle tous ceux qui touchaient de près ou de loin au clergé, voulurent maintenir exclusivement dans les écoles l'ancien idiôme liturgique, que les enfants étaient hors d'état de comprendre. Si le système de Karadžič si bien adapté aux besoins nationaux, avait été introduit dans les écoles dès l'année où parut sa première grammaire, c'est à dire dès l'année 1814, il est probable qu'il n'y aurait plus aujourd'hui un illettré parmi les Serbes; mais la routine l'a emporté sur la science. Aujourd'hui encore, les livres dont le gouvernement autorise l'introduction dans les écoles, sont plus ou moins écrits dans le vieux jargon de l'église et conservent une orthographe barbare, universellement abandonnée par tous ceux qui tiennent une plume.[1]) L'entêtement inconsidéré du parti clérical, dans une question de ce genre, montre combien les Serbes auraient tort de compter sur lui pour la propagation des lumières.

Les écoles serbes sont actuellement régies par le titre IIIe du rescrit du 10 août 1868 combiné avec l'article XXXVIIIe de la loi hongroise de 1868. Aux termes de cette loi, il n'est rien changé aux écoles entretenues par les divers cultes, mais les communes qui en sont dépourvues doivent créer des écoles municipales non-confessionnelles. Les choses sont arrangées de telle sorte que les Magyars peuvent imposer l'emploi de leur langue même dans les écoles primaires; les nationaux sont forcés, s'ils veulent que leurs enfants parlent leur langue maternelle d'entretenir à grand sfrais des écoles confessionnelles.

D'après le rescrit de 1868, chaque communauté serbe est tenue d'avoir une école, quand elle compte au moins 50 enfants. Il n'y a au-dessous de 100 enfants qu'un instituteur; il y en a 2, quand la communauté à de 200 à 300 enfants et ainsi de suite. Les instituteurs sont nommés et payés par la communauté. Leur traitement varie de 200 à 500 florins; il est augmenté de 10% après 10 ans de service et peut s'élever ainsi jusqu'à 600 florins. Les instituteurs jouissent en outre dans un grand nombre de localités d'une certaine étendue de terre, ou, tout au moins, d'un

---

[1]) Nestorović *(loc. cit.,* pp. 259 sq.) exprime déjà le regret de voir la langue vulgaire bannie de l'instruction. Il était impossible d'enseigner les sciences modernes à l'aide du slave liturgique; c'est là ce qui explique l'introduction de l'allemand au gymnase de Karlovci.

jardin; ils doivent être sortis d'une école normale (preparandija) et avoir subi un examen devant le comité scolaire diocésain.

Dans les communes qui ont au moins 2 instituteurs, les garçons et les filles sont divisés.

Nous avons déjà parlé des inspecteurs et des comités auxquels incombe la surveillance des établissements consacrés à l'instruction. L'élément laïque joue, depuis 1870, un rôle prépondérant dans ces comités; quant aux instituteurs ils sont également laïques.

Ils sortent de l'école normale de Sombor, qui a remplacé en 1816 celle de Szent-Endre. Le Congrès de 1871 a d'ailleurs voté la création de deux nouvelles écoles à Gornji Karlovac et à Pakrac.

Les fonctionnaires, ou les comités, préposés à la direction de l'instruction publique doivent veiller à ce que les localités de quelque importance possèdent une école principale (glavna škola) destinée à l'enseignement commercial et industriel. Une école de ce genre compte 4 classes et 4 professeurs, à chacun desquels est alloué un traitement de 600 florins, et 10% en sus, après 10 ans de service.

Au dessus de ces écoles, sont placés les gymnases de Karlovci et de Novi Sad où se font des études secondaires complètes. Les professeurs y sont payés à raison de 800 florins par an, plus 10% après 10 ans.

Tous ces établissements ne reçoivent que des externes, excepté pourtant le gymnase de Karlovci, grâce à la fondation de Stratimirović dont il sera parlé plus loin. La langue de l'enseignement est partout le serbe.

Le clergé possède trois écoles théologiques établies à Karlovci, à Plaški et à Vršac; enfin il existe à Kikinda une école agricole.

Nous avons le regret de ne point posséder de statistique générale des écoles serbes, mais nous trouvons dans l'ouvrage déjà cité de M. Matković [1]) quelques chiffres relatifs à la Croatie et

---

[1]) Malgré la loi sur la séparation de l'église et de l'état, les derniers budgets de la Hongrie mentionnent encore un crédit de 100.000 fl. pour subvention au culte grec-oriental. Le ministère est chargé de la distribution de cette somme qui ne sert pas en réalité à doter les paroisses pauvres, mais est pour le gouvernement une arme politique qu'il tient à conserver.

à la Slavonie. Il y avait dans ces pays, en 1872, 1.056 écoles, savoir 63 écoles principales et 993 écoles primaires. Il y avait, en territoire civil, une école pour 1.950 habitants; en territoire militaire, une école pour 1.515 habitants. Par contre, il y avait, en territoire civil, un élève de l'enseignement secondaire pour 746 habitants, et, dans les Confins, un seulement pour 2.840 habitants, soit près de 4 fois moins. Les écoles grecques-orientales étaient, à la même époque, au nombre de 120, mais ce chiffre eût été plus que doublé si les 459 écoles des Confins n'avaient été presque toutes des écoles non-confessionnelles.

Le gymnase de Karlovci comptait 108 élèves. Sur les 1670 élèves qui fréquentaient les gymnases de Zagreb, de Reka (Fiume), de Varaždin, de Senj, de Požega, d'Osjek et de Gornji-Karlovac, les Serbes peuvent être évalués à 200 au moins.

Nous n'avons point de chiffres exacts pour les comitats hongrois; toutefois nous pouvons dire que le gymnase de Novi Sad compte environ 100 élèves et que les Serbes répartis dans les gymnases catholiques et protestants s'élèvent approximativement à 400. Ce serait donc un total d'environ 800 jeunes gens qui recevraient l'instruction secondaire, soit 1 pour 1.250 individus.

L'école de Sombor avait, en 1872, 64 élèves-maîtres et 16 élèves-maîtresses. Les professeurs étaient au nombre de 4, plus 4 adjoints, une maîtresse chargée de l'enseignement des travaux à l'aiguille et 1 maître-jardinier.

L'école théologique de Plaški avait 10 élèves, celle de Karlovci 9 et celle de Vršac, sauf erreur, 8.

DES FONDATIONS.

Les dépenses afférentes à l'entretien du clergé et des écoles sont acquittées en principe par les communautés intéressées. Cependant les ressources dont les communautés disposent sont fort inégales; les unes peuvent facilement subvenir à tous leurs besoins; les autres, au contraire, doivent recourir aux allocations du trésor commun. Nous allons faire connaître les fondations qui composent ce trésor. Après avoir fait l'inventaire de la fortune nationale proprement dite, nous énumérerons les autres fondations destinées à favoriser le développement de l'instruction publique.

1. Des fonds nationaux.

Jusqu'en 1769, le métropolitain fut de droit l'héritier des évêques, mais le Congrès qui eut lieu cette année introduisit une réforme fort utile. Il permit aux évêques de disposer par testament de la moitié de leur fortune et retint l'autre moitié pour en constituer à l'avenir un fonds national inaliénable (neprikosnoveni narodni fond). Ce fonds s'élevait, en 1813, à 129.996 fl., en 1837, à 616,536 fl., en 1868 à 980.968 fl.

En donnant aux évêques le droit de tester pour la moitié de leur fortune, le Congrès de 1769 réserva les droits de la nation sur cette moitié, pour le cas où les évêques mourraient intestats. Ce fut l'origine du fonds du clergé, devenu depuis par l'addition d'autres ressources, le fonds clérico-scolaire (klerikalno-školski fond). Les revenus en sont appliqués aux dépenses du clergé et des écoles, tandis que ceux du fonds inaliénable servent aux besoins généraux de la nation.

Le fonds clérico-scolaire s'élevait à 194.810 fl. en 1813, à 570.640 fl. en 1837 et à 1.680.782 fl. en 1868.

Des collectes faites par l'évêque de Temesvár Joanović Vidak ont formé le premier noyau du fonds scolaire proprement dit (školski fond).

Le métropolitain Putnik a laissé le premier une certaine somme dont les intérêts devaient être attribués aux étudiants pauvres[1]). Son exemple a été suivi par Anastase Bala, conseiller aulique russe, originaire de Miskoltz, mort en 1820.

Le métropolitain Stratimirović a créé deux fonds différents, l'un destiné sous le nom d'alumneum à subvenir à la nourriture gratuite de 160 etudiants pauvres, l'autre, dont les intérêts doivent être capitalisés, jusqu'au jour où ils suffiront à la reconstruction de la résidence métropolitaine[2]).

Sava Tökölyi, mort en 1843[3]), à laissé à ses compatriotes une fortune considérable dont il a fait deux parts: l'une admi-

---

[1]) Il y a deux fondations qui portent le nom de Putnik; l'une est administrée comme les fonds nationaux, l'autre l'est directement par le métropolitain.

[1]) Cette résidence, brûlée en 1788, n'a pas encore été reconstruite. Le métropolitain habite une maison des plus modestes.

[3]) Voy. ci-dessus p. 163, note 2.

nistrée avec les fonds nationaux est destinée à l'entretien d'élèves serbes dans les écoles militaires; l'autre, gérée par la Matica srpska, doit être employée à des subventions aux élèves des autres écoles.

L'archimandrite Rajić a légué une somme qui devra servir plus tard à la création d'un séminaire. Des particuliers généreux, l'archimandrite Zelić, Pera Božić, Nestor Dimitrijević ont donné ou légué des sommes plus ou moins considérables pour faciliter l'accès des écoles aux étudiants pauvres.

Voici quelle était la situation des fonds nationaux en 1837 et en 1868[1]:

	1837:	1868:
1° Fonds national inaliénable . . fl.	616.536	980.968,52 5/10
2° Fonds clérico-scolaire	570.640	1,680.782,40 6/10
3° Alumneum Stratimirović	58.988	74.598,97 8/10
4° Fonds Stratimirović pour la construction d'un palais archiépiscopal	—	107.653,64 9/10
5° Fonds Sava Tökölyi, créé le 12/24 août 1838 pour l'entretien d'élèves serbes dans les écoles militaires .	—	280.015,26 7/10
6° Fonds Putnik pour les étudiants pauvres	18.933	15.100,03 3/10
7° Fonds Zelić . . . id. . . .	25.688	21.806,85 7/10
8° Fonds Pera Bozić . id. . . .	9.542	13.475,57 5/10
9° Monument de Rajačić	—	1.525,39 5/10
10° Fonds de l'évêché d'Arad . . .	—	9.671,47 8/10
11° Dépots de la Sirmie	28.375	17,839,82 1/10
12° Fonds de l'année 1810	—	7.775,43 8/10
13° Fonds Rajić pour la création d'un séminaire	1.148	2.108,99 6/10
14° Fonds Nestor Dimitrijević, légué le 10/22 janvier 1856 pour les étudiants pauvres	—	46.859,47 6/10
A reporter . .	1,329.850	3,260.181,89 4/10

[1]) Nous extrayons les chiffres de 1837 du Летопис, n° 107, pp. 78 sq., et ceux de 1868 de la *Zastava* du 23 janvier/4 février 1870. Nous donnons le tableau tel qu'il se trouve dans le document publié en 1870, sans rien changer à l'ordre assez singulier dans lequel les fonds y sont rangés.

	1837:	1868:
Report . . fl.	1,329.850	3,260.181,89 4/10
15° Fonds scolaire	—	143.340,27 5/10
16° Fonds de retraite des instituteurs	—	40.093,60 5/10
17° Fonds de l'école normale d'Arad .	—	4.116,87 5/10
18° Fonds Bala pour les étudiants pauvres	(?)	28.365,13
19° Fonds de l'évêque E. Avakumović	6.260	—
20° Autre fonds du même	15.382	—
21° Divers	57.563	—
Total . . . fl.	1,409.055	3,476.097,77 9/10

Jusqu'en 1865, le métropolitain administra les fonds nationaux comme il l'entendit. Il était d'usage qu'il en fît des placements hypothécaires à 6%, taux fort modéré en Hongrie, et, sur ce revenu, 1% lui était bonifié pour frais de régie. Le Congrès de 1865 constata combien l'absence de contrôle était préjudiciable à l'intérêt commun, et décréta l'établissement d'une administration spéciale destinée sinon à surveiller le patriarche du moins à l'aider dans des opérations délicates. L'expérience a montré que le nouveau système était encore insuffisant. En effet, malgré le soin apparent avec lequel Maširević a tenu compte, dans le tableau qui précède, des moindres fractions de kreuzers, on y reconnaît au premier coup d'œil une comptabilité peu régulière. Il s'est dispensé, par exemple, d'indiquer la situation de plusieurs des fonds gérés par lui, en sorte qu'il n'est même pas possible de savoir s'ils n'ont pas disparu dans des spéculations malheureuses.

La réforme prescrite par le Congrès de 1871 [1]) est devenue ainsi des plus urgentes et l'importance que les Serbes y attachent paraît seule avoir décidé le gouvernement à la repousser. Le Cabinet de Pest voit avec inquiétude les efforts déployés par les nationaux pour amasser des ressources qui leur permettraient tout au moins de donner à leurs enfants l'instruction qu'ils jugent la meilleure. Tandis que les Serbes épargnent le plus qu'ils peuvent dans le présent, afin d'augmenter la fortune dont ils disposeront dans l'avenir, les Magyars cherchent mille moyens pour l'empêcher de s'accroître.

Le 2 novembre 1872, les Roumains ont été mis en posses-

[1]) Voy. ci-dessus, p. 329.

sion des sommes que les Serbes ont consenti à leur céder. Ils ont touché 300.000 fl. sur les fonds inaliénable, plus 23.200 fl. pour les intérêts du 1er juillet 1871 au 1er novembre 1872. Les fonds du diocèse et de l'école normale d'Arad leur ont été abandonnés également, mais ces fonds, au lieu d'avoir augmenté depuis 1868, présentaient au contraire une diminution; ils ne s'élevaient plus, le premier qu' à 8.150 fl., 22 kr., le second qu' à 2.023 fl., 68 kr. Des faits semblables peuvent donner sérieusement à réfléchir sur l'administration de Maširević [1]).

2. Des fondations particulières.

Le métropolitain a été chargé par divers donateurs ou testateurs d'administrer à titre particulier, certaines fondations dues à leur générosité. Voici la liste de celles de ces fondations sur lesquelles nous avons pu nous procurer des renseignements. Nous croyons que ce ne sont pas les seules qui existent.

1° Fonds Putnik, pour subventions aux étudiants; il se montait, en 1868, à	26.273 fl.
2° Fonds Pierre Dodjić (même destination), en 1868:	17.262 „
3° Fonds André Gvoždanović (id.); il se montait à l'origine à 29.861 fl., 36 kr. d'argent, soit environ [2])	32.840 „
4° Fonds donné par Jean Trandafil et Marie Nikolić, sa femme, pour subventions aux hautes études .	120.000 „
Ensemble: . . .	196.375 fl.

La communauté de Novi Sad gère les fondations suivantes, toutes destinées à subvenir aux besoins des étudiants pauvres:

1° Fonds Srbicki légué en 1772: 60.000 fl. d'argent, soit environ	66.000 fl.
2° Fonds Luc Milanković, légué en 1857	50.000 „
3° Fonds Marie Petrović	25.000 „
4° Fonds Mihajlović	20.000 „
Ensemble . . .	161.000 fl.

[1]) Les fonds en question ne comprenant que des créances hypothécaires, on ne peut expliquer la diminution par une baisse des fonds publics.

[2]) André Gvoždanović, mort en 1835, était major autrichien. D'après son testament, les fonds légués par lui sont administrés de concert par le métropolitain et le ministre de la guerre à Vienne.

La Matica srpska dispose d'un fonds qui lui appartient en propre; elle administre en outre diverses fondations énumérées ci-après: [1])

1° Fonds de la Matica	fl. 105,067,76 1/3
2° Fonds Jean Nako de Nagy-Szent-Miklós (pour encouragements littéraires)	19.412,15
3° Fonds Hadži Ristić (pour la publication d'une bibliothèque populaire)	1.000, „
4° Fonds Sava Tökölyi, institué le 1er/13 août 1842, pour subventions aux étudiants pauvres; il se montait alors à 184.910 fl. d'argent; aujourd'hui	347.924,98 1/3
5° Fonds Paul Jovanović institué en 1851 (même destination)	36.806,10 1/6
6° Fonds Pierre Kostić institué en 1865 (id.) .	30.997,90
7° Fonds Élie Kolarac (pour la fondation d'une faculté de droit)	3.570,95
8° Fonds pour le monument de Karadžić . . .	692,43
Ensemble . .	fl. 545.472,27 5/6

Enfin des particuliers gèrent les fondations suivantes destinées à l'entretien des étudiants:

1° Fonds de la baronne Jović	50.400 fl.
2° Fonds Jean Srbinac	2.880 „
Ensemble . . .	53.280 fl.

Les fondations faites en faveur des étudiants pauvres, s'élèvent ainsi à un total de 1,306.605 fl. 30 1/10 kr., somme uniquement dûe à la bienfaisance privée.

3. De la fortune des communautés.

Il faudrait, pour compléter ce tableau, dresser un inventaire de tous les biens appartenant aux communautés. Ce sont les églises, les maisons d'école, puis tous les biens meubles ou immeubles provenant soit des cotisations annuelles, soit de donations ou de legs. Il y a des communautés qui disposent de véritables richesses, par exemple celles de Sombor et de Kikinda. La communauté de Temesvár est en possession d'immeubles qui peuvent re-

[1]) Преглед стања фондова под управом Матице српске при свршетку године 1872.; *(Situation des fonds administrés par la Matica srpska, à la fin de l'année 1872).* Novi Sad, 1873, in-8.

présenter un capital de 600.000 fl., celle de Pest est propriétaire d'un fonds scolaire qui se monte actuellement à 151.377 fl. 96 kr., mais dont les Roumains poursuivent le partage (sans compter 8.739 fl. 90 kr. qui appartiennent en propre à ces derniers). Diverses écoles situées dans des villes ou dans des villages jouissent également de petites fondations, dont il serait à désirer que le nombre pût s'accroître.[1])

DES ASSOCIATIONS.

Les Serbes ont depuis longtemps compris que, ne pouvant espérer aucune assistance de la part de l'État, le seul moyen qu'ils aient de conserver leur nationalité au milieu des peuples divers qui les entourent est de recourir à l'association. Nous n'insisterons pas ici sur les sociétés ayant un caractère purement commercial ou économique, bien que les Serbes aient la part principale dans plusieurs d'entre elles, dans les banques commerciales de Novi Sad et de Vršac, dans la banque populaire de Pančevo, etc.; nous nous bornerons à donner quelques renseignements sur les societés qui contribuent à leur développement moral.

La plus ancienne des sociétés dont nous ayons à nous occuper est la Matica srpska, dont nous avons déjà raconté la fondation.[2]) Il fallait primitivement, pour en devenir membre, verser, une fois pour toutes, la somme de 40 florins, et l'association ne se développa que lentement. Le nombre de ses membres, inscrits de 1826 à 1864, ne dépasse pas 209, mais plusieurs, d'entre eux lui ont fait des dons importants, en particulier Jean de Furlok, qui lui a donné, en 1853, 10.000 fl.

Jusqu'en 1864, la Matica eut son siége à Pest mais il devint évident à cette époque qu'elle ne pouvait s'y développer avec avantage. Le comité de direction parvint alors, non sans peine, à transporter le siége de la société à Novi Sad. Il fit voter à cette occasion, une modification du réglement qui eut d'heureuses conséquences. La cotisation des membres fut portée à 50 florins, mais put être acquittée en 5 années par cinquièmes. Grâce à cette

---

[1]) Plusieurs de ces fondations sont indiquées dans le *Schematismus* de 1846-1847.

[2]) Voy. ci-dessus, pp. 194 sq. La fondation est du 14 janvier 1826, le règlement fut approuvé par le gouvernement à la date du 13 décembre 1836.

mesure les adhésions nouvelles se sont élevées, de 1864 à 1872, au chiffre de 412. Pour augmenter son capital, et faire l'acquisition d'une maison à Novi Sad, la Matica a prélevé un tantième sur les revenus des fonds confiés à son administration. C'est ainsi que son capital a pu atteindre le total de 105.067 fl. 76$^1/_3$ kr.

Depuis 1826, la société a fait paraître à peu près régulièrement le Letopis srpski, dont Georges Magarašević avait entrepris la publication l'année précédente. De 1826 à 1834 il y a eu chaque année 4 fascicules de ce recueil; de 1837 à 1848, il en a paru 2 chaque année, puis un en 1848; de 1850 à 1863 la publication est redevenue semestrielle; elle n'a plus été faite qu'une fois par an de 1864 à 1866, et, depuis lors, elle ne se poursuit qu'à des époques irrégulières. Le volume de 1873 porte le n° 115. L'intervalle qui a séparé les uns des autres les derniers fascicules du Letopis n'a pas nui à leur intérêt. Nous pouvons affirmer que la valeur historique et littéraire de cette collection augmente au contraire d'année en année.[1])

Le secrétaire de la Matica préside à la rédaction du Letopis et revoit les articles qui doivent y être insérés. Voici la liste des écrivains qui ont occupé ce poste depuis l'origine.

1826 Georges Magarašević;
1831 Jean Hadžić (Miloš Svetić);
1832 Paul Stamatović;
1833 Théodore Pavlović;
1842 Jean Subotić;
1848 Siméon Filipović;
1850 Jacques Ignjatović;
1858 Jean Gjorgjević;
1860 Antoine Hadžić;
1872 Jean Bosković.

En dehors du Letopis il a été publié sous la même rédaction, du mois d'octobre 1865 à la fin de juin 1870, un journal littéraire qui contenait des articles de moindre importance et paraissait trois fois par mois, sous le titre de Matica.[2]) La diversité des journaux du même genre dûs à l'initiative des particuliers a

---

[1]) Le nouveau réglement voté par l'assemblée générale du 2 septembre 1863 est reproduit au Летопис de 1864, n° 109, pp. 182-195.

[2]) La *Matica* possédait à la fin de 1872 un stock de livres représentant une valeur de plus de 14.000 fl.

fait penser que les ressources de l'association pourraient être plus utilement employées.

Depuis 1828, divers ouvrages ont été imprimés aux frais de la Matica. Ces publications forment aujourd'hui 21 volumes. La première est une traduction du Zadig de Voltaire, par P. Berić (1828), la dernière est le Tome Ier des Œuvres (Дела) de Jacques Ignjatović (1873).

La fondation de Jean Nako permet à la Matica de décerner un ou plusieurs prix à des mémoires écrits sur des questions qu'elle met au concours ou à d'autres publications qu'elle en juge dignes. Elle sert aussi à donner des subventions aux éditeurs d'ouvrages utiles. La somme dépensée de ce chef, en 1872, a été de 3.150 fl.

Ce qui assure une grande influence à l'association ce sont les fondations dont l'administration lui a été confiée par Sava Tökölyi et Paul Jovanović. Les étudiants entretenus sur les fonds de Tökölyi sont logés gratuitement dans une maison de Pest qui dépend de la succession du généreux donateur; ils reçoivent en outre une pension mensuelle de 25 à 30 fl. Le fonds Jovanović est destiné à de jeunes gens qui doivent étudier à Vienne ou à Prague.

Enfin la Matica est pour ceux de ses membres qui résident à Novi Sad un lieu de réunion très-fréquenté. Ils y trouvent une bibliothèque considérable qui doit à Tökölyi seul 4.000 ouvrages.

A côté de la Matica, nous devons parler de la Société du Théâtre national (Društvo za srpsko narodno Pozorište), dont l'histoire est plus intéressantes.

Avant 1860, il n'y avait pas chez les Serbes de théâtre régulièrement organisé; de temps en temps des amateurs arrangeaient des représentations et jouaient comme ils pouvaient; mais il n'y avait pas d'artistes de profession. Le cercle littéraire (čitaonica) établi à Novi Sad en 1859, s'occupa de réunir des adhésions en vue de fonder une société dramatique, dont Jean Gjorgjević, ancien secrétaire de la Matica, devenu rédacteur du Srpski Dnevnik ne cessait de démontrer l'utilité. La première réunion de la société eut lieu à Novi Sad au mois de mai 1862, mais il fallut encore deux ans pour que sa constitution fût définitive.[1])

---

[1]) En Serbie la première idée du théâtre national date de 1852. On commença dès cette époque à réunir des souscriptions pour cette œuvre

Quelques Serbes avaient été employés comme figurants par une petite troupe allemande qui jouait à Srpski Čanad; ils eurent le goût de suivre la carrière du théâtre. Ils donnèrent, en 1860, des représentations à Nagy-Szent-Miklós, à Török-Becse, puis à Novi Sad et à Zemun, et furent les premiers artistes nationaux. Le théâtre de Novi Sad fut ouvert en 1861, sans le secours d'aucun élément étranger. Depuis lors, il a fonctionné régulièrement. Les représentations ont lieu à Novi Sad du 1er décembre au 15 avril; pendant le reste du temps, les acteurs jouent dans les autres villes habitées par les Serbes.[1]) Les premiers sujets touchent de 70 à 90 fl. par mois, ce qui est un traitement assez modeste. Malgré la faible rémunération qui leur est accordée, les dépenses du théâtre atteignent de 25 à 30.000 fl., par an, tandisque les recettes ne dépassent pas 20.000 fl. La Société a grand'peine à couvrir le déficit, vu que son capital actuel n'est que de 17.000 fl. Elle vient d'adresser un appel pressant à la générosité du peuple serbe (mars 1874). Le Congrès national de 1871 avait voté pour le théâtre une subvention annuelle de 3.000 fl.; jusqu'à présent cette décision n'a pas reçu l'approbation ministérielle.

Le membre le plus actif de la Société du Théâtre est M. Antoine Hadžić, ancien secrétaire de la Matica, qui, depuis 1872, publie un journal intitulé Pozorište (Le Théâtre). Ce journal paraît à Novi Sad tous les jours de représentation et donne le programme du spectacle, en même temps que des pièces inédites et des articles très-variés et très-instructifs.

Les deux sociétés dont nous venons de parler ont rendu et devront encore rendre dans l'avenir les plus grands services à la

---

patriotique, mais le Comité pour le théâtre permanent de Belgrade *(Odbor za stalno srpsko pozorište u Beogradu)* ne fut réellement fondé qu'en 1862. Grâce aux dons généreux du prince Michel, il possédait en 1868 un capital de 12.000 ducats; l'État y ajouta une subvention de 7.000 ducats qui permit de construire une salle élégante, dont l'architecte Bugarski a fourni les plans.

Le théâtre croate fut créé à la même époque. Jusqu'alors Zagreb n'avait eu qu'un théâtre allemand. Depuis 1873, il existe deux autres théâtres serbo-croates, l'un à Varaždin, l'autre à Cetinje.

Nous renverrons pour les détails de l'histoire dramatique des Serbes aux articles insérés dans le Позориште de Novi Sad (1873-1874).

[1]) En 1872, il y a eu des représentations à Vinkovci, Ruma, Mitrovica, Pančevo, Bela Crkva, Vršac, Veliki Bečkerek, Velika Kikinda, Stari Bečej et Szent-Tamás.

cause nationale. Elles ont spécialement pour objet la culture intellectuelle des Serbes; l'Association de la jeunesse (Omladina srpska) a voulu poursuivre, à des points de vue divers, leur développement moral et social.

On connaît déjà l'origine de l'Omladina; ce ne fut d'abord qu'une réunion d'étudiants,[1]) mais dès l'année 1867, elle eut des adhérents dans tous les pays serbes et prit une réelle importance politique. Il suffisait pour en devenir membre de payer une cotisation annuelle de 2 florins. Les sommes ainsi versées servirent à la publication d'un annuaire (Omladinski Kalendar), d'un bulletin contenant le compte-rendu des réunions annuelles (Omladinska Zajednica), enfin d'un journal politique paraissant tous les dix jours, la Mlada Srbadija (La jeune Serbie). L'association se proposait en outre d'éditer à ses frais divers ouvrages d'intérêt général; elle commença, en 1870, la publication d'un Dictionnaire politique (Politični Rečnik) rédigé par M. Vladimir Jovanovič.

L'Omladina tint sa première assemblée générale à Novi Sad en 1866; le seconde, convoquée à Belgrade en 1867, fut dissoute par le gouvernement de la Principauté; la troisième eut lieu à Veliki Bečkerek en 1868 et la quatrième, à Velika Kikinda, en 1869. L'association comptait alors environ 5.000 membres; elle était en pleine prospérité, quand la défiance du Cabinet de Pest, les obstacles de tout genre opposés à ses réunions, lui portèrent le coup de mort. Elle eut encore deux assemblées générales, mais dut suspendre ses publications à partir de l'année 1871, en sorte qu'il ne parut que deux livraisons du Dictionnaire de Jovanović. Le gouvernement voulut exiger que l'Omladina cessât d'employer le mot union (zajednica), qui lui paraissait renfermer la menace d'un grand empire serbe. Le comité de l'association refusa de se plier à cette exigence; il transporta son siége à Belgrade et continua la rédaction de la Mlada Serbadija, qui se vit interdire l'entrée du territoire hongrois (1872). De guerre lasse, ce journal a cessé de paraître en 1873, mais les idées qu'il propageait n'ont point perdu de leur influence. Il est possible même que, dans l'imagination du vulgaire, l'Omladina corresponde aujourd'hui à des tendances très éloignées du but pacifique des fondateurs. Jean Krstić, Lazare Kostić, Antoine Hadžić et les

---

[1]) Voy. ci-dessus, pp. 305 sq.

autres écrivains qui y occupaient la première place se sont fondus dans les rangs de l'opposition nationale.

La disparition de l'Omladina peut être considérée par les Serbes comme une perte sérieuse. En dehors des études économiques et sociales auxquelles elle voulait se livrer, elle devait contribuer à répandre l'instruction générale chez les Slaves du sud.

Les Serbes n'ont pas encore de sociétés comme il en existe chez les Bohèmes, chez les Slovènes et ailleurs, pour la diffusion des livres populaires. Ces sociétés n'ont pas pour but de développer une littérature savante, mais seulement de faire circuler des livres à la portée de tous. La cotisation annuelle a été réduite à la somme la plus minime et, grâce au bénéfice de l'association, elle suffit pour assurer à chaque souscripteur un exemplaire de tous les ouvrages édités à frais communs.[1]) Il est clair qu'une institution semblable rendrait de grands services aux Serbes, sans nuire aux travaux plus relevés de la Matica. L'Omladina aurait pu combler cette lacune.

Les Serbes de Hongrie profitent des publications faites par la Société scientifique de Belgrade (Srpsko učeno Društvo), par l'Académie des Slaves du Sud (Jugoslavenska Akademija) et la Matica illyrienne (Matica ilirska) de Zagreb, enfin par la Matica dalmate (Matica dalmatinska); ils ont eux-mêmes quelques autres sociétés, dont l'action est toute locale, ce sont les sociétés de lecture (čitaonice). Les étudiants serbes de Vienne ont fondé en 1868 une réunion appelée Zora (l'Aurore), qui a servi de type à diverses réunions du même genre; il s'en trouve à Pest, à Novi Sad, à Karlovci, à Sombor, à Szeged, etc.

Les Orphéons (Pevačke Družine) créés dans une foule de villes et de villages méritent aussi une mention. Nous avons entendu citer avec éloge l'Érable (Javor) de Vukovar et le Rossignol (Slavuj) de Petrinja.

---

[1]) La Fondation de Saint Jean *(Dědictví Sv. Jana)*, en Bohème compte plus de 30.000 membres, ayant versé une fois pour toutes 10 fl.; la Fondation des Enfants *(Dědictví Maličkých)* a 50.000 souscripteurs à 2 fl. par an; celle des Saints Cyrille et Méthode *(Dědictví Sv. Cirilla a Metoda)* en a 20.000, ayant payé chacun 10 fl.; la Fondation populaire *(Matice Lidu)* a 60.000 souscripteurs, versant 1 fl. par an. De même la Matica slovène réunit actuellement 2.123 membres taxés à 2 fl. par an. La Société de Saint Mohor *(Društví Sv. Mohora)* à Celovec (Klagenfurt) compte environ 10.000 souscripteurs à 1 fl.

DES JOURNAUX.[1]

Au milieu de l'année 1791, Étienne Novaković fit paraître à Vienne le premier journal serbe, les Serbskija Noviny. Il publia deux numéros par semaine, composés chacun de 2 feuilles in-4 à 2 colonnes. En 1793, le titre fut changé en celui de Slavenno-Serbskija Vjedomosti (Les Nouvelles slavo-serbes), mais le journal cessa de paraître dans le courant de 1794.

L'exemple de Novaković n'eut pas d'imitateurs avant 1813. A cette époque, Démètre Davidović et Démètre Frušić fondèrent à Vienne un nouvel organe bi-hebdomadaire, les Novine Srbske (Les Nouvelles serbes). Davidović resta seul à la tête de l'entreprise, à partir du 23 mai 1816 et la continua jusqu'au 14 février 1822. Il y eut alors un second intervalle pendant lequel les Serbes furent privés de toute publication périodique. La création des Ljetopisi Serbske, en 1825, marqua le commencement d'une ère plus favorable.[2])

Encouragé par le succès du Letopis, Paul Stamatović voulut en faire une imitation. En 1830, il créa la Serbska Pčela (L'Abeille serbe), dont il livra au public un volume chaque année. En 1839, ce recueil fut transféré de Bude à Novi Sad, mais il fut abandonné brusquement en 1841.

La Serbie n'avait pas encore de journaux. Démètre Isajlović tenta de lui donner une feuille politique et en fit imprimer un spécimen en 1832, mais ce ne fut que deux ans plus tard que furent fondées les Novine srbske, gazette officielle de la Principauté. Publié d'abord à Kragujevac, puis transporté à Belgrade en 1835, ce journal ne se composa que d'une feuille in-4 et ne parut qu'une fois par semaine; Démètre Davidović (1834-1836), Démètre Isajlović (1837) et Vladislas Stojadinović (1838-1841) en furent les premiers rédacteurs. Ce dernier y ajouta, en 1840, un supplément littéraire; ses successeurs P. A. Popović et Georges J. Petrović, adoptèrent le format in-folio en même temps qu'ils publièrent deux numéros par semaine (1842). Miloš Popović, qui garda la

---

[1]) Nous avons pour guide dans cette histoire de la presse serbe la *Bibliographie* de M. Novaković et les suppléments de 1868 à 1871 insérés par lui au Гласник T. XXVIe, XXVIIe, XXXIe et XXXVe. Nous y avons fait entrer les journaux serbes publiés dans la Principauté, parce que ces journaux ont en Hongrie de nombreux lecteurs.

[2]) Voy. ci-dessus, pp. 195 sq. et 446 sqq.

direction des Novine de 1843 à 1858, changea tout d'abord leur titre en celui de Srbske Novine et donna au supplément littéraire le nom de Podunavka (La Danubienne). Cette feuille accessoire se maintint de 1843 à 1847, mais disparut au milieu des préoccupations de l'année 1848. Lorsque les esprits furent calmés, on aima mieux élargir le cadre du journal que d'y adjoindre un supplément; les Novine parurent alors trois fois par semaine. Des mains de Popović elles passèrent dans celles de Vladimir Jovanović et de Stojan Bošković (1859); après un court intervalle, pendant lequel elles furent confiées à Milan G. Milićević, Stojan Bošković en fut seul rédacteur (1861-1862). A cette époque, Jean Balaicki prit la direction du journal qui, depuis 1872, est devenu quotidien.

Les Serbes de Hongrie eurent, en 1835, un nouvel organe politique hebdomadaire. Théodore Pavlović fit paraître à Bude le Srbskij narodnyi List (La Feuille nationale serbe), qu'il interrompit l'année suivante, mais reprit en 1837, en même temps que le Letopis. En 1838, Pavlović introduisit dans sa publication des modifications, qui en firent en quelque sorte la contre-partie des Ilirske narodne Novine de Gaj; il eut une feuille bi-hebdomadaire, les Srbske narodne Novine et une feuille hebdomadaire, analogue à la Danica, le Serpskij narodnyi List (1838). Ces deux journaux durèrent jusqu'en 1847.

En 1838, un almanach, fondé depuis deux ans à Gornji Karlovac par Théodore Petranović, se transforma en recueil littéraire sous le titre de Ljubitelj prosvješenija: Srbsko-Dalmatinskij Magazin (L'Ami de l'instruction: Magasin serbo-dalmate) et parut à Zadar (Zara) en un volume in-8. Après avoir été imprimé à Dubrovnik (Raguse) et à Zagreb, le Magasin est revenu à Zadar. Les rédacteurs successifs ont été Théodore Petranović, Georges Nikolajević et Gerasim Petranović.

En 1842, Démètre Pavlović créa le Courrier de Pest-Bude (Peštansko-Budimskij Skoroteča), organe bi-hebdomadaire, qui se maintint jusqu'en 1844. Ce fut le premier journal où l'on inséra des articles écrits avec l'orthographe de Karadžić.

Pendant les années 1843 et 1844, une feuille imprimée en serbe et en allemand, le Srbskij Ulak (le Courrier serbe) fut répandue en Hongrie, mais nous ne connaissons ni le nom du rédacteur, ni même le lieu de la publication.

La Serbie avait depuis 13 ans un journal officiel, quand un

particulier résolut de la doter d'un organe privé. Paul Arsène Popović fonda les Novine Čitališta beogradskoga (Les Nouvelles du Cabinet de lecture de Belgrade), qui parurent une fois par semaine en 2 feuilles in-4 (1847). Malgré un début aussi modeste, le succès dépassa les espérances de Popović; dès le n° 16, il dut tirer son journal à 1.250 exemplaires; c'est alors qu'il céda la rédaction à Pierre A. Radovanović.

L'année 1847 fut marquée par la publication du Bulletin de la Société des sciences de Belgrade (Glasnik Društva srbske slovenosti, à partir de 1865, Glasnik srpskog učenog Društva), publication qui fut interrompue en 1848, mais s'est régulièrement continuée depuis. Cette collection, très-précieuse pour l'histoire et la littérature serbes forme aujourd'hui 39 volumes in-8, dont le dernier a paru à la fin de 1873. La société a commencé en 1868 une collection de Matériaux pour l'histoire moderne des Serbes (Gradja za noviju srpsku istoriju) qui compte déjà 5 volumes.

L'année 1848 vit paraître et disparaître plusieurs journaux. Les Narodne Novine et le Narodnyi List de Théodore Pavlović, les Novine Čitališta beogradskoga furent emportées par la tourmente. A leur place surgit le Vjestnik (Messager), feuille bi-hebdomadaire successivement imprimée à Pest, à Novi Sad, à Karlovci, où elle devint l'organe du Comité central, puis à Zemun et dont Constantin Bogdanović fut le rédacteur. Le titre de ce journal fut changé, l'année suivante, en celui de Messager de la Voïévodine de Serbie (Vjestnik Vojvodstva Serbije).

Le Vjestnik représentait les idées du Patriarche et du parti clérical; les jeunes gens qui appartenaient à l'opinion libérale voulurent avoir aussi un journal. Ils créèrent le Napredak (Le Progrès), qui parut à Karlovci deux fois par semaine et fut rédigé par Daniel Medaković et par une société appelée Société du Progrès.

A Belgrade, Serge Nikolić fonda les Prosvetne Novine (Les Nouvelles universelles) et le Državo-Narodnyi Pratioc (Le Compagnon national), mais ne put en assurer l'existence.

En 1850, tous les journaux politiques dont nous venons de parler avaient disparu, victimes de l'interdiction générale prononcée contre eux par le gouvernement autrichien; il ne resta plus que les Novine srbske à Belgrade. Une région de la Prin-

cipauté donna son nom à une feuille hebdomadaire la Šumadinka, que Ljubomir P. Nenadović redigea jusqu'en 1865 dans la même ville. Daniel Medaković fit paraître à Zemun, trois fois par semaine, le Pozornik Vojvodine Srbije (Revue de la Voïévodine de Serbie), qui fut pendant un an le seul organe serbe de la Hongrie. Le Pozornik prit, en 1851, le titre de Vojvodjanka, tandis que Cyrille Starčević faisait paraître, également à Zemun, le Srbskij narodnyi Vjestnik (Le Messager national serbe), qui dura jusqu'en 1852.

Ainsi, dans les Confins militaires, les Serbes pouvaient avoir un ou deux journaux tandis que, dans la Voïévodine, toute publication périodique leur était défendue. Telle était l'administration bienfaisante dont ils étaient redevables à une faveur particulière du souverain!

En 1852, le gouvernement se relacha quelque peu de ses rigueurs; Medaković put transporter ses presses à Novi Sad qui devint le centre politique et littéraire des Serbes de Hongrie. La Vojvodjanka prit alors le nom de Srpski Dnevnik (Journal serbe) et parut deux fois par semaine. L'éditeur y ajouta un „journal instructif et amusant" la Sedmica (La Semaine). Miloš Lazarević tenta vainement d'assurer à Zemun une place à côté de Novi Sad; il reprit, en 1853, le Srbskij narodnyi Vjestnik fondé deux ans auparavant par Starčević, mais ne parvint pas à le soutenir.

La capitale de la Voïévodine, Temesvár, eut pendant quelque temps un journal, le Svetovid (L'Universel), mais le rédacteur, Alexandre Andrić, trouva plus avantageux de s'établir à Vienne. Le Svetovid y parut régulièrement deux fois par semaine jusqu'en 1859, époque à laquelle Andrić alla l'imprimer à Belgrade. Il n'en cessa la publication qu'en 1870.[1])

Un professeur de Novi Sad Démètre Petrović, entreprit en 1855, la rédaction d'une feuille économique, industrielle et commerciale, le Ratar (Le Laboureur), mais le terrain n'était pas assez bien préparé pour un organe de ce genre; il ne tarda pas à y renoncer.

Zemun posséda de nouveau, en 1856, une petite feuille heb-

---

[1]) Andrić commença à Belgrade, en 1865, la publication d'un journal bulgare, le *Vostok* (l'Orient); il en a fait un journal serbo-bulgare, qu'il rédige à Bucarest depuis 1870.

domadaire, la Podunavka (La Danubienne), qui se continua pendant trois ans. La même année fut créé le Journal d'annonces de la Principauté de Serbie (Zvanične Novine Knjažestva Srbije) qui parut jusqu'en 1860.

Les trois années qui suivent sont peu importantes pour l'histoire de la presse serbe. En 1858, Georges Maletić publie à Belgrade un journal de vulgarisation scientifique le Rodoljubac (Le Patriote), mais il ne parvient pas à le soutenir au-delà de quelques mois. Plus heureux que lui, Georges Rajković fonde à Novi Sad la feuille scolaire (Školski List) qu'il redige jusqu'en 1863. Cette feuille passe alors sous la direction de Georges Natošević qui la transporte à Bude; puis sous celle de Georges Vukičević qui la fait paraître à Sombor (1866-1869).

En 1859, la Sedmica est abandonnée, mais, dès l'année suivante on voit paraître à Novi Sad la Danica (L'Étoile du matin), feuille littéraire, dont l'éditeur, Georges Popović, emprunte le titre à Louis Gaj. La Danica publie trois numéros par mois. Les lecteurs auxquels s'adressent les journaux serbes sont chaque année plus nombreux, mais ils ne sont pas encore en état de faire les frais de ce qu'on appelle une revue. Émile Čakra publie à Novi Sad quelques fascicules d'une Revue slave (Slavenka); il est bientôt obligé de l'interrompre (1860).

L'année 1861 est plus féconde; elle produit à Belgrade le Vidov Dan (Le Jour de Saint Guy),[1]) qui paraît trois fois par semaine, puis tous les jours, à partir de 1867, et dont Miloš Popović, ancien rédacteur des Srbske Novine continue aujourd'hui encore la publication. Milan Milovuk fonde les Trgovačke Novine (Journal du commerce) feuille hebdomadaire, mais il ne peut les poursuivre au-delà de 1863. Pierre Ninković fait paraître à Novi Sad le Serbobran (Défenseur des Serbes), organe politique hebdomadaire qu'il rédige jusqu'en 1867. Un calendrier qu'Andrić avait publié de 1846 à 1848, le Zimzelen (La Pervenche) reparaît, sous forme de supplément au Svetovid; il est bientôt après interrompu, mais il recommence, dans les mêmes conditions de 1867 à 1869. En même temps, prend naissance le Komarac (Le Moucheron), feuille satirique imprimée à Novi Sad

[1]) C'est le jour de la Saint Guy (15 juin) que l'empire serbe fut anéanti à Kosovo (1389); néanmoins, comme le mot *vidov* peut être également dérivé de *vid* (lumière), les Serbes emploient l'expression de *Vidov Dan* pour désigner le *jour de la lumière,* le jour de leur resurrection future.

et rédigée successivement par Jean Jovanović et Georges Rajković (1861-1862), Aca Popović Zub (1863), Lazare Telečki (1865-1866). Le Komarac est interrompu en 1867, mais repris par Jean Grujić (1868); Jean Beogradac s'en occupe en 1869, mais l'abandonne au bout de quelques mois.

La Srbska Narodnost (La Nationalité serbe), journal bihebdomadaire fondé en 1862 à Belgrade par Étienne Kaćanski, ne fait guère que paraître et disparaître. Une gazette mensuelle créée à Novi Sad, la même année, par Jean Popović, le Javor (L'Érable) n'est pas beaucoup plus heureuse; elle ne se maintient, que jusqu'en 1863. Le Domišljan (Le Donneur de bons conseils), feuille morale rédigée à Novi Sad par Svetozar Stojadinović, se publie régulièrement de 1862 à 1863, puis est continué de 1866 à 1868. Le Seljak (Le Villageois), organe économique, commercial et industriel, orné d'illustrations, voit le jour à Belgrade; Georges Radić le dirige de 1862 à 1869.

En 1863, Georges Rajković, Jacques Ignjatović, Georges Natošević et Émile Čakra publient à Novi Sad un journal de voyages le Putnik (Voyageur). Rajković, toujours prêt à tenter de nouvelles entreprises, lance un numéro spécimen d'un feuille satirique, Humorista, mais ces deux essais sont infructueux.

La première revue militaire serbe, le Vojin (Guerrier), rédigé par Dragašević, fait son apparition à Belgrade en 1864; elle se continue par fascicule mensuel jusqu'en 1870. Deux journaux satiriques, le Zmaj (Le Dragon) et la Zolja (La Guèpe) se disputent alors le succès. Le Zmaj, où Jean Jovanović écrit de piquants articles, paraît à Pest deux fois par mois; il est continué avec plus ou moins de régularité jusqu'en 1870; il est transporté à Vienne, l'année suivante, par Jean Manojlović, mais ne parvient pas à y vivre. La Zolja, publiée à Novi Sad par Constantin Trumić, ne fournit pas une aussi longue carrière; elle est emportée dès l'année 1865.

Jean Hadžić Svetić commence en 1864, à Novi Sad, la publication d'une revue littéraire, l'Ogledalo srbsko (Le Miroir serbe), mais, cette œuvre sénile n'ayant pas le succès qu'il en attendait, il ne tarde à y renoncer.

En 1865, Vladimir Jovanović, l'un des membres les plus actifs du parti radical serbe, crée à Genève un journal franco-serbe la Sloboda (La Liberté), destiné à combattre le ministère Hristić-Garašanin. Cette feuille, dont l'introduction sur le territoire

de la Principauté, est aussitôt interdite, n'a qu'une durée éphémère. A Belgrade, Stojan Novaković fait paraître la Vila, revue littéraire hebdomadaire, qu'il poursuit jusqu'en 1868. A côté de la Vila, se développe la Ruža (La Rose), feuille hebdomadaire, littéraire et satirique, rédigée, à Belgrade, par Michel Georges Ćeleševič et continuée par lui jusqu'en 1871. Svetozar Stojadinović de Belgrade essaie vainement de doter le clergé d'une feuille religieuse (Crkveni List); ce premier essai est infructueux.

L'année 1866 est remarquable à plus d'un titre. Miletić fonde à Pest le journal la Zastava (Le Drapeau), dont les tendances libérales et nationales dépassent de beaucoup la ligne politique suivie jusque là par la presse serbe. L'entrée de la Principauté lui est interdite, mais la Zastava n'en gagne que plus de terrain en Hongrie. Miletić la transporte alors de Pest à Novi Sad et en fait l'organe le plus répandu, le plus brillamment rédigé de l'opposition au dualisme. La nouvelle feuille paraît deux fois, puis trois fois par semaine; elle est quotidienne depuis 1872. Tandis que Miletić siége à la Diète, ou est détenu à la prison de Vácz, Étienne Pavlović (1869-1870), puis Étienne Popović (1871-1873) deviennent gérants responsables; mais, de près comme de loin, Miletić prend toujours la part principale à la rédaction. Il a maintenant plus de 2.000 abonnés.

La Matica srpska, jugeant que le Letopis est trop sérieux pour la foule des lecteurs, confie à M. Hadžić la direction d'une feuille littéraire, destinée au public ordinaire. Cette revue qui prend le nom de Matica paraît à Novi Sad trois fois par mois, de la fin de 1865 à celle de 1870.

Rajković renouvelle ses efforts pour la création d'un journal satirique; il fonde le Ren (Le Raifort), qui dure jusqu'au milieu de 1867.

Un pays serbe, jusqu'alors privé des bienfaits de la presse, la Bosnie voit éclore, la même année, deux feuilles politiques hebdomadaires: la Bosna, organe officiel imprimé en serbe et en turc, et le Bosanski Vjestnik, journal indépendant, qui succombe en 1867. L'un et l'autre se publient à Serajevo.

Notons encore les Beogradske ilustrovane Novine (Les Nouvelles de Belgrade illustrées), journal illustré bi-mensuel, dont Milan Milovuk fait paraître quelques numéros, sans parvenir à en assurer l'existence.

L'année 1867 voit fonder à Belgrade un organe hebdomadaire

politique et économique, la Srbija, rédigée par Ljubomir Kaljević. Il s'en publie trois numéros par semaine de 1868 à 1870, puis elle est abandonnée. Un supplément agricole la Zadruga (La Communauté domestique), joint à la Srbija, en 1869, ne dure que quelques semaines. Joseph Beogradac entreprend à Novi Sad un journal hebdomadaire (Nedjelni List), consacré à des articles littéraires. Deux feuilles locales sont créées en Hongrie: la Vršacka Kula (La Tour de Vršac), et le Zemunski Glasnik (Bulletin de Zemun). La première, entreprise par N. Mandukić, est interrompue en 1868, puis continuée par M. Popović (1870) et Pera Jovanović (1871); la seconde est rédigée par Simon Popović (1867-1868) et par J. C. Sopron (1869).

En 1868, André Monašević fonde à Novi Sad la Beseda (La Conférence), revue ecclésiastique et scolaire paraissant trois fois par mois. Jean Popović en prend la direction quelque temps après; il y ajoute, en 1869, un supplément intitulé Duhovni Sbornik (Recueil spirituel), mais il l'interrompt à la fin de cette même année. Le protopope Nicolas Popović, de Belgrade, donne à la Beseda un concurrent intitulé Pastir (Le Pasteur), qui paraît trois fois par mois jusqu'en 1870.

Jean Balukšić publie à Belgrade quelques numéros d'une gazette littéraire, la Danguba (Les Heures perdues), tandis que Stojan Bošković y fonde un nouveau journal politique, le Jedinstvo (L'Union). Ce journal, rédigé par Jean Balaicki en 1869 et par M. Jovanović, en 1870, a d'abord quatre numéros par semaine. Vukašin Jean Petrović le rend quotidien (1871), mais est forcé de l'abandonner (1872).

La concurrence que nous avons signalée entre la Beseda et le Pastir se produit entre deux revues destinées aux instituteurs. Le gouvernement serbe charge M. Milan Milićević de la publication de la Škola (L'École) qui paraît à Belgrade trois fois par mois et se continue régulièrement; le ministère hongrois fait traduire en serbe le journal de l'enseignement primaire sous le titre de List za narodne Učitelje, mais cet organe est si peu répandu que nous ne pouvons dire quand il a été abandonné.

En 1869, Milovuk reprend l'idée d'un journal illustré; il fonde le Težak (Le Laboureur), organe spécialement agricole qu'il soutient jusqu'en 1872. La lutte du parti libéral et du parti clérical en Hongrie donne naissance à deux feuilles politiques. Le Pančevac, de Pančevo, publié par Jean Pavlović une fois par

semaine, défend les mêmes principes que la Zastava; le Srbski Narod (Le Peuple serbe), auquel Milan Dimitrijević prête son nom, et qui paraît à Novi Sad trois fois par semaine, est au contraire, l'écho de toutes les rancunes du haut clergé. Le Sarajevski Cvjetnik (La Fleur de Sarajevo) prend la place laissée vacante en Bosnie par la disparition du Bosanski Vjestnik; il est publié une fois par semaine en serbe et en turc jusqu'en 1872.

En 1870, Jean Subotić crée à Novi Sad le Narod (La Nation), journal politique qui paraît trois fois par semaine et suit à peu près la même ligne de conduite que la Zastava et le Pančevac, mais il est bientôt obligé de l'abandonner. L'Omladina, poursuivie par le gouvernement hongrois, essaie de remplacer ses réunions par la publication d'une revue politique mensuelle, la Mlada Srbadija (La Jeune Serbie), dont A. Hadžić est le premier redacteur. Interdite en Hongrie, cette revue est transportée à Belgrade et passe entre les mains de Milan Kujundžić (1872); elle disparaît au milieu de l'année 1873. La Govornica (La Tribune), journal politique hebdomadaire fondé à Novi Sad par Stojan Žirković, n'a qu'une courte existence. Il en est de même de la Pravda (Le Droit), revue juridique, dont D. Novaković et V. Knežević rédigent à Belgrade trois numéros par mois, du Zemljak (Paysan), organe littéraire publié à Novi Sad par G. Rajković (3 fois par mois) et de la Srpska naroda Škola (L'École nationale serbe), journal bi-mensuel imprimé à Sombor et rédigé par Étienne V. Popović. La Škola, cédée à D. Josić, se continue à Pest pendant un an (1871).

Les Bouniévatses et les Chokatses sortent enfin de leur sommeil séculaire. Jean Antunović crée à Kalocsa les Bunjevačke i Šokačke Novine, feuille politique hebdomadaire; mais, deux ans après il doit en faire une simple feuille littéraire bi-mensuelle, la Bunjevačka i Šokačka Vila. Même sous cette forme la Vila pourra rendre de précieux services.

Un fait curieux et qui mérite d'être signalé est l'apparition en Californie d'un journal anglais, russe et serbe, The Slavonian, Slavjanin. Les Russes et les Serbes, émigrés en Amérique, suffirent, malgré leur petit nombre à le faire vivre pendant quelque temps. On pu dire avec justesse que l'Amérique avait imprimé dans ces derniers temps plus de livres serbes que Karlovci N'est-ce pas condamner d'un mot l'oisiveté du haut clergé serbe ?

L'année 1871 est marquée par la fondation d'un nouveau journal politique a Cetinje. Le Crnogorac (Le Monténégrin) paraît une fois par semaine; Simon Popović, qui le rédige y ajoute un supplément littéraire. Cette même année voit éclore une foule de petits journaux: le Glas Naroda (La Voix de la Nation), feuille économique et commerciale hebdomadaire, publiée à Novi Sad par Panta Popović et continuée plus tard à Belgrade par Vladan Arsenijević, trois fois par semaine; le Trgovački Glasnik (Bulletin commercial), édité à Belgrade par Čelomil P. Marinović, une fois, puis trois fois, par semaine; le Radenik (Le Travailleur), organe économique et industriel, qui paraît à Belgrade trois fois par semaine, sous la direction de G. Ljočić, ingénieur; le Vragolan (L'Espiègle), journal littéraire et satirique rédigé à Belgrade par M. J. Niketić; le Žiža (Le Feu), feuille également satirique créée à Pančevo par Jean Jovanović et publiée deux fois par mois. Deux médecins de Pančevo commencent une revue mensuelle de médecine et d'hygiène populaire, le Domaci Lekar (Le Médecin populaire), qui n'a malheureusement pas été poursuivie. Enfin Axentius Mijatović fait paraître à Vršac les premiers numéros d'un journal politique hebdomadaire, l'Istok (L'Orient), qu'il continue aujourd'hui a Belgrade.

Les renseignements dont nous disposons ne nous permettent pas de faire l'histoire de la presse serbe pendant les années 1872 et 1873. Nous nous bornerons a donner un tableau des journaux et autres organes périodiques à la fin du premier semestre de l'année 1874. Nous ne croyons pas inutile d'y faire figurer ceux qui paraissent en Croatie, en Dalmatie et en Istrie.

Tableau de la presse périodique serbo-croate, à la fin du 1er semestre de l'année 1874.

Lieu de publication:	Titres et Rédacteurs des recueils:	Date de la fondation:	Nature des recueils:
Novi Sad	Застава (Le drapeau) réd. Étienne Popović	1866	politique, quotidien (libéral).
„	Српски Народ (Le Peuple serbe) réd. Milan Dimitrijević	1869	politique, quotidien (clérical).
„	Летопис српски (L'Annuaire serbe), réd. Jean Bošković	1825	recueil littéraire, annuel.
„	Глас Народа (La Voix du Peuple), réd. Vladan Arsenijević	1871	économique, scient. et litt.: 3 nos par mois.
„	Позориште (Le Théâtre), réd. A. Hadžić	1872	théâtral: 1 no chaque jour de représentation.
„	Јавор (L'Érable), réd. Élie Ognjanović	1874	litt.: 3 nos par mois.
„	Жижа (Le Feu), réd. C. Jovanović	1873	satirique: 3 nos par mois.
Vršac	Учитељ (L'instituteur), réd. Nic. Brašovan	1874	pédagogique, bi-mensuel.
Pančevo	Панчевац (Le Pantchévien), réd. Georges Petrović	1869	politique, bi-hebdomadaire (libéral).
Subotica (Szabadka, Maria-Theresiopel)	*Subotički Glasnik* (Buletin de Subotica)	1874	politique et littéraire, hebdomadaire.
Kalocsa	*Bunjevačka i Šokačka Vila* (La Vila des Bouniévatses et des Chokatses), réd. Jean Antunović	1871	littéraire, bi-mensuel.

Lieu de publication:	Titres et Rédacteurs des recueils:	Date de la fondation:	Nature des recueils:
Belgrade	Српске Новине (Les Nouvelles Serbes), réd. Jean Balaicki	1834	officiel, quotidien.
„	Гласник српског ученог Друштва (Bulletin de la Société scientifique serbe)	1847	recueil littéraire, historique et scientifique: 2 ou 3 volumes par an.
„	Видов Дан (Le Jour de Saint Guy), réd. Miloš Popović	1861	politique, quotidien.
„	Исток (L'Orient), réd. Axentius Mijatović	1871	politique et économique: 3 n^os^ par semaine.
„	Будућност (L'Avenir), réd. Uroš Knežević	1873	politique, économique et juridique: 3 n^os^ par semaine.
„	Ново Време (Le Temps moderne)	1874	politique, économique (socialiste): 3 n^os^ par semaine
„	Школа (L'École), réd. Milan Milićević	1868	pédagogique: 3 n^os^ par mois.
„	Сион (Sion), réd. l'archimandrite Nestor	1874	religieux, hebdomadaire.
„	Преодница (L'Étoile filante), réd. Pierre Petrović	1874	littéraire, hebdomadaire
„	Врзино коло,[1]) réd. P. Perinović	1873	satirique: 3 n^os^ par mois.
„	Домишљан (Le Bon Conseil), réd. N. M. Nikšić	1874	satirique et littéraire: 3 n^os^ par mois.

[1]) Voy. l'explication de cette locution proverbiale dans le Lexique de Karadžić v^o^ Врзино.

Lieu de publication:	Titres et Rédacteurs des recueils:	Date de la fondation:	Nature des recueils:
Kragujevac	Јавност (L'Évidence) réd. Démètre Jean Stojković	1870	scientifique et politique: 3 nos par semaine.
Cetinje	Глас Црногорца (L'Écho du Monténégro), réd. Simon Popović	1873	politique et littéraire, hebdomadaire.
Bucarest	Восток (L'Orient), réd. A. Andrić	1873	(serbo-bulgare), politique et littéraire, hebdomadaire.
Zagreb (Agram)	*Narodne Novine* (Les Nouvelles Nationales), réd. Velimir Gaj	1835	politique, quotidien.
„	*Obzor* (La Revue), réd. M. Maravić	1871	politique, quotidien.
„	*Rad Jugoslavenske Akademije znanosti i umjetnosti* (Travaux de l'Académie des sciences et des arts des Slaves du Sud)	1867	recueil scientifique et littéraire, dont il paraît 3 ou 4 volumes par an.
„	*Vjenac* (La Couronne), réd. A. Šenoa	1869	littéraire et scientifique, hebdomadaire.
„	*Pučki Priatelj* (L'Ami du Peuple), réd. Bart. Francelj	1867	instructif et amusant, hebdomadaire.
„	*Napredak* (Le Progrès	1860	pédagogique et instructif: 3 nos par mois.
„	*Školski Priatelj* (L'Ami des Écoles), réd. Fr. Klajić	1868	pédagogique, bi-mensuel.

Lieu de publication:	Titres et Rédacteurs des recueils:	Date de la fondation:	Nature des recueils:
Zagreb (Agram)	*Smilje*-Смиле (L'Immortelle) publié par la Société pédagogique et littéraire (Pedagogijsko-Književni Zbor), en caractères latins et cyrilliens.	1874	instructif et amusant pour la jeunesse, mensuel.
„	*Gospodarski List* (La Gazette de l'économie agricole), réd. Pierre Zoričić	1853	agricole, hebdomadaire, publié par la Société agricole (Gospodarsko Društvo) de Croatie et Slavonie.
„	*Katolički List* (La Gazette catholique), réd. Simon Balenović	1850	religieux, hebdomadaire.
Djakovo	*Glasnik Biskupije* (Bulletin de l'évêché)	1873	religieux, bi-mensuel.
Kraljevica (Porto Re)	*Primorac* (L'Habitant de la côte)	1874(?)	politique et commercial, hebdomadaire.
Zadar (Zara)	*Narodni List* (La Gazette nationale)	1873(?)	politique, bi-hebdomadaire.
„	Српско-Далматински Магазин (Le Magasin serbo-dalmate), réd. Gerasim Petranović		recueil annuel d'histoire et de littérature.
„	*Zemljak* (Le Paysan)	1838 1874(?)	économique et agricole: 3 n^os^ par semaine.
„	*Pravo* (Le Droit)	1874(?)	juridique et administratif, mensul.
Trieste	*Naša Sloga* (Notre Concorde)	1871	politique et littéraire, bi-mensuel.

Conclusion.

Nous avons suivi les Serbes de Hongrie depuis l'origine de leur histoire; nous avons montré les efforts qu'ils ont faits pour s'assurer une existence propre au milieu des ennemis qui les entourent; nous croyons en avoir assez dit pour exciter l'intérêt et pour attirer l'attention sur les nations opprimées du Royaume de Saint Étienne. Le pieux fondateur de la monarchie hongroise était fier de régner sur des peuples divers; il ne songea pas à les persécuter et ne réclama jamais pour la race conquérante le droit d'absorber les autres races. Ceux qui gouvernent aujourd'hui célèbrent chaque année avec grande pompe la fête de Saint Étienne, mais n'ont, à ce qu'il semble, qu'une médiocre estime pour ses conceptions politiques. Les Magyars actuels ont une soif de domination que leurs pères n'avaient point au XIe siècle. Leur mélange avec les autres habitants du pays, loin de changer cette disposition naturelle, l'a plutôt exagérée, parce que les Slaves, les Allemands et les Roumains qui ont adopté la nationalité magyare, n'ont été guidés que par le désir de participer aux avantages de la conquête.

Malgré tout, les tentatives de magyarisation ne nous paraissent pas redoutables par elles-mêmes. L'idée d'imposer à des peuples européens la langue et les traditions d'une horde altaïque est tellement insensée qu'elle ne mérite même pas une réfutation. Le Cabinet de Pest ne se fait certainement pas illusion sur l'inutilité des mesures vexatoires qu'il prend chaque jour pour l'unique satisfaction de quelques hobereaux ou de quelques avocats des bords de la Tisza. Le grand danger de ces mesures, nous ne saurions assez insister sur ce point, est de préparer les voies

à l'Allemagne.[1]) Il est à remarquer que la langue allemande n'a jamais fait en Hongrie d'aussi rapides progrès que pendant les sept dernières années, c'est-à-dire depuis que le hongrois est devenu l'idiôme officiel. Ceux qui rêvent la germanisation de l'Orient n'ont qu'à laisser faire le gouvernement hongrois; il fera mille fois plus pour le triomphe de leur cause que les impatients qui réclament, dès aujourd'hui, pour les Allemands des pays transleithans, une autonomie particulière. En effet, les jeunes gens qui reçoivent une éducation toute magyare, sentent à la sortie des écoles qu'il leur faut pour leurs études, pour les besoins de leur profession, pour leurs transactions de toute nature, un idiôme plus répandu, qui les mette en communication avec le reste du monde; ils adoptent l'allemand. Bien des Slaves et des Roumains qui ont perdu leur temps à cultiver le magyar, tandis qu'ils négligeaient leur langue maternelle, sont entraînés sur cette pente.

Il y a là un travail insensible, dont la foule ne se rend pas compte, mais un travail incessant. Les hommes d'état hongrois n'ont pas l'excuse de l'ignorance; ils savent que les Magyars, comme les Turcs, sont destinés à périr, tôt ou tard, en tant que nation européenne. „Si nous devons cesser d'être nous-mêmes, disent-ils, si nous devons être absorbés par un grand peuple, eh bien! nous aimons mieux être allemands que russes.“ Tel est leur unique raisonnement: une parole de désespoir. Ne vaudrait-il pas mieux, s'ils ont vraiment l'amour de leur patrie, chercher à sauver les Magyars, en les réconciliant avec les peuples qu'ils s'acharnent à combattre?

Les Serbes, et ce que nous disons des Serbes, s'applique aux autres Slaves de la Hongrie, ne doivent cesser de lutter contre l'orage. Que les Magyars soient résignés à périr, ce n'est pas une raison pour que leurs voisins subissent le même sort. Ceux-ci doivent, avant tout, s'efforcer de se mettre d'accord les uns avec les autres; cette entente est leur unique moyen de salut, et ce

[1]) Un écrivain belge, M. Emile de Laveleye, qui a fort bien mis en relief la faute commise par les Magyars quand ils cherchent à imposer leur langue par la force, justifie involontairement notre assertion. Il ne trouve en effet rien de mieux que de recommander aux peuples de la Hongrie l'usage de la langue allemande! Voy. un article inséré par lui dans la *Revue des deux Mondes* (1869), sous le titre suivant: Les Nationalités en Hongrie et les Slaves du sud, article reproduit dans le recueil intitulé: *La Prusse et l'Autriche depuis Sadova*, Paris, 1870, in-12, T. IIe.

n'est pas l'acheter trop cher que de l'acheter par des concessions mutuelles. Le gouvernement est toujours prêt à semer la défiance entre les Roumains, les Ruthènes, les Slovaques, les Croates et les Serbes ; les chefs à qui la direction de ces divers groupes a été confiée, ont le devoir d'étouffer les anciennes querelles et de ne jamais séparer leur cause de celle de leurs alliés. Si l'union dont nous parlons existait, les Magyars seraient bientôt réduits à l'impuissance.

En même temps, Slaves et Roumains feront bien de travailler sans relâche à leur développement national. Au lieu de marcher à la remorque de l'Allemagne, ils agiront sagement en nouant des relations avec les autres peuples latins et slaves. Ils trouveront chez eux une civilisation plus conforme à leurs aspirations et à leurs besoins; ils auront tout à gagner à les connaître et à se faire connaître d'eux. Les petits peuples seront sans cesse menacés dans leur indépendance et dans leur vie, tant que les Latins et les Slaves ne se seront pas unis pour opposer une digne insurmontable aux invasions germaniques.

ADDITIONS ET CORRECTIONS.

P. 10, ajoutez, après la ligne 14:

5 bis. Исторіа славено-сербскаго Народа: а) о состоянію Сербовъ у Унгаріи после рата на мухачкомъ полю; б) о Георгю (II.) Бранковичу, Деспоту сербскомъ, даже до нашего времена. Списана Милановомъ Видаковичем; на свѣтъ издана трошкомъ княжеско-сербске Печатнѣ. У Бѣограду, у княж.-србской Кньигопечатньи; (Histoire du Peuple slavo-serbe, 1° Depuis l'établissement des Serbes en Hongrie après la bataille de Mohács; 2° Depuis Georges II Branković, despote des Serbes, jusqu'à nos jours. Par Milan Vidaković; publié aux frais de l'Imprimerie princière de Serbie. Belgrade, de l'Imprimerie princière de Serbie), 1837, in-8.

Cet ouvrage est la IVe Partie de l'Histoire des Serbes de Vidaković. Les 3 premières parties portent la date de 1833 et 1835.

P. 11, l. 19, 1831, lis. 1861.

„ ajoutez après la ligne 24:

14 bis. Стара Историја србска по ломаћим предањима (L'Histoire ancienne des Serbes, d'après les documents qui nous sont parvenus), articles de M. K. Nikolajević dans le Летопис српски: 1861, nos 103, pp. 12-43 et 104, pp. 21-60; 1862, nos 105, pp. 1-53 et 106, pp. 1-27; 1863, nos 107, pp. 1-39 et 108, pp. 1-38; 1864, n° 109, pp. 1-81; 1865, n° 110, pp. 1-65; 1866, n° 111, pp. 217-242; 1867-69, n° 112, pp. 1-14; 1870-71, n° 113, pp. 1-16.

Ce travail, qui est loin d'être terminé, a paru d'abord sous le titre de: Критичка Покушеня у периоду одъ петъ првихъ векова србске исторіе (Essais critiques sur la periode des cinq

premiers siècles de l'histoire serbe). L'auteur semble admettre, comme nous l'avons fait nous-même, que les établissements serbes de la rive gauche de la Save ont une origine plus ancienne que ceux de la rive droite. Cf. notamment Летопис, n° 105, p. 52.

P. 11, l. 38: Il en existe une traduction croate sous ce titre:

Ugarska i istočno Pitanje. Historijsko razmatranje. Napisao Josip Perwolf; u hrvatzki jezik preveo Vasilj Bratelj. U. V. Sisku, tiskom Ivana Vončine, 1871, in-8.

„ l. 42: plus ou moins remaniée, lis. abrégée.

P. 12, l. 5, lis. 1870, pp. 1—175; XXX, 1871, pp. 1—91; XXXVII, 1873, pp. 250—304; XXXIX, 1873, pp. 117—304.

„ ajoutez après la ligne 15:

21 bis. Authentische Darstellung der Ursachen, der Entstehung, Entwicklung und Führungsart des Krieges zwischen Serben und Magyaren im Jahre 1848. Von Dr. J. Subbotić. Agram, 1849, in-8.

„ l. 23: 2 part. in-8, lis. 1ère Partie (seule parue) in-8.

„ l. 24: eines k. k. Offiziers, aj. (Johann Stefanović).

P. 13, ajoutez après la ligne 16:

27 bis. Себскій народній Конгресъ сирѣчь избраніє народня архі-епископа и метрополита торжествовано лѣта 1837. Издао К. Ћ. П. Б. Р. У Новомъ Саду; (Le Congrès national serbe tenu en 1837, pour l'élection de l'archevêque et métropolitain national, publié par K. Ć. P. B. R. Novi Sad), 1837, in-8.

27ter. Описаніе Собора славено-сербскогъ и валахійскогъ славногъ народа у Карловцы Сремски, месеца ноембріа года 1837, державнаго. Сочиніо и издао Коста Поповићъ. У Новомъ Саду, писм. П. Іанковића, ц. кр. привил. типографа; (Compte-rendu du Congrès tenu par les illustres nations slavo-serbe et valaque, au mois de novembre 1837, à Karlovci de Sirmie; rédigé et publié par Constantin Popović, Novi Sad, impr. de P. Janković, typographe imp., roy. privil.), 1838, in-4.

27quater. Достопамятность у Іерархіи карловачкой. Народный Саборъ 1842. года. Посветьенъ свимъ добрымъ сыновыма и дщерима православне восточне Церкве. Иждивеніемъ Георгія Киріяковића, градьанина и купса ново-садскогъ. У Новомъ Саду, писмены Екатерине Іанковића вдове; (Évé-

nement mémorable dans la hiérarchie de Karlovci. Le Congrès national de 1842. Dédié à tous les bons fils et bonnes filles de l'Église orthodoxe orientale. Publié par Georges Kirijaković, bourgeois et négociant de Novi Sad. Novi Sad, imprimerie de la veuve Catherine Janković), 1845, in-8.

P. 14, ajoutez après la ligne 3:

32 bis. Zur Lösung der serbischen Kirchenfrage. Von einem gew. Congressmitgliede. Budapest, 1873, in-8. Voy. ci-dessus, p. 318, note 1.

P. 25, l. 35: pp. 129-130, lis. pp. 116-130.

„ l. 36, lis. pp. 75—83; XXXV (1872), pp. 1—103, et d'autres passages, etc.

P. 27, l. 17: Čaplovič raconte, lis. Nous savons.

„ note 4: Fehér, Cod. diplom., IX, p. 325. — Cf. Chronicon Budanum, ed. Podhradzky, p. 331; Čaplovič, II, p. 17.

P. 43, l. 19: Бісерічей, lis. Бісерічеї.

P. 45, l. 39: за + хльмь, lis. за + хльмь.

P. 46, (Tableau généalogique), l. 6, 1ère col. de gauche: Amurat, lis. Murad.

„ (Tableau généalogique), dernière ligne, lis. Хроніка Ромънілор de Георгіе Шінкаі din Шінкъ.

P. 51, l. 25: renonca, lis. renonça.

P. 55, note 3: Sincaiu, Хроніка Ромънілор, etc.

P. 58, l. 34: octobre 1530, lis. octobre 1630.

P. 59, l. 37: Stopfert, lis. Stopfer.

P. 60, l. 38: Rać, lis. Rajić; Србскн, lis. Србскій.

„ titre courant: Confints, lis. Conflits.

P. 62, l. 39: Uskokes, lis. Uscoques.

P. 64, l. 4, ajoutez en note:

Voyez le travail de M. Alexandre Sandić intitulé: Деспот ђорђе Бранковић сужањ у Хебу (Le despote Georges Branković, prisonnier à Cheb.) Novi Sad, 1871, in-8. (Extrait de l'Омладински Календар.)

P. 73, l. 26: la Theiss, lis. la Tisza.

P. 75, l. 1: Caransebesiŭ, lis. Karánsebes.

P. 82, l. 14: id. id.

„ l. 36: Petro-Varadin, lis. Petrovaradin.

P. 83, l. 24: (1799), lis. (1699).

P. 109, note 3, dernière l., ajoutez: M. Vitković, Гласник, XXXIX,

pp. 288, donne la traduction d'un chant magyar dont le même personnage est le héros.

P. 123, l. 16: Zombor, lis. Sombor.

P. 128, l. 27: d'Erckert, lis. d'Erkert.

P. 148, l. 5: Gjeorgjević, lis. Gjorgjević.

P. 151, l. 31: trois régiments, lis. deux régiments.

P. 163, l. 17: Pestini, 1791, in-8, ajoutez: Il a été retraduit en serbe dans le **Летопис** de 1862, n° 105, pp. 94-129.)

P. 170, l. 30: Kyjev, lis. Kijev.

P. 178, l. 13: arectio, lis. erectio.

P. 186, l. 23: Iamu, lis. Jamu.

P. 189, l. 28: Michaljević, lis. Mihaljević.

„ ajoutez en note, après la l. 32:

Le vœu que nous exprimons a été réalisé, en ce qui concerne les guerres de la Révolution française par le major autrichien Stanislas Šumarski, dans un travail intitulé: **Српски Војници у француској војни од 1792-1801** (Les Guerriers serbes dans les guerres contre la France de 1792 à 1801). Ce travail, inséré d'abord dans le **Летопис** de 1845, 1846 et 1847, a été réimprimé séparément à Belgrade, en 1865, in-8.

P. 196, l. 34: on été, lis. ont été.

P. 235, l. 23: ...arrivèrent à Innspruck. Ajoutez en note:

Nous suivons ici l'auteur de la Serbische Bewegung, mais nous devons faire remarquer que les historiens allemands contestent le voyage de Rajačić à Innspruck. Helfert se contente de n'en pas parler; quant aux correspondances insérées au **Летопис** de 1866, elles ne fournissent aucun renseignement sur ce point. Le fait n'a pas au fond grande importance.

P. 237, l. 35: Ó-Ker, lis. Ó-Kér.

P. 241, l. 11: Il commençaient, lis. Il commençait.

P. 242, l. 19: à la conditions, lis. à la condition.

Pp. 256 et 263, titre courant: Suplikac, lis. Šuplikac.

P. 267, l. 30: Stari Beče, lis. Stari Bečej.

P. 273, titre courant: 1864, lis. 1849.

P. 274, note 1, lis. Le **Летопис** de 1866 (pp. 136-216) et celui de 1867-69 (pp. 390-479) contiennent de très-curieuses lettres, etc.

P. 291, l. 6: Kengelac, lis. Kengjelac.

P. 293, l. 29: qui nous trouvons, lis. que nous trouvons.

P. 298, dernière l. de texte: Káránszebes, lis. Karánsebes.

P. 311, l. 14: les établissement, lis. les établissements.

P. 316, l. 32: soupconnèrent, lis. soupçonnèrent.
P. 344, l. 6: XXXII, XXXVII, lis. XXX, XXXVII, etc.
P. 361. l. 15, après le tableau: avorteuses, lis. matrones.
P. 362, note 1, lis. Вино пије Краљевићу Марко, etc.
P. 366, titre courant: Statistique, lis. Statistiques.
P. 383, l. 39: bone, lis. bonne.
P. 386, l. 32: ou point de vue, lis. au point de vue.
P. 390, l. 11: n'étaient, lis. n'était.
P. 398, l. 38: Le seigneur exercait, lis. exerçait.
P. 401, l. 19: томељу, lis. темељу.
P. 405, titre courant: de lis. des.
P. 409, l. 9: archidjakon, lis. arhidjakon.
„ 34: archiepiskop, lis. arhiepiskop.

Au moment où s'imprimait la dernière feuille de cet ouvrage, se sont accomplis des événements importants pour l'histoire des Serbes de Hongrie. Le 12 juillet 1874, un nouveau Congrès national s'est ouvert à Karlovci, en présence du conseiller aulique Hueber. Ce personnage, investi des fonctions de commissaire royal, s'est montré plus conciliant que ne l'avait été Molinary en 1872. Bien qu'il ait été censé représenter la personne même du souverain, il a volontairement renoncé au cérémonial du Declaratorium illyricum et sa réception, de la part des députés serbes, n'a donné lieu à aucun incident. Après avoir vérifié les pouvoirs de ses membres, l'assemblée a voté une adresse au Roi, puis elle a procédé à l'élection du métropolitain. L'évêque de Bude, Arsène Stojković, a réuni 63 suffrages et n'a eu contre lui que 7 abstentions. Il a donc eu l'unanimité des voix exprimées et, même en appliquant la doctrine soutenue par Schmiedfeld en 1790, il a semblé que son élection ne devait pas rencontrer d'opposition; mais alors s'est passé un fait sans exemple dans l'Église serbe. Sur les instances du ministère hongrois, François-Joseph a refusé de ratifier l'élection du prélat patriote. Le 29 juillet, Hueber a communiqué au Congrès un rescrit daté du 22 du même mois, dans lequel le Roi, tout en remerciant les députés de leur adresse, faisait connaître sa décision, sans en donner aucun motif. Dans ce texte, d'une forme peu constitutionnelle, il n'est question que d'un rapport présenté par le ministre-président hongrois, de concert avec son collègue des cultes et avec le gouvernement croato-

slavon (il est triste de voir les Croates mêlés à cette affaire); aucun reproche n'est adressé à Stojković, aucune accusation n'est portée contre lui. Cette manière de laisser planer un soupçon vague sur un homme honorable est un des procédés ordinaires du Cabinet de Pest.

En écartant Stojković du siége de Karlovci, les Magyars se sont flattés d'y faire monter leur créature, Grujić, mais la sagesse du parti national a déjoué ce complot. Miletić, Subotić, Branovački, Kasapinović et Pavlović, qui ont eu sur leurs collègues une influence décisive, ont trouvé une combinaison qui a sauvegardé l'indépendance de l'Église nationale. Au lieu de se laisser imposer le protégé du pouvoir, ou l'évêque de Vršac, Kengjelac, qui appartient, comme lui, au parti clérical, ils se sont rappelés que l'ancien évêque d'Arad, Ivačković, devenu depuis peu métropolitain roumain, était sorti de la hiérarchie serbe; c'est sur lui qu'ils ont reporté leurs suffrages. L'élection s'est faite le 31 juillet; Ivačković a été proclamé patriarche par 56 voix, contre 7 voix données a Grujić.

Cette nomination a soulevé immédiatement une double question. Les Roumains n'étaient-ils pas en droit de protester contre un choix qui pouvait jusqu'à un certain point porter atteinte à l'autonomie de leur Église; le gouvernement ratifierait-il l'élection? Grâce à l'esprit politique dont les Roumains ont fait preuve dans cette circonstance et aux efforts intelligents du commissaire royal, ces deux questions ont été promptement résolues. Ivačković a reçu la confirmation du Roi et vient d'être installé a Karlovci, en qualité de patriarche (12 août 1874). Ainsi le siége de Karlovci a été définitivement pourvu, après quatre ans et demi de vacance.

Ivačković ne peut être considéré comme un libéral, mais c'est un homme doux et paisible, incapable de s'associer aux intrigues des Grujić et des Angjelić. Sa nomination est un rude coup porté aux meneurs de la fraction cléricale.

Table des matières.

Pag.

Préface 3

Note sur la transcription des noms serbes et magyars 7

Bibliographie 9

I. Les Serbes de Hongrie, depuis le VIIe siècle jusqu'aux premières guerres avec les Turcs 15

II. Histoire des Serbes de Hongrie, depuis les premières guerres avec les Turcs jusqu'à la fin des Branković 30

Tableau généalogique de la famille Branković 46

III. Histoire des Serbes de Hongrie, depuis la fin des Branković jusqu'à l'immigration du patriarche Črnojević (1521-1694). Les premiers priviléges de l'empereur Léopold 47

VI. Histoire des Serbes de Hongrie, depuis l'immigration de 1694 jusqu'à l'émigration de Hrvat et Tökölyi en Russie (1751). — Nouveaux priviléges de Léopold Ier, de Joseph Ier, de Charles VI et de Marie-Thérèse 76

V. Histoire des Serbes de Hongrie, depuis l'émigration de Tökölyi et de Hrvat en Russie, jusqu'à la concession aux Serbes des droits civils (1751-1791) 131

VI. Histoire des Serbes de Hongrie, depuis la concession aux Serbes des droits civils jusqu'à la révolution de 1848. — Les guerres contre la France; l'Illyrisme; la lutte des nationalités en Hongrie (1791-1848) 172

VII. L'insurrection serbe de 1848 et 1849. Création de la Voïévodine de Serbie 218

VIII. Histoire des Serbes de Hongrie depuis l'insurrection hongroise jusqu'à nos jours. — Suppression de la Voïévodine de Serbie. — Le Dualisme austro-hongrois et ses conséquences (1849-1873) . 275

IX. Ethnographie des Serbes de Hongrie 348

X. Les Confins militaires. — Le District de Kikinda.

1. Les Confins militaires 385

2. Le District de Kikinda 396

XI. L'Église serbe de Hongrie 401

Du clergé régulier 404

Des paroisses et du clergé séculier 411

Des assemblées diocésaines, des consistoires, du comité administratif et du comité scolaire diocésain 415

A 275

Pag.

Du conseil ecclésiastique métropolitain et du conseil des écoles nationales 416
Du congrès national 417
Des synodes 421
Du diocèse grec-uni de Križevac 422
Liste des métropolitains et des évêques serbes 423
XII. Les Écoles serbes de Hongrie. — Les Fonds nationaux. — Les Associations. — Les Journaux.
Des Écoles 436
Des Fondations 440
1. Des fonds nationaux 441
2. Des fondations particulières 444
3. De la fortune des communautés 445
Des Associations 446
Des Journaux 452
Tableau de la presse périodique serbo-croate à la fin du premier semestre de 1874 462
Conclusion 466
Additions et Corrections 470